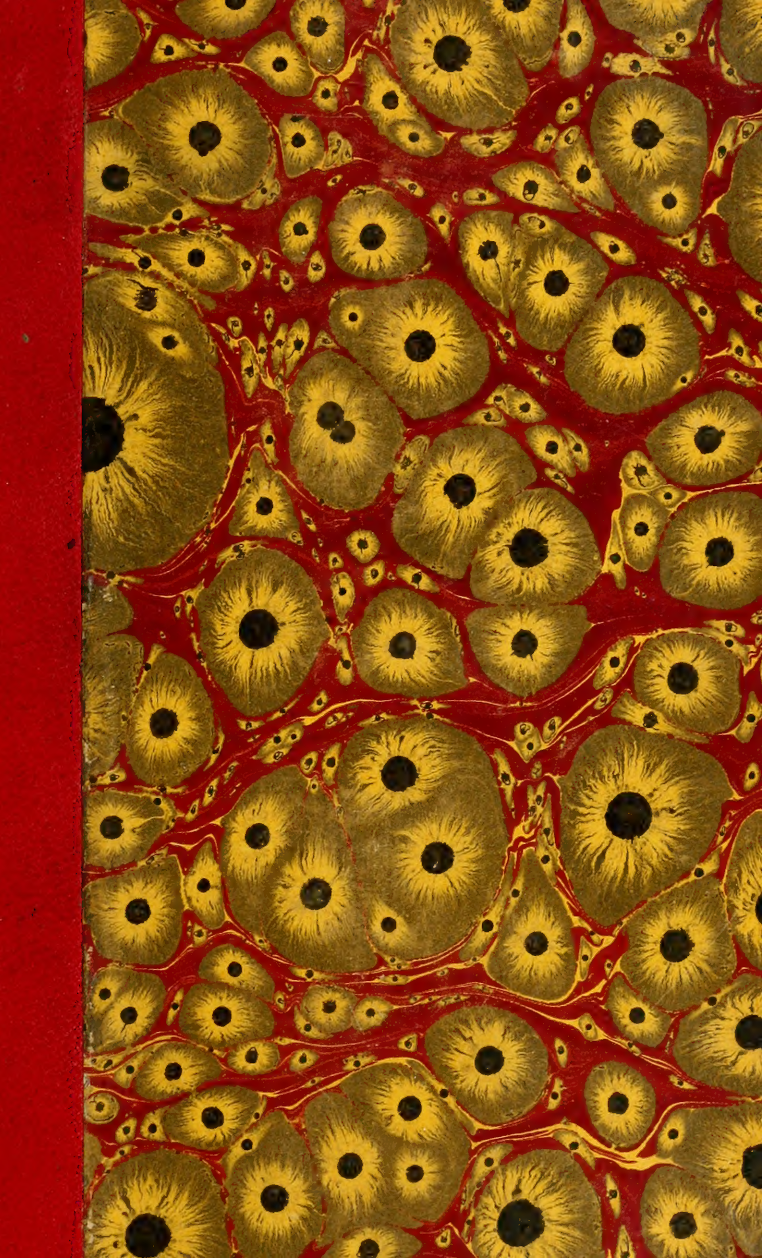
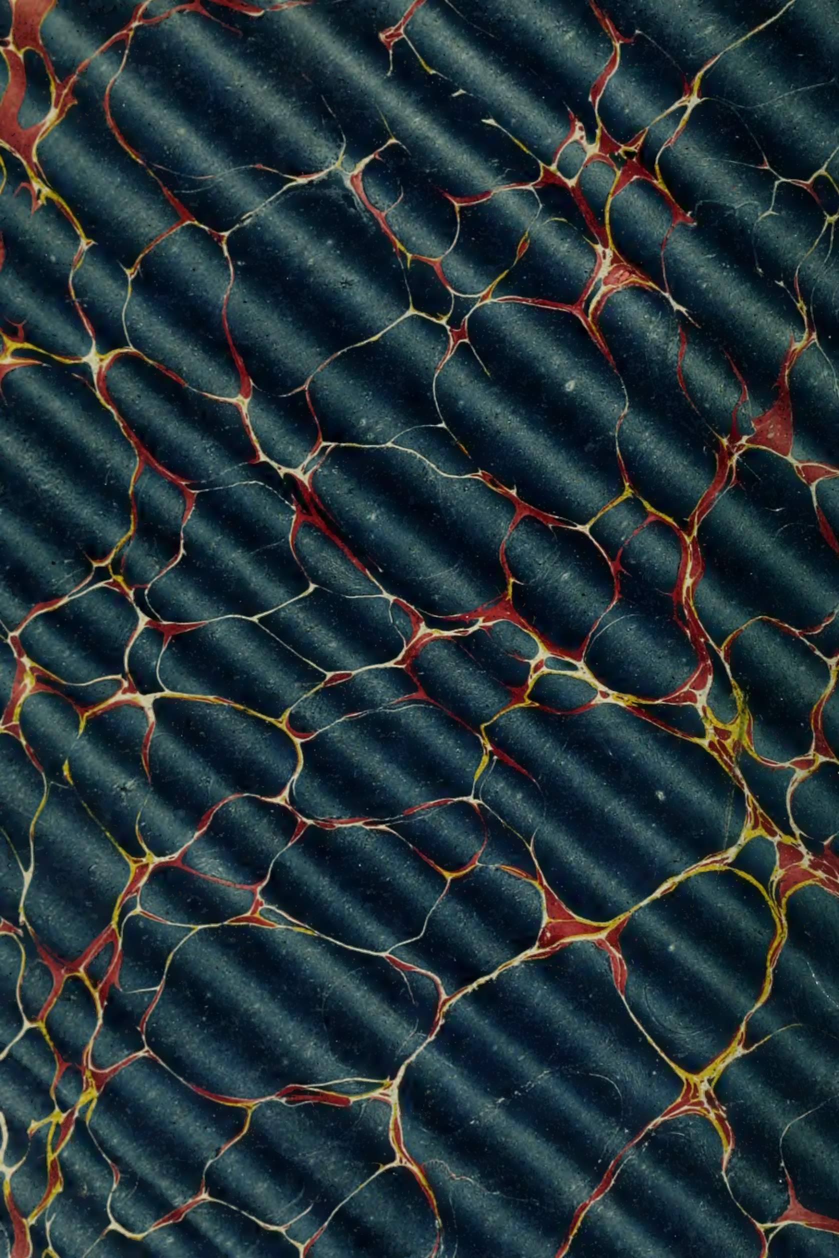
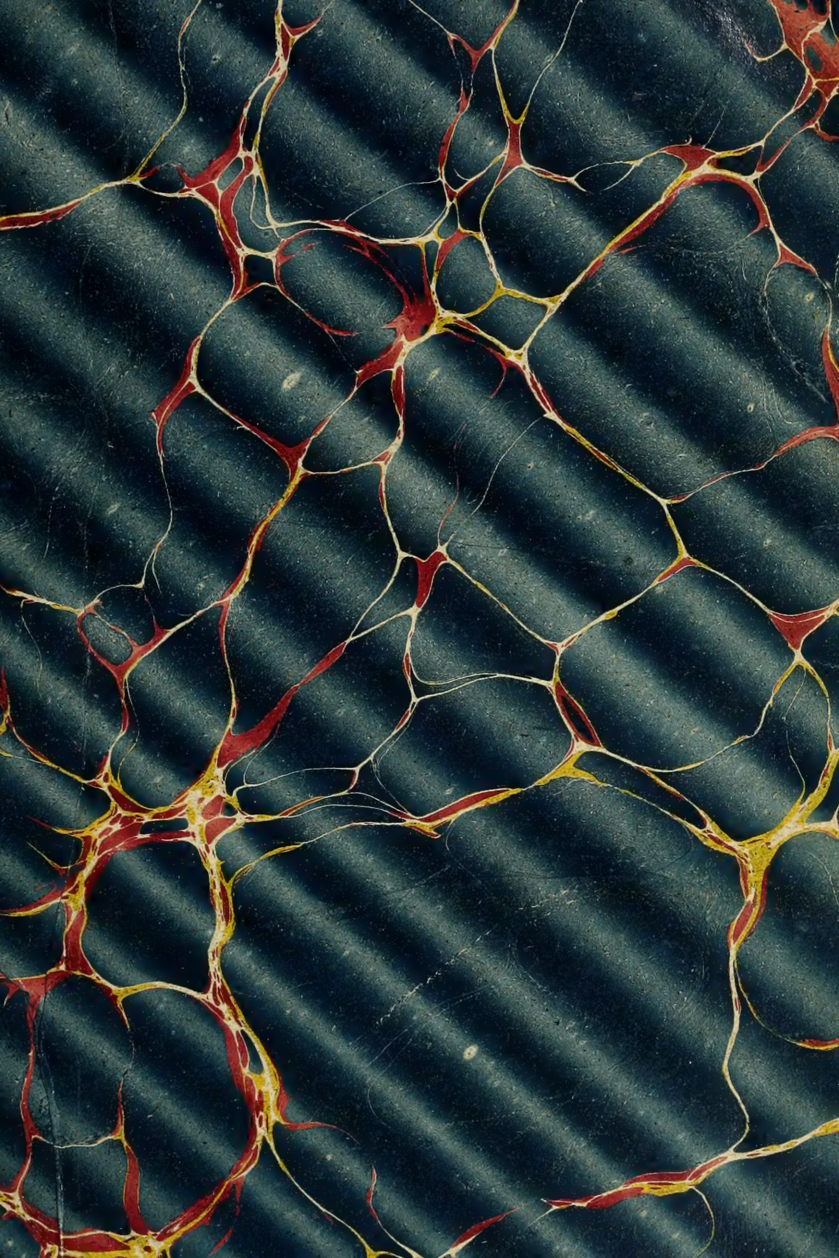






HISTOIRE
DE FRANCE

DEPUIS

LES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en octobre 1876.

PARIS. TYPOGRAPHIE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

HISTOIRE
DE FRANCE

DEPUIS

LES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

PAR

M. C. DARESTE

ANCIEN RECTEUR DES ACADÉMIES DE NANCY ET DE LYON
CORRESPONDANT DE L'INSTITUT

TOME HUITIÈME

DIRECTOIRE, CONSULAT ET EMPIRE

TROISIÈME ÉDITION

Ouvrage auquel l'Académie Française a décerné deux fois le Grand Prix Gobert



PARIS
LIBRAIRIE PLON
E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
10, RUE GARANCIÈRE

1885

LIVRE CINQUANTE ET UNIÈME.

(SUITE.)

LA CONVENTION.

QUATRIÈME ET DERNIÈRE PARTIE.

XV. — Après les journées de prairial et la compression qui les suivit, la Convention voulut donner au pays l'ordre, la paix et la liberté, c'est-à-dire tout ce qui était impossible avec la Terreur.

Mais la guerre civile déchirait la France et plus particulièrement le Midi. Les jacobins s'étaient rendus maîtres de Toulon le 21 mai (1er prairial), avec l'assistance des ouvriers de l'arsenal et d'une partie des marins. Ils commirent tous les désordres imaginables, malgré les efforts des représentants, dont l'un se tua de désespoir. Puis ils marchèrent sur Marseille, en répandant l'épouvante. Les représentants en mission sonnèrent l'alarme. Il y avait dans la Provence une milice qui s'était organisée contre les terroristes; c'était la compagnie du Soleil. Isnard, qui ne gardait jamais de mesure dans son langage, harangua les habitants d'Aix du haut d'un balcon, et leur dit : « Si vous n'avez pas de fusils, eh bien! déterrez les ossements de vos pères, et servez-vous-en pour exterminer tous ces brigands! »

Deux bataillons sortis de Marseille suffirent pour mettre les jacobins en déroute et les forcer à rendre Toulon. Ceux qu'on prit les armes à la main furent jugés par des commissions militaires et fusillés. Le plus grand nombre s'étant dispersés de côté et d'autre, la compagnie du Soleil les poursuivit et les extermina.

Le 5 juin, le jour même où la Convention se félicitait de ce succès, une bande de la compagnie du Soleil se présenta à Marseille, au fort Saint-Jean, en chantant le *Réveil du peuple*,

s'en fit ouvrir les portes, et y massacra quatre-vingt-cinq détenus jacobins. Isnard et d'autres représentants arrivèrent le soir aux flambeaux, escortés de grenadiers et de hussards. Ils firent inutilement arrêter plusieurs des assassins; on les relâcha presque aussitôt, et les meurtres isolés continuèrent.

Il y eut encore des massacres dans plusieurs villes du Midi. Vingt-neuf prisonniers furent immolés à Aix le 12 juin; vingt-quatre à Tarascon, le 25 mai, et vingt-trois autres le 20 juin. Les corps des victimes furent jetés par les fenêtres du château dans le Rhône ou sur les rochers nus de son lit. Les autorités, qui partageaient les passions de la contre-révolution, furent partout faibles ou impuissantes. La municipalité de Tarascon écrivit aux administrateurs du département, à propos du premier massacre : « Le peuple dans sa vengeance n'a pas voulu écouter le cri de la loi. » Isnard à Marseille, et Durand Maillane à Tarascon, parvinrent à arrêter ces sauvageries. Le souvenir de la *Terreur blanche* n'en est pas moins resté attaché à leur nom, ainsi qu'à celui de leur collègue Cadroi.

D'autres victimes périrent au mois de juin dans les prisons de Lyon, à Nîmes et ailleurs. A Lyon, dès qu'un jacobin était reconnu, on le poursuivait en criant : *Au Rhône!* La police, la gendarmerie étaient insuffisantes et paralysées; la population déchaînée se livrait à toutes les fureurs des représailles et de la vengeance. L'ordre ne pouvait se rétablir que par les autorités militaires; or, les grandes villes elles-mêmes avaient peu de soldats.

XVI. — La Convention s'épuisait en combinaisons pour relever les assignats, chose d'autant plus nécessaire qu'ils étaient encore reçus pour le payement des impôts et des fermages. Après avoir examiné et rejeté divers projets, dont aucun ne pouvait être bon, elle s'était arrêtée à une idée suggérée par Bourdon de l'Oise. Elle avait décrété que les biens nationaux seraient vendus contre assignats à une valeur trois fois moindre que celle de leur estimation en 1790. Le vice de cette mesure était d'introduire dans les conditions des prix un élément factice et inattendu. Il s'ensuivit un agiotage inévitable. On revint presque aussitôt sur le décret, pour arrêter cet agiotage et éviter le gaspillement d'un gage précieux.

On adopta ensuite deux autres décrets, portant que les payements se feraient partie en argent, partie en assignats, et que

les fermages se payeraient partie en grains et partie en assignats. La proportion des assignats devait être calculée d'après la quantité de papier circulant ; mais c'était là une estimation difficile à faire. En réalité, rien ne devait arrêter le discrédit du papier, tant que les émissions nouvelles continueraient. Or, elles continuaient et suivaient une progression constante, parce que les besoins croissaient toujours, et que la facilité d'y recourir excitait à l'imprévoyance et à la prodigalité.

Les armées étaient dans un dénûment absolu et privées de matériel. Beaucoup de soldats, surtout ceux des dernières levées, désertaient à l'intérieur, où l'on avait peu de moyens de les poursuivre. Le comité de la guerre, dirigé par Aubry, ancien officier d'artillerie et l'un des soixante-treize, s'occupait d'épurer et de réorganiser les états-majors, c'est-à-dire d'en faire sortir les officiers patriotes, et d'y faire rentrer quelques-uns de ceux que le terrorisme en avait expulsés.

Dans ces conditions, les armées du Nord, de Sambre-et-Meuse et du Rhin, sous Moreau, Jourdan et Pichegru, ne purent guère prendre l'offensive. Heureusement nos ennemis, Autrichiens, Piémontais, Espagnols, gardaient plus ou moins, malgré les efforts et l'or des Anglais, une attitude expectante.

Au nord, on se contenta d'enlever la forteresse de Luxembourg, la seule que la coalition eût conservée en deçà du Rhin. Elle fut bloquée et se rendit par famine le 25 juin. On eût voulu reprendre Mayence pour s'assurer le Rhin; il fallut y renoncer, faute d'un matériel de siége.

Aux Alpes, Kellermann n'entreprit rien, à cause des détachements qu'il fut obligé d'envoyer sur Lyon et sur Toulon. Bonaparte, mis en disponibilité provisoire par la réorganisation des états-majors, vint à Paris et proposa le plan d'une grande expédition en Italie. En attendant que ce plan pût être accueilli, il se fit attacher au comité de la guerre. Là, il s'occupa de fournir des moyens d'action au général Moncey, qui commandait l'armée des Pyrénées occidentales; il jugeait que le point faible des Espagnols était de ce côté, et qu'il valait mieux agir là qu'en Catalogne. En effet, Moncey entra à Tolosa et à Vittoria, du 28 juin au 8 juillet, et par de rapides succès détermina le cabinet de Madrid à traiter.

Si l'Espagne, lasse d'une guerre longue et désastreuse, désirait la paix depuis longtemps, les négociations étaient plus difficiles avec elle qu'avec les autres puissances. Il en coûtait à

Charles IV, prince de la maison de Bourbon, de traiter avec la république. Il prétendait, en le faisant, obtenir des stipulations en faveur de l'ancien clergé et de la religion catholique, et il croyait son honneur engagé à ce qu'on lui remît les enfants de Louis XVI, auxquels il voulait assurer un asile et un traitement royal. Ni la Convention, ni les comités n'entendirent qu'on discutât de semblables propositions. Elles finirent par être écartées. Par le traité qui fut signé, de guerre lasse, à Bâle, le 14 juillet, entre Yriarte et Barthélemy, l'Espagne céda la partie de Saint-Domingue qui lui appartenait en échange des places qu'on lui avait prises. Elle se porta aussitôt médiatrice entre la France et les États italiens, et prépara une alliance maritime avec nous dans le but de chasser les Anglais de la Méditerranée.

Il y avait alors un mois que le fils de Louis XVI avait succombé à d'odieuses tortures. Détenu sous la Terreur dans une sorte de cachot, et accablé de mauvais traitements par son geôlier, le cordonnier Simon, il était tombé dans un état de prostration qui mettait ses jours en péril. Après thermidor, les mauvais traitements cessèrent, mais l'enfant ne reçut pas les soins nécessaires pour son rétablissement. La Convention décréta le 22 janvier 1795 qu'il ne serait remis à aucune puissance étrangère. Elle eût craint de donner un drapeau à l'émigration et d'encourager les espérances des hommes qui ne croyaient pas à l'avenir de la république. Elle eût dû, au moins par humanité, prendre les mesures qu'exigeait le triste état du jeune prince. Elle ne l'osa pas, tant on redoutait ce qui pouvait prêter à un soupçon de royalisme. Cependant la douloureuse agonie de l'enfant royal excita une pitié muette. Sa mort fut peut-être parmi les crimes de la république le plus odieux et celui qui laissa les souvenirs les plus ineffaçables.

Restait la fille de Louis XVI, Madame Royale, réclamée par la Toscane et par l'Espagne. Il n'y avait pas les mêmes inconvénients à la livrer qu'à livrer son frère. Le comité de salut public s'y résolut, mais il prit un biais. Il proposa aux Autrichiens de l'échanger contre Sémonville et Maret, et contre les quatre commissaires de la Convention que Dumouriez leur avait livrés. L'échange fut accepté, et s'exécuta un peu plus tard, au mois de décembre. Les autres membres de la famille des Bourbons, d'Orléans, Condé, eurent la liberté de sortir du territoire.

XVII. — La foi dans la révolution était sensiblement éteinte. Les partis, les opinions, les nuances, tout s'était effacé, tout s'était confondu dans la haine commune inspirée par la Terreur. Les royalistes s'imaginaient donc que l'heure du rétablissement de la royauté approchait.

Les émigrés reprirent leurs illusions, si jamais ils les avaient perdues. Éloignés de la France et incapables de la juger, aigris par leur malheur, qui devenait plus poignant d'année en année, fatigués de promener en Europe le spectacle de leur misère, car ils étaient souvent réduits à vivre de professions manuelles, craignant en outre que la paix ne les chassât de certains pays et ne leur imposât de nouveaux exils, ils étaient impatients d'agir. Mais les hommes qui entreprenaient de les conduire, eux et les comités institués en France, étaient la plupart des aventuriers, ayant chacun leurs prétentions, et n'inspirant point de confiance aux royalistes de l'intérieur. Ces derniers, généralement plus sages, jugeaient mieux la situation et repoussaient l'idée d'un retour pur et simple à l'ancien régime.

En 1795, les émigrés trouvèrent dans le cabinet anglais des prévenances auxquelles nul gouvernement ne les avait habitués. Pitt imagina d'en prendre quelques milliers à sa solde, et de leur donner une escadre pour les transporter en Bretagne. Les défections éprouvées sur le continent ne ralentissaient point son ardeur belliqueuse. Il disait au parlement que les Français usaient leurs ressources et par conséquent leur vigueur; que les traités de février en étaient la preuve ; que tout l'avantage de ces traités était pour la Vendée et la Bretagne, puisque la France s'était engagée à ne plus en tirer ni soldats, ni argent, ni réquisitions [1].

En effet, la Bretagne était travaillée par des menées sourdes. Hoche fit arrêter Cormatin le 25 mai (6 prairial). Il écrivit à la Convention qu'elle avait dans l'Ouest trois sortes d'ennemis : les royalistes, les terroristes et les voleurs; qu'elle devait faire pour les punir un code militaire gradué, admettant des châtiments différentiels, et que lui se chargerait de l'exécuter. La Convention lui répondit par deux décrets destinés à punir, l'un les actes de conspiration et de rébellion, l'autre les meurtres et crimes commis en dehors de la guerre civile. Les rebelles

[1] *Parliamentary history*, mai 1795.

pris les armes à la main devaient être jugés par les tribunaux militaires, et punis, les chefs de la mort, les subalternes de la prison et de l'amende. Les autres coupables seraient justiciables des tribunaux ordinaires, sauf que la procédure était simplifiée, et qu'on n'admettait pas le recours en cassation (juin).

Pendant ce temps, l'escadre anglaise fit voile vers la pointe de Quiberon. Elle prit, le 23 juin, trois vaisseaux à Villaret-Joyeuse, qui essaya de l'arrêter au passage. Le 25, elle arriva en vue de Quiberon, et le 27 elle opéra un débarquement sur la plage de Carnac. Elle portait trois mille six cents Français émigrés ou prisonniers des dernières guerres enrôlés de force, plus quatre-vingt mille fusils et des vêtements pour soixante mille hommes. Puisaye, qui avait tout organisé de concert avec Pitt, s'imaginait entraîner les départements voisins, et, posté à Quiberon, diriger de là une série d'agressions contre les républicains. L'insurrection n'avait pas eu encore de centre; désormais elle en aurait un.

Quatre ou cinq mille chouans de diverses bandes arrivèrent sur la plage, où ils reçurent des fusils et des uniformes. Les paysans bretons, se croyant délivrés de la république, en témoignèrent leur joie, et Puisaye proposa de mettre ces dispositions à profit en marchant sans délai sur Vannes, Rennes et Mayenne, de manière à ébranler l'Ouest par un coup d'audace. Mais le méthodique d'Hervilly, commandant des troupes, s'opposa à cette témérité. On se contenta d'occuper le fort Penthièvre, qui fermait la presqu'île de Quiberon, et qui capitula, faute de vivres, le 3 juillet. Par le fait, ce plan fut désastreux. Le reste des chouans bretons se plaignaient qu'on n'eût pas envoyé un prince se mettre à leur tête, et disaient ne pas vouloir se battre pour le compte des Anglais. C'était aussi le langage de Charette. Stofflet seul promit de marcher.

Hoche accourut à Auray le 2 juillet avec deux commissaires de la Convention, Tallien et Baud. Le 3, il repoussa les chouans qui occupaient des positions sur la terre ferme en avant du fort Penthièvre, et les força de se retirer dans la presqu'île par la falaise étroite qui la lie au continent. La presqu'île se trouvant trop petite pour une telle accumulation d'hommes, Puisaye, à l'aide des bâtiments anglais, transporta les chouans sur le littoral à droite et à gauche, de manière à former deux corps qui devaient converger et envelopper Hoche par derrière. Ce mouvement eut peu de succès, les chouans se plaignant d'être sa-

crifiés, et les troupes de Hoche, d'abord peu nombreuses, se grossissant tous les jours. Les royalistes, ayant reçu des renforts, sortirent le 16 de leurs positions et livrèrent un combat dans lequel ils montrèrent beaucoup de solidité et de bravoure. Ils furent littéralement hachés par les républicains. D'Hervilly périt à leur tête, et les survivants ne rentrèrent dans la presqu'île que sous la protection des chaloupes canonnières anglaises.

Le 20, Hoche enleva le fort Penthièvre par une surprise de nuit, et grâce à la trahison des soldats républicains que les émigrés avaient enrôlés de force. Le camp retranché, formé à la hâte à Quiberon, n'offrait aucun moyen de défense sérieux. Les émigrés furent réduits à se rembarquer. Hoche ne leur en donna pas le temps. Il y eut alors une scène affreuse. Les uns se rendirent en mettant bas les armes. Beaucoup se tuèrent ou se noyèrent en cherchant à rejoindre au large les vaisseaux anglais. L'escadre ne put en recueillir qu'un petit nombre. Sombreuil, qui commandait, s'offrit à Hoche pour être seul victime, et demanda une capitulation pour ses soldats. Hoche le renvoya aux commissaires de la Convention, se contenta d'empêcher l'effusion du sang, et donna l'ordre de conduire les prisonniers à Auray et à Vannes. Ils étaient plus de six mille. On renvoya les chouans; on libéra les soldats républicains enrôlés en Angleterre; il resta mille trente émigrés.

Tallien courut à la Convention pour assister à la fête anniversaire du 9 thermidor. Il y annonça avec emphase la victoire de Quiberon obtenue sur ces fiers émigrés, qui déposaient les armes aux pieds des volontaires, et dont les commissions militaires allaient faire justice.

Malgré leur désir de se montrer humains, les comités n'eurent pas la force et le courage d'une amnistie. Celui qui l'eût proposée se fût déclaré royaliste. Or, la Convention redoutait les émigrés et leurs vengeances. Elle craignait que l'œuvre de 89 ne fût emportée tout entière. Elle voulait arrêter une réaction qui l'eût perdue.

Les commissions militaires fonctionnèrent à Auray et à Vannes. Sombreuil, condamné à mort, protesta contre la lâcheté de Puisaye, qui s'était rembarqué à Quiberon. Environ six cent quatre-vingt-dix prisonniers furent fusillés. Les autres échappèrent par la connivence des soldats ou par celle des commissions militaires, qui cherchèrent des biais d'interprétation pour atté-

nuer la rigueur de la loi. Car officiers et soldats murmuraient d'être réduits au métier de bourreaux. Les malheureux prisonniers inspiraient autour d'eux des sympathies que la France entière partagea. On ne voulait pas plus des fusillades que de l'échafaud.

Charette avait dénoncé son traité le 23 juin, en se plaignant qu'il n'eût pas été exécuté par les administrations républicaines. Mais il continua d'agir isolément, et ne s'entendit avec personne. Il reçut les restes du convoi anglais, et pour tout exploit il fit exécuter des prisonniers républicains en représailles des fusillades de Quiberon.

Si la guerre, fort ralentie, se localisa dans la Vendée, la Bretagne et la Normandie restèrent livrées à d'affreux brigandages. Les chouans y commirent des incendies, des assassinats, firent des réquisitions et enrôlèrent de force les jeunes gens dans leurs bandes. Les soldats républicains ne se conduisirent guère mieux; Hoche le constatait avec douleur; ses troupes, insuffisantes pour combattre les chouans, étaient réduites à un trop grand dénûment pour qu'il les disciplinât et les contînt.

Une moitié environ des émigrés de Quiberon avaient appartenu à la marine française. On prétendit que Pitt les avait conduits à la mort par une trahison machiavélique pour détruire ainsi le reste de notre puissance maritime, et ce ne fut pas là une accusation banale du genre de celle que Barère lançait naguère; une partie de la France et même des royalistes comme Beaulieu en furent persuadés. La vérité est que l'Angleterre en conduisant les émigrés en France avait assumé la responsabilité de leur sort. C'est ce que Fox représenta au parlement, en s'indignant de la *satisfaction* exprimée par le ministère. Sheridan fut encore plus énergique dans son blâme : « Ce n'est pas, dit-il, le sang anglais qui a été versé. Non! Mais c'est l'honneur anglais qui a coulé par tous les pores. »

XVIII. — La commission des Onze, nommée pour faire des lois organiques, fit en réalité une nouvelle constitution. Le rapport fut lu le 23 juin par Boissy d'Anglas : « Une heureuse époque, dit-il, est arrivée où nous ne sommes plus les gladiateurs de la liberté, où nous pouvons être ses fondateurs. » Passant en revue, suivant l'usage, les événements qui s'étaient succédé depuis cinq ans, il les interpréta autrement qu'on n'avait encore fait : il montra la république souillée longtemps

par des usurpateurs et des scélérats qui s'étaient servis comme d'instruments de la commune de Paris et du club des Jacobins. Il appela l'ouvrage informe, décoré du nom de constitution de 93, une anarchie organisée, et se moqua du simulacre d'acceptation obtenu par la corruption, la force et la terreur. Il le déclara impraticable avec son Assemblée unique et absolue, relevant des assemblées primaires, ce qui était une illusion, et dominant un conseil exécutif sans pouvoir ni dignité. Il accusa ses auteurs d'ignorance et d'ineptie pour n'avoir rien statué sur les points les plus importants, comme celui de savoir à qui appartiendrait de déclarer la guerre ou de proposer la paix, et pour avoir reconnu le droit de l'insurrection sans établir aucun moyen de réprimer les séditions. Il fallait une constitution libre qui fût l'œuvre de la raison.

Le projet des Onze fut voté définitivement le 10 août, après une discussion sérieuse. La nouvelle constitution, à la différence de ses devancières, porta l'empreinte de l'expérience acquise par six ans de révolution.

On commença par une déclaration des droits, mais à la liberté et l'égalité on ajouta la sûreté et la propriété. On garantit la liberté individuelle, on proscrivit les arrestations arbitraires, on assura à tous et dans tous les cas les formes protectrices de la justice et des tribunaux. Il fut statué que toutes les contributions devaient être réparties également entre les citoyens en raison de leurs facultés; c'était la condamnation des emprunts forcés; que nul individu, nulle réunion partielle de citoyens ne pouvait s'attribuer la souveraineté, c'était la condamnation des Jacobins. En regard de la déclaration des droits on plaça celle des devoirs, déjà proposée en 89; il est vrai que celle-ci se réduisit à l'énonciation de principes philosophiques assez vagues.

On reconnut ensuite que l'électorat était pour chaque citoyen un droit; mais deux conditions furent mises à l'exercice de ce droit, une année de domicile et le payement d'une contribution quelconque. On ajouta que plus tard, c'est-à-dire à partir de l'an XII, tout électeur devrait savoir lire et écrire, et justifier de sa profession. Chacun pouvait d'ailleurs se faire inscrire en réclamant la qualité de contribuable. On excepta aussi de la contribution les citoyens qui avaient fait une ou plusieurs campagnes depuis l'établissement de la république.

Les Onze proposaient un seul degré d'élection. La Conven-

tion en établit deux. Elle statua que les assemblées primaires nommeraient des électeurs à raison d'un sur deux cents citoyens inscrits; que ces électeurs seraient choisis parmi des censitaires, et nommeraient à leur tour les membres du Corps législatif, ceux du tribunal de cassation, les hauts jurés, les juges civils et criminels, les administrateurs des départements. Les conseillers et agents des municipalités seraient élus directement par les assemblées primaires.

Le Corps législatif, et c'était là la plus grande innovation, devait se composer de deux chambres, l'une de cinq cents membres, appelée par cette raison conseil des Cinq-Cents, l'autre de deux cent cinquante, appelée conseil des *Anciens*, parce qu'il fallait quarante ans d'âge pour en faire partie, au lieu de trente qui suffisaient pour la première. Les deux conseils étaient élus dans les mêmes conditions, ce qui excluait l'idée monarchique d'un sénat à vie et l'idée aristocratique d'une pairie héréditaire. Ils avaient des droits égaux, avec cette différence que les Cinq-Cents pouvaient seuls proposer des lois, propositions soumises à la formalité de trois lectures, et que les anciens pouvaient seuls transférer le Corps législatif hors de Paris, si cette translation était nécessaire.

Les conseils étaient permanents, comme toutes les assemblées l'avaient été jusque-là. Le mandat des représentants, d'ailleurs nullement impératif, était fixé à trois ans, mais chaque conseil se renouvelait par tiers chaque année; système imaginé pour empêcher le changement brusque des majorités, et garantir aux assemblées l'esprit de suite, tout en faisant une part à la mobilité de l'opinion ou des circonstances. Les représentants n'étaient rééligibles que pour deux législatures consécutives. Les conseils ne pouvaient nommer aucun comité permanent, ni admettre dans les tribunes en aucun cas un nombre d'assistants étrangers supérieur à la moitié de leurs membres. Une garde nationale sédentaire veillait à leur sécurité.

Les membres du Corps législatif n'étaient justiciables que de la haute cour. Les poursuites étaient soumises à des formes et des garanties minutieuses.

Les Onze demandèrent un pouvoir exécutif indépendant, fort, environné de considération et d'éclat, mais ils ne voulurent ni une présidence, retour déguisé à la monarchie, ni un consulat double, forme de présidence atténuée et vicieuse. On ne voulut pas non plus que les chefs de l'État fussent élus di-

rectement par le pays, ce qui les aurait rendus trop puissants. On constitua donc un *Directoire* de cinq membres, nommés par le Corps législatif et renouvelables chaque année par cinquième; la présidence était trimestrielle et alternative. On lui donna pour attributions de veiller à la sûreté intérieure et extérieure de la république, de proposer la guerre, et de la soutenir quand elle aurait été votée par un décret du Corps législatif, de disposer de la force armée, de négocier les traités, sauf ratification, de promulguer les lois et de les faire exécuter. Toutefois, le Directoire ne devait être que le gouvernement délibérant; l'action appartiendrait aux ministres qu'il nommerait. Il fallait que le nombre des ministres fût limité; si on les multipliait, ils voudraient tout régler par eux-mêmes, jusqu'à l'agriculture et au commerce, qui avaient un besoin essentiel de l'initiative privée. Les ministres, chargés de l'action, ne formaient point un conseil, ne délibéraient pas entre eux et ne communiquaient pas avec le Corps législatif. Ils étaient responsables, mais individuellement et vis-à-vis du Directoire. Le Directoire l'était vis-à-vis du Corps législatif, par lequel il pouvait être mis en jugement dans des formes déterminées.

Cependant, comme on voulait rendre impossible le retour d'une tyrannie telle que celle du comité de salut public, on n'attribua au Directoire ni l'initiative des lois, ni la faculté de faire juger les auteurs de complots autrement que dans les formes ordinaires. Aucun de ses membres ne put commander une armée. Enfin, le trésor fut confié à cinq commissaires indépendants, nommés par les conseils.

Il fallait reconstituer les administrations départementales. On revint aux directoires de département élus, mais en limitant à cinq le nombre de leurs membres, et en leur adjoignant un commissaire nommé par le gouvernement. C'était une réforme simple, déjà demandée par Condorcet. On observa bien qu'il était irrationnel de soumettre à l'élection des corps qui devaient agir et exécuter les ordres du pouvoir central; mais on passa outre, de peur de faire un changement trop considérable. Les districts furent supprimés comme inutiles et dangereux. On garda les municipalités élues, mais seulement dans les communes de plus de cinq mille habitants, et en leur adjoignant un commissaire du gouvernement. Pour les autres, on se contenta de leur donner un *agent* et un *adjoint*, nommés par les assemblées primaires; ces agents et adjoints formaient ensuite

des municipalités de cantons, qui élisaient leurs présidents. On établissait aussi des règles particulières pour les grandes villes. Paris, où l'on ne voulait pas rétablir l'ancien conseil général ou la commune, fut divisé en douze arrondissements, ayant chacun une municipalité élue, mais avec des pouvoirs réduits, de façon à ne pouvoir empiéter sur ceux du gouvernement. Enfin, les administrations locales de tous les degrés durent s'enfermer exactement, sous des peines graves, dans les limites de leurs attributions.

Pour la magistrature, on conservait le système électif, sauf certaines améliorations, et en réservant à l'État la nomination du ministère public. On ne garda qu'un tribunal civil par département. On reconstitua la haute cour, composée, chaque fois qu'elle devrait siéger, de juges que le tribunal de cassation nommerait dans son sein. On rendit à la liberté individuelle toutes les garanties possibles.

La constitution pouvait être modifiée; dans ce cas il fallait que les changements fussent proposés par le conseil des Anciens, et accueillis par celui des Cinq-Cents consulté trois fois à trois années d'intervalle. Les assemblées primaires nommaient alors une *assemblée de révision*, composée de deux membres par département. Celle-ci, soumise à des formes déterminées et strictement limitée dans son objet, préparait les nouveaux articles constitutionnels, qu'on soumettait à la ratification des assemblées primaires.

Plusieurs articles additionnels établirent encore la liberté de la presse, sans nulle censure, les écrivains n'étant responsables que dans les cas prévus par une loi; la liberté individuelle des cultes, tous les cultes étant également protégés et aucun salarié; la liberté des professions, du commerce, de l'industrie, des arts; l'inviolabilité des propriétés, l'expropriation ne pouvant avoir lieu sans indemnités ni sans formes régulières; l'interdiction des associations ou corporations contraires à l'ordre public; la défense à toute société d'avoir des correspondances avec d'autres sociétés, d'admettre le public à ses séances, de s'épurer; le maintien du droit de pétition, mais à titre de droit individuel, non collectif; la défense des attroupements armés ou non armés, avec des règles pour les dissiper; l'institution d'un costume pour les membres du Corps législatif et pour les fonctionnaires publics.

Enfin, on régla deux points importants : 1° la dernière loi

relative aux émigrés était définitive et ne pouvait être modifiée ; 2° les ventes de biens nationaux déjà faites étaient déclarées inattaquables; du moins les procès en revendication ne pouvaient donner lieu qu'à une indemnité pécuniaire. Ces dernières dispositions eurent pour objet d'assurer la fixité à l'état de choses créé par la révolution et d'empêcher un nouveau bouleversement des fortunes.

Telle fut la constitution de l'an III, œuvre de conciliation et d'expérience, incontestablement supérieure à ses devancières. C'étaient les institutions de 89 et de 91 améliorées et rendues praticables. Nous y trouvons sans doute la trace inévitable des intérêts, des passions du jour, et quelques vices essentiels que la pratique ne tarda pas à rendre frappants. La responsabilité illusoire des directeurs, l'irresponsabilité des ministres, la permanence des assemblées, créèrent d'énormes difficultés non prévues. Cependant la constitution de 95, accueillie avec moins de bruit que les précédentes, parce qu'elle était la troisième ou la quatrième et que la foi dans la vitalité des chartes semblables était éteinte, fut appréciée avec faveur par les esprits éclairés. Quelques-uns se flattèrent qu'on pourrait élever un jour sur cette base le seul gouvernement de l'avenir qui parût sérieux, la monarchie constitutionnelle [1].

L'esprit pratique des Onze et de la majorité conventionnelle se manifesta particulièrement lorsqu'il repoussa un plan de Sieyès, qui voulait une seule chambre, un *tribunat* et un *jury constitutionnaire.* Berlier et Thibeaudeau le pulvérisèrent. On commençait à se défier des *mécaniciens politiques* et de l'équilibre des forces et des contre-poids alignés par colonnes sur le papier. Le système de Sieyès ressemblait à l'ancien tableau économique de Quesnai. C'était le produit compliqué d'un esprit observateur et vigoureux, bâtissant sur le papier un édifice imaginaire. Sieyès, qui s'admirait comme un oracle, n'y renonça pas et y revint plus tard.

XIX. — Chénier présenta le 24 juin un rapport sur les massacres de Lyon, répéta avec plus de pompe et d'emphase les thèses de Boissy d'Anglas sur la situation de la république, et tonna contre les terroristes *anciens* et *nouveaux* qui travaillaient à la perdre. On décida que les corps administratifs siégeant à Lyon seraient suspendus, le maire, l'agent national et l'accu-

[1] Beaulieu, *Histoire de la Révolution*, t. VI.

sateur public cités à la barre, l'état-major de la garde nationale cassé, la ville remise à l'autorité militaire, les coupables traduits devant le tribunal criminel de Grenoble. Cependant le maire ayant comparu s'efforça de disculper les autorités, et l'on ajourna toutes mesures ultérieures.

Les suspects détenus à Paris devaient être jugés ou libérés. Les sections de Le Pelletier et de Brutus vinrent le 29 juin protester contre une indulgence funeste qui amènerait de nouveaux désastres, et contre l'idée d'assimiler le royalisme au terrorisme. Depuis qu'on avait reconstitué l'ancienne garde nationale, la bourgeoisie parisienne sentait sa force, et voulait en finir avec les jacobins et la Montagne. C'était elle qui en prairial avait sauvé l'Assemblée.

Les journalistes de la réaction, Michaud, Fiévée, les frères Bertin, Martainville, Dussaut, Royou, Lacretelle, auxquels se joignaient des écrivains connus comme Marmontel, Suard, Laharpe et Dupont de Nemours, profitaient de l'entière liberté laissée à la presse, et obtenaient les mêmes succès qu'en 1789 Loustalot et Desmoulins avaient obtenus dans un sens opposé.

La majorité de la Convention était lasse de sévir. Boissy d'Anglas disait que la crainte du retour de la Terreur était chimérique ; que c'était un bruit répandu par les émissaires de Pitt et des Anglais, et il s'écriait aux applaudissements de l'Assemblée entière : « Non ! vous ne voulez pas rétablir la Terreur. » On décida de nommer une commission de douze représentants pour juger les révolutionnaires détenus. Les sections vinrent réclamer assez impérieusement qu'ils fussent jugés par les tribunaux ordinaires. La Montagne entra en fureur ; Dubois-Crancé s'emporta jusqu'à injurier les pétitionnaires. On finit par voter le renvoi aux tribunaux, avec des conditions propres à faciliter les mises en liberté (juillet et août).

La Convention différait encore, par la même raison, de prononcer sur les anciens commissaires. Elle y était pourtant forcée par la voix publique, et sentait elle-même le besoin de se séparer des hommes de sang par une sorte d'épuration, avant de se représenter aux électeurs. Elle renvoya Lebon, arrêté depuis près d'un an, devant le tribunal d'Amiens qui le condamna à mort. Les 8 et 9 août, Girod-Pouzol et Génissieu lurent des rapports pleins de nouvelles révélations de crimes, de meurtres et d'actes de barbarie dont les commissaires étaient coupables. Plusieurs avaient affecté de manger avec le bourreau,

par esprit d'égalité, disaient-ils. D'autres, pour s'excuser des cruautés qu'ils avaient ordonnées, alléguaient la nécessité où ils s'étaient vus de châtier par tous les moyens à leur usage des populations qui renversaient les statues de la liberté et déchiraient le drapeau républicain. Ils avouaient à demi-mot avoir fait eux-mêmes la nécessité qu'ils invoquaient. Fouché, que personne n'aimait, ne put échapper à un décret d'accusation, malgré Tallien qui le défendit pour avoir lutté contre Robespierre et travaillé au 9 thermidor. On rendit ainsi de nombreux décrets, sans rien statuer sur les suites judiciaires qu'ils devraient avoir.

XX. — La constitution de 1795 portait que les conseils se renouvelaient par tiers chaque année au mois de prairial. La question se posa de savoir si la première année les élections seraient générales.

On était frappé de la faute commise par les constituants en 1791, lorsqu'ils s'étaient déclarés inéligibles pour l'assemblée suivante. Mais les conventionnels se dirent qu'il ne suffisait pas d'éviter cette faute, qu'ils devaient encore se réserver la majorité dans les nouveaux conseils, par la raison qu'il appartenait aux auteurs de la constitution de l'appliquer; qu'autrement on retomberait dans de nouveaux hasards. Cet argument les frappa d'autant mieux qu'ils se sentaient usés; leur temps était fini. Si quelques-uns d'eux avaient conquis l'opinion et s'étaient fait une notoriété qui les désignait aux suffrages, c'était l'exception; le plus grand nombre était médiocre et sûr d'être écarté. Il fut donc décidé que la constitution serait soumise à l'acceptation des assemblées primaires dans des conditions plus sérieuses et plus sincères qu'en 1793; qu'aussitôt après il serait procédé à des élections, mais que les électeurs nommeraient seulement le tiers du nouveau Corps législatif. (Décret du 22 août, 5 fructidor.)

Restait à déterminer comment on ferait le choix des députés maintenus ou exclus. Baudin des Ardennes, rapporteur de la commission des Onze, proposa que l'Assemblée élût dans son sein au scrutin secret un *jury de confiance,* qui interrogerait chacun des conventionnels, provoquerait des démissions, et ferait une première élimination, que le sort compléterait ensuite. Ce système compliqué et vicieux fut écarté. On jugea que ce serait une anomalie de consulter le peuple sur les choses et de

ne pas le consulter sur les hommes. Le choix des deux tiers maintenus fut remis aux assemblées électorales. (Décret du 30 août, 18 fructidor.) Les républicains se défiaient de ces assemblées; La Réveillère les persuada en soutenant que les royalistes étaient trop divisés pour s'entendre, et que la république était le salut de tous.

La défiance des républicains était fondée. L'idée de la république était, comme l'observa Boissy d'Anglas, liée dans l'esprit de beaucoup d'honnêtes gens à l'idée des troubles et des factions. La république honnête, calme, modérée, était une expérience à faire, aussi difficile pour le moins que celle de la monarchie constitutionnelle avait pu l'être en 1791. On croyait donc généralement que la royauté se rétablirait un jour ou l'autre. C'était là si bien la pensée secrète des députés de la Plaine, que les thermidoriens n'osaient plus compter absolument que sur deux de ceux-ci, Daunou et Louvet.

Mais les conventionnels se sentaient, en dépit de leurs arrière-pensées ou de leurs opinions secrètes, condamnés à la république. Leur passé leur interdisait une restauration. Le régicide pesait sur eux tous, et Dubois-Crancé le leur rappela. Ils se disaient aussi qu'une réconciliation avec les émigrés, difficile dans tous les cas, était devenue tout à fait impraticable depuis Quiberon. Louis XVIII venait de signer à Vérone une proclamation où il ne parlait que de détruire ce qui s'était fait depuis 89. Les émissaires royalistes à l'intérieur ne tenaient guère un autre langage. C'était pour les émigrés un lieu commun de se plaindre que l'on n'eût pas montré avant le 10 août *l'énergie* nécessaire, et de répéter qu'instruits par l'exemple des républicains, ils ne leur laisseraient pas l'énergie en monopole.

Les royalistes sensés de l'intérieur attendaient en silence, ne jugeant pas le moment venu.

Mallet du Pan écrivait judicieusement à Louis XVIII : « Tout emploi de la force contrarierait les causes lentes qui font rebrousser la révolution vers la monarchie. » Il était d'avis qu'il faudrait en revenir un jour à un 91 modifié, c'est-à-dire à une royauté constitutionnelle, avec deux chambres, un cens d'éligibilité et un cens électoral.

Les thermidoriens saisirent toutes les occasions de déclarer qu'ils ne retomberaient pas plus sous le despotisme des privilégiés, des nobles et des prêtres, que sous celui des sans-culottes. Ce fut alors qu'ils commencèrent à parler des prin-

cipes de 89, et à opposer les patriotes de 89 à ceux de 93. En même temps les écrivains révolutionnaires entreprirent de violentes polémiques contre l'ancien régime, les droits féodaux et toutes les vieilleries de la monarchie.

On toléra donc le retour de quelques anciens constituants, d'autant plus malheureux à l'étranger qu'ils avaient fait les premières lois contre l'émigration. Boissy d'Anglas fit rappeler Talleyrand, qui n'était pas dans la catégorie des *émigrés*. Mais ce retour prétendu aux idées de 89 se fit avec une excessive confusion. Legendre, effrayé de voir les émigrés reparaître à Paris dans le salon de madame de Staël, fit décréter le 18 août que ceux qui rentreraient en France seraient tenus de se présenter à leurs municipalités respectives et ne pourraient en aucun cas approcher de Paris de plus de dix lieues.

XXI. — Paris accueillit mal les décrets de fructidor. La réaction, maîtresse de la garde nationale et des sections, voulait des hommes nouveaux. Elle reprochait à la Convention son passé, ses faiblesses, ses palinodies, sa *tyrannie* et sa *servitude*. Elle appelait ses membres par dérision les *exclusifs*, les *perpétuels*, les *frères et amis*; cette dernière dénomination était celle dont les jacobins s'étaient servis entre eux. Elle les accusait de sacrifier la France à leur ambition personnelle, et les sommait d'abdiquer.

Les journalistes et les orateurs de sections, parlant l'ancien langage des révolutionnaires, prirent pour mot d'ordre que la Convention usurpait les droits du peuple en enchaînant la liberté des électeurs. La garde nationale protesta contre la présence des troupes à Paris et dans les environs, acte d'intimidation et de défiance. On protesta contre l'idée de faire voter les soldats, acte de flatterie pour l'armée, que les révolutionnaires ménageaient, dans la pensée de l'employer un jour. Les orateurs de sections affluèrent à la barre. Un d'eux, Lacretelle jeune, parla des enseignes de la Terreur, et dit à propos du choix du peuple : « Méritez-le ; ne le commandez pas. » La Convention se récria. Chénier qui présidait, répondit : « La dernière ressource du despotisme royal est de calomnier les représentants du peuple qui ont fondé la République et les quatorze armées qui l'ont maintenue contre les despotes conjurés. » Un tonnerre d'applaudissements accueillit cette réponse, et l'Assemblée se leva en criant : « Vive la

république! » Tallien s'indigna que les pétitionnaires, muets sous la Terreur, attaquassent maintenant les hommes qui l'avaient renversée. On provoqua des adresses de l'armée dans le sens opposé. Une de ces adresses disait aux représentants : « Quand nous ébranlions les trônes, vous abattiez les échafauds. »

Les sections se plaignirent énergiquement des jacobins libérés. En effet, on avait relâché Pache, Bouchotte et Héron, sans qu'on sût pourquoi ils n'avaient pas été jugés. On apprit bientôt que des meurtres avaient été commis à Nantes, des désordres à Chartres et dans plusieurs autres villes; que des jacobins en étaient les auteurs; que plusieurs collisions avaient eu lieu, et qu'il avait fallu appeler les troupes.

Alors les passions se rallumèrent. Fréron et Tallien, toujours sur la brèche, firent de vives sorties contre les royalistes. Barras s'écria : « Soyons terribles contre les ennemis de la liberté. » La Convention, ramenée en arrière par une de ces brusques oscillations auxquelles nulle assemblée ne fut plus sujette, rendit des décrets pour destituer tous les fonctionnaires parents d'émigrés à un titre quelconque, aggraver la situation des prêtres, et entraver l'exercice du culte, rétabli à Paris dans quelques églises depuis plusieurs mois par une tolérance tacite. Ces décrets étaient diamétralement contraires à l'esprit de la nouvelle constitution; mais les auteurs de celle-ci, après avoir été assez habiles pour en faire accepter les principes, n'étaient pas assez forts pour enchaîner les irrésolutions de l'assemblée et ses passions toujours en éveil. D'anciens jacobins reparurent dans les tribunes, y applaudirent aux folies de la Montagne, et grâce à eux, les dernières séances de la Convention redevinrent tumultueuses comme les premières.

L'Assemblée annula, en qualité d'attentatoire à la souveraineté du peuple, un arrêté de la section Le Pelletier qui convoquait les autres sections pour s'entendre avec elle et préparer les élections. Elle s'arrangea pour prévenir les usurpations d'autorité et les appels à la force publique par d'autres qu'elle-même. Thibaudeau lui persuada de ne plus écouter les adresses des sections, par la raison que leur répondre, c'était presque discuter avec elles.

Ce fut au milieu de ce réveil des passions surexcitées que les assemblées primaires eurent à se prononcer sur l'acceptation de la constitution et des deux décrets annexes. La constitution

fut acceptée par neuf cent quatorze mille voix sur neuf cent cinquante-huit mille votants; mais les deux décrets, repoussés carrément par Paris et par plusieurs villes comme Versailles et Orléans, ne réunirent dans toute la France que soixante-douze mille voix de majorité. Le vote de l'armée fut unanime pour l'acceptation. La Convention se hâta de proclamer le résultat de ce plébiscite, car c'en était un, le 23 septembre (1er vendémiaire), avant même d'avoir connu tous les votes, encore moins reçu les procès-verbaux; puis elle fixa les élections à un délai rapproché, précipitation qui donna lieu de faire beaucoup de commentaires sur la sincérité des résultats.

Les orateurs conventionnels célébrèrent leurs succès avec l'emphase ordinaire : « A genoux, royalistes! à genoux, terroristes! Le règne des lois est arrivé. La révolution est finie. République française, tu vivras, tu triompheras de tous tes ennemis. Semblable au rocher immobile au milieu d'une mer agitée, tu te joueras de leurs vains efforts et tu mépriseras leur fureur impuissante. »

XXII. — L'agitation continuant, la Convention lança des proclamations contre *les avilisseurs de la représentation nationale.* La Montagne demanda l'armement des patriotes.

Les meneurs parisiens n'étaient nullement disposés à se rendre. Ils étaient furieux contre la Convention, qu'ils appelaient une alliance de proscripteurs et de proscrits, irréconciliables entre eux, haïssables ou méprisables. Ils la rendaient responsable de tous les crimes qu'elle n'avait pas su empêcher. Ils la comparaient au Long-Parlement d'Angleterre, et lui reprochaient de vouloir s'appuyer sur l'armée. Ils s'élevaient contre les thermidoriens, variété de jacobins, portant une tache originelle et ineffaçable. Ils disaient que les assassinats en masse avaient recommencé après Quiberon, et que l'ère des proscriptions ne finirait pas, tant qu'on n'aurait pas fait table rase du passé.

C'était le retour passionné des classes éclairées à la vie publique, de celles qui avaient voulu et fait 89. Le ressort se redressait avec d'autant plus de vigueur qu'il avait été plus longtemps et plus fortement comprimé. On ne voulait de la constitution qu'avec d'autres hommes, et l'impatience publique n'admettait plus qu'il fallût attendre plusieurs années d'élections successives pour les changer. Les Parisiens se disaient, comme toujours, qu'ils devaient entraîner la France; qu'ils

étaient assez forts pour cela ; que le retour de l'ancien régime était une crainte puérile ; qu'ils ne se souciaient ni des rois, ni des chefs vendéens. Ils se disaient que si le mouvement devait aboutir au rétablissement de la royauté, cette royauté aurait nécessairement des formes libérales ; car le mouvement était spontané, les agents royalistes jouaient un rôle secondaire, et le royalisme de Paris ne serait jamais le même que celui de la Vendée ou de la Bretagne.

Le calcul était d'exercer sur la Convention une de ces pressions auxquelles elle avait si souvent cédé, et d'enlever la révocation des deux décrets du 5 et du 12 fructidor. Les meneurs se sentaient poussés par la masse qu'ils avaient soulevée ; ils étaient eux-mêmes nombreux ; on cite le général Miranda, Vaublanc, Marchéna, l'émigré Lafond, le jeune journaliste Delalot, Richer Serisy ; mais ils agissaient sans direction commune.

Le 2 octobre, la section Le Pelletier, toujours prompte à l'initiative, adressa aux autres un factum violent, déclara la souveraineté du peuple supérieure à celle de l'Assemblée, et invita les électeurs déjà nommés à procéder aux élections dès le lendemain, sans tenir compte des délais imaginés par la Convention pour perpétuer ses pouvoirs. Le 3, jour consacré à l'anniversaire funèbre des Girondins, Daunou dénonça cet acte illégal, aussi absurde qu'audacieux, comme le qualifie Thibaudeau. La Convention le cassa, interdit par décret la réunion des électeurs, et se déclara en permanence. Barras soutint la nécessité de l'énergie.

La réunion eut lieu au Théâtre-Français (Odéon) dans la soirée du 3 ; elle fut cernée par la police, qui la dissipa. La nuit se passa dans une agitation extrême. Les sections s'armaient. Les comités prirent des dispositions militaires et armèrent de leur côté un corps d'anciens jacobins, dont la plupart sortaient de prison ; on les appelait les *patriotes de* 89. La garde nationale en fut exaspérée. Plusieurs sections se déclarèrent en insurrection contre les terroristes.

Le général Menou, commandant en chef de l'armée de l'intérieur, reçut, le 4, de la Convention, l'ordre de cerner le couvent des filles Saint-Thomas, où s'était assemblée la section Le Pelletier, et de la désarmer. Assisté de trois représentants, il fit avancer les troupes ; mais comme les sections voisines venaient appuyer la section Le Pelletier, et comme il éprouvait une

grande répugnance à sévir contre la partie la plus éclairée de la population de Paris, il parlementa, et consentit à demander lui-même à l'Assemblée, conformément au vœu des sections, le désarmement des *patriotes*. Ces délais profitant à l'insurrection, la Convention se crut trahie.

Elle destitua Menou et trois autres généraux, et donna dans la nuit à Barras le commandement de la force armée. Celui-ci prit aussitôt pour second le jeune Bonaparte, attaché au comité de la guerre. Bonaparte, qui n'avait aucune opinion arrêtée et ne cherchait qu'une occasion de fortune, n'hésita à embrasser celle qui s'offrait que le temps nécessaire pour juger de la probabilité du succès. Ne disposant que de quatre ou cinq mille hommes de troupes régulières et de quinze cents patriotes, il envoya le chef d'escadron Murat chercher l'artillerie du camp des Sablons. Murat partit en toute hâte et s'en empara avant que les sections pussent s'en rendre maîtresses. Elles n'avaient plus de canons, ayant livré les leurs après l'émeute de prairial.

La journée du 5 octobre (13 vendémiaire) se passa en pourparlers. Les sections avaient mis à leur tête un général en retraite, Danican, qui s'imagina qu'en occupant Saint-Roch et les maisons des rues voisines avec une masse de gardes nationaux, il en imposerait à l'Assemblée par cette démonstration et l'amènerait à traiter. Il lui envoya un parlementaire pour demander le désarmement des patriotes et le rappel des deux décrets. La Convention intimidée désigna vingt-quatre de ses membres pour parlementer avec les sectionnaires.

On en était là quand, à quatre heures du soir, la fusillade commença sans qu'on ait jamais su d'où partit le premier coup de feu. Bonaparte fit porter des fusils dans la salle, et les députés se les partagèrent. Mais il avait disposé son artillerie de manière à enfiler les grandes avenues. Le canon balaya les rues et les quais. Les sections refluèrent et se dispersèrent. Il n'y eut de combat sérieux qu'aux abords de Saint-Roch et dans la rue du Dauphin, que les troupes, aidées des patriotes de 89, finirent par dégager. A sept heures tout était terminé, et la victoire était complète.

XXIII. — Le 6, la Montagne recommença à parler de salut public et à proposer des mesures dictatoriales. On put craindre que la Convention, destinée à être ballottée éternellement d'un extrême à l'autre, ne retombât sous le joug des hommes vio-

lents. Thibaudeau s'opposa, au nom des pacifiques, à ce qu'on marchât ainsi de réaction en réaction, soutint que la victoire appartenait à l'Assemblée, non à un parti, et qu'il fallait lui maintenir son vrai caractère.

Donc, en établissant des conseils de guerre, on détermina les catégories d'accusés qui devraient y comparaître. On licencia l'état-major de la garde nationale et les compagnies de grenadiers et de chasseurs; le reste fut placé sous les ordres du général commandant à l'intérieur. On évita ainsi les arrestations en masse, dont on n'eût su que faire. On laissa même aux hommes les plus compromis, les barrières demeurant ouvertes, un moyen de s'échapper. Les commissions militaires jugèrent une soixantaine de contumaces. Bonaparte ne tint pas à se montrer rigoureux. Il fit acquitter le général Menou. Deux chefs seulement de l'insurrection furent fusillés; encore un des deux, l'énergique émigré Lafond, eût-il pu s'évader. Il s'y refusa.

La garde nationale vaincue abandonna l'idée d'une lutte impossible, mais n'en fut que plus hostile à ce qui rappelait la terreur. Les électeurs devaient se réunir le 20 et avoir terminé leurs choix le 29. Il n'était pas douteux que les députés de la droite et de la Plaine ne fussent réélus.

L'exclusion de ceux de la Montagne était certaine. Les thermidoriens couraient le même danger, car leur parti n'avait plus de raison d'être. Tallien et ses amis, voyant avec une fureur jalouse la popularité croissante des Thibaudeau, des Boissy, des Lanjuinais, dont ils avaient affecté de se faire les protecteurs, rompirent avec eux brusquement et retournèrent à la gauche. Celle-ci, se sentant renforcée, eut l'idée de casser les assemblées électorales, au moins en partie, et de reviser les listes d'électeurs, surtout à Paris. Elle en donna pour raison les procédés irréguliers de nombreuses assemblées primaires, l'insuffisance des procès-verbaux, les choix qui avaient porté sur des parents d'émigrés, quelquefois même sur des émigrés ou sur des valets de l'ancienne cour. Elle proposa de mettre des conditions aux choix des députés, de prononcer d'avance des exclusions, de retarder les élections et de constituer jusque-là un gouvernement provisoire.

Lecture fut demandée des papiers de Lemaître, un des agents principaux de l'émigration. Ces papiers étaient insignifiants; beaucoup de noms y étaient cités, mais au hasard et sans preuves. Tallien dénonça ensuite Lanjuinais, Boissy d'Anglas,

Lesage et Larivière; il les accusa d'avoir conspiré avec les sections et tenu des chevaux prêts pour rejoindre le prétendant, dont ils devaient être les ministres. L'Assemblée, sommée de se décimer une fois de plus à sa dernière heure, redevint très-orageuse. Heureusement Tallien était à peu près usé. Les hommes de thermidor, allant alternativement de gauche à droite et de droite à gauche, passaient pour des brouillons incapables de gouverner et prêts à se jeter dans toutes les aventures, pour rester ou devenir les maîtres. Eux aussi avaient leurs noms cités dans les papiers de l'émigration. On était généralement convaincu que pour satisfaire leur avidité et leur ambition tous les complots leur étaient bons; qu'en ce moment même ils cherchaient les instruments d'une nouvelle usurpation dans les soldats qui campaient aux Tuileries et les jacobins qui garnissaient les tribunes.

On leur résista donc, bien qu'avec mollesse. Louvet, que sa passion antiroyaliste mettait au-dessus de tout soupçon, démontra que la dénonciation contre les quatre accusés était vague et sans preuves; puis il détourna l'accusation contre deux transfuges de la Montagne, Rovère, homme décrié, violent, odieux, et Saladin, qui venait d'être élu à Paris. Tous les deux furent décrétés. On décréta encore Aubry, qui s'était fait beaucoup d'ennemis par ses réformes maladroites dans l'armée, Lomon, et hors de l'Assemblée le général Menou. Pour dernière satisfaction à la Montagne, on vota des mesures de rigueur contre les fonctionnaires coupables de n'avoir pas empêché les massacres commis dans le Midi.

Les élections, commencées le 20 octobre, donnèrent les résultats prévus. La gauche fut éliminée. Le 22, on ne connaissait encore qu'un petit nombre de scrutins. Barras lut un rapport fulminant sur les journées de vendémiaire et la réaction royaliste. Thermidor, disait-il, avait sauvé la république. Mais depuis, l'indulgence avait fait faire un pas rétrograde. « Toutes les lois arrachées en faveur des émigrés, des prêtres, des amis de la tyrannie royale, la proscription de meilleurs patriotes, les assassinats du Midi impunis, la vengeance érigée en vertu civique, presque toutes les fonctions publiques confiées à des républicains d'un jour, devaient inévitablement relever l'espoir des amis du despotisme, et leur faire tenter une conspiration dont le résultat était le massacre des représentants et la mort de la république. » Les conspirateurs avaient établi des correspon-

dances entre Bâle et Paris. Ils avaient éloigné ou chassé les patriotes, *à l'aide du mot insignifiant de terroristes.* La Convention nationale s'était vue le 13 vendémiaire entourée d'assassins; les royalistes avaient tout osé pour consommer le crime de la tyrannie. Barras s'écrait : « Représentants, osez tout pour le triomphe de la république. » Il ajoutait que la famine, la banqueroute, l'assassinat des patriotes, restaient organisés; que les conjurés allaient s'asseoir parmi les magistrats, parmi les mandataires du peuple; que les émigrés voulaient démembrer la France et immoler les régicides.

Tallien, dénonçant à ton tour la contre-révolution qui allait se trouver maîtresse du Corps législatif, des administrations et des tribunaux, fit nommer une commission de cinq membres pour présenter les mesures qui devaient *sauver la patrie.* On exploita de mauvaises nouvelles reçues de l'armée du Rhin; on parla d'une trahison des généraux. Plusieurs membres de la gauche déclarèrent qu'il fallait casser les élections. On venait de constituer une dictature; on allait y joindre un coup d'État.

La droite vit le danger et y para. Daunou s'opposa fortement à ce qu'on touchât aux élections. Thibaudeau soutint que la Convention n'avait pas le droit de les discuter, et qu'elle avait fini son œuvre; puis il prit les thermidoriens à partie, leur rompit en visière et repoussa le retour de la terreur. Il dénonça Tallien, usant du droit dont Tallien s'était servi à l'égard de ses collègues, mais ajouta qu'on devait bien se garder de toucher de nouveau à un seul membre de l'Assemblée, même à lui. Il lui rappela le 2 septembre, se moqua de sa fatuité, et il lui porta un coup dont il ne se releva pas. Ce qui donna à Thibaudeau une grande autorité ce jour-là, c'est qu'il était régicide et qu'il l'avouait. Tallien renversé, il réclama la dissolution immédiate de la commission des Cinq, et l'obtint, avec l'aide de La Réveillère-Lépeaux.

Le triomphe fut complet. Tallien lui-même s'exécuta. Il vint déclarer le 24 que les Cinq se démettaient de leurs pouvoirs, et qu'on devait renoncer à l'idée de faire juger par la Convention la validité des élections faites pour les conseils. Il masqua sa retraite par des pointes plutôt que des attaques contre le parti royaliste, qui voulait 91 et savait se replier suivant les circonstances, ou contre les députés qui avaient pactisé avec l'émeute de vendémiaire. Puis il proposa au nom des Cinq d'ex-

clure des fonctions législatives, administratives, municipales et judiciaires jusqu'à la paix toutes les personnes comprises dans plusieurs catégories déterminées. Les citoyens qui ne voudraient pas vivre sous la loi de la république et s'y conformer, devraient quitter le territoire, et ne seraient traités comme émigrés que s'ils venaient à rentrer. Telle fut la fameuse loi du 3 brumaire (25 octobre), votée alors à titre de transaction, et destinée à embarrasser beaucoup les législatures qui suivirent.

Le 26, Barras se démit du titre de général en chef de l'armée de l'intérieur.

On vota ensuite une amnistie pour tous les faits relatifs à la révolution et ne tombant pas sous le coup du Code pénal; mais on ajouta qu'elle ne s'appliquerait pas aux prêtres, ni aux émigrés rentrés, ni aux fabricateurs de faux assignats, ni aux contumaces de vendémiaire; et comme on s'aperçut que tant d'exceptions la détruiraient, on finit par laisser au Directoire une certaine latitude d'indulgence. On vota aussi la suspension des officiers qu'Aubry avait réintégrés dans l'armée, puis on s'aperçut qu'on en frappait ainsi d'excellents et de très-utiles, en sorte qu'on remit au Directoire le soin de décider. On avait hâte d'en finir. L'heure pressait. Tout se passait dans une précipitation confuse.

Les trois derniers jours virent encore voter sans discussion et sur la simple déposition des rapports, toutes les lois essentielles que les comités avait préparées, le Code pénal et d'instruction criminelle, œuvre de Merlin, la loi sur la cour de cassation, une loi sur les services de la marine, une autre sur les tribunaux militaires; la loi sur l'instruction publique, l'Institut et les fêtes nationales.

La Convention tint sa dernière séance le 26. A deux heures elle se sépara. Ceux de ses membres que les assemblées primaires avaient élus se réunirent aussitôt en assemblée électorale pour se compléter.

Ils étaient au nombre de 396, car il y avait eu beaucoup d'élections multiples au premier tour. Lanjuinais avait été élu par 73 colléges, Boissy d'Anglas par 72, Pelet de la Lozère par 71, Pontécoulant par 33 et Thibaudeau par 32. Encore leur avait-on donné des successeurs, quand on avait connu à temps leur option. Il restait à désigner 104 conventionnels pour parfaire les deux tiers. L'Assemblée fit le choix elle-même par trois scrutins successifs. Il avait été convenu qu'on garderait

tous les hommes ayant une notoriété, sans distinction de partis. On garda ainsi Tallien et plusieurs thermidoriens ou montagnards, qui ne seraient pas revenus autrement. Le tiers nouveau ne comprit pas un seul représentant de cette opinion, tant la répulsion pour le terrorisme était grande, tant le règne du jacobinisme sous toutes ses nuances était passé.

Ainsi finit la Convention, après avoir vu périr de mort violente quatre-vingt-sept de ses membres, dont cinquante-deux sur l'échafaud. La toile, dit un historien, tomba sur le théâtre ensanglanté du passé. La France, on l'avait vu en vendémiaire, était lasse du spectacle et des acteurs.

Le drame laissait pourtant une impression de grandeur et d'effroi. Avant que la légende révolutionnaire s'en emparât pour le poétiser à faux, les conventionnels sensés, comme Thibaudeau, soutenaient que le bien était l'ouvrage de l'Assemblée et le mal celui des circonstances; que nulle puissance humaine n'eût pu mieux faire, la France étant alors un volcan dont le cratère ouvert lançait des torrents de lave embrasée.

Le danger de la patrie couvrait tout; on rappelait avec complaisance la hardiesse de la politique étrangère, les victoires et les conquêtes. Et cependant on n'avait pas admis cette excuse, quand elle était donnée par Barère et les autres membres du comité de salut public. Sans doute les armées avaient fait leur devoir et inscrit de belles pages dans nos annales; mais la politique étrangère avait été conduite avec une témérité singulière que Talleyrand n'eut aucune peine à signaler; la prudence et la raison n'y avaient trouvé place qu'en 1795. Quand la Convention se sépara, la France avait encore devant elle la plus grande puissance maritime, l'Angleterre, et la plus grande puissance continentale, l'Autriche. Tout récemment, en décrétant le 1er octobre l'annexion de la Belgique et sa division en départements français, elle venait de jeter à l'Europe un nouveau défi. L'Assemblée avait la fièvre de la propagande et des conquêtes; elle ferma l'oreille aux avis de Lesage et de Boissy d'Anglas, lui rappelant que son but devait être la paix et la reconnaissance de la république par l'Europe.

Ainsi la guerre durait toujours et l'on avait émis déjà 29 milliards d'assignats, c'est-à-dire produit une telle perturbation dans les fortunes et les échanges qu'au mois d'octobre 1795 le louis d'or valait de deux à trois mille livres en papier.

Plus de onze mille lois ou décrets avaient été rendus, la

plupart décrets de circonstance. Beaucoup n'avaient pas été exécutés. Souvent ils s'annulaient les uns les autres. Par ceux de la dernière année la Convention avait défait son œuvre des deux premières. Les lois les plus importantes, celles qui avaient un caractère général, étaient de leur côté inexécutables parce qu'elles ne tenaient pas compte des faits réels. L'Assemblée, a-t-on dit, supprimait le temps. Éloge médiocre; comme si la raison, la mesure et le sens pratique n'étaient pas les premières qualités des législateurs!

Un des plus grands torts ou des plus grands malheurs de la Convention fut d'être l'assemblée d'un pays sans gouvernement. Or une assemblée ne peut gouverner. L'expérience qu'on en fit fut payée cher. La Convention eût dû constituer un gouvernement dès le principe; elle ne le fit pas. Ce gouvernement se constitua tout seul, et comme il avait pour unique raison la nécessité, il ne put régner que par la terreur. Mais la terreur, de quelque façon qu'on la prolonge, n'a qu'un temps. La Convention finit par en créer un autre, on a vu au prix de quelles luttes et de quels sacrifices. Incapable de rien constituer de définitif, elle légua aux conseils qui lui succédèrent une expérience nouvelle à faire, celle du Directoire.

LIVRE CINQUANTE-DEUXIÈME.

LE DIRECTOIRE.

PREMIÈRE PARTIE. JUSQU'AU TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO. 1795-1797.

I. — Le 27 octobre au soir (5 brumaire), on tira au sort pour former les deux conseils. On fit une liste des députés qui avaient plus de quarante ans et qui étaient mariés ou veufs. Le sort désigna ceux qui formeraient le conseil des Anciens. Ces derniers restèrent dans la salle des Tuileries et choisirent La Réveillère pour leur président. Les Cinq-Cents se réunirent dans l'ancienne salle du manége, sous la présidence de Daunou.

On avait décidé que les comités resteraient en fonctions jusqu'à l'établissement du Directoire. Les nouveaux conseils procédèrent sur-le-champ au choix des cinq directeurs; on n'attendit pas que tous les députés du *nouveau tiers* fussent arrivés. Lanjuinais, Boissy, Cambacérès et Barthélemy, le négociateur de la paix de Bâle, étaient désignés par la voix publique et le nombre des suffrages qu'ils avaient obtenus dans les assemblées électorales; mais la majorité conventionnelle qui dominait dans les nouveaux conseils voulait des hommes qui eussent donné des gages à la république, et pour elle le plus solide de ces gages était d'avoir voté la mort du roi. Ses choix étaient convenus d'avance. Les Cinq-Cents présentèrent une liste de cinquante noms. En tête étaient ceux de Sieyès, Barras, La Réveillère, Rewbell et Letourneur; les autres étaient obscurs, sauf celui de Cambacérès, mais il ne vint que le cinquantième, ses ennemis l'accablant d'accusations de royalisme pour le rendre impossible. Dupont de Nemours proposa ironiquement aux Anciens de différer l'élection, afin de pouvoir se renseigner sur les candidats inconnus. Comme le temps pressait, qu'on savait les dispositions des Anciens et qu'on ne voulait pas débuter par un conflit, les Cinq furent élus.

Sieyès n'accepta pas. Il écrivit qu'il avait été en butte à l'animosité constante de tous les partis et qu'il ne servirait pas à les

concilier. Il reculait toujours au moment de l'action, et son orgueil ne s'accommodait pas des collègues qu'on lui donnait. Carnot fut élu pour le remplacer, à une faible majorité sur Cambacérès. On avait fait à Carnot une immense renommée militaire. Sa nomination fut présentée comme un hommage rendu aux armées, hommage d'autant plus nécessaire qu'on n'avait voulu admettre aucun général dans le Directoire.

Ainsi le Directoire se trouva composé d'hommes attachés à la révolution qu'on voulait sauver et à la constitution qu'on voulait maintenir. Malheureusement ils héritaient de l'esprit de la Convention, et ils avaient la volonté de le perpétuer quand tout changeait autour d'eux.

Le ci-devant comte de Barras, avec une haute taille, la voix forte et les grandes manières de l'ancienne société, possédait les qualités extérieures de la représentation et du commandement. Son attitude militaire, son rôle en thermidor et en vendémiaire, son audace connue, la facilité avec laquelle il parlait la langue révolutionnaire, le désignèrent comme le chef nominal ou plutôt *l'homme d'apparat* du Directoire. Au fond, c'était un homme de plaisir, corrompu, sans conviction et même sans idées politiques. Carnot, habile à diriger les choses de la guerre, avait montré au comité de salut public combien il était médiocre pour le reste. Letourneur, excellent officier, n'était que la doublure de Carnot. Rewbell, avocat laborieux, avait l'esprit faux, le caractère bourru, opiniâtre et défiant. La Réveillère-Lépeaux, ancien Girondin, était un républicain convaincu, de mœurs simples et d'une grande honnêteté privée, contrastant parfaitement avec Barras; mais ces qualités étaient gâtées par un esprit chimérique, à vues étroites et courtes, et par un affreux entêtement.

La scène et les milieux changent si vite dans les révolutions, que les directeurs étaient déjà presque les hommes d'un autre temps. Pour aucun d'eux, sauf peut-être Carnot, ce défaut n'était racheté par le prestige du nom, du talent ou de l'autorité personnelle. Ils cherchèrent, sans grand succès, à y suppléer par la représentation, prestige du vulgaire. Ils se donnèrent un costume d'apparat fort théâtral, l'hermine, le chapeau à plumes, un manteau brillant. Les conseils à leur tour se revêtirent de la toge.

Le nouveau tiers apportait des idées toutes différentes. Il comptait à sa tête des hommes d'une valeur réelle, les uns

anciens constituants, comme Tronchet et Dupont de Nemours, les autres anciens membres de la Législative, comme Vaublanc, Pastoret, Dumas, ou comme Siméon, Portalis, Barbé-Marbois et Tronçon-Ducoudray, connus par leur talent et leur savoir de jurisconsultes. Son malheur était d'être la minorité.

II. — Les directeurs allèrent s'installer dans une salle du Luxembourg, si nue, que le concierge dut leur apporter une vieille table, du papier et une bouteille d'encre.

La situation financière était affreuse. Il y avait eu pour vingt-neuf milliards d'assignats émis, dont dix avaient été retirés, et dix-neuf restaient dans la circulation, autant du moins qu'on pouvait apprécier un chiffre que la contrefaçon, en s'exerçant largement, contribuait encore à rendre insaisissable. Les assignats perdaient de cent à cent cinquante pour un. Il en résultait qu'on ne trouvait plus de fournisseurs; que les fonctionnaires donnaient leur démission; que les soldats désertaient, faute de pouvoir vivre. Les maîtres de poste menaçaient d'interrompre leurs services. Pour nourrir les armées et Paris, on suppléait au numéraire absent en fabriquant des assignats au fur et à mesure des besoins. La Convention venait encore de décréter, sur le rapport de la commission des Cinq, une contribution extraordinaire de guerre, payable en partie en numéraire, égale à vingt fois la contribution foncière et dix fois l'impôt des patentes.

Le Directoire demanda aux conseils l'autorisation d'émettre immédiatement trois nouveaux milliards en assignats, équivalant à vingt ou trente millions écus, et celle de faire des réquisitions de vivres dans les départements voisins de Paris.

La banqueroute était inévitable. En réalité elle était déjà faite, eu égard à la dépréciation énorme du papier. Elle avait même été déclarée implicitement, le jour où la Convention avait réduit les assignats à une valeur moyenne d'un cinquième environ, en les soumettant à une échelle de proportion variable suivant les époques des émissions. Seulement on s'était toujours flatté de l'illusion de relever le papier et d'en faire la liquidation dans des conditions moins défavorables. On avait cherché dans ce but à lui offrir quelques emplois auxquels un avantage quelconque fût attaché.

Ces illusions n'étaient plus permises. L'impossibilité de vendre les biens nationaux était démontrée. Il y en avait une masse trop considérable; les acheteurs étaient rares et flétris par

l'opinion. Les confiscations étaient devenues plus odieuses en se multipliant, et les calculs de Cambon de moins en moins praticables. Donc il ne s'agissait plus que de savoir si la banqueroute serait décrétée définitivement, ou ajournée encore dans l'espoir non de l'éviter, mais de l'atténuer.

Il s'agissait aussi de renoncer aux émissions d'assignats, qui d'ailleurs ne rapportaient presque plus rien. Le numéraire, que la Terreur avait fait disparaître, reparaîtrait dès que la liberté serait rendue aux transactions particulières, qu'on supprimerait les dernières traces du cours forcé ou du maximum, et que l'État recommencerait à payer en argent.

La commission des finances fit un plan assez compliqué qui consistait à limiter les assignats au chiffre de trente milliards, et à leur affecter un milliard écus de biens nationaux, ce qui fixerait leur valeur réelle au trentième de la valeur nominale, au lieu du centième ou du cent cinquantième. Restaient six milliards de biens; on en avait promis un à l'armée pour la récompenser; les cinq autres serviraient de gage à un nouveau papier, à des *cédules hypothécaires* qui n'auraient pas de cours forcé et seraient négociées à des compagnies au fur et à mesure des besoins. Ce plan offrait quelques ressources, mais il avait l'inconvénient de créer un nouveau papier, et de diminuer le gage affecté antérieurement aux assignats. Il fut accepté par les Cinq-Cents et rejeté par les Anciens. Le malheur était de n'avoir plus de choix qu'entre des mesures déplorables. Le Directoire le remplaça par un nouvel impôt forcé sur les riches, impôt de 600 millions, dont 400 payables en numéraire ou en nature et 200 en papier, à perte de cent pour un; moyen qui permettrait de retirer une grande quantité d'assignats. On voulait s'assurer par là des ressources indispensables pour les besoins urgents et surtout ceux des armées. On abolit aussi toutes les lois propres à gêner les transactions en argent.

On fit peu après cesser une grosse dépense, celle qui consistait à mettre l'approvisionnement de Paris à la charge de l'État. Le commerce se rétablit et y pourvut.

La situation des armées appelait l'attention des conseils. La désertion les ruinait. On la punit de peines très-sévères, et la poursuite des déserteurs fut confiée à la gendarmerie. Le Directoire organisa l'armée de l'intérieur, l'établit au camp de Grenelle, et nomma Bonaparte pour la commander. Il se donna une garde à lui-même, et en donna une autre aux conseils.

III. — Il nomma cinq ministres, dont les principaux furent Aubert-Dubayet pour la guerre et Merlin de Douai pour la justice. Ce dernier venait d'être élu dans quatre-vingts départements.

Comme il y avait dans l'administration et les tribunaux beaucoup de places vacantes auxquelles les élections n'avaient pas pourvu, les directeurs se firent donner par les conseils le droit d'y nommer, à titre exceptionnel. Les conseils s'y prêtèrent, pour fortifier le pouvoir et l'administration. La commune de Paris, qui était trop considérable, fut partagée en douze municipalités.

Malheureusement les solliciteurs affluèrent, comme au lendemain des révolutions, et la plupart furent des aventuriers, des hommes qui cherchaient à échapper à la misère publique, ou d'anciens révolutionnaires qui voulaient se mettre à l'abri. Les directeurs firent leur choix à la hâte, et préférèrent les révolutionnaires ou soi-disant tels; car ils s'imaginaient que leur plus sûr appui était dans le parti qui les avait portés au gouvernement. Sous prétexte d'empêcher le retour de l'ancien régime, il se montrèrent extrêmement exclusifs; ils témoignèrent même pour les constitutionnels et les hommes de 91 la même aversion que pour les royalistes purs et les émigrés. Ils savaient très-bien que les conventionnels auraient déjà été mis de côté, s'ils ne s'étaient donné la mission d'accompagner la nouvelle constitution, et qu'ils le seraient lors des élections ultérieures.

Ainsi, dès le début, ils s'efforcèrent d'enfermer la France dans un cercle aussi étroit que possible. Faute d'autant plus regrettable que les royalistes ne devaient pas leur inspirer de craintes sérieuses. Ceux du dehors avaient perdu toute confiance dans les puissances étrangères. Ceux du dedans étaient calmes. Les vaincus de vendémiaire se résignaient, regardant le nouveau gouvernement comme une étape qu'il fallait traverser. Les classes moyennes voulaient vivre et rétablir les affaires; elles n'éprouvaient pour le Directoire ni bienveillance ni illusions, mais ne cherchaient pas à entraver sa marche.

Les directeurs ne comprirent pas cette attitude des royalistes, et firent la faute d'en avoir peur. Après avoir mis en liberté les députés Saladin, Lomon et Rovère, que les Cinq-Cents réclamaient, ils mirent en accusation Lemaitre, qui était plutôt un intrigant qu'un conspirateur, et qui fut condamné à mort. Ils défendirent de chanter en public le *Réveil du peuple,* et ordonnèrent de chanter la *Marseillaise* et les airs patriotiques. Ils

interdirent la circulation de plusieurs journaux royalistes. Enfin, avec la prétention de se maintenir en équilibre, ils penchèrent constamment vers la gauche, quand ils eussent dû plutôt pencher à droite, comme le disait Thibaudeau. Grâce à ce système, les *patriotes* (anciens jacobins) se reformèrent peu à peu. Ils organisèrent un nouveau club, l'assemblée du Panthéon, dans le double but de défendre la révolution et de combattre la constitution, dont l'esprit libéral ne répondait à aucune de leurs idées. Il n'y avait alors de libéralisme vrai que dans le tiers nouveau, libre d'attaches avec le passé. Encore, même au sein de ce tiers nouveau, le libéralisme était-il à l'essai; car on n'avait ni les mœurs, ni la pratique de la liberté politique, et les circonstances au milieu desquelles l'essai était tenté n'étaient rien moins que favorables.

IV. — Les comités de la Convention avaient ordonné à Jourdan et à Pichegru, qui commandaient les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, de franchir ce dernier fleuve à tout prix. Ils obéirent, malgré le dénûment de leurs soldats. Jourdan passa le Rhin le 6 septembre, près de Dusseldorf; Pichegru le passa plus haut, et enleva Mannheim le 20. En marchant sur Heidelberg, il eût joint Jourdan qui arrivait sur la Lahn, et il eût empêché la jonction des deux armées autrichiennes de Clerfayt et de Wurmser. Il ne le fit pas. Les deux généraux autrichiens unirent leurs forces. Jourdan, qui avait commencé le siége de Mayence, fut obligé de l'abandonner. Clerfayt s'empara des positions des assiégeants, le 29 octobre, par une manœuvre qui fut très-admirée, et enleva notre artillerie. Ce furent alors les Autrichiens qui se trouvèrent maîtres du passage du Rhin, à la hauteur des Vosges.

Il n'y eut qu'un cri contre ce mauvais résultat. Pichegru fut taxé d'incapacité ou de trahison. Il s'excusa, non sans raison, sur les conditions déplorables où se trouvaient ses troupes. Mais ce n'était pas là le motif unique de sa lenteur. Il était dégoûté de la république, ayant pu la juger de près en prairial. Il sentait que l'armée serait appelée un jour à dénouer la situation, et il cherchait les moyens d'opérer la restauration de Louis XVIII. Sondé par des agents du prince de Condé, il était entré en correspondance avec lui, sans se livrer et sans rien promettre.

En Italie, la campagne, qui s'était passée à ne rien faire, se

termina pourtant par un succès. On avait renforcé l'armée avec une partie des troupes de la Catalogne, que le traité signé avec l'Espagne laissait disponibles. Schérer, successeur de Kellermann, se crut alors assez fort pour séparer les Autrichiens des Piémontais; il l'entreprit d'autant mieux qu'il courait risque de voir couper ses communications avec Gênes, d'où il tirait ses ressources. Masséna, à la tête de la division principale, surprit et enleva, le 23 novembre, les hauteurs de Loano, qui étaient la clef de la position. Après deux jours de combat, les Piémontais furent rejetés à droite dans les Apennins et les Autrichiens à gauche vers la mer. On enleva aussi à ces derniers une partie de leur artillerie et de leurs magasins; mais un temps affreux et les rigueurs de l'hiver empêchèrent de tirer d'autres fruits de la victoire. Le Directoire en fit grand bruit, parce qu'elle inaugurait son règne.

Le comte d'Artois, étant arrivé à l'Ile-Dieu en vendémiaire avec un convoi anglais, dans la pensée d'opérer un débarquement, s'aperçut que les renseignements qu'on lui avait donnés étaient faux. Les bandes de Charette en Vendée, de Stofflet dans l'Anjou, de Scépeaux entre la Loire et la Vilaine, celles de Georges Cadoudal et des autres chefs de chouans au fond de la Bretagne, se trouvaient réduites à l'impuissance. Les promesses de Puisaye et des intrigants qui se vantaient de les réunir étaient fort incertaines. Les côtes de Vendée étaient surveillées par l'armée républicaine. Le débarquement devint plus difficile de semaine en semaine. Le prince, qui eût été réduit à *chouanner*, c'est-à-dire à faire la guerre avec des détachements isolés, ne crut ce genre de guerre ni utile ni convenable à sa dignité. Après six semaines d'attente, il aima mieux s'éloigner et se retirer à Jersey. C'était sacrifier ses partisans, surtout les Vendéens. On prétend que Charette dit : « C'est ma mort. Je n'ai plus qu'à me cacher ou à périr. Je périrai. »

Hoche se fit donner les trois commandements réunis des côtes de Normandie, de Bretagne et de Poitou, afin de disposer de forces sérieuses et d'agir avec ensemble. Quoique ses soldats n'eussent ni souliers, ni vêtements, ni même de pain, car les réquisitions auxquelles il était réduit pour vivre ne pouvaient tenir lieu de fournitures régulières, il parvint à contenir tous ses adversaires, et il résolut de pousser à bout Charette. Il lui enleva Belleville, le jeta dans le Marais, lança des colonnes contre lui de tous les côtés, désarma successivement les villages,

en enlevant les bestiaux quand on refusait de lui livrer les armes, et ramena les curés, qu'il assura de sa protection. Telle était la lassitude des malheureux Vendéens, que Charette, battu et traqué comme une bête fauve, se vit en peu de jours, malgré des prodiges d'habileté et d'audace, à bout de forces et de moyens de résistance.

Stofflet tenta aussi une lutte désespérée, avec l'aide de quelques émigrés qui se joignirent à lui pour ne pas servir sous Charette; mais il n'était plus redoutable. Il tomba aux mains de soldats républicains, fut conduit à Angers, jugé par un conseil de guerre, et fusillé comme rebelle le 26 février 1796. Charette eut bientôt le même sort. Il fut pris dans une embuscade le 22 mars par le général Travot. Il avait refusé de fuir; il était couvert de blessures. Son courage indomptable ne se démentit pas. Il commanda le feu aux soldats qui le fusillèrent, le 29 mars. Il inspirait la curiosité et l'admiration. En d'autres temps il fût devenu un personnage légendaire. Son nom avait fini par personnifier l'opposition vendéenne.

Scépeaux offrit de poser les armes. Hoche consentit à le laisser sortir de France. Cadoudal et les autres chefs de chouans, à l'exception de deux, firent leur soumission, qui était forcée. Hoche répartit ses quatre-vingt mille hommes de troupes en cantonnements nombreux, assez rapprochés pour se relier et se soutenir au besoin. Tout eût été fini si l'on eût cru à la durée du gouvernement républicain. Mais on était encore loin d'y croire, surtout dans les départements de l'Ouest; ce qui permit à Puisaye et aux aventuriers royalistes de continuer leurs intrigues et de garder leurs espérances.

V. — Les conseils eurent à examiner la validité des élections; ils le firent rapidement, sans vérification sérieuse. Le seul point débattu fut la loi du 3 brumaire, qui excluait les parents et les fauteurs d'émigrés. On se demanda jusqu'à quel point cette loi d'exception, votée *in extremis* par la Convention et créant une catégorie de suspects fort mal déterminée, enchaînait les conseils. Quelques représentants firent d'inutiles efforts pour obtenir qu'elle fût rapportée. Elle entraîna neuf exclusions, entre autres celle de Job Aymé, député de la Drôme, qui passait pour un des chefs royalistes du Midi, et dont les électeurs avaient accepté de leurs assemblées primaires un mandat impératif.

Cette discussion dura jusqu'au mois de février; elle amena incidemment un débat très-vif au sujet des scènes de Marseille. Cadroy, Isnard et Mariette furent l'objet d'attaques violentes qu'ils repoussèrent pourtant avec succès.

Dumolard et Lanjuinais combattirent aussi avec force la loi qui déclarait la succession des émigrés ouverte dans des cas déterminés. Ils lui reprochèrent de constituer une peine pour un délit mal spécifié. Ses partisans n'invoquaient en réalité qu'un seul argument, la haine du royalisme. Le conseil des Anciens la rejeta.

A cette question s'en joignait une autre, celle de savoir comment se ferait la radiation des émigrés inscrits sur les listes. L'attribuer au Directoire, c'était consacrer l'arbitraire, et, ce qui était pis, l'arbitraire des bureaux. Pastoret représenta qu'en bonne justice on devait reconnaître aux émigrés le droit de porter leurs réclamations devant les tribunaux. Mais la majorité considéra qu'il s'agissait d'une mesure de politique et non de justice. Elle craignit de favoriser les émigrés; elle attribua tout pouvoir et toute latitude au Directoire.

La majorité des conseils cherchait en effet à affirmer en toute occasion l'esprit qui l'animait. Elle exigea des représentants un serment de haine à la royauté. Ils s'y soumirent tous; quelques-uns seulement ajoutèrent : « et à toute espèce de despotisme ». Le même serment fut imposé aux fonctionnaires, qui le prêtèrent sans grande difficulté.

Le Directoire partageait d'autant mieux ces vues, qu'il était obligé de poursuivre Babeuf, car ce dernier prêchait à la société du Panthéon la loi agraire, la révolte, et ne cessait d'y louer les septembriseurs, la Terreur et Robespierre. On le mit en accusation, en ayant soin d'y mettre aussi deux journalistes royalistes, pour établir une sorte de balance. Le Directoire obtint à cette occasion la création d'un ministère spécial de la police, dont le premier titulaire fut Merlin de Douai. Comme Babeuf résistait à toutes les menaces, Barras, malgré son désir de ménager les révolutionnaires, finit par ordonner la fermeture du club. Bonaparte exécuta cet ordre le 26 février, avec quelques soldats. Le lendemain, un message adressé aux conseils exposa que la société du Panthéon tramait un complot. Le Directoire réclama une loi déterminant les conditions qu'il faudrait imposer aux réunions politiques, et les signes auxquels on distinguerait celles qui seraient permises de

celles qui ne le seraient pas. Il ferma en même temps quelques réunions insignifiantes d'un genre tout opposé, affectant de les confondre. Les conseils se contentèrent d'approuver la mesure, et ajournèrent la loi sur les réunions à l'époque où ils pourraient aussi en faire une sur la presse.

On dut chercher enfin une issue pour une situation financière à laquelle on n'avait pas encore porté un remède héroïque. En trois ou quatre mois, les assignats circulant avaient monté de vingt-neuf milliards à quarante-cinq. On comparait l'État à un vaisseau qui fait eau de toute part, et dont le travail des pompes ne parvient qu'à retarder la submersion. Les républicains attribuaient ce mal croissant à ce qu'on avait adouci la persécution des émigrés; ils disaient qu'on avait avili le papier en dépréciant les biens qui lui servaient de gage.

Le Directoire revint à une de ses premières idées, la création de *cédules hypothécaires* ou *mandats territoriaux*, différant des assignats en ce qu'ils pourraient toujours être échangés directement contre des biens. On estimait alors la quantité d'assignats circulant à vingt-quatre milliards; on les réduisit au trentième de cette valeur, c'est-à-dire à huit cents millions; en fait ils valaient six ou sept fois moins. On les échangea à ce taux contre des mandats territoriaux. Le chiffre de ces mandats fut porté à deux milliards quatre cents millions; on n'en émit d'abord que la moitié, en réservant le reste pour des émissions ultérieures. La planche aux assignats fut brisée le 19 février.

Mais tel était le discrédit du papier et le peu de confiance inspiré par le Directoire, que les mandats territoriaux, émis le 16 mars, eurent bien vite le même sort que les assignats. Ils tombèrent, sans qu'on pût les soutenir ni par l'interdiction du change, ni par des mesures vexatoires, du genre de celles qu'on avait décrétées sous la Terreur pour soutenir les assignats. Ils ne servirent qu'à alimenter l'agiotage. On ne put vendre avec leur aide que fort peu de biens nationaux, et à vil prix, tant la réalisation de ces biens présenta de difficultés.

Les mandats territoriaux furent abandonnés à leur tour le 16 juillet. Un décret porta qu'ils ne seraient plus reçus qu'au cours réel, et que chacun pourrait stipuler en quelle monnaie il voulait être payé. Ils allèrent rejoindre les assignats, et la dernière assise de l'édifice de crédit échafaudé sur les biens nationaux s'écroula.

Les Directeurs voulurent frapper l'agiotage; ils ne réussirent qu'à le développer. L'agiotage était dans le vice de la situation. Ils lui donnèrent même un aliment puissant par leur manière de conclure les marchés et de se procurer à tout prix des fournitures immédiates. D'ailleurs Barras, aimant le faste et l'argent, spéculait sur les fournitures. Rewbell laissait spéculer ses parents et ses amis.

Il se fit des fortunes subites, souvent énormes, et contrastant d'autant plus avec la misère générale. La société du Directoire fut en grande partie une société de parvenus enrichis et corrompus. Société sans traditions et sans mœurs, sans lois et sans opinion, vivant au jour le jour, ne tenant pas au passé et ne songeant pas à l'avenir. Elle a laissé un mauvais renom, et c'est justice.

Sans doute quelques mérites nouveaux s'élevèrent dans son sein ou à côté d'elle. Car la révolution avait dévoré tant d'hommes qu'elle avait en quelque sorte fait table rase. Mais la jeune génération qui parut sur la scène grandit surtout dans les armées.

VI. — L'hiver amena quelques pourparlers diplomatiques. L'Angleterre cherchait à donner satisfaction aux désirs pacifiques d'une partie de ses sujets, l'Autriche à ceux des États de l'Empire. Mais aucune négociation régulière ne s'ouvrit. Ni le Directoire, ni les révolutionnaires qu'il ménageait, ne voulaient la paix. Ils se jugeaient perdus, s'ils cédaient un pouce de terrain dans les pays conquis. Ils avaient besoin de la continuation de la guerre pour justifier le maintien des lois d'exception, et empêcher la réaction à l'intérieur. Pour eux, prolonger la guerre, c'était se sauver, et, ils le croyaient du moins, sauver la révolution.

Quand la campagne de 1796 s'ouvrit, on résolut de prendre l'offensive contre l'Autriche, et de faire marcher deux armées en Allemagne et une en Italie. Les armées d'Allemagne furent confiées à Jourdan et Moreau. Ce dernier remplaça Pichegru, qui n'obéissait plus, se querellait avec ses divisionnaires et avait donné trois fois sa démission. On lui offrit l'ambassade de Suède; il la refusa. Beurnonville remplaça Moreau en Hollande. Bonaparte, qui avait fait le plan de campagne, fut mis, suivant son désir, à la tête de l'armée d'Italie. Les directeurs saisirent avec empressement l'occasion de l'éloigner; car, dis-

posant depuis quatre mois de la force armée de Paris, il se prévalait de la nouveauté du gouvernement et de son impéritie militaire pour agir avec une indépendance qui les gênait. Au fond, il ne poursuivait que sa propre fortune.

Bonaparte reçut son commandement le 22 février; il épousa le 9 mars la veuve d'Alexandre Beauharnais; il partit le 21, et arriva le 27 à Nice, où était le quartier général. Il avait sous ses ordres au moins trente-six mille hommes, la plupart jeunes soldats aguerris et bien commandés, mais dénués de tout et réduits à vivre de maraude, tant l'administration militaire était déplorable. L'artillerie manquait de chevaux. Le jeune général arrivait lui-même sans argent, avec quelques louis et des traites sur les banquiers de Gênes. Il débuta par une proclamation célèbre : « Soldats, disait-il, vous êtes mal nourris et presque nus. Le gouvernement vous doit beaucoup, mais ne peut rien pour vous. Votre patience, votre courage vous honorent, mais ne vous procurent ni avantage, ni gloire. Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde ; vous y trouverez de grandes villes, de riches provinces. Vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage? »

Jusque-là la révolution avait combattu pour se défendre ou pour propager autour d'elle l'esprit républicain. Cette fois on voulait faire des conquêtes en Italie. Les projets du Directoire étaient d'ailleurs mal arrêtés, comme devaient l'être ceux d'un conseil de cinq membres, peu homogène.

Bonaparte forma de ses troupes quatre divisions, commandées par Sérurier, Masséna, Augereau et Laharpe. Sérurier était un général éprouvé; Masséna et Augereau, jeunes et fils de leurs œuvres, s'etaient révélés dans les campagnes précédentes; Laharpe, Suisse de naissance, commandait la division étrangère. En face était une armée autrichienne, de même force environ, sous le vieux général Beaulieu, et vingt ou vingt-deux mille Piémontais commandés par Colli. L'ennemi, comptant ainsi soixante mille hommes, occupait les points élevés de l'Apennin : les Piémontais couvraient les routes du Piémont, les Autrichiens celles de la Lombardie et la rivière de Gênes. Bonaparte en s'avançant se trouva au centre d'une circonférence, ce qui lui permettait de faire converger ses troupes sur un point donné plus vite que l'ennemi n'y pouvait porter les

siennes. Avec sa promptitude de coup d'œil, il voulut profiter de cet avantage immédiatement.

Les Autrichiens essayèrent de le prévenir et attaquèrent, le 11 avril, ses postes avancés; ils trouvèrent une résistance héroïque à la redoute de Montelegino, où le colonel Rampon avec quelques centaines d'hommes repoussa tous les assauts. Ils se replièrent sur Montenotte. Le 12, de grand matin, Bonaparte les en chassa avec les divisions de Masséna et d'Augereau, et s'ouvrit la route du Montferrat. Le 13 et le 14, il se jeta sur les Piémontais qui occupaient à sa gauche les gorges de Millesimo; il les chassa aussi de leurs positions et coupa leurs communications avec les Autrichiens. En même temps il porta une de ses divisions à sa droite contre Dego; le village, plusieurs fois pris et repris, fut enfin enlevé aux Autrichiens par la valeur du chef de bataillon Lannes et de l'adjudant général Lanusse. Ayant coupé les deux armées ennemies, Bonaparte poursuivit les Piémontais avec le gros de ses forces, et leur fit repasser le Tanaro. Il dit alors à ses soldats le mot célèbre : « Annibal a franchi les Alpes, et nous, nous les avons tournées » , puis il battit Colli le 21 à Mondovi, où Sérurier décida de la victoire. Colli se retira derrière la Stura, dans la petite place de Chierasco, qui couvrait Turin.

Bonaparte fut obligé de réprimer par des exécutions sévères les pillages que commettaient ses soldats et que les officiers toléraient. Car en leur promettant les *richesses* de l'Italie, son but était de lever de fortes contributions pour les faire vivre.

Turin était en mesure de se défendre, autant ou mieux qu'en 1706; mais les Piémontais étaient étourdis par la rapidité de leurs revers. Le vieux roi, qui eût voulu rester fidèle à l'alliance de la cour de Vienne, ne pouvait continuer la lutte qu'en livrant ses forteresses, Coni, Alexandrie et Tortone, à Beaulieu qui les lui demandait. Bonaparte les lui demanda aussi de son côté, et lui offrit un armistice à ce prix. Les instructions du Directoire, qui ordonnaient au général de révolutionner Gênes et le Piémont, l'embarrassaient peu. Il jugea que l'essentiel était de profiter sur l'heure de l'effet moral produit par des victoires instantanées. C'était pour lui l'unique moyen de compenser la supériorité du nombre que les Autrichiens gardaient encore. Il voulait entrer dans la Lombardie sans délai, satisfait d'avoir réduit le Piémont à l'impuissance pour quelque temps, et ne désespérant pas de s'y ménager pour plus tard un allié dont il

avait appris à estimer la valeur. Par ces raisons, il se hâta de signer, le 28 avril, l'armistice de Chierasco. Le roi Charles-Emmanuel renonça à la Savoie et au comté de Nice, céda les passages des Alpes et du col de Tende, démolit les places fortes de l'Italie, et laissa provisoirement aux mains des Français Coni, Tortone, Valenza et le fort Dauphin.

Bonaparte fit le jour même une nouvelle proclamation à ses soldats; il exalta leurs victoires qui en présageaient de plus belles encore. « Mais, ajoutait-il, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste à faire. Milan n'est point à vous.... Les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Dego, de Mondovi, brûlent de porter au loin la gloire du nom français. » Il avait le secret des mots retentissants et de la phraséologie révolutionnaire. Il parlait de gloire en termes enflammés comme un conquérant qui veut vaincre, subjuguer, éblouir les hommes, et il associait à cette grande idée on ne sait quel vague fantôme de libération des peuples. Au reste, il calculait tout, jusqu'aux effets de son langage, pour enlever l'armée, étonner la France, et inspirer aux petits princes italiens un effroi qui dispenserait d'avoir à les combattre.

Murat et Junot portèrent les drapeaux conquis au Directoire, qui fut obligé de ratifier l'armistice le 15 mai. Pendant ce temps Bonaparte envahit la Lombardie. Il s'était fait envoyer quelques mille hommes, de l'artillerie légère et un bon commissaire ordonnateur. A ceux de ses officiers qui trouvaient son plan téméraire, il disait qu'il ne craignait rien, puisqu'il avait ses derrières assurés, et qu'il irait jusqu'à l'Adige prendre à Mantoue les clefs de l'Italie. Même il songeait à la possibilité de s'engager dans le Tyrol, en concertant son action avec celle des armées d'Allemagne.

Beaulieu avait rapidement surpris Valenza et occupé Valeggio, à l'angle formé par la jonction du Tessin et du Pô, pour s'opposer au passage de ce dernier fleuve. Bonaparte doubla les étapes et opéra le passage beaucoup plus loin, à Plaisance, dans l'État de Parme. Chemin faisant, il signa un armistice avec le duc de Parme, Philippe d'Espagne, moyennant deux millions, des fournitures de vivres, de fourrages, de chevaux, et des tableaux qu'il envoya en France. Ayant franchi le Pô, il n'eut qu'à déloger quelques postes autrichiens pour s'ouvrir la route de Milan; mais Beaulieu, qui avait marché sur la rive droite avec la même célérité, gardait encore les passages de

l'Adda et faisait garder par ses lieutenants ceux de l'Oglio. Bonaparte courut sur l'Adda avec une division. Il trouva le pont de Lodi défendu par seize mille Autrichiens et vingt canons. Il fit passer sa cavalerie à gué à une demie-lieue en avant de la ville, et lança sur le pont, au pas de course, une colonne de grenadiers conduite par ses principaux officiers. Il y perdit deux cents hommes, mais enleva la position.

Masséna et Augereau occupèrent de leur côté l'un Milan et l'autre Pavie. Les Autrichiens se bornèrent à laisser une garnison dans le château de Milan. Bonaparte entra dans la ville en personne le 15 mai. Sous les portes il reçut une députation de la municipalité qui le salua comme un fils de l'Italie. Il affecta de se présenter en libérateur, tout en frappant une contribution de vingt millions. Avec dix millions qu'il imposa encore au duc de Modène comme prix de sa neutralité, il put assurer le bien-être de ses soldats, à peine chaussés et vêtus, créer des magasins, des hôpitaux, et envoyer encore de l'argent au Directoire.

Il n'avait pas révolutionné le Piémont; il révolutionna la Lombardie; car il employait la révolution dans la mesure où elle servait ses desseins. Il favorisa les patriotes, qui abolirent la noblesse et attaquèrent le clergé; ce fut un moyen d'assurer le payement de la contribution. En même temps il fit des proclamations aux Italiens pour les rassurer contre la crainte des violences militaires et la terreur attachée au nom des jacobins. Il annonça une sévérité inflexible. Ses soldats n'en commirent pas moins force désordres dans les campagnes. Les paysans se soulevèrent. Pavie se révolta le 22, aussitôt après le départ d'Augereau. Bonaparte calcula le degré de sévérité nécessaire pour effrayer la population sans l'exaspérer. Il laissa froidement aux soldats deux heures de pillage, et fit brûler les villages coupables de résistance. Après quelques exécutions rapides, il quitta la Lombardie comme il avait quitté le Piémont, fort de l'effet obtenu, et il poursuivit sa marche en avant.

Le Directoire, inquiet de ses succès, de son indépendance et de ses vues qu'il jugeait téméraires, lui envoya l'ordre de diviser son armée, d'en laisser une partie à Kellermann, qui garderait le Milanais, et de se porter avec l'autre sur Livourne et Rome pour leur imposer des traités et des rançons, quoiqu'on n'eût point de griefs sérieux contre la Toscane. Dans

l'affreuse détresse où la France était plongée, le Directoire ne rêvait que contributions de guerre et prenait la rapacité pour du patriotisme[1]. Quant au Pape, on lui reprochait de favoriser l'ancien clergé, c'est-à-dire la résistance à la révolution, et d'accueillir les prêtres émigrés. Le meurtre d'un agent français, Basseville, égorgé en 1793 par la populace romaine, était un grief légitime; mais le Directoire ne voulait pas se contenter d'une réparation; son but avoué était de renverser le Pape, que La Réveillère, dans sa haine du catholicisme, traitait, dit Lanfrey, comme un ennemi personnel.

Bonaparte répondit aux ordres des directeurs par l'offre de sa démission. Il refusa de diviser son armée et d'en partager le commandement. Il soutint qu'une marche dans l'intérieur de la Péninsule était inopportune; qu'il fallait avant tout occuper l'Adige, Mantoue et Vérone; qu'alors on aurait bon marché des États italiens, même sans guerre, et qu'on serait en mesure de dicter la paix à l'Autriche, dont il importait de briser les forces. Il écrivit des lettres particulières à Carnot pour lui faire apprécier ces raisons, et ce fut le Directoire qui céda, malgré l'ombrage que lui inspirait la prétention du jeune général de conduire à son gré la politique comme la guerre.

VII. — Les succès de l'armée d'Italie causèrent à Paris une joie naturelle, tempérée pourtant par la crainte de voir ajourner la paix. D'ailleurs la situation intérieure préoccupait davantage, car elle ne s'améliorait pas. Merlin reprit le ministère de la justice et céda celui de la police à Cochon de Lapparent (3 avril). Ce dernier, conventionnel et régicide, mais de la nuance de Thibaudeau, agit avec assez de vigueur et d'impartialité.

Le 16 avril, les Cinq-Cents firent une loi pour punir les provocations attentatoires à la sûreté de l'État, et créèrent pour les juger des tribunaux d'exception. Seulement ils substituèrent la déportation à la peine de mort dans la grande majorité des cas. On voulut aussi appliquer la déportation aux prêtres qui avaient refusé le serment constitutionnel, quoiqu'on les tolérat depuis plus d'un an moyennant une simple déclaration de se soumettre aux lois de la république. Cette prétention nouvelle était une violation manifeste du principe de la liberté de con-

[1] Voir Lanfrey, *Histoire de Napoléon*, t. I, ch.

science inscrit dans la Constitution de l'an III. Heureusement les Anciens ajournèrent leur vote, et, de délais en délais, la loi acceptée par les Cinq-Cents finit par être abandonnée.

Les révolutionnaires étaient toujours les ennemis les plus remuants du Directoire, quoiqu'il les eût couverts de sa protection et de sa faveur. La *légion de police,* travaillée ouvertement par les conspirateurs, était redevenue turbulente depuis le départ de Bonaparte. Un décret du 4 avril l'envoya aux armées. Elle refusa d'obéir, on la supprima. Les chefs et les meneurs furent traduits devant les tribunaux. Il fallut aussi renouveler en partie les maires et les adjoints de Paris, que les directeurs avaient choisis parmi les anciens jacobins. Il fallut expulser une foule de suspects, la plupart fonctionnaires destitués, militaires sans emploi ou anciens montagnards, comme Vadier, Amar, Vouland et Choudieu.

Enfin, le 10 mai, Barras dénonça aux conseils la conspiration de Babeuf, qui, réduit à se cacher, n'en était que plus ardent à comploter. Sa prétention était de s'emparer du gouvernement, de dissoudre le Directoire et les conseils, d'en faire juger les membres par le peuple, et d'installer un comité directeur qui nommerait lui-même des députés pour représenter les départements. Babeuf comptait sur la légion de police et sur un état-major de jacobins organisé pour la révolte. Mais au lieu de se servir du moyen usé d'une manifestation populaire, à laquelle les faubourgs se seraient peu prêtés et qui n'aurait pas manqué d'être écrasée, il se proposait d'agir par surprise, d'occuper inopinément le Luxembourg, la trésorerie, les arsenaux, le parc d'artillerie et le télégraphe, institution récente dont il fut un des premiers à comprendre la portée. Maître du gouvernement, il eût alors annoncé à la France qu'une révolution était accomplie, et il lui eût arraché son adhésion.

Babeuf avait de nombreux complices, la plupart membres comme lui de la Société des égaux; Félix Le Pelletier, Darthé, Germain, Buonarotti étaient les principaux. Sylvain Maréchal, écrivain connu par ses diatribes contre les prêtres, rédigea le manifeste de la société, posa en principe la communauté des biens et la destruction de la propriété individuelle, et donna pour mot d'ordre : « L'égalité réelle ou la mort. » Babeuf appelait la propriété « le plus grand fléau de la société, un véritable délit public » . Entre autres articles, le manifeste portait ceux-ci : « Toute opposition sera vaincue par la force; les opposants

seront exterminés. — Tous les biens des émigrés, des conspirateurs et des ennemis du peuple seront distribués sans délai aux défenseurs de la patrie et aux malheureux. — Les malheureux de toute la république seront immédiatement logés et meublés dans les maisons des conspirateurs. » Par conspirateurs, Babeuf entendait les hommes de vendémiaire, et ceux qui soutiendraient *la tyrannie,* c'est-à-dire le Directoire et les conseils.

Les anciens montagnards, conduits par Amar et Robert Lindet, formaient un comité particulier; sans être toujours d'accord avec les *égaux,* ils étaient prêts à se servir de toutes les alliances et de toutes les armes pour reprendre le pouvoir qu'ils avaient perdu. Un seul représentant se joignit à eux; ce fut Drouet, qui, enlevé par les Autrichiens à l'armée du Nord en 1793, était revenu avec les quatre représentants échangés contre la fille de Louis XVI, et avait été placé au conseil des Cinq-Cents. Esprit borné que le hasard avait jeté dans la révolution, il en était resté aux idées et au langage des premiers temps de la Terreur.

L'insurrection se prépara chez lui le 8 mai au soir. On avait enrôlé des ouvriers; on avait appelé de Lyon et d'ailleurs des hommes compromis par leurs antécédents terroristes. Babeuf et Darthé avaient organisé un personnel insurrectionnel recruté en partie parmi les anciens agents de la police de Robespierre, et dont les chefs ne se connaissaient pas les uns les autres. Babeuf rédigea un appel au peuple, en se fondant sur les *forfaits* des gouvernants, dont le premier était l'*infâme banqueroute;* sur la constitution de 93, qui consacrait le droit d'insurrection contre les hommes violant la souveraineté du peuple et substituant leur volonté particulière à celle de la nation; enfin sur ce que la Convention nationale, dispersée par la violence d'une faction, existait toujours en droit. Les conspirateurs voulurent mettre un militaire à leur tête; ils ne trouvèrent que le ridicule général Rossignol. Quelques officiers qu'ils essayèrent de gagner, les trahirent.

Le Directoire, averti régulièrement par sa police, fit arrêter le 10 mai Drouet, Rossignol, Germain et Darthé, qui tenaient un conciliabule chez un menuisier de la rue Bleue, puis à leurs domiciles Babeuf, Buonarotti, Choudieu, Amar, Vadier, Ricord et Antonelle. Il fit afficher sur tous les murs une proclamation au peuple pour lui dénoncer la conspiration. Il la

dénonça aux conseils avec plus de détails, et leur demanda de voter l'arrestation de Drouet, ce qu'ils firent sans hésiter.

Le complot, ainsi prévenu, ne produisit pas tout l'émoi qu'on eût supposé. Babeuf était un journaliste insensé, non un chef populaire. L'ancienne Montagne, ou plutôt ceux de ses meneurs qu'on n'avait pas arrêtés, s'empressèrent de désavouer toute complicité avec la Société des égaux. Ils rappelèrent qu'ils avaient été les premiers à frapper l'*hébertisme*.

Babeuf écrivit de sa prison aux directeurs une lettre ridiculement orgueilleuse. Il leur offrit de traiter de puissance à puissance, et leur présenta les conditions auxquelles il leur accorderait son pardon et son appui. La lettre fut publiée. Cette jactance absurde et la lenteur ou la maladresse avec laquelle les poursuites furent dirigées, inspirèrent certains doutes sur la réalité, ou pour le moins sur l'étendue de la conspiration et du danger. Ces doutes n'étaient pas fondés; la conspiration, le danger étaient aussi réels, plus réels même qu'autrefois le complot des hébertistes, mais l'incrédulité publique donne la mesure de peu de confiance que le Directoire inspirait.

Le procès fut d'ailleurs ajourné pour plusieurs motifs. Il fallait une loi pour déterminer les formes dans lesquelles la haute cour, reconnue par la Constitution, procéderait; or cette loi ne se fit que le 7 août. Les Cinq-Cents approuvèrent l'acte d'accusation rédigé par un de leurs comités. Mais le Directoire, toujours désireux de ménager l'ancienne Montagne, trouva de nouveaux délais, et laissa Drouet échapper de sa prison.

VIII. — Beaulieu s'était retiré derrière le Mincio, appuyant sa droite sur Mantoue et sa gauche sur la pointe du lac de Garde, où il se fit ouvrir par les Vénitiens les portes de Peschiera. Il était encore numériquement plus fort que son adversaire.

Bonaparte entra à Brescia, alors ville vénitienne, passa le Mincio à Borghetto, chassa les Autrichiens de Peschiera, dont il se fit livrer l'arsenal, et marcha sur Vérone pour couvrir ses conquêtes par l'Adige. Il rejeta Beaulieu sur le Tyrol italien, l'y enferma, et alla investir Mantoue.

Venise, dont le territoire était violé par les deux armées, affecta de s'enfermer dans la neutralité systématique qu'elle gardait depuis cent cinquante ans. Elle n'hésita qu'entre la

neutralité armée et la neutralité désarmée, et si elle se décida pour la seconde, ce fut parce qu'elle n'était pas sûre de faire mieux respecter la première. Ses forces ne pouvaient guère compter qu'autant qu'elles eussent servi d'appoint à l'un des États belligérants.

Bonaparte, décidé à s'établir sur la ligne de l'Adige, lui chercha querelle pour s'autoriser à ne pas la ménager. Il lui reprocha d'avoir laissé violer son territoire par les Autrichiens, l'accusa même de les y avoir appelés, et se plaignit aussi qu'elle eût donné asile à Louis XVIII à Vérone. Cette dernière plainte n'était ni sérieuse, car la République était maîtresse d'accueillir qui elle voulait, ni fondée, car elle venait précisément d'obliger le prétendant français à se retirer, et cela d'une manière qui n'était rien moins que généreuse. Bonaparte cherchait uniquement à mettre des griefs en réserve[1]. Sa mauvaise humeur, sa colère étaient toujours calculées, et il se contenait d'autant moins qu'il était sûr de forcer le Directoire à devenir son complice.

Son calcul était alors d'effrayer les petits États italiens, pour les empêcher d'entrer en lice et n'avoir pas à les combattre. Gênes était neutre, mais avait laissé assassiner des soldats français et piller des convois sur son territoire. Il y envoya Lannes brûler les villages coupables. Il signa, le 5 juin, un armistice avec le roi de Naples, à la seule condition que ce roi rappellerait un corps de deux mille cavaliers servant dans l'armée de Beaulieu et fermerait ses ports aux Anglais. Il entra ensuite en personne à Modène, d'où le duc s'était retiré en constituant une régence, et se fit fêter par cette régence comme un vainqueur.

Pendant ce temps Augereau entrait sans coup férir à Ferrare et à Bologne, villes de l'État pontifical. Le Pape effrayé fit des offres pour traiter. Bonaparte se hâta de les accepter. Il exigea l'occupation des Légations par ses troupes, l'introduction d'une garnison française à Ancône, vingt et un millions en espèces et cent tableaux. Il fit encore occuper Livourne, pour en chasser les Anglais, ou plutôt leurs négociants, qui furent très-maltraités. De Livourne, il envoya aux Corses des fusils et de la poudre. Il alla rendre visite en personne au duc de Toscane à Flo-

[1] Voir la correspondance de Bonaparte au sujet de Venise. Daru, *Histoire de Venise*, t. VII, entre autres la lettre du 14 juillet au Directoire.

rence, comme pour lui faire oublier par cette déférence qu'il agissait en maître dans ses États.

Par ces moyens il s'assura contre toute hostilité de l'Italie centrale et méridionale, et il put réserver toutes ses troupes pour défendre la ligne de l'Adige contre les Autrichiens, dont il appréciait les forces à leur juste valeur.

Militairement il avait raison. Mais les directeurs, froissés de voir modifier leurs plans, trouvèrent qu'il ménageait trop les petits États, comme s'il ne les avait pas assez écrasés, et comme si ces réquisitions d'objets d'art n'étaient pas un abus de la force et un vol manifeste. Ils lui reprochèrent aussi de ne pas poursuivre les prêtres qui affluaient à Rome, et les émigrés dont l'Italie centrale et méridionale était remplie. Ces plaintes il est vrai, l'inquiétèrent peu. Il était décidé à agir en maître, quoi qu'il arrivât. Il écrivait au Directoire qu'il fallait que le général fût le centre de tout[1]. Il voulait condamner les Italiens à l'impuissance sans les exaspérer. Il ne voulait pas non plus, par calcul de prudence et d'avenir, assumer sur sa tête les haines dont les révolutionnaires s'étaient chargés en persécutant les émigrés et les prêtres. Il s'empara de tous les détails de l'administration et de l'intendance militaires, suffisant à tout par son activité et sa puissance de travail. Les commissaires Gareau et Salicetti s'étaient livrés à des spéculations illicites; il leur fit comprendre qu'il n'était par leur dupe, mais leur maître. Simple et austère pour lui-même, il se faisait de sa propre incorruptibilité un moyen de commandement.

Beaulieu s'étant plaint en termes énergiques qu'on lui envoyât des généraux incapables, le conseil aulique détacha Wurmser de l'armée d'Allemagne. Wurmser était un soldat vieux et éprouvé, ne devant son élévation qu'à lui-même dans un pays où les commandements se donnaient aux grands seigneurs. Il amena trente mille hommes dans le Tyrol, y recueillit le reste des troupes de Beaulieu, prit le commandement, et entra en campagne avec soixante mille hommes environ. Bonaparte en avait près de quarante-cinq mille, grâce à des renforts arrivés de France; une partie, il est vrai, était retenue par les garnisons. Toute l'Italie s'émut, croyant à l'expulsion prochaine des Français. Bonaparte comprit qu'il ne s'y maintiendrait que par la victoire.

[1] Lettre de Milan, du 8 octobre 1796.

Wurmser partit de Trente le 29 juillet. Il fit replier tous nos postes. Une de ses divisions, celle de Quasdanowich, tourna le lac de Garde, entra à Brescia, et s'ouvrit ainsi la route de Milan. Pendant ce temps, le vieux maréchal enleva avec le gros de son armée les plateaux de Rivoli et de la Corona, occupa les faubourgs de Vérone et se prépara à passer l'Adige par tous les ponts. Bonaparte n'hésita pas à lever le siége de Mantoue qu'il venait d'entreprendre; il rappela immédiatement la division qui y était employée et concentra toutes ses forces à la pointe du lac de Garde, derrière le Mincio, de manière à pouvoir se jeter rapidement avec elles sur l'une ou sur l'autre des armées ennemies.

La promptitude et l'audace de ses décisions le sauvèrent. Il rentra brusquement à Brescia, avant que Quasdanowich s'y fût fortifié, et il le rechassa sur le Tyrol. Ensuite il se retourna, le 3 août, contre vingt-cinq mille Autrichiens qui occupaient les hauteurs au delà du Mincio, parallèles à la rivière. Comme leur ligne était fort étendue, il la perça résolûment par le milieu avec les divisions de Masséna et d'Augereau (victoire de Lonato). Mais Wurmser arriva et reprit les mêmes positions, cette fois avec des forces supérieures. Bonaparte rallia les siennes et l'attaqua de nouveau, le 5 août, à Castiglione sur toute sa ligne. Une division française, qui revenait de Mantoue, prit les Autrichiens en queue, les força de battre en retraite, et détermina notre victoire. Wurmser, se voyant coupé de Mantoue et sans point d'appui en Italie, rentra dans le Tyrol en même temps que Quasdanowich. En quelques jours il avait perdu plus du quart de son effectif, quinze mille tués ou prisonniers, et une partie de son artillerie. Mais il gardait encore quarante mille hommes, qu'il pouvait aisément renforcer, et Bonaparte ne s'était guère affaibli dans une moindre proportion. Ainsi ce n'était en réalité que partie remise. D'ailleurs, les Français avaient levé le siége de Mantoue, et ne pouvaient le recommencer à cause des fièvres qui décimaient les environs marécageux de la place. Ils étaient réduits à la bloquer de loin, en attendant un temps plus favorable et des secours qu'ils n'étaient pas sûrs de recevoir.

Wurmser, fortifié par de nouveaux corps et par les milices du Tyrol, compta bientôt près de cinquante mille hommes, et reçut l'ordre de reprendre l'offensive. Comme il ne pouvait redescendre par la vallée de l'Adige et du lac de Garde dont

les Français occupaient tous les débouchés, il suivit celle de la Brenta, pour retourner de Bassano sur l'Adige et couper les Français de Mantoue.

Bonaparte, s'attendant à ce retour offensif, résolut de le prévenir. Il pénétra le 3 septembre dans le Tyrol par les trois routes qui menaient à Trente avec les divisions Sauret, Masséna et Augereau, ayant soin qu'elles s'appuyassent les unes les autres. Il marcha avec sa rapidité ordinaire. Le 4, il livra deux combats, l'un au défilé de San-Marco qui couvrait Roveredo, l'autre à celui de Calliano. Il garnit les coteaux voisins de ses tirailleurs et de son artillerie légère, puis lança ses grenadiers et sa cavalerie pour s'ouvrir un passage. A Calliano il fit beaucoup de prisonniers et enleva une partie de l'artillerie ennemie. Il atteignit Trente le 5.

Wurmser était parti de cette ville avec trente mille hommes en suivant la Brenta; il en laissait vingt pour garder le Tyrol autrichien sous Davidowich. Bonaparte prit vingt mille hommes et courut à sa suite. Le 7, il enleva le défilé de Primolano. Le 8, après avoir fait vingt lieues en deux jours, il atteignit les Autrichiens à Bassano. Ceux-ci l'attendaient dans une position défensive qu'ils avaient choisie, se flattant de le rejeter dans des défilés où il se serait trouvé très-compromis. Bonaparte marcha avec les divisions Augereau et Masséna, les coupa en deux, força la division Quasdanowich à se replier dans la direction du Frioul, et s'ouvrit lui-même la route de la plaine. Sa célérité et son impétuosité furent pour beaucoup dans le succès; les Autrichiens surpris se démoralisèrent et opposèrent une assez molle résistance. Wurmser, ayant éprouvé des pertes sensibles et se voyant privé d'une de ses divisions, rallia quatorze mille hommes environ qui lui restaient, puis tirant parti de la supériorité de sa cavalerie demeurée presque entière, il courut en toute hâte à Mantoue. Il franchit les cours d'eau dont les ponts n'avaient pu être coupés, passa sur le corps aux détachements isolés qu'il rencontra, et parvint à entrer dans la ville, non sans faire encore de nouvelles pertes sous ses murs, où Bonaparte le poursuivit. Battu le 19 septembre au combat de Saint-Georges, il s'enferma dans la place, et fit tuer et saler tous les chevaux qu'il ne pouvait nourrir.

IX. — En Allemagne, l'armistice s'était prolongé jusqu'au 1er juin. Jourdan qui commandait cinquante-cinq mille hom-

mes, et Moreau soixante-dix, reçurent l'ordre de s'avancer vers le Danube en suivant, l'un la ligne de la Lahn, l'autre celle du Necker. L'armée autrichienne, maîtresse de Mayence, les séparait. Elle était forte de cent vingt mille hommes, malgré le détachement du corps envoyé avec Wurmser en Italie. Elle possédait surtout une cavalerie magnifique. Clerfayt, disgracié, était remplacé par le jeune archiduc Charles. Mais les revers d'Italie avaient décidé le conseil aulique à renoncer à l'offensive.

Carnot, auteur du plan de campagne des Français, voulait que les deux généraux s'avançassent par une marche parallèle, en débordant les ailes de l'armée ennemie et en vivant aux dépens de l'Allemagne. Ce plan offrait au Directoire l'avantage de ne pas réunir de forces trop considérables sous un seul commandant. Car il était soupçonneux et il avait ses raisons de l'être, quoique Jourdan et Moreau, attachés uniquement à leurs devoirs militaires, fussent très-dociles à ses instructions. D'ailleurs, à Paris comme à Vienne, on croyait que la campagne d'Allemagne serait décisive, et on y attachait beaucoup plus d'importance qu'à celle d'Italie.

La première difficulté fut de faire passer le Rhin à l'armée de Moreau, qui n'avait d'autre passage que le pont de Kehl, très-bien défendu par l'ennemi. Il fallut donc que Jourdan, maître du pont de Dusseldorf, s'avançât sur la rive droite et marchât vers la Lahn, de manière à attirer sur lui une partie des forces autrichiennes. Il s'avança et obtint quelques avantages, mais il fut ramené. Pendant ce temps, le passage de l'armée du Rhin, habilement préparé par Desaix, un des divisionnaires de Moreau, s'exécuta le 24 et le 25 juin. Moreau battit deux fois les divisions ennemies échelonnées le long du fleuve. L'archiduc Charles accourut et livra bataille à Esslingen le 9 juillet. L'avantage fut pour nous; car pendant que Moreau se maintenait dans la plaine, une de ses divisions, celle de Gouvion Saint-Cyr, occupa les montagnes environnantes.

L'archiduc prit alors le parti de se retirer avec le gros de ses forces sur le Danube, en se tenant toutefois à portée des deux armées françaises pour profiter de sa supériorité numérique et tomber à un moment donné sur l'une ou sur l'autre. Jourdan, qui avait repris sa marche en avant, bombarda Francfort qu'il obligea de capituler, entra dans Wurzbourg après plusieurs combats sanglants, enleva Bamberg le 4 août, et s'avança jusqu'à Amberg, d'où Bernadotte avec sa division menaça Ratis-

bonne. Moreau s'avança en même temps par les coteaux de l'Alb jusq'à Donauwerth. Les deux armées françaises n'étaient plus séparées que par trois journées de marche, et paraissaient devoir se réunir sur le Danube. Le corps autrichien de Wartensleben, chargé d'observer Jourdan, était en danger d'être rejeté sur la Bohême. Les princes allemands de la Souabe achetèrent un armistice au prix de vingt-cinq millions en argent et d'une promesse de neutralité.

L'archiduc, voulant empêcher la jonction des armées françaises, attaqua Moreau le 11 août à Neresheim, et lui livra bataille sur une ligne très-étendue, mais ne put lui faire abandonner sa position ni le refouler dans les montagnes. Forcé de lui abandonner le passage du Danube, il chargea le comte Latour de se porter, avec trente-six mille hommes, en arrière sur le Lech, plus facile à garder. Puis il marcha lui-même avec le reste de ses forces contre Jourdan, obligea l'avant-garde de Bernadotte à se replier, joignit Wartensleben, et, disposant alors de soixante-dix mille hommes, fit reculer l'armée de Sambre-et-Meuse, réduite à quarante-cinq mille. Jourdan, chassé des grandes routes, dut regagner le Meyn par de mauvais chemins où ses soldats souffrirent beaucoup. Défait à Wurzbourg, le 3 septembre, il atteignit pourtant la Lahn sans de trop grandes pertes. Une des plus regrettables fut celle de Marceau, alors un de ses divisionnaires, qui périt frappé d'une balle à vingt-sept ans. Jourdan rentra en France très-irrité du mauvais succès de sa campagne, et se plaignant que le Directoire l'eût sacrifié. On le remplaça par Beurnonville.

Moreau eût pu poursuivre l'archiduc et marcher au secours de Jourdan; mais les instructions du Directoire s'opposaient à cette marche que d'ailleurs la nature des lieux rendait difficile et presque téméraire. Il aima mieux forcer le passage du Lech, le 27 août, chasser Latour devant lui, et entrer à Munich, le 7 septembre, espérant jeter l'effroi dans le conseil aulique et déterminer l'Autriche à revenir sur ses pas. La défaite de Jourdan à Wurzbourg dérangea son plan. Il vit que s'il attendait davantage, la principale armée autrichienne aurait le temps de lui couper la route du retour. Il apprit même que l'ennemi s'était déjà porté sur le pont de Kehl et avait failli l'enlever par un coup de main.

Forcé de se décider à la retraite, il l'opéra avec un succès complet, malgré l'hostilité des pays allemands qu'il traversa,

hostilité poussée jusqu'à la fureur. Les paysans armés enlevaient ses convois et massacraient ses soldats isolés. Latour le suivait à peu de distance. Arrivé le 2 octobre à Biberach, Moreau se retourna contre lui, lui infligea un échec sanglant, et par cette victoire, assura la partie la plus périlleuse de sa route, le passage des montagnes. Il inclina vers le sud pour s'éloigner de l'archiduc, s'ouvrit de force, le 10 octobre, les défilés de la Forêt-Noire, passa par le val d'Enfer, et arriva le 15 aux bords du Rhin, qu'il remonta jusqu'au pont d'Huningue. Une nouvelle victoire gagnée le 26 près de Fribourg, lui livra le passage du fleuve. Cette retraite de Moreau est restée célèbre dans les fastes militaires, à bien plus de titres que celle de Belle-Isle. Mais en France, où on aime l'éclat, elle fut loin de soulever le même enthousiame que les succès de Bonaparte en Italie.

D'ailleurs la campagne d'Allemagne était manquée. On gardait les ponts de Dusseldorf, de Kehl et d'Huningue, mais on se retrouvait avec le désavantage moral d'une grande entreprise avortée et l'impossibilité de nourrir désormais les armées françaises sur le territoire ennemi.

X. — Les *patriotes,* encouragés par la mollesse du Directoire et irrités de la force que le parti modéré prenait tous les jours, ne renonçaient pas à leurs projets. Ils comptaient toujours sur la légion de police, devenue le 21ᵉ régiment et casernée au camp de Grenelle. Ils essayèrent le 29 août de la soulever, en simulant une émeute royaliste. La tentative échoua. Ils la renouvelèrent le 9 septembre d'une autre manière. Ils se portèrent armés, au nombre de plusieurs centaines, au camp de Grenelle, dans l'espérance de le séduire et de l'entraîner. Mais le chef d'escadron Malo rallia en toute hâte quelques soldats qui se jetèrent sur eux et les sabrèrent; le reste du régiment et les autres troupes du camp achevèrent de les disperser. Les prisonniers furent jugés au Temple par des commissaires militaires. Vingt-huit furent condamnés à mort, entre autres deux anciens conventionnels, Huguet et Javogues. Trente le furent à la déportation, d'autres à la détention.

L'émeute eût été sérieuse si elle eût eu un lendemain, car elle était assurée de complices secrets. Fréron, qui disparut, passa pour en être. On accusait Barras et Tallien d'avoir un pied dans tous les complots.

Le Midi ne se calmait pas non plus. Fréron, envoyé à Mar-

seille par Barras, y avait destitué, ainsi que dans plusieurs autres villes, les autorités constitutionnelles, pour les remplacer par des hommes de son choix. Le commerce, les affaires s'étaient arrêtés devant la réapparition des terroristes. Le Directoire, obligé malgré lui de rappeler son maladroit agent, s'était borné à peu près à faire des proclamations, et les troubles ne cessaient pas à Marseille.

Les maladresses du Directoire, son incapacité, le langage révolutionnaire usé dont il se servait encore, ranimèrent la réaction à Paris. Pendant que Siméon protestait dans les conseils contre la mauvaise administration du Midi, les contumaces de vendémiaire se présentèrent pour se faire juger. Le jury les renvoya absous, en déclarant « qu'il n'y avait pas eu de conspiration en vendémiaire. » Vaublanc, l'un de ces contumaces, vint le 2 septembre occuper son siége aux Cinq-Cents.

Les conseils se mirent à discuter la fameuse loi de brumaire qui avait créé tant d'incapacités. Les nouveaux membres voulurent qu'elle fût rapportée, en qualité de loi d'exception. Les anciens conventionnels soutinrent qu'elle était plus nécessaire que jamais, et la défendirent en hommes qui se couvraient de tous les remparts pour protéger leur situation de plus en plus menacée. On fouillait sans cesse, dit Thibaudeau, la fange de la révolution pour les en couvrir. Les hommes nouveaux leur jetaient continuellement le passé à la face, ne manquaient pas d'opposer la loi de brumaire à la loi d'amnistie, et d'en signaler la contradiction. La discussion amena un résultat opposé à celui que ces derniers poursuivaient. Ne pouvant arracher aux conventionnels le sacrifice de la loi de brumaire, ils finirent par créer à leur tour des incapacités nouvelles pour les révolutionnaires amnistiés, qu'ils déclarèrent inaptes à occuper des emplois publics, soit par le vote des électeurs, soit par le choix du gouvernement. La loi de brumaire fut maintenue jusqu'au renouvellement du tiers des conseils (floréal an V).

Le Directoire était loin d'avoir le tempérament des gouvernements libres; aussi ne pouvait-il s'habituer à la polémique des journaux, surtout à celle des journaux royalistes, qui l'attaquaient sur tous les points, lui reprochant d'ajourner ou d'empêcher la paix, critiquant l'idée de fonder des républiques en Italie, et passant au crible les différentes proclamations, entre autres celles de Bonaparte. Ces attaques étaient souvent passionnées jusqu'à l'injustice. Le Directoire ne les

supporta pas, et le 30 octobre il soumit aux conseils un projet de loi sur la presse.

La liberté des journaux était peut-être la question politique sur laquelle il y avait le moins d'opinions arrêtées et le plus d'idées incohérentes. Pastoret accusa le Directoire de vouloir enchaîner la presse, par la peur que lui inspiraient les futures élections. Pelet de la Lozère rappela que l'asservissement de la France sous la Terreur datait du jour où la liberté d'écrire avait été anéantie. Michaud écrivit dans la *Quotidienne*, le 3 novembre, en s'adressant aux directeurs : « Si vous fermez nos journaux, on ouvrira Tacite et Pétrone, qui ont fait votre histoire il y a dix-huit cents ans. »

La loi, élaborée longuement, n'aboutit qu'à empêcher la vente des journaux par crieurs publics. Daunou qui en était rapporteur, proposa encore de créer un journal du gouvernement et d'établir des peines sévères contre la calomnie. Le premier point fut repoussé, et le Directoire se contenta d'avoir un journal non officiel. Le second fut adopté en principe, mais les conseils n'arrivèrent pas à faire contre la calomnie une loi satisfaisante.

XI. — Le Directoire conclut divers traités avec les puissances secondaires, comme Bade, Wurtemberg, le Piémont. Il entraîna l'Espagne, exaspérée du mal que lui faisait la marine anglaise, dans une alliance offensive et défensive. Il signa deux traités, avec Naples le 10 octobre et avec Parme le 20 novembre, à peu près aux conditions préparées par Bonaparte. Les négociations entamées avec Rome ne purent avoir le même succès; car le Directoire, indépendamment des passions irréligieuses dont il était animé et qu'il ne cachait pas, exigeait la révocation de tous les brefs lancés contre les actes du gouvernement français depuis la Révolution. Le Pape, qui se montrait disposé à de grandes concessions temporelles, refusait d'en faire aucunes qui touchassent au spirituel.

Bonaparte agissait à Rome dans un sens différent. Tandis que le Directoire subordonnait la guerre à ses vues politiques, il subordonnait, lui, la politique aux besoins de la guerre. Il sentait qu'on n'avait avec les États italiens que des trêves et des alliances précaires, qu'on ne pouvait donc compter sur eux. Or, il voulait se garantir contre les hostilités venant du centre de l'Italie. Pour y arriver, il chassa de Modène et de

Reggio la régence suspecte que le duc de Modène y avait laissée; il réunit à ce duché les territoires de Bologne et de Ferrare, déjà occupés par ses troupes dans les États pontificaux, et il en forma une république qu'il comptait diriger et gouverner. Il réunit, le 16 octobre, à Modène, une assemblée de représentants désignés par lui et choisis en général dans la classe moyenne. Cette assemblée décréta l'égalité civile, l'abolition de la féodalité, et organisa une légion de quatre mille hommes. Bonaparte se crut alors garanti du côté de l'Italie méridionale, complétement séparée de celle du Nord. En même temps il organisa, à Livourne, des bataillons de Corses qui chassèrent de leur île les Anglais.

Les Autrichiens reprirent l'offensive aux premiers jours de novembre. Le feld-maréchal Alvinzi comptait quarante mille hommes dans le Frioul, et Davidowich vingt mille dans le Tyrol. Les nouvelles troupes qui étaient venues refaire les cadres passaient pour les meilleures de la monarchie. Les deux armées marchèrent parallèlement avec le dessein de se joindre à Vérone et de débloquer Mantoue. Davidowich chassa du Tyrol la division Vaubois, inférieure en forces. Alvinzi, de son côté, obligea Masséna à quitter Bassano et à se replier. Bonaparte accourut au secours de son lieutenant et obtint le 6 un succès, que toutefois il n'osa poursuivre, de peur de laisser écraser Vaubois, et de se trouver enfermé ensuite entre les deux armées autrichiennes. Il retourna donc à Vérone, qui lui offrit un point d'appui.

Son infériorité numérique était inquiétante, quoiqu'il eût reçu quelques nouveaux bataillons. L'état de l'armée ne l'était pas moins. « Elle est, écrivait-il au Directoire, excédée de fatigues et sans souliers. Peut-être sommes-nous à la veille de perdre l'Italie. » Ses meilleurs officiers étaient blessés ou malades. Les vieux soldats, bien que fascinés par son génie, se lassaient de la guerre, et il craignait de ne trouver chez les jeunes recrues ni la même confiance, ni la même ardeur.

Alvinzi, se proposant de joindre Davidowich, s'établit sur les hauteurs de Caldiero, qui dominent l'Adige à trois lieues de Vérone. Bonaparte sortit de Vérone le 11 pour l'en chasser, et l'attaqua le 12 sur le point qu'il jugea le plus faible. Mais gêné par le temps et arrêté par la disposition des lieux trop favorable à l'artillerie ennemie, il dut renoncer à cette tentative.

Ses soldats, réduits à peu près à seize mille hommes en face

des quarante mille d'Alvinzi, s'emportaient en imprécations contre le Directoire qui les sacrifiait. L'artillerie ne pouvait se mouvoir dans des chemins remplis de boue. La situation devenait plus critique d'heure en heure.

Le 14, Bonaparte sortit de Vérone par la route de Milan, comme s'il se fût décidé à la retraite, puis tout à coup il se retourna et côtoya l'Adige jusqu'à Ronco, où il le passa sur un pont de bateaux. Au delà de Ronco s'étendaient de vastes marais traversés par des chaussées qui conduisaient l'une à Vérone, l'autre à Villanova, entre Vérone et Vicence. Bonaparte avait résolu d'engager l'action sur ce terrain choisi exprès, où tout se passerait sur des chaussées étroites, par conséquent entre les têtes de colonnes, sans que le nombre pût donner l'avantage.

La bataille s'engagea le 15. Alvinzi, quoique surpris, se défendit avec vigueur. Sur la chaussée de droite, une petite rivière, l'Alpon, devait être franchie par les Français. Augereau essaya d'enlever un pont devant le village d'Arcole. Le feu de l'artillerie l'arrêta. Bonaparte, qui voulait le passage à tout prix, accourut pour animer les soldats de sa présence. Ses meilleurs officiers tombèrent autour de lui sous une grêle de balles et de boulets. Il prit le drapeau et s'élança à la tête de la colonne; mais Lannes fut blessé, c'était la troisième fois, et Muiron tué à ses côtés. La queue de la colonne s'arrêta; les grenadiers qui étaient en tête, enlevèrent de force leur jeune général, et le ramenèrent en arrière pour l'arracher à une mort certaine. La journée n'eut d'autre résultat que d'avoir forcé Alvinzi à descendre des hauteurs et à combattre dans le marais.

Bonaparte, ramené à Ronco, y bivouaqua le 16, sans abandonner la partie. Le 17, il jeta des ponts sur l'Alpon et recommença une lutte sanglante. Les Autrichiens furent obligés de se retirer sur la Brenta. Comme il rentrait à Vérone par la porte de Venise, il apprit que Vaubois n'avait pu défendre contre Davidowich les hauteurs de Rivoli et de la Corona. Il y fit marcher sans délai Augereau et Masséna qui les reprirent, et rejetèrent l'ennemi dans le Tyrol.

En une semaine, l'armée autrichienne perdit environ quinze mille hommes, tués, blessés ou prisonniers, c'est-à-dire le quart de son effectif. Ce n'était pas là pour Bonaparte un succès définitif, car l'ennemi pouvait se refaire et revenir à la charge; mais il avait sauvé l'armée française, qui s'était crue sinon per-

due, au moins fort aventurée. Et non-seulement il l'avait sauvée, mais il avait battu les Autrichiens dans les plus mauvaises conditions, et déployé une fécondité de ressources supérieure encore à ce qu'on attendait de lui. Son héroïsme au pont d'Arcole devint promptement légendaire.

XII. — Pitt s'était décidé à négocier, moins pour arriver à la paix qu'il n'espérait guère, que pour répondre à l'opposition du parlement, éclairer la situation, et resserrer les liens avec l'Autriche, ce qui était son objet principal. Le 23 octobre, lord Malmesbury vint à Paris, avec une ambassade nombreuse qui produisit un effet éclatant, car on n'y était plus habitué. Le ministre des affaires étrangères, Delacroix, eut plusieurs conférences avec l'envoyé anglais. Mais le Directoire craignit de se compromettre s'il observait les anciennes formes diplomatiques, et plus encore s'il manifestait des dispositions pacifiques. Le système de restitutions et de compensations qu'on lui présentait comme base d'un traité lui parut une injure adressée à la France victorieuse, et quelques colonies lointaines, offertes en échange de la Belgique et du Rhin, une compensation dérisoire. Les partisans de la paix disaient bien que repousser le système des restitutions, c'était éterniser la guerre, qu'elle ne serait pas toujours possible, qu'elle était déjà très-difficile, et qu'elle pourrait cesser d'être heureuse. Le Directoire n'en persista pas moins. La négociation échoua tout à fait. Lord Malmesbury quitta Paris le 19 décembre.

Le Directoire eut l'idée d'offrir un armistice à l'Autriche, espérant la détacher de l'Angleterre, et pour le moment sauver le pont de Kehl, que l'archiduc Charles assiégeait. Clarke, un des officiers attachés à Carnot, reçut l'ordre de se rendre à Vienne (16 novembre), mais en passant par l'Italie et le quartier général de Bonaparte. Celui-ci représenta que l'armistice, utile avant la bataille d'Arcole, ne l'était plus dès lors, ne profiterait qu'à la garnison de Mantoue, et servirait uniquement à ranimer l'hostilité de la cour de Rome et des petits États italiens. Il demandait, lui, trente mille hommes avec lesquels il se faisait fort de pénétrer en Autriche et d'y imposer au conseil aulique une paix séparée, qui donnerait à la France la ligne du Rhin et constituerait une république dans le nord de l'Italie. Clarke comprit la supériorité de Bonaparte et la force de ses raisons. A son tour, il lui représenta combien la

paix était devenue urgente, comme le seul terme possible de l'état révolutionnaire. Il ajouta que les puissances l'exigeaient, que d'ailleurs le parti pacifique grandissait et qu'il aurait une majorité certaine dans les conseils aux élections de 1797. Mais les pourparlers engagés à Vérone avec un agent autrichien, M. de Vincent, furent aussitôt rompus, parce que l'Autriche entendait borner l'armistice à l'Italie.

Le Directoire préparait dans ce même temps un débarquement en Irlande. On savait cette île lasse des charges de la guerre et très-agitée par la question de son parlement particulier. On s'imaginait donc qu'elle pourrait aisément devenir une autre Vendée. Notre marine s'était reformée peu à peu, et l'entreprenant amiral Truguet, placé à sa tête, calculait qu'elle était en état de porter des auxiliaires à tous les ennemis de l'Angleterre jusque dans les Indes. En conséquence, Hoche mit à la voile le 16 décembre pour conduire des troupes françaises en Irlande, mais une tempête survint la première nuit et dispersa l'escadre. Peu de bâtiments atteignirent la baie de Bantry; quelques centaines d'hommes qu'on y débarqua furent bientôt écrasés avec les malheureux Irlandais insurgés.

Bonaparte employa les quelques semaines de séjour qu'il fit à Milan à mettre de l'ordre dans l'administration militaire, qui était au pillage. Son quartier général avait l'aspect d'une cour. Vêtu lui-même avec une simplicité fière, il aimait à s'entourer d'un état-major paré de costumes éclatants. Il commençait à prendre ces habitudes de commandement qu'il appliquait à toutes choses. Aussi le bruit courait-il qu'il voulait se faire duc de Milan.

Cependant Alvinzi se renforçait; il reçut des troupes de l'armée du Rhin, des tirailleurs du Tyrol, des volontaires de Vienne, et compta bientôt de soixante-cinq à soixante-dix mille hommes. L'Autriche était loin de se décourager. L'archiduc Charles pressait le fort de Kehl qui capitula le 7 janvier 1797. La guerre était populaire dans toutes les provinces et dans toutes les classes de la monarchie. A Vienne, les jeunes gens des premières familles s'enrôlèrent et partirent avec un drapeau brodé par l'impératrice.

Bonaparte reçut aussi quelques renforts, ce qui maintint ses troupes au chiffre de quarante-cinq mille hommes environ. Il avait reposé ses soldats, refait ses cadres, et organisé cinq divisions sous Joubert, Rey, Masséna, Augereau et Sérurier. Elles

étaient échelonnées de Rivoli à Mantoue, de manière à se soutenir, le quartier général étant à Vérone.

Alvinzi forma de ses troupes deux armées, destinées à opérer séparément, la première de quarante-cinq mille hommes qu'il commandait en personne, marchant par le Tyrol, la seconde d'un peu plus de vingt mille sous Provera, se dirigeant vers l'Adige inférieur. Le succès de l'une des deux devait suffire pour débloquer Mantoue.

Joubert, chargé de défendre avec huit mille hommes environ le débouché du Tyrol, dut abandonner à l'approche d'Alvinzi le poste avancé de la Corona et se concentrer sur le plateau de Rivoli, qui, dominant à la fois l'Adige et le lac de Garde, était la clef de la position. Alvinzi l'y attaqua le 13 janvier. Bonaparte fit immédiatement marcher pour le soutenir les divisions Rey et Masséna. Il y courut lui-même en poste et arriva dans la nuit. Le danger était grand, mais l'ennemi ne pouvait gravir le plateau que par une route montante et tournante, celle d'Incarnale, ou par les revers du Monte-Baldo. Une partie de son infanterie y était déjà établie; sa cavalerie et son artillerie y arrivèrent successivement. Bonaparte, observant la distance qui séparait les feux des bivouacs d'Alvinzi, comprit que les régiments autrichiens, fort espacés, mettraient un certain nombre d'heures à se masser ou à se joindre. L'essentiel était de les prévenir. Le 14, dès le point du jour, il prit l'offensive. Joubert et sa division se battirent héroïquement et se retournèrent avec une véritable fureur de tous les côtés où ils furent assaillis. Rey et Masséna eurent le temps d'arriver. L'intrépide Masséna, se portant successivement sur les différents points menacés, assura la victoire. On fit aux Autrichiens sept mille prisonniers et on leur enleva douze canons.

Au moment même où le triomphe était obtenu, on apprit que Provera avait passé l'Adige, malgré les efforts d'Augereau, et qu'il courait vers Mantoue. Bonaparte prit avec lui quelques-uns des régiments vainqueurs à Rivoli, et sans leur donner le temps du repos, les mena tambours battants au secours de Sérurier, qui bloquait Mantoue. Il fit une marche forcée de treize lieues. Le général Victor s'établit au château de la Favorite, de manière à empêcher la jonction de Provera et de Wurmser. Après une bataille qui dura toute la journée du 16, Provera capitula, et laissa aux mains des Français six mille prisonniers, entre autres la plupart des volontaires viennois.

Wurmser ne pouvait plus tenir à Mantoue. La garnison, trop nombreuse, périssait décimée par les maladies et la mauvaise nourriture. Cette malheureuse place était devenue le tombeau des Autrichiens, c'était là qu'ils avaient fait les pertes les plus cruelles de la campagne. Le vieux maréchal se rendit le 2 février. Bonaparte, honorant son courage et son énergie, lui fit des conditions favorables; il désarma la garnison et exigea que les hommes ne servissent pas de trois mois contre lui.

La capitulation de Mantoue ôta au cabinet de Vienne tout point d'appui en Italie. Jusque-là il avait défendu la Péninsule, maintenant il était réduit à la reconquérir. Sur quatre courtes campagnes entreprises contre Bonaparte et toutes malheureuses, les trois premières n'avaient pas été décisives. La quatrième terminait la guerre.

Les Italiens le comprirent et commencèrent à se soumettre. Rome seule ne cessait de s'entendre avec l'Autriche. Bonaparte laissa Sérurier recevoir la capitulation de Wurmser et entra en personne dans les États romains. Le 4 février, une division française, sous les ordres de Victor, battit les troupes pontificales sur le Senio. Lorette fut pillée le 10. Ancône fut ensuite occupée. Bonaparte, dont le seul but était de désarmer l'Italie centrale, imposa au gouvernement romain le traité rigoureux de Tolentino, le 19 février. Il obligea Pie IV à renoncer au Comtat Venaissin, à abandonner Bologne, Ferrare et les Légations, et à racheter par des contributions considérables les autres territoires qu'occupait l'armée française. Ces conditions obtenues, il affecta de se montrer conciliant, et de n'exiger du Pape rien qui pût inquiéter sa conscience ou toucher au spirituel. Sa conduite fut un mélange singulier de rigueur et de déférence. Il s'efforça de plaire au Pape, aux Italiens et aux Romains, il traita bien ses prisonniers et les mit en liberté. Il prit en quelque sorte sous sa protection les nombreux prêtres français qui avaient cherché asile dans les Etats pontificaux, et il les autorisa à séjourner dans les pays occupés par nos armées, sans craindre qu'on leur appliquât aucunes lois de proscription.

XIII. — Après avoir chassé les Autrichiens de l'Italie, il voulait les poursuivre sur leur propre territoire et leur y imposer la paix. Il avait quarante mille hommes; il en reçut vingt-deux mille, formant les divisions Bernadotte et Delmas, détachées

des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin. A ces troupes excellentes et parfaitement équipées, il joignit dix mille auxiliaires italiens fournis par les nouvelles républiques. Il disposa ainsi de plus de soixante-dix mille hommes; il était obligé, il est vrai, d'en laisser vingt mille pour garder la Péninsule. Il mit particulièrement des garnisons dans les châteaux de Vérone, de Bergame et de Brescia. Il s'assura du Piémont en garantissant au roi Charles-Emmanuel, que les Jacobins inquiétaient, sa couronne et ses États, sans se soucier de déplaire au Directoire. Il fit aussi ce qu'il put pour gagner Venise et surtout pour l'intimider, afin de ne pas s'exposer à être égorgé par derrière; mais la vieille république resta fidèle à ses traditions de prudence et de ruse, qui consistaient à ne se livrer jamais.

Bonaparte entra en campagne dès le mois de mars, pour ne pas laisser à l'ennemi le temps de réunir ses forces et de faire des travaux défensifs aux passages des montagnes. En effet, l'archiduc Charles, posté dans le Frioul sur l'Isonzo, de manière à couvrir Trieste, n'avait avec lui qu'une partie de son armée, et attendait les autres corps qui se suivaient de loin, arrivant d'Allemagne. L'Autriche se croyait à l'abri tant que les Alpes seraient couvertes de glaces et de neiges. Bonaparte donna les deux divisions Delmas et Baraguey-d'Hilliers, formant dix-huit mille hommes, à Joubert, avec l'ordre de chasser les Autrichiens du Tyrol, de les rejeter au delà du Brenner, et de le rejoindre dans la Carinthie. Lui-même, avec les quatre divisions Masséna, Guyeux, Sérurier et Bernadotte, formant trente-cinq mille hommes, il marcha directement sur l'Isonzo contre l'archiduc, qui en avait à peu près le même nombre. Il se mit en mouvement, le 10 mars, par un froid très-rigoureux. Il chargea Masséna de suivre la route de Feltre, Bellune et Cadore, pour aller déblayer les gorges de Ponteba et occuper le col de Tarvis par où l'on descend dans la Carinthie. Avec les trois autres divisions il franchit la Piave le 13, et le Tagliamento le 16. L'armée passa ce dernier fleuve ayant de l'eau jusqu'à mi-corps pour ne pas perdre de temps à jeter un pont, et pour surprendre l'ennemi, posté de l'autre côté, avant qu'il eût fait ses dispositions de combat. L'archiduc fut battu et refoulé derrière l'Isonzo. Les Français enlevèrent ensuite Palmanova, place vénitienne remplie de magasins, et Gradisca, puis Gorize, Trieste et les mines d'Idria.

La possession du col de Tarvis devait ouvrir la Carinthie et la route de Vienne. Masséna l'occupa le 16. L'archiduc qui y avait couru par une autre route, le reprit avec les troupes de la Carinthie; mais Masséna revint à la charge, livra un combat acharné au milieu des neiges et des glaces, et finit par en rester maître. La division autrichienne Bayalitsch, qui arrivait d'Italie par la vallée de l'Isonzo, se trouva cernée entre Masséna qu'elle eut en tête et Guyeux qui la poursuivait. Elle fut obligée de poser les armes.

Bonaparte s'avança jusqu'à Klagenfurth avec Masséna et Guyeux. Il y attendit Bernadotte et Sérurier, qui s'y rendaient par Trente, Laybach et la Carniole, et Joubert, qui arriva par le Puttersthal, après avoir livré trois ou quatre combats heureux et chassé les Autrichiens au delà du Brenner. Il se proposait de marcher droit à Vienne, quand deux nouvelles vinrent l'arrêter sans le surprendre.

Il apprit que des deux armées du Rhin, celle de Hoche était prête à entrer en campagne, mais que celle de Moreau ne l'était pas et se trouvait retardée, faute d'un équipage de pont pour passer le fleuve. Il apprit en même temps qu'une insurrection avait éclaté derrière lui; que Brescia, Bergame, Crème s'étaient soulevées contre le sénat de Venise, et que ce sénat se préparait à l'écraser soit avec des régiments esclavons, soit en armant les paysans. Ces derniers couraient aux armes, assassinaient les Français, qu'ils accusaient d'avoir causé l'insurrection, et s'apprêtaient à s'unir au corps autrichien de Laudon, qui naguère rejeté par Joubert au delà du Brenner, était rentré à Trente et marchait pour les soutenir.

Bonaparte donna l'ordre à Kilmaine, qu'il avait laissé à Milan, de rester neutre autant que possible, tout en veillant à empêcher les excès. Il adressa en même temps aux envoyés vénitiens des menaces énergiques, auxquelles ils ne répondirent pas, mais ne cédèrent pas non plus. Puis sentant le danger de s'engager plus loin, il écrivit le 31 mars, de Klagenfurth, à l'archiduc Charles, pour lui faire des ouvertures de paix, une lettre restée fameuse. « L'Europe, disait-il, qui a pris les armes contre la République française, les a posées. Votre nation reste seule, et cependant le sang va couler plus que jamais. » Il proposa de rouvrir les négociations précédentes, dont il attribuait l'échec à l'intervention des Anglais. L'archiduc, se déclarant sans pouvoirs, renvoya la proposition au conseil aulique. Bona-

parte reprit sa marche en avant, poussa dans les reins l'avant-garde ennemie, qu'il battit encore dans les gorges de Neumarkt, le 2 avril, et à Unsmarkt le 3. Le 7, l'avant-garde française atteignit Léoben, à quelques lieues du Sommering et à trente de Vienne.

Bonaparte ne cherchait plus qu'à effrayer l'Autriche. Il voulait la forcer à négocier, sans lui laisser le temps de respirer ni de se recueillir. Poursuivre la guerre avec une armée fatiguée, peu de cavalerie et nulle retraite, eût été une témérité. Il arriva à ses fins. L'alarme se répandit à Vienne, où l'on ne se souvenait pas d'avoir jamais vu arriver l'ennemi par la route de l'Italie. Deux généraux autrichiens vinrent demander une suspension d'armes. Bonaparte en accorda une, mais pour cinq jours seulement, pendant lesquels il reposa ou rallia ses colonnes.

Les habitants de Vienne appelèrent la paix à grands cris. Le belliqueux ministre des affaires étrangères Thugut et les agents anglais qui l'entouraient cessèrent d'être écoutés. Meerfeld et le marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à Vienne, furent chargés par l'empereur de négocier les bases d'un traité avec un ennemi victorieux. Bonaparte n'attendit pas l'arrivée de Clarke qui était absent et avait seul des pouvoirs; il négocia sans lui.

Les envoyés autrichiens voulurent mettre des conditions à la reconnaissance de la République. Il s'y refusa. « La République française, leur dit-il, n'a pas besoin d'être reconnue; elle est en Europe comme le soleil sur l'horizon. Aveugle qui ne la voit pas. » L'Autriche céda la Belgique, concession dès longtemps convenue. Elle céda aussi les provinces rhénanes, mais celles-ci moyennant indemnité. Elle eût désiré pour cette indemnité la restitution de la Lombardie. Bonaparte s'y refusa, mais proposa une partie du territoire vénitien; car il était décidé à punir Venise ou à la sacrifier. L'offre fut acceptée.

Tels furent les préliminaires de Léoben signés le 18 avril. Bonaparte fit la paix avec l'Autriche en son propre nom, presque sans souci du Directoire, qu'il accusait de l'avoir mal secondé et d'avoir par jalousie retardé l'action des armées du Rhin [1]. Sa position était aventurée; il en tira un parti magnifique, couronnant ainsi une campagne dont les succès brillants, dus à la supériorité de son génie, le mettaient de pair avec les plus grands conquérants.

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène.*

Il avait déjà envoyé plusieurs de ses lieutenants à Paris. Masséna y porta cette fois avec les derniers drapeaux la nouvelle de la paix. Le public la reçut avec une vive allégresse, quoique la lutte maritime durât encore avec l'Angleterre. Le Directoire montra moins de satisfaction et peu de dispositions à sanctionner des arrangements pris sans lui.

Des courriers allèrent arrêter Hoche et Moreau, qui venaient enfin de mettre les deux armées d'Allemagne en état de marcher. Hoche commandait l'armée de Sambre-et-Meuse, de quatre-vingt mille hommes. Il avait passé le Rhin à Dusseldorf, battu plusieurs fois le général autrichien Kray, et avancé déjà de plusieurs marches. Moreau s'était vu retardé longtemps, faute d'obtenir l'argent nécessaire pour un équipage de ponts. Enfin, ses troupes avaient passé le Rhin sous les ordres de Desaix et obtenu une première victoire à Diersheim. La nouvelle de la signature des préliminaires les arrêta. Bonaparte, dans sa lettre au Directoire, s'était plaint des lenteurs de Moreau ; ce fut là le premier germe de leur mésintelligence.

XIV. — Bonaparte nourrissait contre Venise les sentiments les plus hostiles. La République l'embarrassait, résistait à ses conseils, à ses menaces, et lui opposait une force d'inertie invincible. Elle avait laissé les Autrichiens traverser son territoire à peu près à leur gré. Elle était assez puissante pour l'arrêter longtemps, pour offrir un jour aux Italiens un centre de ralliement, pour être ce qu'il appelait *une affaire principale.* Il prit à l'égard du sénat les tons les plus différents sans en rien obtenir. Il résolut dès lors de se montrer exigeant, afin de se préparer des griefs ultérieurs. Il exigea qu'on lui fournît des approvisionnements pour sa marche sur Vienne, alléguant que la République, ayant nourri les troupes autrichiennes malgré sa neutralité, devait nourrir les siennes également.

L'aide de camp Junot, qui avait toute la rudesse d'un soldat, porta au sénat une lettre datée du 9 avril, où Bonaparte le menaçait de la guerre si les paysans n'étaient pas désarmés, et si quelques centaines de personnes arrêtées et enfermées sous les plombs n'étaient pas mises en liberté sur-le-champ. La lettre fut lue le 15. Le 17, jour du lundi de Pâques, quatre cents Français furent massacrés à Vérone. On appela ce massacre les Pâques véronaises. Les Esclavons et les paysans

insurgés, se sachant soutenus par les Autrichiens de Laudon, se livrèrent à tous les excès de la vengeance. Les autorités vénitiennes, soit complicité, soit impuissance, n'empêchèrent rien. Le général Balland, qui commandait dans la citadelle, s'y renferma et lança des bombes sur la ville. Kilmaine accourut de Milan, mais fut obligé de livrer un combat pour entrer à Vérone. Il la châtia en lui imposant une contribution énorme, et fit sabrer les paysans.

Bonaparte, qui avait hâte de se retirer du territoire autrichien, rencontra à Gratz deux envoyés vénitiens porteurs de prétendues explications en réponse à la lettre du Junot. Il ignorait encore les derniers événements. Il leur tint le langage le plus violent, et leur déclara que si leur gouvernement était incapable de désarmer ses sujets, il se chargerait de les désarmer lui-même... « J'ai fait la paix, leur dit-il, j'ai quatre-vingt mille hommes; j'irai briser vos plombs. Je serai un second Attila pour Venise. Je ne veux plus ni inquisition, ni livre d'or; ce sont des institutions des siècles de barbarie. Votre gouvernement est trop vieux; il faut qu'il s'écroule. Je ne veux plus traiter, je veux faire la loi. » Le 2 mai, quand il eut appris les scènes de Vérone, il lança une déclaration de guerre contre la République, et annonça que le gouvernement vénitien avait cessé d'exister. Il donna l'ordre aux généraux Kilmaine, Victor et Baraguey d'Hilliers de s'avancer jusqu'aux lagunes.

Il savait le Directoire contraire à l'idée de faire la guerre à Venise, et ses propres pouvoirs n'allaient qu'à repousser des hostilités commencées. Mais de telles considérations ne l'arrêtaient plus. Ses arrangements avec l'Autriche exigeaient le sacrifice, ou tout au moins le remaniement, du territoire vénitien. Les massacres de Vérone, quoique punis, devinrent pour lui un cas de guerre. Il en trouva un second dans le mauvais traitement éprouvé par un bâtiment français qui, voulant forcer les passes du port de Venise, eut son commandant tué par les Esclavons.

Venise n'était pas sans moyens de résistance, avec son port et ses lagunes fortifiées, et la mer libre, car les Français ne possédaient pas un seul bâtiment de guerre dans l'Adriatique. Mais Bonaparte comptait sur l'effroi de son nom et de ses victoires; il comptait aussi sur la pusillanimité d'un gouvernement qui s'était enfermé depuis deux siècles dans une abstention constante et avait laissé détruire dans son propre sein tous les

ressorts de la vie politique. L'aristocratie vénitienne, avec son livre d'or fermé, était restée trop en dehors du reste de la nation. Engourdie dans des habitudes d'inaction, elle en était venue à redouter même les milices esclavonnes dont elle se servait. Soupçonneuse et méfiante, elle avait, en haine des idées françaises dont elle craignait la contagion, excité les passions d'une partie de ses sujets contre la France, faisant assez pour les déchaîner, trop peu pour les diriger. Elle avait négligé ou dédaigné les premières menaces de Bonaparte, croyant qu'il s'userait vite. Son retour victorieux, sa force et l'éclat de ses succès la frappèrent de stupeur.

Le grand conseil, qui avait repoussé comme une insulte, quelques mois plus tôt, l'idée de modifier la constitution, vota cette modification à la presque unanimité des voix et décida qu'elle aurait lieu au gré du général. Il demanda une suspension d'armes. Bonaparte en accorda une de six jours, mais il exigea qu'on remît les trois inquisiteurs d'État, chefs de la police, et le commandant du Lido, à sa discrétion, pour qu'il les punît.

Le grand conseil abdiqua sur les avis de l'agent français Villetard, en votant l'établissement d'une municipalité et d'un gouvernement provisoires. Des désordres éclatèrent aussitôt. L'arrivée des troupes françaises y mit un terme. Ces désordres s'étendirent aux autres villes; on y appliqua les *principes* de la révolution française, c'est-à-dire qu'on supprima des couvents, on abolit les droits féodaux et on créa des domaines nationaux[1].

Bonaparte s'était rendu à Milan. Il y signa, le 16 mai, avec les agents du gouvernement déchu, un traité par lequel il frappa leur pays de tributs et de réquisitions, s'empara de la plus grande partie de sa marine et de ses arsenaux, et se réserva d'opérer les changements territoriaux qu'il jugerait nécessaires à sa politique. Il fit ratifier ce traité par la nouvelle municipalité, qui s'y soumit. En même temps il donna l'ordre, à Toulon, d'envoyer des bâtiments pour occuper les îles vénitiennes dans l'Adriatique et les autres mers.

Tandis que son plan arrêté était de dépouiller la République avant de la livrer aux Autrichiens, il parlait aux Vénitiens de la gloire de l'Italie, qu'il voulait rendre libre et indépendante

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. IV.

des étrangers. Il parlait de l'*amitié* et de l'*unité* des deux républiques, et il imposait le même langage à ses agents [1].

Une révolution analogue se fit à Gênes, toujours sous la pression de la France. Les patriotes ou démocrates, soutenus par l'agent français Faypoult, puis par Bonaparte lui-même, forcèrent le parti aristocratique à abdiquer et changerent la forme du gouvernement.

XV. — Le Directoire achevait de se discréditer. On n'attendait plus de lui que la continuation d'un état indéfini de transition, avec des lois de proscription et de spoliation. Plus le temps marchait, plus cet état devenait intolérable. Les directeurs, loin de se mettre au-dessus des partis, étaient des hommes de parti, et ce qui était pis, ils appartenaient à un parti usé. Aucun d'eux n'avait ni l'autorité, ni la supériorité nécessaires pour diriger. Le chef apparent, Barras, se déconsidérait par ses mauvaises mœurs et sa vénalité. Il recevait des parts considérables dans toutes les affaires, vendait sa voix aux puissances qui l'achetaient, et se conduisait, suivant l'expression de Thibaudeau, en prince mal élevé.

Les conseils ne tenaient plus dans le gouvernement que la seconde place; car ils n'avaient aucune action sur les ministres, et les grandes questions, celles de la guerre et les traités, leur échappaient généralement. Ils se bornaient à faire des lois. Ils en firent de fort bonnes, comme celle qui eut pour objet de mettre un frein à l'abus scandaleux des divorces. Mais ici encore leur action s'isolait, parce qu'ils faisaient les lois sans le concours du Directoire. D'ailleurs, leur personnel était usé aussi, et s'était trop peu renouvelé.

La gendarmerie, la police étaient insuffisantes. Il fallut les augmenter et les réorganiser au mois de janvier 1797.

Ce gouvernement, qui donnait un ordre matériel imparfait et ne créait rien, n'inspirait donc aucune confiance. La majorité du pays tombait dans le découragement et le scepticisme. Le travail reprenait peu; le goût en avait généralement disparu. La foule inoccupée envahissait les lieux de plaisir, s'abandonnant au jeu et aux spéculations hasardées. Chacun agiotait, et se plaignait d'être ruiné. Les rentiers se mirent à crier contre la révolution. Bientôt tout le monde en fit autant. On dési-

[1] Correspondance, *passim*. Voir Lanfrey, t. I, ch. VIII.

rait qu'elle eût une fin, et on sentait qu'elle ne finirait que par le rétablissement d'une autorité sérieuse.

Les partisans, ou plutôt les avocats du Directoire, répondaient bien à ces plaintes que la France avait repris peu à peu sa vie ordinaire et une haute position en Europe. Ils disaient, sous différentes formes, ce qu'on a dit plus tard dans des circonstances analogues, que la république était le gouvernement qui divisait le moins. Ils ajoutaient qu'avant peu tout le monde finirait par s'y rallier et la servir. Mais ces raisons n'étaient pas de nature à empêcher les plaintes, à rassurer sur l'avenir et à contenir des impatiences naturelles.

On espérait beaucoup des élections de prairial 1797. Un club, celui de Clichy, se forma pour les préparer. On voulut recommencer le mouvement avorté lors des élections précédentes, et, comme on disait, en appeler au peuple du 13 vendémiaire. Les journaux secondèrent ce mouvement par des polémiques dirigées contre les ministres qu'ils croyaient le plus hostiles à leurs vues.

Les agents royalistes ne manquèrent pas d'intriguer de leur côté et de faire des plans de restauration. Mais la plupart d'entre eux, ceux mêmes que Louis XVIII accréditait, étaient des hommes sans influence ni autorité personnelles. Leurs plans non plus n'étaient pas sérieux ni redoutables pour le moment. Car le public, qui eût tout accepté, n'était pas disposé à agir, et il n'y avait pas un homme réfléchi qui n'en fût convaincu.

Le 30 janvier, quatre de ces agents, Lavilleurnois, ancien maître des requêtes, l'abbé Brottier, Duverne de Presle, ancien mousquetaire, et un intrigant à moitié fou, du nom de Proly, furent arrêtés sur la dénonciation du chef d'escadron Malo, et de Ramel, commandant des grenadiers du Corps législatif. Le Directoire publia que les inculpés s'étaient rendus coupables de tentative pour embaucher des militaires, des grenadiers du Corps législatif et les douze mille hommes du camp des Sablons. Il fit saisir leurs papiers, où l'on trouva divers projets pour les élections, des listes de ministères futurs, et un plan analogue à celui de Babeuf pour occuper par un coup de main les Tuileries, les arsenaux, la poste, le télégraphe, le Temple et le donjon de Vincennes.

Il y avait là tous les éléments d'un complot. Jusqu'à quel point le complot existait-il? S'il existait, jusqu'à quel point était-il sérieux? Lavilleurnois avait l'idée fixe d'empêcher que

la Restauration se fit au profit du duc d'Orléans; ce duc était en Amérique, mais on craignait la puissance de son nom. Quant à Proly, sa principale haine était pour les constitutionnels, Lafayette et consorts, qu'il voulait éloigner des élections et qu'il destinait à un châtiment exemplaire.

Le Directoire déféra les conspirateurs à la juridiction militaire. Pastoret attaqua cette attribution de juridiction, et fut soutenu par le tribunal de cassation. On reprochait au Directoire d'avoir déjà violé plusieurs fois les règles des juridictions légitimes [1]. L'acharnement que montrèrent les directeurs et le ministre de la justice Merlin à transformer le procès en procès d'embauchage et de rébellion, servit les accusés. Les premiers avocats de Paris, entre autres Chauveau-Lagarde, présentèrent leur défense. Le conseil de guerre, qui se prononça le 8 avril, renvoya seize accusés sur vingt des fins de la plainte, et ne condamna que les quatre principaux, Brottier et Duverne à dix ans de réclusion, Proly à cinq ans, et Lavilleurnois à un an seulement. Le Directoire, mécontent de cet arrêt, soutint alors que les seize accusés absous par la juridiction militaire du crime d'embauchage devaient retomber comme coupables de complot sous le jugement des tribunaux civils, et sous ce prétexte il les garda en prison.

Le procès de Babeuf, qu'on avait différé, eut lieu dans le même temps. La haute cour, installée à Vendôme, fut entourée de gardes et de précautions multipliées. Les débats s'ouvrirent le 20 février. On comptait soixante-quatre accusés, dont dix-sept contumaces. Ils firent tout pour entraver et prolonger les interrogatoires. Ils remplirent les audiences de leurs chants patriotiques. Babeuf prit son ton déclamatoire et proclama sa doctrine avec l'affectation d'un prophète. Les magistrats montrèrent une patience qui alla jusqu'à la faiblesse. Le jury déclara enfin, le 26 mai, Babeuf et Darthé coupables de provocation au rétablissement de la constitution de 1793, crime qui entraînait la peine de mort. Cinq autres accusés furent condamnés à la déportation, et le reste acquitté. Babeuf et Darthé se frappèrent de stylets dans la salle même du tribunal, mais ne se firent que des blessures légères. Ils montèrent à l'échafaud le lendemain.

XVI. — Les élections devaient, en renouvelant le tiers des conseils, déplacer la majorité et changer le cours de la politique.

[1] Affaires diverses d'émigrés; affaire des naufragés de Calais, etc.

Le Directoire possédait peu de moyens de pression ni même d'influence. La plupart des fonctionnaires, étant électifs, échappaient à sa dépendance. Il dut se borner à quelques circulaires, dont il confia la rédaction au ministre de la police. Il prit encore deux mesures qui tournèrent contre lui. Il voulut écarter les émigrés du scrutin et imposer aux électeurs un serment de haine à l'anarchie et à la royauté. Les conseils, n'osant repousser ces mesures, en adoucirent la portée. Ils décidèrent que les émigrés rentrés qui n'avaient pas encore obtenu la radiation de leurs noms sur les fatales listes, seraient autorisés à voter, au moyen d'une radiation provisoire prononcée par l'administration de leurs départements. Quant au serment, Pastoret soutint que les électeurs, libres d'exprimer leur opinion quelle qu'elle fût, ne pouvaient être soumis à une obligation réservée aux fonctionnaires qui servaient le gouvernement. Les conseils se contentèrent donc d'exiger une simple *promesse* de haine à l'anarchie et à la royauté. D'ailleurs, il ne s'agissait pas alors de préparer une restauration, ni le renversement du Directoire : ils s'agissait uniquement d'en finir avec ce qu'on appelait la *queue de la révolution,* avec la guerre et avec les lois d'exception.

Les assemblées primaires procédèrent avec beaucoup de liberté, non toutefois sans irrégularités ni sans troubles. Le conseil des Cinq-Cents fut accablé de protestations; il finit par les écarter, faute de preuves, et parce que la loi en attribuait la connaissance aux assemblées électorales. Attribution à peu près illusoire, ces dernières n'ayant ni le temps, ni les moyens, ni l'autorité qu'il eût fallu pour faire les enquêtes nécessaires.

Les assemblées électorales se réunirent à leur tour le 10 avril. Celle de Paris nomma de Fleurieu, de Murinais, Dufresne, ancien premier commis de Necker, Emery, Quatremère, de Bonnières, et renomma Boissy d'Anglas, député sortant. Celle de Versailles élut Chauveau-Lagarde et l'académicien Vauvilliers, homme de talent qui avait rendu des services en organisant les subsistances, mais dont le titre principal fut d'avoir été inculpé dans la conspiration de Lavilleurnois. Lyon nomma Camille Jordan et Imbert Colomès, le premier décidé à revendiquer la protection du culte catholique, le second, agent de Louis XVIII. Royer-Collard, Corbière, furent ailleurs au nombre des députés, ainsi que les généraux Pichegru, Jourdan et Willot.

Le sens de ces élections fut significatif. Il n'y en eut guère qu'une seule qui eût un caractère opposé, celle de Barère dans les Hautes-Pyrénées, où il conservait une grande influence locale. Les Cinq-Cents se récrièrent contre un tel scandale, et s'étonnèrent que la sentence de déportation n'eût pas été exécutée contre lui; on demanda pourquoi il restait détenu à Rochefort, quand Billaud-Varennes et Collot d'Herbois avaient été envoyés a Sinnamary. Pour sauver la Révolution, il fallait la séparer des crimes de la Terreur. «Ces crimes, dit un député, ne lui appartiennent pas. Ils sont à ceux qui, comme Barère, méditaient, préparaient, commandaient les forfaits dont la France était épouvantée. »

Les anciens conseils, ne devant céder la place aux conseils renouvelés que le 20 mai, se rendaient si bien compte de l'esprit public, qu'ils chargèrent une commission d'examiner les lois contraires à la constitution. On en fit deux catégories, celles qui violaient le droit de propriété et celles qui portaient atteinte à la liberté des personnes. Le rapporteur proposa l'abrogation immédiate de la loi du 3 brumaire, en soutenant que le temps était passé d'évoquer le démon de la peur. Les Cinq-Cents la révoquèrent; un scrupule de forme arrêta seul les Anciens, qui ajournèrent leur décision.

Le 19 mai, veille du jour où les nouveaux députés devaient occuper leurs siéges, il fut procédé à l'élimination d'un des cinq directeurs. Le sort élimina Letourneur, au grand regret de la nouvelle majorité, qui comptait sur lui et sur Carnot, dont il suivait la direction. Carnot, détestant ses autres collègues, surtout Barras, commençait à se lasser des révolutionnaires, à vouloir la paix, et à se rapprocher des modérés, même de ceux qu'on appelait les royalistes.

Le 20 mai, 1er prairial, les conseils s'ouvrirent. Pichegru fut élu président des Cinq-Cents, et Barbé-Marbois des Anciens. Pénieres proposa et enleva sans discussion l'abrogation de la loi de brumaire. On procéda ensuite au choix du nouveau directeur. Barthélemy, qui avait rendu des services diplomatiques à l'ancien régime et plus encore au nouveau, fut élu quoiqu'il n'eût pas brigué cet honneur, ni dissimulé combien il aurait de peine à s'accorder avec Rewbell. Il avait pour compétiteurs le ministre Cochon Lapparent, l'amiral Bougainville et plusieurs généraux de division. On commençait à sentir la nécessité de faire participer les militaires à la vie politique; ils

jouaient un trop grand rôle pour en être exclus plus longtemps.

XVII. — L'arrivée des nouveaux conseils, la composition d'une majorité éclairée et la possibilité de la paix firent naître des espérances naturelles.

Les conseils commencèrent par vérifier les pouvoirs des nouveaux élus. Ils exclurent Barère, et rappelèrent cinq députés royalistes exclus précédemment, entre autres Job Aymé. L'animation était grande au club de Clichy. On s'y exaltait par la victoire; on n'y parlait de rien moins que d'abroger les lois révolutionnaires en masse, et de mettre en accusation le Directoire, que la constitution déclarait responsable. Mais les anciens conventionnels, redoutant ces emportements, résistèrent avec vigueur aux prétentions des députés nouveaux. Après plusieurs séances tumultueuses, ceux-ci finirent par convenir de résister aux imprudences de leur propre parti, et de n'agir que par les voies parlementaires.

L'état affreux de Saint-Domingue et des colonies fit accuser les agents du Directoire d'ameuter les noirs contre les blancs. On nomma une commission pour déterminer la responsabilité des agents coloniaux.

On passa ensuite à l'examen de la situation financière, non moins déplorable. Car les prévisions du budget voté en 1796 ne s'étaient nullement réalisées. Le mécompte était grand; les revenus, tant ordinaires qu'extraordinaires, présentaient un déficit énorme. On ne pouvait vendre des biens nationaux, ni négocier les rescriptions bataves ou bons sur la Hollande dont le Trésor s'était chargé, sinon à des prix démesurément bas. Les armées, les établissements publics, les fonctionnaires, à plus forte raison les rentiers, étaient payés incomplétement et sans régularité. Le Directoire, privé de la ressource des assignats, était réduit à donner des bons pour obtenir les fournitures les plus urgentes. Il faisait dès lors des marchés d'autant plus onéreux que les besoins dépassaient toutes les proportions connues. Vainement essayait-on encore de donner aux bons du Trésor la garantie des biens nationaux. Par une conséquence naturelle, les fournitures des armées devenaient l'objet de concussions et de voleries, que souvent les généraux favorisaient, et que Bonaparte lui-même ne pouvait empêcher autour de lui.

Gilbert des Molières, un des nouveaux députés, attaqua résolûment, le 14 juin, le scandale des marchés. Il accusa le Directoire de s'être fait attribuer cent millions pour conclure la paix; il représenta que tous les services étaient désorganisés; que l'instruction publique, par exemple, était nulle, loin d'avoir été reconstituée par des créations fastueuses et stériles. Il proposa de nombreuses mesures, entre autres d'interdire au Directoire et aux ministres la faculté de déterminer l'ordre des payements, de confondre l'ordinaire avec l'extraordinaire, et surtout de faire aucune négociation pour se procurer de l'argent comptant. Il voulait que cette dernière attribution fût réservée exclusivement au corps des commissaires de la Trésorerie, indépendants et responsables, créés par la constitution. Il avait raison en un sens. Car le Directoire ne pouvait être mis en accusation sans que le gouvernement fût ébranlé, et les ministres de leur côté n'étant pas responsables, il importait d'augmenter les attributions d'une commission responsable, à laquelle on pût s'en prendre de sa mauvaise gestion. Mais les directeurs et leurs amis repoussèrent ces propositions comme injurieuses, et ne pouvant servir qu'à entraver la marche du gouvernement et des affaires. Votées après de longues contestations par les Cinq-Cents, elles furent repoussées par les Anciens.

Vers le même temps, le 16 juin, Camille Jordan, jeune député de vingt-six ans, d'une figure douce et sympathique, souleva un autre orage par un rapport sur les cultes. Le bureau de l'Assemblée était encombré de pétitions qui demandaient le rétablissement de la *religion de nos pères*. Beaucoup de nouveaux députés avaient pris à ce sujet des engagements formels vis-à-vis des électeurs, car il se faisait dans toute la France une réaction religieuse très-puissante et très-naturelle. On demandait même que la religion fût traitée comme en Belgique, où le système révolutionnaire n'avait pu être appliqué qu'avec de grands adoucissements. Camille Jordan représenta que les idées religieuses servaient le gouvernement et aidaient le législateur: « Les lois, dit-il, ne sont que le supplément de la morale des peuples. » Il ajouta que la liberté religieuse, reconnue par la constitution, était un droit privé de chaque citoyen; que les citoyens devaient pouvoir choisir leurs ministres, acheter ou louer des temples, pratiquer certaines cérémonies; qu'il n'appartenait pas à l'État, mais à l'autorité religieuse, de fixer les jours fériés et consacrés au repos, encore moins d'établir des

peines contre l'observation des dimanches. Il demanda expressément qu'on rétablît l'usage des cloches, les cérémonies funèbres et les croix dans les cimetières. C'était un appel à la restauration des autels. Les Cinq-Cents écoutèrent ce rapport dans un silence favorable. Toutefois on ajourna la discussion, que beaucoup jugeaient dangereuse ou prématurée. La Révolution avait multiplié à un tel point les lois contraires à la religion et au culte, qu'il semblait qu'on n'y pût toucher sans la détruire elle-même. Pour n'en citer qu'un exemple, rendre au catholicisme sa liberté, c'était abandonner le calendrier républicain et les fêtes républicaines, déjà fort mal observées. Si raisonnable et si timide qu'il fût, le manifeste du parti qui demandait la restauration des autels souleva dans le camp opposé, hors de l'Assemblée surtout, de véritables fureurs.

Rien de plus propre à faire juger l'état où se trouvaient les esprits, que la secte qui s'était formée sous le nom barbare de *théophilanthropie*. Comme on sentait bien qu'un peuple ne se passe pas d'un culte public, et qu'en fait le culte catholique continuait à se célébrer clandestinement, quelques révolutionnaires avaient eu l'idée d'organiser des cérémonies avec des prieres et des chants pour les baptêmes, les mariages et les funérailles, c'est-à-dire une imitation extérieure du culte catholique, en supprimant le dogme, la tradition, l'enseignement, et en remplaçant les prêtres par des magistrats civils. C'était, si l'on veut, l'idée de Chaumette, mais dégagée de toute parodie sacrilége. Le tort des théophilanthropes était de croire qu'un culte extérieur pût se soutenir sans croyance et sans foi. La secte, après avoir fait un certain bruit, s'éteignit au milieu de l'indifférence et ne put échapper au ridicule. Ce ridicule rejaillit sur La Réveillère, qui l'avait encouragée.

La révision des lois révolutionnaires fut poursuivie. Les anciens conventionnels s'enfermèrent alors dans la défense de ces lois, comme dans une citadelle qu'ils ne rendraient qu'à la dernière extrémité. « Les événements de la Révolution, dit Bailleul, forment au-dessus de nos têtes une sorte de voûte dont chaque pierre est la clef. » D'orageux débats s'engagèrent sur les crimes de la réaction royaliste, à Lyon surtout, et sur l'incapacité et la faiblesse trop réelle des autorités constituées par le Directoire. Un premier décret, qui réintégrait les émigrés d'Alsace et de Toulon, fut voté le 10 juillet. Le 14, un second décret, rendu, il est vrai, à une faible majorité, abolit

la peine de la déportation ou de la réclusion pour les prêtres qui avaient refusé le serment et pour ceux qui les avaient recueillis. Royer-Collard prononça à cette occasion un discours magnifique en faveur de la religion catholique; il représenta la nécessité où étaient tous les gouvernements de vivre avec elle, et l'urgence de rentrer enfin dans la justice. La loi passa un peu plus tard aux Anciens.

Ces débats ne suffisaient pas à l'activité des conseils. Les nouveaux députés supportaient avec peine d'être tenus complétement en dehors des affaires étrangères, et se défiaient trop du Directoire pour lui en abandonner la conduite. On avait alors un démêlé assez grave avec les États-Unis au sujet de la contrebande de guerre. Pitt offrait de renouer les négociations, et le moment semblait favorable; car l'Angleterre venait d'être très-effrayée d'une révolte de ses matelots. On négociait aussi en Italie, au quartier général de Bonaparte à Montebello, pour convertir en traité le préliminaire de Léoben. Le club de Clichy se plaignit de l'ignorance où le pays était tenu des affaires dans lesquelles on l'engageait.

Dumolard, orateur intempérant, facile à entraîner et qui s'enivrait de sa parole déclamatoire, porta le débat aux Cinq-Cents, le 23 juin, sur la guerre qui avait été déclarée à Venise. Il souleva la question constitutionnelle, en réclamant pour les conseils le droit que possédaient les Chambres anglaises de discuter la politique extérieure. Il ajouta que cette politique était ténébreuse, qu'il fallait l'éclaircir; qu'il fallait décidément renoncer à intervenir dans le gouvernement des autres États, à opprimer les États faibles ou les petits princes, et à prêter appui à la démagogie européenne. Il fit un réquisitoire contre la tradition des Jacobins, conservée dans les affaires étrangères. Enfin, arrivant aux affaires de Venise, il demanda quel sort on lui réservait, ce qu'on ferait de ses provinces de terre ferme, si l'on avait le droit de déclarer la guerre à ses institutions; si l'envahissement, médité peut-être avant les attentats qui lui servaient de motifs, n'était pas destiné à figurer dans l'histoire comme un digne pendant du partage de la Pologne. L'Assemblée, quoique mécontente d'entendre critiquer les opérations d'Italie, prit en considération la proposition, qu'appuya Pontécoulant, l'un des protecteurs de Bonaparte.

Elle entreprit de réduire les attributions des directeurs. Aubry voulut leur enlever le pouvoir de destituer les officiers.

Une commission fut nommée pour réorganiser la garde nationale de Paris, et Pichegru fut chargé du rapport.

XVIII. — Bien que cette guerre ne sortît pas des limites constitutionnelles, le Directoire se sentit menacé. Il s'effraya de voir toutes les libertés invoquées contre lui, y compris, observe malignement madame de Staël, celle de le renverser. Ses amis répétèrent que l'opposition rendait le gouvernement impossible, comme elle avait fait à la Constituante. Ils prêchèrent la nécessité d'un gouvernement fort et ayant la plénitude de son action.

Un des vices essentiels de la Constitution de l'an III était d'avoir mal défini les rapports du Directoire et des conseils. Jusqu'aux dernières élections on avait à peu près marché d'accord, mais la majorité venait de changer et de prendre une attitude qui n'était rien moins que conciliante. Il fallait donc, ou que le Directoire lui cédât ou s'entendît avec elle, ou qu'il luttât. Carnot eût cédé, tout en ne se livrant pas. Barthélemy eût cédé aussi et se fût livré davantage, mais il était nouveau, suspect et isolé. La Réveillère et Rewbell aimèrent mieux lutter. Ils croyaient tous deux la Révolution en péril; ils prétendirent la sauver. La Réveillere était exaspéré par le réveil du catholicisme; Rewbell était despote par caractère. La crainte les rendait audacieux. Régicides tous les deux, ils voulaient sauver la Révolution pour sauver leurs têtes. Ils eurent peu de peine à gagner Barras, las des injures personnelles qu'on lui prodiguait. Les trois directeurs reconnurent qu'ils ne pouvaient se débarrasser des *royalistes* et de l'*opposition royaliste* par les voies légales; qu'ils n'obtiendraient jamais des conseils une mise en accusation des chefs, faute de preuves, au tout au moins de preuves suffisantes. La constitution ne leur donnait ni droit de dissolution, ni droit de *veto*. Ils se décidèrent à employer la force, comme avait fait le comité de salut public. Ils pouvaient armer les Jacobins; mais les Jacobins étaient dangereux; en se livrant à eux, ils se perdaient. Ils aimèrent mieux se servir de l'armée, qui était un instrument neuf, irrésistible, et capable de fonder quelque chose.

Ils convinrent de faire arrêter cent quatre-vingts membres des conseils, et de demander leur bannissement sans jugement, par raison politique. Ils étaient sûrs de l'applaudissement des Jacobins ou des révolutionnaires. Ils ne doutèrent pas d'ob-

tenir ou d'arracher l'aveu des *constitutionnels directoriaux*, parti moyen qui commençait à se grouper autour de quelques hommes, comme Talleyrand, récemment rentré en France, ou Benjamin Constant, publiciste déjà célèbre, qui soutenait la nécessité de renoncer tout à fait à l'ancien régime. Pour l'exécution, il suffisait de trouver des généraux et des grenadiers. Rien n'était plus facile. On avait à choisir entre Hoche, Moreau et Bonaparte. Moreau parut trop désintéressé et trop peu politique, Bonaparte trop entier et trop indépendant. Hoche avait une ambition inquiète, des opinions très-révolutionnaires, et une animosité personnelle contre Pichegru; ce fut lui que les directeurs préférèrent. Ils convinrent avec lui qu'il ferait passer près de Paris des troupes détachées de l'armée de Sambre-et-Meuse, sous prétexte de les envoyer à Brest, où l'on préparait des armements pour l'Irlande. Il se chargea même des dépenses nécessaires, car il disposait de la caisse militaire des provinces rhénanes, provinces qu'il songeait à ériger en république sur le modèle de la République cisalpine, et il pouvait en tirer deux millions.

Les trois directeurs commencèrent par modifier le ministère dans leur propre sens, c'est-à-dire contrairement au vœu de la majorité des conseils. Ceux-ci demandaient l'éloignement de Ramel et de Merlin de Douai, qui étaient très-révolutionnaires, et le maintien de Cochon, Pétiet et Bénezech, qui étaient liés à Carnot. Quant à Delacroix et à l'amiral Truguet, on s'accordait à les sacrifier, l'un à cause de son insuffisance, l'autre de son caractère difficile. La Réveillère repoussa l'idée de faire des choix nouveaux en rapport avec l'opinion des conseils; il soutint que ces choix étaient, aux termes de la Constitution, l'affaire exclusive du pouvoir exécutif. Il s'entendit avec Rewbell et Barras pour conserver Ramel et Merlin et remplacer les autres (14 juillet). Il appela aux affaires étrangères Talleyrand, qui avait su le flatter habilement, que désignaient d'ailleurs ses talents connus et ses relations dans les cours de l'Europe. La guerre fut donnée à Hoche, la marine à l'amiral Pléville, l'intérieur à François de Neufchâteau. Le choix de Hoche avait pour but de plaire aux armées; comme il n'avait pas l'âge voulu, c'est-à-dire trente ans, il fut aussitôt remplacé par Schérer. La police fut donnée à un journaliste connu par sa polémique contre les royalistes, Lenoir la Roche, et après lui, car il se retira immédiatement, à Sottin de Nantes, per-

sonnage subalterne prêt à exécuter tous les ordres qu'il recevrait.

Pendant ce temps, le général Richepanse, de l'armée de Sambre-et-Meuse, passa avec quelques mille hommes à la Ferté-Aleps, c'est-à-dire à une distance de Paris interdite aux armées par la constitution. Les soldats se doutaient qu'ils marchaient contre les conseils, et en parlaient librement. On leur avait répété que les conseils étaient royalistes, et que si les armées avaient vaincu l'Europe, c'était pour vaincre la monarchie. Pétiet n'avait pas encore quitté le ministère de la guerre; il avertit Carnot. Carnot déclara que le Directoire n'avait donné aucun ordre, et avertit à son tour les députés de la majorité.

Ceux-ci étaient irrités, et avec raison, du choix des nouveaux ministres. Car les trois directeurs, en usant d'un droit strict, ne leur en avaient pas moins adressé une sorte de défi. Ils tinrent une réunion à laquelle Pichegru et Willot assistèrent; ils discutèrent les moyens de résistance, et convinrent de demander la loi sur la responsabilité des ministres, avec une prompte organisation de la garde nationale. Le 18 juillet, Pichegru présenta sur ce dernier projet un rapport concluant au choix des gardes nationaux par les électeurs, et à la reconstitution des compagnies de chasseurs et de grenadiers. Larivière pressa le vote, qui eut lieu immédiatement. On vota le même jour une interdiction absolue des clubs pour l'avenir, en se plaignant que le Directoire ne les eût pas fermés.

Le Directoire rejeta le fait du passage des troupes sur l'erreur d'un commissaire des guerres, explication puérile qui ne convainquit personne. Hoche, craignant d'être sacrifié, eut une altercation assez vive avec les directeurs, et retourna à son quartier général de Wetzlar.

Ces derniers songèrent alors à Bonaparte, mais ils le redoutaient, moins à cause de sa liaison avec Carnot que de son esprit dominateur. Ils craignaient de se donner un maître.

Bonaparte, qui avait grandi par la Révolution, était l'ennemi déclaré des royalistes et de l'ancien régime. Sentiments partagés alors par beaucoup d'officiers supérieurs, nés de la Révolution comme lui, et par la masse des armées, auxquelles on répétait que l'ancien régime, s'il était rétabli, méconnaîtrait leurs services et les désorganiserait. Cette crainte n'était pas sans fondement. Bonaparte se montrait aussi fort irrité contre les conseils depuis le discours de Dumolard. Comme il agissait

à Milan en souverain et qu'il s'était habitué à briser les résistances, il s'indignait d'être attaqué à Paris par ce qu'il appelait le parti des émigrés et des étrangers. Ses lettres étaient furieuses. « Faites arrêter les émigrés, écrivait-il aux chefs du gouvernement, détruisez l'influence des étrangers. Si vous avez besoin de forces, appelez les armées. Faites briser les presses de journalistes vendus à l'Angleterre et plus sanguinaires que ne le fut jamais Marat. » Il ajoutait le conseil impérieux de fermer d'autorité le club de Clichy et de ne laisser subsister que cinq ou six bons journaux *constitutionnels.*

Les militaires, qui se disaient et parfois se croyaient attachés à la constitution, ne l'étaient en réalité qu'à la Révolution; encore n'était-elle pour eux que le contraire de l'ancien régime. Ils voulaient, comme les trois directeurs, s'emparer d'elle pour la sauver, c'est-à-dire pour la diriger. Ils voulaient, dit Lanfrey, une démocratie militaire. Élite de la génération nouvelle qui s'était réfugiée dans les camps, parce que la profession des armes était à peu près la seule qui lui fût ouverte, ils s'étaient habitués à former une classe distincte, sentant sa force et ambitieuse de gouverner à son tour. D'ailleurs ils avaient peu l'idée de la liberté vraie, et encore moins celle de la légalité. Ils éprouvaient surtout un dédain profond pour le système des assemblées, dont on avait fait jusque-là, il faut en convenir, une triste épreuve. Ils s'imaginaient pouvoir seuls affermir les résultats acquis de la Révolution et donner à la France l'ordre et la gloire qui lui étaient nécessaires.

Bonaparte, qui savait ces sentiments très-vifs et communs dans l'armée, et qui cherchait déjà des moyens de règne, s'en fit hautement l'interprète. Il ne cessa de dire que le temps était passé où de laches avocats et de misérables bavards faisaient guillotiner les soldats. Il célébra l'anniversaire du 14 juillet à Milan, y passa en revue trente mille gardes nationaux italiens, et lança une proclamation pour signaler à ses troupes *le danger de la patrie.* « Des montagnes nous séparent de la France : vous les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, pour maintenir la constitution, défendre la liberté, protéger le gouvernement et les républicains. » Il dénonça les contre-révolutionnaires et les ennemis des lois. Les généraux rédigèrent des adresses chaleureuses ou violentes qu'ils firent signer par leurs soldats et qu'ils envoyèrent au Directoire. La plus exaltée fut celle d'Augereau. Berthier, chef d'état-major de Bonaparte,

fit imprimer ce qu'il appelait le cri de l'armée d'Italie et l'adressa à toutes les administrations départementales.

Bonaparte envoya encore aux directeurs, comme pièces à l'appui, des papiers qu'il s'était procurés et qui contenaient beaucoup de détails sur l'émigration, principalement sur les intelligences de Pichegru et des émigrés. C'étaient les papiers du comte d'Entraigues, intrigant royaliste, qui s'était fait charger par la Russie d'une mission à Venise.

Rien n'était plus illégal que ces adresses. Mais les directeurs n'hésitèrent pas à les publier, parce qu'elles servaient leur politique, et qu'ils tenaient à plaire au général et aux troupes de l'armée d'Italie. En même temps ils demandèrent à Bonaparte, qu'ils n'osaient employer lui-même, d'envoyer à Paris un de ses divisionnaires. Augereau, soldat audacieux, était l'homme qui convenait, car il n'avait absolument que des talents militaires, et il gardait fidèlement les opinions révolutionnaires du faubourg Saint-Antoine, où il était né. « Il ne connaissait que le sabre, dit Thibaudeau, aimait l'argent et ne dédaignait pas le pouvoir. » Bonaparte l'appréciait peu, mais il lui donna volontiers une mission qui le débarrassait de lui et dont il se serait peu soucié pour son propre compte; car, en continuant à perdre les royalistes, il prétendait garder son indépendance. Il s'est excusé plus tard d'avoir contribué plus qu'il n'eût voulu à fortifier le pouvoir de trois directeurs dont il ne faisait aucun cas [1]. Il se réservait pour un plus grand rôle, sans savoir encore ce que ce rôle pourrait être.

Les conseils protestèrent contre la délibération des armées, qui était contraire à la constitution, et demandèrent des explications sur le changement des ministres. La Réveillère leur envoya le 10 août un message, que d'ailleurs ni Carnot, ni Barthélemy ne signèrent. Il y disait que les troupes avaient reçu les ordres du général Hoche, et ce dernier ceux du Directoire. Il expliquait les adresses des armées en contestant qu'elles eussent *delibéré*. Il en reconnaissait le danger, mais il en recherchait les causes, et il exposait que ces causes étaient l'insuffisance des revenus publics qui laissait les troupes sans solde; les persécutions et même les assassinats commis sur les acquéreurs de biens nationaux, sur les fonctionnaires et les

[1] *Correspondance de Napoléon,* édition Plon, t. XXIX, campagnes d'Italie, c. XVII.

défenseurs de la patrie; l'insolence des émigrés et des prêtres réfractaires rappelés et favorisés ouvertement; celle des nombreux journaux qui prêchaient la royauté et le renversement de la république; le dénigrement des généraux illustres; les projets sinistres de conspirateurs influents qui s'entendaient avec l'Angleterre et l'Autriche. A ce manifeste ou plutôt ce réquisitoire, La Réveillère joignit les adresses reçues de l'armée d'Italie et de celle de Sambre-et-Meuse. Ces dernières étaient les plus accentuées ou les plus violentes. On y lisait des phrases menaçantes comme celle-ci. « Parlez, citoyens directeurs, parlez, et aussitôt les scélérats qui souillent le sol de la liberté n'existeront plus. Le déluge universel fut nécessaire pour purger la terre. Il faut que les armées purifient la France. »

Les conseils résolurent de répondre au message de La Réveillère. Les *royalistes* s'agitèrent, proposèrent de nommer des commissions, des inspecteurs spéciaux, et eurent l'idée de faire donner à Pichegru le commandement de Paris. Pichegru resta sur la réserve et affirma que le Directoire n'oserait employer la force. Peut-être le croyait-il; d'ailleurs il se sentait sans moyens d'agir. Dépaysé dans les conseils, il y exerçait peu d'influence et ne cherchait pas à en exercer. Son attitude apathique déconcertait ses amis, qui l'avaient cru ambitieux, et étonnait ses ennemis. La figure impassible, les regards ternes, il ne répondait nullement à l'idée qu'on avait eu de lui. « Le souvenir de ses victoires ne tenait pas sur lui », a dit madame de Staël. On considéra aussi qu'il était inconstitutionnel d'enlever Paris et le rayon de Paris à la division militaire d'Augereau. On résolut de rester dans la légalité, quoi qu'il arrivât. Les opposants conservaient encore un fonds d'espérance; ils se disaient que les armées n'étaient pas unanimes; que Moreau n'agirait pas comme les autres généraux; que le Directoire aussi était divisé; qu'ils avaient pour eux Carnot et Barthélemy; que le véritable intérêt des directeurs consistait à rallier les deux anciens tiers contre le nouveau, et non à courir de périlleuses aventures.

Le 20 août, Thibaudeau fit aux Cinq-Cents un rapport sur le message. Il justifia les conseils du reproche d'avoir paralysé le gouvernement, calomnié les armées et sapé la constitution tout en feignant de la respecter. Il présenta l'apologie des lois qu'ils avaient votées, et soutint leurs droits avec autant d'énergie que de mesure. Il montra qu'une partie des reproches adressés aux conseils retombaient bien plus justement sur le

Directoire, comme la non-exécution des lois et la mauvaise situation financière ; toutefois, il se prononça pour le rétablissement des impôts indirects que les ministres demandaient et que les conseils repoussaient par l'unique crainte de l'impopularité. Il accusa les directeurs à leur tour d'avoir outre-passé leurs pouvoirs et confondu des actes politiques avec des dispositions militaires. Tronçon-Ducoudray fit le lendemain un rapport analogue aux Anciens, où les *constitutionnels* étaient en grande majorité; il y méla quelques avertissements sévères à l'égard des Clichyens.

Les Cinq-Cents se bornèrent à voter deux mesures de peu de portée, l'attribution au jury criminel de Paris des attentats commis contre la sûreté du Corps législatif, et le retrait des troupes hors du cercle constitutionnel, dont les limites seraient indiquées par des poteaux sur les routes. Thibaudeau proposa aussi une loi pour empêcher les armées de délibérer.

Les jours suivants se passèrent sans que la situation se détendît. Le Directoire refusa, malgré Carnot, d'organiser la garde nationale. Augereau augmenta la garnison de Paris, y fit venir des canons, et répondit aux questions des députés par des assurances aussi impudentes que mensongères.

La Réveillère, recevant une députation d'Italiens conduite par Bernadotte, tint un langage encore plus menaçant que celui de son message, et annonça que la révolution et la patrie seraient sauvées. Un violent factum contre les Clichyens fut publié par Bailleul, qui pourtant avait été l'un des soixante-treize. Les militaires présents à Paris, comme Bernadotte et Kléber, ne se gênaient pas pour exprimer, l'un avec sa réserve aristocratique, l'autre avec sa fougue un peu grossière, leur hostilité dédaigneuse à l'égard des conseils. Ils n'aimaient pas les directeurs, mais voulaient donner le pouvoir aux armées. Bernadotte n'admettait pas que des conseils pussent être permanents. Les directeurs avaient encore pour eux Sieyès à cause de sa haine pour les royalistes, Talleyrand qui inclinait du côté où il sentait la force, et Benjamin Constant qui aspirait à être le doctrinaire de la Révolution. Généralement, hors des conseils, on évitait de s'exprimer sur la question de légalité, mais elle préoccupait peu. On l'avait vu violer à tel point par les gouvernements précédents, qu'on la regardait presque comme un scrupule dont on ne voulait pas être victime. On se disait que d'un côté étaient la révolution et les armées, de l'autre la

contre-révolution, et que la contre-révolution aboutirait au triomphe du royalisme, c'est-à-dire à une restauration, qui serait plus ou moins la condamnation ou la vengeance de tout ce qui s'était fait depuis huit années.

Les Clichyens, sentant leur impuissance, s'épuisaient à chercher une combinaison qui les sauvât. Ils n'en trouvaient aucune. Ils parlèrent, mais vaguement, de mettre le Directoire en accusation ou de faire arrêter quelques-uns de ses membres.

Vaublanc comparait leur situation à celle des défenseurs de Louis XVI avant le 10 août; il pensait que le plus sage serait encore de patienter jusqu'aux élections de l'année suivante, qui achèveraient de renvoyer des conseils les anciens conventionnels. On tenta de détacher Carnot de ses collègues; mais il ne voulut jamais se livrer à des hommes qui auraient pu lui reprocher son passé. Dépaysé ainsi entre ses anciens et ses nouveaux amis, il s'enferma dans une sorte de neutralité sans issue. Barthélemy, réduit par position à suivre la même ligne que lui, ne pouvait être d'aucun appui.

« Nous nous débattons, écrivait Thibaudeau, comme des malades à l'agonie. La dissolution est là; elle nous investit, elle nous presse, et nous ne pouvons lui échapper. » Le Directoire au contraire marchait avec audace; il s'avançait vers l'usurpation, sourd à toutes les ouvertures, décidé à ne pas reculer, sachant ses forces et la faiblesse d'adversaires livrés à sa discrétion. Le Corps législatif était aussi hors d'état de se défendre que d'attaquer. N'ayant pas même dans son sein l'unité nécessaire, il était réduit à subir le joug. Pendant quinze jours on ne parla dans tout Paris que de l'arrestation des députés ou de celle des directeurs. Ces derniers furent si peu gênés par ces bruits, qu'ils firent arrêter en effet plusieurs personnages à eux suspects, comme Raffet. Ils étaient si sûrs du succès qu'ils retardèrent de plusieurs jours l'exécution de leur plan par des considérations secondaires, quoique personne ne l'ignorât. Le plus difficile pour La Réveillère et Rewbell fut de maintenir Barras, dont ils se défiaient, et qui, ayant fait des promesses à tout le monde, eut des hésitations jusqu'au dernier jour.

XIX. — Dans la nuit du 3 au 4 septembre (17 et 18 fructidor), toutes les barrières furent fermées. Augereau fit occuper par ses soldats les ponts, les places et cerner le jardin des Tui-

leries. A trois heures du matin, un coup de canon tiré à poudre donna le signal. Les grenadiers du Corps législatif, postés au pont tournant et aux autres issues du jardin, les livrèrent sans résistance. Augereau fit braquer contre le château douze pièces d'artillerie attelées. Le commandant Ramel gardait l'entrée du château avec huit cents hommes, la plupart mal disposés. Les inspecteurs de la salle lui défendirent de faire feu. Augereau se présenta suivi d'un état-major dans lequel figuraient Rossignol et Santerre. Il mit Ramel aux arrêts, laissa quelques officiers républicains le maltraiter et briser son épée, puis l'envoya au Temple. Il entra dans la salle où se tenait la commission des inspecteurs, y arrêta les députés qui s'y trouvaient, entre autres Pichegru et Willot qui lui rendirent leurs épées, et les envoya au Temple également. Au Luxembourg, Carnot, averti par un ami, prit la fuite. Barthélemy refusa les moyens de fuir que les autres directeurs lui offraient et se laissa conduire au Temple, où il trouva un certain nombre de députés arrêtés déjà. Augereau écrivit le lendemain : « L'expédition nocturne a réussi aussi facilement qu'un ballet d'opéra. »

A cinq heures, Siméon et Laffon-Ladébat, présidents des deux conseils, se présentèrent dans les salles du Corps législatif où plusieurs députés les rejoignirent. Les soldats les forcèrent de se retirer. A onze heures ils revinrent avec un cortége de représentants. La cavalerie placée aux portes des Tuileries les dispersa. Laffon-Ladébat réunit chez lui Barbé-Marbois, Tronçon-Ducoudray, Bourdon de l'Oise, Goupil de Préfeln, qui rédigèrent une protestation. Des soldats s'emparèrent d'eux et les menèrent au Temple. La population parisienne montra une indifférence absolue, aussi bien devant les voitures qui emmenaient les députés prisonniers que devant Augereau, parcourant la ville avec son écharpe et son chapeau empanaché, à la tête de son état-major.

Le Directoire afficha qu'il avait déjoué une conspiration; que les Clichyens avaient réuni un corps d'émigrés et de Vendéens pour se rendre maîtres de Paris.

Il convoqua les conseils, mais hors des Tuileries; celui des Cinq-Cents à l'Odéon (naguère le Théâtre-Français), et celui des Anciens à l'École de médecine. Les salles se remplirent lentement. Les conseils convinrent de ne délibérer que lorsqu'ils compteraient comme présents la moitié de leurs membres plus un. Les Cinq-Cents nommèrent une commission

composée de Sieyès, Poulain-Grandpré, Villiers, Chazal et Boulay de la Meurthe, pour faire un rapport sur les événements, dès qu'on aurait reçu le message qu'on attendait du Directoire. Ce message arriva à six heures. C'était la reproduction amplifiée de l'affiche, avec quelques détails de plus sur la trahison de Pichegru et les trames des députés royalistes. On n'y trouvait d'ailleurs ni faits nouveaux, ni nouvelles preuves des faits connus ou supposés, sinon cette assertion finale : « Si l'on eût tardé un jour de plus, la République était livrée à ses ennemis. Les lieux mêmes de vos séances étaient le point de réunion des conjurés... Attendre plus longtemps eût été compromettre la sûreté de la République et celle des députés fidèles. »

Boulay lut aussitôt le rapport qu'il tenait prêt. Il affirma qu'une conspiration avait existé, dont le but était d'anéantir la République et la liberté, de rétablir le trône, la famille royale, le clergé, la noblesse, la féodalité et les anciens abus. Il soutint qu'une simple minorité avait tyrannisé le Corps législatif et empêché la liberté de la tribune. Nous sommes, dit-il, dans un état de guerre. Les ennemis de la République et ses amis sont en présence. Il n'y a pas de temps à perdre ; il faut sauver la patrie. « Vous êtes vainqueurs, usez de la victoire, ou le combat pourrait recommencer. » Pour user de la victoire, on devait éviter *la lenteur des formes judiciaires*. Jusque-là on eût cru entendre Robespierre ou Saint-Just; mais Boulay ajoutait : « Malheur à celui qui voudrait rétablir les échafauds. Il ne faut point de vengeance, il faut assurer le salut public. La déportation doit être désormais le grand moyen de salut. »

La Réveillère avait dit et répété que tout se ferait sans effusion de sang; aussi les auteurs du coup d'État et leurs défenseurs ne sauraient-ils être comparés sans injure à leurs sanglants prédécesseurs. Mais ils se plaçaient comme eux au-dessus de la légalité et du droit. La Révolution à leurs yeux ne cessait pas d'être un champ de bataille. On a dit du régime qu'ils inaugurèrent que ce fut une terreur à froid [1].

Après le rapport de Boulay, Villers présenta deux *résolutions*. La première cassait les dernières élections dans cinquante-trois départements, excluait de nouveau Job Aymé et les Cinq, en vertu de la loi du 3 brumaire rétablie, plus une

[1] Poujoulat, *Histoire de la révolution française*.

soixantaine de membres du Corps législatif, chassait immédiatement de Paris les émigrés non rayés, en les renvoyant devant les conseils de guerre, prononçait la peine de la déportation contre les émigrés détenus, et attribuait au Directoire le droit de nommer à toutes les fonctions électives vacantes. La seconde lui donnait un droit illimité de déportation à l'égard des prêtres, et la faculté de supprimer les journaux, de fermer les clubs, de mettre les communes en état de siége à son gré. La loi sur la garde nationale était supprimée, et le serment de *haine à la royauté* rendu obligatoire pour une foule de personnes.

La discussion fut ouverte séance tenante. Elle ne porta que sur la liste des députés proscrits : Thibaudeau, Pontécoulant et quelques autres en furent effacés, mais on y laissa les noms de quarante-deux membres des Cinq-Cents et de onze du conseil des Anciens. Ce fut une scène d'épuration comme on en avait tant vu. Cependant Boulay, l'organe du Directoire, comprit le mauvais effet de ces exclusions, et ouvrit l'avis d'en restreindre le nombre autant que possible. Aux Anciens, la séance fut si triste qu'ils semblaient, a-t-on dit, assister à leurs propres funérailles. Lecouteux et Régnier combattirent la proscription. Creuzé-Latouche l'appuya, en invoquant toutes les raisons politiques sur lesquelles on se fonde encore aujourd'hui pour proscrire les princes. Les trois directeurs, mécontents que leur projet fût discuté, envoyèrent un message où ils disaient : « Le Directoire s'est dévoué. Il vous a donné les moyens de sauver la France, mais il a dû croire que vous les saisiriez. »

Dans la nuit du 3 septembre, 19 fructidor, car les conseils étaient en permanence, Jourdan proposa aux Cinq-Cents de faire une adresse au peuple : « Autrement, disait-il, vos ennemis chercheront à l'égarer, à noircir la glorieuse journée du 18 ; ils diront que vous n'êtes pas libres et que votre résolution vous a été arrachée. » La proposition fut agréée ; Jean de Bry rédigea l'adresse.

La nuit du 4, Bailleul fit un rapport sur les journalistes. « Leur existence, dit-il, compromet le salut et le bonheur de plusieurs millions d'hommes. Ils ont été le fléau de la République... Il faut purger, avec la rapidité de l'éclair, le sol de la République des ennemis qui ont conspiré sa ruine... La constitution a été attaquée ; il n'y a de moyens légitimes pour la défendre que ceux qui anéantissent les conspirateurs. » Les pro-

priétaires ou rédacteurs de cinquante-deux journaux devaient être punis de la déportation et de la confiscation des biens. Boulay se plaignit que la liste fût trop chargée. On la discuta rapidement, et le nombre des journaux proscrits fut réduit à quarante-deux. Des visites domiciliaires chez les journalistes furent autorisées, malgré quelques timides observations. Les anciens conventionnels, exaspérés par les injures et les attaques que la presse leur prodiguait, ne trouvaient aucune peine assez dure pour leur vengeance. Au nombre des proscrits étaient Fontanes, Laharpe, Lacretelle, Michaud, Fiévée, Beaulieu, Richer-Sérisy, Royou. Les directeurs eurent le bon esprit de laisser à plusieurs d'entre eux le temps de fuir ou de se cacher.

On procéda ensuite au remplacement de Carnot et de Barthélemy. Les conseils élurent, pour leur succéder, Merlin de Douai et François de Neufchâteau. Les noms qui suivaient sur les listes étaient ceux de Masséna et d'Augereau. Plusieurs députés auraient voulu nommer un militaire; mais la majorité pensa autrement. Augereau se montra blessé de n'avoir pas été élu.

Furent déportés à la Guyane, Barthélemy, Pichegru, Willot, Rovère, Aubry, Bourdon de l'Oise, Murinais, Delarue, Tronçon-Ducoudray, Barbé-Marbois et Laffon-Ladébat, à cause de leur protestation ou de leur influence dans les conseils, le commandant Ramel, l'inspecteur d'Ossonville, Brotier et Lavilleurnois. Ils furent traités avec la plus grande rigueur, tant pendant le transport que pendant le séjour à Sinnamary, où sept d'entre eux périrent peu après leur arrivée. Gilbert Desmolières y fut envoyé dans un second convoi, avec cent quatre-vingts prêtres, la plupart âgés et destinés également à une mort prompte sous un climat meurtrier. Les autres proscrits furent conduits à l'île d'Oléron.

La Réveillère annonça, dans une sorte de manifeste à peu près aussi ridicule que ceux de Saint-Just, que les mœurs républicaines allaient fleurir désormais, tandis que les royalistes avaient voulu « repétrir royalement la masse de la nation ». Il développa doctrinalement le système qui consistait à se défaire des ennemis de la République par la déportation, ou par ce qu'on appelait alors d'un mot adouci l'*ostracisme*.

Le haineux Sieyès, un des prôneurs de ce système, fit présenter, par Boulay, deux propositions que les conseils votèrent

On devait rechercher : 1° les mesures d'ostracisme les plus convenables à la justice et à la vérité; 2° les moyens politiques et réguliers de prévenir toute lutte entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

Sieyès et le groupe d'hommes qui recevait ses inspirations soutenaient que les ennemis de l'état actuel étaient les nobles. Ils voulaient en faire deux catégories, l'une qui serait chassée de France et obligée d'abandonner ses biens, mais en recevrait le prix, déduction faite d'une retenue pour les frais de la guerre; l'autre qui pourrait demeurer dans le pays, mais privée de droits politiques et seulement avec la faculté de les acquérir un jour dans des conditions déterminées. Boulay soutint que c'étaient là des mesures de légitime défense et non de proscription. « On ne proscrit pas, disait-il, quand on empêche de nuire. » Mais Barras et Tallien repoussèrent le projet. Boulay se réduisit alors, en maintenant les *principes,* à proposer que les anciens nobles fussent privés des droits civiques. Cette dernière proposition ne fut votée qu'à une majorité très-faible et avec de nombreuses exceptions qui l'atténuèrent singulièrement. Encore les journaux conservés la blâmèrent-ils hautement.

Moreau était suspect. Il avait trouvé dans les fourgons d'un général autrichien la correspondance de Pichegru, et l'avait gardée secrète. Il l'adressa au directeur Barthélemy, qu'il savait favorable à Pichegru, et elle n'arriva que le 8 septembre. Les directeurs le rappelèrent à Paris, réunirent les deux armées d'Allemagne pour n'en faire qu'une, et en donnèrent le commandement à Hoche, sur lequel ils croyaient pouvoir compter.

Hoche avait conquis la popularité, par son désintéressement pécuniaire, quoiqu'il fût d'une ambition provocante [1], et par sa conduite sensée dans l'Ouest, où, malgré ses opinions révolutionnaires et son rôle d'agent de répression, il s'était fait estimer même des royalistes. Il n'en était pas moins fort au-dessous de Bonaparte, dont il n'avait ni l'instruction ni l'éducation distinguée. Il était ardent, d'un esprit inquiet, sans idées arrêtées. Sa correspondance est très-décousue. Il n'avait alors qu'une pensée, celle de poursuivre les chouans; il en voyait partout, et il se plaignait que le Directoire eût déporté trop peu de monde. Il est vrai qu'une fièvre continuelle le dévorait.

[1] Mot de Bonaparte.

Surexcité par un besoin désordonné d'activité et par des fatigues de tout genre, il mourut inopinément le 19 septembre, quinze jours après le coup d'État. Il n'avait pas trente ans. Sa mort fut comme un deuil public; on y vit de grandes espérances brisées et la perte d'un avenir que chacun interprétait à son gré. Car la France cherchait un homme. Il fut remplacé à l'armée d'Allemagne par Augereau, que le Directoire se trouva heureux d'éloigner.

Quant à Bonaparte, bien qu'aucun scrupule constitutionnel ne le retînt, il n'eut garde de se livrer aux directeurs. Il avait envoyé à Paris pour le renseigner Bernadotte, et plus particulièrement son aide de camp La Valette, tous deux esprits froids, observateurs, le second d'un dévouement personnel déjà mis à l'épreuve. La Valette tint le vainqueur de l'Italie au courant des petites intrigues de Paris et ne lui cacha pas combien le coup d'État lui semblait fâcheux. Bonaparte comprit que le 18 fructidor était une faute des gouvernants, et qu'en y donnant une adhésion trop ostensible il s'associerait à leur impopularité. Dès lors il ne se gêna pas pour blâmer l'abus de déportations arbitraires et inutiles. Mais il jugea aussi que cette faute inaugurait le règne des soldats, et il se résolut bien d'en profiter. En effet, le Directoire se mit à ses pieds.

Thibaudeau pensait que les directeurs eussent dû reviser la constitution sur-le-champ. Ils ne le firent pas. D'autres proposèrent d'ajourner les conseils pour un temps; car il y avait beaucoup d'inconvénients à ce que le gouvernement fût toujours en face des députés et que ceux-ci n'eussent ni repos ni communications avec leurs électeurs. Mais les conseils écartèrent comme inconstitutionnelle une proposition qui équivalait pour eux à une abdication encore plus complète.

En fait, on tomba sous un arbitraire sans limite. Les violences se succédèrent. Le Corps législatif, dont on avait brisé l'inviolabilité, perdit encore son indépendance; on n'eut plus qu'un simulacre de représentation. Le Directoire tomba lui-même à la merci de la faction dont il se croyait le chef, et des armées dont il avait cru se servir, dont il devint en réalité l'instrument.

La Réveillère, Rewbell, hommes de passions ardentes, et politiques à courte vue, n'avaient considéré que la force rendue au parti des anciens conventionnels, le silence désormais obligé des autres partis, l'expulsion immédiate des prêtres et des

émigrés rentrés en France. Ils n'avaient pas calculé que le calme serait court; que l'ostracisme raviverait les haines au lieu de les éteindre, perpétuerait les discordes au lieu de les apaiser. Le Directoire ne fut pas plus respecté; à peine fut-il craint davantage. Le silence qu'il obtint ne fut pas de l'approbation, encore moins de la confiance. Les vrais républicains eux-mêmes se montrèrent indifférents. On sentait que la France était livrée aux armées, que Fructidor était une étape dans la Révolution et ne serait pas la dernière; qu'on ne maintient pas la liberté en la violant [1]; qu'on la tuait en employant les soldats contre la représentation nationale. On sentait enfin qu'en sortant de la légalité, les directeurs avaient renversé eux-mêmes la seule barrière capable de les protéger.

XX. — Les directeurs se hâtèrent, après le coup d'État, d'envoyer aux conseils un message sur les finances. Ils demandèrent qu'on réglât sur-le-champ le budget de l'an VI, et proposèrent les moyens de l'équilibrer. Ils voulaient aussi qu'on supprimât les entraves récentes dont on avait entouré leur gestion financière.

Les conseils se prêtèrent à tout. Le nouveau budget éleva la recette à six cent vingt-six millions, en augmentant les droits d'enregistrement et en créant ou rétablissant plusieurs contributions indirectes, nécessité reconnue depuis longtemps, mais jusque-là on n'avait osé revenir sur une suppression qui était le fait de la Révolution. On imagina aussi un droit de passage sur les grandes routes, innovation dont le public murmura. Pour mieux faire accepter ces nouvelles charges, on diminua un peu l'impôt foncier. Mais le plus difficile était de ramener la dépense à six cent vingt-six millions. On estima les frais de la guerre à deux cent quatre-vingt-huit millions, en escomptant la paix à demi conclue avec l'Autriche, et ceux des services généraux à deux cent quarante-sept. Restaient quatre-vingt-six millions disponibles, somme équivalente au tiers de l'intérêt de la dette, dont la totalité était de deux cent cinquante-huit. Le Directoire proposa de payer aux rentiers ce tiers, qui s'appellerait le *tiers consolidé,* et de leur rembourser le capital du surplus en bons à valoir sur les biens nationaux. Il se fondait sur l'impossibilité de faire davantage et sur le droit qu'a tout débiteur d'aban-

[1] La Fayette, lettre à Émery du 7 janvier 1798.

donner le gage de sa créance. Or les biens nationaux étaient le gage des rentes sur l'État. Il ajoutait que les rentiers seraient assurés désormais d'être payés pour le tiers, tandis que l'année précédente ils l'avaient été à peine pour le quart.

C'était bien une banqueroute, quoi qu'on fît pour la dissimuler. Les biens nationaux, ou ce qui en restait, ne représentaient, de l'aveu du gouvernement, que treize cents millions, c'est-à-dire un peu plus du tiers du capital qu'on voulait rembourser. Encore comprenait-on dans ces treize cents millions le milliard promis depuis longtemps et toujours vainement aux armées. Les bons perdaient déjà sur la place les cinq sixièmes de leur valeur; ils devaient perdre davantage dès qu'on en ferait une nouvelle émission, sans parler de l'impossibilité qui existerait toujours pour les petits rentiers de convertir en terres un capital modique. Le Directoire, obligé d'avouer la force de ces objections, se contenta de répondre que la perte serait atténuée lors de la paix, qui relèverait à la fois le prix des bons et celui des terres. Sur cette espérance les conseils votèrent, le 30 septembre, la réduction de la dette. Le cinq pour cent réduit se cota dix-sept francs, et les bons se cotèrent deux francs.

XXI. — Les conférences de Lille s'étaient ouvertes le 4 juillet entre lord Malmesbury et Maret. Ce dernier, diplomate exercé, était simple assistant de l'ancien directeur Letourneur et de l'amiral Pléville, mais toute la négociation reposa sur lui.

Depuis que l'Autriche s'était retirée de la lutte en signant les préliminaires de Léoben, l'Angleterre se souciait moins de la continuer seule et n'avait plus les mêmes raisons de s'opposer à ce que la Belgique fût unie à la France. Elle cédait donc sur ce point, qui était le principal; mais elle prétendait conserver, à titre d'indemnité de guerre, une partie de ses conquêtes coloniales, savoir : la Trinité, le Cap, Trinquemale et Cochin, enlevées par elle à la Hollande et à l'Espagne. Elle finit par renoncer au Cap. Elle consentit même à payer douze millions pour les vaisseaux pris à Toulon. Les directeurs exigèrent qu'elle restituât tout. Elle s'y refusa. Ils répondirent alors que la France ne sacrifierait pas ses alliés, ou du moins n'agirait pas sans les consulter. Rien n'était plus juste, puisque ces alliés, surtout les Hollandais, avaient éprouvé des pertes énormes. Mais ce n'était là qu'une échappatoire. Carnot seul désirait la paix sincèrement. La Réveillère, Rewbell, Barras

sentaient dans le fond que la guerre les maintenait au pouvoir. Peut-être s'imaginaient-ils aussi les ressources de l'Angleterre épuisées. Quoi qu'il en soit, leurs exigences amenèrent la rupture des conférences. Treilhard et Bonnier, envoyés à Lille après Fructidor, posèrent un ultimatum qui fut repoussé le 17 septembre.

Bonaparte suivait à Milan, ou à son quartier général de Montebello, une autre négociation, celle du traité définitif avec l'Autriche. Elle n'était guère moins difficile. Le Directoire voulait garder Mantoue et ne rien céder du territoire vénitien à la cour de Vienne. Cette cour, de son côté, cherchait des délais, car elle renfermait un parti belliqueux qui prétendait attendre l'issue des conférences de Lille et peut-être un changement de gouvernement à Paris. Elle proposait donc de réunir un congrès à Berne et d'y admettre l'Angleterre et la Russie, ses alliées. Bonaparte refusa. Les négociations, transportées à Udine, y languirent jusqu'après Fructidor. L'Autriche, devenue alors plus pacifique, y envoya le plus vieux et le plus exercé de ses diplomates, Cobentzel. Bonaparte se trouva seul chargé de représenter la France, Clarke ayant été destitué en qualité d'ami de Carnot; toutefois, il eut soin de garder auprès de lui un conseiller dont il appréciait les lumières.

Il s'était passionné pour la république cisalpine, qui était sa création, où il agissait en maître absolu, nommant des directeurs et des conseils, faisant même la loi aux petits princes de l'Italie. Son plan était de lui donner la ligne de l'Adige pour frontière et de lui conserver Mantoue. Mais l'Autriche prétendait reporter cette frontière à l'Oglio. Bonaparte, ne trouvant aucun autre moyen de la faire céder, résolut de lui abandonner Venise, qui continuait de lui manifester un esprit d'hostilité invincible. Le Directoire repoussa cette idée; il déclara qu'abandonner Venise serait «une honte, une perfidie sans excuse[1]», que ce serait livrer de nouveau l'Italie à l'Autriche, donner même à celle-ci une marine ou la possibilité d'en avoir une[2], qu'il vaudrait beaucoup mieux s'unir à Venise pour recommencer la guerre contre la cour de Vienne. Bonaparte ne céda pas. Il voulait absolument la paix, qu'il savait désirée en France, et il mettait son orgueil à la conclure lui-même, ce

[1] Lettre du 29 septembre au général Bonaparte.
[2] Lettre du 6 mai 97. Le Directoire à Clarke.

qu'aucun général n'avait encore fait jusque-là. Il écrivit à Paris qu'une nouvelle campagne exigerait des troupes beaucoup plus nombreuses que les siennes ; qu'elle était d'ailleurs impossible à cause de l'hiver et des montagnes; il craignait aussi que le Directoire ne voulût la faire avec l'armée d'Allemagne, et il ne se trompait pas sur les sentiments qu'il lui inspirait. Dans sa correspondance avec Talleyrand, qui lui montrait une déférence calculée, il ne ménageait nullement les plans des directeurs. Il finit par agir à sa tête. Il posa un ultimatum le 16 octobre ; Cobentzel le refusa. Aussitôt il fit annoncer à l'archiduc Charles que les hostilités allaient recommencer dans un délai de vingt-quatre heures. Cobentzel céda, et le 17 le traité fut signé à Campo-Formio.

La France garda la ligne du Rhin et Mayence, sous réserve de la ratification de l'Empire. La république cisalpine eut la ligne de l'Adige. Elle se trouva composée de Milan et la Lombardie, de ce qui formait naguère la Cispadane, du Bergamasque, du Brescian et du Mantouan; Bonaparte y joignit peu après la Valteline, détachée des Grisons. L'Autriche reçut non-seulement le Frioul, l'Istrie et les bouches du Cattaro, stipulés à Léoben, mais Venise et le territoire vénitien jusqu'à l'Adige et au Pô. La France prit pour elle quelques établissements vénitiens de l'Albanie et des îles Ioniennes. Un article particulier stipula la délivrance de La Fayette, qui fut tiré des prisons d'Olmütz avec MM. de Maubourg et de Pusy.

Tel fut le célèbre traité de Campo-Formio, très-vanté et qui méritait de l'être, puisqu'il donnait à la France la paix du continent, devenue nécessaire, et qu'il lui assurait la frontière du Rhin. Au point de vue italien, il était moins heureux. L'antique république de Venise en faisait tous les frais. Bonaparte la sacrifiait à des combinaisons hasardeuses ou intéressées. Les patriotes vénitiens, comparant le sort de leur patrie à celui de la Pologne, ne tarirent pas en imprécations contre l'homme qui l'avait livrée.

La république cisalpine était une expérience. Bonaparte lui donnait, pour qu'elle pût vivre, près de quatre millions d'âmes et une ligne militaire de défense. Il fit aussi faire les plans de la belle route du Simplon, qui devait la mettre en communication directe avec Genève et la France. Il avait alors renoncé à révolutionner la Péninsule, ou du moins il avait modifié ses idées à ce sujet. Il n'admettait plus qu'un seul principe, la

souveraineté du peuple, et il la déléguait tout entière au gouvernement, qui devait s'exercer sans contrôle par le moyen de directeurs assistés de deux conseils, faisant l'un le budget et l'autre les lois. Il recommanda aux Milanais de se donner des lois sages, modérées, de respecter la religion, d'avoir des bataillons bien composés, bien tenus, et d'acquérir des mœurs militaires. Pour s'excuser d'avoir sacrifié Venise, il la traita de *nation énervée et lâche*. Il se moquait de la prétention qu'avait eue le Directoire d'y créer un parti patriote. Il écrivait à Talleyrand : « Ce qui est bon à dire dans des proclamations est du roman. »

Il exprimait le même dédain pour les scrupules révolutionnaires du Directoire à l'égard du cabinet de Vienne, et il s'étonnait qu'on n'appréciât en France ni les forces de l'Autriche, ni la valeur de ses armées. Il avait encore des plans ultérieurs. En s'emparant de la marine et des arsenaux de Venise sous divers prétextes, comme celui de s'indemniser de sommes dues et non payées, en joignant les vaisseaux vénitiens à ceux de l'amiral Brueys appelés de Toulon, en établissant ainsi à Corfou une escadre en état de guerre, il voulait s'assurer une position et une force maritimes qui permissent à la France de dominer l'Adriatique et peut-être la Méditerranée. Il songeait à occuper Malte, et il rêvait de détacher l'Égypte de l'empire ottoman, projets qu'il exprimait avec une vague réserve, car ils semblaient chimériques, et qu'il devait pourtant réaliser.

Le traité de Campo-Formio, porté à Paris par Berthier et Monge, y causa une joie universelle. Le public, fatigué de l'ardeur belliqueuse du Directoire, n'eut qu'une voix pour célébrer le désintéressement du jeune général, qui paraissait renoncer à la gloire d'une nouvelle campagne. Le Directoire, quoique mécontent du mépris de ses instructions, n'osa refuser la ratification, de peur de soulever contre lui tout le public et l'armée d'Italie. En la donnant, il nomma Bonaparte plénipotentiaire à Rastadt et général en chef de l'armée d'Angleterre.

Bonaparte laissa Berthier à Milan avec trente mille hommes, qui devaient y rester jusqu'à la paix générale. Il traversa la Suisse, où il reçut l'accueil le plus brillant, et se rendit à Rastadt, qui était le congrès de l'Empire. Il ne s'y arrêta que le temps nécessaire pour échanger avec Cobentzel les ratifica-

tions de Campo-Formio, et s'assurer la remise de Mayence; il laissa Bonnier et Treilhard, qu'on lui avait adjoints, régler les longues difficultés qui s'élevaient au sujet des princes de l'Empire, et il arriva le 3 décembre à Paris.

Paris le reçut avec enthousiasme. La rue Chantereine, où il demeurait, fut appelée rue de la Victoire. Les mécontents le saluèrent avec d'autant plus d'empressement qu'ils avaient, dit Lacretelle, l'air de dire au Directoire : « Tenez, voici un grand homme ! »

Le 10 décembre, une fête triomphale fut célébrée dans la grande cour du Luxembourg. Les directeurs en costume romain étaient assis au pied de l'autel de la patrie. Les ministres, les ambassadeurs étrangers, les membres des conseils garnissaient les galeries. On chanta un hymne de Chénier. Le jeune vainqueur entra suivi de son état-major et de ses généraux. Il passa sous une voûte formée de drapeaux. On entendait retentir les cris de *Vive la République! Vive Bonaparte!* Talleyrand prononça en son honneur un discours des plus louangeurs, et Barras en lut un autre écrit avec toute la solennité de sa rhétorique révolutionnaire. Bonaparte, qui paraissait peu sensible aux fêtes, prononça quelques paroles vagues, mais brèves, comme s'il eût voulu se distinguer, même par son langage. Un seul mot fut remarqué. Il dit que le bonheur de la France serait assuré le jour où elle aurait des lois organiques. Mais tout fut couvert par l'ivresse de la foule admirant un immense drapeau que portaient Joubert et Andréossy, drapeau où étaient relatés les hauts faits de la campagne et inscrits les noms de dix-huit batailles rangées.

XXII. — Bonaparte, devenu l'objet de l'engouement et de la curiosité de Paris, se maintint dans une réserve habile; il ne s'afficha pas; il évita le bruit et tout ce qui eût été triomphe de pure vanité. L'Institut l'ayant appelé dans son sein à la place de Carnot, il affecta de s'y rendre régulièrement, d'en porter le costume, de s'entourer de savants et de gens de lettres. Il rechercha la société du grand monde, que Talleyrand lui fit connaître.

Il avait conçu dès la journée de Lodi la pensée d'arriver au pouvoir, et son ambition n'était pas de celles qui s'endorment. Mais il s'attacha à ne pas se laisser pénétrer et à ne pas inspirer d'ombrage à un gouvernement dont il connaissait les jalou-

sies et les défiances. Ayant reçu de Schérer, ministre de la guerre, un drapeau pour la journée d'Arcole, il en fit don à Lannes sur-le-champ. Il évita aussi de se compromettre avec le passé révolutionnaire. Le 21 janvier 1798, il refusa d'assister à la fête anniversaire de la mort de Louis XVI autrement que confondu dans les rangs de l'Institut. Il blâma expressément des violences commises dans un café sur des jeunes gens qui passaient pour royalistes, et un message peu satisfaisant publié par le Directoire à cette occasion. Il se sépara ouvertement des jacobins, qui, de leur côté, se défiant de son ambition, se rallièrent à Augereau. Augereau, la tête tournée de ses propres succès, ne le ménageait pas, critiquait tout haut le traité de Campo-Formio, gênait l'œuvre du congrès de Rastadt, et faisait répandre partout des écrits révolutionnaires en France et en Allemagne.

Cette portion de la société parisienne qui suit les événements avec un intérêt fiévreux, qui, ne pouvant les conduire, cherche à les deviner, que la révolution avait forcée de se tenir à l'écart, et que le 18 fructidor venait encore de priver de tout moyen d'action, se groupa d'instinct autour du jeune général, et ne lui ménagea ni les flatteries ni les séductions, sans pourtant se livrer à lui. Il observait, et il fut observé. On remarqua son absence de passion. On lui prêta ce mot, que l'âme d'un homme d'État devait être dans sa tête. « Il regarde une créature humaine, écrit madame de Staël, comme un fait ou comme une chose, mais non comme un semblable. Il ne hait pas plus qu'il n'aime; il n'y a que lui pour lui : tout le reste des créatures sont des chiffres. La force de sa volonté consiste dans l'imperturbable calcul de son égoïsme. » Bonaparte nous aide lui-même par les aveux familiers de Sainte-Hélène à compléter ce portrait. Il portait dans la politique les habitudes de la stratégie. Il ne cherchait ni à se mettre à la tête d'une opinion, ni à réaliser une idée. Il visait au succès, qu'il calculait froidement. Il sondait le terrain, essayait ses forces, faisait des feintes, changeait de front avec dextérité, guettait le moment de porter un coup décisif et savait l'attendre.

Autant le public s'était rallié à la constitution avant fructidor, autant il était disposé maintenant à en faire bon marché, à la sacrifier ou à en demander la révision. On soutenait avec raison qu'elle était insuffisante, puisqu'elle ne dispensait pas des coups d'État; qu'il fallait un pouvoir permanent élu par la

nation elle-même, et à ce titre indépendant des assemblées; que ce pouvoir devait être un homme et non un groupe de cinq personnes ou de cinq rois, comme disaient les jacobins; qu'il fallait aussi un conseil des Anciens permanent et nommé à vie. On faisait circuler divers projets, tendant à substituer Bonaparte aux Directeurs, quoique son nom ne fût pas prononcé. Le Directoire, voulant avertir les révolutionnaires, publia lui-même les écrits ou les pièces propres à constater cet essai de conspiration, et le fit dénoncer dans les conseils par ses amis.

Quant au Corps législatif, réduit à l'impuissance depuis fructidor, il ne s'occupait ni de la guerre, ni de la diplomatie, ni de Venise, ni de Campo-Formio, mais uniquement de modifier quelques lois antérieures pour les ramener aux principes de la Révolution, dont on prétendait qu'elles s'étaient écartées. « Le nouvel ordre de choses, écrivait la Fayette à peu de temps de là, est justement apprécié en Europe. La représentation nationale est devenue un sujet de plaisanterie. Notre patrie ne réveille aucune des idées qu'on a sur un pays libre [1]. » Cependant le Directoire, impuissant lui-même, ne parvenait pas à diriger les conseils à son gré. Un groupe d'anciens conventionnels se mit à le combattre, l'accusant de trop de tiédeur et de modération.

[1] Lettre de la Fayette à Romeuf, du 23 mai 1798.

LIVRE CINQUANTE-TROISIÈME.

LE DIRECTOIRE.

DEUXIÈME PARTIE. DEPUIS CAMPO-FORMIO. 1797-1799.

I. — Le Directoire poursuivait au dehors la tradition révolutionnaire. La révolution avait agrandi la France en lui donnant Avignon, la Savoie et Nice, la Belgique, la frontière du Rhin, puis comme annexes la Hollande et la république Cisalpine. La lutte continuant avec l'Angleterre, il eût été sage d'assurer la paix du continent pour garder ces conquêtes. Il eût fallu mettre à profit la lassitude des grandes puissances, et surtout ne pas les inquiéter ni les provoquer par des tracasseries belliqueuses, indépendamment du danger d'augmenter l'importance des armées et des généraux et de préparer le triomphe du militarisme. Mais les directeurs étaient éblouis de la pensée de rendre l'Europe républicaine et d'y propager une forme de gouvernement incompatible avec les anciennes monarchies. Ils s'attachaient d'autant mieux à cette politique peu sensée qu'elle flattait la vanité nationale.

L'essai de république tenté en Italie avait été jusque-là peu heureux. La Cisalpine, composée de provinces brusquement réunies, était troublée par les factions. Les membres du Directoire et les conseils se divisèrent après le départ de Bonaparte. La majorité fit acte d'indépendance en rejetant comme trop onéreux le traité préparé à Paris qui déterminait la part de la nouvelle république dans les charges communes. Berthier fit enlever les opposants par des soldats, destitua deux directeurs, et épura ou *fructidorisa* les conseils. De tels procédés expliquent comment on ne fonda rien et avec quelle facilité les conquêtes s'écroulèrent.

Des agents révolutionnaires plus ou moins avoués parcouraient le reste de la Péninsule. La marche d'Ancône s'affranchit du gouvernement romain et forma une *république anconitaine.*

Le Directoire dédaigna l'irritation que les cours de Rome et de Naples lui en exprimèrent. Ayant résolu de détrôner le Pape, il envoyait à Rome des jacobins tels que Rossignol, et y recommandait au ministre français, Joseph Bonaparte, d'assister les révolutionnaires. Joseph suivit ces instructions et y réussit sans peine; car les Romains, écrasés par les nouveaux impôts et le papier-monnaie, conséquence malheureuse du traité de Tolentino, ne rêvaient que révolution. Le 28 décembre une émeute éclata. Les émeutiers, poursuivis par les troupes pontificales, se réfugièrent au palais Corsini, où logeait l'ambassade française; les troupes étaient dans les cours et firent feu. Le général français, Duphot, essaya de s'interposer et fut tué. C'était un des plus jeunes et des plus brillants généraux formés par les guerres d'Italie. Joseph, qui avait fait de vains efforts pour prévenir l'émeute, demanda ses passe-ports. Berthier reçut l'ordre de marcher sur Rome, d'en expulser les prêtres et les moines, ainsi que les émigrés français, de lever des contributions sur les familles riches, pour payer les frais de l'exécution militaire, de confisquer les biens du Pape et ceux des Albani ses parents, d'enlever la colonne Trajane et de la transporter en France.

Au moment où les Français parurent, les révolutionnaires romains prirent les armes, se réunirent au Campo Vaccino, l'ancien Forum, en criant « A bas le Pape! » et proclamèrent la république. Berthier entra le 10 février dans la Ville éternelle. Toutefois, il agit avec une modération relative. Il annonça que le culte serait protégé, et comme le Pape refusait de quitter Rome, il signa une convention avec lui et se contenta de le garder à vue dans son palais. Le Directoire annula cette convention, ordonna au général de s'emparer de Pie VI et de le faire conduire en Portugal, de déporter tous les prélats qui avaient fait partie de l'ancien gouvernement, et d'installer avant dix jours un gouvernement définitif composé de deux conseils et six consuls; il ne renonçait qu'à enlever les monuments publics. Masséna, qui arrivait avec une division, prit le commandement que Berthier résigna, et exécuta les derniers ordres du Directoire, avec l'assistance de plusieurs commissaires, en tête desquels se distingua l'ex-prêtre constitutionnel Bassal. On mit la main sur le trésor, sur les propriétés publiques et privées. On saisit la cassette du Pape, ses livres, ses médailles, et comme il persistait dans son refus de sortir de

Rome, on le fit partir de force le 20 février, escorté par des dragons qui l'emmenèrent à Sienne.

Les généraux et les intendants, d'accord avec les administrateurs et les commissaires envoyés de Paris, exercèrent toutes les concussions et les rapines imaginables. Ils décrétèrent des contributions et des réquisitions à volonté. Ils appliquèrent aux cardinaux et aux grands propriétaires romains les lois sur les émigrés, afin d'autoriser les confiscations. Ils aggravèrent encore l'odieux de ces spoliations par la brutalité et le désordre; les objets pillés furent vendus à des juifs et à des revendeurs qui suivaient l'armée, tandis que les soldats demeuraient sans solde, sans vêtements et sans souliers.

Les troupes se soulevèrent. Celles de Milan s'insurgèrent, le 13 février, contre le général Miollis, exigèrent qu'on leur payât un arriéré de cinq mois, dénoncèrent les pillages commis par les généraux, et demandèrent à retourner en France. Le 24, les officiers de l'armée de Rome se réunirent pour envoyer des délégués au Directoire, protester contre des vols qui déshonoraient la France, en réclamer le châtiment, et déclarer qu'ils refusaient de servir sous Masséna. Celui-ci dut se retirer à Monte-Rosso.

Les Transteverins, qui étaient restés attachés au Pape, essayèrent de profiter de ces soulèvements; ils se jetèrent sur nos soldats dans l'espérance de les chasser de Rome. Mais les officiers se rallièrent autour du général Dallemagne, qui prit le commandement par rang d'ancienneté, et l'émeute fut aisément vaincue.

Le Directoire rendit le commandement à Berthier, et envoya près de lui Gouvion Saint-Cyr, avec des ordres rigoureux. Saint-Cyr sut habilement en tempérer la sévérité; il fit une proclamation qui donna satisfaction aux vœux des troupes et des officiers. Mais les besoins du gouvernement français, la nécessité où il était de trouver de l'argent pour solder les troupes et de vastes armements maritimes en préparation, l'emportèrent sur les proclamations. Les prévarications restèrent toutes impunies, et les spoliations continuèrent.

II. — Le Directoire suivit, en Suisse comme en Italie, la politique qui consistait à faire des républiques à son image, taillées sur un patron uniforme.

La Suisse était une sorte d'asile cher aux bannis et jusque-

là respecté. Elle avait conservé à notre égard son ancienne neutralité, malgré le ressentiment douloureux des scènes de 92. Cette neutralité nous était fort avantageuse; car elle diminuait l'étendue de frontières que nous avions à défendre. Aussi le représentant français Barthélemy avait-il mis tous ses soins à l'entretenir, et il y avait réussi, parce que les cantons espéraient se garantir par là de la propagande révolutionnaire qu'ils redoutaient.

Mais après son départ, le Directoire chercha querelle à la Confédération. Il lui reprocha d'avoir accueilli les émigrés et favorisé leurs menées ainsi que celles des agents anglais. Il exigea leur éloignement; la plupart se retirèrent d'eux-mêmes.

La révolution avait d'ailleurs eu en Suisse un contre-coup inévitable. Elle y avait fait germer le désir de l'égalité civile et celui de l'égalité des droits et des charges entre les divers cantons, comme entre les campagnes et les villes. Car les cantons présentaient un amalgame d'usages fort peu uniformes, qui font de leur histoire un véritable imbroglio. Quelques innovations libérales ne purent suffire aux démocrates français. Mengaud, que Rewbell choisit pour remplacer Barthélemy, s'entendit avec Ochs et Laharpe, personnages considérables des cantons de Bâle et de Vaud, pour constituer la Suisse en république démocratique, une et indivisible. Le Directoire pensa qu'on en ferait ainsi un État annexe de la France.

On profita, au mois de janvier 1798, d'un double soulèvement du pays de Vaud et de l'Argovie, qui étaient sujets de Berne et prétendaient recouvrer leur autonomie. Des troupes françaises entrèrent à Lausanne et à Soleure pour appuyer ces prétentions. Comme les Bernois résistaient, Mengaud leur signifia une espèce d'ultimatum où il disait : « La majesté de la République française ne se laissera pas avilir par le froissement d'une résistance injurieuse. » Brune fut nommé commandant en chef de l'armée d'Helvétie, avec pouvoir de négocier et de traiter.

Le grand conseil de Berne disposait des troupes fédérales, dont le nombre était respectable. Il n'opposa pourtant qu'une faible résistance. Il voulut à la fois se défendre et négocier. Il était divisé; il ne comptait pas sur un concours actif de la part des autres cantons, et il se laissa tromper par l'attitude de Brune, qui semblait désirer une conciliation. Il prit des demi-mesures qui le perdirent. Les soldats suisses, peu disciplinés et

ne croyant pas à une guerre sérieuse, se débandèrent aussitôt qu'ils furent entrés en campagne. Le brave d'Erlach voulut les mener au combat à Neueneck et à Fraubrunnen; il fut battu. Les troupes, se croyant trahies, le mirent en pièces. L'avoyer Steiger, qui s'était fait le chef de la résistance, n'échappa au même sort que par la fuite. A la faveur de cette confusion, Brune entra dans la ville de Berne; il s'empara du trésor, qui renfermait seize millions, des magasins et des arsenaux. Le reste du canton se soumit.

Mais quand il s'agit de faire accepter partout la constitution démocratique unitaire qu'Ochs avait préparée et dont les Bâlois avaient voté l'adoption, une lutte plus sérieuse commença. Car c'était détruire la souveraineté cantonale traditionnelle, à laquelle tenaient tous les cantons, surtout les petits, qui étaient les plus démocratiques. Brune prit la défense de la souveraineté cantonale. Il fut rappelé et renvoyé à l'armée d'Italie. Le Directoire, ayant déterminé le nombre et l'étendue des cantons, fit procéder à l'élection d'un corps législatif qui se réunit le 12 avril, à Arau, et proclama la république helvétique avec une constitution unitaire. Pour arriver là, les agents et les généraux français durent enlever les magistrats opposants de Berne et de Soleure, frapper d'énormes réquisitions Berne et Fribourg, et faire une guerre acharnée aux petits cantons, surtout aux cantons catholiques, qui se défendirent avec une noble opiniâtreté, quoique isolément et sans espoir de succès, pour sauver leur clergé, leur liberté religieuse, et se garantir des concussions et des pillages. Ainsi la Suisse fut jetée dans une série de petites révolutions et de guerres prolongées, en attendant la seconde coalition. Tel fut le résultat de la création de la république helvétique unitaire.

Elle en eut un autre. Genève fut incorporée à la France et son territoire forma le département du Léman (le 26 août). La vieille cité avait été un foyer de troubles pendant quatre ans, de 92 à 96. D'autres réunions eurent lieu dans le même temps, celles de la principauté de Montbéliard, de Mulhouse et de l'évêché de Bâle, qui formèrent le département du Mont-Terrible.

Le Directoire agit en Hollande de la même manière, et avec moins de raison, puisque depuis 1795 la Hollande était une annexe de la France. Le pays, souffrant de la perte de ses colonies, était divisé, et l'action révolutionnaire y rencontrait de

fortes résistances. Le Directoire y envoya le général Joubert avec un ministre plénipotentiaire, Delacroix. Celui-ci s'entendit avec quarante-trois membres de l'Assemblée, qui, pour assurer la domination du parti révolutionnaire, conspirèrent contre leurs collègues, et en fructidorisèrent un bon nombre, à titre de suspects. Quelque temps auparavant (9 mai 1797), l'Assemblée avait décrété la division de la république batave en quinze départements, ce qui achevait de l'assimiler à la France.

La conduite du Directoire à Rome, en Suisse et en Hollande exaspéra les puissances. L'enlèvement du Pape émut l'Europe. On accusa les Français de n'avoir créé deux nouvelles républiques que pour piller les trésors de Rome et de Berne. La politique et la propagande révolutionnaires avaient eu autrefois dans le besoin de la défense une excuse légitime au fond, malgré l'abus qu'on en fit. Maintenant le Directoire prenait une attitude offensive que rien ne justifiait plus. Un orage sourd se forma.

On put le pressentir au congrès de Rastadt, qui s'était ouvert le 9 septembre 1797, et où les Allemands se livrèrent à force récriminations contre les empiétements de la France et son mépris des traités. Le Directoire, pour leur donner une sorte de satisfaction, licencia l'armée du Rhin devenue inutile et rappela Augereau, qui répandait en Allemagne des écrits révolutionnaires.

III. — Fructidor était loin d'avoir tenu toutes ses promesses. Il n'avait ramené ni l'ordre intérieur, ni le calme des esprits. Les autorités étaient toujours faibles, la gendarmerie insuffisante. Il y avait des troubles dans le Midi, à Pont-Saint-Esprit, à Carpentras, à Tarascon, en Corse. Lyon, Montpellier, Limoges et d'autres grandes villes furent mises en état de siége.

Le Directoire supprima encore une vingtaine de journaux, et cette fois ses rigueurs frappèrent les journaux des patriotes. Ceux des royalistes avaient été mis hors de combat. Le Directoire n'admettait pas plus l'opposition de la presse que celle des conseils. Il s'effrayait de voir renaître, avec une attitude hostile, un parti auquel il avait prodigué les satisfactions et distribué les places du gouvernement. Il n'avait pas cru que des hommes de ce parti voulussent lui contester le pouvoir.

Les jacobins et les révolutionnaires peu complaisants, que

Fructidor avait relevés, prétendirent faire les élections de prairial 1798, d'autant plus importantes qu'il s'agissait d'élire, non deux cent cinquante députés ou le tiers ordinaire, mais quatre cent trente-sept, à cause des places vacantes par suite des élections annulées. Le Directoire s'efforça de son côté de combattre la propagande jacobine. Il ferma des clubs. La Réveillère multiplia les proclamations, et acheva d'user sa rhétorique en déclamant contre le terrorisme et le royalisme, ou contre les menées de l'étranger, qui cherchait à pervertir les élections. Il présenta la nécessité de choix *directoriaux*, exprimant ainsi l'idée des candidatures officielles. Merlin menaçait, si les choix étaient mauvais, d'un second Fructidor, en sens inverse.

Pour éviter les nominations qu'il craignait, le gouvernement recommanda un système singulier, celui des scissions. Si une assemblée électorale paraissait envahie par un parti, la minorité devait se retirer dans un autre local, s'organiser et faire des choix. Les choix doubles seraient soumis au Corps législatif, qui prononcerait avant l'arrivée des nouveaux députés. Or le Directoire savait dans quel esprit prononceraient les conseils.

Malgré toutes ces précautions et aussi à cause d'elles, les élections, très-agitées, se firent avec beaucoup de tapage et d'illégalités. Les républicains non *directoriaux* eurent une forte majorité. Les royalistes s'abstinrent ou votèrent pour les ennemis du Directoire, dont le système de bascule était partout ridiculisé.

Les directeurs prirent alors la résolution d'exclure une partie des élus, mais avant leur introduction dans les conseils, pour ne pas avoir à renouveler Fructidor. Une longue discussion s'engagea sur ce sujet aux Cinq-Cents, du 11 au 12 prairial. Le républicain Lamarque combattit le système du triage et des exclusions. Discuter la moralité des personnes était ouvrir la porte aux diffamations odieuses. Jamais on ne pourrait admettre que la majorité ne fît pas la loi. « Repoussez loin de vous, disait-il avec autant de force que de raison, ces accusations de royalisme et d'anarchie, et déclarez que les résultats sont bons où les opérations se sont faites d'une manière conforme aux lois et à la constitution. » Il ajouta qu'au 18 fructidor les élections n'avaient pas été annulées pour elles-mêmes, mais à cause de la conduite postérieure tenue par les élus. Autre chose était exclure des députés parce qu'ils avaient conspiré ou parce qu'ils pouvaient conspirer. Il ne fallait pas non plus perpétuer

les proscriptions. On n'avait pas tous les jours à sauver la république. Enfin, les citoyens qui avaient fait le 18 fructidor avaient pleuré sur la nécessité de violer le pacte social.

Rarement les conseils avaient entendu un discours aussi sensé; ils refusèrent pourtant d'en voter l'impression. Hardy, Bailleul et les autres orateurs directoriaux soutinrent que c'était pour eux un droit d'exclure les *scélérats;* que valider les élections ne consistait pas seulement à en examiner les faits matériels, on disait alors le *mécanisme,* mais aussi à en juger l'esprit. Le Directoire affirma qu'une conspiration existait, qu'elle était réelle, et il en apporta pour preuves différents faits d'intrigue, de corruption et de violences. Il dénonça les *anarchistes;* « ces hommes, couverts de sang et de rapines, prêchant le bonheur commun pour s'enrichir sur la ruine de tous, ne parlant d'égalité que pour être despotes, capables de toutes les bassesses et de tous les crimes; soupirant après leurs anciens pouvoirs; ces hommes enfin qui, au 8 thermidor, étaient les agents de Robespierre et occupaient les places dans toute la république, et qui, depuis le 9 thermidor, avaient figuré dans tous les mouvements, trempé dans toutes les machinations; qui étaient les affidés de Babeuf et les conspirateurs du camp de Grenelle ».

Bailleul exposa le détail d'un projet officiel qui consistait à annuler les opérations électorales dans sept départements, à valider dans quatorze autres les choix faits par les scissionnaires, à annuler trente-quatre élections individuelles pour des raisons personnelles aux élus, plus le choix d'un grand nombre de magistrats et de hauts jurés. Son unique argument était la nécessité de n'admettre que « des républicains recommandables par leurs principes et leurs lumières ». On devait écarter quiconque s'était déclaré contre la constitution par ses actes publics et sa conduite. D'autres directoriaux, comme Chénier, Leclerc, ajoutèrent qu'il y avait pour toute société un premier principe qui était de se défendre, et que c'était un abus d'appeler proscription l'interdiction de fonctions qui n'étaient la propriété de personne.

Mais ces arguments réussirent mal. Le général Jourdan accusa le projet d'être dangereux, arbitraire, inconséquent, contraire à la constitution, à la souveraineté du peuple et à toute liberté. Il demanda la preuve que chacun des soixante députés exclus, et qu'il ne connaissait pas, avait trempé dans

la conspiration, car on ne pouvait proscrire sans preuve. Rouchon dit que c'était avilir, annuler la représentation nationale, réduire le Corps législatif à enregistrer les volontés du gouvernement, comme autrefois le Parlement de Paris. Si le gouvernement ne voulait que des hommes dociles, les conseils n'en devaient pas moins servir la liberté. Il demanda qu'on fît une loi pour assurer « l'inviolabilité et la garantie des membres du Directoire et des représentants du peuple » . D'autres ajoutèrent que c'était la conspiration des gouvernants contre les gouvernés, que la liberté serait enchaînée le jour où la représentation nationale deviendrait un mannequin ou un fantôme. Le projet du Directoire fut voté de très-mauvaise grâce. Il prit le nom de loi du 22 floréal, jour où les Anciens l'adoptèrent.

IV. — Bonaparte, nommé général en chef de l'armée d'Angleterre, visita les côtes de la mer du Nord, celles de la Manche et de l'Océan, avec la mission de préparer une expédition contre l'Irlande ou contre Londres même. Comme les fonds manquaient, le Directoire avait imaginé de demander au commerce un emprunt volontaire de quatre-vingts millions. Mais Bonaparte comprit vite qu'il n'était pas possible d'ébranler sérieusement chez elle une puissance telle que l'Angleterre, au moment surtout où elle venait d'écraser les flottes de Hollande et d'Espagne[1], et il ne jugea pas qu'une attaque locale, une simple entreprise de flibustier, convînt à un homme comme lui.

Il avait d'ailleurs un autre plan, celui d'une expédition en Égypte. Il songeait à faire de ce pays une colonie ou un entrepôt, en y attirant les caravanes. La colonie devait donner à peu près les mêmes produits que celles d'Amérique; elle pouvait espérer un avenir brillant. En outre, la France créerait dans la mer Rouge une marine qui irait aux Indes, et relèverait son ancien commerce du Levant. Pour peu que l'entreprise fût imprévue et secrète, elle ne devait pas trouver d'obstacles sérieux.

L'idée n'en était pas absolument neuve. Sans remonter aux croisades, à saint Louis, et aux souvenirs de l'influence que la France avait exercée au moyen âge dans le Levant, souvenirs alors effacés et peu en rapport avec l'esprit général du dix-

[1] En février 1797, victoire de l'amiral Jervis sur l'amiral Langara, à la hauteur du cap Saint-Vincent. — Le 11 octobre, défaite de la flotte hollandaise près de Camperduyn par l'amiral Duncan.

huitième siècle, l'Égypte avait frappé Leibnitz, comme une contrée prédestinée, appelée à jouer dans les temps modernes un rôle aussi considérable que dans l'antiquité. Il l'avait présentée comme un but à l'ambition de Louis XIV. Il avait écrit que sa conquête était la plus grande entreprise qu'on pût tenter, et en même temps la plus facile de celles qui sont grandes. Choiseul y avait songé aussi, lorsqu'il cherchait un dédommagement à la perte du Canada. Il y voyait un moyen de rendre la France plus puissante dans la Méditerranée et d'affaiblir indirectement l'Angleterre. Bonaparte se flatta de réaliser ce plan. Aux raisons alléguées déjà, il ajouta que l'empire ottoman était appelé à se dissoudre un jour; qu'il était entouré de puissances avides de ses dépouilles; que la France ne devait pas attendre sa dissolution pour en prendre sa part et occuper une de ses plus riches provinces. Enfin, outre ces motifs avoués, il en avait un autre, c'est-à-dire une ambition mal réglée, dont le côté aventureux et même chimérique s'était développé par la rapidité de la fortune. Il regardait l'Orient, dit Thiers, comme un pays enchanté; il voulait y faire retentir son nom et celui de la France répétés par tous les échos de l'Asie. Déjà, lorsqu'il était simple officier d'artillerie, il avait eu l'idée de se faire donner une mission pour la Turquie, de se mettre au service du sultan, et de créer là, dans les conditions nouvelles de l'art militaire, des armées qui bouleverseraient l'Orient.

Les directeurs, La Réveillère surtout, lui présentèrent beaucoup d'objections. Ils étaient aventureux quand il s'agissait de propagande républicaine, mais l'idée de hasards et de périls gratuits les effrayait. Ils représentèrent que la France avait déjà soulevé contre elle une partie de l'Europe; que ce n'était pas le moment d'engager dans une affaire de ce genre des finances embarrassées, de vider les arsenaux, de se priver de l'élite de l'armée et des officiers, de compromettre la marine. Ils ajoutèrent que la Porte, à qui l'Égypte appartenait, serait un ennemi de plus, et que si une flotte anglaise empêchait le retour de l'expédition, celle-ci aboutirait à un désastre effroyable et certain. Bonaparte répondit à ces objections avec le ton bref et persuasif que donne l'assurance du succès. Il dit que l'Égypte appartenait à la Porte de nom seulement; que les mameluks la lui avaient enlevée et en étaient les possesseurs de fait; qu'il occupait déjà Corfou, et qu'en y ajoutant l'occupation de Malte, chose non moins facile, il s'assurerait de la Méditerranée. Le

Directoire, n'osant trop le contredire et désirant au fond l'éloigner, en passa par où il voulut. Par un arrêté définitif pris le 12 avril, mais tenu secret, Bonaparte fut autorisé à emmener trente-six mille hommes, à disposer de l'escadre de Brueys, et à choisir à son gré tous les généraux et les officiers, aussi bien que les ingénieurs et les savants qui l'accompagneraient. Ce fut lui qui ordonna tout; il agit comme eût fait un souverain et obligea le Directoire à agréer ses choix. Il forma une commission pour l'armement des côtes de la Méditerranée, et distribua ses convois entre Toulon, Gênes, Ajaccio et Civita.

Ses choix tombèrent sur les meilleures troupes et les meilleurs officiers. Il prit l'élite de l'armée, au risque d'affaiblir le pays si la guerre recommençait avec l'Europe. Il voulut avoir avec lui Desaix, Kléber et Menou, quoique tous les trois antipathiques au Directoire. Sur la foi de son nom, car son véritable but était encore ignoré et il intitulait ses troupes « aile gauche de l'armée d'Angleterre », il enròla des membres de l'Institut et de jeunes savants, Monge, Berthollet, Fourier, Desgenettes, Denon, pour ne citer que les noms les plus connus.

Un incident faillit l'arrêter. L'Autriche se plaignait de la conduite du Directoire à l'égard de Rome et de la Suisse, et Bernadotte avait été chargé de lui porter des explications. Le jour où les habitants de Vienne célébraient l'anniversaire du départ des volontaires autrichiens, Bernadotte s'avisa d'élever le drapeau français sur l'hôtel de l'ambassade. Le peuple crut que c'était un défi et l'enleva. L'ambassade se retira (le 15 avril). Les directeurs songèrent à rompre avec le cabinet de Vienne et offrirent à Bonaparte le commandement de l'armée qui opérerait en Allemagne. Bonaparte les détourna d'une guerre dont il ne jugea pas le motif suffisant et qui eût dérangé ses calculs. Le Directoire accepta son avis ou le subit.

Bonaparte, qui imposait ainsi ses volontés, eut encore soin avant son départ de protester contre les actes qui lui déplaisaient, comme la faculté laissée aux jacobins de rouvrir leur club, et les exécutions nombreuses d'émigrés qu'on fusillait en vertu de jugements des commissions militaires. Il tenait à répudier la solidarité des moyens violents employés par un gouvernement qu'il méprisait.

Il partit de Toulon le 19 juin (30 floréal), rallia les vaisseaux équipés dans les ports d'Italie, et cingla droit à Malte, où il

demanda que la flotte fût admise dans le port. On lui répondit que les lois de l'ordre ne permettaient pas d'y laisser entrer plus de deux vaisseaux. Aussitôt il ordonna de préparer le débarquement. Il avait tout calculé pour s'emparer de l'île et d'une position du haut de laquelle il comptait dominer la Méditerranée.

Il connaissait la faiblesse de l'ordre, institution antique et ruinée, créée dans un autre siècle pour détruire la piraterie des Barbaresques, mais n'entretenant plus alors que de faibles et peu utiles croisières. Les chevaliers étaient la plupart des cadets de grandes familles qui n'y entraient que pour avoir un titre et des revenus. L'ordre avait donc perdu son ancien esprit. De plus, il s'était divisé, car il comprenait plusieurs langues ou nations, et tout récemment il venait d'en constituer une nouvelle, la *langue russe,* à cause de ses possessions dans les territoires polonais conquis par la Russie. Le czar Paul Ier avait même demandé le titre de protecteur. Le grand maître, Hompesch, successeur d'un Rohan, était un Allemand vieux, incapable et intéressé.

Les Français débarquèrent le 10 juin. Une partie des troupes maltaises mit bas les armes; l'autre se renferma dans la ville. La ville, où Bonaparte avait depuis longtemps des intelligences, se rendit le 24, après quelques volées de coups de canon. Il prit les vaisseaux et les arsenaux. Il s'empara des biens de l'ordre, et il assura des pensions aux chevaliers. Le grand maître Hompesch stipula pour son compte une pension énorme et de grands avantages personnels, ajoutant ainsi la honte à la faiblesse. Cependant les fortifications de Malte et celles du port n'eussent pu être forcées si elles eussent été défendues; elles comptaient douze cents pièces de canon. Lorsque le général du génie Caffarelli les visita à l'intérieur, il dit à Bonaparte : « Nous sommes heureux d'avoir trouvé ici quelqu'un pour nous ouvrir les portes. »

Bonaparte ne s'arrêta pas longtemps à Malte. Il y laissa trois mille hommes sous le général Vaubois; il organisa des milices pour la défense et un corps de canonniers garde-côtes. Il institua une municipalité près de laquelle il plaça un commissaire français. Puis il remit à la voile le 13 juin, pressé d'échapper aux poursuites des Anglais. En effet, Nelson, parti de Gênes avec une escadre, s'était mis à la recherche de nos vaisseaux, mais s'était trompé sur leur direction.

Bonaparte fit voile vers la côte d'Égypte et y débarqua le 1er juillet à l'anse du Marabout. Cinq ou six lieues le séparaient d'Alexandrie; il marcha la nuit même pour la surprendre. Dès le lendemain, il forma trois colonnes commandées par Bon, Kléber et Menou, et ordonna un assaut immédiat. La ville avait d'anciennes murailles du moyen âge. Un corps de Turcs et d'Arabes essaya de les défendre. On le repoussa. Un des capitaines se présenta aux Français en parlementaire. Bonaparte déclara qu'il venait, non pour enlever le pays aux Turcs, mais pour le délivrer des mameluks et venger les offenses dont ces derniers s'étaient rendus coupables envers des sujets français. Il prit l'engagement de respecter les personnes et les propriétés. Sachant que le peuple égyptien était un mélange d'éléments hétérogènes, il s'était fait la loi de combattre les mameluks, de respecter les Turcs, et de protéger les Arabes et les fellahs.

Maître d'Alexandrie, il y laissa Kléber qui était blessé, pour commander et exécuter quelques travaux de fortifications. Il fit occuper Rosette par Menou, plaça provisoirement ses vaisseaux à l'abri dans la rade d'Aboukir, et marcha lui-même en avant pour atteindre le Kaire avant l'époque de l'inondation du Nil. Une flotte d'approvisionnements et de munitions, sous les ordres de Perrée et d'Andréossy, devait remonter le fleuve par le bras de Rosette.

Il se dirigea donc vers le Kaire par le désert de Damanhour. Desaix conduisait l'avant-garde. La marche fut pénible. Le courage des soldats, celui même des chefs ne pouvait tenir contre un climat dévorant et un ciel de feu. Le 10, l'armée put se rafraîchir à Ramanieh, sur les bords du Nil. Jusque-là, les mameluks s'étaient bornés à tournoyer autour de ses ailes. Mourad-Bey les réunit pour l'attaque, et livra, le 13, un premier combat à Chébréis. Bonaparte rangea ses troupes en cinq carrés disposés de manière à se soutenir les uns les autres. Il plaça l'artillerie aux angles, la cavalerie et les équipages au centre. Les mameluks étaient des cavaliers magnifiques, exercés supérieurement aux charges et aux fantasias. Mais ils se précipitèrent vainement sur les carrés pour les rompre. Dès que Mourad eut vu tomber deux ou trois cents des siens, il se retira sur le Kaire, où Bonaparte le suivit en longeant le Nil.

Le 19, les Français arriverent en vue du Kaire et des Pyramides de Gizeh; ils furent émus de la nouveauté et de la gran-

deur du spectale. Ce fut alors que Bonaparte, toujours préoccupé de ce qui pouvait relever leur moral et produire de grands effets, prononça le mot célèbre : « Soldats, du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent. »

L'armée égyptienne attendait, sur la rive du Nil opposée à la ville. Dix mille fantassins indigènes et plusieurs milliers de janissaires ou spahis, aux ordres du pacha turc, occupaient un assez mauvais camp retranché au village d'Embabeh. Entre ce camp et les Pyramides, les mameluks, au nombre de douze mille, galopaient dans la plaine, flanqués de cavaliers arabes auxiliaires. Les soldats français étaient animés par leur succès de Chébréis, par l'espoir d'un riche butin, et par celui de jouir du repos dans une capitale telle que le Kaire. Bonaparte organisa encore ses fameux carrés, contre lesquels toute l'impétuosité des mameluks fut impuissante. Desaix et Reynier supportèrent victorieusement les charges de l'ennemi, ne se laissèrent ni rompre ni couper les uns des autres, et finirent par le refouler sur le camp d'Embabeh. Ce camp fut forcé et dispersé sans beaucoup de peine. Mourad, vaincu, brûla les *djermes* ou bateaux du Nil qui renfermaient ses bagages, et s'enfuit dans la haute Égypte. Une partie des fantassins, jetés dans le fleuve, se noyèrent en cherchant à le traverser.

Les Français, ne pouvant entrer dans le Kaire qu'ils apercevaient aux lueurs de l'incendie, se dédommagèrent en enlevant les canons, les chevaux, les tentes des mameluks, et en dépouillant les cavaliers morts de leurs riches costumes, de leurs armes et de leurs ceintures garnies d'or. Le vieil Ibrahim, qui partageait avec Mourad le commandement des mameluks, mais qui était resté au Kaire, se retira de son côté avec ses tentes et ses richesses par la route de la Syrie (21 juillet).

Bonaparte fit reposer ses soldats dans un pays de jardins et de vignes, puis entra au Kaire. Il y déclara qu'il succédait aux droits des mameluks, qu'il s'emparait au nom de la France de leurs propriétés et qu'il lèverait les mêmes tributs. Il y établit un divan comme à Alexandrie. Il laissa la justice aux cadis. Il essaya de s'attacher les Arabes en protégeant leur religion et leurs usages. Il affecta d'aller aux mosquées, d'assister à leurs fêtes, à la fête du Nil et même à celle du Prophète, moyens nécessaires pour ménager une population redoutable par le nombre et par les passions qui l'animaient. Il organisa l'Institut d'Égypte, fut assidu à ses séances, et prit une part active à ses

travaux, entrepris dans le but de mieux connaître le pays, puis de mieux utiliser ses ressources, dont l'incurie et l'ignorance faisaient le plus mauvais emploi. En même temps, il envoya deux divisions dans le Delta et la moyenne Égypte, et il chargea Desaix de poursuivre Mourad avec une troisième dans la haute Égypte, dès que l'automne aurait commencé.

L'amiral Brueys, assez mal embossé dans la rade d'Aboukir, se préparait à se retirer à Corfou. Il n'ignorait pas les dangers de sa position; mais comme la flotte était au service de l'armée de terre, il attendait que l'occupation du Kaire lui fût annoncée. Nelson arriva et le découvrit. Nelson était impatient d'engager le combat. La flotte française, de force égale à la sienne, était assez rapprochée du rivage pour ne pas lui permettre de s'engager sans témérité dans l'espace étroit qui l'en séparait. Il l'essaya pourtant, franchit le passage avec une moitié de ses vaisseaux, et prit la première moitié des vaisseaux français entre deux feux, à huit heures du soir, avant qu'ils eussent eu le temps d'achever leurs apprêts de combat et de rappeler la portion de leurs équipages qui se trouvait à terre. Ceux de nos vaisseaux qui se trouvèrent engagés firent une défense héroïque; mais ils furent tous abîmés, et le vaisseau amiral, où Brueys avait péri, sauta. Une division entière de la flotte, placée à l'extrémité de la rade et commandée par le contre-amiral Villeneuve, ne vit pas les signaux ou ne put entrer en ligne. Villeneuve avait cinq vaisseaux; il en fit échouer trois, et se retira avec les deux autres.

Cette défaite eut des conséquences immenses. Bonaparte se trouva enfermé en Égypte. Il dit à Kléber : « Nous sommes condamnés à faire de grandes choses. » L'échec était de ceux que notre marine mettrait beaucoup de temps à réparer, et toutes les espérances, toutes les convoitises de nos ennemis allaient se réveiller.

V. — L'Angleterre nous en cherchait partout, et elle avait beau jeu. Une puissance nouvelle, la Russie, se préparait à entrer en lice. Catherine II s'était bornée à exprimer ses sympathies pour Louis XVI. Après le 21 janvier, elle avait chassé les Français de ses États, mais elle n'avait pas agi, étant absorbée par des soins plus immédiats et par l'occupation de la Pologne. Paul Ier, son fils, qui lui succéda le 17 novembre 1796, avait un caractère altier, généreux et chevaleresque, mêlé de

caprice et de violence. Il donna un asile en Courlande à Louis XVIII, prit à sa solde de nombreux émigrés chassés successivement de diverses contrées par la paix ou par l'occupation française, et offrit sa protection à Rastadt. La prise de Malte lui fournit un *casus belli*. Il y vit une insulte personnelle, et contribua de toutes ses forces à former une nouvelle coalition.

Le premier résultat des efforts combinés des Russes et des Anglais fut que la Porte déclara la guerre à la France le 4 septembre. Elle enferma notre ministre au château des Sept-Tours, maltraita nos nationaux, et forma une armée pour l'envoyer en Égypte.

Les négociations se poursuivaient à Rastadt, où Jean de Bry et Roberjot représentaient la France depuis que Treilhard avait remplacé François de Neufchâteau au Directoire. Après beaucoup de peine on finit par y régler les questions de la navigation du Rhin et de la ligne de défense réciproque; mais le Directoire trouva une résistance croissante à ses autres exigences. Les princes ecclésiastiques qu'il dépouillait voulaient la guerre. L'Autriche, qui se prétendait menacée en Suisse et en Italie, ajournait le moment de se déclarer, mais travaillait à la seconde coalition. Cobentzel se rendit à Berlin, où il joignit ses instances à celles du prince Repnin, envoyé de Paul I[er], pour entraîner le nouveau roi Frédéric-Guillaume III. Sieyès y fut envoyé par le Directoire pour agir dans le sens opposé. Ni sa personnalité orgueilleuse, ni son attitude de régicide et d'ennemi juré de la noblesse ne contribuèrent à lui procurer un accueil favorable dans une cour qui faisait profession de détester la France révolutionnaire. Cependant Frédéric-Guillaume, qui tenait à se réserver et à séparer son action de celle de l'Autriche, se renferma dans la neutralité qui convenait à l'égoïsme prussien.

La cour la plus belliqueuse fut celle de Naples. La reine de Naples, Marie-Caroline d'Autriche, sœur de Marie-Antoinette, était une princesse passionnée, impérieuse, animée contre la France de sentiments implacables. Elle ne voulait pas attendre qu'on la traitât comme les autres souverains de l'Italie. L'occupation de Rome l'exaspérait. Elle refusa de reconnaître la république cisalpine. Elle s'indigna qu'on exigeât d'elle l'éloignement des émigrés et celui d'Acton, son ministre favori. Elle exigea à son tour le rappel du régicide et pédant Garat, envoyé à Naples à titre de plénipotentiaire. Dès le 19 mai, elle

signa un traité avec l'Autriche. Sa fille était mariée au jeune empereur François II.

Les Napolitains partageaient les sentiments de leur reine ; aussi apprirent-ils avec des transports de joie la victoire navale remportée par les Anglais à Aboukir. Nelson, arrivant dans leur port, reçut d'eux un accueil enthousiaste. On lui donna une fête extraordinaire le 22 septembre. La reine l'admit dans son intimité, prit ses conseils, et s'y abandonna sans réserve. Il combina avec elle et avec lady Hamilton, femme de l'ambassadeur anglais, le plan d'une guerre offensive, destinée à empêcher les Deux-Siciles d'être écrasées comme la Toscane et le Piémont.

A Turin, la cour et le pays ne nous étaient guère moins hostiles, mais le roi se sentait impuissant et dévorait en secret ses amertumes. Les jacobins de la république ligurienne conspiraient ouvertement dans le Piémont pour le renverser, et le Directoire, ses envoyés et ses généraux, l'accablaient d'exigences de toute espece. Ginguené se conduisit à Turin comme Garat à Naples, avec tant d'indiscrétion que Talleyrand finit par le rappeler. Mais Brune obligea le roi à recevoir garnison française dans le château (le 3 juillet).

Quant aux républiques fondées par le Directoire, elles étaient dans un désordre effrayant.

La Cisalpine n'avait ni impôts ni finances. Les anciens partis et les jacobins s'y faisaient une guerre acharnée, et comme les premiers avaient des velléités d'indépendance, les Français appuyaient les seconds. Brune et son état-major parlaient et agissaient en maîtres.

La Réveillère envoya à Milan Trouvé avec la mission de modifier la constitution en s'accordant le plus possible avec les Conseils. Trouvé fit une nouvelle constitution, qui fut acceptée grâce à la présence de nos troupes. Mais Brune prit sur lui de la modifier, fit à son tour ratifier les modifications par les assemblées primaires, et exigea la démission de trois des directeurs. Le Directoire, las de ces changements et de ces conflits d'autorité, rappela Brune et le remplaça par Joubert.

Joubert venait alors de chasser les démocrates des conseils de la Hollande pour y ramener les modérés, c'est-à-dire d'y faire un coup d'État exactement inverse de celui de l'hiver précédent.

En Suisse, le commissaire Rapinat exigea aussi la démission

de deux directeurs et de plusieurs membres des Conseils, en alléguant qu'ils n'avaient qu'une autorité subordonnée aux arrêtés du général et des commissaires français. Il enleva les trésors des cantons, entre autres celui de Zurich, et déclara les magasins nationaux propriété française. Le Directoire helvétique protesta. Rapinat fut blâmé et rappelé le 20 juin, mais ses actes furent maintenus. Une partie de l'argent pris en Suisse fut porté à Toulon et servit pour l'expédition d'Égypte.

Ainsi La Réveillère et ses collègues fatiguaient, provoquaient l'Europe, et soulevaient les peuples contre nous, même ceux dont nous avions voulu l'alliance. C'était une contradiction monstrueuse que de prétendre donner la liberté à des nations auxquelles on imposait une tutelle despotique. C'était aussi une faute sans excuse que de menacer des États tels que Naples, de s'y créer à plaisir des hostilités certaines, et de compromettre par là le sort d'une nouvelle campagne dans le nord de l'Italie. Enfin, cette politique compromettait follement le succès de l'expédition d'Égypte, loin d'opérer une diversion favorable.

Créer de petites républiques autour de la France n'avait pas été difficile, par la raison qu'on trouvait partout des mécontents et des jacobins; mais, comme le dit madame de Staël, on créait des gouvernements à ressorts qu'il fallait remonter sans cesse, et qui s'arrêtaient dès qu'on cessait de les faire marcher. Si c'était une idée juste que de vouloir entourer la France d'une ceinture de petits États, il fallait se les rattacher par des bienfaits et par les intérêts, non en les révolutionnant et en les pillant.

VI. — Plus on était menacé d'une guerre européenne, plus il était nécessaire de se procurer des soldats. Jusque-là les levées de 1793 avaient été si considérables, qu'elles avaient suffi. Mais le temps était venu de les renouveler. On voulut aussi leur donner une forme régulière, afin de s'assurer le nombre exact de soldats dont on aurait besoin.

Le général Jourdan proposa, le 12 janvier 1798, aux Cinq-Cents, le plan d'une conscription générale. On enrôlait sans exception tous les Français de dix-huit à vingt-quatre ans, et l'on en formait une *armée auxiliaire,* d'où l'on devait tirer une *armée active.* Ce projet parut trop compliqué pour l'exécution, et le 19 juillet, Jourdan lui en substitua un autre, qui consistait à prendre pour le service tous les jeunes gens de

vingt à vingt-cinq ans, toujours sans exception; le gouvernement d'accord avec les Conseils fixait le contingent annuel, suivant les besoins, et les *conscrits*, divisés en cinq classes, étaient appelés par ordre de numéros. Telle fut la loi de la *conscription*, votée le 23 septembre, loi qui depuis a été modifiée à plusieurs reprises, mais dont les bases sont restées. Elle mettait à la disposition du gouvernement un nombre indéfini de soldats, et elle faisait du service militaire une charge égale pour tous, ce qui était le principal but qu'on se proposait. Les cas d'exemption furent limités avec une rigueur et une sévérité telles qu'il fallut y revenir plus tard.

Le Directoire fixa la levée de l'année courante à deux cent mille hommes, chiffre excessif destiné à intimider l'Autriche et l'Europe. La levée se fit d'ailleurs avec beaucoup de lenteur, et non sans résistance. Car la conscription exigeait un certain temps pour entrer dans les mœurs, et comme il ne s'agissait plus de sauver la patrie, des guerres offensives à l'étranger n'avaient rien de populaire. La levée de la conscription souleva une insurrection en Belgique. Les Belges coupèrent les arbres de la liberté, déchirèrent les drapeaux tricolores, maltraitèrent les administrateurs français et en massacrèrent quelques-uns. Il fallut recourir à une répression sévère, et mettre Anvers et Bruxelles en état de siége.

Après les hommes, il fallait de l'argent. Le budget ordinaire de l'an VI se soldait, malgré tous les calculs d'équilibre, par un déficit de soixante-deux millions, déficit qu'on avait encore fait supporter aux rentiers, en dépit du tiers consolidé. On arrêta le budget de l'an VII à six cents millions, et on l'équilibra au moyen de remaniements et de créations d'impôts. On doubla la taxe des portes et des fenêtres. On rétablit les impôts indirects, quelque répugnance qu'on y eût. On vota, après de longues discussions, un impôt sur le tabac et la création d'un octroi à Paris. L'impôt du sel échoua devant une forte opposition et les critiques de Lucien Bonaparte. Mais les frais de guerre ne pouvaient être compris dans le budget ordinaire. Le Directoire demanda sur-le-champ cent vingt-cinq millions pour équiper les conscrits, et trente-cinq pour réparer les désastres de la marine. Les conseils pourvurent au vote de ces fonds par des anticipations sur les ventes des biens nationaux (septembre à novembre).

VII. — La seconde coalition fit des préparatifs formidables. La Russie, qui en était l'âme sur le continent, signa des traités avec la plupart des puissances, l'Angleterre, l'Autriche, Naples, la Porte, le Portugal. Ces puissances en signèrent entre elles à leur tour. On se garantissait réciproquement ses possessions; on s'engageait à maintenir l'Égypte aux Turcs, et à interdire aux Français les ports de la Méditerranée.

La Russie ne perdit pas de temps pour faire entrer sa marine en ligne. Le 1er septembre, son escadre passa les Dardanelles. Quelques jours après la flotte turque s'y joignit, et les deux pavillons réunis se dirigèrent vers les îles Ioniennes.

L'armée russe se mit également en marche, mais il lui fallait plusieurs mois pour arriver jusqu'à la Pologne autrichienne. Jusqu'à ce qu'elle l'eût atteinte, une déclaration de guerre était inutile; l'Autriche attendit. Les Russes avaient à leur tête Souvarof, prince de Rimnick, illustre par ses victoires sur le Danube et la Vistule, soldat dur, impitoyable, mais plein de résolution, de sang-froid, et d'un coup d'œil assuré, austère avec des manières bizarres, religieux jusqu'au fanatisme, et chevaleresque dans ses sentiments comme dans son langage. Nul ne répondait mieux à la pensée de Paul Ier, qui, désavouant tout projet de conquête, voulait faire en Europe une croisade contre la révolution, relever ce qu'elle avait détruit, et mettre un terme définitif à la propagande républicaine.

Pendant ce temps, le Directoire tenta une diversion en Irlande, dans l'espérance d'en faire une Vendée anglaise. Mais l'entreprise échoua. Le général Humbert ne put y débarquer qu'avec quinze cents hommes, et fut obligé de capituler presque aussitôt, le 8 septembre. Le mois suivant, la flotte de Brest fut battue sur les côtes de l'île par une escadre anglaise. Elle perdit un vaisseau et cinq frégates.

La cour de Naples, depuis longtemps exaspérée, se plaignit d'articles injurieux insérés contre elle dans le *Moniteur,* demanda l'évacuation de Rome et de Malte par nos troupes, et finit par nous déclarer la guerre, le 22 novembre, sans attendre que les autres puissances fussent en mesure de la seconder. L'armée des Deux-Siciles était en mauvais état, l'administration également. Mais on avait fait une levée extraordinaire du cinquième de la population, demandé à l'Autriche le général Mack, à cause de sa renommée de tacticien, et créé un camp

à San Germano pour l'instruction des recrues. Les noms de Mack et de Nelson semblaient répondre à tout.

Le 23 novembre, Championnet, un des anciens divisionnaires de l'armée de Sambre-et-Meuse, prit le commandement des troupes de Rome. Comme il n'avait que dix-huit mille hommes pour résister à quarante ou cinquante mille Napolitains, il mit une garnison au château Saint-Ange, se retira aux environs de Civita-Castellana, et laissa l'ennemi entrer à Rome sans coup férir. Le malencontreux roi de Naples fit une proclamation où il disait : « Les Napolitains avertissent l'Europe que le moment des rois est arrivé. » Il commença par inviter le Pape à rentrer dans sa capitale. Mais Championnet n'eut pas de peine à reprendre la supériorité sur un ennemi mal discipliné, qui avait commis la faute de se diviser en plusieurs corps. Pendant qu'un de ses lieutenants rejetait un de ces corps dans les Abbruzzes, il engagea contre les troupes de Mack une série de petits combats, et les détruisit en dix jours. Les Napolitains, prompts à se décourager, se crurent trahis par les nombreux officiers étrangers, allemands ou émigrés français, qu'ils avaient à leur tête. Championnet rentra à Rome le 15 décembre.

Il entreprit aussitôt de marcher sur Naples. S'étant assuré que rien ne bougeait derrière lui, et ayant reçu les renforts nécessaires pour laisser à Rome une garnison, il pousuivit les Napolitains avec dix-sept mille hommes. Telle était leur désorganisation, que Macdonald, commandant l'avant-garde, ne rencontra de résistance que devant Capoue. Gaëte même ouvrit ses portes.

Le roi, ne comptant plus sur ses soldats, souleva le peuple. Il fit appel aux passions religieuses et aux haines des lazzaroni ou des paysans contre l'étranger. Les Napolitains étaient aussi habiles à faire une guerre de partisans, qu'ils étaient peu capables de discipline régulière. Mais il en résulta tant de désordre et de confusion à Naples même, que la cour perdit la tête. Dans la nuit du 20 au 21 décembre, le roi s'enfuit sur le vaisseau amiral de Nelson, emportant les joyaux de sa couronne, et laissant le gouvernement au comte Pignatelli. Il repoussa toutes les sollicitations qu'on lui fit de revenir, et brûla sa flotte, hormis les deux frégates qui devaient l'accompagner, pour empêcher qu'elle ne tombât aux mains des Français.

Sa retraite augmenta le désordre. Les lazzaroni n'obéissant à personne, et aucune défense ne pouvant s'organiser, Pigna-

telli signa une trêve, d'accord avec Mack, le 12 janvier 1799. Il abandonna aux Français Capoue avec plusieurs places, et leur paya des frais de guerre.

Cette nouvelle acheva d'exaspérer les Napolitains. Les lazzaroni désarmèrent les soldats, se firent livrer les forts, les pillèrent, et remplirent la ville de massacres et d'incendies. Pignatelli se sauva en Sicile; Mack fut réduit à se réfugier dans le camp français. L'archevêque et quelques nobles populaires s'interposèrent sans grand succès pour calmer l'effervescence. La petite bourgeoisie, qui comptait dans son sein quelques républicains, appela les Français pour faire la police, et leur livra le fort Saint-Elme. Championnet, après avoir pris l'engagement de respecter les propriétés, les personnes, la religion et saint Janvier, entra dans la ville le 23, et fonda la république parthénopéenne.

Pendant ce temps, Joubert avait envoyé de Milan une division occuper, par mesure de sûreté, le Piémont, qui nous refusait son concours (le 5 décembre). Le roi Charles-Emmanuel abdiqua, se retira en Sardaigne, et y publia une protestation.

VIII. — Le Directoire hésita pourtant devant une guerre qui menaçait de devenir générale. Il offrit des concessions à l'Autriche, dans le cas où elle obtiendrait la retraite immédiate de l'armée russe. Talleyrand consentait dans ce cas à ne pas exiger l'annexion des Grisons à la république helvétique, à retirer même les troupes françaises de la Suisse et des États romains, à remettre les légations au cabinet de Vienne, et à entrer en négociations avec l'Angleterre et la Porte. On espérait gagner l'Autriche en la désintéressant; c'était d'elle que dépendait la guerre ou la paix. Elle prêta l'oreille aux propositions, mais uniquement pour gagner du temps et attendre son heure, c'est-à-dire le printemps.

L'hiver se passa donc à organiser des armées, pour couvrir toute notre frontière qui s'étendait depuis le Texel jusqu'à Naples. Ce n'était pas chose aisée; car il fallait recruter les conscrits, les exercer et les verser dans les anciens cadres. On voulait avoir six armées, une en Hollande, deux sur le Rhin, une en Suisse, deux en Italie. Une des armées du Rhin et celle de la haute Italie devaient être plus fortes que les autres, étant destinées à prendre l'offensive. La création de la république

helvétique nous obligeait à avoir une armée de plus que dans les guerres précédentes; sans quoi les Autrichiens traversaient la Suisse pour entrer en France.

Il fallait aussi arrêter le désordre qui croissait dans les pays conquis. Les états-majors n'obéissaient plus; l'administration militaire était en proie à un vrai brigandage. La Réveillère imagina de créer des commissions civiles à côté des généraux. Ceux-ci n'en voulurent pas. A Naples, Championnet prétendit expulser le commissaire Faypoult, qui lui reprochait d'avoir établi une contribution de guerre, et de ne pas chasser les émigrés français. Le Directoire destitua le général, tout vainqueur qu'il était, et le remplaça par Macdonald. Joubert, à Milan, envoya sa démission. Les troupes de la haute Italie et celles de Rome furent réunies sous un seul commandement donné à Schérer.

On occupait le Piémont, sans avoir décidé si on le réunirait à la France ou si l'on y constituerait une république. La majorité des habitants préférait la réunion, de peur qu'une république ne les livrât à la tyrannie des Jacobins. Ces derniers se crurent joués par la France, qui les avait soutenus jusque-là, et prirent les armes, mais Grouchy étouffa leur insurrection à Acqui. La réunion à la France ayant été votée au mois de mars 1799, un commissaire français fut envoyé à Turin

Deux États italiens demeuraient indépendants, la petite principauté de Lucques et la Toscane. La France avait besoin de les occuper pour être maîtresse de la Péninsule. Serrurier établit à Lucques, au mois de janvier, une république avec un directoire et deux conseils. Quant à la Toscane, on attendit d'avoir déclaré la guerre à l'Autriche pour la lui déclarer aussi, le 24 mars, sous prétexte que le grand-duc, frère de l'Empereur, n'avait jamais fermé Livourne à nos ennemis. Le grand-duc ne tenta point de résistance; Schérer occupa le pays sans coup férir, et le commissaire Reinhard en prit le gouvernement sans rien changer à l'ordre établi.

Le Pape, qui se trouvait à Sienne, en fut enlevé; on le conduisit à Valence, où il n'arriva toutefois que le 20 juillet, après de longs séjours à Briançon et à Grenoble. Il était affaibli par l'âge et les chagrins. Il se consola en voyant les populations du Dauphiné se presser et s'agenouiller sur son passage. Il mourut à Valence, le 29 août, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

IX. — Le Directoire, après avoir demandé vainement au cabinet de Vienne des explications sur la marche des Russes, finit par lui déclarer la guerre, le 20 février 1799. Le 12 mars, il adressa, pour la forme, aux Conseils, un message qui exposait largement ses griefs contre l'Autriche depuis Campo-Formio. Comme les Conseils étaient réduits à un rôle passif, aucune discussion n'eut lieu. Non que la gravité de la nouvelle guerre ne fût universellement sentie. On savait que les ressources financières étaient insuffisantes, malgré les nouveaux impôts et la mainmise récemment décrétée sur les biens du culte protestant. Le gouvernement avouait qu'il faudrait encore payer avec des bons les rentiers et les fournisseurs. Mais les journaux observaient un mutisme forcé, et le public fort mal renseigné ne se rendait pas compte du délabrement des armées. Il ne savait pas qu'en Italie l'artillerie était insuffisante, la cavalerie mal montée; que les États soumis et les républiques annexes étaient trop mal organisés pour nous être d'un secours réel. Le Directoire et les rapporteurs des commissions donnaient aux Conseils des assurances magnifiques que les députés étaient malheureusement disposés à partager, parce que les annexions récentes avaient excité l'orgueil national, et qu'on s'imaginait volontiers la France invincible.

Le Directoire eût dû se proposer pour but unique de défendre la ligne du Rhin; mais ce but ne lui suffisait pas. Il croyait que la possession de la Suisse lui donnait des positions excellentes pour menacer l'Europe, et que la France, qui avait attendu la première coalition, pouvait sans crainte attaquer la seconde. Il fit donc un plan de guerre offensive qui eût exigé trois cent mille hommes, sans compter les troupes nécessaires pour les garnisons; or, il n'avait que cent soixante-dix mille hommes prêts, plus les conscrits de la dernière levée; ces conscrits, équipés assez tard, rejoignaient leurs corps lentement et ne pouvaient être assimilés aux vieilles troupes. D'ailleurs on ne voulait pas dégarnir l'intérieur à cause des élections. Il en résulta que les forces furent éparpillées, que les armées se trouvèrent insuffisantes; qu'il fallut enfin renoncer très-vite à l'offensive, faute de pouvoir porter aucuns coups décisifs, et se mettre sur la défensive, à laquelle on ne s'était pas préparé.

Le choix des généraux ne fut pas non plus ce qu'il eût dû être. Bonaparte était en Égypte avec Desaix et Kléber. On écarta Moreau; Barras, le jugeant trop peu révolutionnaire, le

réduisit au simple commandement d'une division. Joubert et Championnet montraient trop d'indépendance. Schérer, chargé du commandement le plus important, celui de l'armée d'Italie, était vieux, n'avait que des talents ordinaires, et s'était fait des querelles avec presque tous les états-majors. Les autres choix furent meilleurs. Macdonald eut le commandement de trente mille hommes dans l'Italie méridionale. L'armée de Suisse, de trente mille hommes, fut confiée à Masséna; celle du Danube, de quarante mille, à Jourdan; celles du Rhin et de Hollande, de huit à dix mille chacune, le furent à Bernadotte et à Brune.

L'Autriche comptait deux cent vingt-cinq mille hommes prêts à entrer en ligne, savoir : sur le Danube, soixante-dix-huit mille, commandés par l'archiduc Charles; dans les Alpes, soixante-douze mille, commandés par Hotze et Bellegarde; en Italie, soixante-quinze mille, sous les ordres de Kray. La Russie envoyait soixante mille hommes, plus deux corps qui devaient se joindre, l'un aux Anglais dans la Hollande, l'autre dans l'Italie aux Napolitains.

Jourdan passa le Rhin le 1er mars à Kehl, et remonta par Bâle et la Forêt-Noire jusqu'à Schaffhouse, en marchant vers la vallée du haut Danube, par laquelle s'avançait l'archiduc Charles. Il s'était plaint de l'infériorité de ses forces et de leur mauvais équipement; mais le Directoire ne lui en avait pas moins ordonné de prendre l'offensive, précisément dans l'espérance qu'elle servirait à racheter cette infériorité. Le 22, il rencontra l'ennemi à Ostrach; il fut attaqué et battu. Le 25, il revint à la charge pour occuper Stokach, point important de la jonction des routes entre le Danube et le lac de Constance. Après un combat brillant où les deux armées éprouvèrent des pertes égales, les Français furent encore obligés de se replier; ils le firent sur l'extrémité de la Forêt-Noire, afin de protéger l'armée trop faible et trop exposée de Bernadotte, qui avait passé le Rhin de son côté. Jourdan, voyant qu'il n'était pas poursuivi, s'empressa de laisser ses troupes à l'un de ses généraux, et courut à Paris renouveler ses plaintes.

Masséna, qui s'était plaint aussi vainement de l'insuffisance de ses magasins et de ses munitions, reçut l'ordre d'agir vite, de remonter le Rhin à partir du lac de Constance, et de chasser les Autrichiens du pays des Grisons. Il exécuta ce plan, et remonta les vallées, pendant que Lecourbe, partant du Saint-Gothard, les parcourait en sens inverse. Lecourbe était un

général brillant, qui faisait la guerre de montagnes avec une audace extraordinaire. Après avoir déblayé le haut pays des Grisons, il passa dans la vallée de l'Inn, où il eut les mêmes succès, combinant ses opérations avec celles du général Dessoles, qui balaya la Valteline à la tête d'une division de l'armée d'Italie. Mais Masséna fut arrêté au siége de la petite place de Feldkirch, qui dominait la vallée du Rhin et le passage dans le Tyrol. Ce retard forcé perdit tout. L'archiduc Charles, vainqueur à Stokach, reçut l'ordre de porter ses forces en Suisse; les Français se trouvèrent aussitôt écrasés par le nombre, et hors d'état d'agir tant qu'ils ne seraient pas soutenus par l'armée de Jourdan.

Schérer, qui inspirait peu de confiance aux soldats et manquait de coup d'œil et de décision, comptait quarante-six mille hommes pour franchir l'Adige, comme il en avait reçu l'ordre, devant un ennemi qui pouvait lui en opposer au moins soixante. Il l'entreprit le 26 mars; mais il divisa ses forces, et après avoir enlevé le camp retranché de Pastrengo et fait beaucoup de mal aux Autrichiens, il fut ramené. Il revint à la charge le 30, en changeant son plan, et n'obtint pas un meilleur succès. Kray, appuyé sur Vérone, prit l'offensive à son tour, le battit à Magnano le 5 avril, et le rejeta sur le Mincio. Schérer aurait pu se maintenir sur cette rivière et attendre Macdonald. Il ne l'essaya pas; ébranlé par le mécontentement et les défiances de ses troupes, il se retira jusqu'à l'Adda, pour couvrir Milan. Kray s'arrêta de son côté sur le Mincio, attendant l'armée russe.

Souvarof arriva le 14 avril avec trente mille hommes, et prit le commandement en chef des Austro-Russes, le général autrichien Mélas lui servant de second. Son apparition causa dans la Péninsule un ébranlement général. Des insurrections éclatèrent contre les Français dans le Piémont, dans les États romains, et surtout dans les Calabres. Souvarof força, le 28, à Cassano le passage de l'Adda, et enleva une division française, celle de Serrurier. Moreau, à qui Schérer venait de remettre le commandement, fut obligé d'évacuer Milan. Comme il avait dû laisser des garnisons dans les places, qu'il n'avait pas eu le temps de concentrer ses corps trop éloignés les uns des autres, et qu'il était réduit à vingt mille hommes, il battit en retraite devant des forces très-supérieures, ce qu'il fit du reste avec beaucoup d'habileté, passa le Pô, et alla s'établir à l'angle

que forme ce fleuve avec le Tanaro, entre Alexandrie et Valenza, dans une position difficilement expugnable. Il comptait y attendre Macdonald, qui avait reçu l'ordre de quitter Naples pour le rejoindre. Souvarof entra en triomphe à Milan, y rallia le corps autrichien de Bellegarde, et disposa dès lors de plus de cent mille hommes, sans compter les troupes employées au siége des places. Les Cisalpins, auxquels le Directoire de Paris avait refusé des armes, n'opposèrent aucune résistance aux vainqueurs.

X. — Le congrès de Rastadt était en désarroi depuis l'ouverture des hostilités. Les représentants des divers États se retiraient successivement. Les trois envoyés français, Bonnier, Roberjot et Jean de Bry, après avoir demandé inutilement un sauf-conduit au colonel autrichien qui commandait la place, partirent le 28 avril à neuf heures du soir. A peine étaient-ils hors des portes, que des hussards accoururent avec des flambeaux, arrêtèrent leurs voitures, enlevèrent leurs papiers, les firent descendre, les frappèrent à coups de sabre et les laissèrent pour morts sur le terrain. Les deux premiers périrent; Jean de Bry échappa et rentra à Rastadt tout sanglant. A sa vue, il n'y eut qu'un cri d'indignation. L'Autriche chercha peu à s'excuser de cette violation du droit des gens. Il n'est pas douteux qu'elle eût donné l'ordre d'outrager les plénipotentiaires français et de s'emparer de leurs papiers, pour se venger de ce qu'ils l'avaient compromise vis-à-vis de l'Empire en livrant le secret de quelques négociations particulières.

La nouvelle de l'attentat, arrivant en France avec celle de nos défaites, y causa l'irritation la plus violente, et y surexcita les dispositions belliqueuses. Le Directoire ne manqua pas de s'en prévaloir.

Mais ce fut contre lui surtout que l'opinion publique se déchaîna. Elle lui reprocha des revers auxquels nous n'étions pas habitués et qu'il n'était pas possible de pallier. Elle lui imputa la mauvaise organisation des armées, l'insuffisance des magasins, des vivres, des objets d'équipement, des chevaux, le choix malencontreux de Schérer pour commander en Italie. Elle le rendit responsable des concussions, refusant de croire qu'il eût voulu les empêcher ou les poursuivre sérieusement. Elle l'accusa même d'avoir imaginé l'expédition d'Égypte, pour reléguer Bonaparte en Orient, et priver la France de ses meil-

leurs officiers et de ses meilleures troupes. Ces plaintes étaient plus ou moins autorisées par la présence à Paris des généraux qui venaient comme Jourdan exposer leurs griefs. Enfin les témérités de la politique extérieure, ses faux calculs, les défis adressés à l'Europe, devinrent l'objet des plus fortes récriminations.

Il y eut dans ces attaques un emportement, des exagérations et des contradictions inévitables. Les généraux, les administrateurs, les patriotes surtout, qui n'étaient pas les derniers à les répéter, méritaient aussi leur part de reproches. Mais la responsabilité principale appartenait indubitablement au Directoire. Il était responsable d'avoir flatté et encouragé au dehors les passions révolutionnaires par système, d'avoir opprimé nos alliés, provoqué l'ennemi, et formé des plans déplorables. Il s'était mis dans une de ces conditions où le triomphe est une nécessité, et où l'on n'est absous que par le succès. Malheureux, on lui fit porter la haine de ses fautes. Les directeurs étaient des hommes usés. On les déclara des hommes impuissants, incapables de tout, et principalement de faire la guerre. Comme ils n'avaient point de militaires parmi eux, car à peine pouvait-on donner ce nom à Barras, on affecta de les appeler comme par mépris les *avocats*.

Barras, le plus nul, le plus corrompu et le plus coupable des cinq, fut pourtant plus épargné que les autres, parce qu'il n'avait pas la même roideur, qu'il entretenait habilement des relations avec des gens de toute sorte et de toute opinion, enfin qu'il affectait de se détacher de ses collègues jusqu'à la perfidie. Il s'associait en public aux critiques dirigées contre Rewbell ou La Réveillère, et à plus forte raison contre leurs agents les plus attaqués, comme Rapinat.

Les élections de l'an VII (1799) se firent sous le coup de cette opposition. Les patriotes l'emportèrent presque partout; ils firent nommer les militaires de leur opinion, comme Jourdan et Augereau. Le Directoire, n'ayant aucun moyen de peser sur les choix, ne compta qu'un très-petit nombre d'hommes à lui parmi les élus. On l'obligea de blâmer publiquement des circulaires qu'il avait inspirées. On lui prêtait l'idée de tous les coups d'État imaginables, parce qu'on ne concevait pas qu'il pût se maintenir autrement. On l'accusait de vouloir se donner une garde suisse, et se proroger pour cinq ans.

Sieyès fut élu le 16 mai à la place de Rewbell, que le sort

élimina. Les amis qu'il avait dans le conseil des Anciens firent valoir en sa faveur la neutralité de la Prusse, obtenue, disaient-ils, par son ascendant. Comme il avait refusé autrefois d'entrer au Directoire, le public jugea que s'il acceptait maintenant, c'était pour modifier le gouvernement et exécuter les plans qu'il avait en tête.

XI. — Masséna, qui commandait trente mille hommes en Suisse, se vit entouré un instant par les trois armées autrichiennes de Bellegarde, de Hotze et de l'archiduc, qui en comptaient près de cent mille. Heureusement ces armées marchaient sans ensemble. Il rappela Lecourbe qui s'était trop aventuré dans l'Engadine, et il obtint du Directoire que l'ancienne armée de Jourdan fût jointe à la sienne et placée sous son commandement. Mais il ne pouvait plus prétendre à chasser l'ennemi du territoire helvétique. Après avoir essayé en vain de défendre la ligne du Rhin et d'empêcher les jonctions de Hotze et de l'archiduc, il se replia sur la Limmat et la Linth, et se retrancha sur les hauteurs, en avant de ces rivières et du lac de Zurich. L'archiduc le força encore, après deux jours de combat, le 4 et le 5 juin, à quitter ces positions. Alors, abandonnant Zurich, il alla se retrancher derrière les mêmes rivieres, sur les hauteurs à peu près inexpugnables de l'Albis, où il tint bon plus de trois mois. Lecourbe se replia de son côté sur la Reuss pour communiquer avec lui, jusqu'à ce que le départ de Bellegarde pour l'Italie lui permît de reprendre le cours de ses succès dans les montagnes. A mesure que nos troupes reculèrent, les petits cantons se soulevèrent contre nous.

En Italie, Moreau se maintint dans ses positions de l'Apennin. Le 12 mai, les Russes essayèrent de passer le Pô à la faveur des îles et de le déloger. Il tomba sur eux et leur écrasa deux ou trois mille hommes.

Souvarof, laissant alors une partie de ses forces devant Tortone pour le contenir, courut avec l'autre à Turin, qu'il occupa sans coup férir, moins la citadelle, et s'avança jusqu'aux Alpes. Il avait envoyé les détachements nécessaires pour assiéger toutes les places fortes. Pizzighettone, Casal, la citadelle de Milan, Ferrare se rendirent en quelques jours. Mantoue et Alexandrie résistèrent plus longtemps.

Toute l'espérance des Français était dans Macdonald qui arrivait de Naples; mais il n'atteignit Florence que le 25 mai,

ayant laissé des garnisons au fort Sainte-Elme, à Capoue, à Gaëte. De Florence il passa l'Apennin, déboucha dans la plaine de Plaisance, et rallia quelques corps que Moreau avait détachés dans les montagnes pour le renforcer. Moreau avait dû chercher une autre route pour le gros de ses troupes, son artillerie, ses chevaux et ses bagages; il s'était replié sur Novi, afin de se réserver une retraite possible sur Gênes par le col de la Bocchetta.

Macdonald se vit à la tête de trente-deux mille hommes. Il commença par battre deux corps allemands inférieurs; mais Souvarof rallia promptement le gros de ses forces, et voulant profiter de sa supériorité numérique, eut avec les Français sur la Trebbia, les 17, 18 et 19 juin, trois engagements qui furent de véritables batailles. Impétueux, et comptant peu la vie de ses soldats, il aventura plusieurs divisions sur des coteaux où Macdonald lui opposa la plus opiniâtre résistance. Au bout des trois jours, les deux armées avaient perdu environ dix mille hommes chacune. Mais la perte était proportionnellement plus forte et plus sensible pour les Français. Ils repassèrent l'Apennin, abandonnant une partie de la division Victor que les Russes avaient rompue et qu'ils firent prisonnière. Moreau dut se borner à inquiéter les flancs de l'ennemi, de manière à lui faire lâcher prise, après quoi il repassa l'Apennin à son tour, et rejoignit les débris de Macdonald près de Gênes, le 27 juin. Le 21, la citadelle de Turin s'était rendue aux Russes.

Les succès de Souvarof jetèrent l'alarme dans les départements de la frontière. Ils se crurent déjà envahis. Chambéry, Grenoble, Orange, envoyèrent aux Conseils des adresses pleines des reproches les plus violents contre les gouvernants, et surtout contre Schérer, qu'on déclarait responsable du mauvais état des armées.

Dès le 14 mai, Berlier, faisant un rapport aux Anciens sur les finances, prétendit qu'on criait partout : « Vengeance, des hommes, de l'argent. » Comme les nouveaux impôts ne rapportaient pas ce qu'on avait cru, il proposa et il obtint une augmentation sur les contributions foncière, personnelle et mobilière, sur l'enregistrement, la taxe des lettres et le timbre.

Mais si les Conseils, où l'on accusait les *marchés scandaleux* de Schérer, devenaient déjà les échos de l'irritation publique, l'opposition y leva tout à fait la tête après le 1er prairial, c'est-à-dire après l'arrivée des nouveaux élus. On demanda comment

le personnel et le matériel des armées étaient tombés dans un si grand dénûment, et comment le gouvernement avait pu se laisser ainsi tromper. Dubois-Dubay déclara qu'il fallait faire la guerre aux *fripons,* et que le gouvernement était impossible sans la responsabilité des ministres. Rewbell, qui venait de reprendre sa place dans l'Assemblée, se défendit avec vigueur et non sans noblesse. Il était sorti du pouvoir les mains nettes, et s'il avait conduit les affaires étrangères en révolutionnaire, c'était par une conviction que bien des esprits avaient partagée. Il parvint à se mettre à l'abri personnellement, mais non à sauver le Directoire.

Les Conseils attaquèrent aussitôt les lois de fructidor, les pouvoirs extraordinaires sur la presse et les sociétés populaires. Ils trouvèrent monstrueuse la faculté arbitraire conférée aux directeurs de déporter les prêtres, d'accorder ou de refuser la radiation aux émigrés rentrés. La majorité soutint que c'étaient là des pouvoirs tyranniques et que les directeurs en avaient abusé. Les partisans du Directoire répondirent ce qu'on répond en pareil cas, que ces pouvoirs, sans doute exceptionnels, avaient été nécessaires; qu'ils l'étaient encore et même plus que jamais. Mais ces arguments étaient usés, et les lois de fructidor furent abolies avant qu'on eût eu le temps d'en faire d'autres pour les remplacer.

Le Directoire, avec son système de bascule, ses moyens de police et ses coups d'État, s'était aliéné tout le monde, aussi bien les révolutionnaires que les contre-révolutionnaires. Même les patriotes étrangers le blâmaient. Au lieu d'appeler et de rallier à lui la masse des hommes d'ordre, toujours prêts à soutenir le gouvernement de fait, il l'avait écartée et rendue au moins indifférente. Il s'était enfermé dès le premier jour dans un cercle étroit, et il l'avait continuellement rétréci davantage. Enfin, il s'était aliéné l'armée, et ne trouvait plus partout que malveillance ou hostilité. Après s'être maintenu longtemps en équilibre, il tombait tout à coup faute d'appui.

Les apologistes de fructidor, comme Boulay de la Meurthe, Berlier et d'autres, étaient maintenant au premier rang des opposants. Ils disaient que si l'on avait dû en fructidor s'écarter des principes, le temps était arrivé d'y revenir; que la suppression de la liberté est dangereuse quand elle dure, et tyrannique quand la nécessité ne la justifie plus. Ainsi, le Directoire

était abandonné de ses propres amis, qui maintenant marchaient d'accord avec Jourdan, Augereau et les patriotes.

Le 3 juin, Boulay demanda, au nom d'une commission, que les Conseils fussent instruits des dangers de la France et des moyens qu'on avait d'y pourvoir. Français de Nantes lut une adresse ampoulée du Corps législatif au pays.

Il formula le programme de la nouvelle opposition, en disant : « La responsabilité des agents exécutifs sera organisée; les comptes des ministres seront solennellement publiés et sévèrement examinés; la plus rigoureuse économie sera apportée dans la fixation des dépenses; la liberté des personnes et des opinions sera garantie par des lois sévères. » Il ajoutait que les pouvoirs ne sortiraient plus de leurs limites réciproques. « La tyrannie commence là où les pouvoirs sont envahis ou accumulés; la liberté de tous, comme la sûreté de chacun, est dans leur équilibre. »

Le 16, les Conseils, n'ayant reçu aucune réponse à la mise en demeure qu'ils avaient adressée au Directoire, se déclarèrent en permanence, et une crise parut imminente.

Sieyès était arrivé au pouvoir comme un maître, en sa qualité d'homme célèbre, et parce qu'on attendait de lui qu'il dénouerait la situation. Ses collègues se trouvèrent rabaissés par cette double supériorité. Plusieurs des représentants les plus influents, entre autres Lucien Bonaparte, qui s'était fait, par son nom, sa fortune, son esprit entreprenant et quelque talent oratoire, un des chefs des patriotes, lui persuadèrent, sans beaucoup de peine, qu'il devait travailler à un renouvellement immédiat et sérieux du Directoire, en obligeant Treilhard, La Réveillère et Merlin à se démettre, tant ils s'étaient fait d'ennemis, surtout les deux derniers. La constitution de l'an III, qui attribuait la responsabilité principale aux directeurs et non aux ministres, avait créé la nécessité de changer le Directoire lui-même, quand un changement de ministère eût suffi autrement.

Le 16, les Conseils s'aperçurent qu'une légère irrégularité avait été commise l'année précédente dans l'élection de Treilhard, et ils la cassèrent. Treilhard se démit sans difficulté; on élut à sa place Gohier, jurisconsulte connu, mais dont le principal titre était de plaire aux patriotes. Pour La Réveillère, il commença par opposer à la proposition de se démettre un refus inébranlable; car il avait l'entêtement de la conviction et de

l'honnêteté. Il attachait son honneur à ne pas reculer. Ni les avis, ni les prières de Sieyès, de Barras, de Gohier, et d'autres, ni une dénonciation faite contre lui dans les Conseils, ni la menace d'une accusation ne l'ébranlèrent.

Le 18, la séance fut d'une vivacité extraordinaire. Les Conseils n'avaient encore reçu du Directoire que l'annonce qu'il se tenait aussi en permanence, et un message court et vague pour démentir les *projets liberticides* qu'on lui attribuait. Un député, examinant les pièces de Schérer, dit : « En remontant aux causes de nos désastres, nous trouvons de grands coupables ou de grands imbéciles, et même l'un et l'autre. Le gouvernement a été trompé, ou il a voulu l'être. » Le message directorial signalait comme cause de la faiblesse des armées la pénurie des finances, l'action occulte des Anglais qui payaient chez nous des traîtres, et les divisions qui s'étaient élevées entre les pouvoirs. Bertrand du Calvados, réfutant ces assertions, s'écria : « Palissez, imprudents et ineptes triumvirs, vous avez anéanti l'esprit public, vous avez muselé la liberté, persécuté les républicains, brisé toutes les plumes, étouffé la vérité, encouragé les haines. Vous avez mutilé la représentation nationale, vous avez calomnié le peuple. Le Corps législatif, l'opinion publique vous repoussent, vous n'avez plus la confiance. » C'était une mise en demeure d'abdiquer. Boulay de la Meurthe ajouta : « Nous jurons tous que la représentation nationale ne sera point mutilée. » L'Assemblée se leva en criant : « Nous le jurons. » Il continua : « Depuis le 18 fructidor, époque à laquelle la dictature a été créée, le Corps législatif a été tenu dans un asservissement continuel. L'amour de la paix lui a fait garder le silence. Longtemps il a cru que le Directoire n'userait de la pleine puissance qui lui avait été accordée que pour le maintien de la paix et l'affermissement de la république; il en a abusé pour faire disparaître la première et conduire la seconde sur les bords de l'abîme. » Boulay dénonça Merlin, « homme à petites vues, à petites passions, à petites vengeances, à petits arrêtés », et La Réveillère, entêté et fanatique, foulant aux pieds les règles du bon sens et la liberté des consciences. Il flétrit les actes arbitraires, les détentions illégales, les violations de la propriété. Français de Nantes fit voter, sans rapport, la résolution suivante : « Toute autorité, tout individu, qui attenterait à la sûreté et à la liberté du Corps législatif ou de quelqu'un de ses membres, en en donnant l'ordre ou en l'exécutant, est mis

hors la loi. » Les Anciens approuvèrent la résolution le jour même.

La Révellière finit par céder à une députation nombreuse des Conseils. Merlin, devenu presque aussi odieux que lui, bien que par d'autres raisons, avait attaché son sort au sien. Les deux démissions, envoyées ensemble et presque dans les mêmes termes, furent accueillies par les Conseils avec une vive allégresse. La Révellière se retira fièrement, et refusa les cent mille francs alloués aux directeurs sortant de charge.

On procéda immédiatement à l'élection de leurs successeurs. Les choix se portèrent sur Roger-Ducos et le général Moulins, hommes peu connus, dont le premier fut désigné comme ami de Sieyès, c'était un ancien Girondin; le second, parce qu'on voulait un général, et qu'on le savait trop patriote et trop obscur pour abuser de son autorité sur l'armée. Il était d'ailleurs jacobin comme Gohier, et les jacobins, qui se défiaient de Sieyès, avaient dicté ce choix pour être représentés dans le nouveau Directoire.

Lucien Bonaparte fit un rapport au nom de la commission des Onze, chargée d'examiner les propositions de Boulay. Il conclut que la cause du mal n'était pas dans le déficit, mais dans l'ineptie des gouvernants et dans l'abus que la majorité du Directoire avait fait de pouvoirs exceptionnels pour se soutenir hors de la Constitution, et « concentrer le gouvernement dans le seul pouvoir exécutif, comme si dans une république le gouvernement appartenait à un seul pouvoir » ; qu'elle était encore dans le bouleversement de la Cisalpine, le pillage de l'Helvétie, le mépris de nos alliés à qui l'on faisait détester le nom français. Désormais tout serait changé; la république était raffermie ; les secousses politiques allaient disparaître et le réveil de l'opinion amener celui de la liberté.

Telle fut la journée ou la révolution du 30 prairial.

XII. — Le nouveau Directoire réorganisa immédiatement un ministère. Ramel et Talleyrand, très-attaqués aux finances et aux affaires étrangères, donnèrent leur démission. Ramel fut remplacé par Robert Lindet, Talleyrand par Reinhard, qu'il recommanda comme le plus capable de lui succéder. Cambacérès, jusque-là tenu à l'écart, fut appelé à la justice, et Bernadotte à la guerre. Les généraux disgraciés, Joubert et Championnet, reçurent le commandement, l'un de l'armée qu'on

reformait en Italie, l'autre d'une armée auxiliaire qu'on devait former dans les Alpes. Moreau, ne s'entendant plus avec Macdonald, fut rappelé pour commander une armée du Rhin, qu'on se proposait aussi de reconstituer.

Sieyès cherchait à s'attacher Joubert, dans la prévision qu'il aurait besoin d'un général à un jour prochain. Il sentait que la constitution de l'an III, fort ébranlée, sinon détruite, par des coups d'État successifs, n'inspirait plus de confiance et ne pouvait donner la stabilité. Il comprenait que le gouvernement avait passé en réalité aux mains du Corps législatif et que c'était un grand danger. Il voyait que l'idée de révolutionner l'Europe était une utopie, que la coalition était redoutable, et qu'on se berçait de chimères. Il jugeait que la plupart de ses collègues étaient faibles et usés, que le temps était venu de remplacer au pouvoir des jacobins, esprits faux, par des hommes de talent, comme Talleyrand et Cambacérès qu'il eût voulu appeler au Directoire, mais ces noms offusquaient la jalousie des Conseils. Enfin, il était convaincu que le gouvernement était à refondre et qu'il faudrait en venir là au plus tôt, en ne sauvant de la révolution que l'œuvre sociale. Il avait une constitution toute prête, éclose dans son cerveau. Il ne cessa de manœuvrer dans ce sens avec sa circonspection naturelle. Barras, qui n'avait ni les convictions ni les entêtements de ses anciens collègues, qui pressentait aussi l'imminence d'un grand changement et ne cherchait qu'à se maintenir, crut que le plus simple était, pour lui, de marcher à la suite d'un homme dont il appréciait la supériorité.

Les Conseils commencèrent par prêter leur appui au nouveau Directoire qui était leur œuvre. Ils se firent envoyer des adresses de félicitations à propos de la révolution de prairial. Français de Nantes annonça, le 21 juin, que la commission dont il était l'organe s'occupait d'établir des garanties contre les abus de pouvoir, d'assurer la liberté des Conseils, celle des réunions et sociétés politiques et celle des cultes.

Le 27, un message du Directoire exposa que la situation intérieure étant fort grave, il était urgent de réorganiser les administrations, composées d'hommes faibles, de stimuler la mollesse des tribunaux, de détruire les brigandages qui avaient reparu dans les départements du Midi et de l'Ouest, de conjurer la guerre civile prête à recommencer, et favorisée par le grand nombre des conscrits réfractaires. Aussitôt Jourdan proposa un

emprunt forcé de cent millions, emprunt progressif calculé d'après la fortune de chacun et remboursable en biens nationaux, puis la levée générale, non-seulement de deux cent mille hommes, mais de toutes les classes de vingt à vingt-cinq ans.

Une loi sur la répression du brigandage et des assassinats fut discutée et votée le 10 juillet. On voulait que toute commune pût être obligée de livrer à titre d'otages des ex-nobles, des parents d'émigrés ou d'autres personnes suspectes, qui seraient frappées d'amendes si des actes de brigandage ou de rébellion se commettaient sur son territoire. Cette loi, il est vrai, ne passa pas sans une forte opposition. On représenta, surtout au conseil des Anciens, qu'elle était contraire à la constitution et souverainement injuste, puisque ceux qu'elle frapperait n'étaient pas les vrais coupables; qu'elle n'aurait aucune efficacité; que c'était le renouvellement de la Terreur et du régime des suspects. Mais la majorité se laissa entraîner par la raison prétendue qu'on ne pouvait employer de voie plus douce et plus humaine. On ajoutait que c'était une loi exceptionnelle, s'appliquant à un cas que la constitution n'avait pu prévoir. « Si vous ajournez la répression, disait Jourdan aux députés qui hésitaient, ajournez donc aussi les assassinats. »

Les Conseils firent encore d'autres lois diamétralement opposées à celles de fructidor, pour assurer la sincérité des élections, garantir aux militaires leurs grades, empêcher la fraude dans les marchés et interdire aux fonctionnaires de tout ordre de s'y intéresser.

Cependant on était loin de se sentir sur un terrain solide. Les partis relevaient la tête, par une conséquence naturelle de la liberté. La *loi des otages* n'eut d'autre effet que d'assurer des recrues à la chouannerie.

Les royalistes reprirent leurs espérances. Mais ils étaient alors peu représentés dans les Conseils, et leurs chefs les plus prudents continuaient à se rattacher à la constitution de l'an III. Si d'autres étaient pressés d'en sortir, ils attendaient les événements. Quelques-uns s'imaginaient qu'une réforme de la constitution amènerait la création d'une présidence héréditaire. Quant aux hommes d'action du parti, ils étaient avec les chouans.

Les patriotes se montrèrent beaucoup plus entreprenants. Ils se sentaient fortement représentés dans les Conseils, surtout

aux Cinq-Cents, et même dans le Directoire. Ils croyaient donc que leur heure était venue, et ils se montraient d'autant plus pressés d'être les maîtres, qu'ayant brûlé leurs vaisseaux avec tout ce qui n'était pas la révolution, ils redoutaient le gouvernement des modérés autant que celui des royalistes. Leur passé les enchaînait; ils avaient, comme dit la Fayette, une conscience constitutionnelle. En conséquence, ils organisèrent dans la salle du Manége une société avec un président, des secrétaires et des correspondances. Les hommes les plus compromis du parti, comme Bouchotte et Drouet, y furent accueillis avec transport. On y réclama la mise à exécution de toutes les mesures terroristes, le désarmement des royalistes, l'armement des gardes nationales avec des piques et des canons, la mise en accusation des anciens directeurs ou des généraux, les lois les plus dures contre l'émigration. Les journaux du parti, surtout celui des *Hommes libres,* appuyèrent cette résurrection du jacobinisme; toutefois, en présentant des mesures révolutionnaires, ils affichaient la prétention de ne pas sortir de la constitution et de ne jamais rétablir la guillotine.

Outre les directeurs Gohier et Moulins, les patriotes avaient pour eux les généraux Jourdan, Augereau, Bernadotte lui-même, malgré sa réserve, et le gouverneur de Paris, Marbot. Bernadotte était naturellement prétentieux, mécontent et frondeur. Ils comptaient aussi sur Barras, qui avait de vieilles relations avec eux et l'habitude de ménager les partis qu'il croyait forts. Mais Barras, qui s'était fait l'homme de Sieyès, les abandonna, jugeant que l'avenir était ailleurs, et cédant aux conseils de Fouché, auquel il donnait toute sa confiance. Fouché, avec sa grande sûreté de coup d'œil, lui représenta que les patriotes étaient un parti usé, sans force réelle. Barras lui fit donner le ministère de la police. Il convenait parfaitement à l'emploi, étant astucieux et fin, fort au courant des secrets des jacobins qu'il connaissait tous, et toujours prêt à trahir ses amis de la veille au profit de ceux du lendemain. Il méritait déjà ce que Bonaparte a dit de lui à propos de sa manie d'intriguer et d'être de tout, « qu'il marchait dans les souliers de tout le monde ».

Sieyès l'agréa pour se débarrasser des *patriotes,* qu'il détestait et redoutait comme des hommes ingouvernables. Il eut le courage de leur dire leur fait et de pulvériser leurs thèses absurdes, dans plusieurs discours qu'il prononça aux fêtes du 14 juillet, du 28 juillet (9 thermidor) et du 10 août. Il flétrit le

temps où s'étaient accréditées « ces désastreuses maximes, que les lumières doivent céder à l'ignorance, la sagesse à la folie, la réflexion à l'emportement... où tous ceux qui avaient servi ou étaient capables de servir la patrie étaient déconsidérés, outragés, persécutés, où l'autorité la plus tutélaire était la plus haïe par cela même qu'elle était autorité, où toutes les notions étaient confondues, au point que tous ceux qui ne devaient être chargés de rien se chargeaient obstinément de tout ». Il stigmatisa les terroristes, ces hommes « insensés et féroces, qui créaient des obstacles, détruisaient les moyens, s'irritaient des résistances, et punissaient la France de leur incapacité à gouverner ». Il combattit énergiquement ceux qui pensaient « qu'affermir un gouvernement est une lâcheté, et que détruire est toujours une gloire; qui, ennemis effrénés de tout ce qui est ordre ou même apparence d'ordre, voulaient gouverner par des cris et non point par des lois ». Ces philippiques eurent d'autant plus de succès qu'on connaissait la circonspection avérée de leur auteur.

Sieyès fit fermer la salle du Manége. La chose eut lieu sans bruit par un simple décret des inspecteurs du conseil des Anciens, se fondant sur ce que le Manége dépendait des Tuileries. Les Conseils demandèrent des explications. Courtois représenta que le droit de s'assembler n'était pas celui de conspirer; or, les jacobins conspiraient, faisaient des dénonciations et prétendaient épurer les services publics. « Que le gouvernement, dit-il, tolère les sociétés politiques, la constitution le lui ordonne; mais qu'il ne leur permette pas de se constituer comme une autorité publique, de s'affilier, de former un gouvernement. Au delà du cercle tracé par la loi, il y a une conspiration. »

Les patriotes expulsés du Manége allèrent reformer leur club rue du Bac, dans une autre salle appelée le Temple de la Paix. Sieyès les y poursuivit encore, fort de son premier succès et sachant qu'il serait appuyé par un public justement alarmé; car la réapparition des jacobins avait causé des désordres à Amiens, à Bordeaux, à Marseille. Fouché fit un rapport sur la réunion de la rue du Bac, qui violait la constitution et ne servait, disait-il, qu'à raviver les haines affaiblies par le bienfait du temps. Le 12 août, on nomma gouverneur de Paris, à la place de Marbot, le général Lefebvre, soldat très-brave, mais sans opinion. Le 13, Fouché ferma le nouveau club, et les

directeurs se firent autoriser à entreprendre des visites domiciliaires à Paris. Il n'y eut ni résistance ni désordres. La population se montra rassurée et indifférente aux invectives dont les journaux jacobins accablèrent Sieyès, Barras et Fouché.

XIII. — La guerre demeura quelque temps comme suspendue. En Suisse, Masséna gardait la défensive sur ses positions de l'Albis. Il envoya Lecourbe occuper le Saint-Gothard et gêner les communications des ennemis avec l'Italie.

En Italie, Joubert n'arriva pour remplacer Macdonald, disgracié, qu'aux premiers jours du mois d'août. L'armée, grâce aux renforts, se trouva portée à quarante mille hommes bien organisés, outre les quinze mille que Championnet formait dans les Alpes. Joubert passa l'Apennin, et alla se placer en avant de Novi; là il apprit qu'Alexandrie avait capitulé le 23 juillet et Mantoue le 28, ce qui permettait à Souvarof de se grossir des deux corps de siége et lui assurait la supériorité des forces. Il prit aussitôt la résolution de se retirer dans l'Apennin, mais Souvarof ne lui en laissa pas le temps, et l'attaqua, le 15 août, avec plus de soixante mille hommes.

La bataille commencée de grand matin dura tout le jour, et des deux parts l'acharnement fut extrême. Joubert fut tué dès le début. Moreau, qu'il avait voulu garder avec lui, prit le commandement et rejeta l'ennemi en bas du plateau à plusieurs reprises; mais les Austro-Russes, servis par une artillerie supérieure, revinrent sans cesse à la charge, et vers le soir Mélas prit les Français en flanc. Moreau, obligé de battre en retraite, ne put le faire sans une certaine confusion; il perdit beaucoup de prisonniers. Cette journée nous coûta plus de huit mille hommes, tués, blessés ou pris. Les pertes de l'ennemi étaient supérieures.

Les Français purent se rallier, repasser l'Apennin sans être poursuivis, et garder l'État de Gênes, protégé par une barrière de montagnes. Mais la perte du reste de l'Italie s'acheva. Souvarof prit Tortone le 23 août, ne nous laissa que Coni, et annonça l'intention de réinstaller le roi de Sardaigne.

Les garnisons laissées par Macdonald à Naples, à Rome et à Florence, en furent chassées. Naples, assiégée par les Anglais et les montagnards sous les ordres du cardinal Ruffo, capitula le 15 juillet. Le roi y rentra le 27; la reine et Nelson exercèrent les plus grandes rigueurs contre leurs ennemis. A Rome, le

général Garnier résista quatre mois; à la fin, un corps autrichien l'obligea à signer une capitulation (le 2 octobre).

Les choses ne se passaient pas mieux en Hollande. Les Anglais débarquèrent, le 27 août, vingt mille hommes dans la North-Hollande vers le Helder; ils attendaient dix-sept mille Russes que leurs transports étaient allés chercher. Le prince d'Orange, avec un corps à lui dévoué, entra dans l'Over-Yssel. Le 30, les équipages de la flotte hollandaise se révoltèrent et obligèrent leurs officiers de livrer les vaisseaux aux Anglais. Brune, qui comptait en tout treize mille Français dont une partie tirée des places, et dix mille Hollandais auxiliaires, attaqua le camp de Zip, où les Anglais s'étaient établis et retranchés, au milieu d'anciens marais coupés de digues et de canaux. Il fut repoussé le 8 septembre et obligé de se retirer sur Amsterdam.

On comprend le contre-coup que ces malheurs produisirent à Paris. L'effervescence y fut au comble. Les différents griefs de mise en accusation contre les anciens directeurs venaient d'être discutés par la majorité des Conseils; les nouveaux directeurs furent tenus à leur tour en suspicion, même par leurs amis. Français de Nantes se plaignit qu'ils n'eussent pas fait poursuivre tous les dilapidateurs, et déclara qu'il fallait redoubler de surveillance.

Le 3 septembre, les nouveaux directeurs adressèrent un message aux Conseils. Si, disaient-ils, on ne résiste pas à l'ennemi du dehors et si l'insurrection éclate au dedans, la cause en est dans la corruption de l'esprit public. Or, cette corruption est l'ouvrage de la presse, qui répand des maximes empoisonnées et des prédications hostiles au régime actuel. Des feuilles périodiques, des pamphlets criminels sèment les divisions entre les citoyens, soufflent la haine contre le Corps législatif et le Directoire, en traînent les membres dans la boue, empêchent le départ des conscrits, provoquent le retour à la royauté, travaillent à détruire les pouvoirs qui conservent la constitution. Donc les directeurs, appliquant aux journalistes, en l'absence d'une loi spéciale dont les Conseils s'étaient jusque-là occupés sans résultat, les peines édictées par l'article 145 de la constitution contre les auteurs et les complices de complots, lançaient des mandats d'amener et d'arrêt contre les imprimeurs et rédacteurs de treize journaux et mettaient les scellés sur leurs presses. Les représentants patriotes ne manquèrent pas de s'écrier

que c'était une tyrannie; que le Directoire ne voulait pas laisser la presse libre, parce qu'il méditait une paix honteuse ou un coup d'État. Cependant les soixante-huit incriminés furent déportés à Oléron, et la commission chargée de faire un rapport sur la liberté de la presse ne le fit pas

Le 10 du même mois, le Directoire annonça que les visites domiciliaires autorisées à Paris avaient été suivies de cinq cent quarante arrestations, et que la loi des otages serait appliquée à dix-huit départements.

Le 13, Jourdan proposa de déclarer la patrie en danger. « Nos places, dit-il, sont livrées par la trahison. A l'intérieur, une vaste conspiration royale embrasse dans ses fils toute la République. » Le moment était venu de ramener l'enthousiasme, d'imprimer un nouvel élan au patriotisme. Les républicains devaient se lever en masse.

Cette motion remplit pendant deux jours l'assemblée des Cinq-Cents de tumulte et d'orages. C'était une évocation maladroite des traditions révolutionnaires. Chénier la combattit comme une défiance injurieuse à l'égard des gouvernants. Lucien Bonaparte soutint qu'il fallait fortifier le gouvernement, non l'ébranler. On lui répondit qu'on avait déjà fait de malheureux essais de dictature directoriale, et que la déclaration respectait la constitution. Il affirma qu'elle serait sans effet, si l'on n'y joignait d'autres mesures révolutionnaires sur lesquelles on devait s'expliquer. Daunou ajouta que ces mesures s'enchaîneraient fatalement; il rappela que la Convention s'était vue entraînée par des propositions de ce genre à des extrémités qu'elle ne soupçonnait pas. Curée, Chazal montrèrent qu'on allait produire une panique, des suspicions et des accusations réciproques, créer une détresse financière, et qu'il faudrait, pour en sortir, rétablir un comité de salut public et un tribunal révolutionnaire. Boulay soutint encore que la déclaration, loin de faire aucun bien, ferait le plus grand mal; qu'elle ne donnerait ni un homme ni un écu de plus; qu'il fallait calmer le peuple et non le surexciter; que nos revers n'étaient pas dus à la trahison, mais à de faux calculs, et à ce qu'on avait occupé une ligne militaire trop étendue pour nos forces; qu'à l'intérieur on pourrait toujours faire des lois sévères si elles étaient nécessaires. Un incident faillit envenimer la discussion. Jourdan annonça que Bernadotte venait d'être renvoyé du ministère de la guerre, sans doute comme patriote, et exprima ses craintes sur la pos-

sibilité d'un coup d'État. L'Assemblée se leva ; tous les membres s'écrièrent qu'ils sauraient mourir à leur poste. Lucien Bonaparte répéta le mot qu'avait rappelé Jourdan : la liberté ou la mort, et Augereau, apres une prétendue explication de son rôle en fructidor, où il avait écrasé un complot, fit le serment de défendre les Conseils. La motion du danger de la patrie fut rejetée, mais l'agitation s'était communiquée au dehors, et les députés qui l'avaient repoussée furent hués à la sortie de la salle.

XIV. — Heureusement la fortune revint à nos armes.

Masséna faisait en Suisse des sorties habiles et heureuses, mais qui n'avançaient à rien. De faux calculs de l'ennemi lui préparèrent un triomphe. Les Autrichiens se querellaient avec les Russes leurs alliés ; leurs généraux se plaignaient de l'arrogance de Souvarof et ne voulaient plus servir sous ses ordres. Le conseil aulique voyait aussi avec jalousie qu'il prétendît régler les affaires de l'Italie, et relever sans conditions le trône du roi de Sardaigne. Après la bataille de Novi, jugeant que l'armée de Mélas suffisait pour achever l'expulsion des Français de la Péninsule, il forma un plan d'après lequel Souvarof devait passer en Suisse, y joindre Korsakof qui venait d'y arriver le 16 août, et opposer ainsi à Masséna toutes les troupes russes réunies. Pendant ce temps le prince Charles, devenu disponible, marcherait sur le Rhin pour y repousser une agression des Français attendue vers Manheim et pour appuyer l'armée anglaise qui opérait en Hollande. Ce plan offrait l'avantage d'éviter les luttes entre des armées de nationalité différente et de n'en faire marcher que deux sur quatre, à des distances relativement peu considérables. Les Anglais l'agréèrent et y firent consentir les Russes.

Masséna, toujours posté sur l'Albis, disposait de soixante-quinze mille hommes, en y comprenant, il est vrai, tous les corps détachés qui occupaient les trois quarts de la Suisse, mais qu'il pouvait concentrer facilement Il sut tirer un parti habile des mouvements de l'ennemi. Il saisit le moment où Korsakof était réduit à vingt-six mille hommes, l'archiduc s'étant éloigné de plusieurs journées vers le nord pour surveiller le Rhin, et Souvarof n'ayant pas encore achevé de passer les montagnes. Quelques détachements russes étant entrés à Zurich, Masséna qui avait trente-sept mille hommes sous la main

passa la Limmat le 25 septembre, jeta la division Mortier en avant de Zurich pour y retenir les Russes qui s'y trouvaient déjà, attaqua lui-même avec vigueur ceux qui étaient restés dehors, les cerna, les foudroya de son artillerie, et les réduisit à s'enfermer dans la ville à leur tour. Ils s'encombrèrent dans les rues avec leurs canons et leurs bagages. Les Français les y enveloppèrent. Le lendemain, les Russes organisèrent une colonne pour faire une trouée désespérée et éviter une capitulation. Une moitié s'ouvrit le passage; l'autre fut refoulée. Masséna pénétra dans Zurich, y acheva sa victoire, enleva cent pièces de canon, les bagages, les administrations, le trésor, et fit cinq mille prisonniers. Korsakof regagna le Rhin avec environ treize mille hommes d'infanterie, les seuls qu'il eût pu sauver. Ce succès, aussi complet que brillant, fut dû à une conception hardie de Masséna, et au talent de ses lieutenants, Foy, Lorges, Mortier, Oudinot, qui l'aidèrent à l'exécuter.

Dans le même temps, Soult, placé sur la Linth en haut du lac, battait un corps autrichien destiné à recevoir Souvarof, et l'obligeait à se replier sur le Rhin.

Souvarof arriva le 26 à Altorf, d'où il comptait marcher sur Schwytz pour prendre les Français à revers; il n'y trouva ni le corps autrichien qui devait l'attendre, ni les moyens de passer le lac. Il était déjà dans la condition la plus fâcheuse; il avait entrepris avec dix-huit mille hommes le passage du Saint-Gothard, y avait employé cinq jours, éprouvé des peines infinies et perdu un grand nombre de soldats. Les généraux Gudin et Lecourbe, habitués à la guerre de montagnes, avaient rompu les ponts devant lui, défendu les passages difficiles, détruit avec leurs tirailleurs une partie de ses chevaux et de son artillerie. Après diverses tentatives pour se frayer une route, et un engagement malheureux près de Glaris avec le général Molitor, Souvarof fut obligé de s'ouvrir par d'affreuses vallées et des défilés à peine praticables un passage jusqu'à Coire. Il acheva de s'y épuiser; il arriva à Coire excédé, ayant sauvé dix mille hommes seulement sur dix-huit, et perdu le reste de ses chevaux et de son matériel. Furieux et ne tenant plus contre les murmures de ses troupes, il jura de ne plus servir avec les Autrichiens qui l'avaient sacrifié.

Ainsi en peu de jours Masséna délivra la Suisse. L'ennemi, refoulé sur le Rhin, se vit réduit à trois corps d'armée mutilés et refusant de se soutenir. Après un dernier et inutile effort

tenté par Korsakof, les Russes, naguère si fiers et alors doublement écrasés, évacuèrent les Grisons et la vallée du Rhin. Ils se retirèrent vers la fin d'octobre. Masséna fut porté aux nues et qualifié de sauveur de la France.

Brune obtint aussi en Hollande des succès moins éclatants, mais sérieux. Il remporta une victoire complète sur les Anglo-Russes à Berghem le 19 septembre; il les défit encore à Castricum le 6 octobre, et il les renferma dans leur camp de Zip, aidé par les troupes hollandaises de terre, qui, au rebours de la marine, se montrèrent très-hostiles aux Anglais. Le duc d'York était un médiocre général; une épidémie et la crainte de manquer de vivres le décidèrent à signer la capitulation d'Alkmaar le 18 octobre. Il stipula le libre rembarquement de ses troupes et la conservation des vaisseaux hollandais, moyennant la restitution de huit mille prisonniers détenus en Angleterre.

XV. — Bonaparte, enfermé en Égypte par la perte de la flotte, s'était consolé en songeant qu'il était complétement maître du pays. Il avait forcé Ibrahim de fuir en Syrie. La haute Égypte servait encore de retraite aux mameluks. Mais dès que l'automne commença, il y envoya Desaix avec une division. Desaix livra à Sédiman, le 7 octobre, une bataille formidable en raison du petit nombre de ses soldats et du grand nombre de ses ennemis. Il la gagna, et sa victoire lui assura toute l'ancienne Thébaïde jusqu'aux cataractes. Les Égyptiens l'appelèrent le Sultan juste; ils appelaient Bonaparte le Sultan de feu.

Bonaparte s'établit au Caire, et s'y occupa de travaux pacifiques; il y créa un bureau de santé et de salubrité. Assidu aux séances de l'Institut d'Égypte, il demanda aux savants d'appliquer les découvertes des sciences modernes à un pays qui ne les connaissait pas, d'améliorer les lacs, les canaux, l'agriculture, les arts mécaniques, de préparer ainsi la prospérité de la colonie qu'il méditait, et de donner aux habitants des preuves frappantes de l'invincible supériorité des Européens dans les arts de la paix comme dans ceux de la guerre. Toutefois, son activité eut peu de résultats. Les transformations semblables ne s'improvisent pas. Bonaparte, emporté par la fougue impérieuse de sa jeunesse entreprenante, s'imaginait devancer le temps. Il ne réussit pas mieux à s'attacher les musulmans. Le piége de ses proclamations était trop grossier pour les tromper. Ceux-ci voyaient toujours dans les Français des chrétiens, c'est-à-dire

des ennemis du Koran, et s'ils les entendaient abjurer leur propre religion, ils les traitaient d'athées. Sentiments d'autant plus naturels que les soldats français cachaient mal, sous un respect de commande, leur mépris de l'islamisme. Une révolte inspirée par le fanatisme éclata le 21 octobre. Bonaparte ne put la réprimer qu'en employant le canon contre les mosquées où elle avait été prêchée. Il intimida ensuite la population par les moyens dont les pachas se servaient en pareil cas; il fit décapiter un grand nombre de rebelles.

La Porte, qui nous avait déclaré la guerre, prépara pour reconquérir l'Égypte deux armées, l'une à Rhodes, qui devait débarquer à Aboukir, l'autre en Syrie, destinée à marcher par l'isthme et le désert. Bonaparte, jugeant que la Syrie était la clef de l'Égypte, résolut de se porter lui-même de ce côté et d'y prévenir l'ennemi. Il espérait, en agissant avec rapidité et vigueur, enlever quelques places mal fortifiées et mal défendues, et détruire l'armée en formation; il comptait sur le concours des Druses catholiques, et des Mutualis, musulmans schismatiques, qui servirent en effet à le ravitailler. Il partit au commencement du mois de février 1799 avec treize mille hommes, formant quatre divisions d'infanterie et une cinquième de cavalerie sous Murat; à cette dernière était joint un régiment monté sur des dromadaires. Il franchit sans trop de peine un désert de soixante lieues, grâce à l'hiver, et grâce à l'ascendant extraordinaire qu'il exerçait sur les soldats ainsi que sur les officiers, hommes d'élite rompus aux fatigues et déjà faits au climat. Les munitions et l'artillerie de siége furent chargées sur trois frégates que commandait Perrée; malheureusement elles tombèrent aux mains des Anglais.

Bonaparte, habitué au succès, croyant à sa fortune, et plein d'ailleurs d'une confiance justifiée dans la valeur de ses troupes, se berçait d'idées gigantesques, comme celles de s'ouvrir la route de l'Inde ou la route de Constantinople. Il rêvait de recommencer les conquêtes d'Alexandre, facilitées par les moyens de la guerre moderne dans des contrées qui les ignoraient. Il avait tous les enivrements de la jeunesse et de la force, avec la volonté arrêtée de faire des prodiges.

Arrivé le 17 février au fort d'El-Arisch, qui commande la route de Syrie en Égypte, il l'enleva sans peine. Il battit Ibrahim, qui était accouru pour le secourir, livra au pillage de ses soldats les tentes du bey, et prit à sa solde une partie des Arabes

vaincus. Les jours suivants il s'empara de Gaza et de Jaffa en ouvrant immédiatement la breche et en donnant l'assaut. Jaffa, qui avait égorgé un parlementaire, fut encore chatiée par un pillage. On y fit deux mille cinq cents prisonniers, dont on fut embarrassé; car on ne voulait ni les emmener ni les nourrir. Bonaparte, se conformant à l'usage des Orientaux, ordonna sans scrupule de les faire périr. On se hâta de quitter une ville où les soldats avaient contracté le germe de la peste. On arriva le 28 mars devant Saint-Jean-d'Acre.

Djezzar-Pacha, homme énergique ou cruel, car en Orient la cruauté est une des conditions de l'énergie, s'était enfermé dans la place avec des forces sérieuses et des ingénieurs européens amenés par Sidney Smith. La flotte anglaise croisait à sa portée. Il attendait encore l'armée turque de Syrie, venant de Damas. Bonaparte ouvrit la breche en toute hate, et ordonna plusieurs assauts coup sur coup. Ils furent tous repoussés. Laissant alors un tiers de ses troupes devant la place, il prit les deux autres pour marcher contre l'armée de secours, arrivée au pied du mont Thabor. Kléber, avec sa division, engagea la bataille le 6 avril au village de Fouli contre un ennemi infiniment plus nombreux, et lutta six heures sans laisser entamer ses carrés par la cavalerie turque. Bonaparte, accourant avec deux divisions et du canon, cerna cette cavalerie dans un triangle de feux, et la mit en fuite. Murat, posté pour l'attendre au passage, acheva la déroute. Le camp du pacha fut livré aux soldats français, qui y firent un riche butin.

On revint ensuite au siége, qui fut pressé activement. Les assiégés recevaient des renforts, des munitions, et attendaient douze mille hommes de troupes nouvelles. Le 7 mai, Bonaparte, averti qu'elles allaient arriver, ordonna un nouvel assaut, qu'il répéta encore inutilement le 10. Les Français pénétrerent dans un quartier de la ville, mais ne purent y tenir, et firent des pertes cruelles. Bonaparte prit alors une résolution rapide. Il avait consumé soixante jours en efforts impuissants, sacrifié quatre mille hommes, et perdu plusieurs de ses meilleurs officiers; il n'avait ni les moyens ni le temps de recommencer un siége qui n'avait pas été entrepris dans les règles. Il comprit que l'acharnement le perdrait. Il se retira le 20, en lançant à la place quelques bombes en guise d'adieu. Il se hâta de regagner l'Égypte avant les grandes chaleurs avec une armée déjà diminuée d'un tiers, et qui commençait à murmurer,

car la peste la décimait. Il fut obligé de laisser en passant quatre-vingts pestiférés environ à l'hôpital militaire de Jaffa. On raconte que pour relever le moral de ses soldats il voulut visiter les malades et les toucher de ses propres mains.

Ainsi l'expédition de Syrie, entreprise fort témérairement, aboutit à un échec grave. Bonaparte essaya en vain dans ses bulletins de faire sonner haut les avantages obtenus, et de prouver qu'il avait atteint son but. Il ne put pallier le désastre.

Rentré en Égypte, il dut vaincre une nouvelle insurrection musulmane avant d'entrer au Caire, où il célébra par des fêtes ses triomphes prétendus. L'armée privée depuis six mois de nouvelles de France commençait à se lasser d'un exil dont elle ne prévoyait pas le terme. Le découragement la gagnait. Les officiers n'échappaient pas à la nostalgie et demandaient des congés.

La seconde armée turque, celle qui s'était formée à Rhodes, débarqua le 11 juillet à Aboukir, grâce à l'assistance de Sidney Smith. C'était une armée de janissaires, bien équipée et pourvue d'artillerie, avec quelques officiers anglais. Les relations françaises la portent à dix-huit mille hommes, mais ce chiffre est probablement exagéré[1]. Elle enleva le village et le fort d'Aboukir, et égorgea une partie de la garnison qui s'y trouvait. Mourad-Bey accourut de la haute Égypte pour la joindre. Bonaparte voulut prévenir cette jonction ; il marcha en hâte du Caire sur Alexandrie. Murat avec sa cavalerie dispersa les mameluks de Mourad-Bey. Bonaparte attaqua les Turcs le 25 juillet dans la presqu'île d'Aboukir, en avant du fort dont ils étaient maîtres. Il enleva leurs redoutes, forçant leur camp par des attaques aussi vigoureusement conduites qu'habilement combinées, les jeta des deux côtés à la mer, et les détruisit entièrement, non toutefois sans de grands sacrifices d'hommes et même d'officiers. Cette journée fut peut-être un de ses plus beaux succès. Kléber émerveillé lui sauta au cou et lui dit : « Général, vous êtes grand comme le monde! »

Mais si les Français gagnaient à la destruction des deux armées turques de rester maîtres incontestés de l'Égypte, ils n'en continuaient pas moins d'y être bloqués par la marine anglaise. L'escadre de la Méditerranée, qui croisait devant Gênes sous les ordres de Bruix, attendait pour leur porter un

[1] La relation turque porte sept mille hommes. Voir Capefigue et Lanfrey.

secours efficace une occasion qui ne se présentait pas. Bonaparte, dominant les murmures par l'ascendant de son caractère, ne pouvait pourtant les empêcher. Il avait particulièrement avec Kléber les prises les plus vives. Il sentait lui-même sa fortune en péril, ne possédant aucun moyen de se recruter; il se voyait condamné à un exil obscur et à une capitulation quelque jour inévitable.

Des journaux que Sidney Smith lui fit passer à dessein l'instruisirent de nos revers d'Europe. Il jugea que s'il n'avait plus rien à faire en Orient, un rôle nouveau s'ouvrait pour lui en France. Il ordonna aussitôt d'armer deux frégates en secret, et il résolut de tenter encore la fortune, malgré la surveillance des vaisseaux anglais. Il prétexta les secours qu'il allait chercher à Paris en bravant des dangers. Il laissa des instructions écrites pour Kléber, auquel il confiait le commandement, mais qu'il évita de voir; puis il mit à la voile clandestinement le 22 août, accompagné de ses fidèles Berthier, Lannes, Murat, Andréossy, Marmont, Berthollet et Monge. Il n'eut pas le temps de faire revenir Desaix de la haute Égypte. Une brume épaisse déroba sa retraite aux Anglais, et justifia sa nouvelle témérité.

L'expédition d'Égypte avait été l'aventure la plus malencontreusement imaginée. Elle avait privé la France depuis dix-huit mois de ses meilleurs officiers et de ses meilleurs soldats. Elle avait ainsi contribué à nos revers récents, et facilité les succès de la seconde coalition. Elle servit pourtant l'ambition de Bonaparte; car elle augmenta l'auréole qui l'entourait. Il reparut, ayant gagné des victoires dans les trois parties du monde. L'éloignement effaça les ombres de sa gloire. Ses campagnes d'Orient prirent aux yeux du public ébloui le caractère d'une épopée militaire. La distance, à défaut du temps, en fit aussitôt une légende. On n'apprit en France les victoires du mont Thabor et d'Aboukir que fort tard, au mois de septembre, quand on voulait des succès à tout prix; on les exalta pour se consoler des revers d'Europe. Avec ces dispositions des esprits, il ne faut pas s'étonner que les parties même les plus chimériques et les plus aventurées de ses conceptions aient trouvé des prôneurs et des admirateurs passionnés.

XVI. — Bonaparte débarqua inopinément le 8 octobre à Fréjus. Sa navigation s'était achevée avec un rare bonheur. Il

venait de recevoir en Corse un accueil triomphal, et trente voiles anglaises en croisière près de l'île ne l'avaient pas aperçu.

L'esprit public se réveillait. Le 9, les Cinq-Cents déclarèrent que les armées d'Helvétie, de Batavie et d'Orient avaient bien mérité de la patrie.

Le retour inattendu de Bonaparte, dont on avait regretté l'absence, souleva d'autant plus d'enthousiasme qu'il causa plus de surprise. La Provence, qui avait craint une invasion depuis les journées malheureuses de la Trebbia et de Novi, le salua comme un sauveur. Il courut à Lyon, fêté par toutes les villes où il passa. Lyon illumina. Il y parut au spectacle et y fut couvert d'applaudissements. Il se déroba dès lors aux ovations qui le retardaient, et il arriva à Paris le 15 (24 vendémiaire). Moulins et Gohier furent d'avis de le faire arrêter pour avoir quitté son armée sans ordre, mais Siéyès s'y opposa. La nouvelle, annoncée aux Cinq-Cents, y fut reçue par une salve d'applaudissements, et la musique exécuta « les airs chéris de la liberté ». Plusieurs représentants, se faisant les interprètes de l'Assemblée, en exprimèrent les sentiments dans un style ultra-dithyrambique. Le 16, Bonaparte alla dire aux directeurs qu'il était venu pour sauver la république, la croyant perdue, et qu'il était heureux de la voir sauvée déjà par ses frères d'armes. Déclaration dont le Directoire ressentit un embarras et un ombrage naturels.

L'opinion publique se redressait avec d'autant plus de vigueur qu'elle avait été courbée plus longtemps sous le poids des revers, de la crainte et de l'apathie. On se disait que le temps des malheurs était fini, et qu'il fallait un homme pour nous en tirer tout à fait. On se disait aussi qu'il fallait clore la révolution, et que le Directoire ne la clorait jamais; que les directeurs nommés en prairial n'avaient pas mieux fait que leurs prédécesseurs et ne pouvaient durer; que c'était toujours l'arbitraire qui régnait; que les jacobins, toujours chassés, revenaient toujours; que les fêtes, les momeries, le jargon de la république et son personnel usé devaient disparaître; qu'enfin il existait en France beaucoup d'éléments sains, et que le tout était de les rallier. L'arrivée de Bonaparte était un signal. Sa vue produisit une commotion subite. On s'engoua de lui comme de l'homme qui convenait à la situation. La situation ne convenait pas moins à ses vues usurpatrices et à ses calculs peu secrets.

Les généraux, les officiers supérieurs, les ministres, s'empressèrent de le visiter. Le général Moulins, directeur, et Dubois-Crancé, ministre de la guerre depuis la disgrâce de Bernadotte, allèrent eux-mêmes, malgré leurs défiances, travailler avec lui. L'amiral Bruix se montra l'un des plus zélés. Les disgraciés, les ambitieux, les hommes de la république et ceux qui flairaient un nouveau régime, se hâtèrent de l'entourer. Talleyrand se présenta l'un des premiers; Cambacérès également, en y mettant sa réserve ordinaire. Bonaparte les accueillit chaudement, sachant ce qu'ils valaient, attentif toutefois à ne se livrer à personne, et trop grand déjà pour se faire l'homme d'un parti.

« On lui donna, dit Mignet, des fêtes et des repas; il se montrait grave, simple, peu empressé, et observateur; il avait déjà une familiarité supérieure et des habitudes involontaires de commandement. Malgré son défaut d'empressement et d'ouverture, il avait un air assuré, et l'on apercevait en lui une arrière-pensée de conspiration. Sans le dire, il le laissait deviner; parce qu'il faut toujours qu'une chose soit attendue pour qu'elle se fasse. »

Le plus simple eût été qu'il entrât au Directoire. Il y pensa, et l'on y pensa pour lui. Il y eût trouvé l'avantage de changer le gouvernement en respectant plus ou moins la constitution, et celui de s'allier aux gouvernants au lieu de les renverser. Mais il lui eût fallu une dispense d'âge; or, Gohier et Moulins se refusèrent à cette illégalité. D'ailleurs Bonaparte méprisait Barras, n'aimait ni ne connaissait Sieyès, et tenait peu de compte des trois autres directeurs. Enfin, il préférait gouverner seul.

Les hommes qui avaient jusque-là soutenu Sieyès, comme Talleyrand, Cambacérès, Rœderer, Cabanis, Daunou, assistés de plusieurs représentants influents, tels que Boulay, Gaudin, Chazal, Chénier, Cornudet, Fargues, Lemercier, ne restèrent pas inactifs. Un intérêt de parti leur commandait de rapprocher Sieyès et Bonaparte. Ils sentaient qu'il leur fallait un homme d'action à leur tête, que Sieyès ne l'était pas, et que Bonaparte pouvait l'être.

Sieyès en effet n'avait montré depuis son entrée au Directoire ni décision ni talent d'administration. Comme le constatait la Fayette, il était resté, avec tout son esprit et ses facultés pour l'intrigue, au-dessous de sa besogne et de l'attente publique,

surtout de celle de l'Europe, où sa réputation en bien et en mal avait été fort exagérée. Il avait agi tantôt avec sagesse et tantôt avec violence. Cependant son prestige personnel était loin encore d'être usé. Il n'était pas compromis avec le reste du Directoire, et il s'en détachait tout à fait.

Il avait, lui aussi, l'idée de fortifier la constitution, c'est-à-dire de donner plus d'autorité au pouvoir, moins aux Conseils, et de se défaire des *bavards*. Depuis longtemps il disait que la France avait besoin d'une tête et d'une épée. La tête, c'était lui. Il avait songé à l'épée de Joubert, à celle de Moreau, et il en eût mieux aimé une autre que celle de Bonaparte, pour lequel il éprouvait une antipathie marquée. Leurs deux orgueils s'excluaient. Mais la nécessité l'emporta, et Talleyrand les rapprocha. Ils avaient d'ailleurs quelques points communs, l'entêtement, l'attachement à la révolution ou plutôt la haine de l'ancien régime, enfin nul souci de la liberté politique. Bonaparte sentait aussi qu'une alliance avec Sieyès lui assurerait le concours d'un groupe d'hommes de talent, et qu'un gouvernement ne peut se passer des hommes de talent. Le Directoire l'avait trop prouvé.

Les amis de Barras cherchèrent de leur côté à gagner Bonaparte. Fouché, qui avait déjà mis, sans en être prié, la police au service du futur dictateur, fut le principal ouvrier de cette intrigue. Mais Barras resta tout à fait au-dessous de lui-même. Il se perdit par ses incertitudes, ses maladresses, et quand il se vit perdu, il imagina de nouer ou plutôt de renouer des intrigues royalistes, offrant au prétendant de le remettre à prix d'argent sur le trône. Au fond, il ne savait pas lui-même ce qu'il voulait, et quoiqu'il voulût, il ne pouvait rien. Bonaparte le repoussa, en l'appelant le chef des *pourris*, coterie méprisable d'hommes qui ne songeaient qu'à leur fortune, épaves de tous les partis, qu'on n'avait pas même besoin de gagner, car on était sûr que la puissance les attirerait et les fascinerait toujours.

Bonaparte n'avait pas plus de goût pour les patriotes ou les *forcenés*. Ceux-là pouvaient l'aider à faire un coup d'État, mais devaient se tourner ensuite contre lui ou gêner son gouvernement par leur indiscipline, leurs préjugés aveugles, leur routine républicaine devenue odieuse au pays. Ils voudraient se servir de lui ; ce n'était pas lui qui se servirait d'eux.

Après avoir ainsi exclu les corrompus et les turbulents, il ne

voyait plus devant lui que les *modérés,* c'est-à-dire les hommes qui, repoussant l'ancien régime et les Jacobins, voulaient la sécurité, l'ordre, des lois sévères, la justice, le rétablissement de la confiance et du crédit public. Il arrêta dès lors, c'est lui-même qui l'a raconté [1], le programme de son gouvernement, programme auquel il s'était déjà conformé d'instinct, sans en avoir pleine conscience. Il s'annonça comme pouvant et devant sauver la France de la terreur royale et de la terreur démagogique.

Ce plan arrêté, il s'entendit avec Sieyès, qui se chargea de faire mouvoir les Conseils, puis il s'assura de l'appui des principaux généraux, de Moreau surtout qui était le premier. Il lui fit des avances qui furent acceptées. Moreau était mécontent d'avoir été sacrifié par le Directoire dans la dernière campagne; d'ailleurs il n'avait ni rôle ni caractère politique. Il aimait mieux, dit madame de Staël, s'exposer aux dangers qu'aux affaires.

XVII. — Par les soins de Sieyès, la commission des inspecteurs du conseil des Anciens convoqua extraordinairement ce conseil le 9 novembre (18 brumaire) à huit heures du matin. Les lettres de convocation ne furent portées qu'une heure avant, et plusieurs membres ne furent pas avertis, peut-être à dessein. Cornet, l'un des inspecteurs, annonça la découverte d'une conjuration, Regnier proposa que le Corps législatif se transférât à Saint-Cloud et s'y assemblât le lendemain à midi. D'après la constitution, toute proposition de ce genre devait être votée immédiatement et sans discussion. La majorité des assistants, les uns pour être plus ou moins dans le complot, les autres par effroi, se prononcèrent dans le sens voulu. Le décret, à peine rendu, fut porté à Bonaparte, qu'on chargeait de l'exécuter.

Il venait de réunir les généraux; tous lui promirent leur concours, excepté Bernadotte, qui avait d'autres attaches, qui était peut-être un rival d'ambition, et qui ne s'engagea qu'à laisser faire. Bonaparte eut avec lui une explication assez vive, dans laquelle il lui dit : « Nous ne voulons plus de factions. » Il fit venir Lefebvre qui commandait la division de Paris, et qui était un soldat loyal, mais un esprit sans portée; il l'intimida

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène.*

et s'assura de son obéissance, ainsi que de celle du commandant de la garde directoriale. Il empêcha ainsi qu'aucune autorité militaire ne s'exerçât en dehors de la sienne.

Alors, montant à cheval avec son état-major, il se présenta devant les troupes réunies aux Champs-Élysées. Elles occupèrent par son ordre le jardin des Tuileries. Puis il entra, toujours avec ses généraux, au conseil des Anciens pour y déclarer qu'aidé de ses compagnons d'armes il exécuterait le décret, et arrêterait ceux qui voudraient le trouble et le désordre. Il s'établit dans la salle des inspecteurs, distribua aux généraux leurs rôles, et lança des proclamations. En s'adressant à la garde nationale, il eut soin de lui dire que le décret de translation était autorisé par les articles 102 et 103 de la constitution. Aux soldats il disait : « La république est mal gouvernée depuis deux ans. Vous avez espéré que mon retour mettrait un terme à tant de maux; vous l'avez célébré avec une union qui m'impose des obligations que je remplis : vous remplirez les vôtres et vous seconderez votre général avec l'énergie, la fermeté et la confiance que j'ai toujours vues en vous. La liberté, la victoire et la paix replaceront la république française au rang qu'elle occupait en Europe, et que l'ineptie ou la trahison ont pu seules lui faire perdre. Vive la république ! » Il descendit dans les Tuileries et y passa les troupes en revue.

Suivant le *Moniteur,* il aurait dit encore au secrétaire de Barras, en présence d'une foule d'officiers et de soldats : « Qu'avez-vous fait de cette France que je vous ai laissée si brillante? Je vous ai laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre ! Je vous ai laissé des victoires, j'ai retrouvé des revers! Je vous ai laissé les millions de l'Italie, et j'ai trouvé partout des lois spoliatrices et la misère ! Qu'avez-vous fait de cent mille Français que je connaissais, mes compagnons de gloire? Ils sont morts ! »

Des proclamations signées de Fouché et de l'administration de la Seine invitèrent les citoyens à rester calmes et à ne pas s'alarmer. D'autres affiches non signées les engageaient à se rattacher à Bonaparte, qui n'était ni un César, ni un Cromwell; elles citaient des paroles prononcées par lui peu de jours auparavant : « Mauvais rôles, rôles usés, indignes d'un homme de sens quand ils ne le seraient pas d'un homme de bien... Ce serait une pensée sacrilége que celle d'attenter au gouvernement représentatif dans le siècle des lumières et de la liberté. Il n'y aurait qu'un fou qui voudrait de gaieté de cœur faire perdre la

gageure de la république contre la royauté, après l'avoir soutenue avec quelque gloire et tant de périls. »

A dix heures, le conseil des Cinq-Cents se réunit, présidé par Lucien. Lucien lut un message des Anciens qui annonçait le décret, et l'on s'ajourna pour le lendemain à Saint-Cloud.

Sieyès et Roger Ducos se rendirent à la commission des inspecteurs et y appelèrent leurs collègues pour délibérer. Barras ne vint pas, mais ne tarda pas à envoyer sa démission, et se retira à sa terre de Grosbois. Gohier et Moulins se firent longtemps attendre; ils vinrent enfin à la dernière extrémité. On leur proposa une démission collective; ils s'y refusèrent, invoquant la constitution, qui exigeait que les Conseils nommassent immédiatement des successeurs aux directeurs démissionnaires. Gohier, qui était honnête et convaincu, soutint, non sans raison, que Bonaparte exagérait les périls de la France, et qu'elle était déjà à demi sauvée. Comme on n'obtenait rien d'eux, Bonaparte donna l'ordre de les garder à vue au Luxembourg.

Bonaparte, Sieyès, Roger Ducos, les généraux et les meneurs du conseil des Anciens s'arrêterent alors à l'idée de confier le pouvoir exécutif à trois consuls, et d'ajourner les Conseils à trois mois. Sieyès était encore d'avis d'arrêter quarante membres des Cinq-Cents, mais Bonaparte s'y refusa; la mesure lui répugnait, et il ne la jugeait pas nécessaire.

Fouché de son côté faisait du zele, quoiqu'il ne fût pas dans le secret. Non content d'avoir suspendu les douze municipalités et affiché des proclamations, il ordonna de fermer les barrieres et d'arrêter le départ des courriers. Bonaparte l'en blâma.

La journée se passa d'ailleurs dans un calme complet. Paris laissa faire, comme s'il eût assisté à un spectacle dont le dénoûment n'intéressait que sa curiosité. Le bruit d'un mouvement au faubourg Saint-Antoine ne se confirma pas. Les patriotes tinrent quelques réunions, mais se bornèrent à se donner rendez-vous à Saint-Cloud pour le lendemain.

Le 19 brumaire, Saint-Cloud fut garni de troupes dès le point du jour. Les salles n'étant pas prêtes à l'heure indiquée, le palais se remplit d'une foule de représentants, de militaires, d'intrigants, de patriotes. Cette foule s'agitait, animée de sentiments contradictoires. Augereau, qui s'était jusque-là présenté comme l'adversaire de Bonaparte, vint lui offrir ses services.

Au dehors, les soldats et le peuple criaient : « *Vive la république! Vive Bonaparte! Vive la constitution!* »

Il était plus d'une heure quand les Cinq-Cents se réunirent. Gaudin proposa de nommer une commission qui ferait séance tenante un rapport sur l'état de la république. Aussitôt Delbrel se leva en criant : « La constitution ou la mort! » et il demanda que chaque député prêtât le serment de rester fidele à la constitution de l'an III. Le souvenir du Jeu de paume était présent à tous les esprits. Lucien, qui présidait, voulut écarter la motion. Sa résistance causa un violent tumulte, interrompu par les cris : « La constitution! Le serment! Pas de dictature! » Grandmaison demanda qu'on fît connaître les motifs de la translation à Saint-Cloud et les dangers qui menaçaient la constitution; car c'était la constitution qui était en jeu. Enfin, la prestation du serment fut mise aux voix à l'unanimité. On décida que le serment serait prêté à la république et à la constitution de l'an III. Tous les députés le prêtèrent successivement à la tribune; un seul, Bergoëng, s'y refusa et donna sa démission.

Le défilé dura beaucoup de temps. On reçut alors avis de la démission de Barras. Quelques-uns proposèrent de faire une liste immédiate de noms, pour que les Anciens lui désignassent un successeur. Grandmaison insista pour qu'on n'agît pas avec tant de précipitation, pour que le conseil s'éclairât et obtînt d'abord les renseignements nécessaires sur la conspiration et les motifs de la translation.

Les Anciens étaient entrés en séance un peu plus tard, la musique jouant l'air : *Allons, enfants de la patrie!*

Quelques demandes d'explications, pareilles à celles de Grandmaison, furent étouffées. On apprit ensuite successivement la démission de Barras et celle des autres directeurs, quoique pour Gohier et Moulins le fait n'ait jamais été éclairci. A quatre heures Bonaparte entra dans la salle, suivi de ses aides de camp. Il craignait que les Conseils ne prissent le parti de nommer de nouveaux directeurs, parti le plus simple, auquel les Anciens inclinaient visiblement. Les Cinq-Cents, y compris les patriotes, s'y fussent prêtés. Cela ne pouvait lui suffire. Il résolut d'affronter les Conseils. Il prit la parole devant les Anciens, mais mal préparé à un rôle nouveau pour lui, il s'embarrassa malgré son audace, s'exprima par saccades, se répéta, se contredit, répondit avec trouble aux interrup-

tions, affirma des faits qu'il savait faux, et s'avança plus qu'il n'eût voulu. Il parla des circonstances extraordinaires où l'on se trouvait, des troubles intérieurs et de la guerre des chouans, que d'absurdes mesures dictées par les prétendus patriotes avaient fait renaître. Il se disculpa d'être un César ou un Cromwell et de songer à un gouvernement militaire. S'il l'eût voulu, il l'eût fait quand il y était appelé par le vœu de la nation et le vœu des soldats. Il déclara qu'il n'était l'homme d'aucun parti; il donna même clairement à entendre que son rôle rempli, il rentrerait dans la retraite. « Maintenant, ajouta-t-il, il n'y a plus de Directoire. Quatre des directeurs ont donné leur démission, j'ai cru devoir mettre le cinquième en surveillance pour sa sûreté, en vertu du pouvoir dont vous m'avez investi[1]. Le conseil des Cinq-Cents est divisé; il ne reste que le conseil des Anciens. C'est de lui que je tiens mes pouvoirs; qu'il parle. Me voilà pour exécuter. Sauvons la liberté! Sauvons l'égalité! » Une voix cria : Et la constitution! « La constitution, vous l'avez vous-même anéantie. Au 18 fructidor vous l'avez violée. Vous l'avez violée au 22 floréal. Vous l'avez violée au 30 prairial. Elle n'obtient plus le respect de personne. » Alors il prit à tâche d'en distinguer les bases essentielles qu'on devait conserver, et la partie relative à l'organisation des pouvoirs, qui était devenue une impossibilité et une lettre morte. Il raconta qu'on était venu de toutes parts, même de la part des *patriotes,* lui proposer de purifier les Conseils. Il déclara que les hommes de prairial se préparaient « à ramener sur le sol de la liberté les échafauds et l'horrible régime de la Terreur ». Leurs menaces ne l'ébranlaient pas. « Tremblerais-je devant des factieux, moi que la coalition n'a pu détruire? Si je suis un perfide, soyez tous des Brutus. Et vous, mes camarades qui m'accompagnez, vous, braves grenadiers que je vois autour de cette enceinte, que ces baïonnettes avec lesquelles nous avons triomphé ensemble se tournent aussitôt contre mon cœur! Mais aussi, si quelque orateur soldé par l'étranger ose prononcer contre votre général ces mots : *hors la loi,* que la foudre de la guerre l'écrase à l'instant! Souvenez-vous que je marche accompagné du Dieu de la guerre et du Dieu de la fortune! Je me retire, vous allez délibérer. Ordonnez, et j'exécuterai. »

[1] C'était Sieyès qui avait demandé cette garde.

En effet, il se retira et se rendit aux Cinq-Cents, comptant y tenir le même langage. Il s'avança dans la salle seul et découvert ; quelques grenadiers qui le suivaient restèrent à la porte, armés de leurs baïonnettes. Les représentants se levèrent en émoi; plusieurs montèrent sur leurs siéges; des groupes se formèrent. On ne le laissa pas parler. Bigonnet l'arrêta le premier, en lui disant : « Que faites-vous? Retirez-vous. Vous violez le sanctuaire des lois. » L'agitation redoubla. Les représentants, excités par la vue des armes, s'écrièrent : « Hors la loi le dictateur ! A bas le dictateur ! Mourons à notre poste ! Vivent la république et la constitution de l'an III ! » L'un d'eux prit le général au collet. Un grenadier se précipita pour le protéger, et eut ses habits déchirés. Bonaparte, désespérant de se faire entendre, sortit de la salle.

Lucien voulut expliquer qu'on s'était mépris sur le sens de la démarche de son frère. On l'accabla d'interruptions. L'un vouait Bonaparte à l'exécration des républicains et des Français. Un autre demandait qu'on le traduisît à la barre; un troisième, qu'on prît des sûretés pour l'Assemblée, car les Anciens n'avaient pu lui conférer légalement le commandement de la garde des Conseils. On vota encore que toutes les troupes présentes à Saint-Cloud faisaient partie de cette garde. On adressa un message aux Anciens pour les inviter à rendre par un décret la liberté au Corps législatif entouré de baïonnettes, et à le ramener à Paris. Lucien, quittant le fauteuil, descendit à la tribune pour tenter de nouvelles explications. Sa voix fut couverte par les cris de : « Hors la loi le général Bonaparte ! » Ramené au fauteuil par quelques députés modérés, il fut obligé de mettre aux voix la permanence de l'Assemblée, son retour à Paris, la mise des troupes réunies à Saint-Cloud sous les ordres de Bernadotte. Le tumulte était tel qu'on ne pouvait s'entendre ni savoir si les propositions étaient adoptées ou non. Plusieurs groupes persistaient à crier : « Hors la loi le général ! » Lucien, saisi d'un transport de rage, redescendit à la tribune, déclara qu'il n'acceptait pas l'outrage de proposer l'accusation de son frère, et déposa ses insignes de représentant, sa toque et sa robe. En ce moment, des grenadiers parurent et l'enlevèrent. Il les crut envoyés par les républicains; ils l'étaient par Bonaparte et Lefebvre.

La surprise causée par cet incident n'arrêta qu'un moment la confusion. On se querellait sur ce qui était constitutionnel et

ce qui ne l'était pas. Les uns s'écriaient qu'il fallait retourner à Paris, d'autres voulaient mourir sur leurs siéges. Les timides ou les complices quittaient la salle peu à peu.

Bonaparte jugea qu'il n'obtiendrait rien des Cinq-Cents, et que les Anciens cherchaient quelque moyen terme. S'il n'agissait pas, il était perdu. Il se décida sur-le-champ, comme dans une bataille, à emporter la position de haute lutte. Par son ordre, Lucien monta à cheval et harangua les troupes comme président du conseil des Cinq-Cents. Il leur dit que le moment était arrivé où il fallait que les baïonnettes les délivrassent des stylets, que la majorité de l'Assemblée était sous la pression *des enfants de la terreur*. Bonaparte ajouta que le conseil des Cinq-Cents était en proie à des déchirements, et répéta plusieurs fois : « Soldats, puis-je compter sur vous? » L'ordre fut donné de sabrer quiconque, représentant ou général, viendrait parler aux troupes. On joua le tout pour le tout, avec l'espérance du succès, mais sans en être sûr. Plusieurs avaient pris des précautions à tout hasard. Sieyès et Roger-Ducos avaient une chaise de poste tout attelée dans le parc.

Des grenadiers envahirent la salle des Cinq-Cents. Le général Leclerc somma les représentants de se retirer par l'ordre du général Bonaparte. Comme ils restaient sur leurs siéges, un officier dit : « Grenadiers, en avant. Tambours, en charge. » Les représentants crièrent : « Vive la république! » Jourdan et trois autres se jetèrent au-devant des soldats pour les arrêter, et leur rappeler que leur devoir était de défendre la représentation nationale Leclerc déclara le Corps législatif dissous. Les soldats marchèrent la baïonnette en avant. Les tambours firent un roulement. En quelques instants la salle fut évacuée. Les députés en toge furent obligés de sortir par les portes et les fenêtres; ils se dispersèrent dans les cours et les jardins, en criant : « Vive la république! » Scène à la fois tragique et ridicule. La représentation nationale était non-seulement dissoute, mais avilie.

Pendant ce temps, la motion de prêter serment à la constitution était faite aux Anciens. Cornudet, Lemercier la combattaient, disant qu'il ne fallait plus d'abstraction, et que si les bases de la constitution étaient sacrées, ce n'était pas une raison pour s'asservir à l'observation littérale de quelques articles réglementaires. Cinq membres, dont faisaient partie Regnier, Cornudet et Cornet, furent chargés de rédiger des mesures de

salut public. Lucien vint alors avec quelques députés des Cinq-Cents annoncer ce qui s'était passé dans l'autre conseil. Un instant après on apprit la dispersion des Cinq-Cents. Cornudet, rapporteur de la commission des Cinq, dit que les Anciens restaient seuls chargés de sauver la patrie et la liberté, et proposa la création d'une commission exécutive provisoire de trois membres, l'ajournement du Corps législatif pour quelques semaines, et la nomination d'une commission intermédiaire prise dans le conseil des Anciens pour le remplacer pendant ce temps. La proposition fut immédiatement adoptée.

A neuf heures du soir, Lucien réunit et présida une trentaine de membres des Cinq-Cents : « Il faut, leur dit-il, prendre l'initiative. Le peuple et l'armée nous regardent. » On décréta que le général Bonaparte et les troupes présentes à Saint-Cloud avaient bien mérité de la patrie. Chazal présenta les propositions que Cornudet avait faites aux Anciens, en les précisant davantage. Sieyès, Roger-Ducos et Bonaparte devaient former la commission exécutive provisoire avec le titre de Consuls de la république française. Le conseil des Cinq-Cents devait nommer aussi une commission intérimaire ; les deux commissions prépareraient les changements à introduire dans la constitution, plus un projet de Code civil, attendu que les droits des personnes, la liberté et la propriété avaient jusque-là manqué de garanties. Lucien s'indigna contre les Jacobins qui conspiraient, et soutint qu'on ne pouvait se montrer généreux à leur égard sans faiblesse. Chazal passa en revue les vices du gouvernement précédent ; il signala l'absence d'une diplomatie sage et éclairée, le changement trop fréquent des hommes au pouvoir, la responsabilité illusoire des directeurs. Cabanis signala à son tour l'absence de fixité dans la législature soumise à des élections trop multipliées, et proposa une adresse au peuple français. Toutes ces propositions furent aussitôt votées, et l'on nomma la commission intérimaire de vingt-cinq membres. Les trois consuls entrèrent alors avec un nombreux cortége, et prêtèrent le serment de « fidélité inviolable à la souveraineté du peuple, à la république une et indivisible, à la liberté, à l'égalité et au système représentatif » . Lucien couronna cette scene en félicitant ses collegues et en leur disant : « Représentants du peuple, entendez le cri sublime de la postérité : « Si la liberté » naquit dans le Jeu de paume de Versailles, elle fut consoli- » dée dans l'orangerie de Saint-Cloud. »

Les Anciens tinrent à leur tour une séance de nuit, approuvèrent les votes des Cinq-Cents, nommèrent une commission intérimaire, reçurent également le serment des trois consuls, et se séparèrent à quatre heures du matin en s'ajournant au 1er ventôse suivant (au 21 janvier 1800).

LIVRE CINQUANTE-QUATRIÈME.

LE CONSULAT.

PREMIÈRE PARTIE. LE CONSULAT DÉCENNAL. 1799-1802.

I. — Le lendemain du 18 brumaire, Bonaparte, les Consuls, les ministres de la police et de la justice, Fouché et Cambacérès, firent différentes proclamations. Bonaparte exposa les dangers qu'il avait courus à Saint-Cloud, où il était venu « rappeler à la majorité ses volontés, et où vingt assassins avaient cherché sa poitrine ». La proclamation des Consuls disait que tout ce qui était resté pur dans la représentation nationale s'était enrôlé sous la bannière de la liberté. Cambacérès annonçait que des codes nouveaux seraient établis sur les base simmuables de la liberté, de l'égalité des droits et du respect dû à la liberté.

Le 10 novembre (20 brumaire), les trois consuls tinrent leur première séance à Paris. Ils convinrent que chacun d'eux présiderait à tour de rôle; mais Bonaparte prétendait bien être le chef du gouvernement. Sieyès, après la séance, dit à ses amis : « Nous avons un maître qui sait tout faire, qui peut tout faire, et qui veut tout faire. » Bonaparte avait appris l'art de commander, de se décider et d'administrer. Doué d'un sens net des choses, il distinguait sur-le-champ ce qu'il ne savait pas, consultait les hommes spéciaux, et formait son opinion avec la rapidité de l'éclair.

On reconstitua le ministère. Cambacérès et Fouché furent conservés. Sieyès aimait peu Fouché et l'eût envoyé volontiers rejoindre Barras dans sa disgrâce. Bonaparte le défendit, songeant aux services qu'il pourrait tirer de lui, et s'inquiétant peu du passé des hommes qu'il employait. Il tenait à se mettre au-dessus des partis et à choisir des serviteurs indistinctement dans chacun d'eux; c'était le moyen de ne s'en aliéner aucun et de se les rallier tous. Talleyrand était nécessaire aux affaires étran-

gères ; néanmoins, on différa un peu de le rappeler, à cause de ses insuccès de la dernière année ou de la part trop manifeste qu'il avait prise au 18 brumaire. Bonaparte appela à la guerre son fidèle Berthier, à l'intérieur le savant La Place, Forfait à la marine et Gaudin aux finances. Gaudin, désigné par Sieyès, était un ancien commis fort entendu et un homme pratique. Maret, dont Bonaparte appréciait l'esprit pénétrant, la capacité et le travail, fut choisi pour secrétaire des Conseils.

On envoya des commissaires dans les départements, en les chargeant d'y faire accepter la révolution. Ils furent pris parmi les représentants qui avaient coopéré au 18 brumaire, et qui n'avaient pas trouvé place dans les commissions législatives. Leur tâche fut aisée. Un seul fonctionnaire, le président d'un tribunal criminel, protesta. Les Jacobins, dont on craignait un soulèvement à Toulouse, ne bougèrent pas. En effet, tout le monde attendait la fin du Directoire. Le sentiment de la légalité existait peu, et l'on avait vu tant de coups d'État qu'on s'était habitué à les juger moins par leur moralité que d'après leurs suites. Le Directoire avait si bien donné l'exemple de *s'épurer lui-même*, qu'on n'était pas beaucoup choqué de voir que deux de ses membres eussent forcé les autres à donner leurs démissions. Si Sieyès et Roger-Ducos semblaient excusables, Bonaparte le semblait davantage. Ce n'était pas lui qui avait renversé le Directoire ; c'était le Directoire qui s'était renversé de ses propres mains.

Les Conseils ne laissèrent pas plus de regrets. Sans parler des intermittences de leur rôle politique, ils en étaient venus à représenter fort imparfaitement la nation ; ils n'étaient plus en communauté d'idées avec elle. Tout ce que la révolution avait opprimé, tout ce qui était en dehors des assemblées, le clergé, la noblesse, les propriétaires riches, n'éprouvaient aucun respect pour une représentation dont ils étaient exclus. Cela ne changeait rien à l'illégalité du 18 brumaire, mais cela devait singulièrement en atténuer l'effet.

Enfin, tout le monde espérait du jeune général que, fidèle à ses promesses, il ramènerait l'ordre dans l'administration, la tranquillité intérieure, la victoire et la paix. On comptait que sa main ferme et énergique dirigerait habilement les forces du pays, trop grandes encore pour céder aux exigences de l'étranger. On se rassurait contre la crainte de voir le territoire en-

vahi; on espérait que Bonaparte saurait imposer à l'Angleterre et à l'Autriche une paix honorable et sûre.

Tous les généraux qui avaient un commandement donnèrent leur adhésion. Lefebvre, qui commandait à Paris, se laissa dicter une proclamation significative. Brune à l'armée de Hollande, Championnet à celle d'Italie, feliciterent leurs soldats de voir un chef militaire à la tête de l'État. Masséna seul ne se prononça pas et devint suspect.

Il s'en fallait sans doute que tout le monde fût satisfait ou se fît également illusion. Plus d'un républicain convaincu, comme il y en avait dans les Conseils, ne céda qu'en protestant ou en gémissant à l'abus de la force. Les politiques clairvoyants qui se rappelaient vendémiaire savaient combien Bonaparte avait peu de souci de la liberté. Ni ses complices eux-mêmes, ni les généraux qui lui donnerent leur adhésion, ne furent tous ses dupes. Beaucoup de gens doutèrent que l'usurpation de brumaire, car c'en était une, pût fonder un gouvernement bien régulier. Mais en général, les plus défiants la préféraient encore à ce qui existait auparavant, et cela, pour le moment du moins, suffisait à lui assurer une large popularité[1].

Il le comprit si bien que ses premiers actes eurent un caractère éminemment réparateur. Il fit révoquer, par les commissions des Conseils, qui s'y prêtèrent sans discussion, les deux lois vexatoires des otages et de l'emprunt forcé. Il se rendit en personne à la prison du Temple pour y libérer les détenus, et il ordonna partout de mettre les prêtres en liberté. C'était une réaction aussi naturelle et aussi nécessaire que celle de thermidor. Il la fit largement, afin de montrer que son gouvernement n'avait aucun rapport avec les précédents, et de gagner tout ce qui restait encore de catholiques en France. Il savait aussi que le clergé n'est hostile nécessairement qu'aux pouvoirs qui l'oppriment, et il jugeait son concours des plus utiles, quand il prêche la soumission aux gouvernements établis.

Cependant Bonaparte, au risque de se mettre en contradiction avec lui-même, ne renonça pas absolument aux proscriptions, regardées comme l'accessoire obligé des coups d'État. Par un arrêté des consuls du 16 novembre, trente-huit personnages du parti révolutionnaire furent déportés à la Guyane, et

[1] Voir la lettre de la Fayette à M. de la Tour-Maubourg, Utrecht, 18 octobre 1799.

dix-huit à l'île d'Oléron. Le général Jourdan était du nombre. Cet acte arbitraire fut mal accueilli. Les consuls effacèrent aussitôt quelques noms, et d'abord celui de Jourdan. Au bout de peu de jours, ils commuèrent la peine en une simple surveillance militaire, qui fut à son tour bientôt supprimée. Bonaparte s'attribua le mérite de cette clémence. Il voulait à la fois faire sentir son autorité et montrer qu'il n'en usait pas.

Une autre de ses occupations urgentes fut de rétablir les finances. Car les armées, qui n'avaient longtemps vécu que de la victoire, n'en vivaient plus; les recettes étaient insuffisantes et le crédit nul. Les contributions directes, les seules que l'on eût conservées, présentaient un fort arriéré, dû autant à l'imperfection des rôles laissés aux autorités locales qu'à la misère publique. L'emprunt forcé progressif, destiné à atteindre les riches, n'avait produit qu'un immense mécontentement. L'État était réduit le plus souvent à payer avec des bons : bons d'arrérages aux rentiers, bons de réquisitions aux armées, *délégations* aux fournisseurs et rescriptions sur les biens nationaux, en sorte que la circulation de ces papiers différents recommençait toujours, entretenant l'agiotage et la démoralisation.

Gaudin, financier de bon sens, habile sans être brillant, prit des mesures très-simples, qu'on n'avait pas osé prendre avant lui, parce qu'elles étaient tout à fait contre-révolutionnaires. Il supprima l'emprunt forcé; on y suppléa par une subvention de guerre de vingt-cinq centimes, additionnelle au principal des contributions, et par un emprunt de douze millions, qui fut demandé aux banquiers et obtenu, grace à l'intervention personnelle de Bonaparte, qui donna l'assurance de relever le commerce et les affaires. Gaudin réforma ensuite la perception de l'impôt. Il retira la confection des rôles aux autorités locales qui s'en acquittaient mal, et reconstitua une agence ou une administration des contributions directes, absolument pareille à celle qui existait sous l'ancien régime pour les vingtièmes. Il établit dans chaque département un directeur, un inspecteur et plusieurs contrôleurs de la perception. Avec ce système, la dépense du service se réduisit de cinq millions à trois; les rôles qui ne s'achevaient pas furent terminés en six semaines; on obligea les receveurs généraux, moyennant quelques jours d'intérêt qu'on leur accorda, à faire au Trésor des versements mensuels réguliers, et l'on s'assura de leur solvabilité en exigeant d'eux des cautionnements.

C'était le retour pur et simple à une simple administration débarrassée des chimères révolutionnaires. Gaudin prit d'autres mesures transitoires pour faire retirer les papiers en circulation. Bonaparte eut aussi le soin de tenir chaque semaine un conseil spécial de finance, et d'exiger que les dépenses de chaque ministère ne fussent payées qu'après vérification des recettes afférentes et disponibles. Le crédit et les fonds publics se relevèrent. La rente, qui était à onze francs le 18 brumaire, monta sur-le-champ à dix-huit francs. Elle s'éleva à trente-cinq francs trois mois après.

L'ordre revint également dans l'administration militaire. Bonaparte rendit à l'autorité centrale le soin de lever et d'équiper les conscrits, attribution laissée jusque-là aux autorités locales, qui s'en acquittaient d'une manière fort irrégulière.

Ainsi le nouveau gouvernement se montra dès les premiers jours juste, réparateur et habile, bien que Bonaparte dissimulât peu son ambition, et se montrât, dans ses actes même généreux, fort occupé de tout rapporter à lui-même.

II. — Les deux commissions législatives des Conseils se réunirent à Paris, le 12 novembre, sous les présidences de Lebrun et de Lucien, mais sans publicité.

Après avoir servi à légaliser quelques mesures du gouvernement provisoire, elles nommèrent chacune une sous-commission pour reviser la constitution de l'an III. Cette révision était la conséquence et le complément de la révolution de brumaire. Lucien émit l'avis de se passer de représentation, et de nommer simplement un président de la république avec un conseil d'État, des ministres et des préfets. Mais ce système fut repoussé sans discussion. Les commissaires désiraient ne s'écarter de l'œuvre de l'an III que sur les points essentiels. Ils attendaient aussi le plan de Sieyès, dont le plus grand talent à coup sûr était d'avoir inspiré aux autres la haute opinion qu'il avait de lui-même. Son passage au Directoire et les contradictions, l'insuffisance qu'il y avait montrées, avaient peu diminué son prestige; les commissaires, presque tous de son parti, s'imaginaient qu'il serait la tête du gouvernement dont Bonaparte serait le bras. Bonaparte avait l'air de respecter cette opinion; il laissait à son collègue la solution des questions constitutionnelles, se réservant les mesures gouvernementales urgentes.

Sieyès était toujours le même homme, encore plus vain qu'orgueilleux, croyant à la puissance des idées, et surtout des siennes. « Abbé dans toute la force du terme », comme le dit la Fayette, il n'avait ni la volonté ni le courage de l'action, mais il était convaincu qu'il portait dans son cerveau le salut de la France. Aussi prétendait-il imposer son système d'autorité. Les malveillants disaient que si l'on y changeait une virgule, il ferait une révolution pour la rétablir.

Il avait déjà formé et présenté, en 1795, des idées, que Berlier et Thibaudeau avaient combattues comme peu conformes aux traditions de la révolution et peu pratiques. En 1799, il ne fit guère que les reproduire; mais alors les circonstances s'y prêtaient, et Bonaparte sut les modifier de manière à les rendre applicables, dans le sens de sa propre ambition.

Sieyès jugeait impossible à la nation de se gouverner elle-même. Des essais malheureux avaient dû la dégoûter de cette prétention. Il voulait qu'elle se contentât d'être *représentée*. Il imaginait pour cela trois listes de notabilité : la liste communale, renfermant cinq millions de noms; la liste provinciale ou départementale, renfermant un dixième de la précédente, soit cinq cent mille noms, et la liste nationale, renfermant un dixième de la seconde, soit cinquante mille noms. Ces listes, dressées par le suffrage universel, devaient être renouvelées ou complétées à des époques périodiques. Telle était la part faite à la nation. Un magistrat suprême, appelé grand électeur,, choisissait sur ces trois listes des administrateurs et des juges pour la commune, la province et l'État.

Le pouvoir exécutif appartenait aux administrateurs de l'État, c'est-à-dire aux ministres. Le grand électeur était bien le chef du gouvernement; comme tel il logeait dans le palais de Versailles entouré de toute la pompe extérieure, mais son action se bornait au choix des hommes.

Le pouvoir de faire les lois appartenait à un corps législatif, qui les votait, mais en silence comme une cour de justice, après les avoir entendu débattre par des avocats d'un nouveau genre, appelés *tribuns*.

Un Sénat ou jury constitutionnaire nommait sur les listes de notabilité les membres du Corps législatif, du Tribunat et du tribunal de cassation, et se nommait lui-même, afin que tous ces corps fussent pleinement indépendants. Il avait pour attributions spéciales de garantir la Constitution, de casser les lois

qui la violaient, enfin d'*absorber*, en les appelant dans son propre sein, le grand électeur, les fonctionnaires et les membres des différents corps politiques, chaque fois qu'ils inspireraient de l'ombrage. Par là le pouvoir exécutif se trouvait limité, contrôlé, et devenait surtout incapable d'usurper. Les divers pouvoirs se faisaient contre-poids; le Sénat, inerte par lui-même, maintenait leur équilibre et mettait un frein aux rouages qui fonctionnaient mal.

Tel était en gros le système, œuvre ingénieuse, comme le dit Thiers, d'un esprit dégoûté de la monarchie et effrayé de la république. Or, ces sentiments étaient, en 1799, ceux de la nation. Sieyès était donc en conformité de tendances avec elle, et sa constitution répondait aux vœux du moment. Mais elle avait le vice immense d'être une conception abstraite, où les hommes étaient engagés comme des forces dans un vaste engrenage, sans qu'on se préoccupât de leur personnalité ni de leurs passions. Et de plus, eût-elle été viable, elle eût condamné le gouvernement et le pays à l'inertie. Car elle enfermait les corps politiques dans un cercle d'action si étroit qu'elle empêchait toute activité, toute initiative. Elle ne conservait qu'une apparence de suffrage populaire, qu'un contrôle imparfait et compliqué par la multiplicité des rouages. Le Sénat semblait devoir faire marcher la machine; en réalité, il n'avait que la force nécessaire pour en arrêter le jeu.

Bonaparte comprit qu'il pouvait accepter le mécanisme, à condition de s'en faire le moteur. Il exigea des modifications importantes. Sieyès, avec son esprit absolu, s'y refusa. Les commissions des conseils intervinrent, dérobèrent au public la connaissance du différend, et arrivèrent, non sans peine, à une apparente conciliation, mais en s'écartant de plus en plus de la constitution de l'an III, dont elles finirent par conserver fort peu de chose.

Bonaparte repoussa l'idée d'un grand électeur inerte, qu'il appelait un cochon à l'engrais ou l'ombre enchaînée d'un roi fainéant. Il soutint que s'il était jamais ce grand électeur, il saurait bien obliger tout le monde à se plier à ses volontés. Il s'opposa surtout à ce que le chef du gouvernement pût en tout temps être *absorbé*, c'est-à-dire déposé par le Sénat. Il prétendit au contraire que le pouvoir exécutif fût très-fort et ne relevât que de lui-même. Cela posé, il accepta sans difficulté les autres parties du plan de Sieyes, c'est-à-dire les listes d'éligibles

et la pondération des corps politiques se limitant les uns les autres. Il convoqua les commissions chez lui pour délibérer, pria Daunou, le principal rédacteur de la constitution de l'an III, de tenir la plume, et lui fit rédiger celle de l'an VIII, qui s'en écarta complétement. On lui fit des objections ; il les réfuta, parfois d'un ton impérieux, et l'on finit par lui céder, d'abord parce qu'il était le maître, ensuite parce qu'il se montra plus habile que Sieyès, conciliant sur beaucoup de points, quand ce dernier était absolu sur tous, disant nettement ce qu'il voulait, quand Sieyès se faisait arracher ses idées plus qu'il ne les exprimait, et cherchant à gagner ses interlocuteurs, quand Sieyès semblait avoir pour principe de ne plaire à personne.

Le grand électeur fut remplacé par un premier consul, promulguant les lois, nommant à sa volonté les conseillers d'État, les ministres, les ambassadeurs et agents diplomatiques, les officiers de terre et de mer, les membres des administrations locales, les commissaires du gouvernement près des tribunaux et les juges criminels et civils. Deux autres consuls lui furent adjoints, pour la forme, avec des attributions secondaires. Les consuls étaient élus pour dix ans et rééligibles. En cas de nonréélection, ils devenaient membres du Sénat.

Le *Sénat conservateur* dut nommer les membres du Corps législatif, ceux du Tribunat, ceux du tribunal de cassation, et ceux de la commission de comptabilité, institution que l'on conserva. Il était tenu de faire ces choix sur les listes d'éligibles. Le Corps législatif, de trois cents membres, et le Tribunat, de cent, étaient renouvelés chaque année par cinquième. Les sénateurs étaient nommés à vie et se recrutaient eux-mêmes, mais sur des listes de présentation dressées par les consuls. La session annuelle du Corps législatif durait seulement quatre mois ; ses séances étaient publiques, mais le nombre des assistants limité à deux cents. Les séances du Sénat étaient secrètes.

Le conseil d'État, émanant du premier consul, qui nommait ses membres, eut seul l'initiative des lois. Il préparait les projets de loi et les soutenait devant le Corps législatif. Celui-ci les votait après avoir entendu les tribuns, ce qui fit dire ingénieusement que le Tribunat devrait parler et le Corps législatif se taire.

Les ministres furent déclarés responsables, mais individuellement, de leurs actes et des ordres particuliers qu'ils donneraient. On entendait par là qu'ils pourraient être mis en accu-

sation. Le Tribunat devait les dénoncer, le Corps législatif procéder à leur égard comme jury d'accusation ; le jugement était déféré à une haute cour composée de juges et de jurés Les autres agents du gouvernement pouvaient aussi être poursuivis pour les actes relatifs à leurs fonctions, mais après une décision préalable du conseil d'État; cette décision rendue, la poursuite avait lieu devant les tribunaux ordinaires. C'était le fameux article 75, qui depuis a servi si longtemps de bouclier aux fonctionnaires.

L'ancienne élection directe ne fut conservée que pour les juges de paix. Les juges civils et criminels, nommés par le gouvernement, reçurent pour eux et pour les justiciables la garantie de l'inamovibilité.

La constitution de l'an VIII, en cela très-différente de ses devancières, se borna presque à régler la formation des listes de notabilité, l'organisation du pouvoir et celle des corps du gouvernement. Elle ne statua rien sur beaucoup de points essentiels, comme la liberté des cultes, celle de la presse ou la publicité des jugements. Elle renferma seulement quelques articles annexes, dont les dispositions font connaître l'esprit du moment.

L'article 76 interdit les violations de domicile, dont on avait tant abusé, et détermina les formes des arrestations. Un autre créa des pensions pour les militaires blessés, ainsi que pour les veuves et les enfants de militaires. Un autre établit le principe de récompenses nationales. Un autre garantit l'existence de l'Institut. Les articles 93 et 94 statuèrent qu'aucun émigré ne pourrait rentrer en France s'il n'était compris dans les exceptions établies déjà, que les biens des émigrés demeureraient acquis irrévocablement à la république, et que nul acquéreur de biens nationaux ne pourrait en être dépossédé, sauf le droit des tiers réclamants à être, s'il y avait lieu, indemnisés par le trésor public.

Enfin, un article spécial statuait que, dans le cas d'une révolte à main armée ou de troubles menaçant la sûreté de l'État, la constitution pourrait être suspendue par une loi, et à défaut d'une loi, si le Corps législatif était en vacance, par un arrêté provisoire du gouvernement, à la condition que les députés fussent convoqués par ce même arrêté dans le plus court délai.

Sieyès plia sans se rendre. En réalité, il laissa détruire son

plan, puisque, en présence d'un pouvoir exécutif dégagé des liens dont il avait voulu l'enchaîner, l'inertie des autres pouvoirs, inertie que Bonaparte avait su encore augmenter, ne se comprenait plus. Le phraseur Garat caractérisa très-bien la constitution de l'an VIII, en disant, dans le panégyrique qu'il en fit, que la limite du pouvoir exécutif serait désormais non dans une charte, mais dans le cœur et les passions mêmes d'un grand homme.

Cette constitution, terminée dans la nuit du 12 au 13 décembre, fut promulguée le 15. « Citoyens, dirent les consuls en la promulguant, la révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée; elle est finie. » Ils présentèrent leur œuvre à l'approbation de la nation. On ouvrit des registres dans les communes, et un peu plus de trois millions de votants en signèrent l'acceptation.

III. — Bonaparte avait hâte de ne pas prolonger une situation provisoire. Aussitôt la constitution promulguée, il composa les grands pouvoirs publics. Il se nomma ou fut nommé premier consul. Le deuxième et le troisième consul furent Cambacérès et Lebrun. « Cambacérès, dit Thibaudeau, était un homme de savoir, un de nos premiers jurisconsultes, habile au maniement des affaires, parlant avec facilité et clarté, d'un tact fin et d'un jugement sûr, modéré dans ses opinions et dans son langage, patient, froid et poli, prudent jusqu'à la pusillanimité, excessivement égoïste et possédant au plus haut degré l'esprit de conduite... Il prit part à une foule de travaux, évitant avec soin de se mêler dans les débats des partis, pour n'en offenser aucun, s'effaçant et reparaissant, se taisant et reparlant à propos, enfin jouissant de la considération que lui avaient justement acquise ses talents et ses services [1]. » Bonaparte fut heureux de se donner un collègue qui avait marché constamment avec les hommes de la révolution sans se confondre avec eux. Lebrun, autrefois secrétaire de Maupeou, d'ailleurs sceptique en politique et entendu aux affaires, avait été, dans le conseil des Anciens, un des chefs de l'opinion *modérée;* il pouvait servir à rallier des hommes de l'ancien régime.

Sieyès avait été jugé ou s'était jugé lui-même peu propre au consulat. L'action ne lui convenait pas, et son caractère le

[1] Thibaudeau, *Mémoires,* t. II, p. 263.

rendait impossible dans un second rôle. On lui réserva la présidence du Sénat. « Il fut, dit Norvins, le premier personnage absorbé par le Sénat, hospice politique qui devait servir d'asile aux vétérans et aux ambitieux de la révolution. » Il acheva de s'annihiler, en acceptant de Bonaparte le don perfide de la terre de Crosne, à titre de récompense nationale.

On convint que, d'accord avec Roger-Ducos, Cambacérès et Lebrun, il nommerait trente et un sénateurs, que les trente et un en nommeraient vingt-neuf autres, et que plus tard les soixante en nommeraient vingt pour compléter le nombre réglementaire de quatre-vingts. De cette façon, le premier consul restait étranger au choix des hommes composant les corps destinés à le contrôler. Les sénateurs appartinrent presque tous à l'opinion modérée ; les principaux choix portèrent sur les illustrations des assemblées précédentes et celles de l'Institut.

Les deux anciens consuls et les deux nouveaux nommèrent aussi les membres du Corps législatif et du Tribunat. Le Corps législatif, composé en majorité de modérés des derniers conseils, renferma peu de noms connus. Les personnalités plus influentes ou plus agissantes furent réservées pour le Tribunat, où l'on vit Chénier, Daunou, Stanislas de Girardin, Constant, quelques hommes nouveaux, ou que la révolution avait condamnés à l'inaction : on se sentait obligé d'être moins exclusif que le Directoire.

On le fut d'autant moins, que les sollicitations furent nombreuses jusqu'à l'abus. En effet, le nouveau gouvernement s'annonçait avec des conditions évidentes de vie et de durée, et l'ancien ne laissait de regrets qu'à un petit nombre de républicains de principe, décidés à s'abstenir, et désormais sans grande influence. On avait aussi attaché aux différentes fonctions des traitements élevés, propres à les faire rechercher. Les sénateurs recevaient vingt-cinq mille francs, les membres du Corps législatif dix mille, et les tribuns quinze mille. Les solliciteurs avaient inventé un mot de circonstance pour colorer leurs démarches. Ils disaient qu'il fallait appuyer le gouvernement, et *se montrer*.

Bonaparte s'était réservé la nomination des conseillers d'État, qui étaient ses vrais lieutenants. Il eut le bon sens de choisir dans chaque spécialité les hommes les plus capables. C'est ainsi qu'entre autres noms, il plaça au comité de la

guerre Lacuée, Brune et Marmont; à la section de la marine, de Champigny, Gantheaume et Fleurieu; aux finances, Defermon, Duchâtel et Dufresne; à la justice, Boulay de la Meurthe, Berlier, Réal; à l'intérieur, Rœderer, Cretet, Chaptal, Regnaud de Saint-Jean d'Angely, Fourcroy. Les conseillers d'État assistaient les ministres; quelques-uns étaient à la tête d'administrations importantes qui ne formaient pas encore des ministères, comme les travaux publics et l'instruction publique.

Le ministère demeura ce qu'il était, sauf que Laplace céda l'intérieur à Lucien, et que Cambacérès fut remplacé à la justice par Abrial.

Avant l'installation et l'ouverture des grands corps de l'État, qui eut lieu le 1er janvier 1800, et coïncida ainsi (d'après l'ancien calendrier) avec le commencement du nouveau siècle, Bonaparte se hata de prendre quelques mesures qui séparaient nettement son gouvernement de la tradition révolutionnaire. Il libéra de la *surveillance* les personnes arrêtées au mois de brumaire précédent. Il rappela en France les déportés des époques antérieures, entre autres ceux de fructidor (26 décembre). Il déclara abrogées, comme contraires à la constitution, les lois qui écartaient des fonctions publiques les émigrés rayés des listes (le 27). Il restitua les églises au culte, soumit les prêtres à une simple formule d'obéissance au gouvernement, et décréta que Pie VI, mort à Valence, recevrait de grands honneurs funèbres (le 28). Il abolit toutes les fêtes révolutionnaires autres que celles du 14 juillet pour la prise de la Bastille et du 22 septembre pour la proclamation de la république. Il fit ainsi disparaître, et c'était son but principal, celle du 21 janvier. Enfin, il commença à décerner des armes d'honneur à des militaires pris dans tous les rangs de l'armée.

IV. — Les grands corps furent installés le 1er janvier, le Sénat au Luxembourg, le Corps législatif au Palais-Bourbon, et le Tribunat au Palais-Royal, sous les présidences de Sieyès, de Perrin des Vosges et de Daunou.

Les deux premiers devaient être, par leur composition et leurs attributions, calmes et dociles. D'ailleurs, le silence n'était pas une nouveauté; on en avait déjà fait l'épreuve sous le Directoire; cette fois, il était non plus forcé, mais à demi volontaire.

Le Tribunat était appelé, par sa composition et ses attribu-

tions, à un rôle différent. Il discutait les lois, quoiqu'il n'en eût pas le vote définitif; il pouvait même exprimer des vœux, quoique ces vœux n'eussent aucun caractère obligatoire. Il avait donc le droit d'exprimer des opinions; il pouvait même faire une certaine opposition. Aussi concentra-t-il à peu près sur lui tout l'intérêt des sessions législatives.

Dès la première séance, un tribun, Duveyrier, s'exprima d'une façon peu mesurée. Le lendemain, Stanislas Girardin déclara que le Tribunat ne devait pas être et ne serait pas un foyer d'opposition; que le 18 brumaire avait été la révolution des modérés. On lui soumit une loi qui réglait son mode d'action. Elle était empreinte à son égard d'une défiance visible; le gouvernement voulait lui envoyer les projets de loi sans exposé de motifs et fixer la durée des discussions, condamnées ainsi à être rapides et sommaires. Benjamin Constant combattit ce système; il rappela que les législatures précédentes avaient abusé de l'*urgence;* il soutint que les discussions devaient être complètes pour être sérieuses, et que l'indépendance du Tribunat était le vœu même de la constitution. « Sans elle, disait-il, il n'y aurait plus que servitude et silence, silence que toute l'Europe entendrait. » « Constituez-vous, dit-il encore quelques jours plus tard à ses collègues, non pas chambre d'opposition permanente, ce qui serait absurde et dans quelques circonstances coupable : non pas chambre d'approbation éternelle, ce qui serait servile et coupable aussi dans certains cas, mais chambre d'opposition et d'approbation, suivant les mesures proposées, et chambre d'amélioration. »

Quoique ce langage fût modéré et que le Tribunat se fût borné à demander des modifications légères à la loi qu'on lui présentait, Bonaparte se trouva offensé. Tout ce qui rappelait les débats des assemblées lui était antipathique. Il avait consenti à en conserver la forme ou l'apparence, pour satisfaire les hommes qui le servaient et qui leur avaient appartenu, mais c'était tout; il ne voulait absolument pas de la liberté de la tribune. Par son ordre, les tribuns opposants furent traités de factieux dans les journaux du gouvernement; on leur reprocha de troubler l'harmonie des pouvoirs. Le salon de madame de Staël, qui passait pour inspirer Benjamin Constant, fut mis à l'*index;* elle reçut elle-même, de Fouché, l'avis officieux d'aller à la campagne.

Bonaparte saisit cette occasion pour s'emparer de la presse,

comme d'une arme dont il voulait se servir seul, et ne pas laisser l'usage à ses adversaires. Un arrêté des consuls, du 27 nivôse (16 janvier), ne conserva que treize journaux dans le département de la Seine, attendu, portait-il, qu'une partie des journaux politiques sont des instruments dans les mains des ennemis de la république, et que le gouvernement est chargé spécialement par le peuple français de veiller à sa sûreté. Le ministre de la police reçut l'ordre de faire une épuration semblable pour les journaux des départements. Les propriétaires et les rédacteurs des journaux conservés furent tenus de « promettre fidélité à la constitution », et menacés de suppression dans des cas déterminés, particulièrement s'ils inséraient des articles contraires à la souveraineté du peuple et à la gloire des armées.

Deux lois organiques étaient d'une importance capitale, celles qui organisaient l'administration intérieure et la justice.

La premiere, à laquelle Sieyès prit encore une grande part, remplaça toutes les administrations électives et collectives des départements, cantons et communes, par des agents que l'État nommait, des préfets, des sous-préfets et des maires. Rœderer, le rapporteur, se fonda sur ce principe, qu'administrer doit être le fait d'un seul homme et juger celui de plusieurs. Les cantons furent supprimés; en revanche, on créa dans chaque département des *arrondissements* de sous-préfecture. Les nouveaux fonctionnaires, soumis à une hiérarchie rigoureuse et presque militaire, exercerent les pouvoirs les plus étendus. Ils devaient bien être assistés de conseils départementaux, de conseils d'arrondissement et de conseils communaux; mais, outre que ces conseils avaient des attributions restreintes et ne pouvaient siéger plus de quinze jours par an, Bonaparte réserva au gouvernement d'en nommer les membres sur les listes de notabilité, se fondant sur ce que la constitution autorisait ce systeme, et sur ce que des élections eussent donné des résultats trop peu homogenes.

Cette loi, connue sous le nom de loi du 28 pluviôse (16 février), jour où elle fut votée, fut peut-être celle qui porta le mieux l'empreinte du temps et la marque de son auteur. Avec elle, Bonaparte étreignit la France sous une force administrative puissante excluant toute contradiction, toute opposition, et malheureusement aussi toute liberté. C'était revenir au système des intendants, mais des intendants dégagés des ménage-

ments qu'ils avaient à garder avec la noblesse, les parlements et les différents corps administratifs. Les préfets furent autant de premiers consuls au petit pied. Rien ne fut conservé ni des assemblées provinciales, ni des institutions libres créées par la révolution, pour faire participer le pays aux affaires des départements ou même des communes. L'arrondissement, création factice de Sieyes, avait été imaginé précisément pour détruire les influences et les résistances locales. Le principe de Rœderer était vrai, en ce sens que l'action administrative ne devait appartenir qu'à une seule personne; mais Rœderer oubliait que l'action administrative d'un seul n'exclut ni la délibération ni le contrôle de plusieurs. Le Tribunat présenta des critiques fondées. Il se plaignit que les arrondissements formassent des circonscriptions artificielles et ne répondant à rien. Chauvelin défendit le principe de l'élection des maires, et demanda que leur nomination par le gouvernement fût une mesure transitoire. Ganilh représenta l'inconvénient de donner aux préfets la nomination des jurés, ce qui était contraire aux principes d'une justice indépendante. On signala encore le vice de leur présence dans les conseils de préfecture. Mais, outre que Bonaparte voulait être le maître, la France avait un besoin pressant de rétablir le bon ordre administratif partout, dans les départements et les communes, où il avait tout à fait disparu. Il fallait que la levée de l'impôt, celle des soldats et les autres services publics se fissent avec régularité, célérité et uniformité. Or, la nouvelle administration donnait tout cela. Elle fut donc acceptée comme un bienfait. D'ailleurs, ses cadres n'étaient pas exclusifs du contrôle et de la liberté; il n'était pas interdit de les y faire entrer un jour.

Bonaparte choisit ses préfets avec soin, souvent parmi les hommes qui avaient rempli les plus hautes positions, chose nécessaire en raison de l'étendue des pouvoirs qu'il leur donnait. Ainsi, l'ex-directeur Letourneur devint préfet de Nantes. Il les choisit dans toutes les opinions, répétant et ordonnant de répéter que son gouvernement se mettait *au centre de tous les partis*. Il donna la préfecture de Rouen à Beugnot, et d'autres à d'anciens Montagnards ou Thermidoriens qui n'eurent aucune peine à le servir, n'ayant jamais eu l'idée vraie de la liberté.

La loi judiciaire, promulguée le 27 ventôse (17 mars), eut deux objets. En premier lieu, la réorganisation de tribunaux ou cours d'appel. La Constituante avait voulu que les appels fus-

sent portés d'un tribunal à un autre tribunal de même ordre, système défectueux qui ne donnait pas aux seconds arrêts l'autorité nécessaire, et qu'on n'avait établi que pour mieux rompre avec la tradition des parlements. En 1800, la crainte de rétablir les parlements sous une forme quelconque n'était plus sérieuse; on créa donc vingt-neuf cours d'appel placées dans les chefs-lieux judiciaires de quelque importance. Les magistrats furent nommés par le gouvernement et déclarés inamovibles, à l'exception des juges de paix. La loi augmenta aussi le nombre des tribunaux de première instance; elle en créa un par arrondissement, pour rapprocher la justice des justiciables, et pour répondre au besoin plus imaginaire que réel de la symétrie administrative. C'était déjà à cette époque une proportion exagérée.

Le second objet de la loi, et c'est ici qu'on retrouve l'esprit de Bonaparte, fut d'assurer au gouvernement un puissant moyen d'action sur la justice Il voulait reconstituer la magistrature à peu près comme sous l'ancienne monarchie, mais avec l'indépendance de moins. L'inamovibilité était une garantie incomplète. Le tribun Ganilh représenta en vain qu'il était nécessaire que la justice ne relevât que d'elle-même, et ne pût en rien être influencée par le pouvoir; qu'autrement on se mettait en opposition directe avec les principes de la Constituante. La loi fut votée. Elle eut du moins un heureux effet; elle reconstitua la magistrature en tant que corps; on y vit aussitôt reparaître des noms connus que la révolution avait proscrits.

L'œuvre de la session ne se borna pas à ces deux lois. On en vota beaucoup d'autres, dans ce que Benjamin Constant appela un tourbillon d'urgence. Par exemple, on rendit au père de famille, dans une certaine mesure, le droit de tester, que la révolution lui avait enlevé par une erreur manifeste. Ce fut un acte de légitime réparation, auquel Ganilh, Constant et les tribuns les plus opposants s'associèrent sans réserve.

Enfin, la loi de finances, ou le budget de l'année courante, donna lieu à un vif débat. Le Tribunat se plaignit que le budget fût présenté de manière à éviter un contrôle, mais les orateurs du gouvernement éludèrent la difficulté, en insistant sur l'urgence d'un vote sans lequel les services publics seraient désorganisés.

La session terminée (le 30 mars), le Tribunat seul continua d'avoir une séance tous les quinze jours. Le Premier Consul,

pour occuper l'esprit public, fit remplir les journaux du compte rendu des discussions du conseil d'État.

V. — Bonaparte était pressé d'en finir avec l'agitation ou l'insurrection royaliste. La loi des otages avait renforcé la chouannerie au lieu de l'affaiblir; des provinces entières étaient livrées non-seulement aux brigandages, mais à une sorte de dissolution sociale. Dans la Bretagne, la Normandie, la Vendée, les chouans arrêtaient les diligences. On s'était battu au mois d'août 1799 près de Toulouse, au mois d'octobre au Mans, à Nantes et aux environs de Vire.

Bonaparte voulut que la liste des émigrés fût définitivement close et qu'on n'y ajoutât plus de noms nouveaux. En même temps, il ne cacha pas son intention de les favoriser, non par sympathie ou pour réparer des injustices, la question de justice le touchait peu, mais par humanité et par haute politique. Ainsi, il avait vu volontiers un émigré, un Choiseul, nommé au Sénat. Par le même motif, il rappela beaucoup de proscrits, entre autres ceux de fructidor, et même il les fit entrer dans le gouvernement. Barthélemy devint sénateur et Carnot ministre de la guerre. Carnot, esprit inconséquent et caractère faible, donna ainsi une adhésion indirecte au 18 brumaire.

Les chefs vendéens, voyant la loi des suspects abolie et les prêtres détenus mis en liberté, conçurent l'idée de s'entendre avec le Premier Consul, et l'illusion qu'il pourrait rappeler les Bourbons. Il s'expliqua sur ce dernier point avec leurs agents de manière à les détromper; mais il leur déclara aussi qu'il n'agirait nullement vis-à-vis d'eux comme le Directoire; qu'il saurait distinguer entre les criminels vendus à l'étranger et les citoyens qui avaient résisté aux persécutions, et que s'il était résolu à frapper les premiers impitoyablement, il offrait aux seconds une amnistie. Il fit une adresse aux Vendéens pour rendre cette déclaration publique. Une suspension d'armes leur fut proposée par l'entremise du général Hédouville qui commandait dans l'Ouest. MM. de Chatillon, d'Autichamp et de Bourmont l'acceptèrent pour les chouans de la Vendée et d'une partie de la Bretagne. Hédouville et l'abbé Bernier négocièrent ensuite une paix définitive. Le retrait de la loi des otages, l'assurance de la liberté du culte, la clôture de la liste des émigrés, enlevaient aux royalistes leurs griefs principaux. Ils n'avaient pas les mêmes raisons de se défier de Bonaparte que

du Directoire. Ils se sentaient en face non plus d'un gouvernement usé que tout le monde conspirait à renverser, mais d'un gouvernement jeune ayant des chances de durer. D'ailleurs, les troupes de l'Ouest se grossissaient par l'arrivée de celles qu'on rappelait de la Hollande et par les dépôts de conscrits, et les Vendéens n'ignoraient pas que Bonaparte donnait à ses officiers des ordres impitoyables [1]; qu'il traitait les rebelles, dans ses proclamations, de *brigands, stipendiés de l'Angleterre,* et disait à ses soldats : « Faites une campagne courte et bonne. »

L'abbé Bernier leur persuada de se contenter de la restauration des autels et d'ajourner leurs projets de restauration du trône. La paix fut signée le 18 janvier, à Montfaucon en Vendée, par d'Autichamp, et la plupart des autres chefs y donnèrent leur adhésion.

Les chouans du Morbihan, sous Cadoudal, et ceux de la Normandie, sous Frotté, séduits par des agents anglais, persévérèrent quelques jours dans la résistance, mais les troupes régulières en eurent promptement raison (fin janvier). Frotté fut fusillé pour un acte prétendu de trahison ; Bonaparte lui envoya une grâce trop tardive et se fit accuser d'avoir voulu perdre un ennemi qui l'avait attaqué personnellement dans des écrits passionnés. Les autres chefs furent appelés aux Tuileries. Le Premier Consul apprécia la rare habileté de l'abbé Bernier et les services qu'il pourrait tirer de lui. Il entretint Bourmont, d'Autichamp, Chatillon, et parvint, sinon à les gagner, du moins à les intimider et à leur persuader de rester en repos. Il n'eut pas le même succès auprès de Georges Cadoudal, qui résista à ses prévenances et se retira en Angleterre.

Fort de ces premiers succès, et pourtant embarrassé d'une situation encore neuve et mal déterminée, Bonaparte chercha tous les moyens de frapper les imaginations. La France n'était plus que de nom une république ; elle n'était pas encore une monarchie. Il fit célébrer aux Invalides, le 9 février, une cérémonie funèbre en l'honneur de Washington dont on venait d'apprendre la mort. « Washington est mort, dit-il dans une proclamation. Ce grand homme s'est battu contre la tyrannie. Il a consolidé la liberté de sa patrie. Sa mémoire sera toujours chère au peuple français comme à tous les hommes libres des deux mondes et spécialement aux Français qui, comme lui et

[1] Voir la correspondance de Napoléon, et Lanfrey, t. II.

les soldats américains, se battent pour la liberté et l'égalité. » Il ne craignit pas de se mettre ainsi en parallèle avec le héros désintéressé de l'Amérique, et de se faire accuser d'hypocrisie. Fontanes alla plus loin. Emporté par une servile admiration, il fit de l'éloge de Washington, qu'il prononça sous le dôme des Invalides, l'apothéose du Premier Consul. Il le représenta comme devant faire cesser toutes les injustices, toutes les oppressions, et donner le repos à l'Europe. Il exalta les grands hommes, qu'une cause, disait-il, inconnue et supérieure envoie quand il en est temps pour fonder le berceau ou réparer les ruines des empires.

Dix jours après, Bonaparte alla s'installer aux Tuileries, précédé d'un brillant appareil militaire. Il voulait que les deux autres consuls s'y installassent avec lui; ils eurent la prudence de s'y refuser. Il affectait alors de ne se montrer qu'en costume de général, et il multipliait les revues et les parades. C'était un moyen de se distinguer du Directoire et de ses costumes ridicules. Mais en même temps, il régla le cérémonial et le service du palais, de telle façon que l'étiquette d'une cour remplaça bientôt aux Tuileries la familiarité des sociétés républicaines.

VI. — S'il est une excuse pour les excès d'adulation de Fontanes, c'est la conviction où le public était alors que le consulat serait un gouvernement stable et donnerait la paix à l'Europe. La France avait encore devant elle deux ennemis puissants, les Anglais et les Autrichiens. Bonaparte imagina d'écrire au roi d'Angleterre et à l'empereur deux lettres personnelles, pour leur notifier qu'il était le chef du nouveau gouvernement et leur exprimer le désir de la paix.

Malheureusement, le 18 brumaire ne fut pas jugé à l'étranger comme en France. On y savait le Premier Consul jeune, entreprenant, brouillon; on lui attribuait une large part, et avec raison, dans ce que la politique des directeurs avait eu pour l'Europe d'agressif et d'inquiétant. Tout le changement parut se borner à ce seul fait, que désormais le chef de la France tenait une épée.

Le ministère anglais affecta d'autant mieux de se renfermer dans les formes diplomatiques que Bonaparte en était sorti. Il répondit que le nouveau gouvernement n'était pas encore établi d'une manière assez solide pour qu'on pût faire avec lui une paix définitive. Les Anglais avaient pris Minorque; ils

bloquaient Malte depuis le 20 octobre, et ils espéraient nous l'enlever. Ils voulaient encore bloquer l'armée d'Égypte et nous chasser du Texel.

Il y avait bien au Parlement un parti qui soutenait avec raison que la guerre était interminable et qu'elle épuisait les ressources du pays dans un vain but. Ce parti représenta qu'on n'avait jamais eu d'occasion aussi favorable pour la terminer ; que Bonaparte et la France ayant un besoin absolu de la paix, on devait voir dans cette nécessité une garantie suffisante et ne pas en attendre d'autres, fort incertaines ; que le gouvernement consulaire était un gouvernement réparateur, au rebours des précédents. Tierney accusa les ministres de ne vouloir traiter qu'après le rétablissement des Bourbons. Sheridan critiqua, avec sa causticité ordinaire, l'expédition de Hollande, peu glorieuse pour les armes britanniques. Mais Grenville soutint que la France ne cessait pas d'être jacobine et révolutionnaire, au moins au dehors, et qu'on ne pouvait se fier ni à la parole de Bonaparte, ni à sa puissance éphémère. Pitt, avec son éloquence puissante, froide et incisive comme l'acier, termina le débat par un réquisitoire fulminant contre la révolution française, armée dans la personne d'un usurpateur étranger qui gouvernait par l'épée. Il cita la conquête de Malte et l'expédition d'Égypte comme donnant la mesure de ce que ferait Bonaparte, et représenta la France comme beaucoup plus épuisée qu'elle ne l'était réellement.

Les communes votèrent un accroissement de l'*income tax,* et l'argent nécessaire pour payer des subsides à l'Autriche , à la Bavière et au Wurtemberg.

L'Autriche répondit plus évasivement aux ouvertures pacifiques, mais redoubla aussi ses préparatifs militaires. Thugut, toujours belliqueux et attaché à la fortune de l'Angleterre, l'emporta sur l'archiduc Charles, qui eût jugé plus sage de consolider, par la paix, les victoires de l'année précédente et l'occupation de l'Italie. Thugut persista dans la prétention de chasser les Français du Rhin, et propagea l'idée répandue en Allemagne par les émigrés, qu'il fallait châtier la France révolutionnaire.

Seule, la Russie abandonna la coalition, d'ailleurs sans l'avouer. Paul Ier était irrité d'avoir été mal soutenu en Italie et en Suisse par les Autrichiens, en Hollande par les Anglais. Il repoussait les prétentions des premiers sur le Piémont et des

seconds sur Malte, où il prétendait, lui, faire une double restauration. Il n'avait jusque-là tiré de la guerre qu'un avantage, la capitulation de Corfou et des autres îles Ioniennes. Il se rapprocha de la Prusse, qui était demeurée neutre.

Donc la France devait encore soutenir, en 1800, une double guerre. Mais ce fut Bonaparte qui en fit les plans, et l'on s'en aperçut dès le début.

VII. — L'Autriche avait deux grandes armées, l'une de cent vingt mille hommes en Italie sous Mélas, l'autre de cent cinquante mille sur le Danube, cette dernière commandée par Kray, en remplacement de l'archiduc Charles que ses opinions pacifiques avaient fait reléguer dans le gouvernement de la Bohême.

La France eut aussi deux armées, l'une de cent trente mille hommes sur le Rhin et en Suisse, l'autre de trente-six mille en Ligurie. La première était appelée à jouer le principal rôle; Bonaparte la donna à Moreau, qui ne lui portait aucun ombrage et en faveur duquel il voulait réparer l'injustice du Directoire. Il donna la seconde à Masséna; quoique le vainqueur de Zurich se fût contenté d'adhérer froidement au 18 brumaire, il ne craignit pas de le mettre à la tête des soldats d'Italie pour lesquels il savait que le nom de Bonaparte était déjà un talisman. Toutefois, cette seconde armée, chassée de ses dernières positions dans le Piémont après la défaite de Genola, privée de son chef Championnet, qui était mort à Nice le 8 janvier, et recueillie à Gênes par Saint-Cyr, avait dû être réorganisée complétement.

Les troupes de la Hollande, confiées à Augereau, qui ne se piquait pas de consistance politique et dans lequel Bonaparte ne voulait voir qu'un soldat, celles de la Vendée, données à Brune, et celles de l'intérieur, formèrent les éléments d'une troisième armée. Mais c'étaient des éléments épars, difficiles à réunir, et d'ailleurs l'intérieur, quoique pacifié, ne pouvait être absolument dégarni.

Bonaparte, ne disposant pas de plus de deux cent cinquante mille hommes, non compris, il est vrai, les troupes d'Égypte, demanda au Corps législatif cent mille conscrits et les obtint. La guerre était alors populaire; on disait que c'était l'Angleterre qui avait empêché la paix et qui était la cause des malheurs de la France et de l'Europe. Le cabinet anglais fournissait au Premier

Consul une admirable occasion d'associer les sentiments de la France à son ambition. Le recrutement fut hâté par le zèle des préfets. On appela aussi des volontaires, et l'on fit une réquisition extraordinaire de chevaux. Les conscrits furent destinés à garder l'intérieur, où ils devaient être exercés dans des dépôts; leur présence permettait d'utiliser immédiatement les deux cent mille hommes existants.

Bonaparte enjoignit à Masséna de rester sur la défensive entre Gênes et Nice, et d'y tenir comme aux Thermopyles. Il dona l'ordre à Moreau de remonter le Rhin par la rive gauche, de passer sur la rive droite à la hauteur de Schaffhouse, de rejeter Kray sur Ratisbonne, et de marcher sur Vienne par la vallée du Danube. Pour lui, il se réserva de former une troisième armée en temps utile, en prenant à l'armée du Rhin une de ses divisions et en la joignant à des corps tirés de l'intérieur; il comptait s'établir en Suisse, puis agir suivant les occurrences, de manière à séparer entièrement Kray et Mélas. Si, comme il l'espérait, la fortune secondait Moreau, il se proposait de tomber lui-même sur l'Italie et de placer Mélas entre deux armées, la sienne et celle de Masséna. Plan vigoureux et hardi, dont il ne se dissimulait pas les difficultés d'exécution, mais qu'il se flattait d'exécuter, parce qu'il était Bonaparte et qu'alors il tenait la France dans ses mains. Il s'y sentait maître absolu.

Ses soins se portèrent d'abord sur l'armée du Rhin, destinée au rôle le plus actif et le plus brillant. Elle était composée de vieux soldats d'Allemagne, sages, sobres, disciplinés et bien commandés. Lecourbe, Richepanse, Saint-Cyr, Ney, déjà célèbre par sa bravoure chevaleresque, étaient au nombre des divisionnaires de Moreau. Bonaparte organisa aussi les troupes de l'intérieur de manière à tenir les éléments de la troisième armée prêts au mois d'avril entre Dijon et Genève. Il prit les précautions les plus heureuses pour masquer ses opérations, n'attirer l'attention sur aucun point et ne rien laisser pénétrer de ses plans à l'ennemi. L'Autriche, ne s'imaginant pas qu'elle pût être attaquée du côté de la Suisse, surtout l'hiver, se contenta d'entretenir sur les confins des Grisons et du Tyrol un corps assez faible confié au prince de Reuss, dans l'unique but d'assurer une communication entre ses deux grandes armées.

Masséna commença par assurer l'approvisionnement de ses troupes, chose difficile, car les Anglais gênaient les arrivages

maritimes. Avec trente-six mille hommes, il devait garder la longue ligne des Alpes et des Apennins depuis le mont Cenis jusqu'à Gênes, ce qui n'était pas moins difficile ; car Mélas avait cent vingt mille hommes dans le Piémont, juste au milieu de ce demi-cercle. Masséna, par ordre du Premier Consul, concentra ses principales forces à Gênes.

Mélas prit l'offensive et déboucha, le 5 avril, en Ligurie par le col de la Bocchetta et les cols voisins. Après plusieurs combats, où les divisions Soult et Suchet déployèrent une valeur brillante, les Français durent céder et virent leur ligne coupée entre Gênes et Nice. Suchet se replia sur cette dernière ville, puis sur le Var, où il se retrancha au pont Saint-Laurent. Mélas se proposait d'entrer en Provence, avec l'appui de la flotte anglaise qui croisait devant Toulon, ayant à son bord Pichegru, Willot et d'autres émigrés.

Masséna, enfermé dans Gênes avec dix-huit mille hommes, y fit la défense la plus vigoureuse et la plus habile. Dès les premiers jours, il organisa des sorties heureuses et refoula l'ennemi des deux côtés. Le 30 avril, les Autrichiens avaient préparé une grande attaque et pris un fort avancé. Il sortit encore, les chassa de leurs positions et leur infligea des pertes très-sensibles. Mais cette énergie ne servait qu'à gagner du temps. Gênes ne pouvait se maintenir qu'à la condition d'être secourue.

Bonaparte pressa Moreau d'entrer en campagne. Plus il se hâterait, plus on aurait de chance de dégager Masséna. Moreau, toujours prévoyant, ne voulut partir que ses préparatifs entièrement achevés. Laissant trente mille hommes dans les places, il se mit en marche le 25 avril avec cent mille, passa le Rhin sur plusieurs points différents, et réunit toutes ses divisions, le 1er mai, sur la rive droite en avant de Schaffhouse. Les forces du maréchal Kray n'étaient pas très-supérieures. Moreau entreprit de le couper du Vorarlberg en se dirigeant sur Engen et Stokach. Le 3 mai, Lecourbe occupa sans peine Stokach, défendu par une simple division, et y enleva des magasins. Pendant ce temps, Moreau retenait Kray à Engen et lui livrait une bataille acharnée. Kray, apprenant que Stokach était tombé au mains de Lecourbe, abandonna ses positions. Il essaya le surlendemain de résister encore à Mœsskirch, mais Moreau l'y attaqua avec la même vigueur et y remporta une seconde victoire.

Les Autrichiens, affaiblis par la perte d'un grand nombre de prisonniers, se retirèrent derrière le Danube, et allèrent s'enfermer dans les camps retranchés qui entouraient la place forte d'Ulm. Les divisions françaises de Saint-Cyr et de Lecourbe enlevèrent les magasins de Biberach et de Memmingen.

Moreau avait deux partis à prendre. Il pouvait attaquer Ulm ou continuer sa marche dans la direction d'Augsbourg. Un retour offensif de l'ennemi et un combat très-vif, livré le 16, le forcèrent de se concentrer en face d'Ulm, en se contentant de faire occuper Augsbourg par la division Lecourbe. Il avait d'ailleurs obtenu le résultat cherché, celui d'arrêter l'armée de Kray en Allemagne; il l'y tenait paralysée et hors d'état de communiquer avec Mélas. Il assurait ainsi à Bonaparte le champ libre pour agir.

Bonaparte saisit ce moment pour lui réclamer les seize mille hommes qu'il était convenu de lui reprendre à un moment donné. Carnot se présenta au quartier général pour les demander au nom du Premier Consul. Moncey et Lorge les conduisirent en Italie.

La situation de Masséna, à Gênes, devenait de plus en plus critique. Une sortie heureuse qu'il fit le 10 mai fut la dernière. La garnison s'épuisait, les vivres allaient manquer. Le Premier Consul reçut de l'aide de camp Franceschi, qui était parvenu à s'échapper, l'avis qu'il fallait que la ville fût absolument débloquée avant le 20.

Bonaparte n'espérait plus arriver en temps utile. Il était parti le 6 mai. Le Tribunat, s'écartant des formes constitutionnelles, avait exprimé le vœu de le voir revenir *vainqueur et pacificateur*. Le 13, il était à Lausanne, où les détachements isolés s'étaient réunis; il y passa en revue l'armée de réserve, et choisit, pour la conduire en Italie, le plus court et le plus direct des passages des Alpes, celui du grand Saint-Bernard. On devait y rencontrer d'immenses difficultés, mais les autres routes en eussent présenté tout autant. Il s'agissait de faire passer trente-cinq mille hommes avec les chevaux, les bagages et l'artillerie. Bonaparte avait calculé et préparé, avec sa sollicitude ordinaire, tous les détails de l'exécution. Lannes passa avec l'avant-garde pendant la nuit du 14 au 15. Chaque jour une division nouvelle le suivit. Les fantassins, chargés d'armes et de sacs, gravirent le col avec peine par des sentiers escarpés. La descente fut plus pénible encore. Ils s'encoura-

geaient par des chants patriotiques et par le son de la musique militaire. Mais les plus grands obstacles furent ceux que présenta le transport de l'artillerie. Il fallut charger à dos de mulet les pièces qu'on put démonter, et traîner les autres à force de bras ou sur des madriers et des traîneaux avec des difficultés infinies. Quand on fut arrivé dans la vallée d'Aoste, on se trouva en présence du fort de Bard, qui barrait la route absolument. Il fallut se détourner, tailler exprès un chemin dans le roc pour les fantassins et les chevaux, démonter l'artillerie une seconde fois, envelopper les pièces de paille et les traîner encore sur une route garnie de fumier, en s'exposant aux feux meurtriers du fort. On passa enfin. Le 22, Lannes enleva la ville et la citadelle d'Ivrée. Le 26, il battit un corps autrichien à la Chiusella, et atteignit Chivasso, désigné comme point de ralliement.

Dès que Mélas avait appris l'apparition de la troisième armée française, il était accouru à Turin; mais la croyant d'abord peu nombreuse, il n'avait pas renoncé à poursuivre son plan de campagne, exécuté heureusement jusque-là. Il avait donc laissé ses forces principales à ses lieutenants Ott, qui assiégeait Gênes, et Elssnitz, qui faisait face sur le Var à Suchet. Ce fut le 31 mai seulement qu'il se décida à les rappeler. En attendant, il se contenta de grouper autour de lui les corps autrichiens isolés qui gardaient les défilés des Alpes ou les places du Piémont. Il réunit ainsi trente ou trente-cinq mille hommes, ne supposant pas que Bonaparte en eût davantage.

Bonaparte dut renoncer à débloquer Gênes. Il eût pu occuper sans peine la plus grande partie du Piémont, mais le résultat eût été insignifiant. Il aima mieux se diriger sur Milan, pour y rallier le corps de Moncey qui arrivait par le Saint-Gothard, y prendre les magasins de l'ennemi, couper à Mélas ses communications avec l'Autriche, et peut-être l'obliger à rappeler les forces employées au siége de Gênes. Il marcha donc sur Pavie et sur Milan, entra le 2 juin dans cette dernière ville, força les garnisons autrichiennes, celle du château de Milan exceptée, à se retirer derrière le Mincio, occupa tous les points importants de la Lombardie, et enleva partout les armes et les magasins. Les Milanais l'accueillirent avec joie; car ils étaient alors, tous sans exception, furieux contre l'Autriche depuis qu'elle les gouvernait; aussi égoïste que la France et plus maladroite, elle n'avait cessé de les traiter comme un peuple con-

quis, en les accablant d'exigences et de proscriptions. Bonaparte, qui avait naguère imaginé de publier les bulletins de ses armées, s'autorisa de la joie des Milanais délivrés, pour exposer dans une proclamation comment les Autrichiens eussent maltraités les provinces françaises qu'ils avaient prétendu conquérir. Il abandonna toute pensée de secourir Masséna, et il attendit Moncey, se disant que si Gênes succombait, une victoire lui en rouvrirait les portes.

Masséna se trouva réduit aux extrémités les plus affreuses; la disette, la mortalité, enfin la famine. Les vivres manquèrent tout à fait. Le peuple de Gênes était si exaspéré que les Français se voyaient obligés de tenir, sur les places, leurs canons mèches allumées. Les soldats, affaiblis par les privations, et découragés de n'être pas secourus, accusaient la France de les sacrifier. Ils disaient de leur général : « Il finira par nous faire manger ses bottes. » Force fut de capituler le 4 juin. Masséna obtint de sortir avec les honneurs de la guerre. Il ne comptait plus que huit mille hommes valides ; l'autre moitié avait succombé, était aux mains de l'ennemi, ou languissait dans les hôpitaux.

Pendant ce temps, Suchet s'était mis à la poursuite d'Elssnitz, rappelé par Mélas. Il l'avait battu et avait ruiné une partie de son corps. Il passa l'Apennin et vint s'établir à Acqui. Masséna l'y rejoignit, et s'arrêta pour donner du repos à ses soldats. Cette inaction ne fut d'ailleurs pas sans utilité; elle retint dans les montagnes un certain nombre de troupes autrichiennes.

La partie décisive devait se jouer entre Mélas et Bonaparte. Mélas ne comptait pas, à cause des garnisons et des corps détachés, plus de cinquante mille hommes disponibles. Il se voyait enfermé dans le Piémont, et ses communications étaient coupées avec l'Autriche de tous les côtés, ou à la veille de l'être. Il résolut de se dégager, en marchant rapidement vers Mantoue par la route de Plaisance et de Crémone qui longe la rive méridionale du Pô. Il envoya son avant-garde à Plaisance, mais il perdit quelques jours à attendre Elssnitz et ses divisions laissées en arrière. Bonaparte le prévint. Il venait de rallier le corps de Moncey. Il se hâta de faire occuper par ses lieutenants tous les passages du Pô, et porta ses forces principales à la Stradella, espèce de défilé que traverse la route d'Alexandrie à Plaisance, entre le Pô et les montagnes. Murat chassa de Plai-

sance l'avant-garde autrichienne. Bonaparte fermait ainsi à l'ennemi tous les débouchés.

Le 9 juin, dix-huit mille Autrichiens sous le général Ott, arrivant de Gênes où ils avaient laissé une simple garnison, et se dirigeant sur Plaisance par la route de Tortone, rencontrèrent Lannes et sa division à Casteggio et Montebello, un peu en avant de la Stradella. Ils voulurent forcer le passage. Lannes n'avait que douze mille hommes, y compris la division Victor; il lutta huit heures durant et resta maître du champ de bataille de Montebello, qui devint son titre d'illustration.

Bonaparte, voyant ses forces trop dispersées, les concentra davantage pour marcher au-devant de Mélas, qui devait d'après ses calculs lui livrer bataille dans la plaine d'Alexandrie. Ce fut alors que Desaix arriva au quartier général; il venait de quitter l'Égypte, où il n'avait pu s'entendre avec Kléber. Bonaparte, qui l'aimait et le regardait comme son meilleur lieutenant, lui donna six mille hommes, en le chargeant d'occuper Novi et de surveiller la rivière de Gênes.

Mélas consulta son conseil de guerre. Ses pertes récentes l'avaient réduit à quarante mille hommes, mais il avait une cavalerie superbe, beaucoup plus nombreuse que la nôtre, et deux cents bouches à feu. La grande plaine d'Alexandrie était très-favorable à cette cavalerie. Le conseil décida qu'il fallait se faire jour et percer l'armée française.

Les Autrichiens sortirent le 14 d'Alexandrie de grand matin, passèrent les ponts de la Bormida, et portèrent toutes leurs forces sur le village de Marengo, occupé par le général Victor et sa division. Victor, protégé par le ruisseau Fontanone, fit une résistance vigoureuse. La division de Lannes, établie sur sa droite, à Castel-Ceriolo, l'appuyait. Mélas lança toutes ses réserves ; sa nombreuse cavalerie déborda les deux ailes des Français, et enveloppa leur gauche complétement. Les grenadiers autrichiens enlevèrent Marengo. A dix heures Victor dut battre en retraite. Lannes résistait encore, mais faiblement.

Bonaparte se tenait en arrière à San-Giuliano; ses différents corps, disposés en échelons, se trouvaient un peu trop espacés. Il fit marcher les divisions qu'il avait sous la main et sa *garde consulaire* sur Castel-Ceriolo pour y appuyer la résistance de Lannes. Mélas avait commis la faute de détacher une partie de sa cavalerie, et de l'envoyer vers Acqui pour s'opposer à l'arrivée de Suchet; or, ce dernier était bien plus éloigné

qu'il ne pensait. Toutefois, en portant encore sur le point menacé le gros de ses forces, il parvint à rester le maître.

Bonaparte, voyant la retraite inévitable, ne s'occupa plus que de la faire lentement et en bon ordre. Il espérait encore que Desaix prévenu aurait le temps d'arriver. Heureusement celui-ci, sans attendre le message, avait marché au bruit du canon. A trois heures, les têtes de ses colonnes arrivèrent. Mélas venait de rentrer à Alexandrie. Il avait eu deux chevaux tués sous lui; il croyait la bataille gagnée et la route ouverte. Il avait chargé le général Zach, son chef d'état-major, de former ses troupes en colonnes de marche.

Desaix, consulté par Bonaparte sur ce qu'il y avait à faire, tira sa montre, et dit froidement : « La bataille est perdue, il est encore temps d'en gagner une autre. » Bonaparte courut aux premiers rangs de ses soldats, et leur cria : « C'est assez reculer. Vous savez que je couche toujours sur le champ de bataille. » Au moment où les premières colonnes ennemies essayaient d'enlever San-Giuliano, seule position conservée par les Français, Desaix les attaqua de front et les ébranla. Une balle vint le frapper mortellement. Ses soldats furieux redoublèrent de vigueur; Kellermann fit une brillante charge de cavalerie, prit en flanc la division engagée, et acheva d'y jeter le désordre. Elle posa les armes. Les Français, enhardis par ce retour de la fortune, reprirent une offensive énergique sur tous les points. Les Autrichiens, saisis de panique, se rejetèrent sur Alexandrie, s'entassèrent pour y rentrer sur les ponts de la Bormida, changèrent par leur précipitation la retraite en déroute, augmentèrent ainsi leurs pertes et abandonnèrent la moitié de leur artillerie.

Telle fut la journée de Marengo, divisée en trois actes distincts. Bonaparte y joua sa fortune, mais il eut le succès final. Sur quarante mille hommes, les Autrichiens comptèrent huit mille tués ou blessés, et quatre mille prisonniers, soit près du tiers de leur effectif. Les Français, engagés au nombre de vingt-huit mille seulement, perdirent six ou sept mille hommes, proportion considérable également. Mais rarement bataille fut suivie d'aussi grands résultats. Les Autrichiens, coupés de tous côtés, capitulèrent sur-le-champ. Un jour avait suffi pour leur faire perdre l'Italie.

Le 15, le prince de Lichtenstein se présenta au quartier général du Premier Consul. Celui-ci posa ses conditions sans ad-

mettre qu'elles fussent discutées. Il offrit à l'armée autrichienne de la laisser passer avec armes et bagages, moyennant qu'elle rendît toutes les places et évacuât l'Italie jusqu'au Mincio. La convention dite d'Alexandrie fut signée le jour même. L'Autriche reculait au traité de Campo-Formio.

Bonaparte courut à Milan, y fit une entrée triomphale, et y rétablit la république cisalpine, se réservant toutefois d'en reviser la constitution. Il veilla à la restitution des places, qui étaient Alexandrie, Turin, Gênes, Savone, Coni, Tortone et Pizzighettone. Il donna le commandement supérieur de l'armée d'Italie à Masséna, et il appela Jourdan qu'il voulait s'attacher, à gouverner provisoirement le Piémont. Il ordonna la démolition des forts qui commandaient les routes des Alpes. Enfin, il voulut assister dans la cathédrale à un *Te Deum,* révélant par cet acte significatif son désir de se rapprocher de l'Église.

Il se hâta ensuite de regagner la France. A Lyon, il fut fêté avec enthousiasme, il ordonna la reconstruction de la place Bellecour et il en posa la première pierre. A Paris, il voulut recevoir les félicitations solennelles des grands corps de l'État, cérémonie dont on n'avait pas vu d'exemple depuis 1744, l'année où Louis XV était revenu de Metz. Le Premier Consul avait mis le sceau à sa gloire militaire; il était désormais sans contredit le premier tacticien de l'Europe. La victoire de Marengo et la capitulation d'Alexandrie servirent de justification au 18 brumaire.

L'armée autrichienne d'Allemagne demeurait établie à Ulm dans une place forte de premier ordre, qu'entouraient de tous côtés des positions presque imprenables. Moreau, campé en face du Danube entre l'Iller et le Lech, l'observait de manière à lui fermer toute communication avec les Alpes. Lorsqu'il sut que Bonaparte avait passé le Saint-Bernard, il jugea que le moment était venu de reprendre l'offensive. Attaquer Ulm de front était chose impossible. Il résolut de passer le Danube un peu plus bas, pour couper à l'ennemi sa ligne de retraite, et l'obliger à la regagner.

Il passa le fleuve le 18 juin, passage mémorable, qui fut exécuté avec une grande habileté. Le lendemain 19, les Français et les Autrichiens se battirent tout le jour dans la vaste plaine d'Hochstedt, célèbre par un de nos plus grands désastres sous Louis XIV. Ce fut moins une bataille qu'une série de combats entre des corps différents, de cavalerie surtout, qui venaient les uns après les autres prendre part à la lutte sur un

espace de sept à huit lieues de terrain. Lecourbe, engagé le premier, et Moreau qui vint le soutenir, montrèrent une énergie et une sûreté de coup-d'œil qui assurèrent le succès final. Après dix-huit heures, car on était aux jours les plus longs de l'année, les Français occupèrent toutes les positions. Ils firent cinq mille prisonniers, et s'emparèrent des magasins que l'ennemi avait à Donauwerth.

Kray, se voyant tourné, décampa en toute hâte, et se retira avec son parc d'artillerie, par les routes qui menaient à Nordlingen. Moreau n'essaya pas de le poursuivre; il se contenta d'investir Ulm et Ingolstadt, puis il occupa par lui-même ou par ses lieutenants Augsbourg, Munich, les ponts et les routes de la Bavière. Il fit aussi occuper par Lecourbe Feldkirch et les positions à l'entrée du Tyrol, pour barrer le passage au prince de Reuss.

Kray, averti des événements d'Italie, demanda une suspension d'armes. Moreau jugea que le résultat de la guerre était obtenu, et qu'il ne pouvait s'avancer plus loin sans imprudence. Il consentit à signer l'armistice à Parsdorf près de Munich, le 15 juillet, en y mettant pour condition qu'on tracerait une ligne de démarcation entre les deux armées, ligne allant du Meyn à l'Inn, et assurant aux Français tout le pays dont ils étaient maîtres, sauf la faculté pour l'Autriche de ravitailler les trois forteresses de Philipsbourg, d'Ulm et d'Ingolstadt.

Il s'arrêta donc après une campagne qui ne présenta pas comme celle de Bonaparte des coups de théâtre éclatants, mais qui fut magnifique par ses résultats.

VIII. — L'armée d'Égypte avait appris le départ de Bonaparte avec une véritable consternation. Elle se crut abandonnée et trahie; elle jugea avec plus de raison encore que son chef s'éloignait parce qu'il s'était convaincu de son impuissance. Elle s'emporta en injures passionnées, disant qu'il fallait revenir en France à tout prix, en finir avec un trop long exil, et refusant de croire que Bonaparte fût allé chercher les moyens de la tirer de là.

Kléber, qui avait toujours poussé la liberté de parole jusqu'aux emportements, s'associa le premier à ces plaintes au lieu de les calmer. Il écrivit au Directoire pour l'informer de l'état où se trouvait l'armée, réduite en nombre, privée de ses meilleurs officiers, manquant de tout, d'argent, de munitions,

et incapable de s'en procurer. Son rapport était empreint d'exagération; il devait à peu de temps de là prouver lui-même que les difficultés et les dangers n'étaient pas aussi insurmontables qu'il le disait. Mais si la passion l'égarait, il n'en avait pas moins raison dans le fond; les illusions étaient tombées, le charme détruit. Aucun des calculs faits au début n'était réalisable. L'armée laissée en Égypte était condamnée à faire les efforts les plus rudes pour se maintenir, sans autre espérance que de retarder sa destruction. Kléber avertit donc les directeurs qu'il allait traiter avec la Porte, et lui proposer une occupation mixte du pays. Il envoya ses dépêches en double expédition. L'une d'elles tomba aux mains des Anglais avec les lettres de beaucoup d'officiers. Les Anglais ne manquèrent pas de publier le tout.

Bonaparte avait laissé des instructions où il prévoyait la possibilité d'une capitulation dans des cas déterminés et à certaines conditions. Kléber résolut de s'en servir sans attendre une autorisation de Paris, et avant qu'il eût sur les bras l'armée de Syrie, amenée par le grand vizir.

Il pria Sidney Smith de lui servir d'intermédiaire vis-à-vis des Turcs, et lui envoya à bord de son vaisseau *le Tigre* deux négociateurs, Desaix et l'intendant Poussielgue. Il offrait d'évacuer l'Égypte au moyen d'un traité en règle. Sidney Smith observa qu'il n'avait aucun pouvoir pour engager les puissances; qu'il ne pouvait signer qu'une convention militaire et obtenir du grand vizir une suspension d'armes. Son désir secret était d'amener les Français à s'embarquer sur son escadre pendant le délai nécessaire pour qu'une convention fût ratifiée par les différents cabinets.

Les négociateurs se rendirent à El-Arisch dans la tente du grand vizir, où des conférences s'ouvrirent le 13 janvier 1800. Une trahison venait de livrer aux Turcs le fort et la garnison d'El-Arisch, malgré le désespoir des grenadiers, qui s'étaient fait sauter. L'armée turque était redoutable, bien que composée des éléments les plus divers, de janissaires, de mameluks, de soldats irréguliers et d'Arabes pillards. Le grand vizir, après avoir demandé que les Français se rendissent prisonniers de guerre, finit par consentir qu'ils se retirassent avec armes et bagages, et leur accorda un armistice de trois mois pour préparer leur retraite, mais à condition que trois forts lui seraient livrés immédiatement, et le Caire au bout de quarante jours.

Le transport devait se faire sur une flotte anglaise. Desaix trouva ces conditions trop dures, et voulut avant de les signer en référer à Kléber; il lui en coûtait de sacrifier l'Égypte, surtout sans ordres ni nouvelles de France. Kléber réunit à Salahieh, le 21 janvier, un conseil de guerre. Les généraux consultés constatèrent que cinq mois s'étaient écoulés depuis le départ de Bonaparte; qu'on ne les avait pas secourus ; qu'ils n'avaient aucune chance de l'être; que la situation allait en empirant. Davout seul était d'avis de tenir encore, mais il se rallia à l'opinion des autres, et la convention fut signée à El-Arisch le 28 janvier.

Pendant qu'on se préparait à l'exécuter, Sidney Smith reçut, le 20 février, un ordre expédié le 17 décembre par le cabinet anglais à l'amiral lord Keith, commandant supérieur des forces navales de la Méditerranée. Cet ordre portait de ne signer aucune capitulation sans la condition expresse que l'armée française serait prisonnière de guerre. Sidney Smith avertit Kléber aussitôt.

Celui-ci, qui recevait au même moment un envoyé de France et des dépêches de Bonaparte, devenu premier consul, prit son parti sans hésiter. Il avait déjà exécuté une partie de la convention, livré ses forts, et rappelé ses troupes de la haute Égypte. Il contremanda tous ses ordres, et fit afficher la lettre de lord Keith, avec ces mots : « On ne répond à de telles insolences que par des victoires. Soldats, préparez-vous à combattre ! »

Sa situation était des plus périlleuses; il avait en face de lui les quatre-vingt mille hommes du grand vizir à cinq marches du Caire, le prestige des armes françaises détruit, une population indigène dont l'hostilité avait été surexcitée.

Il sortit du Caire le 20 mars au milieu de la nuit pour surprendre l'ennemi avec dix mille hommes environ. Il en laissait deux mille dans les forts. Il fit marcher ses troupes en carrés, la cavalerie et l'artillerie au milieu. Son audace s'était communiquée aux soldats. « Sa belle tête s'élevait au-dessus des bataillons comme un drapeau. » Il enleva le village retranché de Matarieh, puis s'avança contre les retranchements établis par le vizir au delà des ruines d'Héliopolis. L'artillerie turque, bien que pourvue de pièces anglaises, fut promptement démontée. D'innombrables cavaliers se précipitèrent pour envelopper les Français. Les carrés résistèrent avec leur vigueur accoutumée,

et les assaillants furent mis en pleine déroute. Kléber, après avoir renvoyé quelques bataillons au Caire, où une révolte était imminente, poursuivit avec le reste l'armée vaincue, qu'il espérait jeter dans le désert. Il s'empara de ses vivres, de ses bagages; il enleva à Salahieh les tentes et l'artillerie du grand vizir, déjà mises au pillage par les Arabes auxiliaires. L'ennemi n'essaya de tenir nulle part.

Au retour, il trouva le Caire en pleine insurrection. Les Turcs fanatiques massacraient les chrétiens. Pour éviter une guerre de rues qui eût été sanglante, il établit un blocus. Il bombarda et reprit, le 15 avril, le faubourg de Boulaq. Le 25, il lança des bombes sur la ville même, et l'incendie allumé dans plusieurs quartiers détermina les rebelles à capituler. Rentré au Caire, il s'y retrouva exactement dans la position où le départ de Bonaparte l'avait laissé. Le malheur de l'évacuation était réparé. On a dit que par sa victoire d'Héliopolis, Kléber s'était donné un démenti à lui-même, en prouvant qu'il pouvait garder l'Égypte, et rien n'est plus vrai; mais l'essentiel était de savoir s'il pourrait la garder longtemps.

Il s'arrangea du moins pour y vivre. Tout en ménageant le plus possible les habitants, il les chargea des impôts nécessaires à l'entretien de son armée. Il augmenta ses forces en recrutant des Kophtes, des Syriens, et même des noirs du Darfour, qui furent exercés à la discipline française. Il s'empara de marchandises apportées sur des vaisseaux turcs. Il fit construire ou achever des forts autour du Caire et sur les côtes. Peu à peu le commerce se rétablit et les caravanes revinrent. Il s'entoura d'un cortége oriental pour se donner aux yeux des indigènes le relief qu'ils étaient habitués à voir à leurs anciens souverains.

L'armée commençait à se rassurer. Elle espérait que Bonaparte, devenu maître du gouvernement, ne la laisserait pas sans secours, quand le 14 juin, le jour même où Desaix tombait à Marengo, Kléber fut frappé mortellement d'un coup de poignard par un fanatique. L'assassin fut condamné au supplice du pal, et quatre scheiks, coupables de ne pas l'avoir dénoncé, furent décapités.

Kléber était une des illustrations militaires nées de la révolution, homme intègre, désintéressé, esprit original, bien que « capricieux, indocile et frondeur » (Thiers). C'était un capitaine imposant, résolu, plein de coup d'œil, mais qui n'avait ni l'ambition ni le génie du premier rang, entendait peu la po-

litique et même affectait de ne pas s'en mêler. Menou lui succéda par ancienneté; son unique mérite était d'avoir été et d'être encore enthousiaste des projets de colonisation. Il avait épousé une Égyptienne, embrassé l'islamisme, et pris le titre d'Abdallah Menou, excentricités qui le rendaient ridicule aux yeux des Français, sans lui gagner les Égyptiens.

Le cabinet anglais, cédant aux remontrances de Sidney Smith, s'était ravisé; il confirma la capitulation d'El-Arisch. La nouvelle arriva trop tard; il n'était plus temps d'y revenir.

Bonaparte fut très-ému de la mort de Kléber, non qu'il l'aimât, mais il l'avait cru nécessaire pour conserver l'Égypte dont il était embarrassé, et qu'il ne pouvait abandonner, sa gloire personnelle y étant engagée. Quoiqu'il fît peu de cas de Menou, il jugea sage de ne pas lui ôter un commandement qu'il n'eût pu remettre avec avantage à aucun autre des officiers laissés aux bords du Nil. Il ordonna aux flottes de Brest et de Rochefort de se préparer à entrer dans la Méditerranée de concert avec la flotte espagnole, pour y occuper la flotte anglaise; pendant ce temps, l'amiral Gantheaume devait se détacher avec six frégates, et porter à Alexandrie des renforts et un matériel de guerre. Il équipa aussi un certain nombre de petits avisos chargés d'objets que l'armée d'Égypte ne pouvait se procurer qu'en France, et il les fit partir isolément. Plusieurs réussirent à se frayer un passage en trompant la surveillance des vaisseaux ennemis.

IX. — Après la capitulation de Mélas en Italie et l'armistice de Parsdorf, Bonaparte voulut la paix. Il l'avait promise à la France; il croyait l'Autriche écrasée, et il se flattait d'isoler l'Angleterre du continent.

La cour de Vienne de son côté regardait la paix comme une nécessité et s'y résignait. Mais elle désirait gagner du temps; car elle avait fait, le 20 juin, avec l'Angleterre une convention de subsides, et s'était engagée à ne signer aucun traité isolé avant le mois de février suivant.

Elle envoya à Paris un militaire, le comte de Saint-Julien, pour discuter des conditions préliminaires. C'était la première fois qu'elle accréditait un négociateur auprès de la république. Bonaparte offrit immédiatement la ligne du Mincio et la place de Mantoue, à condition que l'Autriche céderait les légations au duc de Toscane, que la Toscane serait donnée au duc de

Parme, et que Parme serait unie à la Cisalpine. Saint-Julien, quoique ayant des pouvoirs bornés, se laissa persuader par Talleyrand d'agréer ces propositions et d'en référer à Vienne (3 juillet).

Le Premier Consul entrait dans une voie arbitraire très-dangereuse, celle des remaniements de territoires et des échanges de principautés, l'une des manies et des erreurs de sa politique; il s'habituait à découper l'Europe à sa guise, pour réaliser quelques calculs du moment. Il se proposait alors de fortifier la république Cisalpine qu'il venait de reconstituer et qu'il jugeait trop faible, d'indemniser le duc de Toscane, frère de l'Empereur, et de se concilier l'Espagne en flattant les passions de la reine Louise de Parme, qui y était maîtresse absolue. En offrant au prince de Parme, neveu et gendre de cette reine, un État trois fois plus considérable que sa principauté et le titre de roi d'Étrurie, il s'imaginait lier la cour de Madrid à sa fortune, chose nécessaire tant qu'il serait en guerre avec les Anglais, mais chose difficile, car l'Espagne, dont les sentiments monarchiques et catholiques nous étaient peu favorables, s'était mal trouvée de notre alliance qui lui avait valu des pertes maritimes sensibles.

Bonaparte n'entendait pas d'ailleurs que le don de la Toscane fût gratuit; il demandait en échange la rétrocession de la Louisiane, cédée par la France en 1763. Prévoyant l'abandon forcé et prochain de l'Égypte, il avait imaginé de dédommager la France en lui rendant la Louisiane, possession qu'il représentait à la cour de Madrid comme sans valeur pour elle, en raison des nombreux territoires qu'elle possédait en Amérique. Il prétendait aussi que le roi et la reine d'Espagne détachassent le roi de Portugal, leur gendre, de l'alliance anglaise, les mettant, comme disait spirituellement Canning, dans la position de Guillaume Tell. Les ministres espagnols, du moins le principal d'entre eux, d'Urquijo, agréaient peu ces propositions, mais la volonté de la reine l'emporta, et le calcul de Bonaparte réussit.

Cependant l'empereur François II regretta d'avoir été engagé plus qu'il ne le voulait; il désavoua Saint-Julien, et proposa un congrès, qui se tiendrait à Lunéville ou Schelestadt, et où l'Angleterre serait représentée; car il ne pouvait agir sans elle. Bonaparte s'irrita d'une proposition aussi contraire à ses calculs; il voulait traiter avec le continent en le détachant de

l'Angleterre. Il ne consentit à admettre celle-ci au congrès qu'à la condition préalable d'un armistice maritime. Il espérait à la faveur de cet armistice ravitailler Malte, qui était toujours bloquée, faire sortir sa flotte du port de Brest, la faire entrer dans la Méditerranée, et faire arriver des convois à son armée d'Egypte, qu'il s'était mis dans l'obligation de sauver à tout prix. Mais les Anglais, intéressés à déjouer ces calculs, mirent à l'armistice maritime des conditions inacceptables, par exemple que la flotte ne pût sortir de Brest, et il fut impossible de s'entendre.

Dès lors Bonaparte fortifia ses armées pour recommencer la lutte. L'Autriche en fit autant de son côté, bien qu'avec plus de peine, ses troupes étant à demi désorganisées. Elle décréta de grandes levées d'hommes et entreprit des travaux de défense sur la ligne de l'Inn. Le cabinet de Vienne était en pleine crise. Thugut, Mélas et Kray furent disgraciés ; ils avaient eu le tort d'être malheureux ; Thugut était accusé d'avoir voulu la guerre à outrance, et de s'être mis à la remorque des Anglais. L'Empereur, ne se trouvant pas suffisamment prêt au moment où l'armistice allait être dénoncé le 20 septembre, en demanda la prolongation, et l'obtint pour quarante-cinq jours, mais en cédant les trois places d'Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg, dont l'occupation permettait à Bonaparte de disposer sans réserve de toutes ses forces.

X. — A l'intérieur la confiance renaissait. La victoire de Marengo et les armistices avaient causé une joie générale Le Tribunat lui-même s'était livré aux effusions d'un lyrisme très-ampoulé, mais sincere, parce qu'on espérait une paix glorieuse et définitive. On croyait encore que l'ambition de Bonaparte avait des bornes.

Les fonds continuèrent de remonter. Les rentiers furent pour la premiere fois intégralement payés en argent. La banque de France, constituée au capital de trente millions, sagement organisée, et offrant toutes les garanties, eut un succès qui parut d'autant plus merveilleux qu'on avait cru la monnaie de papier discréditée à tout jamais.

On put faire au budget un fonds pour les travaux publics abandonnés. On se mit à réparer la viabilité détruite partout, et que la taxe des péages, établie par le Directoire, ne pouvait remettre en état.

Tout était à reconstruire, non-seulement dans les finances, mais dans l'ordre social. Un décret du 26 juillet déclara libre l'observation du dimanche. La loi ne permettait que celle du *decadi*, mais les mœurs et l'usage étaient plus forts que la loi. Le decret supprima une tyrannie légale et une source d'absurdes vexations.

Le conseil d'État fut chargé de reviser les lois qui frappaient l'émigration. Seulement on se trouvait toujours dans le même embarras que la Convention à sa dernière heure. Car on ne voulait ni abolir les peines édictées contre les émigrés, surtout contre ceux qui avaient porté les armes dans les rangs ennemis, ni troubler les acquéreurs de biens nationaux dans leur jouissance. Le conseil d'État, par un arrêté du 20 octobre, réduisit considérablement les catégories d'émigrés. Il chargea des commissaires de reviser les listes, et les émigrés radiés obtinrent de rentrer en France s'ils prêtaient serment à la constitution.

Bonaparte avait célébré la fête du 14 juillet, en la consacrant cette année aux Invalides, ce qui en modifiait le caractère. Le 23 septembre (1er vendémiaire), jour anniversaire de la fondation de la république, il invita les départements à se faire représenter à Paris par des délégués, en présence desquels il posa la première pierre d'un monument consacré à Kléber et à Desaix. Il regrettait particulièrement Desaix, homme simple, sans extérieur, mais passionné pour la guerre, comme pour un art où il excellait, et dévoué à lui sans nulle prétention de se mêler à sa politique, moins encore de la contrarier. Desaix, mort à trente-deux ans, avait mérité l'estime universelle. « Homme de conscience avant tout, dit Marmont, homme de devoir, sévère pour lui, homme de règle pour les autres, et qui, à mesure qu'il s'élevait, se trouvait mieux à sa place. » Il voulut aussi, pour allier les vieilles gloires de la France à ses gloires nouvelles, que le corps de Turenne, exhumé des caveaux de Saint-Denis lors des profanations de 93, fût porté aux Invalides.

Le Consulat était universellement accepté parce qu'il donnait à la France le repos, l'ordre et le travail, satisfaction vainement demandée au Directoire. Il y ajoutait la gloire et l'espérance de triompher de l'Europe. Il assurait deux des plus grandes conquêtes de la révolution, l'abolition des classes et l'égalité civile. Les hommes de la révolution n'avaient à craindre ni le retour des Bourbons, ni celui des hommes que la ré-

volution avait chassés, ni le trouble dans la possession des biens nationaux. On pouvait sans doute se demander si le gouvernement consulaire serait le dernier mot de la révolution. Mais Bonaparte s'identifiait avec elle, tout en ayant la prétention de la rendre acceptable; en parlant d'elle, il disait : *Nous*. Il voulait, prétend madame de Staël, être jacobin, à condition qu'il n'y eût que lui en France qui le fût.

Il avait pourtant deux sortes d'ennemis.

Les uns lui reprochaient d'étouffer la liberté. Mais ceux-là étaient les hommes sensés et clairvoyants, qui faisaient alors peu de bruit, se contentaient d'exprimer leur désapprobation ou leurs craintes, et déploraient qu'une digue ne pût être opposée à la force du courant. Ou bien c'étaient des jacobins exaltés, gâtant leur cause par leurs folies et par l'appel qu'ils faisaient à des souvenirs odieux, si incapables d'ailleurs de comprendre la liberté, que les mesures dictatoriales du Premier Consul étaient précisément celles qui les choquaient le moins. Au fond, les jacobins n'avaient jamais été libéraux; ils étaient révolutionnaires. Par beaucoup de ses actes, Bonaparte, qu'ils n'aimaient pas, leur semblait des leurs Madame de Staël avait alors quelque raison de l'appeler un Robespierre à cheval.

Les autres ennemis du Consulat étaient les anciens royalistes. Ceux-là lui reprochaient d'être un gouvernement de hasard, réparateur, mais à demi, maintenant la balance indécise entre la révolution et l'ancien régime, condamné à agir sans sincérité, sans franchise, et à se plier trop à des circonstances qu'il ne dominait pas. Aussi évitaient-ils de se rallier ou de se livrer à lui. Les émigrés rentrés visitaient, *sollicitaient* même madame Bonaparte pour obtenir qu'on leur rendît leurs biens, à eux ou à leurs amis; mais ils se gardaient de se présenter aux Tuileries. Ils étaient bien accueillis par Joséphine, élevée dans la haute société de l'ancien régime et favorable à l'idée de rappeler les Bourbons, mais femme d'un esprit léger, échappant par une certaine insouciance aux contradictions et aux embarras de sa position, enfin, exerçant de moins en moins d'influence sur les déterminations du Premier Consul.

Comme le Consulat, tout en gardant le nom de la république, tendait à se rapprocher infiniment de la royauté, l'idée de la monarchie se représentait aux esprits. On se demandait si elle ne serait pas rétablie, si elle ne le serait pas forcément, et sous quelle forme, si l'on aurait une royauté élective, une

dynastie nouvelle ou une restauration de l'ancienne dynastie. Chaque système avait ses partisans. Beaucoup de royalistes continuaient de se flatter que Bonaparte jouerait le rôle de Monk, et ramènerait les Bourbons. Ils attendaient qu'il choisît son heure, mais ne comprenaient pas qu'il pût avoir d'autres visées, ni la France espérer de stabilité autrement. Louis XVIII se laissa persuader d'écrire au Premier Consul une lettre où il lui disait que s'il avait besoin de Bonaparte, Bonaparte de son côté avait besoin de lui. Les royalistes voyaient dans le Consulat l'ébauche d'une restauration qu'il fallait achever, et qui ne pouvait s'achever sans Louis XVIII. Joséphine, malgré son esprit léger, partageait ce sentiment; mais Bonaparte se prononça carrément, de manière à déjouer tout calcul de ce genre. Depuis vendémiaire il s'était déclaré l'ennemi de l'ancien régime; c'était peut-être le seul point sur lequel son esprit mobile n'eût jamais changé, et sur ce point son ambition personnelle aidait trop bien la constance de ses opinions. Il ne voulait à aucun prix des Bourbons, dont le retour ramènerait l'émigration triomphante, qui bouleverseraient tout, en voulant tout refaire, même ce qui ne pouvait être refait; il demandait ce que deviendraient alors les intérêts nouveaux créés depuis 1789, ce que deviendraient les hommes, les choses, les principes de la révolution. Il fit à Louis XVIII une réponse négative très-sèche.

D'un autre côté, plus d'un courtisan poussait à la monarchie. Fontanes prostituait son talent à jeter sur une basse adulation les fleurs de sa prose académique, et s'attachait à démontrer que la France avait enfin trouvé l'homme qu'elle cherchait. Joseph et Lucien disaient que le Consulat était un pouvoir à terme, par cette raison insuffisant et incapable de donner au pays la sécurité nécessaire; ils voulaient pour leur frère un trône dont ils eussent occupé les marches. Ils répétaient à l'envi que son ambition était d'intérêt public. Lucien, d'un esprit ardent, inégal, compromettant, répandit un pamphlet de Fontanes qui s'attachait à démontrer la nécessité d'une nouvelle dynastie.

Bonaparte laissa dire ou plutôt encouragea sous mains ces ballons d'essai. Ses flatteurs répétaient sous toutes les formes qu'il était un grand homme, et que les grands hommes échappent à la loi commune. Il prétendait lui-même avoir fondé non une dictature militaire, qui eût été forcément temporaire, mais un gouvernement *civil*. Il disait que ce serait un malheur qu'un militaire lui succédât. Il n'avait plus à ménager les chefs de

l'armée. Il avait gagné Jourdan. Bernadotte s'était rallié en acceptant les fonctions de conseiller d'État et un grand commandement. Moreau était en Allemagne. Le Premier Consul ne craignait rien d'Augereau ni de Lannes, qui manifestaient encore des sentiments républicains, mais qu'il dominait, ni de Masséna ou de Carnot, peu faits aux luttes politiques, suspects pour divers motifs, et trop timorés pour se faire les chefs d'une opposition qui tenta vainement de les rapprocher de Sieyès.

Pourtant l'heure d'un changement de régime n'était pas encore venue. Le public, même le plus favorable, trouvait Bonaparte investi d'assez d'honneurs et d'autorité. Une ambition plus haute effrayait. Son nom était encore trop nouveau. La France, qui venait de voir tomber une royauté de huit siècles, s'étonnait qu'on parlât d'en élever une autre. Fontanes, en le comparant à César, suscita des critiques médiocrement bienveillantes. On ne manqua pas d'observer que si la campagne de cette année avait eu des résultats magnifiques, Bonaparte s'en était assuré la gloire, en réservant à Moreau et à Masséna les rôles secondaires, et qu'il n'avait vaincu qu'en livrant beaucoup à la fortune, à laquelle Moreau ne livrait rien.

Bonaparte finit par faire taire, sur l'avis de Fouché, des bruits qui tournaient contre lui. Il imposa silence aux amis trop zélés qu'il avait encouragés en secret. Il disgracia ostensiblement Lucien en lui ôtant le ministère de l'intérieur pour le charger d'une mission en Espagne.

Fouché lui rendait les plus utiles services par sa connaissance des partis et des opinions. Ses conseils, qu'il eut le talent de faire écouter, étaient habiles et même sincères, car, s'il suivait toujours la fortune, il était convaincu, depuis Marengo surtout, que la fortune se déclarait pour le Premier Consul. Bonaparte redoutait les complots des révolutionnaires; Fouché sut à la fois l'aider à ménager certaines passions qui régnaient encore, et à réprimer ou désarmer les haines. Tantôt il contrecarrait les fauteurs de troubles, tantôt il les gagnait en les payant. Il se créait partout des espions ou des obligés. Il avait fait de son ministère le plus important des ministères politiques. Car il réglait d'une manière absolue les *surveillances,* tant celles des émigrés que d'une foule d'autres personnes, les questions de biens séquestrés, les affaires du culte alors si épineuses; il gouvernait les journaux, qu'il réprimandait et supprimait à son gré. C'était lui qui recommandait ou repoussait les hommes

désignés pour les emplois publics. Enfin il était chargé de toute la partie arbitraire du gouvernement, fonctions auxquelles il convenait mieux que personne, ayant conservé de son ancien métier de terroriste une absence complete du sentiment de la liberté légale.

Talleyrand et Cambacérès rendaient à Bonaparte des services d'une autre nature. « Talleyrand, dit Thiers [1], était incapable de diriger comme chef les affaires d'un grand État; car pour diriger il faut de la volonté, des vues et du travail, et il n'avait aucune de ces choses. Sa volonté se bornait à plaire, ses vues consistaient en opinions du moment, son travail était nul. » Mais il était pour le Premier Consul d'une utilité inappréciable, sachant calmer ses impétuosités de caractere et ses ardeurs belliqueuses par une modération naturelle et un vif amour de la paix. Diplomate consommé, doué d'une admirable souplesse d'esprit et de langage, il corrigeait ses brusqueries et ses boutades diplomatiques avec un art infini. Non qu'il exerçât sur lui beaucoup d'influence; il n'avait pour cela ni assez de caractère ni assez de conviction. Mais il s'était rendu nécessaire, et il plaisait au maître, d'autant mieux que, brouillé comme lui avec l'ancien régime, il y tenait pourtant par ses habitudes, et poussait à reconstituer une monarchie et une cour, par la raison qu'il fallait se rapprocher des nations étrangères en leur ressemblant.

Cambacérès, fait pour le second rang, avait trouvé dans la position de deuxieme consul celle qui convenait à son caractère sensé, prudent et vaniteux. Il approuvait toujours Bonaparte en public, tout en lui donnant de bons avis en particulier. Il s'était emparé du Sénat, qu'il dirigeait un peu sous main, sans trop en avoir l'air, grâce à l'inaction de Sieyès qui s'effaçait à dessein et s'enfermait dans un silence boudeur.

XI. — Bonaparte employa le temps des armistices à renforcer ses armées. Il flanqua Moreau de deux armées auxiliaires, l'une sous Augereau, l'armée batave, de quinze à vingt mille hommes, établie sur le Rhin, vis-à-vis de Mayence, l'autre de quinze mille sous Macdonald, destinée à opérer dans le Tyrol. En Italie, nos forces, élevées à cent vingt mille hommes, se concentrerent sur le Mincio. Masséna, à qui les Italiens repro-

[1] *Histoire du Consulat*, t. II p. 188.

chaient de trop fortes contributions de guerre et l'armée française ses concussions, fut éloigné; Brune le remplaça.

L'Autriche, ne pouvant se dissimuler ses périls, envoya à Lunéville, le 24 octobre, Cobentzel, son négociateur des mauvais jours. Bonaparte l'invita à Paris et lui accorda une prolongation de vingt jours d'armistice; mais il essaya de l'intimider par un traitement assez rude, et ne réussit qu'à le mécontenter justement. L'ambassadeur voulut retourner à Lunéville et y reprendre avec Joseph, chargé de représenter la France, la suite des négociations. Il eût semblé naturel qu'après ses succès d'Italie et d'Allemagne, après les conventions d'Alexandrie et de Parsdorf, la France voulût la paix; il semblait même que Bonaparte, qu'on soupçonnait d'avoir jusque-là désiré la guerre dans un intérêt personnel, fût désormais intéressé à se montrer pacifique. Il n'en était rien. La victoire l'enivrait.

Les hostilités recommencèrent le 28 novembre. Jamais les armées françaises ne s'étaient vues dans un état si brillant. Celles de l'Autriche, égales en force, étaient loin d'avoir le même esprit ni la même confiance, quoique l'Empereur eût proclamé la guerre *nationale,* visité le quartier général en personne et choisi de nouveaux généraux, pour l'Allemagne l'archiduc Jean, et Bellegarde pour l'Italie.

L'archiduc Jean eût pu se défendre sur la ligne de l'Inn, garnie de très-fortes positions; mais il craignit que si cette ligne était forcée, Moreau n'allât jusqu'à Vienne, et il aima mieux prendre l'offensive. Il forma le plan de tourner les Français en passant l'Inn vers son cours inférieur, et en remontant derrière l'Isar par Landshut et Freysingen, sur les hauteurs qui dominent Munich. Il se flattait d'envelopper Moreau, de lui couper sa ligne de retraite et de l'enfermer dans la Bavière.

Il franchit donc l'Inn vers la partie inférieure de son cours, tandis que Moreau se dirigeait de Munich vers les ponts du cours supérieur. Les Autrichiens avaient à traverser un pays bas, difficile et gâté par les mauvais temps au-dessous du plateau occupé par les Français. Arrêté par des difficultés qu'il n'avait pas prévues, l'archiduc changea subitement son plan, et comme l'aile gauche de notre armée sous le général Grenier s'était un peu écartée du centre, il se jeta sur elle à Amptingen, le 1er décembre, avec des forces supérieures, et la força de reculer, malgré l'héroïque résistance de Ney.

Les Français se massèrent alors au centre de la forêt d'Ebersberg ou de Hohenlinden, sur la partie élevée des plateaux qui s'étendent de Munich jusqu'à l'Inn. Moreau résolut de laisser les Autrichiens s'y engager, de les attirer même sur un terrain par lui choisi, où leur cavalerie, qui était leur meilleure arme, se trouverait annulée, et où il aurait lui-même la facilité de les prendre à la fois en tête et en queue, en masquant ses opérations à la faveur des bois. Il disposa ses forces principales dans une éclaircie où se trouvait le village de Hohenlinden, puis dans la plaine qui s'étendait à la suite sur la route de Munich, et il chargea deux divisions, celles de Decaen et de Richepanse, d'occuper le revers de la forêt vers Steinhoring. Le 3, les Autrichiens débouchèrent par toutes les routes sur l'éclaircie et la plaine de Hohenlinden, où le gros de l'armée française les attendait. Ils furent reçus vigoureusement, et une lutte acharnée s'engagea. Pendant ce temps, les divisions Richepanse et Decaen marchèrent par des chemins peu praticables de Steinhoring sur Mattenpoët, point où le principal corps autrichien devait entrer dans la forêt par la grande chaussée. Decaen fut obligé de s'arrêter pour tenir tête à une division ennemie. Richepanse marcha seul avec une extrême célérité, atteignit Mattenpoët, où il se fraya un passage, puis se jeta dans la forêt en queue des Hongrois, qui y étaient entrés et s'y entassaient pêle-mêle. Moreau s'aperçut d'un certain désordre dans les rangs ennemis; il jugea que Richepanse était là. Il fit aussitôt charger les Hongrois par Ney et Grouchy, qui les jetèrent des deux côtés du défilé. Ney et Richepanse se rejoignirent et s'embrassèrent. Cet immense succès obtenu sur le point le plus important décida le gain de la bataille. Après une journée des plus rudes, l'ennemi céda partout.

Les Autrichiens laissèrent sur le terrain sept ou huit mille hommes hors de combat; ils perdirent douze mille prisonniers, trois cents voitures, quatre-vingt-sept canons, et furent entièrement démoralisés. Rarement victoire fut aussi décisive et aussi belle; car tout y avait été admirable, l'exécution comme le plan.

Moreau, pour en profiter, se hâta de marcher en avant. Aucune des difficultés du pays ne l'arrêta. Il passa l'Inn vers Neubeuren, la Salza derrière laquelle l'archiduc Jean tenta encore près de Salzbourg une vaine résistance, puis la Traun et l'Enns. Lecourbe, Richepanse exécutèrent ces divers pas-

sages avec autant d'habileté que d'audace. La marche de Richepanse à l'avant-garde fut marquée chaque jour par un succès. La retraite des ennemis se changea vite en une affreuse déroute. Moreau était maître de la route de Vienne, quand le général Grunne se présenta, le 24, à Steyer pour demander un armistice. Moreau en dicta les conditions. L'Autriche retira ses troupes de toute la vallée du Danube jusqu'à Braunau. Elle laissa aux Français en dépôt cette place, celle de Wurtzbourg, où Augereau était entré en s'avançant pour couvrir notre gauche, et les forts qui commandaient les abords du Tyrol.

En Italie, le plan de Bonaparte consistait à cerner, au nord et au sud, les troupes autrichiennes massées autour de Trente. Macdonald et Brune devaient les faire capituler, puis s'avancer chacun de son côté sur la Brenta, y opérer leur jonction, et attendre que le printemps leur permît de marcher sur Vienne.

Bonaparte jugeait que l'unique moyen de déloger l'ennemi du Tyrol italien etait d'occuper dans les hautes vallées ses points extrêmes de retraite. Il ordonna donc à Macdonald, qui se trouvait chez les Grisons, de passer par le Splugen dans la Valteline, et de là par le mont Tonal dans le Tyrol. L'hiver ne l'arrêta pas. Il répondit aux objections que faisait le chef de l'état-major : « Dites à Macdonald qu'une armée passe toujours et en toute saison partout où deux hommes peuvent poser le pied. » Macdonald dut obéir. Aussitôt après la rupture de l'armistice d'Alexandrie, il traversa le Splugen, au milieu des neiges, des glaces et des avalanches (1er-6 décembre), passage autrement difficile que celui du Saint-Bernard. Il fallut, à plusieurs reprises, désencombrer la montagne et frayer, en tassant les neiges, une route praticable pour l'artillerie et la cavalerie. Tous ces travaux coûterent une certaine perte d'hommes. Dans la Valteline et au mont Tonal ce furent d'autres difficultés. Vandamme se heurta (les 22 et 23 décembre) contre des redoutes élevées par les Autrichiens au milieu des glaces. Les Français durent redescendre par le val Canonica, ou vallée de l'Oglio, sur le lac d'Iseo, pour pénétrer ensuite dans le Tyrol italien par la Rocca d'Anfo.

Brune attendait l'arrivée de Macdonald pour franchir le Mincio, dont une forte armée ennemie gardait tous les passages. Il le franchit sur deux points, le 25 à Pozzolo et le 26 à Mozembano; mais à Pozzolo, les divisions Dupont et Suchet, enga-

gées les premières, rencontrèrent une résistance opiniâtre et durent livrer un combat meurtrier, qui coûta six mille hommes à chacune des armées. Le 1er janvier, Brune opéra le passage non moins difficile, mais moins disputé de l'Adige, et parvint à envelopper Vérone. Il avait détaché Moncey dans le Tyrol pour y prendre Laudon d'un côté pendant que Macdonald le cernerait de l'autre. Laudon échappa par une ruse déloyale, en persuadant à Moncey que l'armistice signé en Allemagne s'étendait à l'Italie. Cependant, Brune marchait jusqu'à Trévise et Macdonald s'avançait sur la Brenta. Les Autrichiens demandèrent un armistice analogue à celui de Steyer. Brune le signa à Trévise, le 16 janvier 1801. Il exigea que la ligne de l'Adige lui fût cédée avec les trois places de Ferrare, Peschiera, Porto-Legnago et le fort d'Ancône. Ses instructions portaient de demander aussi Mantoue; mais les Autrichiens se récriant, il n'insista pas. Bonaparte déclara qu'il ne ratifierait la convention que si Mantoue lui était livrée.

Ses prétentions croissaient avec le succès. Il exigeait maintenant à Luneville, où Cobentzel s'efforçait de faire bonne contenance, que l'Autriche payât les frais de la guerre, se retirât derrière l'Adige, renonçât à ses anciennes demandes d'indemnités territoriales, enfin qu'elle traitât pour l'Allemagne et l'Empire, ce qui éviterait les lenteurs et les complications d'un second congrès de Rastadt.

Cobentzel représenta vainement que l'Empereur ne pouvait traiter sans la Diète, ou tout au moins sans pouvoirs d'elle, et qu'il fallait des garanties pour les petits États. Bonaparte, pressé de profiter de ses victoires, insista avec une vivacité toute militaire. Le malheureux Cobentzel, après avoir défendu le terrain pied à pied, abandonna successivement la ligne de l'Adige, puis les Légations et enfin Mantoue. Les Légations furent données à la Cisalpine. On convint que l'indemnité des ducs de Modene et de Toscane serait prise en Allemagne.

Le traité fut signé à Lunéville le 9 février. L'Autriche, épuisée, accepta une paix séparée, sans y faire intervenir l'Angleterre ou l'Empire. Elle reconnut les quatre républiques Batave, Helvétique, Cisalpine et Ligurienne, telles que la France les avait faites, avec la seule promesse qu'elles demeureraient indépendantes. Rien ne fut stipulé au sujet de Naples, de Rome et du Piémont, sur lesquels le Premier Consul se réservait de

statuer seul. L'Autriche, bien que gardant Venise, se trouvait exclue de tout règlement des affaires italiennes.

Ce traité fut naturellement célébré à Paris par des fêtes brillantes. Il nous assurait la possession de la rive gauche du Rhin ; aussi le Tribunat s'empressa-t-il de déclarer les provinces rhénanes réunies à la France. Elles formèrent les quatre départements de la Roer, de la Sarre, de Rhin-et-Moselle, et du Mont-Tonnerre. Malheureusement, Bonaparte n'organisa rien de stable au delà des Alpes. Il laissait l'Autriche humiliée, la rage dans le cœur, et s'il se réservait de régler les destinées de l'Italie, ce n'était pas pour la constituer sur des bases durables, mais pour en faire un enjeu de ses projets ultérieurs. Il ne songeait pas à elle, mais à lui, c'est-à-dire à sa propre ambition; il compromettait jusqu'à les perdre un jour les conquêtes de la France.

Trois colonnes françaises, détachées par Brune, avaient envahi la Toscane sous divers prétextes ou pour repousser des troupes napolitaines. Elles l'avaient traitée en pays conquis, et avaient pris à Livourne des approvisionnements et des navires anglais. Bonaparte refusa d'entendre les plaintes vives et fondées présentées à ce sujet par Cobentzel; il voulait faire de la Toscane un royaume d'Étrurie pour le prince de Parme, qu'il obligerait à en fermer l'entrée aux Anglais. Il conclut, le 21 mars, avec l'Espagne, le traité qu'il négociait depuis plusieurs mois dans ce but, et par lequel il obtint en échange la cession de la Louisiane à la France.

Les États romains furent maintenus dans leur intégralité. Le nouveau pape, Pie VII, Chiaramonte, avait exprimé étant évêque d'Imola, des sentiments de conciliation et le désir de mettre un terme aux luttes de l'Église et de la révolution. Ces sentiments n'avaient peut-être pas été étrangers à son élection. Bonaparte avait, de son côté, le projet arrêté de rétablir la religion en France, restauration qu'il jugeait nécessaire pour compléter le retour à un ordre de choses régulier Il s'était déjà prononcé à Milan sur sa volonté de restaurer les autels. Il avait même fait venir à Paris Mgr Spina, archevêque de Corinthe, pour s'entendre avec lui sur les moyens d'exécution. Par ces raisons, Murat, qui commandait un corps avancé en Toscane, reçut l'ordre de ménager le Saint-Siége, et d'exiger seulement la fermeture des ports de l'État romain aux Anglais.

Quant aux souverains de Naples, Bonaparte avait d'abord eu l'idée de les détrôner, à cause de leur liaison intime avec les Anglais. Il songea un instant à donner Naples au duc de Parme en échange de l'Étrurie; mais il y renonça, ayant besoin de ménager la Russie, qui avait pris la reine Caroline sous sa protection. Murat se porta sur Foligno, où fut signé un armistice, qui se changea en un traité définitif le 28 mars. La cour de Naples, hors d'état de résister, subit la loi du vainqueur. On lui laissa ses États, à la condition de fermer ses ports aux Anglais, de céder la part de possession qu'elle avait dans l'île d'Elbe et les Présides, que la France s'était réservés par ses arrangements avec l'Espagne et l'Étrurie; enfin d'armer trois frégates et de recevoir dix mille soldats français qui camperaient sur le golfe de Tarente, à portée de secourir l'Égypte.

Le Piémont fut tenu en réserve pour des besoins et des plans futurs.

XII. — L'adhésion universelle que Bonaparte rencontrait ne put le préserver de complots formés contre lui par la queue et les enfants perdus des anciens partis. Ses projets peu dissimulés de restauration monarchique en précipitèrent l'explosion.

Les jacobins exaltés le traitaient de défectionnaire et d'apostat. Quatre d'entre eux, le sculpteur Ceracchi, le peintre Topino-Lebrun, un ancien secrétaire de Barere, appelé Demerville, et le Corse Aréna, frere d'un ancien député aux Cinq-Cents, formerent le projet de l'assassiner à l'Opéra, le 10 octobre, pendant une représentation extraordinaire à laquelle il devait assister. La police les arrêta. Tous les corps de l'État vinrent féliciter le Premier Consul du danger auquel il avait échappé et la France avec lui.

Le 24 décembre (3 nivôse), comme il passait dans sa voiture avec Berthier, Lannes et Charles Lebrun, par l'étroite rue Saint-Nicaise, allant du Carrousel à l'Opéra, un baril de poudre, placé en travers sur une charrette, fit explosion et tua plusieurs personnes. Mais le feu avait été mis quelques secondes trop tard; la voiture consulaire ne fut pas atteinte. Bonaparte parut à l'Opéra, où il fut salué par des transports d'enthousiasme.

Un cri de colère universel s'éleva contre les terroristes auxquels ce nouvel attentat fut imputé. Les grands corps vinrent une seconde fois exprimer leur indignation. Bonaparte, exas-

péré, déclara qu'il était résolu à prendre les mesures les plus sévères.

Les sections de la législation et de l'intérieur au conseil d'État proposèrent d'instituer une commission militaire pour juger les complots contre les membres du gouvernement, et de conférer au Premier Consul le droit d'éloigner de Paris sans jugement qui bon lui semblerait. Bonaparte ne trouva pas que cela suffit. Il ne parlait rien moins que d'enlever les jacobins en masse et de les fusiller ou de les déporter, par mesure extraordinaire de salut public. « Il faut, disait-il, en finir avec dix mille scélérats coupables à des degrés divers, mais dangereux tant qu'ils auront des chefs à Paris et des chefs impunis. Les honnêtes gens se rattacheront à un gouvernement qui aura su les protéger. Il faut purger la France et la rassurer tout à la fois. » Il prétendait même faire comparaître les coupables devant lui et leur servir de juge. Ce langage dictatorial, à la Robespierre, il le tint en plein conseil d'État, sans rencontrer d'objections, si ce n'est de la part de l'amiral Truguet.

Cependant les moyens révolutionnaires inspiraient une vive répugnance. Garat, Lanjuinais et d'autres sénateurs protestèrent contre tout retour aux coups d'État. Bonaparte persista à exiger une loi qui lui conférât des pouvoirs exceptionnels, nécessaires, disait-il, pour garantir les ministres contre la possibilité d'une mise en accusation. Plusieurs de ses conseillers, doutant des dispositions du Corps législatif, l'engagèrent à se passer d'une loi et à prendre seul les mesures qui devaient sauver la France des anarchistes. L'habile Talleyrand proposa une voie détournée. On en référa au Sénat, qui devait, en sa qualité de gardien de la constitution, déclarer les nouvelles mesures en conformité avec elle. Le Sénat se prêta à ce vœu, et rendit à ce sujet son premier *sénatus-consulte*. « Les sénateurs, dit Armand Lefebvre, apprirent ainsi à Bonaparte qu'il pouvait tout oser, et lui ouvrirent les voies de la dictature. »

Aussitôt le Premier Consul déporta en Amérique, par un arrêté du 4 janvier 1801, cent trente terroristes nominalement désignés. C'était un acte de proscription aussi arbitraire que contraire aux déclarations antérieures par lesquelles les proscriptions avaient été sévèrement flétries. Les terroristes n'étaient pas déportés pour la machine infernale, dont on ne connaissait pas encore les vrais coupables ; ils l'étaient pour ce qu'ils avaient fait et ce qu'ils pouvaient faire encore, pour le 2 septembre,

le 13 mai, le 1er prairial; ils l'étaient parce que le Premier Consul, convaincu qu'il ne triompherait jamais de leur hostilité, les qualifiait d'ennemis irréconciliables de tout gouvernement établi. Fouché, qu'on accusait depuis longtemps de montrer trop d'indulgence pour d'anciens complices, ne fit nulle difficulté de les livrer. La mesure, arbitraire en elle-même, le fut encore par la manière dont on l'exécuta. Car la liste comprit, à côté d'assassins connus, d'anciens membres des Cinq-Cents dont le seul crime était de s'être opposés à la révolution du 18 brumaire. La peine fut ensuite commuée pour quelques-uns en une détention à l'île d'Oléron, mais sans qu'on en donnât plus de motifs.

Les vrais coupables étaient deux chouans, Carbon et Saint-Régent. Un troisième, Limoëlan, avait fui à l'étranger. Les deux premiers finirent par être découverts et furent exécutés le 31 janvier. On prétendit qu'ils étaient les agents de George Cadoudal, ce qui ne fut pas prouvé. Ceracchi, Arena, Topino-Lebrun et Demerville furent aussi condamnés et exécutés dans le même mois.

Bonaparte ne s'en tint pas là. Le Corps législatif avait ouvert sa seconde session le 22 novembre et discuté plusieurs lois administratives sur les archives, sur les justices de paix, dont le nombre était trop considérable et les attributions mal déterminées, sur une réforme de la procédure criminelle. Il avait amendé, corrigé et quelquefois rejeté les projets du gouvernement, chose d'autant plus naturelle que ces projets, de nature complexe, comprenaient un grand nombre de dispositions ou d'articles. Bonaparte ne cacha pas que ce système de discussion lui déplaisait, il traita les critiques de reste de la mauvaise tradition révolutionnaire, et affecta de « n'attacher aucune importance aux harangues inconsidérées de quelques hommes [1] ».

Le 18 janvier 1801, il proposa la création de tribunaux spéciaux pour juger les attentats commis contre la paix publique, de quelque nature qu'ils fussent, tels que le pillage des caisses de l'État et les arrestations de diligences. Ces tribunaux spéciaux devaient être composés de juges civils et de juges militaires, et procéder sommairement. Les orateurs du gouvernement soutinrent qu'ils étaient d'une nécessité absolue, que la justice ordinaire ne suffisait pas à la répression du brigandage,

[1] Réponse au Corps législatif, le 25 pluviôse (février 1801).

quoique devenu plus rare depuis le Directoire; qu'il s'agissait uniquement d'ordre public et non de politique, puisque les brigands n'étaient d'aucun parti; que la constitution, loin de s'y opposer, admettait des cas où elle serait suspendue dans tel ou tel département; qu'enfin il s'agissait d'une simple création temporaire, limitée à deux ans. Daunou, Ginguené, Benjamin Constant et d'autres orateurs du Tribunat, représentèrent fortement les vices attachés aux lois d'exception. Constant montra que la prospérité et la confiance tenaient précisément à ce que, depuis brumaire, tout était rentré dans la règle. Il observa que 89 avait été fait contre les lois d'exception; que toucher à la constitution, c'était la perdre. Mais les scrupules de légalité absolue avaient alors peu de poids. Jean de Bry et Français de Nantes défendirent le projet en invoquant la nécessité, le salut public et d'autres arguments plus ou moins révolutionnaires, et la loi passa, bien qu'à une faible majorité. Bonaparte, qui l'avait dictée, et qui y tenait pour sa propre sûreté, s'emporta comme un maître irrité; il exprima dans les termes les plus violents son dépit de voir des hommes nommés par lui s'opposer à ses volontés, et l'idée de se défaire du Tribunat fut arrêtée dans son esprit.

La session se termina par des lois de finances. Le 5 pour 100 avait monté à cinquante francs après Lunéville. On profita de cette hausse pour créer des rentes nouvelles qui servirent à rembourser diverses créances de l'État. On convertit en rentes le tiers mobilisé; on accorda des dégrèvements pour l'arriéré des contributions aux conseils généraux, qui réclamaient cette mesure comme une nécessité et quelquefois comme un acte de justice. On acheva ainsi le règlement définitif de la dette publique, qui fut fixée au chiffre annuel d'un peu moins de cent millions. Les biens nationaux qui restaient furent attribués à la caisse d'amortissement, chargée de les vendre en temps opportun pour racheter des rentes. Le Premier Consul en retint seulement une portion déterminée, qu'il affecta à la dotation des Invalides et à celle de l'instruction publique. Le Tribunat, et surtout Benjamin Constant, firent encore à ce projet de loi une opposition active et à plus d'un égard fondée.

Restait le budget. On se contenta de soumettre aux assemblées l'état des recettes, en ajoutant que la guerre ne permettait pas de fixer à temps celui des dépenses. Le Tribunat refusa de le voter pour ce motif. Le Corps législatif s'y prêta, mais sur

la promesse que ce mode de procéder, tout exceptionnel, ne se renouvellerait pas. Or, il se renouvela jusqu'à la fin de l'Empire. Ainsi disparut inaperçue la principale garantie constitutionnelle, celle du vote de l'impôt. Une des raisons qu'on avait de ne pas soumettre le budget de la guerre à une discussion publique était de ne pas révéler à l'Europe le sytème suivi de pressurer les pays alliés. Bonaparte avait trouvé des prétextes pour tirer de l'argent de Gênes, de la Hollande; il en exigeait avec menaces du Portugal et du sénat de Hambourg.

La session se ferma au bout des quatre mois réglementaires, le 20 mars 1801.

XIII. — La guerre maritime avait soulevé une question immense qui intéressait toute l'Europe, la question des neutres.

Les neutres soutenaient les principes suivants : que le pavillon couvre la marchandise ; que les seules marchandises prohibées sont la contrebande de guerre; que les ports interdits sont les seuls ports soumis à un blocus effectif, et non à un blocus fictif ou blocus sur le papier; enfin, que si les belligérants peuvent exercer un droit de visite, ils ne peuvent l'exercer que dans des conditions et des formes déterminées.

L'Angleterre contestait ces principes ou ne les admettait qu'avec de grandes restrictions. Elle prétendait saisir les marchandises françaises ou espagnoles sous tous les pavillons. Elle qualifiait marchandise de guerre tout ce qui pouvait servir à approvisionner des troupes, les blés, par exemple. Elle exigeait la reconnaissance des blocus fictifs. Elle voulait exercer le droit de visite, même sur les convois escortés par des navires de guerre.

Ces prétentions furent suivies de voies de fait contre des bâtiments suédois et danois. Une escadre anglaise parut dans le Sund, et imposa au Danemark une convention particulière. La Russie prit ouvertement la défense des opprimés. Paul Ier mit le séquestre ou l'embargo sur les biens des sujets anglais dans ses États.

Bonaparte, sachant Paul Ier d'un caractère vif et emporté jusqu'à une sorte de folie, voulut profiter de son irritation contre l'Angleterre. Il offrit de lui rendre des prisonniers russes faits en Hollande l'année précédente et de lui céder Malte. Ce dernier don coûtait peu, puisque Malte, assiégée par les Anglais, ne pouvait être défendue; mais il devait plaire

au czar, en caressant sa prétention de se faire grand maître de l'ordre. Des pourparlers indirects s'établirent entre Paris et Saint-Pétersbourg. Un agent russe vint aux Tuileries, et les représentants des deux puissances à Berlin s'entretinrent de la possibilité d'un rapprochement. Cependant le czar ne cessa de répondre avec beaucoup de hauteur aux flatteries intéressées du Premier Consul; car il entendait obtenir pleine satisfaction pour ses alliés, Naples, le Piémont, la Bavière et le Wurtemberg.

Les Anglais ayant pris Malte malgré la belle défense de Vaubois, Paul Ier, après la leur avoir réclamée en vain, arrêta trois de leurs vaisseaux dans la Baltique. Ensuite la Russie, la Suède et le Danemark signèrent, le 26 décembre, la célèbre déclaration des neutres, qui affirmait les principes de la neutralité tels que les avaient établis les traités de 1781. Bonaparte venait de reconnaître expressément, de son côté, ces mêmes principes par le traité de Morfontaine, signé le 30 septembre entre la France et les États-Unis, ce qui lui valut d'être appelé par ses panégyristes *le champion du genre humain*. La *ligue des neutres* obtint l'adhésion tacite de la Prusse, qui toutefois évita de sortir de sa réserve habituelle.

L'Angleterre allait-elle faire de cette déclaration un *casus belli?* Les Anglais pacifiques s'alarmèrent de voir la guerre s'étendre et les puissances continentales se coaliser contre l'orgueil britannique. L'opposition attaqua le refus obstiné des ministres de traiter avec le Premier Consul, dont elle avait prédit que le pouvoir durerait; elle leur reprocha de s'être mis hors d'état, par leurs invectives personnelles, de négocier avec lui. Elle représenta vivement les souffrances de la disette et la menace de la famine. Mais Pitt et ses collègues tinrent bon. Pitt défendit les principes maritimes du cabinet, comme étant pour l'Angleterre d'une importance vitale. Il refusa de faire des concessions à quelque puissance que ce fût. Il frappa d'embargo dans les ports anglais les marchandises russes, ce qui était d'ailleurs une mesure de représailles, puis celles des Danois et des Suédois, ne gardant de ménagements que pour la Prusse, qui ne s'était pas encore déclarée. Quoiqu'il n'eût plus sur le continent qu'un seul allié, le Portugal, il aborda résolûment une lutte devenue gigantesque. Si huit ans de guerre maritime avaient prodigieusement accru les charges et la dette de l'Angleterre, ses ressources s'étaient augmentées pendant le

même temps dans une proportion à peu près égale; car elle avait assuré et étendu son empire de l'Inde, conquis une partie des colonies françaises, espagnoles, hollandaises, et Malte en dernier lieu. La disette dont elle souffrait devait être passagère. Elle disposait de la force énorme de cent vingt vaisseaux de ligne et de deux cent cinquante frégates. Ses marins, les meilleurs du monde, étaient pleins du sentiment de leur valeur et de leur puissance. Sans doute, ses forces maritimes n'égalaient pas celles du reste de l'Europe; mais ces dernières n'étaient pas encore réunies et ne devaient pas l'être. Car l'Europe n'était nullement disposée à se coaliser avec la France. Se défiant de l'ambition du Premier Consul et de son génie conquérant, elle l'observait avec jalousie.

Pitt se retira du ministère quelques jours après, le 8 février, parce qu'il s'était engagé à obtenir l'émancipation des catholiques irlandais, et que Georges III s'y opposait. Sa retraite fut interprétée, à tort, en Europe comme une victoire du parti de la paix. Le ministère formé par son successeur, Addington, persévéra dans la politique de lutte à outrance, toutefois avec moins d'autorité, car il était composé d'hommes de second rang, qui n'étaient pas engagés autant par leur passé.

La flotte que Pitt avait préparée appareilla pour la Baltique sous les ordres de Parker et de Nelson. Parker exigea du Danemark qu'il se retirât de la ligue. Le Danemark refusa et mit ses côtes en état de défense. Le 30 mars, l'amiral anglais força le passage du Sund sous le feu de l'ennemi. Le 2 avril, Nelson bombarda les forts de Copenhague et les vieux bâtiments dont la ville s'était couverte comme de batteries flottantes. La résistance fut des plus vigoureuses; la jeunesse danoise s'était enrôlée, pleine d'une ardeur patriotique. Parker, à cette vue, donna de son vaisseau amiral le signal de la retraite; mais Nelson déclara qu'il ne l'avait pas aperçu, poursuivit le combat, obligea la ville à céder, et décida le prince royal à signer un armistice de cent jours.

La ligue des neutres, ébranlée par cette défaite des Danois, fut en même temps frappée au cœur par l'assassinat du czar.

Paul Ier joignait à de l'instruction et des qualités réelles un caractère capricieux et fantasque. Il abusait de l'autocratie. Après avoir jeté la Russie, sans grands motifs, dans la seconde coalition contre la France où il perdit ses armées, il l'engageait maintenant dans une lutte maritime contre l'Angleterre,

lutte peu conforme à ses intérêts; car la Russie n'exportait guère ses produits que par le moyen du commerce anglais. Il était mal préparé à soutenir cette nouvelle lutte. Il fatiguait la noblesse d'oukases puérils, comme ceux qui proscrivaient les modes françaises. Soupçonneux et jaloux, il se croyait menacé, menaçait à son tour, et envoyait les mécontents et les suspects en Sibérie. Le général Pahlen, gouverneur de Saint-Pétersbourg, ourdit un complot dans lequel entrèrent une soixantaine de personnages de l'armée ou de la cour, entre autres Panin, ministre des affaires étrangères, et Benningsen, général hanovrien au service de la Russie. Les conjurés se firent autoriser par le grand-duc Alexandre à exiger l'abdication de son père. Ils envahirent le palais dans la nuit du 23 mars, et Paul Ier, refusant d'abdiquer, fut assassiné.

Pahlen, avec un sang-froid imperturbable, écarta l'impératrice, consola Alexandre, et le présenta aux gardes et à l'armée qui le proclamèrent.

La Russie était assez habituée à ces conspirations militaires et à ces assassinats de palais pour en être peu étonnée, sinon peu émue. Mais le meurtre de Paul Ier inspira dans toute l'Europe une horreur légitime. On ne manqua pas de le rapprocher du supplice de Louis XVI. La comparaison était inévitable.

Aucun événement ne pouvait être plus heureux pour les Anglais; car c'était la ruine de la ligue des neutres. Pendant que Bonaparte les accusait, dans le *Moniteur,* d'avoir armé le bras des assassins, ils se hâtèrent de profiter d'un changement de règne inespéré. Ils relâchèrent les bâtiments neutres retenus dans leurs ports, afin de désintéresser les petits États que la Russie avait entraînés, et ils offrirent une transaction au nouveau czar, Alexandre. Celui-ci ne fit aucune difficulté de revenir sur la mesure aggressive de l'*embargo,* ni d'abandonner les prétentions de son père sur Malte, en se contentant du simple titre de Protecteur de l'ordre. Un traité fut signé le 17 juin.

L'Angleterre reconnut deux des quatre points soutenus par les neutres, à savoir que les marchandises prohibées se réduiraient à la *contrebande de guerre;* il fut spécifié ce qu'on entendait par ces termes; en second lieu, que les seuls ports interdits seraient les ports bloqués effectivement. Sur les autres points on transigea. La Russie accorda que le pavillon ne couvrirait pas la marchandise, et que le droit de visite ne s'exercerait que dans des cas déterminés.

XIV. — Bonaparte essayait depuis longtemps de sauver l'Égypte menacée par les Anglais. Il y avait fait parvenir quelques petits convois, et il s'ingéniait pour lui envoyer un secours sérieux et puissant. Il entretenait, dans ce but, au camp de Tarente, des troupes d'embarquement, à la charge de ses alliés d'Italie. Il préparait pour la même raison, de concert avec la Hollande et l'Espagne qu'il trompait, des armements maritimes, soi-disant destinés à l'Amérique, mais dont il se proposait de changer la destination au moment voulu.

La Hollande ne faisait et ne pouvait faire aucune résistance. Il n'en était pas de même de l'Espagne, qui n'avait aucun intérêt à envoyer ses vaisseaux dans la Méditerranée, et qui en avait un considérable à rétablir son commerce interrompu avec l'Amérique; car cette interruption, en la privant de métaux précieux, la réduisait au papier-monnaie. Cette circonstance nuisait à son crédit, déjà peu solide, et la forçait pour le soutenir à emprunter celui de son clergé, qui ne l'était guère davantage. Aussi Bonaparte et Lucien, alors ambassadeur à Madrid, prodiguaient-ils les promesses de tout genre au roi, à la reine, et surtout au prince de la Paix.

L'amiral Gantheaume, qui commandait la flotte de l'Océan, ne put sortir du port de Brest que le 23 janvier 1801 ; encore fut-il obligé d'appareiller pendant une tempête, pour échapper à une croisière anglaise. Après avoir éprouvé des difficultés et des avaries considérables, il entra dans la Méditerranée ; mais il fut obligé de se réfugier, le 19 février, dans le port de Toulon. Une seule de ses frégates, détachée de sa ligne, atteignit Alexandrie. Bonaparte calculait qu'il eût pu par une marche audacieuse devancer ou tromper la surveillance des Anglais. Ces calculs, dont il s'évertua plus tard à démontrer que le succès eût été possible, étaient d'une application fort difficile. Lui-même il était loin de se le dissimuler; aussi ne cessa-t-il de montrer la plus grande confiance à un amiral d'une habileté et d'une prudence consommées. Gantheaume eut encore beaucoup de peine à sortir de Toulon. Après des essais infructueux, il n'y parvint que le 25 avril, et ne put conduire en Égypte que deux mille hommes.

Menou, qui commandait en Égypte depuis la mort de Kléber, y exerçait peu d'autorité; il passait pour le complaisant du Premier Consul, et ses subordonnés ne lui ménageaient pas les critiques, Reynier surtout, qui n'avait jamais cru qu'on pût

coloniser l'Égypte, et que Bignon appelle une capacité raisonneuse. Menou avait bien quelques talents d'administrateur. Il sut entretenir l'armée dans l'abondance, lui procurer des magasins, des munitions, rétablir le commerce, grâce à Mourad-Bey, devenu pour nous un allié fidèle et chargé de surveiller la haute Égypte. Mais il avait aussi le défaut de ses qualités. Il écrivait et décrétait sans cesse. Il eut l'idée malheureuse de changer la justice et le mode de contributions établi, pour leur substituer un système plus ou moins analogue à celui qui existait en France. Il s'aliéna ainsi les scheiks qui gouvernaient les villages, et les Cophtes qui servaient d'intermédiaires pour la perception des impôts.

Cependant l'Angleterre et la Turquie avaient fait de puissants armements maritimes. Leurs flottes réunies parurent, le 6 mars 1801, dans la rade d'Aboukir. Une armée turque arrivait de son côté par la route de Syrie, et plusieurs milliers de cipayes indiens étaient attendus au port de Kosséir sur la mer Rouge. Menou négligea de concentrer ses forces, comme Reynier lui en donnait le conseil. Les Anglais débarquèrent le 8, malgré le général Friant, qui leur opposa, avec une poignée d'hommes, une résistance aussi inutile qu'acharnée. Un second combat, livré le 13 par Lanusse et Friant, fut également meurtrier et n'eut pas de meilleurs résultats. Menou rejoignit ses lieutenants et engagea une troisième bataille, le 21, sous les murs de Canope. Mais il n'avait que dix mille hommes pour en attaquer dix-sept mille qui s'étaient retranchés; il manqua de la rapidité de décision qui lui eût été nécessaire pour porter à propos ses différents corps au secours les uns des autres, et pour suppléer à l'inégalité du nombre. La journée demeura indécise, et équivalut pour les Français à une défaite. Les Anglais prirent pied en Égypte, s'y établirent, occupèrent Rosette à quelque temps de là, et firent leur jonction avec l'armée turque arrivant de Syrie. Ils disposèrent alors de plus de cinquante mille hommes.

De toute manière, il eût été difficile à Menou d'empêcher la jonction de forces si supérieures aux siennes. Il ne l'essaya pas, et se contenta de placer deux garnisons à Alexandrie et au Kaire. Les Anglais ayant coupé la communication de ces deux villes à Ramanieh, on dut se borner à soutenir deux siéges dont l'issue ne fut plus qu'une question de temps. Belliard, qui commandait au Kaire, fit une sortie pour attirer le grand vizir

à une bataille ; ce dernier se garda de l'accepter. Jugeant alors qu'il avait trop peu de monde pour défendre une ville de trois cent mille habitants que la peste ravageait, il négocia une capitulation sur les bases de celle d'El-Arisch. Il obtint, le 27 juin, que ses troupes se retirassent avec les honneurs de la guerre, emmenant chevaux, artillerie et munitions, et fussent transportées en Europe sur des bâtiments anglais. Alexandrie résista plus longtemps, à cause des lacs environnants qui en rendaient l'investissement difficile. Menou tint bon dans l'attente d'un secours. En effet, Gantheaume atteignit la pointe de Derne ; mais, mal accueilli par les indigènes, il n'osa tenter avec deux mille hommes un débarquement peu utile, attendu qu'il lui eût fallu traverser un désert pour arriver sous la place. Une escadre anglaise parut et l'obligea de gagner le large. Menou tint aussi longtemps qu'il put, c'est-à dire jusqu'au 2 septembre.

Les amiraux Bruix et Dumanoir, qui devaient sortir de Rochefort et de Cadix avec des escadres franco-espagnoles, n'y réussirent pas. L'amiral Linois sortit de Toulon après Gantheaume, et se rendit à Cadix, où il avait l'ordre de rallier des vaisseaux espagnols pour aller prendre, dans le golfe de Tarente, la division Soult destinée à secourir Alexandrie. Il mouilla le 4 juillet devant Algésiras avec trois vaisseaux. Le surlendemain il fut attaqué par l'amiral anglais Saumarez qui en avait six, et nous eûmes l'honneur du combat ; car deux vaisseaux anglais se perdirent, et un troisième, l'*Hannibal,* nous resta. Mais le 12, après que Linois eut rejoint l'escadre espagnole, Saumarez l'attaqua de nouveau; cette fois les Espagnols perdirent trois vaisseaux, dont deux, trompés par l'obscurité de la nuit, ne se reconnurent pas, se canonnèrent et se firent sauter réciproquement. Ce désastre ruina l'expédition projetée.

Les Espagnols se découragèrent. La cour de Madrid faisait à contre-cœur une guerre contre ses convenances et son intérêt. Forcée par Bonaparte de s'unir à lui pour envahir le Portugal et en fermer les ports aux vaisseaux anglais, elle avait exigé à son tour que Godoï commandât les forces espagnoles et françaises réunies. La condition fut acceptée, bien que le favori n'eût rien moins que des talents militaires. Saint-Cyr et quinze mille soldats français allèrent servir sous les ordres du prince de la Paix. Celui-ci, ayant obtenu quelques succès faciles, s'empressa de traiter, le 6 juin, moyennant la remise à l'Espagne de

la place d'Olivença, la promesse de vingt millions qui seraient payés à la France, et la fermeture des ports aux Anglais. Le roi et la reine vinrent en personne à Badajoz confirmer ces stipulations. Mais Bonaparte refusa de les ratifier, et témoigna contre la cour de Madrid une colère moitié réelle et moitié feinte, espérant peser sur elle par l'intimidation.

XV. — Dès le mois d'avril, après le bombardement de Copenhague, l'assassinat de Paul Ier et la ruine de la ligue des neutres, lord Hawkesbury fit à Londres des ouvertures pacifiques à l'agent français Otto, chargé de régler un échange de prisonniers. Bonaparte, qui avait perdu l'espoir d'une diversion des États du Nord, accepta de négocier, à condition que ce fût secrètement et sans apparat. Mais les pourparlers furent interrompus aussitôt par l'impossibilité de s'entendre. Car les Anglais exigeaient l'abandon de l'Égypte ; or, Bonaparte, qui ne la jugeait pas encore perdue, prétendait la garder, à titre de compensation de leurs conquêtes dans l'Inde. Ce fut au mois de juillet seulement qu'il se résigna à en faire le sacrifice, quoique Alexandrie n'eût pas encore capitulé. Il rouvrit alors les négociations, mais il exigea que l'Angleterre, en échange, renonçât à la possession de Malte.

Pour soutenir cette prétention, il fit des armements sur la côte de Boulogne, et y équipa une flottille de canonnières, confiée à l'habile amiral Latouche-Tréville. Il s'imaginait effrayer les Anglais par cette menace de débarquer dans leur île, quoiqu'il sentît au fond la difficulté de la réaliser. Nelson se présenta le 6 août avec trente petits bâtiments, et lança des bombes sur notre flottille sans lui faire beaucoup de mal, les canonnières se plaçant facilement hors de la portée des pièces ennemies. Il revint le 16 avec plus de forces livrer un combat à l'abordage; plusieurs de nos bâtiments résistèrent encore avec succès; mais ces engagements, que l'on fit valoir en France comme des avantages, eurent peu d'importance, et la démonstration maritime demeura sans effet.

Le ministère Addington résolut de signer la paix, réclamée avec force par le Parlement. Il consentait à restituer, dès que la France abandonnait l'Égypte, toutes ses petites conquêtes maritimes; mais il prétendait garder Malte, Ceylan, et l'une des grandes Antilles, la Trinité ou la Martinique; il jugeait que c'était là une compensation indispensable des acquisitions de

territoire que la France avait faites sur le continent depuis neuf ans.

Bonaparte repoussa longtemps ces prétentions. Il demanda que Malte fût rendue à l'ordre de Saint-Jean. Il déclara ne pouvoir sacrifier Ceylan, qui avait été pris aux Hollandais, ni la Trinité, qui avait été enlevée à l'Espagne. Pour la Martinique, il opposa un refus absolu. Il s'était vainement flatté d'offrir comme équivalents le Hanovre, qu'il avait voulu faire occuper par la Prusse, et deux provinces portugaises qu'il avait voulu faire occuper par l'Espagne; cette double combinaison avait échoué. La Prusse avait bien occupé le Hanovre, mais pour son compte, et l'avait restitué directement à l'Angleterre, afin de s'en faire un mérite auprès d'elle; ce qui la fit soupçonner d'avoir eu avec le cabinet de Londres un arrangement secret. L'Espagne avait conclu le traité de Badajoz sur d'autres bases, et elle en réclamait la ratification à Paris, avec une insistance qui ne lui était pas ordinaire. Bonaparte était tellement irrité sur ce sujet, qu'il écrivit au prince de la Paix que s'il ajoutait un seul acte à ses dépêches, la dernière heure de la monarchie espagnole aurait sonné. Talleyrand fut d'avis que puisque l'Espagne avait sacrifié à Badajoz l'intérêt français, la France devait sacrifier l'intérêt espagnol, et livrer l'île de la Trinité. Bonaparte adopta cet avis; il livra la Trinité, puis Ceylan. A ce prix, les Anglais consentirent à rendre Malte aux chevaliers.

Quand on fut tombé d'accord sur ces points essentiels, d'autres questions se présentèrent, celle des neutres, celle des petites puissances, celles du commerce, des séquestres. Mais comme la négociation en eût été longue et épineuse, on convint de signer sans délai des préliminaires. L'Angleterre avait hâte d'en finir avant la session, et Bonaparte avant la capitulation d'Alexandrie qu'il voyait imminente, quoiqu'il ne la connût pas encore. Les préliminaires furent donc signés le 1er octobre. L'Angleterre garda le continent de l'Inde, qui n'avait jamais été contesté, plus Ceylan et la Trinité. Elle restitua ses autres conquêtes, savoir le Cap, la Guyane hollandaise, la Martinique, la Guadeloupe, Malte et Minorque. Elle évacua Porto-Ferrajo. L'Egypte dut être évacuée par les troupes françaises et anglaises, et restituée à la Turquie. Les États du Portugal furent garantis, sauf Olivença laissée à l'Espagne. La France évacua le royaume de Naples et reconnut la république des Sept Iles

ioniennes, érigée par les Russes l'année précédente sous la protection de la Porte. On convint que les questions accessoires seraient discutées à Amiens par des plénipotentiaires qui rédigeraient le traité définitif.

Bien que cette paix ne répondît pas à toute l'ambition du Premier Consul, elle était aussi heureuse que brillante. La France ne renonçait en réalité qu'aux fruits espérés de l'expédition d'Égypte, de cette entreprise qualifiée, avec raison, de « plus grandiose que judicieuse » (Arm. Lefebvre), et que le Premier Consul s'était acharné à poursuivre sans espérance par un stérile point d'honneur. Débarrassée de cette plaie, elle gardait les provinces du Rhin, qui étaient pour elle un équivalent des acquisitions faites par les puissances continentales en Pologne et des arrondissements coloniaux de l'Angleterre. Elle continuait en outre de gouverner indirectement la Hollande, la Suisse et la moitié de l'Italie.

La Hollande était obligée de renoncer à Ceylan; on crut la satisfaire en lui rendant le Cap et ses possessions de la Guyane.

L'Espagne, qui perdait l'île importante de la Trinité et qui avait cédé la Louisiane à la France, gardait en retour Olivença, et voyait le royaume d'Étrurie constitué en faveur de princes de la maison de Bourbon. Bonaparte avait voulu recevoir ces princes à Paris et leur donner des fêtes brillantes, pour montrer à l'Europe qu'il faisait des rois et des reines, pour habituer les souverains étrangers à l'idée du rétablissement d'une cour de France, et les Français, les Parisiens surtout, à celle d'une restauration monarchique prochaine. Il avait d'ailleurs profité du peu de capacité du prince pour lui donner une sorte de tuteur, le général Clarke, qui gouvernait en réalité la Toscane sous son nom.

Les préliminaires du 1er octobre causèrent à Paris une allégresse très-vive et très-justifiée. On avait enfin la paix des mers après celle du continent, ce double but si vainement poursuivi depuis tant d'années. Bonaparte obtenait ce que le Directoire n'avait pas obtenu, et il l'obtenait d'une manière glorieuse. S'il abandonnait Malte et l'Égypte, c'était pour lui un sacrifice personnel; la France en réalité n'y perdait rien. Son pouvoir, le plus nouveau de l'Europe, semblait aussi en être le plus fort.

L'enthousiasme ne fut pas moindre à Londres, où le peuple appelait la paix à grands cris. Les rues y retentirent du cri de *Vive Bonaparte !* La foule détela, pour la traîner elle-même,

la voiture du plénipotentiaire Otto et de l'aide de camp Lauriston.

De nombreux traités accessoires complétèrent l'œuvre de pacification. On en avait déjà signé un avec la Bavière le 24 août, et un autre le 29 septembre avec le Portugal, qui nous abandonna quelques territoires dans la Guyane. On en signa un le 4 octobre avec la Russie. On n'avait avec elle aucun litige particulier. Alexandre Ier, plus calme et moins hautain que son père, avait bien observé à Duroc, envoyé officieux du Premier Consul, que la politique extérieure de ce dernier menaçait la stabilité de tous les États, mais il ne prétendait plus dicter le règlement des affaires d'Allemagne et d'Italie et le sort des princes de ces deux pays. Il consentit à ajourner ces questions, et se contenta d'une stipulation vague en faveur du roi de Sardaigne. Bonaparte allégua que s'il avait rétabli les souverains de Naples, c'était uniquement par déférence pour la Russie. Il refusa de rétablir le roi de Sardaigne, qui s'était montré trop favorable aux Anglais, et donna vaguement à entendre qu'il pourrait lui trouver une souveraineté ailleurs. Au fond, il voulait garder le Piémont dans sa main comme la clef de l'Italie, comme un moyen de tenir l'Autriche en respect et de permettre à la république Cisalpine de consolider son existence. Il avait fait de celle-ci provisoirement, après la mort de Paul Ier, une division militaire et y avait même créé six départements

Le 18 octobre, on signa avec l'ambassadeur turc des préliminaires qui furent convertis en traité le 25 juin de l'année suivante. La France restitua l'Égypte au sultan, moyennant le renouvellement des anciens traités, l'assurance de naviguer librement dans la mer Noire, et celle de jouir dans ses relations avec les sujets ottomans du traitement de la nation la plus favorisée.

XVI. — Bonaparte avait entrepris avec Rome une autre négociation pour un grand objet, le rétablissement de la religion catholique en France.

Quoiqu'il eût déjà manifesté des intentions libérales à l'égard des cultes, rendu leur exercice libre de fait, fermé l'ère des proscriptions et ramené les prêtres, la situation religieuse du pays était un chaos. On conservait le calendrier républicain et les décadis. L'usage des églises soulevait des difficultés journalières. Il y avait encore deux clergés, le clergé non asser-

menté, suivi par la majorité des fidèles et dont les évêques, à l'exception de quinze seulement, gouvernaient leurs diocèses du fond des pays étrangers où ils séjournaient, puis le clergé assermenté, mal vu des anciens fideles et peu soutenu par les hommes de la révolution dont il était l'œuvre. Ce schisme persistant entretenait le trouble de la société et des familles. La validité d'une foule de mariages était contestée. Celle des ventes de biens d'Église l'était également. Les prêtres mariés, se comptant par centaines, étaient dans la situation la plus incertaine vis-à-vis de la loi, et plus encore, de l'opinion.

Bonaparte comprit la nécessité d'en finir avec ce désordre. Il jugea qu'il fallait relever la religion et pour cela restaurer le catholicisme, l'ancienne croyance de la France, celle à laquelle appartenait encore la majorité de la nation. Bien qu'en sa qualité de chef de l'Etat, il n'envisageât guère cette restauration que par le côté politique, jamais son génie ne l'inspira mieux.

Il eut à lutter contre une infinité de préjugés révolutionnaires. Presque tous les hommes de son entourage, habitués à regarder les prêtres comme des suppôts de l'ancien régime et des ennemis de la révolution, manifestèrent leur hostilité et leur effroi. Les plus éclairés se bornèrent à soutenir qu'il fallait laisser faire et éviter de persécuter. Bonaparte leur représenta que la masse des Français était loin d'être indifférente en matière religieuse et demeurait plus attachée qu'ils ne le croyaient à la religion de ses pères; que dès lors le libre exercice de cette religion devait être assuré par la loi; que le gouvernement ne pouvait se désintéresser dans une question de cette importance ni demeurer inactif; que la lutte de deux clergés différents était un malheur et un danger; que l'ancien clergé formait un corps trop considérable et trop influent pour ne pas posséder des revenus assurés; enfin qu'il n'était ni juste ni même sage de le laisser vivre de tributs volontaires, ce qui lui créerait une indépendance redoutable à un jour donné.

On peut soutenir aujourd'hui qu'il eût mieux valu donner aux cultes une liberté complète avec toutes les garanties désirables. C'était là ce que Royer-Collard et Camille Jordan avaient demandé aux Cinq-Cents pour le catholicisme. Mais dans ce système même il eût fallu une loi; car ce qui existait n'était que l'absence de loi. D'ailleurs les assemblées de la révolution avaient si mal compris la liberté religieuse, qu'il n'est pas étonnant que Bonaparte ait jugé impraticable l'idée de rendre

l'Église trop indépendante de l'État. Les vues de Camille Jordan et de Royer-Collard avaient reçu des révolutionnaires un mauvais accueil. Bonaparte vit que les esprits étaient partagés entre le catholicisme et l'irréligion; que la question était là; que le gouvernement devait faire un choix, et pour lui le choix ne fut pas douteux.

Imaginer un culte abstrait lui parut ridicule et impossible; Robespierre et La Réveillère l'avaient prouvé. Faire une Église indépendante de Rome pour plaire aux préjugés qui régnaient contre la papauté ne l'était pas moins; on avait l'exemple du schisme constitutionnel et de son avortement. Bonaparte reconnut et déclara qu'avec toute sa puissance il y échouerait, que jamais en fait de croyance sa volonté ne ferait loi. Quelques-uns lui conseillèrent d'adopter le protestantisme; il ne trouva ni plus sensé ni plus facile d'imposer à la majorité l'opinion religieuse du petit nombre. Il éprouvait d'ailleurs une aversion marquée pour une doctrine qu'il jugeait conduire à la division des sectes et à des luttes stériles, destructrices de la foi. Il revint au catholicisme, parce qu'il y était né et qu'il aimait à y voir le principe d'une autorité infaillible. Il glorifiait la papauté comme la plus admirable des institutions.

Avec la vivacité pénétrante de son bon sens et de son génie, il dissipait aisément les sophismes et les chimères des révolutionnaires. Il suppléait à l'insuffisance de ses connaissances en s'entourant d'hommes spéciaux qu'il savait choisir, qui lui expliquaient les choses, lui apprenaient ce qu'il fallait qu'il sût, lui donnaient sur chaque matière les écrits les mieux faits et les plus concluants. Ainsi c'était dans Bossuet qu'il étudiait la constitution de l'Église catholique. Il avait une faculté merveilleuse, celle de concevoir le grandiose, de le saisir, et de déterminer la mesure possible de sa réalisation. C'était même là le secret de la fascination extraordinaire qu'il exerçait, et si son ambition se mêlait toujours à ses plus nobles projets, il n'avait pas encore cette immensité d'égoïsme qui plus tard faussa tout à fait son jugement. Son esprit mobile et ardent se passionna pour la restauration du catholicisme avec une sincérité passagère peut-être, mais à laquelle on aurait tort d'opposer son langage antérieur, et qui paraîtrait naturelle si ses panégyristes ne l'eussent exagérée ridiculement.

Il résolut donc de reprendre l'œuvre de la Constituante, et de la ramener au point où elle eût pu obtenir l'agrément du

Saint-Siége, en évitant un schisme. Il voulut un clergé sans pouvoirs politiques et sans propriétés territoriales, salarié par le gouvernement, nommé par le chef de l'État et confirmé par le Pape, une distribution nouvelle des diocèses, la police du culte attribuée à l'autorité civile, et la juridiction sur le clergé attribuée au conseil d'État, comme elle appartenait autrefois aux parlements.

Il fallait pour cela que le Pape reconnût l'aliénation des biens d'Église, qu'il supprimât tous les anciens siéges, en demandant aux titulaires de se démettre et en déposant ceux qui s'y refuseraient, enfin qu'il s'entendît avec le gouvernement français sur différentes questions accessoires.

Ces points obtenus, Bonaparte se proposait de choisir les évêques en majorité dans l'ancien clergé, qu'il arracherait à l'alliance des émigrés, qu'il se soumettrait à lui-même et qu'il réconcilierait avec la révolution; en partie dans le clergé constitutionnel, qu'il réhabiliterait.

La cour de Rome accepta avec joie l'idée de relever en France le catholicisme, et se montra disposée à faire pour cet intérêt vital les sacrifices compatibles avec sa dignité et ses maximes. Mais elle discuta longuement les propositions du Premier Consul. Prête à renoncer pour l'Église aux biens aliénés, elle répugnait à en consacrer l'aliénation par un acte formel; elle demanda même la restitution des biens non vendus et la faculté pour le clergé de recevoir des dons et des legs. Elle voulait aussi ne reconnaître comme légitimes que les évêques insermentés; elle consentait à leur demander de se démettre, mais elle résistait à les déposer en cas de refus, alléguant que le droit de déposition était un droit exorbitant dont elle ne devait faire usage qu'en des cas exceptionnels. Elle était d'avis que le Premier Consul se bornât à rappeler les prélats qui ne porteraient aucun ombrage à son gouvernement; pour les autres, elle proposait de confier leurs diocèses à des administrateurs provisoires. Quant aux schismatiques et aux prêtres mariés, elle était prête à les réconcilier, mais uniquement dans les formes canoniques. Telles furent ses prétentions, exprimées par Mgr Spina, prélat diplomate et savant canoniste, à qui Bonaparte avait opposé l'abbé Bernier. Ce dernier n'était ni moins instruit ni moins habile, et Bonaparte était heureux d'avoir pu confier une pareille négociation à l'ancien chef des Vendéens.

Le Premier Consul, habitué à mener les négociations rapi-

dement et à les terminer souvent par des coups de force, ne comprenant d'ailleurs pas que la cour de Rome différât des autres cours et alléguât des maximes sur lesquelles il lui fût impossible de transiger, s'étonna de rencontrer des lenteurs et des objections auxquelles il ne s'était pas attendu. Il les imputa ou feignit de les imputer à l'esprit méticuleux de Mgr Spina, et il envoya son projet au Pape directement. Pie VII le soumit à une congrégation de cardinaux; ces derniers maintinrent la plupart des réserves faites par l'archevêque de Corinthe et en ajoutèrent même de nouvelles. Ils demandèrent par exemple une déclaration portant que la religion catholique était la religion de la France pratiquée par les consuls.

Bonaparte résolut d'employer son moyen habituel de succès, l'intimidation, moyen qu'il croyait infaillible avec des prêtres, dont les seules armes étaient la subtilité et la finesse. Le 13 mai 1801, il manda Spina, Bernier et Talleyrand à sa campagne de la Malmaison, se plaignit hautement du Vatican, qu'il accusa d'être travaillé par les émigrés, rejeta les difficultés sur le cardinal Consalvi, secrétaire d'État de Pie VII, menaça de rompre la négociation, et rappela de Rome son ministre Cacault, auquel il ordonna de se rendre immédiatement à Florence.

Pour ajouter à la gravité de cet éclat, il avait autorisé les prélats constitutionnels à tenir un concile à Paris. Ces prélats s'étaient réunis au nombre d'environ cinquante, et rédigeaient des mémoires. Grégoire était à leur tête. La plupart d'entre eux, las d'une situation pénible, et à peu près abandonnés de tout le monde, désiraient se réconcilier avec Rome, mais, attachés aux doctrines gallicanes ou même jansénistes, ils essayaient de défendre le système des élections épiscopales, prétendaient limiter les droits du Saint-Siége sur l'Église de France, et cherchaient à se rattacher au pouvoir civil, leur unique appui. Bonaparte leur laissait la liberté de parler et d'écrire, parce qu'ils servaient ses desseins en rappelant à la cour de Rome que le schisme durait toujours.

Rome fut très-troublée de la menace d'une rupture. Mais le ministre français Cacault, esprit conciliant, usa du crédit dont il jouissait auprès d'elle pour lui représenter que les questions ecclésiastiques étaient peu entendues en France, et conseiller que le cardinal Consalvi se rendit en personne à Paris. Consalvi, quoique très-pénétré des difficultés de la négociation et de

l'immense responsabilité dont il se chargeait, suivit ce conseil. C'était un prélat d'une admirable droiture d'esprit, de la conscience la plus scrupuleuse, comprenant que c'était pour l'Église un devoir de signer le Concordat, mais de ne montrer aucune faiblesse, et de sauvegarder ses maximes et ses droits.

Bonaparte essaya encore d'intimider le nouveau négociateur. Il le reçut avec un appareil presque théâtral, entouré des grands corps de l'État, et ne lui donna qu'un nombre de jours déterminé pour s'entendre avec Bernier. Il maintint toutes ses prétentions fondamentales, consentant seulement à ce qu'on cherchât une rédaction et des formules acceptables pour les deux partis. On convint de déclarer que la religion catholique était celle de la majorité des Français, et celle que professaient les consuls. Le cardinal finit par accorder les deux points essentiels pour le gouvernement, c'est-à-dire la reconnaissance des aliénations de biens et la déposition des évêques qui refuseraient de se démettre. En retour, il stipula la restitution des édifices consacrés au culte, la faculté pour les évêques de créer des séminaires, celle de recevoir des dons et legs en rentes sur l'État; il obtint que la réconciliation des prêtres constitutionnels et des prêtres mariés se fît dans les formes canoniques. Il résista longtemps au sujet de l'article qui soumettait le culte à des lois de police, article dont la latitude l'inquiétait. Enfin il céda, et signa le Concordat, le 15 juillet, avec Joseph Bonaparte, qui n'avait pas pris de part aux discussions, mais qui apposait son nom à tous les traités importants.

Le Premier Consul triompha donc et se félicita de son succès, malgré le silence peu approbateur de son entourage. Il se flatta de s'appuyer désormais sur le sentiment religieux des masses. Il crut avoir réduit au silence les hommes que des scrupules de conscience faisaient les ennemis de la révolution. Il s'imagina avoir anéanti le parti royaliste en lui ôtant sa force principale, et enchaîné Rome à sa politique, ce qui favoriserait ses projets ultérieurs sur l'Italie. Il résolut de se servir du catholicisme et du clergé catholique comme d'un levier de gouvernement, et surtout d'empêcher que d'autres s'en servissent contre lui. Par l'article 6 du Concordat, les évêques prêtaient le serment de révéler tout ce qui se tramerait au préjudice de l'État.

Le 6 août, il alla présenter en personne au conseil d'État

l'historique et les résultats de la négociation. Il y fut écouté froidement, mais il défendit son œuvre avec la vivacité ordinaire de son langage.

Le Concordat une fois signé, il montra, suivant son habitude, une grande impatience de le voir exécuter, et il pressa vivement la cour de Rome. Il voulait inaugurer solennellement la restauration du culte et introniser les nouveaux évêques le jour anniversaire du 18 brumaire. Mais il n'avait pas compté avec les délais qui étaient indispensables pour négocier et obtenir les démissions d'évêques dispersés dans toutes les parties de l'Europe. Il fut donc obligé de subir, malgré lui, de nouveaux retards.

XVII. — La paix avec le continent et avec l'Angleterre, le Concordat et la bonne administration intérieure, assuraient à la France un repos et une prospérité oubliés depuis treize ans. Elle se releva de ses ruines et put reprendre son activité. On trouva par les recensements que la population s'était accrue; en effet, une grande quantité de terres avaient été mises en culture depuis la suppression des servitudes féodales. Le commerce maritime se rétablit. L'industrie reçut une forte impulsion. Le Directoire avait imaginé de faire à Paris, en 1798, une première exposition de ses travaux. Bonaparte en fit une seconde, et y attira les visiteurs étrangers. Il aimait à visiter lui-même les fabriques, les ateliers, les écoles, pour se montrer, et pour tout animer de ses encouragements et de sa parole facile et colorée.

Les étrangers, qui avaient déserté Paris depuis longtemps, y reparurent en foule pendant l'hiver de 1801-1802. Bonaparte s'était entouré d'une garde consulaire de six mille hommes d'élite et d'une maison civile. Il voulut avoir une cour qui fût imposante et digne, qui, sans ressembler encore à celle des Bourbons, présentât un contraste marqué avec celle de Barras. Au lieu d'aventuriers ou de gens de plaisir, il y appela les familles des principaux membres du gouvernement, les représentants d'anciennes maisons qui s'étaient ralliées, et des étrangers de distinction, dont le plus remarqué fut l'orateur anglais Fox. Calonne, alors de retour à Paris, donna aux émigrés et aux royalistes le conseil d'accepter le nouveau gouvernement et d'ajourner leurs espérances à des temps plus favorables. La

haute société de Paris soutint franchement l'*homme nécessaire* qui la protégeait contre l'anarchie [1].

Cependant les hommes de brumaire commençaient à se diviser en deux groupes. Tandis que les uns glissaient sur la pente du rétablissement de la monarchie, d'autres voyaient à regret cette tendance. On commençait à s'apercevoir des vices de la constitution de l'an VIII, et c'étaient les membres des grands corps de l'État qui s'en ressentaient les premiers. Leurs rôles étaient si effacés qu'aucun d'eux n'était satisfait du sien. Bonaparte, témoin de leur embarras et de ce sourd malaise qu'il prenait pour de l'opposition, s'irritait, les traitait d'une façon cavalière, et ne parlait que de faire peur à ceux dont il croyait avoir fait la fortune.

La session de l'an X s'ouvrit le 22 novembre 1801. Le gouvernement était fier d'apporter la paix et de se présenter avec les finances rétablies et d'importants projets de loi. Mais, en dépit des félicitations officielles, il n'obtint pas l'accueil enthousiaste qu'il espérait.

Le traité signé avec la Russie souleva des critiques au sein du Tribunat. On s'y plaignit d'un article malencontreux sur les réfugiés, et du terme de *sujets* employé au lieu de celui de *citoyens*.

Une vive discussion s'éleva ensuite sur la présentation des premiers titres du Code civil. Ce code avait été préparé au conseil d'État par d'éminents jurisconsultes, Portalis, Bigot-Préameneu, Tronchet et Malleville, qui avaient pris les avis de la cour de cassation et des cours d'appel. Seulement le gouvernement avait eu le tort de l'annoncer comme une grande nouveauté et comme l'œuvre principale de brumaire, car tout se ressentait alors de l'apparat ou du charlatanisme de la révolution. En réalité, le travail remontait au moins à l'époque de Colbert. Des magistrats et des savants illustres du siècle précédent, comme d'Aguesseau et Pothier, y avaient largement contribué. Portalis, plus juste et plus modeste, reconnaissait que l'œuvre de la commission avait consisté « à mettre les lois dans un bel ordre », à en effacer les dernières traces de la féodalité et à modifier celles qui avaient été altérées par la législation révolutionnaire, par exemple celles qui réglaient les actes de l'état civil, celles qui concernaient la famille, la puissance pa-

[1] Madame de Staël. *Considérations sur la Révolution française*, t. II.

ternelle, le mariage, la faculté de tester. Réduite à ces termes, l'entreprise n'en présentait pas moins un très-bel ensemble, et le Consulat se parait justement de l'honneur d'achever le monument que l'ancien régime et les gouvernements révolutionnaires avaient laissé imparfait.

Bonaparte avait pris à ce travail une part personnelle double, par sa volonté qui était puissante et qui en hâta l'achèvement, puis par sa présence à quelques discussions auxquelles il se mêla, et où il donna ses décisions avec sa promptitude de conception, sa pénétration surprenante, sa parole toujours originale. Il n'avait nullement l'autorité d'un jurisconsulte, quoi qu'en aient dit ses prôneurs. Là comme ailleurs il portait des préoccupations personnelles et intéressées, par exemple à propos du divorce ou de l'adoption, car il songeait à se ménager éventuellement un divorce avec Joséphine, qui ne pouvait lui donner d'enfants, ou à adopter un successeur. Mais il se faisait initier à l'étude de lois civiles comme à celle des lois religieuses, et il en dissertait avec la même supériorité d esprit, alliée au même désir, qui eût été chez tout autre une manie, de marquer l'œuvre de son nom et de son sceau. La révolution avait prétendu tout refaire ; il avait la même prétention, et il voulait que ce qui était refait parût l'être par lui.

Le Tribunat se livra à la critique de la partie du Code qui lui était présentée. Il en contesta la nouveauté et en rabaissa la valeur. Il rejeta le titre préliminaire, qui comprenait les dispositions générales, et le Corps législatif fit de même. On adopta le titre des actes de l'état civil, qui ne pouvait être l'objet d'un débat, car il se bornait à retirer la rédaction de ces actes au clergé, et reproduisait d'ailleurs toutes les anciennes règles. Mais le titre de la privation des droits civils fut encore rejeté. Il prêtait à de grandes controverses ; la mort civile, abandonnée depuis, constituait pour ceux qu'elle frappait une situation mal définie, et se ressentait beaucoup trop des traditions révolutionnaires. Il y avait donc là des critiques fondées à faire, à côté d'autres qui l'étaient moins, et d'autres qu'on pouvait accuser de dénigrement ou de mauvaise foi. Une circonstance non moins fâcheuse, c'est que le Corps législatif était obligé de voter ces titres en bloc, sans pouvoir en amender les articles. Un mode de discussion aussi vicieux aboutissait forcément ou à une acceptation servile détruisant tout examen, ou à des rejets dangereux empêchant l'œuvre de s'achever jamais.

Bonaparte fut très-irrité et le fit savoir. Il admettait qu'on le discutât, mais non pas qu'on le contredît. Il se récria sur ce qu'on lui présentait sans cesse une tête de Méduse ; il qualifia le Tribunat d'institution désorganisatrice, accusa les tribuns de bavarder sans rien faire, et répéta qu'il ne voulait plus d'opposition ni de discussions publiques [1].

La querelle s'envenima par certains choix de personnes regardés comme un acte d'indépendance vis-à-vis du Premier Consul ou d'hostilité au sujet du Concordat. Ainsi le Corps législatif avait élu pour président l'académicien Dupuis, auteur d'un ouvrage irréligieux. L'évêque constitutionnel Grégoire venait d'être nommé au Sénat, et l'on parlait d'y donner une autre place à Daunou, qui protestait contre la situation faite au Tribunat en s'abstenant depuis un an d'assister à ses séances, et en refusant toutes les positions politiques que lui offraient les consuls. D'un autre côté. les noms de généraux présentés par Bonaparte étaient écartés. Bonaparte coupa court à ces velléités de résistance. Aux audiences du jour de l'an il tint aux sénateurs, entre autres à Sieyès, un langage presque menaçant, leur déclara qu'il prendrait la nomination de Daunou pour une injure personnelle, et qu'il ne la souffrirait pas. Un de ses candidats, un vieux général d'artillerie, fut élu.

Il était alors tout à fait décidé à se débarrasser des corps qui le gênaient. Il n'avait pas le droit de les dissoudre et de les faire renouveler par l'élection ; la constitution s'y opposait ; d'ailleurs un tel expédient ne lui suffisait plus. Mais supprimer les corps constitués eût été un coup d'État, plus complet, et par conséquent plus grave que celui du 18 fructidor. Cambacérès en combattit l'idée. Il représenta que les coups d'État anéantissaient les constitutions et finissaient par retomber sur leurs auteurs. Il conseilla de retirer les projets présentés, de laisser ainsi le Tribunat et le Corps législatif dans l'inaction, de les mettre *au jeûne des lois*, et de procéder à bref délai au renouvellement du cinquième de leurs membres, renouvellement qui, d'après la constitution, devait avoir lieu dans le cours de l'an X où l'on venait d'entrer. La question était de savoir comment on y procéderait.

Cambacérès proposa que le Sénat désignât lui-même les soixante députés et les vingt tribuns qui seraient exclus. Il

[1] Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, t. II, p. 414, 416.

soutint que le Sénat pouvait s'attribuer ce droit par un sénatus-consulte ; qu'il le pouvait d'autant mieux qu'il avait celui de faire les choix ; qu'il devait interpréter en ce sens l'article 38 de la constitution, que par cette interprétation la constitution serait respectée ; qu'on arriverait ainsi à une dissolution partielle, mais suffisante. Bonaparte adopta l'avis, et, laissant le Sénat en délibérer, se mit à poursuivre d'autres intérêts.

Cambacérès agit sur les sénateurs et y fut aidé par Tronchet, qui appuya la mesure par l'unique crainte de pousser Bonaparte à un éclat dangereux. Le 7 janvier 1802, un message du gouvernement déclara que le moment était venu de procéder au renouvellement du premier cinquième des grands corps de l'État. Le 18, le Sénat décida, pour éviter les formes d'une exclusion trop apparente, que le scrutin porterait sur les noms des membres qui devaient rester, non de ceux qui devaient sortir. On élimina ainsi par voix indirecte soixante législateurs et vingt tribuns. L'exclusion porta sur les amis de Sieyès et les orateurs ordinaires du Tribunat, comme Chénier, Ginguené, Chazal, Daunou, Bailleul, Benjamin Constant. Cela rappelait les épurations de la Convention. Parmi les hommes qui les remplacèrent, les plus remarqués furent Lucien, Daru et Carnot, ce dernier choisi moins à cause de son nom que de son insignifiance politique et de son attitude embarrassée.

XVIII. — Bonaparte voulait être absolument maître des républiques alliées, tant pour s'éviter des difficultés que pour disposer à son gré de leurs ressources et de leurs soldats. Leurs constitutions, plus ou moins calquées sur celle du Directoire, le gênaient. Il tenait à leur en donner d'autres qui fussent plus en harmonie avec la constitution consulaire, et lui assurassent chez elles un pouvoir égal à celui qu'il exerçait en France. Le Directoire les avait traitées sans gêne. Il fit de même. Il prit seulement le soin de s'assurer, pour les changements qu'il méditait, le concours de quelques-uns de leurs personnages les plus considérables, et ce lui fut chose aisée ; car il trouvait partout des proscrits à rétablir, des adorateurs de sa propre puissance, des politiques désirant réagir contre les révolutions, ou sentant qu'ils ne pouvaient rien sans la France, et que dès lors le mieux pour eux et pour leur pays était de faire cause commune avec elle.

Dès le 29 août 1801, Bonaparte avait signé avec la républi-

que Batave une convention qui réduisait à dix mille hommes le chiffre des troupes françaises d'occupation à sa charge. Il prépara, de concert avec Schimmelpenninck, ambassadeur hollandais à Paris, une nouvelle constitution, qui attribua le pouvoir exécutif à une régence d'État de douze membres, et le pouvoir législatif à une assemblée de trente-cinq députés. En même temps il abolit toutes les lois de rigueur, de confiscation, de séquestre ou autres, établies sous l'influence des jacobins. Cette constitution, portée en Hollande par Schimmelpenninck, et présentée comme une *simplification* du gouvernement, fut immédiatement soumise au suffrage du peuple dans les mairies, malgré l'opposition, faible d'ailleurs, que firent le Directoire et les conseils. Les panégyristes du Premier Consul dirent que l'utilité du but réclamait l'indulgence pour l'illégalité des moyens [1].

Pour la Cisalpine, la question avait plus d'importance. Car c'était un État créé à titre précaire, toujours menacé par l'Autriche, qui n'avait pas voulu admettre qu'il eût un représentant à Vienne après Campo-Formio, l'avait reconquis en 1799, et ne l'avait abandonné qu'après Marengo. Bonaparte venait de le reconstituer avec la ligne de l'Adige, Modène, et les légations, se réservant de disposer plus tard en sa faveur, suivant les occurrences, soit du Piémont, soit de Parme, dont le duc ne régnait plus que viagèrement. Il avait entrepris d'améliorer les routes qui y menaient de France. Il augmentait ses moyens de défense. Il voulait que Mantoue et Alexandrie fussent assainies et rendues inexpugnables par de nouvelles fortifications.

De concert avec Marescalchi, envoyé de la Cisalpine à Paris, et les trois membres de la consulte provisoire qu'il avait instituée après Marengo, il prépara pour elle une constitution modelée sur celle de l'an VIII. On convint d'établir un Sénat de huit membres, un conseil d'État de dix et un Corps législatif de soixante-quinze. Seulement, le pouvoir exécutif devait appartenir à un président et à un vice-président élus pour dix ans; il n'y avait point de Tribunat, et les listes de notabilité, déjà discréditées en France, étaient remplacées par un corps d'électeurs permanent, de quelques centaines de personnes, et divisé en trois colléges, celui des propriétaires, celui des commerçants, et celui des *dotti* ou des hommes exerçant les principales professions libérales.

[1] Bignon, *Histoire du Consulat,* t. II.

Ce plan convenu, Bonaparte se réserva de se faire nommer président et de désigner pour la première fois le vice-président, les membres du gouvernement et ceux des corps constitués. Il jugea que c'était le moyen le plus sûr de mettre la Cisalpine sous sa main, et repoussa le conseil que lui donna Talleyrand de placer un prince à sa tête, pour ne pas trop exciter les défiances des cabinets étrangers.

Il convoqua les représentants de la république, non pas à Paris, où leur dépendance eût paru trop manifestement, mais à Lyon. Quatre cent cinquante-deux notables, grands propriétaires, membres du clergé, de la magistrature, des chambres de commerce, des universités, se rendirent dans cette ville malgré un hiver très-rigoureux, et y formèrent une *consulte,* qui s'ouvrit le 31 décembre. Ils furent reçus par Talleyrand et le ministre de l'intérieur Chaptal. Bonaparte arriva le 11 janvier avec Joséphine et sa maison militaire. Il tint une réunion de préfets, assista à des fêtes, passa des revues, entre autres celle des troupes revenues d'Égypte, et obtint des démonstrations d'enthousiasme qu'il eut peu de peine à stimuler. Pendant ce temps, Talleyrand négociait avec les envoyés italiens pour leur faire agréer la constitution préparée, et il les amena à offrir eux-mêmes au Premier Consul, qui était d'ailleurs leur compatriote, la présidence de leur république. Les envoyés, quoique un peu surpris, comprirent qu'ils ne pouvaient faire autrement, et que plus ils resserraient leurs liens avec la France, mieux ils s'assuraient contre l'Autriche. Bonaparte fut proclamé le 25 janvier Président de la *république Italienne,* dénomination nouvelle adoptée pour réserver des projets ultérieurs. Il choisit pour vice-président le comte Melzi, qui lui fut proposé comme le personnage le plus considérable du pays et le plus propre à le représenter. Le 26, il tint une grande séance d'inauguration, et y fit un discours en italien. Le 30, il rentra à Paris, où il reçut pour ce nouveau succès les félicitations accoutumées des grands corps de l'État.

Peu après il *reconstitua* la république Ligurienne, et s'y attribua la nomination du doge.

De pareils actes devaient éveiller les jalousies et les craintes de l'Europe. Bonaparte le savait, mais confiant dans son avenir, il ne s'en inquiétait qu'autant qu'il fallait pour ne pas se créer des difficultés immédiates et troubler les négociations d'Amiens.

Il était même à cet égard fort imprudent. Car ayant hâte de trouver en Amérique un dédommagement de la perte de l'Égypte, et ne dissimulant pas qu'il s'était fait céder la Louisiane dans ce but, il prépara dans les ports de l'Océan un grand armement naval sous les ordres de Villaret-Joyeuse pour porter à Saint-Domingue des troupes de débarquement, et il voulut que l'escadre partît à la fin de décembre. Les Anglais la firent suivre par leur flotte à quelque distance.

Les négociations d'Amiens, qui se poursuivaient entre lord Cornwallis et Joseph, portèrent principalement sur les points de détail, comme l'échange des prisonniers. Il n'y eut de débat sérieux qu'au sujet de Malte, dont l'indépendance, que les Anglais voulaient assurer, finit par être mise sous la garantie des grandes puissances. On ajourna la conclusion difficile d'un traité de commerce; les questions continentales furent écartées, comme par un accord tacite. Joseph essaya bien d'amener Cornwallis à reconnaître le royaume d'Étrurie et les républiques Cisalpine et Ligurienne; mais celui-ci répliqua par la demande du rétablissement du roi de Sardaigne et de l'ouverture des ports d'Italie aux Anglais. Joseph lui représenta vainement que l'Angleterre, en refusant de reconnaître ces petits États, les forcerait à se jeter de plus en plus dans les bras de la France. Le plénipotentiaire anglais persista dans son abstention, ne voulant ni s'engager ni rompre une négociation dont sa nation, avide de repos, désirait le prompt résultat. Rien ne fut stipulé non plus à propos du Portugal, auquel l'Angleterre eût voulu faire restituer Olivença.

La paix fut enfin signée le 25 mars 1802; mais elle n'inspira plus le même enthousiasme que les préliminaires conclus cinq mois plus tôt. Car après la première joie causée par la fin d'une guerre dont tout le monde était las, on sentait que les difficultés étaient loin d'être toutes réglées et qu'il allait en naître de nouvelles. La Consulte de Lyon effrayait les Anglais. Les conditions de la paix satisfaisaient mal leur orgueil. Sheridan avait dit qu'on pouvait en être content, non en être fier[1]. L'opposition, dont firent alors partie les anciens collègues de Pitt, reprocha au ministère Addington d'avoir livré aux Français l'île d'Elbe et l'Italie.

XIX. — Bonaparte, après avoir eu l'idée de proclamer le Concordat le 18 brumaire 1801, anniversaire qu'il tenait à fêter,

[1] Séance des communes du 29 octobre 1801.

avait remis cette proclamation au jour de Pâques 1802, et cela pour deux raisons. Il voulait nommer ce même jour les soixante nouveaux évêques; c'était le nombre auquel on avait réduit les diocèses; or pour obtenir les démissions des anciens évêques un long délai était nécessaire. Si les prélats constitutionnels s'étaient démis sans résistance, un seul excepté, les orthodoxes, ceux du moins qui s'étaient réfugiés en Angleterre, opposaient des fins de non-recevoir; treize d'entre eux persistèrent jusqu'à la fin dans leur refus. La seconde raison fut la rédaction des articles organiques, ou loi de la police des cultes.

Le but des articles organiques devait être de maintenir ou de rétablir les anciennes règles de la législation gallicane, pleine de précautions en ce qui touchait l'envoi des bulles, l'acceptation des délégués romains, les appels comme d'abus, l'autorisation nécessaire pour les conciles, l'unité du catéchisme, les quatre articles de 1682. Dès qu'on rendait au Pape l'exercice d'une autorité en France, on devait s'assurer les moyens d'en empêcher et d'en réprimer l'abus. D'ailleurs Bonaparte prétendait tenir le clergé dans sa main et en être maître. L'idée qu'il pourrait un jour aussi diriger le Pape traversa son esprit. « Et alors, disait-il à Bourrienne, quel levier d'opinion sur le reste du monde! » Mais s'il était juste et nécessaire de régler la police du culte, les rédacteurs des lois organiques eurent le double tort de le faire sans le concours de Rome, et de reproduire d'anciennes règles gallicanes plus applicables aux temps anciens, où les rois de France étaient considérés comme étant dans l'Église, qu'aux temps nouveaux, ou le Premier Consul n'y était pas. Les articles étaient tout rédigés quand on les soumit au cardinal Caprara. On savait que Rome les discuterait, les interpréterait, en repousserait même quelques-uns. Bonaparte prétendit les lui imposer. Il traitait les affaires de la conscience, comme celles de la politique, brusquement, pour empêcher la contradiction. Le légat présenta des réserves. On passa outre. Ce fut ainsi que les lois organiques renfermèrent des dispositions contestées et le germe de querelles ultérieures avec le Saint-Siége.

Bonaparte avait aussi le désir de ménager la révolution. Il garda le mariage civil et conserva le calendrier républicain, en y remplaçant les décades par les semaines et les décadis par les dimanches.

Il voulut, toujours par la même raison, nommer aux évêchés

reconstitués plusieurs prélats constitutionnels; il s'imaginait détruire ainsi les partis religieux comme il avait détruit les partis politiques, en les conciliant et en se mettant au-dessus d'eux. Rome résista. Consalvi, Caprara, ne cessèrent de soutenir que ce serait continuer le schisme au lieu de le terminer. Bonaparte répondit qu'il exigerait des évêques constitutionnels un acte de soumission au Saint-Siége. Cacault lui représenta vainement qu'on ne pouvait assimiler les partis religieux aux partis politiques; que si des hommes d'opinion différente pouvaient servir une même politique, il fallait pour servir la religion des hommes qui eussent la même doctrine. Bonaparte, peu sensible à ces distinctions, insista d'autant mieux qu'il comptait trouver plus de dévouement personnel chez les constitutionnels, liés à la révolution, que chez les orthodoxes ou insermentés, plus ou moins attachés aux Bourbons. Donc il tint bon et obligea le légat Caprara à accepter quinze évêques constitutionnels, moyennant une simple soumission au Pape. Les quarante-cinq autres siéges furent donnés à des prélats ou des curés non assermentés. Sous cette réserve, les choix furent faits d'une manière assez heureuse, grâce à Portalis, qui, chargé de l'administration des cultes, s'en acquittait avec habileté et avec tact.

Une session extraordinaire des grands corps de l'État, renouvelés par cinquième, s'ouvrit le 5 avril. Portalis présenta au Corps législatif le Concordat et les articles organiques. Les orateurs officiels s'attachèrent à prouver qu'une société ne peut se passer de religion, et que le gouvernement doit exercer la haute police des cultes. « Réparez par votre sagesse, dit Lucien au Tribunat, des erreurs qui vous sont étrangères. » Nulle contradiction ne s'éleva, mais les votes furent silencieux, car les législateurs et les tribuns, habitués à ne pas marchander les sacrifices au Premier Consul, parce qu'ils l'identifiaient avec la révolution, lui reprochaient cette fois de marcher dans le sens opposé.

Bonaparte se contenta d'être obéi. Le 9 avril, le cardinal-légat Caprara fut reçu solennellement aux Tuileries. Le 18, jour de Pâques, il entra à Notre-Dame en grand costume rouge, précédé de la croix qu'on portait devant les légats *à latere*, et suivi de tous les nouveaux prélats. Il y célébra un *Te Deum* en l'honneur de la paix générale et de la réconciliation de la France avec l'Église. Le Premier Consul s'y rendit en voiture de gala, avec les grands corps de l'État, les hauts fonction-

naires et les chefs de l'armée. Plusieurs généraux résistaient; il exigea leur présence. C'était après treize ans une nouveauté pour les Parisiens qu'une fête religieuse et le déploiement d'une pompe quasi royale. L'essai réussit.

Le Concordat produisit en France le plus heureux effet; il rassura tous les hommes qui tenaient à la religion. L'effet ne fut pas moindre à l'étranger, où notre anarchie sociale continuait d'être un épouvantail. Ce fut un grand acte d'apaisement, peut-être l'acte le plus véritablement politique du Consulat. Si des opposants esprits forts le traitèrent de *capucinade*, Bonaparte n'en donna pas moins une haute preuve de sens et de raison en dédaignant d'impuissantes colères. On peut critiquer la manière dont il l'accomplit, faire des réserves, constater que la paix des consciences ne fut pas ramenée absolument; mais, quelle que soit la valeur de ces restrictions, les autels furent définitivement restaurés, et dans l'état où la France se trouvait alors, on doit convenir qu'ils ne pouvaient guère l'être mieux.

Bonaparte entreprit aussitôt une autre restauration, peut-être plus périlleuse encore. Il voulut rappeler les émigrés. Tout ce qu'on avait fait jusque-là pour faciliter les radiations était insuffisant; aucune des lois relatives à l'émigration ne s'exécutait plus, et aucune ne pouvait s'exécuter, car toutes étaient arbitraires, foncièrement iniques, et portées sous l'empire de circonstances qui avaient changé. Les procès auxquels elles donnaient lieu étaient interminables. Bonaparte voyait que la révolution avait fait de cent cinquante mille personnes des victimes ou des ennemis [1], et que parmi ces cent cinquante mille personnes se trouvait l'élite de l'ancienne noblesse. Il ne voulait pas hériter de cette hostilité, ni laisser un aussi grand nombre de Français contraints de vivre hors de France et disposés à pactiser avec l'étranger. Il se décida donc à les rappeler en masse, sauf certaines exceptions individuelles motivées. Il disait que beaucoup d'entre eux lui en sauraient gré, qu'il se les attacherait, et que les cours et les nations étrangères verraient encore ce rétablissement d'un œil favorable.

Mais la constitution s'y opposait; car elle avait stipulé en termes formels le maintien des lois qui frappaient l'émigration. Bonaparte recourut au moyen déjà employé pour résoudre les

[1] Un rapport du ministre de la police, du 19 octobre 1800, portait le nombre des électeurs exclus par les lois révolutionnaires à cent quarante-cinq mille, dont quatre-vingt mille étaient des ci-devant nobles ou anoblis.

questions constitutionnelles; il demanda un sénatus-consulte. Le Sénat obéit pour la troisième fois, et interpréta un article de la constitution dans le sens voulu par le Premier Consul (26 avril 1802). L'interprétation, il faut le dire, était plus que forcée; elle était manifestement contraire au texte et à l'esprit de l'article; mais cette fois il s'agissait d'un acte de justice et de paix. Le Sénat voulut, pour ne pas sortir tout à fait de la constitution, ajouter que c'était un acte de *clémence,* et il employa le mot d'*amnistie,* que Bonaparte eût désiré écarter. Il déclara en même temps que les émigrés rentrés prêteraient un serment et resteraient sous la surveillance de la haute police; que l'aliénation de leurs biens vendus était irrévocable; que les biens non vendus leur seraient seuls restitués. Encore fit-il quelques exceptions, comme pour les forêts, qui devaient rester propriété de l'État par motif d'intérêt public. Bonaparte avait proposé des conditions plus larges et plus favorables, par exemple une répartition proportionnelle des biens non vendus; toutefois il accepta celles du Sénat. La loi fut promulguée immédiatement. Les exceptions ne portèrent que sur des catégories peu nombreuses et déterminées, sur les évêques qui avaient refusé de se démettre, sur les émigrés qui avaient des places dans la maison de Bourbon ou des grades dans les armées étrangères.

Les révolutionnaires se récrièrent. Ils ne cessaient de dire que c'était la révolution même qui était mise en jeu; que les émigrés s'étaient séparés de la France, qu'ils étaient des traîtres; que leur expulsion était plus juste que celle des protestants sous Louis XIV. Les opposants prétendirent que le Premier Consul voulait faire des émigrés et des prêtres les soutiens et, comme dit madame de Staël, les cariatides de son trône futur; qu'il comptait trouver parmi eux des chapelains et des chambellans. En effet, il fit ce calcul et ne s'en cacha guère; mais l'acte n'en fut pas moins juste et réparateur. C'était aussi le plus sûr moyen de consolider le gouvernement. Les émigrés et les prêtres évitèrent la plupart de se livrer; ils restèrent défiants et se firent accuser de manquer de reconnaissance. Cependant ils se rallièrent.

XX. — A ces grandes lois réparatrices Bonaparte en joignit deux autres, destinées dans son esprit à façonner d'une certaine manière la société nouvelle; c'étaient une loi sur l'instruction publique et la création de la Légion d'honneur.

La première fut l'œuvre de Fourcroy, déjà le principal auteur

des projets votés par la Convention. Ces projets n'avaient pu recevoir leur pleine exécution, parce qu'ils étaient trop vastes, trop dispendieux, et qu'ils manquaient d'un caractère suffisamment pratique. L'enseignement primaire était resté une lettre morte. Les écoles centrales existaient au nombre de cent deux, mais ne rendaient pas les services attendus d'elles; trente-deux seulement avaient eu quelques succès. Les écoles supérieures végétaient également. En général les professeurs manquaient, parce qu'on n'avait aucun moyen de les former et que leur condition était incertaine.

Fourcroy déclara au nom du gouvernement qu'il fallait faire davantage. On laissa l'instruction primaire, qui n'avait pu être constituée encore, au soin des autorités locales. Le point essentiel était une refonte de l'enseignement secondaire. Bonaparte, ne voulant pas rétablir les anciens colléges, parce qu'ils avaient appartenu la plupart à des corporations religieuses dont l'esprit lui faisait ombrage, résolut de garder les écoles centrales dans les trente-deux villes où elles avaient réussi, mais de les transformer complétement, c'est-à-dire de les convertir en lycées ou pensionnats, dans lesquels les élèves seraient casernés, soumis à une discipline militaire et au régime de l'égalité. Les pensionnats libres existants furent maintenus, mais à la condition d'être surveillés par l'autorité et d'envoyer leurs élèves comme externes aux leçons des lycées, dont on assurait par ce moyen le recrutement et la prospérité. On réforma les programmes de l'enseignement, et les langues classiques y reprirent le premier rang, qu'on avait eu le tort de donner aux sciences. Les professeurs furent érigés en fonctionnaires relevant de l'État.

L'utilité pratique du plan n'était pas douteuse. Mais le Premier Consul ne dissimulait pas qu'il poursuivait surtout un but politique. Il voulait élever et instruire la jeune génération autrement qu'on ne faisait sous l'ancien régime, lui inculquer un autre esprit et l'attacher au nouvel état de choses. C'est pourquoi il imagina de créer six mille quatre cents bourses ou deux cents par lycée. Il en réservait une partie aux fils de militaires, une partie aux fils de fonctionnaires. Il en gardait quatre mille à sa disposition, pour s'en servir comme il le jugerait à propos. Il annonçait l'intention d'en donner un certain nombre aux familles des départements annexés récemment, comme un moyen de les rendre plus françaises. Il voulait, dit Rœderer au Corps législatif, s'attacher les hommes en les éclairant. Ce

noyau d'*élèves de la patrie,* comme on appelait les boursiers, devait servir à en amener d'autres et à attirer peu à peu l'élite de la jeunesse.

Le même projet créait ou rétablissait dix écoles de droit et six de médecine. Le système était complété par l'École polytechnique, l'École des ponts et chaussées, une école d'arts et métiers à Châlons, et une école militaire à Fontainebleau. Presque toutes ces écoles existaient déjà; mais Bonaparte voulait y attacher son nom et les placer plus directement dans la main de l'État, c'est-à-dire dans la sienne.

Le Tribunat et le Corps législatif votèrent le projet sans difficulté : on était alors en pleine réaction contre les idées fausses de la révolution et la manie d'imiter Sparte ou Athènes. On voulait « relever les temples de l'instruction publique renversés par l'amour désordonné des innovations » . Quelques orateurs réclamèrent bien en faveur de l'instruction primaire, de l'enseignement agricole et professionnel. La réalisation de ces vœux fut abandonnée ou ajournée. Daru demanda que la religion fût comprise au nombre des objets d'enseignement; le gouvernement repoussa cette idée, afin d'avoir des élèves de toutes les croyances. Le débat le plus sérieux porta sur le système des bourses, en effet très-vulnérable. Le tribun Duchesne demanda que les fonds consacrés aux quatre mille bourses fussent reportés sur l'instruction primaire. Il représenta que l'État ferait plus utilement les frais de l'instruction primaire que de l'instruction secondaire; que celle-ci pouvait beaucoup mieux se payer elle-même; qu'on pouvait mieux se fier pour elle à la liberté et à ce que nous appelons l'initiative privée. Il s'éleva encore incidemment contre ce que nous appelons la *centralisation pédagogique.* Mais Bonaparte défendit son système de bourses au conseil d'État avec une vivacité toute particulière. C'était sa conception et son œuvre propre, liée à ses autres vues politiques. La loi passa.

Il fonda en même temps des prix pour les savants et les découvertes. Il décréta que des rapports lui seraient adressés sur les progrès des sciences et des lettres. Il commanda des tableaux d'histoire et des statues, comme celle de Bichat pour les écoles de médecine. Car il voulait que son gouvernement eût toutes les gloires. Il aimait à porter son costume de membre de l'Institut, et il s'imaginait que les sciences, les arts, les lettres fleuriraient à son commandement sous sa seule inspi-

ration. Il se flattait d'improviser les belles œuvres ainsi que les institutions, et dès qu'il avait conçu une idée, il en décrétait l'exécution sur-le-champ, comme il avait fait pour la commission d'Égypte.

La Légion d'honneur vint ensuite. Elle était conçue dans le même ordre d'idées.

Bonaparte était d'avis que le mérite veut être constaté par des distinctions. Il disait que la Convention avait reconnu cette vérité en décernant des armes d'honneur, mais que cela était insuffisant; qu'il fallait un signe extérieur qui pût être porté partout; que les stimulants de la révolution étaient usés, et qu'il en fallait de nouveaux; car, sans le dire, il pressentait encore de longues guerres. Tout en évitant de rappeler le souvenir de la croix de Saint-Louis, supprimée en 1792, mais toujours tenue par les militaires en une estime profonde, il voulait une décoration analogue dont il disposât, qui pût être donnée aux soldats comme aux officiers, aux civils comme aux militaires, s'accordant ainsi avec le principe de l'égalité. Il comptait créer une *légion* de six mille personnes liées à lui et à son gouvernement par un signe commun; légion qui aurait sa hiérarchie et son état-major, et dont il nommerait les membres, en faisant confirmer ses choix par le conseil de l'ordre. Des dotations et quelques avantages particuliers seraient assurés aux militaires décorés, pour tenir lieu du fameux milliard si inutilement promis et jamais payé. Afin que le but de l'institution fût bien déterminé, les légionnaires prêteraient un serment spécial de fidélité aux consuls; ils s'engageraient à défendre l'égalité civile et les ventes de biens nationaux.

Ce projet rencontra au Tribunat et au Corps législatif, en dépit des épurations qu'ils avaient subies, une opposition à laquelle on n'était plus habitué. Ses défenseurs comme ses ennemis étaient embarrassés d'en calculer l'avenir et la portée. Les tribuns Savoye-Rollin et Chauvelin lui reprochèrent de relever une institution de l'ancien régime, et de porter une atteinte réelle à l'égalité, en rétablissant la noblesse par voie détournée et en formant une corporation militaire sans fonctions, qui serait un ordre politique sans attributions déterminées, c'est-à-dire inutile et dangereux. Quel besoin avait-on d'un corps intermédiaire, quand il existait dans l'État des corps constitués? N'était-ce pas là le germe d'une nouvelle aristocratie qui ne se contenterait pas longtemps d'être viagère? Était-il d'ailleurs

possible de fixer l'honneur et de lui assigner des degrés? Comprenait-on l'assimilation des services publics aux services militaires? Leur trouverait-on une mesure commune? Et le serment n'était-il pas inutile et illusoire? Bonaparte, qui tenait beaucoup à ce qu'il appelait un moyen moral de gouvernement, exprima nettement sa volonté au conseil d'État. Il dit que les distinctions étaient le meilleur moyen de mener les hommes; que les Français n'avaient pas cessé de les aimer; que celle-ci n'avait rien d'aristocratique, puisqu'elle était viagère, qu'elle était accessible à tout le monde, et qu'elle effaçait les anciennes distinctions nobiliaires; que le caractère de la *légion* serait précisément d'être attachée à la révolution et à l'ordre actuel; qu'avec une décoration purement militaire, il n'aurait qu'une légion de prétoriens; qu'il ne fallait donc pas séparer l'élément civil de l'élément militaire. Enfin, il revenait sur son idée chimérique et mal définie de la nécessité des intermédiaires. Les orateurs officiels eurent à livrer un rude assaut au Corps législatif. Rœderer y soutint la nécessité de mener les hommes par les passions, et Lucien démontra longuement que les légionnaires n'étaient nullement des privilégiés, puisqu'ils n'avaient ni droits, ni pouvoirs civils, militaires ou judiciaires. Malgré ces efforts, la loi eut contre elle une puissante minorité (mai 1802).

Parmi les autres lois votées dans cette session, il faut citer celle sur la conscription, organisée de manière à assurer le recrutement régulier de l'armée, et une loi sur les colonies, destinée à réagir contre les tendances abolitionnistes qui avaient eu les plus tristes résultats.

XXI. — Le traité d'Amiens ne fut présenté aux grands corps de l'État que le 6 mai. Bonaparte voulait se faire décerner à cette occasion une *récompense nationale,* en d'autres termes se faire offrir une augmentation de pouvoir. D'un autre côté, il évita de se prononcer sur la nature du pouvoir nouveau qu'il convoitait, et il affecta de demeurer sur ce sujet impénétrable pour tout le monde, même pour Cambacérès, son confident ordinaire.

Les hommes de son entourage s'arrêtèrent à l'idée de le faire nommer Consul à vie, avec la faculté de se désigner un successeur. Ils pensèrent que le Sénat devait prendre une initiative qui lui appartenait en sa qualité de pouvoir constituant, et Cambacérès agit dans ce sens auprès des sénateurs.

Lorsque le traité d'Amiens fut communiqué au Tribunat, le 6 mai, le président Chabot proposa une grande manifestation nationale en faveur du Premier Consul. Aussitôt ce signa donné, le Sénat vota, le 8, une prorogation de pouvoirs; mais il se contenta d'une prorogation de dix ans, ce qui, ajouté aux sept ans et demi qui restaient à courir, assurait à Bonaparte un avenir de dix-sept ans. Ce moyen terme, proposé par Tronchet comme propre à concilier toutes les opinions, fut adopté à l'unanimité des voix, moins celle de Lanjuinais, qui se prononça contre tout changement.

Les sénateurs croyaient avoir assez fait; Bonaparte éprouva un dépit qu'il ne voulut pas dissimuler. Cambacéres lui suggéra un expédient, qui consistait à consulter la nation en lui posant la question du consultat à vie. Bonaparte accepta l'avis. Il remercia le Sénat de son vote par un message de forme singulière et caractéristique, qui se terminait par ces mots : « Vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice; je le ferai, si le vœu du peuple me commande ce que votre suffrage autorise. » Le conseil d'État fut appelé à délibérer sur les termes dans lesquels la question serait posée. Regnauld, Rœderer et d'autres, considérant qu'on devait assurer au pouvoir une durée nécessaire, et qu'en s'adressant au peuple on remontait à la source même de la souveraineté, firent adopter la formule sui vante : « Le Premier Consul sera-t-il consul à vie ? » Rœderer fit ajouter : « Le Premier Consul aura-t-il la faculté de désigner son successeur? » Mais Bonaparte effaça cette seconde question, en disant que le droit du peuple était inaliénable, et que toutes les précautions qu'il prendrait pour assurer sa succession seraient illusoires. Sans doute il se réservait de demander plus tard à la nation une augmentation de pouvoir plus grande encore.

La nation répondit par trois millions de *oui,* recueillis dans les mairies et les justices de paix. Les opposants, à l'exception de huit mille, se bornerent à s'abstenir. Les tribuns et les législateurs que leur présence à Paris empêchait d'aller voter chez eux, déposèrent les premiers leurs votes entre les mains memes du Premier Consul pour donner l'exemple. Carnot seul vota contre. Le Sénat, dont l'échappatoire n'avait pas réussi, se renferma dans le silence.

La session extraordinaire fut fermée le 20 mai. Avant de se séparer, les grands corps rédigèrent des adresses et félicitèrent

Bonaparte consul à vie. Bonaparte s'expliqua nettement sur la nature et la portée du plébiscite. Il dit qu'il avait été appelé à la magistrature suprême dans des circonstances telles que le peuple n'avait pu peser avec calme et réflexion le mérite de son choix, que ce choix avait pu paraître le produit indélibéré de ses alarmes; que maintenant, jouissant de la paix, éclairé par l'expérience, son vote avait une autre valeur. Malgré le servilisme déclamatoire du plus grand nombre des discours et des adresses, certains conseils ou certaines craintes furent discrètement exprimés. «Bonaparte a des idées trop grandes et trop généreuses, dit Chabot de l'Allier, orateur du Tribunat, pour s'écarter jamais des principes libéraux qui ont fait la révolution et fondé la république. Il s'entourera des hommes de bien qui, ayant fait la révolution, ont intérêt à la maintenir. Il conservera aux grands corps de l'État le respect et l'indépendance. » Le conseil général de la Loire-Inférieure répéta exactement les même phrases.

Bonaparte voulait deux choses, indissolublement liées à ses yeux : la gloire au dehors, la force à l'intérieur. Il voulait montrer aux puissances étrangeres qu'il était complétement maître de la France, et qu'il y était soutenu par l'*opinion*. Aussi prétendait-il que toute opposition était l'œuvre des royalistes et des jacobins. Il s'était fait ainsi une théorie de la nécessité de son propre pouvoir, et cette théorie, servant son ambition, était devenue chez lui une idée fixe. Il la développait souvent et sans détour à tout venant, car son caractère n'était pas de cacher ce qu'il pensait ; quand il dissimulait, c'était par calcul et en se faisant violence à lui-même. Donc il répétait volontiers qu'il représentait la révolution sage et ses conquetes legitimes, particulièrement le régime de l'égalité civile; qu'il était la négation du passé et des vieilles aristocraties. Il lançait des aphorismes comme celui-ci : «Autrefois, le roi avait dans sa main la noblesse et le clergé; il était le représentant du gouvernement féodal. Le gouvernement actuel est le représentant du peuple. » Il en concluait que l'Assemblée constituante avait bien fait de ne donner à Louis XVI que la seconde place; mais qu'il devait, lui, occuper la premiere. Aux partisans de la monarchie anglaise, il disait que c'était une idée fausse de vouloir appliquer à la France des institutions qui n'étaient pas faites pour elle ; que le génie des deux pays était tout à fait opposé. Il ajoutait avec plus de verité : « Il y a en Angleterre un corps de no

blesse. Il faudrait en établir un en France. Or, cela serait ridicule avec le Sénat actuel, dont beaucoup de membres vivent de leur traitement, et contraire à l'esprit de la révolution qu'ils représentent. L'entreprendre avec de grands propriétaires, ce serait refaire l'ancien régime; avec les hommes de 91, ce serait encore faire la contre révolution et créer une opposition exigeante, qui allèguerait les intérêts du peuple pour demander la liberté de la presse, pour combattre les contributions, la conscription, et toutes les mesures nécessaires. Ils viendraient crier à l'arbitraire et dénoncer tel ou tel ministre. » Il ajoutait encore que son système était le seul capable de sauver, avec les principes justes de la révolution, les hommes qui l'avaient faite. « Il demandait, dit Mignet, aux hommes éminents qui avaient concouru à la révolution et lui avaient survécu, de faire de son autorité leur croyance comme il en faisait leur asile. »

Tout cela était mêle de vrai et de faux. Mais il savait s'emparer vivement des arguments qu'il pouvait tourner en sa faveur, ne fût-ce que pour le moment présent. Car, avec son esprit mobile, ardent, et sa passion d'entreprendre, il s'occupait du présent et point de l'avenir. Ceux qui font de lui une statue, avec une attitude et un masque immobiles, donnent de lui la plus fausse idée. Enivré par ses succès et par la facilité avec laquelle il avait fait de la France et d'une partie de l'Europe ce qu'il avait voulu, il se fiait à l'espérance d'y accomplir toujour les changements qu'il voudrait, au gré des circonstances ou suivant les besoins de sa fortune.

Il était aidé par les dispositions du public. On lui savait tant de gré des services qu'il avait rendus et des grandes choses qu'il avait accomplies qu'on l'acceptait partout ou à peu près sans le discuter. On disait que la paix d'Amiens étant glorieuse, il n'y avait plus de motif pour une opposition. On était las de la république. Bien des gens la déclaraient impossible, d'autres l'ajournaient à un avenir éloigné. On revenait à l'idée d'une monarchie. Seulement une monarchie nouvelle avait plus de partisans qne l'ancienne. On s'excusait ainsi de redevenir monarchique, parce qu'on demeurait révolutionnaire. Le gros du public se souciait même peu que la nouvelle monarchie fût constitutionnelle. On disait, on répétait que c'était là un système qui exigerait pour s'établir beaucoup de temps et une longue éducation du pays.

Toutefois, si c'était là l'opinion de ces masses mobiles qui

voient l'intérêt présent et qu'entraînent les courants du jour, ce n'était pas celle des vrais politiques et des hommes dont la vue portait plus loin. Camille Jordan venait de publier un écrit où, défendant l'idée du consulat héréditaire, il invitait Bonaparte à fonder la monarchie constitutionnelle. La Fayette l'engageait aussi, dans une correspondance suivie où il applaudissait à son œuvre, à se mettre à la tête d'un gouvernement libre. Même parmi les membres des grands corps de l'État, une monarchie constitutionnelle comptait beaucoup de préférences secrètes. Mais ils s'inclinaient devant le maître; ils se donnaient pour excuse une sorte de nécessité; ils se disaient qu'il fallait prendre le Premier Consul tel qu'il était, avec ses passions comme avec son génie, sans chercher à concilier les contraires [1]. Bonaparte fit poursuivre l'écrit de Camille Jordan et rompit toute relation avec la Fayette. Il venait d'exiler madame de Staël à Coppet, et déjà sa police ou celle de Fouché surveillait activement les salons dont il craignait l'esprit frondeur ou les allures libérales.

Il avait résolu de modifier la constitution de l'an VIII. Il disait qu'une constitution ne pouvait rester longtemps telle qu'elle avait été faite; qu'elle devait changer avec les circonstances; qu'autrement le gouvernement serait toujours obligé de la violer; qu'il lui fallait un conseil extraordinaire pour les cas imprévus, et que ce conseil devait être le Sénat [2]. Les changements qu'il fit furent les suivants :

Le système des listes de notabilité fut abandonné, et c'était justice; car la pratique l'avait démontré parfaitement inexécutable. Il avait fallu faire une loi compliquée pour la rédaction des listes, et cette rédaction était l'objet de protestations journalières adressées au Tribunat. Bonaparte décida que les citoyens de chaque canton se réuniraient pour élire les membres de colléges d'arrondissement et de colléges de département, en les choisissant parmi les plus imposés. Les premiers de ces colléges devaient se composer de cent vingt à deux cents membres, les seconds de cent soixante à trois cents. Les premiers présentaient aux consuls des candidats pour les fonctions de juges de paix et d'administrateurs municipaux ou départementaux, les seconds en présentaient au Sénat pour les fonctions de tribuns et de législateurs. En principe, ces colléges

[1] Bignon, t. II
[2] Thibaudeau, t. II, p. 414.

étaient permanents et leurs membres nommés à vie, mais le gouvernement se réservait le droit de les dissoudre et de faire appel à de nouvelles élections.

Les attributions du Sénat furent augmentées. Bonaparte disait qu'il n'en avait pas assez, qu'il était trop payé pour ne rien faire, que c'était une institution manquée, qu'il fallait réparer l'édifice avant qu'il tombât en ruine. Il le chargea d'interpréter la constitution, de régler « tout ce qu'elle n'avait pas prévu et ce qui était nécessaire à sa marche » . Il lui donna aussi le droit de dissoudre le Corps législatif et le Tribunat, toutefois sur l'initiative du gouvernement. A ces nouvelles attributions, dont l'expérience avait prouvé la nécessité, il ajouta le singulier et exorbitant privilége de casser les jugements des tribunaux quand ils seraient attentatoires à la sûreté de l'État. Les sénateurs pouvaient encore être appelés à remplir quelques hautes fonctions publiques, tandis que les incompatibilités établies par la constitution de l'an VIII les excluaient de l'administration et de la politique active. Leur nombre était porté à cent vingt, et le Premier Consul nommait immédiatement les nouveaux membres.

Le Tribunat fut au contraire réduit à cinquante membres, divisés en cinq sections de dix chacune, délibérant séparément et à huis clos. Bonaparte disait que c'était une réminiscence de Rome appliquée mal à propos, puisqu'il n'y avait pas de patriciens en France. Il voulait remplacer les discussions par des *conversations de famille*. La section du Tribunat devait s'entendre au sujet de chaque loi avec la section correspondante du conseil d'État, pour présenter au Corps législatif un simple exposé de motifs. Cette épreuve acheva de détruire toute liberté de discussion. Les apologistes en donnèrent cette singulière raison que le Tribunat ne représentait pas le pays, puisqu'il était nommé par le Sénat.

Le conseil d'État perdit aussi l'une de ses principales attributions, l'examen des traités. Cet examen fut transféré à un conseil privé, composé des consuls et des ministres, avec adjonction de deux sénateurs, deux conseillers d'État et deux grands officiers de la Légion d'honneur. Bonaparte invoqua la nécessité du secret, et le danger qu'il y avait à soumettre les traités au Corps législatif. Danger pourtant peu réel, car les traités n'avaient été jusque-là que le sujet de discussions d'apparat d'une solennelle inutilité.

Les trois consuls furent institués à vie. Le Premier Consul eut le droit de faire grâce, comme l'avaient les anciens rois, et celui de nommer son successeur, quoiqu'il l'eût d'abord décliné et qu'il se fût même prononcé très-nettement dans ses allocutions au Sénat contre l'hérédité du pouvoir. Les formes de cette désignation ou de l'adoption furent soigneusement déterminées. La liste civile fut fixée à six millions pour le Premier Consul, à six cent mille francs pour chacun des deux autres.

Telles furent les principales institutions du sénatus-consulte organique de 1802. Le contrôle des actes du gouvernement était supprimé de fait. On fit valoir comme créations libérales celle des colléges électoraux remplaçant la fantasmagorie des listes de notabilité, et le rôle plus actif auquel on appelait le Sénat. Des esprits inquiets allèrent jusqu'à voir là un double germe d'aristocratie. Mais Bonaparte savait bien que les colléges électoraux et le Sénat avaient trop peu de pouvoir et d'indépendance pour être autre chose que de purs instruments dans ses mains. Il s'arrangeait du consulat à vie et des nouvelles institutions comme d'une transition nécessaire. Aller plus loin eût été prématuré et eût soulevé des mécontentements. Avec ce système, les opposants, comme Lanjuinais et Carnot, étaient réduits à se résigner.

Le 3 août, le Sénat apporta aux Tuileries le sénatus-consulte qui proclamait Napoléon Bonaparte consul à vie. Bonaparte dit dans sa réponse qu'il était appelé à ramener sur la terre l'ordre, la justice et l'égalité. L'acte fut publié le 5 août. Le 15, l'anniversaire de sa naissance fut célébré, comme celui d'un souverain, par un *Te Deum* et des illuminations. Après quoi il alla s'établir à Saint-Cloud.

LIVRE CINQUANTE-CINQUIÈME.

LE CONSULAT

DEUXIÈME PARTIE. LE CONSULAT A VIE. 1802-1804.

I. — Dès que Bonaparte fut consul à vie, il remania son personnel de gouvernement. Il supprima le ministère de la police, qui était odieux, et dont il prétendait se passer désormais. Fouché fut envoyé au Sénat et indemnisé encore, à peu de temps de là, par un don de douze cent mille francs. Le Sénat reçut aussi Abrial, Rœderer, et d'autres personnages jugés trop révolutionnaires ou trop peu dociles. Enfin Bonaparte créa un ministère spécial pour le Trésor, qu'il voulait diriger lui-même, et confia ce ministère à Barbé-Marbois.

Victorieux, et ayant pris rang parmi les souverains, il eût dû se préoccuper de fixer la grandeur de la France en lui assurant la possession des Alpes et du Rhin, ses frontières naturelles, et une paix durable, fondée sur un équilibre juste et nécessaire de l'Europe. Mais enivré par ses succès et ne croyant pas avoir atteint les limites de sa fortune, il mit son avenir, ne pouvant mettre encore celui de sa dynastie, dans la poursuite de calculs ambitieux dont il ne voulut pas voir le danger. Il lui suffisait de ne pas provoquer de rupture immédiate.

Une grande question, pendante depuis le congrès de Rastadt. était le règlement des affaires d'Allemagne. Le traité de Lunéville avait stipulé, et la Diète avait accepté cette stipulation, que les divers États allemands seraient indemnisés des territoires qu'ils avaient perdus lors de l'incorporation de la rive gauche du Rhin à la France; que les ducs de Toscane et de Modène le seraient pour leurs possessions d'Italie et le prince d'Orange pour la Hollande. On était convenu de se procurer les indemnités nécessaires en sécularisant une partie des territoires ecclésiastiques, fort considérables, puisqu'on les esti-

mait, vaguement d'ailleurs, à un sixième de l'Allemagne comme population et comme revenu. On se proposait particulièrement d'ôter aux grandes abbayes leur souveraineté, en les *médiatisant*. On eût étendu la médiatisation jusqu'aux villes libres, dont il ne restait qu'un petit nombre et dont la souveraineté n'était plus que nominale.

C'était la Prusse qui avait la première mis en avant le principe des indemnités, car elle l'avait établi expressément dès 1795 au traité de Bâle. Après avoir entraîné l'Allemagne dans la guerre malheureuse de 1792, elle prétendait réparer ses propres pertes aux dépens de l'Allemagne même, en s'incorporant dans le centre et dans le nord les territoires ecclésiastiques les mieux à sa convenance, et ne dissimulait nullement ses convoitises. Frédéric-Guillaume III et son ministre Haugwitz, poursuivant leur but avec persévérance, se défiaient de l'Autriche, intéressée à gêner leurs projets. Ils refusaient de s'entendre avec elle pour régler la question des sécularisations, quoique ce fût une question purement allemande, et cherchaient de préférence à s'entendre avec la Russie ou avec la France, qui pouvaient favoriser leurs vues. Ils offrirent par ce motif au Premier Consul, avec toute l'ouverture dont la cour de Berlin était alors susceptible, la reconnaissance des changements qu'il avait faits et de ceux qu'il voulait faire encore en Italie.

L'Autriche tenait au contraire à écarter l'intervention de la France. S'il fallait admettre au règlement une puissance étrangère, elle aimait mieux que ce fût la Russie. Elle tenait aussi à conserver des anciennes institutions de l'Empire tout ce qui pouvait l'être, par exemple les trois électorats ecclésiastiques et la majorité des voix pour les catholiques dans les deux colléges des électeurs et des princes, tandis que la Prusse y désirait une majorité protestante. Les électeurs ecclésiastiques eussent reçu des territoires au centre de l'Allemagne pour remplacer ceux qu'ils avaient perdus sur la rive gauche du Rhin. Mais la cour de Vienne, ayant elle aussi ses ambitions et ses convoitises qu'il lui répugnait de sacrifier, essaya de gagner du temps et n'aboutit qu'à en perdre. Elle ne fit rien durant l'année qui suivit le traité de Lunéville, et Bonaparte trouva la question entière, lorsque, débarrassé par le traité d'Amiens de sa lutte contre l'Angleterre, il se vit libre d'intervenir dans le règlement des intérêts allemands.

Quant aux cours secondaires, trop faibles pour suivre une

politique qui leur appartînt, et d'ailleurs excitées par les ombrages que les désirs d'agrandissement de la Prusse et de l'Autriche leur inspiraient, elles étaient réduites à leur tour à exprimer des convoitises analogues, et elles les exprimaient avec l'âpreté de la faiblesse qui ne ménage rien.

La Russie appuyait les vues des maisons de Bade et de Wurtemberg, auxquelles l'attachaient d'étroites alliances de famille. Elle eût désiré exercer un arbitrage suprême, comme elle avait fait à Teschen en 1799; mais elle refusait son concours à l'Autriche, à qui elle gardait rancune pour la campagne de 1799, et elle observait avec ménagements le Premier Consul, qu'elle sentait bien devoir prétendre de son côté à cet arbitrage.

La politique de Bonaparte était clairement indiquée. Il devait se défier des assurances pacifiques de l'Autriche, qui n'avait accepté évidemment la paix de Lunéville que pour gagner trois ou quatre ans et refaire ses forces. Il devait même combattre ses prétentions et chercher à l'affaiblir. Il devait au contraire favoriser la Prusse et ses vues d'agrandissement, pour s'assurer une alliance propre à le garantir contre le danger d'une coalition; toutefois il ne voulait pas la faire trop puissante, ni lui sacrifier les petits princes et les petits États allemands. Il prétendait au contraire être regardé par ces princes comme un arbitre et un protecteur, se flattant de les tenir ainsi sous sa propre dépendance. C'était pour son orgueil et son ambition une satisfaction de les voir accourir à Paris, et y jouer à l'envi, sans souci de leur dignité, le rôle de solliciteurs. Les Tuileries devenaient un marché, où les titres, les territoires, les revenus des principautés d'Allemagne étaient comme à l'encan. Spectacle triste et avilissant, contre lequel la cour de Vienne protesta seule par une conduite digne et réservée.

Bonaparte imagina d'abord un plan de partage qui donnait à l'Autriche l'Inn pour limite, conformément à ses désirs, mais moyennant le sacrifice de ses possessions dans la Souabe; qui agrandissait considérablement la Prusse dans le nord, moyennant le sacrifice de ses possessions dans la Franconie; qui arrondissait la Bavière par des territoires pris en Franconie, et reportait les petits princes au centre et à l'ouest vers le Rhin, de manière à former une barrière entre la France et les grandes monarchies allemandes. On eût même conservé des électeurs ecclésiastiques, en leur donnant des évêchés sur le Danube à la place de ceux du Rhin. Mais ce plan, sagement conçu dans

l'intérêt de la France et de l'équilibre européen, avait le tort de multiplier les remaniements de territoire avec leurs inconvénients, et de ne tenir compte ni des habitudes des populations, ni des liens qui attachaient les maisons régnantes à leurs sujets. L'Autriche ne voulut pas renoncer à ses possessions de Souabe, ni la Prusse à celles de Franconie. Ceux des princes qui ne prétendaient à aucune indemnité, comme les ducs de Mecklembourg, refusèrent de céder leurs États pour un échange.

Alors Bonaparte changea de système. Il fit à Paris, les 23 et 24 mai 1802, deux traités avec la Prusse et la Bavière. La Prusse avait perdu un territoire de cent quarante mille âmes : il lui en garantit cinq cent mille dans les évêchés de Westphalie et d'Erfurt. Il lui assura aussi la réversibilité de Fulde et de seigneuries et abbayes dans la Hesse, qui devaient être données au prince d'Orange. La Bavière avait perdu un peu plus de cinq cent mille âmes : il lui en promit huit à neuf cent mille, de manière à arrondir ses possessions. Ces traités signés, il offrit également de riches indemnités aux maisons de Bade et de Wurtemberg, protégées de la Russie, puis à celles de Hesse et de Nassau. Les princes qui acquéraient des territoires ecclésiastiques s'engageaient à payer des pensions aux ecclésiastiques dépossédés de la rive gauche du Rhin. Enfin Bonaparte résolut de maintenir un électeur ecclésiastique qui serait le prince de Dalberg, coadjuteur de Mayence, en le transférant à Ratisbonne, et de lui réserver ses titres d'archichancelier de l'Empire et de président de la Diète. Il proposa trois électorats pour Bade, Wurtemberg et la Hesse. Il détermina quelles seraient les villes libres conservées, et voulut que l'Empire et les puissances européennes leur garantissent une neutralité absolue en toutes circonstances.

Ces dispositions arrêtées, il proposa à la Russie de s'unir à la France pour offrir une médiation commune à la Diète de Ratisbonne. L'ambassadeur russe à Paris, Markof, qui était dévoué à l'Autriche et d'humeur peu traitable, repoussa l'offre, mais l'empereur Alexandre l'accepta parce que les cours de Bade et de Wurtemberg se montraient satisfaites, et que le roi et la reine de Prusse sollicitaient son agrément par les plus vives instances personnelles.

Les ministres de France et de Russie à la cour de Bavière, Laforest et de Buhler, se rendirent à Ratisbonne le 16 août.

Ils y remirent de concert une note à la Diète et lui donnèrent deux mois pour arriver à un *conclusum* ou résolution définitive. Bonaparte tenait à précipiter le dénoûment, pour ne pas laisser à l'Autriche le temps de susciter de nouvelles difficultés. Avant toute discussion, il engagea ou autorisa la Prusse et les autres États copartageants à occuper les territoires qui leur étaient dévolus.

L'Autriche fut exaspérée. Elle éclata en plaintes, et répondit à la prise de possession des États copartageants en entrant la première à main armée dans l'évêché de Passau, qu'elle réclamait pour un archiduc et que Bonaparte donnait à la Bavière. Elle réveilla le sentiment national des Allemands contre l'ingérence française; elle accusa la Prusse et la Bavière de trahir l'intérêt commun en remettant à la France le règlement d'une question purement allemande. Elle rappela que la Prusse avait constamment sacrifié les intérêts allemands depuis la paix de Bâle par son égoïsme et ses convoitises. Bonaparte présenta aussitôt, le 5 septembre, aux ministres prussien et bavarois à Paris, Lucchesini et de Cetto, le projet d'une déclaration commune établissant que si le plan de médiation n'était pas accepté dans le délai de deux mois, la Prusse et la Bavière agiraient d'accord avec lui pour en assurer l'exécution; puis il chargea l'aide de camp Lauriston d'une mission à Munich, à Ratisbonne et à Berlin, pour empêcher toute concession ou toute défaillance.

La commission de la Diète, où les copartageants avaient la majorité, vota le *conclusum* dans le délai voulu, le 21 octobre, malgré les vives réclamations de l'Autriche. Le prince de Dalberg, président, soutint le plan français, sauf de légères modifications. Par déférence pour la Russie, qui avait pris à tâche de calmer la cour de Vienne, Bonaparte finit par accorder à cette cour l'évêché d'Aichstædt, et un électorat pour l'archiduc Ferdinand, qui avait reçu en indemnité l'évêché de Salzbourg (26 décembre). En retour, il exigea la reconnaissance des changements qu'il avait faits en Italie.

Le *conclusum*, admis par la commission de la Diète, ne fut voté définitivement par la Diète elle-même que le 25 février 1803. Car après avoir établi les bases du partage, il restait à régler une infinité de détails d'exécution. Dans ces dernières négociations, la Prusse ne cessa de blesser l'Allemagne par sa conduite sans dignité comme par sa condescendance excessive pour Bo-

naparte. Elle donnait naïvement pour excuse de ses convoitises que les pays qu'elle s'annexait étaient administrés mieux et plus économiquement par elle que par d'autres; cela permit à l'Autriche de ranimer encore les défiances allemandes et de reprendre moralement une partie du terrain qu'elle avait perdu. Le résultat n'en fut pas moins pour Bonaparte une victoire diplomatique complète. Il avait atteint ses fins, et en réalité détruit l'ancien Empire d'Allemagne tel que l'avait constitué le traité de Westphalie, pour le reconstituer autrement, en s'y ménageant plus d'influence à lui-même qu'il n'y laissait de pouvoir à l'Empereur.

II.— Il régla seul également les affaires de la Suisse, livrée à un état de révolution permanent. La Suisse était divisée en deux grands partis. L'un voulait une république unitaire, pour donner au pays une force capable d'agir sur l'Europe; il voulait rompre avec toutes les divisions traditionnelles, et il avait imaginé une division nouvelle du territoire en dix-neuf cantons, plus ou moins égaux, plus ou moins semblables aux départements français, avec des préfets et des sous-préfets. L'autre défendait l'ancienne souveraineté cantonale, les anciennes circonscriptions, et, autant qu'il le pouvait, les institutions du passé. Le premier parti s'était appuyé sur les révolutionnaires français et le Directoire; le second cherchait de préférence un appui lointain à Londres, à Vienne et même à Saint-Pétersbourg.

En moins de deux ans et demi, du 8 novembre 1799 (18 brumaire) au 17 avril 1802, la Suisse avait passé par cinq ou six révolutions. Tantôt c'étaient les chambres législatives qui cassaient le conseil exécutif, tantôt le conseil exécutif qui renvoyait les chambres, et chaque fois la constitution était modifiée. Sans doute ces révolutions étaient superficielles, les luttes n'avaient guère lieu qu'entre deux groupes d'hommes peu nombreux, et les cantons ne s'en ressentaient pas beaucoup, les unitaires ayant peu réussi, en dépit de leurs efforts, à centraliser le pays. Mais il importait de mettre un terme à des agitations stériles qui ne produisaient que le malaise et la détresse. Les Suisses, malheureux de toutes manières, murmuraient encore de l'obligation d'entretenir chez eux des troupes françaises qui y vivaient à discrétion, malgré l'engagement de

les retirer que Bonaparte avait pris à Lunéville, lorsqu'il avait reconnu l'indépendance helvétique.

Bonaparte eut d'abord l'idée de se mettre à la tête de la république Helvétique, comme il s'était mis à la tête de la république Cisalpine, mais il y renonça à cause de l'effet produit en Angleterre et dans le reste de l'Europe par la consulte de Lyon. Il se contenta de détacher le Valais, où il possédait déjà une route militaire, et dont il voulait être tout à fait maître pour communiquer librement avec Milan. (Décret du 4 avril 1802.) Il argua de ce fait que le Valais, longtemps république à part, avait été réuni récemment aux autres cantons; il le reconstitua État indépendant sous la triple garantie de la France, de la Suisse et de la Cisalpine. Pour dédommager la Confédération, il lui donna sur les bords du Rhin un petit territoire à sa convenance, le Frickthal, enlevé à l'Autriche.

Il voulut aussi, avant de retirer les troupes françaises, éliminer le parti de la souveraineté cantonale qu'il disait être celui de la contre-révolution. Son envoyé Verninhac, personnage fort intrigant, appuya sous main les unitaires, qui s'emparèrent du pouvoir le 17 avril 1802.

Reding, chef du parti de la souveraineté cantonale, se voyant enlever la dignité de landamman ou magistrat suprême, entreprit de la reconquérir et exploita l'irritation causée par le détachement du Valais; car les Suisses criaient à la spoliation. Il disposait à son gré du canton de Schwitz; il entraîna ceux d'Uri et d'Unterwald, qui firent défection au mois d'août. Schaffhouse, Zurich et Bâle s'associèrent à la protestation des petits cantons. Le 18 septembre, le gouvernement unitaire fut obligé de quitter Berne et de se retirer à Lausanne. Les dissidents assemblèrent une Diete à Schwitz et rétablirent la constitution fédérative. La guerre civile commença.

Cependant les unitaires sollicitant l'intervention de Bonaparte, les fédéraux plaidèrent aussi leur cause auprès de lui. Il s'empara de cette occasion, qu'il avait plus ou moins suscitée, pour parler en maître. Il venait de rappeler ses troupes à la frontière; Ney les fit rentrer sur le territoire helvétique le 20 octobre. L'aide de camp colonel Rapp porta à Lausanne et à Schwitz l'injonction de poser les armes; puis le Premier Consul se proclama médiateur. « Vous vous êtes, dit-il aux Suisses, disputés trois ans sans vous entendre. Si l'on vous abandonne plus longtemps à vous-mêmes, vous vous tuerez trois ans sans vous

entendre davantage. Votre histoire prouve d'ailleurs que vos guerres intestines n'ont jamais pu se terminer que par l'intervention amicale de la France. »

Faisant sonner haut les intrigues de la contre-révolution, et l'accusant de vouloir briser la ceinture d'États alliés qui nous entouraient, il déclara qu'il donnerait à la Suisse une constitution a son gré ; que sa propre sûreté l'y obligeait, et que, si elle ne s'en arrangeait pas, il réunirait à la France la partie voisine de la Franche-Comté, puis abandonnerait le reste aux petits cantons, sans plus se mêler de leurs affaires.

Les puissances continentales, occupées de la Diete de Ratisbonne, garderent le silence. L'Angleterre seule envoya une note à Paris pour rappeler que la Suisse avait été reconnue indépendante. Bonaparte répondit qu'il n'entendrait aucune menace et que sa résolution était irrévocable. Les troupes françaises s'avancerent sans rencontrer de résistance. Reding fut emprisonné. Le général Ney reçut le titre de ministre plénipotentiaire aupres de la république helvétique. Pendant ce temps, tous les Suisses qui avaient exercé des fonctions politiques depuis plusieurs années furent convoqués à Paris sans distinction de partis. Ceux qu'on appelait les *oligarques* ne se déciderent qu'avec peine à obéir. Bonaparte désigna quatre sénateurs pour conférer avec eux ; ensuite trouvant la négociation trop lente, il les appela aux Tuileries, et leur exposa directement ses volontés. Ayant renoncé à faire de leur pays l'enjeu de projets personnels, il ne s'occupait plus que de lui procurer une organisation durable. Il donna à ses représentants le conseil sage et désintéressé de rétablir la souveraineté cantonale et autant que possible les anciennes circonscriptions, mais de supprimer tous les priviléges, tant ceux des localités, des bourgeoisies, des industries, que les priviléges de naissance ; de faire cesser toute sujetion d'un territoire à un autre territoire ; d'établir une égalité de droits absolue entre les citoyens d'un même canton, c'est-à-dire de s'approprier le principe le plus juste et le plus incontesté de la révolution française.

Il leur représenta encore que la Suisse ne pouvait songer à être une nation militaire ; qu'elle était faite pour demeurer neutre entre les grandes puissances, jouissant de l'avantage d'avoir une armée permanente peu nombreuse et de payer peu d'impôts. Il exigeait seulement qu'elle fût pour la France une

alliée sincère, et qu'elle fermât la porte aux intrigues de tous ses ennemis.

Les députés réunis à Paris firent une constitution fédérale. En maintenant le chiffre de dix-neuf cantons, ils créèrent une Diete de ving-cinq membres, chacun des six principaux cantons ayant le droit d'élire deux représentants. La Diète devait s'assembler un mois par an, et siéger tour à tour dans un de ces six cantons, dont le premier magistrat devenait pour l'année landamman de la Confédération. On fixa le chiffre de l'armée à quinze mille hommes, non compris les milices, et l'on établit un système de douanes commun.

L'*acte de médiation* rétablit encore l'alliance défensive de la France et de la Suisse, le protectorat de la France sur les cantons, et les anciennes capitulations militaires. Signé le 19 février 1803, il fut accepté le 5 mars par le sénat convoqué extraordinairement à Berne. La nouvelle constitution fut mise aussitôt en activité. Seulement Bonaparte nomma pour la première fois, comme il avait fait en Italie, les hommes qui devaient gouverner. Il choisit pour landamman général d'Affry, personnage influent du canton de Fribourg. Il retira ses troupes, et enrôla seize mille Suisses dans ses armées.

En même temps, il ne se contraignait plus pour agir en maître dans le nord de l'Italie. Le 11 septembre 1802, il déclara l'île d'Elbe et le Piémont réunis à la France, et il divisa le Piémont en six départements. Le duc de Parme étant mort, il se réserva de disposer ultérieurement de son duché.

III. — Entre autres ambitions, Bonaparte avait toujours eu celle de rétablir notre prospérité coloniale, fort diminuée. Notre plus grande perte était celle de Saint-Domingue, naguere la plus riche et la plus florissante de nos colonies. On estimait qu'avant 1789 la France tirait des Antilles pour plus de deux cent cinquante millions de produits, dont elle consommait une partie et réexportait le reste. Or, Saint-Domingue entrait dans ce chiffre pour cent soixante-huit millions et occupait vingt mille matelots.

Toute cette prospérité avait disparu depuis que la Constituante avait discuté et la Convention prononcé l'abolition de l'esclavage des noirs. L'île était devenue la proie d'une insurrection terrible. Les noirs s'en étaient rendus maîtres, et y avaient promené le ravage et l'incendie. Les Anglais avaient saisi cette occasion

pour en occuper plusieurs places maritimes et en accaparer le commerce.

Les commissaires de la Convention et du Directoire firent de longs efforts pour mettre un terme à ces désordres. Ils ne trouverent rien de mieux que de donner le titre de généraux français aux deux chefs principaux des mulâtres et des noirs, Rigaud et Toussaint Louverture. Ce dernier, qui joignait aux talents ordinaires des chefs barbares, à l'audace, à la ruse, à la violence exempte de scrupules, une intelligence surprenante chez un homme de sa couleur, se délivra de son compétiteur Rigaud et des mulâtres en les refoulant aux Cayes, puis il organisa une armée de vingt mille noirs, exerça des rigueurs impitoyables, et fit peser sur l'île un joug de fer. Pour rétablir la culture abandonnée, il força les anciens esclaves à travailler encore cinq ans sur les terres des colons avec droit à un quart du produit brut ; il engagea les propriétaires blancs à revenir sur leurs plantations et séquestra les biens de ceux qui ne revenaient pas en personne. Cette dictature énergique du *Spartacus des Antilles* rendit à la colonie sa fertilité et une partie de sa richesse. Toussaint expulsa les Anglais; seulement il ouvrit les ports aux étrangers, pour s'assurer des débouchés nécessaires. Il réclama aussi, en vertu du traité de Bâle, la portion de l'île qui appartenait aux Espagnols, et finit par l'occuper. Acquisition importante, parce qu'elle privait les rebelles et les fugitifs d'un asile toujours assuré, et que la région espagnole pouvait seule nourrir les troupeaux nécessaires à la région française. Toussaint, tout en se donnant comme le représentant de la France, prétendait à une véritable indépendance de fait. Le 1er juillet 1801 il fit une constitution, et se nomma gouverneur à vie avec le pouvoir de désigner son successeur.

Le Premier Consul se vit, aussitôt apres brumaire, assailli de plaintes par les colons ruinés, dont un grand nombre s'étaient retirés à Paris. On lui représenta que la France, ne se fournissant plus de sucre, de café, ni d'autres denrées coloniales, était obligée de les acheter à des intermédiaires, comme les Hollandais et les Américains; qu'elle les payait cher à cause de la guerre maritime; que la faiblesse de notre industrie permettait peu de les payer en produits; qu'il fallait donc les payer en argent, ce à quoi la rareté du numéraire était un obstacle.

Bonaparte avait la prétention de relever notre puissance en Amérique; ce fut dans ce but qu'il amena les Espagnols à lui

céder la Louisiane et qu'il leur demanda encore les Florides. Dès qu'il eut signé avec les Anglais les préliminaires d'octobre 1801, il voulut profiter de la paix des mers pour faire rentrer Saint-Domingue sous sa dépendance. La difficulté était de savoir comment Toussaint serait traité. Le reconnaître sans condition équivalait à un abandon de l'île fort peu déguisé. Se fier à lui était périlleux. Bonaparte prit le parti de lui confirmer le titre de lieutenant général, de confirmer également les grade qu'il avait conférés, mais de le soumettre à un capitaine général qui serait un Français, et il désigna pour ce poste le général Leclerc, mari de sa sœur Pauline. Il annonça que l'ordre serait rétabli définitivement en Amérique et que toutes les causes de troubles y cesseraient.

Au mois de décembre 1801 quatre escadres appareillèrent pour Saint-Domingue. Villaret-Joyeuse sortit de Brest et de Lorient avec la première, Latouche-Tréville de Rochefort avec la seconde; Linois et Gantheaume sortirent de Toulon avec les deux autres. Villaret arriva le 29 janvier 1802 à la baie de Samana, où Latouche le rejoignit aussitôt. Ces deux premieres escadres portaient des troupes de débarquement, composées de l'élite des officiers et des soldats de l'ancienne armée du Rhin. La flotte entiere comptait trente-deux vaisseaux et trente et une frégates. Bonaparte voulait frapper un grand coup. Il espérait avec cet armement gigantesque effrayer Toussaint; en même temps il cherchait à le gagner et lui adressait une lettre propre à flatter son orgueil.

Toussaint, averti à temps, ne se laissa ni surprendre par l'arrivée de la flotte, ni séduire par les flatteries du Premier Consul. Il était jaloux et méfiant. Il souleva les nègres, en leur persuadant qu'on voulait les remettre en esclavage. Il prit le parti de ravager les villes maritimes, de détruire les habitations, d'emmener les blancs dans les mornes au centre de l'île, et de s'y retirer avec ses brigades noires, croyant aisé de s'y défendre, grâce à la configuration du pays, peu praticable pour des troupes régulières.

Les Français débarquerent sur plusieurs points à la fois, au Cap, à Port-au-Prince, dans le département du Sud et dans la partie espagnole de l'île, décidés à brusquer l'attaque partout. Toutefois ils ne purent empêcher le negre Christophe d'incendier la ville du Cap, où les blancs furent massacrés en grand nombre. Dès que Leclerc eut réuni les forces des quatre es-

cadres et les renforts arrivés du Havre et de Flessingue, ce qui porta ses troupes à près de vingt-huit mille hommes, il entreprit, le 17 février, l'attaque difficile de la région des mornes. Il y lança des colonnes qui escaladèrent les hauteurs, se frayèrent un passage à travers des broussailles impraticables, et accablèrent de leur supériorité les noirs surpris et déroutés. Le 23, Rochambeau enleva par un coup hardi le plateau d'Ennery, où Toussaint avait réuni son artillerie. Les colonnes françaises rencontrèrent partout les cadavres des blancs, hommes, femmes, enfants, que les noirs avaient traînés dans leur retraite, et qu'en fuyant ils massacraient par vengeance. On força une espèce de citadelle, appelée la Crête-à-Pierrot, malgré la résistance la plus énergique. Plusieurs chefs noirs se rendirent en stipulant la conservation de leurs grades. Toussaint lui-même et ses deux principaux lieutenants, Christophe et le féroce Dessalines, renoncèrent à fuir plus loin dans les montagnes du centre où on eût fini par les cerner comme des bêtes fauves, et traitèrent à la même condition. Les Français se trouverent entièrement maîtres de l'île au mois d'avril, c'est-à-dire avant l'explosion meurtrière des chaleurs tropicales.

Malheureusement ces chaleurs arrivèrent, et avec elles la fièvre jaune, qui sévit avec une rigueur sans exemple. L'armée fut comme foudroyée. Sur trente-cinq mille hommes, chiffre auquel les renforts successifs la portèrent, la fièvre jaune en enleva quinze mille en deux mois. Douze généraux succombèrent. Leclerc se vit tout à coup réduit à dix mille hommes valides. Pressentant d'après des indices sûrs un mouvement de Toussaint, qui avait compté sur le secours du climat, il s'empara de lui le 11 avril, en vertu d'instructions éventuelles qu'il tenait de Bonaparte, et l'envoya en France, où il devait mourir un an après, prisonnier au fort de Joux. Les nègres furent ensuite désarmés, opération difficile dont il fallut charger leurs propres officiers, qui s'abandonnèrent pour l'exécuter à leur férocité naturelle.

Pendant ce temps, Richepanse allait combattre une autre insurrection à la Guadeloupe. Les noirs s'y étaient aussi révoltés et avaient chassé le capitaine général, amiral Lacrosse. Richepanse leur déclara que s'ils se soumettaient ils resteraient libres, mais les voyant persister dans leur rébellion, il les attaqua et les battit. Il les expulsa des rangs de l'armée ainsi que les mulâtres, et rétablit l'esclavage à la Guadeloupe. Bonaparte avait déjà déclaré qu'il serait maintenu dans les colonies où il

n'avait pas cessé d'exister, c'est-à-dire à la Martinique, à Tabago et à Sainte-Lucie, restituées par le traité d'Amiens.

Ces événements de la Guadeloupe, connus à Saint-Domingue vers la fin de juin, y causèrent un trouble profond; les noirs se crurent menacés du rétablissement de l'esclavage. Leclerc, aidé du préfet colonial Bénezech, fit de vains efforts pour calmer leurs craintes et pour établir dans la colonie un système propre à concilier les intérêts des hommes des trois couleurs. Il avait fait rentrer des noirs dans les cadres de ses troupes pour en remplir les vides. Des défections multipliées et la certitude qu'ils conspiraient l'obligèrent à les désarmer de nouveau. Au mois de septembre la conspiration éclata. Christophe, à la tête de plusieurs régiments nègres, attaqua la ville du Cap.

Le malheureux Leclerc, après avoir vu mourir le préfet Bénezech et ses meilleurs généraux, entre autres Richepanse, succomba lui-même le 1er novembre à la fatigue et au climat. Rochambeau, fils de l'ancien lieutenant général, prit le commandement par droit d'ancienneté. Comme il était créole de naissance et qu'il partageait à ce titre les passions des blancs contre les mulâtres, au lieu de se concilier ces derniers, qui étaient dévoués à la France et dont l'appui demeurait son unique ressource, il les maltraita, déporta leur ancien chef Rigaud aux États-Unis, et les jeta dans le parti des noirs. La lutte prit un caractère marqué de barbarie réciproque; on ne respecta plus de part ni d'autre aucun droit des gens. La perte de Saint-Domingue, difficilement évitable, fut précipitée par le renouvellement de la guerre entre Bonaparte et les Anglais en 1802. La France fut obligée d'en retirer ses escadres. Dès lors les sept ou huit mille hommes de troupes restées dans l'île s'épuisèrent en combats inutiles contre les noirs et les Anglais. Ces derniers cernèrent successivement le Cap, Port-au-Prince et les Cayes. Plusieurs généraux furent réduits à signer des conventions isolées et se retirèrent à Cuba. Rochambeau, que les noirs assiégeaient dans la ville du Cap, essaya de s'échapper par mer. Les Anglais enlevèrent son convoi et prirent tout, or, armes, vaisseaux, équipages et soldats, le 16 novembre 1803. Dessalines demeura maître d'Haïti, et y fonda un État noir, qui tour à tour république, royaume ou empire, a subsisté jusqu'à nous. Quelques débris de l'armée française parvinrent seulement à se maintenir dans la partie espagnole de l'île jusqu'en 1810.

Cette expédition coûta à la France vingt-cinq mille au moins

de ses meilleurs soldats, ceux du Rhin et de Hohenlinden, sans compter les marins du commerce, les employés civils, les blancs venus d'Europe, décimés indistinctement par une mortalité effroyable. On a estimé que la guerre et les fièvres réduisirent la population blanche des neuf dixièmes.

Les amis du gouvernement firent porter toute la responsabilité du désastre sur Rochambeau, qui avait commis des fautes manifestes. D'autres l'ont imputée à Bonaparte, et avec justice. Car, s'il est absurde de prétendre qu'il ait sacrifié sciemment une de ses meilleures armées, il est clair qu'il acheva de perdre Saint-Domingue en recommençant la guerre contre les Anglais, guerre qu'il déclara ou qu'il ne fit rien pour empêcher. Il eût dû comprendre, par l'expérience de l'Egypte, qu'une expédition aussi aventurée au delà des mers exigeait, comme condition préalable et nécessaire, le maintien de la paix maritime.

IV. — Les Anglais, après avoir montré un grand enthousiasme lors des préliminaires de 1801, acceptèrent plus froidement le traité d'Amiens. Les anciens ministres lord Grenville, Dundas et Windham se plaignirent d'y trouver des silences effrayants, par exemple au sujet de l'Italie, et s'irritèrent qu'on eût abandonné par trop de concessions le but pour lequel on avait fait tant de sacrifices. L'Angleterre, disait Grenville, était une forteresse privée de ses ouvrages extérieurs. Windham s'étonna qu'on les eût livrés, quand la France était minée par la force latente du royalisme. Pitt défendit le ministère Addington, mais faiblement, disant qu'on avait dû céder à une nécessité de la fortune en reconnaissant personnellement Bonaparte, quoiqu'il eût, pour lui, préféré les Bourbons. Addington et ses collègues alléguèrent, à titre d'excuse plus que de défense, que s'ils avaient cessé de soutenir leurs alliés d'Europe, c'était parce que ceux-ci les avaient abandonnés les premiers.

Lorsqu'on vit Bonaparte se faire président de la république italienne, régler en maître les affaires d'Allemagne, imposer sa médiation à la Suisse, et achever de s'emparer du Piémont, le mécontentement alla croissant. Car les Anglais avaient déclaré lors des négociations d'Amiens ne rien vouloir reconnaître de ce qui s'était fait en Italie, et encore moins une acquisition ultérieure, quelle qu'elle pût être.

Bonaparte ne chercha pas à ménager ces sentiments. Il était convaincu que l'Angleterre, quoiqu'il arrivât, recommencerait

la guerre, et il était bien décidé à la prévenir. Il ne voulait pas non plus lui laisser le temps d'armer de nouveau contre lui les puissances continentales, et de refaire la coalition, qui, en dépit des derniers traités, existait toujours à l'état latent. Il prétendait au contraire profiter du besoin général de repos qu'éprouvaient ces puissances[1]. Autant il était peu disposé à user de ménagements, autant il l'était à s'irriter des discours tenus au Parlement et des articles de la presse anglaise. Outre que cette presse était fort libre et ne lui épargnait pas les injures personnelles, elle discutait et perçait à jour ses plans, ses ruses, ses arrière-pensées, et parlait seule contre lui au milieu du silence européen. Il en fit des plaintes continuelles au ministère Addington, qui s'excusa sur les libertés du pays et sur ce que les journaux n'y avaient aucun caractère officiel. Il dicta au *Moniteur*, par forme de représailles, des articles violents contre la politique britannique. Il employa aussi à cet usage la plume de Fiévée et celle de l'impudent Barère, qui s'était mis à son service.

Cette tension des rapports réciproques empêcha la conclusion d'un traité de commerce, qui aurait dû être le complément de celui d'Amiens, et qui présentait d'ailleurs mille difficultés, car la guerre avait créé ou développé des industries rivales de chaque côté du détroit, et chaque pays voulait protéger les siennes. La France tenait particulièrement à protéger ses fabriques de coton. Bonaparte prétendait aussi étendre ses règlements commerciaux à la Hollande et à la haute Italie, ce à quoi les Anglais se refusaient absolument, car la paix dans ces conditions eût été plus dommageable à leur commerce que la guerre, qui leur donnait le monopole des transports maritimes et coloniaux. Ils étaient jaloux de nos efforts pour rétablir notre prospérité maritime, et le haut commerce britannique, dont la guerre servait les intérêts, exploitait cette jalousie.

La tension des rapports s'aggrava vers le mois d'octobre 1802. Bonaparte se plaignit que l'évacuation de Malte, d'Alexandrie, celle même du Cap et de Gorée, fussent différées sous divers prétextes. Il donna l'ordre à Otto de demander : « Tout le traité d'Amiens; rien que le traité d'Amiens. » Lord Hawkesbury répondit : « L'état du continent à l'époque du traité d'Amiens; rien que cet état. » Bonaparte écrivit au sujet des

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*. A Sainte-Hélène, il exagéra cette crainte pour se justifier, mais tout prouve qu'il l'avait eue réellement, et elle était naturelle.

affaires de Suisse une lettre comminatoire, où, écartant les voiles de son ambition, il déclara qu'on le « forcerait à conquérir l'Europe », et parla de « ressusciter l'Empire d'Occident[1] ». Il exigea que le ministère anglais chassât les chouans réfugiés à Jersey et à Guernesey, d'où ils entretenaient des conspirations en Bretagne. Il exigea encore que l'émigré Peltier, qui écrivait contre lui dans les journaux de Londres, fût, à défaut des journalistes anglais, traduit devant les tribunaux; mais ce procès eut un effet contraire à celui qu'il attendait; les Anglais n'y trouvèrent qu'une occasion de manifester avec une publicité plus bruyante l'hostilité de leurs sentiments. Le ministère Addington refusa d'ajouter à ces concessions l'expulsion du comte d'Artois et celle des princes ou des émigrés français qui se trouvaient à Londres.

Addington, malgré son désir de maintenir la paix qu'il avait signée et dont la ruine devait entraîner la chute de son ministère, fut obligé de compter avec les passions du pays. Le 23 novembre, Georges III annonça, en ouvrant le Parlement, que ne pouvant rester insensible aux changements qui s'opéraient dans la force et la position respective des autres États de l'Europe, il prendrait les mesures de sûreté nécessaires. Dans la discussion qui suivit, Nelson soutint que ce serait payer trop cher le maintien de la paix que de sacrifier la moindre parcelle de l'honneur anglais. Grenville et Canning récapitulèrent les griefs de l'Angleterre, et la montrèrent successivement éliminée de toutes les affaires du continent. Pas un mois, disait Grenville, ne s'est écoulé sans voir tomber un État. Il signala le péril de l'Europe, menacée d'une tyrannie militaire, félicita les ministres de n'avoir pas évacué Malte, et ajouta qu'ils ne se feraient pas écouter aux Tuileries s'ils n'avaient ni flottes ni armées. Le ministère, malgré l'appui de Pitt et le concours de Fox, qui cherchait à modérer les impatiences belliqueuses, n'obtint qu'une majorité de peu de voix contre le parti de la guerre décidée.

Bonaparte avait envoyé dans le Levant, en Égypte et jusque dans l'Inde, des agents chargés de diverses missions commerciales et d'instructions secrètes pour faire des plans d'établissements coloniaux avec des rapports sur tous les points où la puissance anglaise leur paraîtrait vulnérable. Le choix des

[1] Thiers, *Histoire du Consulat*, t. IV.

généraux Decaen et Sébastiani pour visiter l'Inde et l'Égypte était significatif. Bonaparte ne craignit pas d'insérer au *Moniteur* du 30 janvier 1803 le rapport de Sébastiani, accusant les Anglais de différer l'évacuation d'Alexandrie et constatant que six mille hommes pourraient aisément reprendre l'Égypte, où la population conservait des sentiments favorables à la France. Les Anglais se préparèrent à évacuer Alexandrie, mais se montrèrent fort irrités du procédé, et se pressèrent moins que jamais d'évacuer Malte, que l'amiral Keith, Nelson et les marins jugeaient une possession indispensable. Addington demanda pourquoi le gouvernement français n'évacuait ni le Piémont, ni la Hollande, ni la Suisse.

Bonaparte appela aux Tuileries le 18 février l'ambassadeur lord Whitworth, et eut avec lui un entretien mémorable. Il lui déclara qu'il aimerait mieux voir les Anglais maîtres du faubourg Saint-Antoine que de Malte, dont l'évacuation avait été expressément stipulée. Il ajouta que sa politique et sa volonté étaient connues dès les traités d'Amiens; que depuis il n'avait rien fait de nouveau; que pour l'Italie, il avait toujours prétendu en disposer à son gré; que les Anglais avaient donc été libres de ne pas faire la paix, mais que, l'ayant signée, ils étaient tenus de l'exécuter; que le ministère eût dû, étant armé de l'*Alien bill* (bill sur les étrangers), expulser les émigrés qui l'injuriaient personnellement; qu'il ferait la guerre, « mais qu'il avait besoin de ne pas être l'agresseur ». « Il faut, dit-il, que vous ayez tous les torts et que je n'en aie pas un seul. » Il termina l'entretien par des menaces, convenant qu'une descente en Angleterre était une opération fort difficile, téméraire même, mais déclarant qu'il l'entreprendrait et qu'il n'y avait que lui de capable de l'exécuter. Son langage, où il affectait la franchise, était plein de jactance et de défi.

Le Corps législatif s'ouvrit le 20. Le 21, les commissaires du gouvernement y lurent l'Exposé annuel de la situation de la République. En parlant des rapports avec l'Angleterre, l'exposé portait que la France avait besoin de cinq cent mille hommes, et que l'Angleterre ne pouvait lutter seule contre nous. On y avait inséré, pour ne pas attaquer le gouvernement anglais d'une manière trop ouverte, quelques phrases sur les passions des partis. Ce passage malencontreux produisit au delà du détroit un effet contraire à celui qu'on espérait; il blessa toute la nation.

Le 8 mars, Georges III annonça au Parlement qu'il était obligé de faire des préparatifs militaires pour surveiller les armements de la France, quoique présentés dans le but d'entreprises coloniales; car il avait avec elle des discussions de grande importance « dont le résultat demeurait incertain ».

Bonaparte reprocha aux Anglais de le provoquer. Il nia que la France armât. Il malmena lord Whitworth, s'emporta en présence du corps diplomatique sur ce que l'on couvrait les traités d'un crêpe noir, et alla jusqu'à rudoyer l'envoyé du roi de Suède, qui avait protesté contre le recès de Ratisbonne. « Il éprouvait, dit Thiers, une sorte de plaisir à faire retentir d'un bout du monde à l'autre les éclats de sa colère. »

Dès lors il ne songea plus qu'à porter à l'Angleterre un coup dont elle ne pût se relever.

Toutefois on se prépara des deux côtés à la guerre, sans la déclarer encore. Bonaparte voulait éviter de paraître l'agresseur, et en même temps donner au commerce français, très-engagé avec l'Inde et l'Amérique, le temps de se dégager peu à peu. La diplomatie redevint même à la dernière heure d'autant plus pacifique que les passions étaient plus belliqueuses. Talleyrand chercha de plus ou moins bonne foi quelques moyens d'accord. Addington, n'ayant pu engager Pitt à entrer dans son cabinet, se prêta à cette recherche. Les ministres anglais essayèrent de mettre des conditions à l'évacuation de Malte. Bonaparte répondit : Malte ou rien. — Le 23 avril ils offrirent de reconnaître la république italienne et le royaume d'Étrurie, moyennant que la France leur laissât Malte pour dix ans, évacuât immédiatement la Suisse et la Hollande, et indemnisât le roi de Piémont. La proposition fut repoussée. Talleyrand proposa que Malte fût mise en dépôt aux mains de la Russie, qui serait prise pour arbitre. Les Anglais répondirent que ce n'était pas là le seul point du litige, et qu'il faudrait soumettre aussi les autres à l'arbitrage d'Alexandre. Les ambassadeurs Andréossy et Whitworth se retirèrent respectivement le 8 mai.

Bonaparte communiqua aussitôt aux grands corps de l'État les pièces de la négociation susceptibles d'être publiées, et ne manqua pas de dire dans son message : « Nous sommes attaqués. Nous sommes obligés de conquérir pour conserver. »

L'idée de la guerre trouva universellement de l'écho. Rœderer, dans un rapport au Sénat, dit que l'Angleterre vivait sur les hasards de la mer et sur la patience des nations, que la

guerre était inévitable, puisque le Premier Consul n'avait pu l'éviter. Fontanes développa cette thèse en style lyrique. Quoique la guerre eût pu être aisément prévenue, et ne fût que le caprice de l'ambition démesurée du Premier Consul, la France s'y associa avec enthousiasme. On était convaincu que l'Angleterre ne trouverait pas d'alliés sur le continent, et tout le monde se fiait au génie militaire du chef de l'État.

V. — Bonaparte comprit l'impossibilité de lutter avec les Anglais sur des mers éloignées, vu l'infériorité numérique de notre marine. Il avait bien augmenté en 1802 le budget maritime et annoncé l'intention formelle de construire douze grands vaisseaux par an. Mais il eût fallu plusieurs années pour obtenir un chiffre de vaisseaux égal à celui des Anglais, en supposant qu'on pût jamais réunir un nombre égal de matelots. La rupture, plus brusque qu'on ne l'avait pensé, ne permettait plus de compter sur le temps pour construire et équiper des flottes. Bonaparte prit sur-le-champ le parti de rappeler ses escadres, d'abandonner à elles-mêmes les colonies qui possédaient des moyens de défense, comme la Martinique et les îles d'Afrique; il avait l'illusion de compter dans ce nombre Saint-Domingue; enfin il abandonna les projets qu'il avait formés sur l'Amérique. La Louisiane étant un pays ouvert et renfermant à peine quelques milliers de Français, il résolut de l'offrir aux États-Unis moyennant quatre-vingts millions, dont soixante payés effectivement, et les vingt autres imputables sur le payement d'une dette de la France envers l'Amérique. Il se procurait de cette manière une somme importante, et il se conciliait les Américains, satisfaits de devenir à un tel prix maîtres des bouches du Mississipi. Les envoyés des États-Unis acceptèrent l'offre sans discussion; ils signèrent le traité le 30 avril.

Bonaparte calcula que le moyen le plus sûr de frapper l'Angleterre était de rendre la guerre maritime ruineuse pour elle, c'est-à-dire de lui fermer les ports de la plus grande partie du continent européen. Il conçut donc l'idée gigantesque d'un blocus continental, idée dont il jugea l'exécution possible parce qu'il était maître des ports de la Hollande et de l'Italie aussi bien que de ceux de la France, et qu'il se croyait en mesure de faire la loi aux puissances neutres, quoique leurs intérêts dussent en souffrir. Il résolut de prendre en même temps une offensive vigoureuse par une descente à Londres même; des-

cente dont les plans se faisaient depuis quarante ans, dont il avait déjà pu sous le Directoire apprécier les immenses difficultés, mais que sa toute-puissance lui permettait de tenter avec des moyens très-supérieurs, et dont le caractère aventureux n'était pour lui qu'un stimulant de plus.

Ce but arrêté, il lui fallait une armée et des finances. L'armée existait; elle était magnifique, fière de ses victoires, et composée en majeure partie de soldats éprouvés. On la porta par l'appel de divers contingents au chiffre élevé de quatre cent quatre-vingt mille hommes, qui furent, défalcation faite des dépôts, répartis en six camps, de manière à mettre l'entretien de cent mille hommes à la charge des pays alliés ou des étrangers.

Il était clair qu'une guerre maritime coûterait infiniment plus qu'une guerre continentale. Car on ne pourrait pas vivre sur l'ennemi. Emprunter eût été contredire l'engagement pris de ne pas dépasser la limite fixée pour la dette publique; on eût d'ailleurs nui au crédit, qu'on venait de relever avec tant de peine, et l'on eût obtenu difficilement l'argent nécessaire. Bonaparte crut pouvoir s'en dispenser. Il sollicita indirectement des contributions volontaires, pareilles à celles qui avaient eu lieu dans la guerre de Sept ans pour relever la marine. Les départements et les villes s'empressèrent en effet de souscrire pour les constructions navales; ces souscriptions montèrent au chiffre de quarante millions. La vente de la Louisiane en avait produit soixante. Bonaparte escompta encore les contributions plus ou moins volontaires des États alliés, comme la Hollande et l'Espagne, associés jusqu'alors à notre fortune maritime. Il en donna pour raison que ces nations avaient à perdre si la France était vaincue et à gagner si elle était victorieuse.

Les Anglais ouvrirent les hostilités en enlevant, suivant leur usage, quelques bâtiments marchands. Bonaparte répondit à cette première attaque en arrêtant tous les Anglais qui se trouvaient en France, et en les déclarant prisonniers de guerre. C'était une violation des règles admises en pareil cas; on le lui fit sentir, et il adoucit la rigueur de la mesure.

Il se hâta ensuite d'occuper l'Italie méridionale et le Hanovre.

En Italie, non content d'armer à Alexandrie, à Livourne et à l'île d'Elbe, car il traitait l'Étrurie comme si elle lui appartenait, il ordonna à Saint-Cyr d'occuper avec quinze mille hommes Ancône, en ménageant le Pape le plus possible, puis

Tarente, Otrante et Brindes, en ménageant la cour de Naples si elle s'y prêtait, et en la violentant si elle faisait résistance. Peu lui importaient les emportements de la reine Caroline, et les mécontentements de l'Autriche ou de la Russie. Saint-Cyr obéit; les ports de l'Italie entiere furent fermés aux Anglais (juin).

Mortier entra de son côté dans le Hanovre par la Hollande avec vingt-cinq mille hommes. En occupant le Hanovre, c'est-à-dire les bouches de l'Elbe et du Weser, Bonaparte voulait fermer à l'Angleterre ses communications avec l'Allemagne. Mais la Prusse devait en souffrir, et Frédéric-Guillaume invoqua la neutralité de l'Allemagne. Bonaparte répondit que le Hanovre, appartenant au roi d'Angleterre auquel il faisait la guerre, ne pouvait être abrité par cette neutralité.

Mortier trouva Walmoden et trente mille hommes de l'armée hanovrienne campés derriere le Weser. Il les força de capituler le 2 juin à Suhlingen, et leur accorda de se retirer avec armes et bagages dans le Lauembourg, à la seule condition de ne pas servir contre la France. Il entra le 5 à Hanovre. Bonaparte déclara que cette occupation de l'électorat était provisoire, et ne devait pas être considérée comme un acte de guerre; qu'il voulait seulement s'assurer un gage pour obtenir l'évacuation de Malte. Georges III protesta contre la violation du territoire britannique, soutint que le Hanovre était un État entierement séparé de l'Angleterre, et refusa de ratifier la capitulation. Mortier poursuivit alors l'armée hanovrienne jusqu'à l'Elbe, et l'y fit capituler une seconde fois le 5 juillet; il exigea cette fois que les Hanovriens fussent licenciés, et qu'ils livrassent leurs chevaux et leur matériel de guerre. Les Français fermerent les fleuves, mirent des garnisons à Hambourg et à Cuxhaven, séquestrerent les batiments et les biens des Anglais, imposerent à l'électorat l'obligation d'entretenir trente mille hommes de leurs propres troupes, et se firent céder par la Prusse intimidée une route d'étapes conduisant de la Hollande dans le Hanovre par les territoires de Munster et d'Osnabruck.

Les puissances continentales virent avec des appréhensions peu dissimulées l'atteinte portée à leur commerce maritime, et la difficulté où elles allaient être de défendre leur neutralité.

La Russie fut la plus mécontente. Elle regarda comme une injure personnelle l'invasion de Naples, qu'elle protégeait, et l'occupation des ports de l'Italie méridionale, dont elle comp-

tait se servir pour l'accomplissement de ses projets dans la Méditerranée. Alexandre éprouvait d'ailleurs un secret dépit de n'avoir rien obtenu pour le roi de Sardaigne, et d'avoir été condamné dans le reglement des affaires d'Allemagne à un rôle effacé. Il était peu touché de la déférence apparente du Premier Consul, offrant de soumettre la question de Malte à son arbitrage, et il était fort irrité de ses déclarations de n'évacuer Tarente et le Hanovre que quand cela lui conviendrait, sans parler de celle de n'évacuer jamais la Suisse, où son intérêt l'obligerait toujours à combattre une contre-révolution. Dans ces sentiments, le czar eut l'idée de former un tiers parti, où il ferait entrer la Prusse et peut-etre l'Autriche, qu'il savait ulcérée. Il mit le roi de Prusse en avant. Frédéric-Guillaume fit des représentations sur l'occupation du Hanovre et sur le blocus de l'Elbe et du Weser, qui portait le plus grand dommage au commerce prussien. Bonaparte répondit à ces représentations en offrant à la cour de Berlin une indemnité pécuniaire, et en lui demandant une alliance effective qu'il pourrait payer un jour de l'abandon du Hanovre. Frédéric-Guillaume repoussa cette proposition, dont le prix était d'ailleurs tres-éventuel. Alexandre proposa alors la médiation de la Russie entre la France et l'Angleterre. Bonaparte répondit qu'il était toujours prêt à accepter l'arbitrage personnel du czar au sujet de Malte, mais il déclina une médiation plus étendue, sachant les ministres russes favorables aux Anglais. Sa déclaration du 29 août 1803 se terminait par ces mots : « Le Premier Consul a tout fait pour conserver la paix. Ses efforts ayant été vains, il a dû voir que la guerre était dans l'ordre du destin. Il fera la guerre, et il ne pliera pas devant une nation orgueilleuse en possession depuis vingt ans de faire trembler toutes les puissances. » Il ajouta à cette déclaration une demande de rappel de l'ambassadeur Markoff, qu'il accusait de dénaturer la politique de son souverain ; en attendant, il affecta de le traiter avec plus que de la hauteur.

Bonaparte imposa à la république batave, par l'intermédiaire de Schimmelpenninck, des contingents dont il fixa lui-même le chiffre. Il en imposa aussi à la république ligurienne, et même à la Suisse, par une capitulation qui fut signée à Fribourg le 23 septembre.

A l'Espagne il demanda un subside de six millions par mois ou soixante-douze millions par an, se fondant sur le traité d'al-

liance de 1796, et l'engagement pris alors de fournir un subside ou des troupes. Si elle refusait, il la menaçait de faire entrer sur son territoire Augereau et les forces réunies à Bayonne. Elle se récria. Elle prétendit qu'on s'était passé de son concours pour faire la paix ; qu'on s'en passait maintenant pour faire la guerre ; qu'elle avait perdu l'île de la Trinité sans être indemnisée. Mécontente d'avoir cédé la Louisiane, elle l'était bien plus encore depuis qu'elle la savait vendue aux États-Unis ; elle disait que cette vente, faite sans son agrément, compromettait ses possessions du Mexique. Enfin elle éprouvait une irritation profonde de se sentir traînée à la remorque de la politique consulaire. Mais la cour de Madrid, tout en parlant de résistance, et en marchandant les conditions du subside, ne prouva dans le fond qu'une impuissante mauvaise volonté. En même temps elle commit la faute de laisser enlever deux vaisseaux français par les Anglais sous le canon d'Algésiras, et de refuser des ravitaillements aux flottes françaises. Bonaparte écrivit à Charles IV une lettre d'une franchise insultante, où il lui dénonça le prince de la Paix comme régnant sous son nom, le déshonorant en qualité d'amant de la reine, et compromettant l'Espagne par ses folies. Il chargea Beurnonville, ambassadeur à Madrid, de remettre cette lettre au roi en mains propres. Godoï détourna le coup adroitement ; Charles IV, par son conseil, refusa de la lire, sachant, dit-il, qu'elle pourrait altérer ses bons rapports avec le Premier Consul. Il ajouta que D'Azara, son ambassadeur à Paris, avait l'ordre de signer le traité. d'Azara le signa en effet le 19 octobre, et accorda le subside. Il stipula seulement que sur les six millions par mois l'Epagne en retiendrait deux pour reglement de diverses indemnités, et il obtint une promesse de restitution éventuelle de la Trinité et de Gibraltar.

L'Espagne promit aussi d'obliger le Portugal à faire un traité de subsides qui fut signé le 19 decembre. Le Portugal dut payer seize millions pour n'avoir pas fermé ses ports aux Anglais, comme il s'y était engagé en 1801.

VI. — Le jour où la guerre était devenue certaine, Bonaparte avait donné les ordres nécessaires pour entreprendre des constructions navales dans tous les ports, surtout dans ceux de la Manche. Il partit lui-meme, le 19 juin, pour visiter le nord de la France et la Belgique. Il avait déjà visité la Normandie l'année précédente. Son voyage dura deux mois, et eut lieu en

grande pompe. Il se fit accompagner par Joséphine, qui portait les diamants de la couronne, et par le cardinal Caprara. Il vit Amiens, Calais, Dunkerque, Ostende, Anvers, Gand et Bruxelles. Ce fut partout une suite de fêtes et de réceptions brillantes, mêlées d'adulations et d'explosions d'enthousiasme. L'enthousiasme était de commande; toutefois la guerre contre l'Angleterre était populaire, en raison de la longue hostilité des deux pays et de la confiance que le Premier Consul inspirait. D'ailleurs les intérêts qu'elle devait léser, comme ceux du commerce extérieur à peine rétabli, n'étaient pas assez puissants pour se faire entendre. Aucune note discordante ne vint donc troubler le concert de l'allégresse générale.

Bonaparte tenait à se montrer à la France et aux étrangers dans l'attitude d'un souverain puissant. Il tint une cour à Bruxelles. Il avait depuis longtemps avec Talma des relations d'un genre particulier; ils s'observaient tous les deux; car ils jouaient, dit Thibaudeau, le même rôle sur des théâtres différents Mais le soin étudié de la mise en scene n'arrêtait jamais l'activité de Bonaparte, et dans ses parades il entrait encore plus de politique que d'orgueil. Même au milieu des pompes de la représentation, il ne cessait de se livrer à un travail prodigieux. A Anvers, il exposa le gigantesque projet de créer dans l'Escaut une flotte permanente et des établissements de marine capables de rivaliser avec la flotte et les établissements de la Tamise. Projet d'une exécution fort difficile d'ailleurs, en raison du peu de profondeur du lit du fleuve. Au mois d'août il alla se fixer à Boulogne pour y diriger en personne les préparatifs maritimes.

Son plan était de transporter en Angleterre cent cinquante mille hommes avec dix ou quinze mille chevaux et trois ou quatre cents bouches à feu attelées. Il voulait pour cela construire une flottille de transports, capable de traverser le détroit sans le secours d'une escadre auxiliaire. La difficulté était de donner à ces transports une forme convenable. On s'arreta à l'idée de bateaux plats ayant peu de tirant d'eau et pouvant s'échouer. Ces bateaux, tous armes d'artillerie, et faits pour marcher à la voile et à la rame, étaient de trois grandeurs différentes; on les désignait sous les noms de chaloupes canonnieres, bateaux canonniers et péniches. Ils devaient s'élever au nombre de douze à quinze cents, et pouvoir former une ligne de feux suffisante pour combattre une escadre. On calculait

qu'ils transporteraient cent vingt mille hommes, que les escadres de Brest et du Texel transporteraient le reste, et que mille gros batiments de cabotage achetés ou fabriqués exprès porteraient le matériel.

La principale difficulté consistait à débarquer les cent cinquante mille hommes d'un coup. Car la flottille était trop nombreuse pour appareiller en une seule marée, en supposant, chose nécessaire, qu'on jouit d'un calme continu, et que les courants du détroit, agissant de diverse manière sur des bâtiments de type différent, n'en entraînassent pas un certain nombre à la dérive. On devait craindre encore le désordre de la marche, celui du débarquement, le pêle-mêle résultant d'encombrements inévitables. Aussi la plupart des amiraux n'avaient ils dans le succes qu'une confiance restreinte. Decrès, le ministre de la marine, en doutait. Mais Bonaparte voulait qu'on fût convaincu comme lui ; il accusait de routine les hommes du métier, et tenait à ce que les marins se fissent courtisans. Bruix en donna l'exemple. Bonaparte croyait d'ailleurs tout possible, parce qu'à la justesse de calcul qui lui faisait apprécier exactement les difficultés, il joignait la volonté effrénée de les vaincre. Il se flattait d'exercer lui-même ses troupes, tant de terre que de mer, à toutes les manœuvres. Il possédait l'ascendant nécessaire pour exalter la confiance de ses soldats. Payant constamment de sa personne, il communiquait son activité fiévreuse à ceux qui l'entouraient. Pendant plusieurs mois il ne cessa de se montrer à Boulogne, y séjournant ou y revenant aussitôt s'il s'en éloignait, tantôt au petit chateau du Pont-de-Briques, tantôt dans une baraque établie pour lui sur la dune, à côté de celle de l'amiral Bruix.

Sa confiance parut toujours sans limites. L'était-elle bien en réalité? Peut-être se disait-il qu'après tout ces armements auraient pour effet de tenir l'Angleterre dans des transes continuelles, de l'obliger à des mesures de défense ruineuses ; que pendant ce temps ses troupes s'exerceraient et demeureraient en haleine. Il songea un instant à modifier son plan et à opérer une descente en Irlande. Mais les réfugiés irlandais qui lui parlaient de soulever leur île étaient des aventuriers. S'il accueillit leurs ouvertures, ce fut surtout pour donner le change aux Anglais sur son véritable but.

Il faisait travailler dans tous les ports sous la direction des ingénieurs de la marine Forfait et Sganzin, s'occupant lui-

même de chaque détail, des moyens de se procurer des bois, des fers, des chanvres, des ouvriers. Il fit faire en sa présence d'immenses ouvrages pour agrandir le port de Boulogne, où il se proposait de concentrer ses forces, pour y créer un bassin, des quais, des chantiers, des magasins, des casernes, des hôpitaux. Il fit construire encore des ports et des abris à Étaples, à Wimereux et à Ambleteuse. Pour protéger ces travaux, des forts furent élevés sur la côte, indépendamment d'une ligne de canons et de mortiers garnissant toute la falaise. Des batteries sous-marines empêchèrent aussi les Anglais de les troubler. On eut ainsi ce que Marmont appelle une côte de fer et de bronze. Quelques essais de concentration des différentes parties de la flottille furent tentés et réussirent suffisamment, malgré les efforts contraires de l'ennemi.

Bonaparte voulut que son armée s'appelât la *grande armée d'Angleterre*. Elle comprenait six corps répartis en six camps, en Hollande, à Gand, à Saint-Omer, à Compiègne, à Saint-Malo et à Bayonne. Les principaux commandants en chef étaient Soult, Davout, Ney et Augereau. Marmont était chargé de l'artillerie.

Les journaux retentissaient de déclamations contre la politique mercantile de la *farouche et perfide Albion*. Bonaparte autorisait ce style et ces injures, en représailles des discours du Parlement, où il n'avait jamais été si peu ménagé. Il obtint l'effet qu'il cherchait, parce qu'on était très-ignorant en France des choses du dehors, et qu'une longue guerre y avait enraciné l'esprit et les préjugés les plus hostiles contre les Anglais.

L'Angleterre n'envisagea pas la lutte avec moins de résolution. Pitt, tout en refusant d'entrer dans le ministère Addington, le soutint avec la vigueur habituelle de son éloquence. Récapitulant fortement tous les griefs qu'on avait contre Bonaparte, il engagea le pays à des efforts et à des sacrifices devant surpasser tous ceux qu'il avait faits déjà (23 mai). Fox lui-même borna ses critiques à la conduite des négociations. Il soutint que le tort était d'avoir fait de Malte la question principale ; que mieux eût valu s'ériger carrément en protecteurs des petits États menacés ou violentés par la France.

La nation s'associa sans réserve aux vœux exprimés par les ministres et les chefs du Parlement. Car, formée par les débats parlementaires, elle savait penser et agir. L'initiative privée y était puissante, sous le souffle de l'esprit public. On augmenta

le nombre des matelots et celui des vaisseaux ou des bâtiments de tout rang pour garder les côtes britanniques et bloquer les ports de France. Un emprunt et une augmentation d'impôts destinés à subvenir à ces dépenses parurent des charges sinon légères, du moins supportables. Addington proposa aussi d'augmenter l'armée de terre, trop peu considérable, en créant une armée de réserve. On discuta longuement la constitution et les détails de cette armée de réserve; mais les volontaires affluèrent. Tous ceux à qui leur âge le permettait tinrent à honneur de se faire inscrire; la résistance étant nationale et populaire, chacun s'exerça au métier des armes, moins par l'effet d'un enthousiasme passager que par une volonté réfléchie. Tout en surveillant avec inquiétude les préparatifs de Boulogne, les Anglais doutaient qu'ils pussent aboutir. Tantôt ils y voyaient une feinte destinée à masquer d'autres projets, tantôt ils s'imaginaient, sans pourtant y compter beaucoup, que les puissances du continent feraient diversion et attireraient sur elles les armes françaises. Ils mirent d'ailleurs en mouvement tous leurs vaisseaux. Ils bloquèrent les ports de France et d'Espagne. Ils lancèrent des bombes sur Granville, Dieppe, Fécamp, Saint-Valery, Boulogne et Calais. En Amérique, ils s'emparèrent sans résistance des îles de Sainte-Lucie, Tabago, Saint-Pierre et Miquelon, et des établissements hollandais de la Guyane.

VII. — Les sessions du Corps législatif n'offraient plus d'intérêt politique. Bonaparte aimait à répéter que l'unique mission de la législature était de consentir l'impôt et de voter les lois civiles. Il se réservait de régler lui-même ou de faire régler par des sénatus-consultes tout ce qui touchait à la politique, à la haute administration ou à la police.

Cependant le Corps législatif, réduit à cette sphère d'action limitée, eut encore en 1803 et 1804 deux laborieuses sessions.

En 1803, il vota la loi qui institua des chambres consultatives de *manufactures, fabriques, arts et métiers* dans les grandes villes, et un conseil général à Paris. Ces chambres, composées d'hommes spéciaux et expérimentés, devaient fournir des renseignements à l'État, et faire pour les métiers et les ouvriers les règlements rendus nécessaires par l'abolition des corporations.

Une loi accordant à la banque un privilége exclusif de quinze ans pour émettre des billets.

La loi des prisons.

Une loi hâtant l'appel de la conscription, en raison des prévisions de guerre. On se conformait encore aux règles établies, mais ce devait être la dernière fois; depuis lors, les levées d'hommes n'eurent plus de règle ni de limites. Bonaparte soumit aussi au Corps législatif la fondation de colonies militaires sur plusieurs points du Piémont, et à Pontivy, au cœur de la Bretagne.

Enfin le grand ouvrage de la session fut le Code civil, dont on adopta onze titres. Le Premier Consul continua de prendre part aux discussions, moins toutefois qu'il n'avait fait précédemment. Le débat ne se passionna que sur le titre du Divorce, qui rencontra une opposition très-forte et ne fut adopté qu'entouré de restrictions.

Bonaparte réduisit ensuite l'importance du Corps législatif en lui interdisantde faire des rapports sur les projets de lois présentés, et son initiative en s'attribuant la nomination du président. La session de 1804 s'ouvrit dans ces conditions nouvelles sous la présidence de Fontanes. Vingt-quatre nouveaux titres du Code furent votés, et le Code entier promulgué le 20 mars (30 ventôse).

On vota encore dans cette session une loi qui établissait des séminaires métropolitains, une loi sur les écoles de droit, le rétablissement des avoués et des avocats dans leurs fonctions, peu judicieusement supprimées par la révolution; enfin des lois de finances.

La Constituante avait mis les budgets en déficit permanent, en commettant la faute énorme de supprimer les contributions indirectes. On s'était bien efforcé, surtout depuis le Directoire, de les rétablir partiellement; car on était revenu à des idées plus justes; on sentait que les impôts portant sur certaines consommations sont les plus productifs, les plus faciles à payer, plus équitables souvent que ceux qui atteignent la production et fort capables de s'allier avec la prospérité d'un pays. En 1803, une loi autorisa la ville de Paris à établir un octroi pour remplacer une contribution mobilière et somptuaire. En 1804, tous les impôts indirects ayant été successivement rétablis, à l'exception de celui du sel, on les confondit dans une administration commune sous le titre de *Droits réunis;* on augmenta même le tabac et les boissons. La direction générale de ces droits réunis fut confiée à Français de Nantes.

Le ministère de l'intérieur s'attribua le règlement de la plu-

part des affaires communales, entre autres celui des budgets communaux de plus de vingt mille francs. Le gouvernement tendait si bien à concentrer tous les pouvoirs qu'on forma le projet de réduire le nombre des municipalités, pour avoir moins d'hommes s'occupant des affaires publiques. On se proposa aussi de concentrer l'action judiciaire et de remanier le jury. Le grand juge exerça un droit de censure contre un tribunal, celui de Montbrison [1]. Partout on sentait de plus en plus la main du maître qui ramenait tout à lui.

Le rétablissement de l'Académie française, désiré par plusieurs de ses anciens membres, était appuyé fortement par Lucien et Élisa Bonaparte, qui cherchaient à grouper dans leurs salons les restes de la société littéraire d'autrefois. Cambacérès combattit cette idée; il représenta que ces académiciens, les Morellet, les Delille, les Suard, allaient ramener l'esprit de l'ancien régime, et que ce serait désorganiser l'Institut, c'est-à-dire détruire la constitution que la Révolution avait donnée aux académies. Le Premier Consul imagina d'apporter au système de l'Institut une nouvelle modification, d'y supprimer la classe des sciences morales et politiques qui lui faisait ombrage, et de la remplacer par une classe de la langue et de la littérature française, dans laquelle on ferait rentrer quelques-uns seulement des anciens académiciens.

VIII. — Un parti d'émigrés réfugiés à Londres s'imaginait que Bonaparte, en faisant ou en préparant la contre-révolution, frayait la voie au rétablissement des Bourbons. L'opinion des Anglais les encourageait; car Pitt et les principaux orateurs du Parlement, tout en reconnaissant qu'une restauration des Bourbons pouvait être éloignée, et en se défendant de vouloir l'entreprendre, encore moins l'imposer à la France, n'hésitaient pas à déclarer que la stabilité de l'Europe était à ce prix.

La guerre raviva les espérances des émigrés de Londres. Ils se dirent que le Premier Consul allait se perdre, que l'ordre intérieur qu'il se vantait d'avoir pu seul rétablir allait être compromis; que ses ennemis secrets, comme Moreau, Bernadotte, Carnot, la Fayette, dont ils s'exagéraient complaisamment l'hostilité, allaient devenir le point de mire des mécontents.

[1] Thibaudeau, *Histoire du Consulat*, t. III, ch. xxxvi.

Louis XVIII, établi à Varsovie, n'était pour rien dans ces menées de ses partisans. Il s'était contenté de refuser noblement une indemnité pécuniaire que Bonaparte lui fit offrir par l'intermédiaire de la Prusse, pour prix d'une renonciation à la couronne. Mais le comte d'Artois, toujours léger et ardent, vivait à Londres au milieu des émigrés, et se mêlait activement à leurs cabales. Bonaparte surveillait avec une inquiétude attentive les témoignagnes de sympathie qui étaient donnés aux Bourbons, soit en France, soit au dehors. « Si les royalistes, disait-il, se montraient trop à découvert, il faudrait bien frapper dessus [1]. » Toute personne dont les opinions ou les correspondances lui causaient un ombrage quelconque était éloignée de Paris sur un ordre simple, et au besoin exilée. Il avait l'œil ouvert sur les ambassadeurs étrangers, de peur qu'ils ne prêtassent leur entremise aux complots des émigrés du dehors. Il eut la pensée de faire une loi portant que si ces émigrés servaient avec des troupes étrangeres, la propriété de leurs biens serait dévolue à leurs héritiers ; toutefois, il y renonça devant les remontrances de Tronchet et de Cambacérès.

Les émigrés de Londres formèrent un projet hardi et encore plus aventureux. Ils comploterent d'enlever le Premier Consul par un coup de main pendant qu'il se rendrait en voiture à Saint-Cloud ou à la Malmaison. George Cadoudal se chargea de l'exécution, à condition d'être assisté par deux des princes. On espérait gagner Moreau, et par son moyen avoir l'armée. Pichegru devait servir d'intermédiaire auprès du vainqueur de Hohenlinden.

Au mois d'août 1803, George débarqua en Normandie par la falaise de Biville. Des affidés l'y attendaient. Grâce à des intelligences établies sur la route, il atteignit Paris, s'y glissa et y demeura caché plusieurs mois, observant et enrôlant quelques chouans en secret. Moreau fut sondé par des intrigants, entre autres par le général Lajolais, un de ses anciens officiers. Il vivait alors à la campagne près de Paris, frondant sans réserve et sans beaucoup d'habileté le Premier Consul, qui ne l'avait pas ménagé. Il ne se livra pas, mais se laissa compromettre par Lajolais, et celui-ci trompa les royalistes en exagérant les espérances qu'ils devaient fonder sur lui.

Le 16 janvier 1804, Pichegru, MM. de Rivière et de Poli-

[1] Thibaudeau *Histoire de l'Empire*, t. II, p. 384

gnac pénétrèrent en France par la falaise de Biville. Le 20, Pichegru s'aboucha de nuit avec Moreau sur le boulevard de la Madeleine; George était présent. Moreau, républicain par conviction, et parce que le maintien de la république pouvait servir son ambition personnelle, se déclara prêt à soutenir les hommes qui renverseraient le Premier Consul, mais refusa de travailler au rétablissement des Bourbons, ajoutant que les amis qu'il avait dans le Sénat et dans l'armée ne s'y prêteraient pas. Pichegru lui représenta inutilement qu'apres Bonaparte il n'y aurait de possible en France que les Bourbons.

Bonaparte conçut des soupçons. Une certaine agitation régnait dans la Vendée. Il entretenait partout, et à Londres même, des agents tels que l'infame Méhée, qui, non contents de surprendre aux émigrés leurs secrets, cherchaient encore à leur tendre des piéges. La présence de George à Paris fut découverte au mois de février. On arrêta son domestique et un de ses officiers, Bouvet du Lozier, qui révéla l'entrevue avec Moreau, accusant d'ailleurs ce dernier de détruire les espérances des royalistes.

Bonaparte fit arrêter Moreau sur-le-champ, le 15 février, au moment où, revenant de sa campagne, il rentrait à Paris par le pont de Charenton. Son projet, disait-il, était non de le punir, mais de le confondre. S'il eût hésité, on eût prétendu qu'il le redoutait. Il voyait en lui un rival jaloux de sa grandeur, et il voulait le convaincre d'impuissance. Il le traduisit devant le tribunal de la Seine, c'est-à-dire devant la juridiction ordinaire; mais comme la loi lui donnait la faculté de suspendre le jury, il s'en servit. Les fonctions du jury furent déclarées par un sénatus-consulte suspendues pendant deux ans pour le jugement des crimes de trahison et des attentats contre la personne du Premier Consul. Un message, contenant un rapport du grand juge Régnier, fut adressé aux grands corps de l État.

L'émoi fut général. Le *Moniteur* se remplit de prières et de mandements des évêques, d'adresses des autorités civiles et militaires contre des conspirateurs et des assassins pactisant avec les Anglais. Tel était le déchaînement des esprits contre l'Angleterre, que les hommes les plus éclairés, comme Thibaudeau, la croyaient capable de payer un assassinat. D'un autre côté, le frère de Moreau, qui faisait partie du Tribunat, protesta et réclama pour lui la juridiction ordinaire. Le public se partagea. Pendant que les uns s'indignaient, d'autres crurent

à une invention de la police, à une *conspiration contre Moreau*. On éleva des doutes sur la réalité d'un complot qui n'était rien moins que prouvé. On se demanda si Bonaparte ne pourrait pas avec ce système arrêter tous les hommes dont il serait jaloux. On se demanda encore où étaient George et Pichegru; car on n'avait arrêté jusque-là que Lajolais et des intrigants subalternes.

Ces rumeurs accrurent l'irritation du Premier Consul. Les chouans arrêtés ayant révélé la présence de MM. de Polignac et de Rivière à Paris, où ils attendaient la venue d'un prince, Bonaparte annonça que le premier prince qui lui tomberait sous la main serait fusillé. Il envoya un homme d'action et prêt à tout, le colonel Savary, garder avec des gendarmes d'élite la falaise de Biville. Pendant ce temps. Régnier interrogeait Moreau dans sa prison avec toutes les formes. On voulait obtenir de lui des aveux; Bonaparte l'eût alors humilié par sa clémence. Il n'avoua rien.

Une loi spéciale menaça de la mort ou des fers quiconque recélerait George et ses complices, ou simplement ne les dénoncerait pas. Paris fut fermé pendant plusieurs jours, avec défense expresse à qui que ce fût d'en sortir, comme en l'année 92, de triste mémoire. A la fin, Pichegru fut vendu à la police par un officier qui avait servi sous lui. Il fut saisi et enfermé au Temple. On découvrit aussi MM. de Rivière, Armand et Jules de Polignac. George, traqué partout, fut arrêté le dernier, le 9 mars. Il tenait deux pistolets avec lesquels il tua un agent et en blessa un autre. Interrogé ainsi que Rivière, il avoua avoir formé le projet d'attaquer le Premier Consul, mais tous les deux nièrent avoir eu d'autre idée que celle d'un loyal combat.

Évidemment les royalistes étaient venus étudier le terrain; mais ils le trouvaient peu sûr, et leur plan était puéril. Bonaparte n'en déclara pas moins à son entourage sa résolution arrêtée de fusiller un prince. Cambacérès et Lebrun effrayés se turent. Fouché approuva la nécessité d'un exemple.

Savary n'ayant vu débarquer personne à la falaise de Biville, où l'on attendait le duc de Berry, fils du comte d'Artois, Bonaparte s'imagina que le prince attendu pouvait être le duc d'Enghien, fils du prince de Condé, qui séjournait alors à Ettenheim, dans le grand-duché de Bade, à quelques lieues de Strasbourg. Il se forgea dans la tête tout un système d'intelli-

gences et de machinations du jeune prince avec les royalistes et les cabinets étrangers. Il réunit son conseil, et lui annonça qu'il allait faire enlever le duc d'Enghien avec ses papiers et ses complices. Les deux autres consuls combattirent vivement cette pensée. Il les écouta avec calme, mais il persista et soutint qu'il ne voulait pas se faire tuer sans se défendre. « Suis-je donc, dit-il au conseiller Réal, chargé de suivre l'instruction du procès de George, suis-je donc un chien qu'on peut assommer dans la rue, tandis que mes meurtriers sont des têtes sacrées? On m'attaque au corps : je rendrai guerre pour guerre. »

Le général Ordener passa la frontière avec trois cents dragons, surprit le duc d'Enghien le 15 mars, l'arrêta et l'amena dans la citadelle de Strasbourg, pendant que le général Caulaincourt, posté à peu de distance avec un autre détachement, surveillait les troupes badoises, donnait au duc de Bade de prétendues explications, et lui déclarait qu'on n'avait pu souffrir un rassemblement d'émigrés si voisin de la France. On s'était figuré, d'après les rapports d'agents de police envoyés exprès, que d'Enghien avait près de lui Dumouriez et possédait des papiers importants. On ne trouva rien.

Bonaparte fut déçu, mais il ne voulut pas relâcher son prisonnier : c'eût été publier son erreur. Il dit que le duc d'Enghien ne pouvait être venu là sans but, qu'il excitait à la guerre civile ; que les royalistes devaient être terrifiés. Il ordonna de l'amener à Paris. Le 20, on lui annonça son arrivée. Sourd aux prières de Murat qui commandait la division, il donna l'ordre de faire comparaître le prince à Vincennes devant un conseil de guerre présidé par le colonel Hullin, et s'il était condamné, de l'exécuter sur-le-champ. Cette dernière mission fut confiée au colonel Savary. Le conseil de guerre s'assembla dans la nuit même. Le duc avoua qu'il portait les armes contre la France, mais nia qu'il eût pris part à aucun complot. Il n'eut point de défenseur. Le conseil le déclara coupable sur six chefs, comme ayant porté les armes contre la France, offert ses services au gouvernement anglais, conspiré avec ses agents, formé un rassemblement d'émigrés sur la frontière, pratiqué des intelligences dans la place de Strasbourg, et participé au complot des émigrés contre la vie du Premier Consul. Sur ces six articles, les deux derniers au moins étaient faux. Les juges ajoutèrent que l'arrêt et le prisonnier seraient envoyés à Bonaparte. D'Enghien demanda à être conduit immédiatement en sa présence.

Quatre heures après, Savary parut avec des grenadiers. Le malheureux prince fut fusillé à la lueur d'une lanterne dans un des fossés du château.

Sa condamnation fut une violation odieuse du droit des gens. On l'accusait de conspiration ; on n'en possédait aucunes preuves. Il était émigré et il avait servi dans les armées étrangeres; mais il n'était pas rentré sur le sol français, et il n'avait pas été pris les armes à la main. Il périssait victime d'un guet-apens. Fût-il tombé sous le coup d'une loi qu'on n'appliquait plus aux autres émigrés, il eût encore été douteux que cette loi pût s'appliquer à lui, puisqu'il portait les armes pour sa maison.

Bonaparte, qui s'était enfermé à la Malmaison depuis quelques jours, y resta impassible, malgré les pleurs de Joséphine, le désespoir de Caulaincourt et la gêne des assistants. Sachant que dans son entourage même les plus timides l'accusaient de n'avoir pas mis au jugement les formes et les délais voulus, il alla au conseil d'État, et dit que s'il n'avait pas fait exécuter d'Enghien publiquement, c'était pour empêcher les partisans des Bourbons de faire un éclat et de se perdre; qu'il voulait punir les individus, non proscrire en masse [1].

Il dit encore qu'il n'avait eu qu'un seul but, celui de sauver la France; mais la France, c'était lui. Plus tard, et à bien des reprises, il revint sur cet acte sanglant, tantôt pour en rejeter la responsabilité sur des agents qui l'avaient mal compris ou mal servi, tantôt pour la faire retomber sur les conspirateurs qui avaient perdu le malheureux d'Enghien, tantôt aussi pour la revendiquer franchement; car il sentait la faiblesse de ces justifications prétendues. Il disait alors, comme à Sainte-Hélène : « Dans une circonstance semblable j'agirais encore de même. » Car, à l'exemple des régicides de 93, il avait voulu mettre entre les Bourbons et lui le sang d'un prince Et du premier coup il avait dépassé les meurtriers de Louis XVI. Le nouveau crime avait été précédé d'un guet-apens medité, calculé de sang-froid, et accompli secretement dans les ténèbres. C'était un défi sanglant jeté à l'humanité, à l'Europe, et même à la France, par celui qui, maître d'elle et prétendant la reconstituer, lui devait, ainsi qu'on l'a dit, l'exemple du respect des lois éternelles de la justice [2].

Tout crime est une faute. Celui-là eut dans l'Europe un dou-

[1] Thibaudeau, *Histoire de l'Empire*, t. III. — [2] Arm. Lefebvre, t. I.

loureux et périlleux retentissement. Pitt dit que Bonaparte se faisait plus de mal que ne lui en avaient fait les Anglais. On donna une raison d'hostilité aux cours qui hésitaient, un prétexte fâcheux à celles dont l'hostilité était déjà déclarée.

En Prusse, où la noblesse et l'armée étaient contre nous, Frédéric-Guillaume, jusque-là froid et réservé, se tourna tout à fait du côté de la Russie. Renonçant à l'idée de défendre la neutralité de l'Allemagne, idée que d'ailleurs il ne pouvait faire accueillir à Paris, il conclut avec Alexandre une convention secrète pour le cas où la France augmenterait ses troupes dans le Hanovre, ou violerait de nouveau un territoire germanique.

Alexandre ne s'en tint pas là. Il prit le deuil, et, en sa qualité de garant des droits de l'Allemagne, il demanda des explications sur la violation du territoire badois. Il adressa sur ce sujet une double note, à la Diète et à la France.

L'Autriche dissimula. Elle avait encore besoin de la paix pour achever de refaire son armée et de préparer les moyens d'une revanche. Elle n'avait pas achevé non plus de réorganiser les cercles et de fixer les droits de la noblesse immédiate, ce qui était pour elle d'un intérêt vital, parce que cette noblesse fournissait des officiers à son armée. Mais Bonaparte ne put se tromper sur son silence. Il conclut de l'attitude des cours étrangères, que, si elles traitaient ou négociaient avec lui, elles lui préféreraient toujours la race légitime, les Bourbons. Dès lors il ne ménagea rien. Il parla haut à l'Autriche, et il répondit à la Russie par une allusion sanglante à l'assassinat de Paul Ier, au risque de provoquer une guerre prochaine.

Il voulait mettre aussi l'Angleterre dans son tort. Trois résidents anglais dans les petites cours de l'Allemagne, entre autres Drake, ministre à Munich, correspondaient avec les mécontents de l'intérieur de la France, et leur faisaient passer de l'argent. Bonaparte envoya des hommes de police qui les trompèrent; il se procura une partie de leur correspondance, et la déféra au Sénat. Ces trois ministres furent chassés des cours d'Allemagne pour avoir, comme le dit Talleyrand dans une circulaire adressée à l'Europe, *prostitué* leur caractère diplomatique. On insinua qu'ils avaient comploté l'assassinat du Premier Consul. Hawkesbury repoussa cette insinuation et la qualifia de manœuvre pour détourner l'attention de l'Europe du meurtre du duc d'Enghien. Sans se prononcer sur la conduite personnelle des ministres incriminés, il maintint que tout

gouvernement avait le droit de tirer parti des mécontentements existants contre un pays avec lequel il était en guerre, et que Bonaparte n'agissait pas autrement.

IX. — Le complot de George donna l'occasion de dire que la vie du Premier Consul étant en danger, il fallait assurer la transmission et la perpétuité du pouvoir. Les hommes publics, les préfets, les généraux, tous ceux qui cherchaient à plaire, répétèrent à l'envi que le moment était venu de reconstituer la monarchie. La prétendue conjuration du duc d'Enghien fut même exploitée de façon que les adversaires de Bonaparte y purent signaler un calcul.

Les esprits étaient préparés à ce rétablissement. Car la question avait été déjà fort agitée en 1802, et depuis, Bonaparte s'était de plus en plus entouré d'une pompe souveraine. La flatterie à son égard était devenue de l'adulation. C'était à qui se *prosternerait à ses pieds*. A Saint-Cloud, il avait, à l'exemple des anciens rois, ses messes, ses audiences, ses réceptions, où commençaient à se grouper les représentants des aristocraties étrangères, où une foule obséquieuse se pressait et l'écoutait comme un oracle. La cour se modelait sur celle d'autrefois; il n'y avait de changé que sa composition; le cérémonial ancien se rétablissait, non sans étonner certains personnages qui murmuraient de voir aboutir là les proclamations révolutionnaires d'Italie et celles de fructidor. En 1804, les complaisants répétèrent que le gouvernement était une dictature provisoire; qu'il fallait la convertir en une monarchie définitive; que cette monarchie, constituée avec une quatrième dynastie, tuerait les espérances des Bourbons et de leurs partisans; qu'elle achèverait de faire disparaître le parti ruiné des Jacobins; qu'elle fermerait l'ère révolutionnaire en conservant l'égalité civile et les conquêtes de 89; qu'elle ferait rentrer la France dans la tradition, et lui assurerait la fixité, la stabilité nécessaires; qu'elle était sous ce rapport bien plus dans l'intérêt de la France que dans celui des Bonaparte; que le pays, monarchique dans le fond, voulait à sa tête un souverain héréditaire. Quelques-uns ajoutèrent qu'une monarchie pourrait seule prendre des formes régulières et s'arranger d'institutions libres, plus ou moins incompatibles avec un gouvernement provisoire.

Fouché fut un de ceux qui pressèrent le plus Bonaparte de prendre la couronne, et de se faire proclamer *empereur*. On

provoqua l'expression du vœu public sous toutes les formes, entre autres des adresses des colléges électoraux et des conseils municipaux des grandes villes. Des pétitions furent répandues dans l'armée et les signatures sollicitées directement.

Cambacérès consulté exprima un avis contraire. Il représenta qu'on s'exposait à irriter à la fois les républicains et les royalistes; qu'on serait conduit à rétablir forcément la plus grande partie de l'ancien régime; que ce serait préparer le retour des Bourbons; que Bonaparte possédait déjà tous les pouvoirs nécessaires et n'en acquerrait pas de nouveaux. Il s'effrayait de la pente sur laquelle on se laissait entraîner, et il prévoyait sans le dire des ambitions qui seraient des folies. Il insista sur les difficultés extérieures qu'on allait soulever. Car Bonaparte, Premier Consul, ou pour mieux dire Dictateur, faisait la loi à l'Europe. La ferait-il mieux quand, devenu monarque, il aurait à faire accepter une nouvelle dynastie?

Mais Bonaparte avait sa résolution arrêtée. Il répondit à ces objections que la France voulait un roi; que s'il n'était pas, lui, ce roi ou cet empereur, elle prendrait un Bourbon, c'est-à-dire qu'elle se jetterait sans réserve dans la contre-révolution; que d'ailleurs un mouvement prononcé d'opinions se déclarait, et qu'il ne fallait pas laisser prendre l'initiative aux soldats; il disait : aux prétoriens. Ce dernier argument fut employé auprès des sénateurs pour les décider à agir les premiers.

On sonda les puissances étrangeres. Elles firent des réponses vagues, mais nullement improbatives. La Prusse, la Russie même, virent avec une certaine faveur la fin de la république. François II promit de reconnaître le nouvel empire, à condition qu'il serait lui-même reconnu comme *Empereur héréditaire en Autriche,* ce qui devait rendre le titre impérial de sa maison indépendant du choix des électeurs.

Le Sénat, fortement sollicité par Fouché, prit les devants. Le 27 mars, en félicitant Bonaparte d'avoir échappé au complot de l'Anglais Drake, il représenta la nécessité d'un pouvoir héréditaire. Bonaparte différa sa réponse de quelques jours : il voulait que le conseil d'État et le Tribunat s'associassent à cette démarche, le dernier par une délibération publique. Le Corps législatif, n'étant pas en session, ne fut pas consulté. Le conseil d'État, saisi de la question dans une délibération privée et nullement officielle, approuva, pas unanimement toutefois. Pendant que Regnaud de Saint-Jean d'Angely représentait la

nécessité d'éviter les orages des élections avec leur cortége de divisions intestines et d'interventions étrangères, et celle de mettre le gouvernement de la France en harmonie avec les autres gouvernements de l'Europe, Berlier, Merlin, Thibaudeau, combattirent le retour à la monarchie comme un pas en arrière, contraire au but de la Révolution, et demandèrent au moins des institutions propres à garantir les lois et les libertés publiques. Au Tribunat, le 3 mai, Curée développa le thème qu'il fallait consolider la Révolution en revenant à la monarchie, et fit un long réquisitoire contre les Bourbons, pour montrer que la monarchie ne devait pas être rétablie à leur profit. Carnot parla et vota seul dans le sens contraire. Il dit qu'il avait jusque-là prêté à Bonaparte un appui sincère, et qu'il ne pourrait désormais le lui continuer sans mentir à ses convictions. Toute la discussion se borna là. L'assemblée se hâta d'exprimer le vœu que Napoléon fût empereur, que l'empire fût héréditaire; que l'égalité, la liberté et les droits du peuple fussent conservés. Le lendemain, le Sénat se prononça à la presque unanimité; il y eut trois opposants, dont deux connus, Grégoire et Lambrechts. Sieyès et Lanjuinais étaient absents.

La manière dont le Tribunat et le Sénat rédigèrent leurs vœux est fort remarquable. Le Tribunat rappela qu'en 1789, au moment où la volonté nationale s'était manifestée avec le plus de liberté, le vœu général s'était prononcé pour l'unité individuelle dans le pouvoir et pour son hérédité. Le Sénat s'exprimait ainsi : « Les Français ont conquis la liberté; ils veulent conserver leur conquête; ils veulent le repos après la victoire. Ce repos glorieux, ils le devront au gouvernement héréditaire d'un seul, qui, élevé au-dessus de tous, défende la liberté publique, maintienne l'égalité, et baisse ses faisceaux devant la souveraineté du peuple qui l'aura proclamé. C'est ce gouvernement que voulait se donner la nation française dans ces beaux jours de 89, dont le souvenir sera cher à jamais aux enfants de la patrie, et où l'expérience des siècles et la raison des hommes d'État inspiraient les représentants que la nation avait choisis. » Le Sénat voyait donc ou affectait de voir dans ce gouvernement une double garantie contre *une anarchie sanglante* ou *une tyrannie audacieuse qui se croirait absoute par la force.* « Il faut, ajoutait-il, que la liberté et l'égalité soient sacrées, que le pacte social ne puisse pas être violé, que la

souveraineté du peuple ne soit jamais méconnue, et que la nation ne soit jamais forcée de ressaisir sa puissance et de venger sa majesté outragée. »

Un message fut adressé au Premier Consul. Il nomma une commission composée des ministres et de plusieurs grands personnages, qui convinrent que l'Empire serait héréditaire de mâle en mâle ; que l'Empereur aurait la faculté d'adopter un successeur ou de transmettre son pouvoir en ligne collatérale à ses frères Joseph et Louis et à leurs descendants ; qu'il exercerait une autorité absolue sur tous les princes de sa famille ; qu'il jouirait d'une liste civile de vingt-cinq millions outre les palais royaux, c'est-à-dire de celle qui avait été fixée par la loi de 91, et qu'une dotation d'un million serait affectée à chacun des princes, conformément à la loi de 90. Lucien et Jérôme furent privés de l'hérédité pour avoir contracté des mariages peu en rapport avec leur rang, et sans autorisation du chef de leur maison.

En relevant le trône, Bonaparte voulut s'entourer de grands dignitaires. Talleyrand imagina l'en créer six : un grand électeur, qui fut Joseph ; un archichancelier d'Empire pour la justice, ce fut Cambacérès ; un archichancelier d'État pour la diplomatie ; un architrésorier, ce fut Lebrun ; un connétable, Louis, et un grand amiral. Les deux places auxquelles il ne fut pas pourvu immédiatement demeurèrent réservées, celle d'archichancelier d'Etat pour Eugène Beauharnais, celle de grand amiral pour Murat, tous les deux alliés de la famille impériale. Ces grands dignitaires n'exerçaient aucunes fonctions déterminées. Ils étaient irresponsables et inamovibles. Ils formaient avec l'Empereur le grand conseil de l'Empire Si la race régnante s'éteignait, ils élisaient le nouveau souverain ; dans le cas d'une minorité, ils devenaient conseil de régence. Ils jouissaient chacun d'une dotation fixée au tiers d'un million.

Ces créations, empruntées aux traditions de l'Empire germanique plus encore qu'à celles de l'ancienne royauté, avaient le tort d'être aussi inutiles que fastueuses. Elles ne servirent qu'à assurer aux deux consuls et aux frères ou parents de l'Empereur des rangs marqués près du trône. Le titre de grand électeur donné à Joseph était ridicule ; le choix de Louis pour connétable l'eût été si la connétablie eût eu des attributions ou des pouvoirs réels. Bonaparte eut soin de déclarer que le titre de grand dignitaire et les fonctions de ministre ne pourraient

jamais être réunis. Il écarta ainsi, sauf à la blesser, l'ambition de Talleyrand, qu'il prétendait garder comme ministre, trouvant en lui l'homme qu'il lui fallait, fin et délié, en même temps qu'indifférent et sans caractère.

Il créa encore quatre maréchalats honoraires, qui furent donnés à Kellermann, Lefebvre, Serrurier, Pérignon, et seize maréchalats pour des généraux en activité. Il y nomma immédiatement Jourdan, Berthier, Masséna, Lannes, Ney, Augereau, Brune, Murat, Bessières, Moncey, Mortier, Soult, Davout et Bernadotte, se réservant deux batons dont il disposerait plus tard. Moreau brilla sur cette liste par son absence; celle de Lecourbe, son ami, celle de Gouvion Saint-Cyr et de Macdonald, caractères difficiles ou peu courtisans, furent remarquées. Vinrent ensuite de grands officiers avec les titres de colonels généraux, d'inspecteurs généraux, etc. Les vice-amiraux Bruix et Decrès furent nommés inspecteurs généraux de la marine, et le premier reçut le titre d'amiral.

Puis ce fut le tour des grands officiers civils. On créa des chambellans, des maîtres des cérémonies. Le cardinal Fesch, oncle de Napoléon, devint grand aumônier, Berthier grand veneur, Talleyrand grand chambellan, Caulaincourt grand écuyer, Duroc grand maréchal du palais. Ségur devint grand maître des cérémonies; il fut choisi pour faire revivre les traditions de l'ancienne cour dans la nouvelle. Une foule de charges de cour furent instituées pour la représentation et dotées de gros traitements. L'Impératrice, les *princesses* sœurs de l'Empereur, eurent des dames du palais et des dames d'atour. On fit revivre les titres d'Altesse, d'Excellence, de Monseigneur. La haute société se rua sur ces places. Ce fut une curée. Chacun oubliait les opinions qu'il avait eues, et Bonaparte était le premier à vouloir qu'elles fussent oubliées. Jamais ne fut plus vrai ce que madame de Staël dit de lui, que son habileté consistait à éblouir les masses et à corrompre les individus.

Les officiers civils n'avaient d'ailleurs, comme les dignitaires, que des attributions de cour, sauf la présidence des principaux colléges électoraux.

Fouché, n'ayant pas reçu de titre, fut récompensé de ses services par le ministère de la police, reconstitué en sa faveur. Il s'était fait, dit Norvins, le concierge de la politique intérieure de Napoléon.

La création de l'Empire n'eut guère d'autre effet que d'orga-

niser la cour impériale. Les institutions de gouvernement furent peu modifiées.

Le conseil d'État avait demandé que l'établissement de l'hérédité fût accompagné de toutes les garanties propres à rassurer les amis de la liberté, et il avait rédigé un programme détaillé de ces garanties. Bonaparte l'adopta, mais en le réduisant ; il prit l'engagement de prêter dans les deux ans qui suivraient son avénement un serment ainsi conçu : « Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la République ; de respecter et faire respecter les lois du Concordat et la liberté des cultes, l'égalité des droits, la liberté politique et civile, l'irrévocabilité des ventes de biens nationaux ; de ne lever aucun impôt, de n'établir aucune taxe qu'en vertu de la loi ; de maintenir l'institution de la Légion d'honneur ; de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français. » On se contenta de ces promesses vagues et vaguement formulées. Au fond, les corps de l'État ne se dissimulaient pas que l'Empire était la ruine de ce qui restait d'institutions libérales ; que la France était livrée d'une manière absolue aux Napoléon, avec sa prospérité, sa puissance et sa gloire.

Entraînés sur une pente qu'ils pouvaient déplorer, mais qui leur parut irrésistible, ils ne songèrent plus qu'à faire chacun leurs conditions, se fondant sur cette donnée admise que l'Empire exigeait un nouvel équilibre des forces. Dans les pourparlers qui eurent lieu, car tout se passa en conversations sans caractère officiel, le Sénat demanda pour lui l'hérédité, avec l'initiative des lois, et prétendit que les sénatus-consultes ne fussent plus interprétés par le conseil d'État. Bonaparte repoussa ces prétentions, en alléguant les dangers de l'esprit de corps que l'hérédité perpétuerait, l'inconvénient de réunir des attributions incompatibles, le caractère du Sénat qui était simplement une autorité constituée, non le gardien des libertés publiques. Ce gardien, ajoutait-il, c'est le prince. Il avait déjà imaginé, pour contenter le Sénat, de lui donner cinq millions de dotation, et de créer dans le ressort de chaque cour d'appel une sénatorerie de vingt à vingt-cinq mille francs de rente, avec obligation pour le titulaire d'y résider trois mois par an et de remplir certaines missions de surveillance. Il avait promis de donner ces sénatoreries à l'ancienneté, ce qui ne l'empêcha pas d'en disposer comme il jugeait à propos. Mais il sentit que l'argent ne pouvait suffire à augmenter l'autorité et la considération du

Sénat; il reconnut ou constata lui-même qu'avec l'âge et la vieillesse l'influence de ses membres s'affaiblirait successivement. Il lui donna donc deux attributions nouvelles : deux commissions formées dans son sein furent chargées de recevoir et d'examiner les plaintes qui leur seraient adressées sur la violation de la liberté individuelle et de la liberté de la presse. Par liberté de la presse on n'entendait que celle des livres; car la police ordinaire conservait seule le règlement et la surveillance des journaux, qui ne cessèrent pas d'être traités fort sévèrement.

Les autres corps demandèrent pour leurs membres une élévation des traitements et un mandat d'une plus longue durée. Les conseillers d'État obtinrent d'être nommés à vie après cinq ans d'exercice. Les tribuns obtinrent d'être nommés pour dix ans et de recevoir vingt mille francs au lieu de quinze. Les législateurs obtinrent de pouvoir être réélus indéfiniment. On leur rendit aussi le droit de discuter, du moins en comité secret, leur mutisme absolu devenant ridicule. En revanche, l'Empereur se réserva la nomination de tous les présidents.

Pour éviter les apparences despotiques et pour échapper à l'inconvénient de confier les grands procès politiques à la justice ordinaire ou aux conseils de guerre, inconvénient qui venait d'être manifestement démontré, on créa une haute cour d'environ cent membres, composée par moitié de sénateurs, par moitié de juges de cassation et de membres des grands corps de l'État. Mais cette haute cour ne s'assembla jamais.

Les tribunaux d'appel devinrent des cours impériales, et le tribunal de cassation devint la cour de cassation.

Le 18 mai, le Sénat vota le sénatus-consulte et s'empressa de le porter à Saint-Cloud. Napoléon fut proclamé Empereur des Français. Il répondit aux sénateurs : « J'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation. Je soumets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité. J'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle environnera ma famille. Dans tous les cas, *mon esprit* ne serait plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter l'amour et la confiance de la grande nation. »

Le chancelier du Sénat, accompagné des présidents du Corps législatif et du Tribunat, et suivi d'un nombreux cortége, proclama l'Empire publiquement dans les rues de Paris. Cette proclamation fut accueillie, au dire des contemporains, avec un

étonnement silencieux, mêlé toutefois de l'admiration que Bonaparte inspirait.

Le pays fut consulté, mais après coup. On lui posa une seule question : si la couronne serait héréditaire dans la famille de Napoléon. Il répondit par trois millions cinq cent mille *Oui* inscrits sur les registres des mairies, contre deux mille et quelques *Non*. Au fond, la création de l'Empire changeait si peu, pour le moment du moins, l'ordre existant, que la nation pouvait s'y prêter moitié avec docilité, moitié avec indifférence. Elle s'y attacha ensuite peu à peu, comme à la meilleure des garanties contre le retour de la révolution, dont le souvenir sanglant l'effrayait.

Napoléon n'avait qu'un but. Il voulait être le souverain absolu de la France et l'égal des autres souverains, sinon leur supérieur. Pour colorer son ambition, il disait dans ses conversations avec les membres des grands corps de l'État, conversations destinées à être répétées, que l'Empire seul assurerait l'avenir et consoliderait les conquêtes de 89, la liberté, l'égalité et la gloire. Il oubliait avoir soutenu, en 1802, que la souveraineté du peuple était inaliénable.

Plus tard, à Sainte-Hélène surtout, il est revenu sur la fondation de l'Empire, et il en a donné d'autres raisons. Il a dit qu'il ne pouvait être qu'un Washington couronné; qu'il épurait la révolution; qu'un jour il eût détendu les ressorts du gouvernement; que la France n'était pas mûre pour la liberté et n'avait pas fait son éducation politique; que la liberté, bonne uniquement pour la classe éclairée, ne valait rien dans les temps de crise. Discuter la valeur de ces assertions tardives et intéressées nous entraînerait hors des bornes de cette histoire. Mais étaient-elles vraies? Un gouvernement mieux réglé et mieux pondéré était-il impossible? Madame de Staël avait déjà posé la question. N'eût-il pas empêché des guerres européennes, où la fortune de la France, jouée par un homme, s'abîma? Le pouvoir n'était-il pas assez et trop concentré depuis 1802? Fallait-il aller au delà et constituer une dictature armée, c'est-à-dire un gouvernement de guerre? Était-on sérieusement dans un temps de crise? La crise n'était-elle pas conjurée depuis plusieurs années? Et l'appel à la nécessité n'était-il pas l'excuse trop commode du servilisme qui absout et qui adore l'arbitraire? Napoléon avait devant lui quinze ans de pouvoir. N'était-ce pas assez pour sauver la France, en admettant que la

France eût besoin d'être sauvée? S'agissait-il d'une dictature de circonstance quand on proclamait un Empire héréditaire? Napoléon songeait-il réellement, en 1804, à modifier un jour le gouvernement impérial pour le concilier avec la liberté? N'est-ce pas là une idée qu'il eut après coup? Si quelques hommes, en 1804, se flattèrent de cette espérance qui leur servait de secrète excuse, ne se firent-ils pas une illusion volontaire? Ne devaient-ils pas au moins en ajourner la réalisation à un autre temps et à un autre règne? La prétention de consolider les conquêtes de la révolution était-elle plus juste? Sans parler de ce qui se fit plus tard, les dignités de la cour impériale ne reconstituaient-elles pas l'inégalité au profit des soutiens de la nouvelle dynastie? L'abus des distinctions et du favoritisme n'allait-il pas renaître? N'avait-il pas déjà commencé? Le titre même que prit Napoléon, d'*Empereur par la grâce de Dieu et des constitutions de la République,* n'offrit-il pas la plus étrange confusion d'idées? N'est-il pas plus vrai de dire que de toutes les œuvres de la révolution Napoléon n'en conserva qu'une, et que ce fut lui-même?

X. — Dans le temps où l'on proclamait l'Empire, le procès non terminé de Moreau, de Pichegru et de George Cadoudal tenait la curiosité et la malveillance en éveil. Pichegru, voulant éviter les débats publics, s'étrangla dans la prison avec une cravate. Les autres accusés parurent à l'audience le 28 mai. Moreau s'était décidé à écrire à Bonaparte pour s'excuser de n'avoir pas révélé des propositions qu'il avait dédaignées. Bonaparte répondit que la lettre était trop tardive et que le procès entamé suivrait son cours.

Devant les juges Moreau se défendit avec une certaine force. Aucunes preuves n'existaient contre lui. Il n'était coupable que de mauvais vouloir et d'imprudence. Il attirait alors toute l'attention du public; on oubliait ses coaccusés, car le contraste de son sort avec celui de Bonaparte était saisissant. C'était, disait-on, la lutte entre Cesar et Pompée. Comme le procès était au fond tout politique, et que personne ne s'y trompait, les mécontents ou les opposants prenaient tous son parti, sans s'inquiéter de savoir s'il était coupable ou non. George, dont le rôle était plus net et plus franc, se défendit avec une contenance assurée, avoua qu'il était venu à Paris dans la pensée de former un complot et de préparer les moyens d'exécution, mais il nia qu'il les eût trouvés.

Le 10 juin, le tribunal de la Seine prononça l'arrêt. Vingt accusés, parmi lesquels George, Armand de Polignac et Rivière, furent condamnés à mort. Moreau, Jules de Polignac et deux autres, déclarés coupables de complicité simple, furent condamnés à deux ans de prison. Vingt-deux furent acquittés.

Napoléon ne cacha pas l'irritation qu'il éprouva. Il eût voulu que Moreau fût déclaré coupable du complot, pour le gracier et le couvrir de sa clémence. Il lui remit du moins la seule peine prononcée contre lui, celle de la prison, et le laissa partir pour l'Amérique en vendant les biens qu'il possédait en France.

Joséphine, Murat, intercédèrent pour MM. de Polignac et de Rivière. Napoléon leur fit grâce ainsi qu'à plusieurs autres. George fut exécuté avec onze de ceux qui avaient été condamnés à mort. Il dit, ou plutôt on lui prêta le mot suivant : « Nous avons fait plus que nous ne voulions ; nous venions donner un roi à la France, nous lui donnons un empereur. »

LIVRE CINQUANTE-SIXIÈME.

L'EMPIRE.

PREMIÈRE PARTIE. JUSQU'AU TRAITÉ DE TILSITT. 1804-1807.

I. — Napoléon célébra son avénement par des grâces et des libéralités, suivant l'exemple des rois. Il récompensa Curée et les autres promoteurs de l'Empire. Il reçut des adresses nombreuses, émanant la plupart, il est vrai, de fonctionnaires dépendants de lui ou du clergé qui n'en dépendait guère moins. Enfin, il prit pour emblème l'aigle surmonté de la couronne impériale.

Mais déjà il avait autour de lui des mécontents plus ou moins secrets, comme Talleyrand, déçu dans son ambition, et plusieurs des hommes qui l'avaient servi, doutant de l'avenir de l'Empire et des institutions impériales. Sa famille était très-divisée. Sans parler de Lucien, esprit mobile, emporté, livré aux contradictions, mais alors en disgrâce et retiré à Rome, Joseph et Louis étaient les premiers à se plaindre de la *tyrannie* de leur frère.

Le comte de Lille, Louis XVIII, protesta de Varsovie. Seulement, au lieu de protester contre le rétablissement de la monarchie sous la forme impériale, et de dire à la France que les Bourbons seuls pouvaient lui donner ce que Bonaparte ne leur donnait pas, c'est-à-dire le règne des lois et la réconciliation avec l'Europe, il tint à englober toute la révolution dans l'anathème lancé contre Bonaparte, et à attaquer « tous les actes illégaux commis en France depuis l'ouverture des États généraux, actes qui avaient amené la crise effrayante dans laquelle se trouvaient la France et l'Europe ». C'était donner à Napoléon une raison apparente de se prétendre l'héritier de la révolution, au moment même où il détruisait la plus grande partie de son ouvrage. La protestation de Louis XVIII fut insérée au *Moniteur*, avec le commentaire, au moins fort exagéré, que le

prince déchu se prononçait « contre tout ce qui se faisait et s'était fait en France depuis la réunion des États généraux », et la déclaration que les dynasties disparaissent « quand elles n'ont plus pour elles l'intérêt des peuples qui les fait et la force nationale qui les soutient ».

Toutes les puissances, excepté la Russie, l'Autriche et la Suède, se hâtèrent de reconnaître le gouvernement impérial. Les Bourbons d'Espagne montrèrent un empressement dont Louis XVIII fut blessé. Il renvoya à Charles IV le collier de la Toison d'or.

Dès que Napoléon eut reçu ces reconnaissances, il célébra, le 14 juillet, dans l'église des Invalides, une cérémonie destinée à remplacer l'anniversaire de la prise de la Bastille; il y distribua de ses mains les premiers insignes de la Légion d'honneur. Il partit ensuite pour Boulogne, afin de s'y montrer en empereur aux soldats, et, le 16 août, il y fit à l'armée la même distribution avec non moins d'apparat et de solennité. La mer et les bâtiments destinés à envahir l'Angleterre servaient de décoration naturelle à une scène choisie pour produire de l'effet.

Napoléon inspecta la flottille et le camp. Il avait mis Latouche-Tréville à la tête de la flotte de Toulon, lui avait donné l'ordre de cingler rapidement vers la Manche, d'occuper le détroit par surprise et d'y protéger le passage. Il comptait que cet ordre et le débarquement en Angleterre pourraient s'exécuter au mois de septembre.

Cependant la situation extérieure s'assombrissait. Pitt était redevenu depuis le mois de mai chef du ministère anglais. Il y était rentré parce qu'il se croyait et qu'on le croyait l'homme nécessaire. Il avait accusé Addington de mollesse et soutenu que l'Angleterre devait chercher ses moyens de défense dans l'augmentation de sa marine plus que dans celle de son armée de terre, c'est-à-dire s'attacher à détruire et à dissiper la flotte de Boulogne. Pitt reparaissait dans la lice avec son indomptable énergie, et plus maître de son pays qu'il ne l'avait jamais été, car Georges III venait de retomber dans un de ses accès périodiques de folie. On ne pouvait douter qu'il ne voulût rendre la guerre générale et former avec les puissances du continent une troisième coalition.

La Russie n'avait pas reconnu l'Empire. Son envoyé, d'Oubril, demanda préalablement une réponse formelle sur trois points, l'indemnité du roi de Sardaigne, l'évacuation de Naples

et celle du Hanovre. Talleyrand récrimina sur l'occupation de Corfou par les Russes et sur la protection qu'ils accordaient aux émigrés français ; mis en demeure de se prononcer, il finit par déclarer que l'Empereur était prêt à faire droit aux demandes de la cour de Saint-Pétersbourg, mais seulement le jour où l'Angleterre évacuerait Malte (août). D'Oubril se retira sur-le-champ, et les relations cessèrent avec le czar.

Encouragé par l'exemple d'Alexandre, le roi de Suède, Gustave IV, qui continuait le rôle chevaleresque de Gustave III et se portait pour le champion des Bourbons, refusa de reconnaître l'Empire.

L'Autriche souleva aussi des difficultés. Elle demandait que la diète se prononçât au sujet de la violation du territoire germanique commise lors de l'arrestation du duc d'Enghien. Le duc de Bade, intimidé par la France, déclara qu'il ne se plaignait pas, et reconnut « que la politique avait quelquefois de dures nécessités ». Devant cette déclaration du principal intéressé, la diète garda le silence. L'Autriche s'exécuta et envoya sa reconnaissance, le 3 septembre.

Latouche-Tréville mourut le 20 août, avant d'avoir pu quitter le port de Toulon et tenter d'échapper à la flotte anglaise. Napoléon le remplaça par Villeneuve, mais il dut ajourner la descente en Angleterre au mois de novembre. Prévoyant encore des retards forcés, il résolut de faire de la flottille de Boulogne un établissement fixe, de la diviser en escadrilles et d'en réduire la dépense. Il décida que Villeneuve, avec la flotte de Toulon, et Missiessy, avec l'escadre de Rochefort, iraient menacer les Antilles anglaises, pour attirer les vaisseaux anglais loin de l'Europe, puis reviendraient par une marche rapide se joindre à Gantheaume, qui sortirait de Brest, prendrait le commandement supérieur des flottes réunies, et se porterait sur le Pas-de-Calais pour y protéger le passage de la flottille.

Ces dispositions arrêtées, Napoléon, après avoir pris une part personnelle, le 29 août, à un engagement contre des bâtiments anglais au milieu desquels il lança le canot impérial, quitta Boulogne et alla visiter les provinces rhénanes. Joséphine l'accompagnait, et la cour déployait la pompe ordinaire. A Aix-la-Chapelle, il se fit montrer le tombeau de Charlemagne, auquel les flatteurs ne cessaient de le comparer. Il y reçut l'envoyé autrichien Cobentzel et ceux de plusieurs autres puissances. A Mayence, il fut entouré de princes allemands, qu'il

invita à la cérémonie de son couronnement. Partout où il passa, il rendit des décrets destinés à satisfaire ou à favoriser des intérêts locaux. Il s'occupa surtout d'améliorer les défenses du Rhin et les fortifications des places de guerre. Il rentra le 12 octobre à Saint-Cloud.

II. — Dès la proclamation de l'Empire il avait conçu le projet de se faire sacrer à Paris par le Pape, fait dont l'histoire ne présentait pas d'exemple depuis Pépin le Bref. Le conseil d'État accueillit cette idée avec peu de faveur, craignant qu'on ne donnât des pouvoirs au Pape ou qu'on ne lui en reconnût, ce qui eût servi les prétentions de l'ultramontanisme. Napoléon, las d'avoir à combattre les préventions antireligieuses de ses conseillers ordinaires, Cambacérès, Fouché ou Talleyrand, laissa éclater son impatience. Il dit qu'on se forgeait des chimères, que la présence de la religion était nécessaire au couronnement, et que ce serait un triomphe éclatant pour la France d'obtenir que le chef du catholicisme vînt en personne le sacrer à Paris. Sa volonté était arrêtée; il prétendait que le sacre lui donnât aux yeux des peuples l'apparence ou l'équivalent de la légitimité.

Il avait d'ailleurs pris l'habitude de diriger le clergé à sa volonté comme il menait les fonctionnaires, et les circonstances l'y avaient servi. Car le clergé était toujours divisé en deux partis, celui des constitutionnels et celui des non-constitutionnels, réconciliés imparfaitement par le concordat. En outre, les évêques éprouvaient beaucoup d'embarras à observer les règles catholiques en présence des lois de la révolution, et ils le faisaient quelquefois avec plus de zèle que d'habileté. Napoléon s'empara de ces circonstances pour mener le clergé. Il s'attribua le règlement des difficultés et les trancha militairement. Il surveillait les évêques; il les faisait surveiller par les préfets, au risque de soulever des conflits. Il prétendait leur dicter des mandements, leur faire prêcher en chaire le devoir de la conscription et annoncer les peines édictées contre les réfractaires. S'il ne les trouvait pas tous également dociles, il employait différents moyens d'action. Il concédait aux uns le rétablissement des sœurs de la charité. Il accordait à d'autres, à titre de récompense personnelle, des fonds puisés dans la masse particulière du ministère de l'intérieur.

Il jugea qu'il devait traiter Rome comme le clergé français,

entretenir ses craintes, la brusquer, et lui persuader qu'elle avait de lui un besoin absolu.

Le cardinal Caprara s'était fort attaché à la nouvelle cour et particulièrement à Napoléon, qu'il regardait comme l'unique soutien de la religion au sein d'un gouvernement dont tous les hommes étaient hostiles au catholicisme. Il engagea de tout son pouvoir le Pape à venir sacrer l'Empereur. Il représenta que Napoléon y tenait absolument, qu'on devait le ménager et lui plaire, attendu qu'il était maître de l'Italie, et que le clergé français s'alliait à son vœu. Cette demande jeta Pie VII dans de grandes perplexités, même dans une sorte d'épouvante. Il craignait de mécontenter Napoléon, mais il ne craignait pas moins de déplaire aux autres cours, surtout à celle de Vienne [1]. Il ne se dissimulait pas qu'on l'invitait à consacrer une usurpation ; il ressentait aussi sans l'avouer un trouble profond au sujet du meurtre du duc d'Enghien, sur lequel il avait reçu des explications insuffisantes. Que dirait l'Europe? Que diraient les royalistes? Qu'arriverait-il si pendant sa présence à Paris la guerre continentale éclatait? Ne s'y verrait-il pas exposé à des demandes qui gêneraient sa conscience ou sa liberté? Avant de prendre un parti, il s'arrêta à l'idée qu'un grand motif religieux pourrait seul justifier une démarche sans précédents.

La négociation fut donc difficile, malgré les instances redoublées de Caprara et celles non moins vives du cardinal Fesch, archevêque de Lyon, qui représentait alors la France au Vatican. Fesch, ardent, peu adroit, essaya de se prévaloir de son double titre de cardinal et d'oncle maternel de l'Empereur ; il n'y gagna que de se rendre doublement suspect. Il promit à Rome plus que Napoléon ne voulait lui donner. Il la flatta de la restitution possible des Légations, à laquelle le Pape tenait beaucoup, malgré un parti pris de n'exiger aucune condition qui concernât le temporel. Napoléon arrêta le zèle de son oncle et lui infligea une sorte de désaveu.

Pie VII consulta les cardinaux; ils émirent des avis différents. La plupart, objectant que le Saint-Siége avait à se plaindre des articles organiques, des sécularisations d'Allemagne et d'autres actes du gouvernement français, conclurent à stipuler des avantages notoires pour la religion. Quelques-uns conseillèrent d'exiger que le sacre se fît en Italie. Pie VII finit par se décider à demander de nombreuses conditions.

[1] *Mémoires* de Consalvi.

Mais Napoléon, feignant de ne pas comprendre, persista avec sa vivacité ordinaire. Il écrivit des lettres pressantes, tout en prenant la précaution de ne s'engager à rien ; il fit écrire par Talleyrand, par Bernier, des notes explicatives sur les points qui éveillaient les scrupules de Rome, et représenter que la présence du souverain pontife à Paris aurait un immense effet moral, nécessaire pour consolider le retour aux idées religieuses. Pie VII, chez qui la poursuite d'un but religieux nuisait à la perspicacité politique, céda enfin.

La cérémonie du sacre fut fixée au 2 décembre. Napoléon voulut lui donner une solennité extraordinaire en y invitant les grands corps de l'État, les évêques de France, les grands fonctionnaires des départements, les maires des principales villes, même des princes étrangers. Toutes les formes du cérémonial furent réglées en vue de la pompe et du spectacle.

Pie VII, laissant le gouvernement de Rome à Consalvi, se mit en route accompagné de six cardinaux, et vit éclater sur son passage l'empressement religieux des populations. A Lyon surtout, où il s'arrêta, cet empressement fut significatif. Comme il traversait la forêt de Fontainebleau, Napoléon se présenta devant lui en équipage de chasse, le fit monter dans sa voiture et le conduisit lui-même au château. Aux Tuileries, le Pape fut entouré et accablé d'honneurs.

Au jour fixé, le 2 décembre, l'Empereur se rendit à Notre-Dame en costume de parade dans la voiture du sacre. A l'archevêché, il se revêtit des ornements impériaux. Des maréchaux portèrent devant lui la couronne, le sceptre et l'épée de Charlemagne. Les princes et les princesses de la famille impériale le suivaient pour remplir les rôles qui leur étaient marqués. Le Pape le sacra ainsi que l'Impératrice, mais quand il voulut lui poser la couronne sur le front, Napoléon la prit et se couronna de ses propres mains, pour montrer qu'il ne la tenait que de la France et de lui-même. Le Pape se plaignit ; car il avait refusé d'admettre que le couronnement fût distingué ainsi du sacre. Il exigea que la circonstance ne fût pas relatée au *Moniteur,* et le *Moniteur* n'en dit rien.

Si le public ne vit que l'éclat d'une imposante et majestueuse cérémonie, et, comme dit Marmont, le spectacle le plus auguste qui fut jamais, l'histoire doit ajouter que de vives querelles s'étaient élevées au sein de la famille impériale à propos des rôles à tenir ; que Napoléon avait dû, pour les apaiser, user de

toute son autorité; qu'il avait dû également célébrer la veille en grand secret son mariage religieux avec Joséphine, car il n'était uni avec elle que par un mariage civil.

Avant même que la cérémonie fût achevée, il renonça à des ménagements qu'il ne jugeait plus utiles. La veille, le 1er décembre, François de Neufchâteau, président du Sénat, lui portant le recensement des votes sur l'Empire héréditaire, lui fit un discours ampoulé sur la nécessité d'y allier des institutions représentatives et libres. Napoléon parut ne pas comprendre; il répondit qu'il s'identifierait toujours avec *son peuple* et *ses sujets*. Après le sacre, Paris vit se succéder un tourbillon de fêtes. La journée du 12 fut consacrée à des réjouissances populaires. Les généraux et officiers supérieurs vinrent prêter serment entre les mains de l'Empereur. Le 14, des aigles furent distribuées aux députations de l'armée et à celles des gardes nationales réunies au champ de Mars. Puis vinrent des revues, des défilés, des parades, la fête donnée par le Sénat, celle des maréchaux, celle de la ville de Paris, le 25 décembre, la plus brillante de toutes, avec festin, bal, illuminations et feu d'artifice; autant de moyens d'occuper les esprits et d'échauffer l'enthousiasme.

Napoléon gagna au sacre le prestige de l'extraordinaire qui frappe les imaginations, et offrit à quelques hommes qui s'étaien tenus jusque-là éloignés de lui un prétexte plausible de s'en rapprocher. Mais ce fut tout. Il resta aux yeux de ses ennemis un parvenu ou un usurpateur; il ne conquit pas un droit de plus.

Pie VII n'y gagna pas de son côté, car il s'exposa aux reproches de complaisance, en attendant ses malheurs prochains qui le relevèrent. Il prolongea son séjour à Paris jusqu'au 4 avril suivant, et négocia directement quelques affaires religieuses, jugeant Caprara trop faible ou trop prévenu pour les lui confier. Il acheva de réconcilier les évêques constitutionnels avec Rome. Il présenta des réclamations sur les articles organiques, sur les quatre articles de 1682, sur l'insuffisance des juridictions ecclésiastiques, sur le divorce, sur la part du clergé dans l'enseignement. Plusieurs de ces prétentions étaient peu admissibles ou difficiles à satisfaire. Napoléon les écarta et se borna à un petit nombre de concessions, d'ordre secondaire. Vint ensuite la question des Légations. Le Pape pouvait maintenant la soulever sans scrupule, puisqu'il n'en faisait la condition d'aucun avantage spirituel. Un mémoire spécial fut présenté à

Talleyrand. Napoléon, sans prononcer de refus positif, y répondit d'une manière évasive.

Napoléon désirait faire croire à une intimité qui n'existait pas. Pie VII perdit toute illusion sur les sentiments de son redoutable allié. Il sut que le conseil avait été donné de le retenir à la Cour comme une *idole captive*. A son départ, il se plaignit d'avoir été traité beaucoup trop en aumônier de l'Empereur, et Consalvi dissimula peu ses regrets de l'avoir entraîné à une démarche aussi extraordinaire.

III. — Le 27 décembre 1804, Napoléon ouvrit la session du Corps législatif. Un trône avait été placé sur l'estrade. Il lut debout, en manteau impérial, le discours ordinaire, qui fut un long exposé de tous les résultats obtenus par le nouveau gouvernement. Exposé plein d'optimisme, car il déclarait que les efforts de l'Angleterre seraient impuissants pour agiter le continent, mais cet optimisme avait alors un fonds de sincérité. Les panégyristes commentèrent le discours sous toutes les formes et répétèrent à l'envi la phrase de Fontanes : Napoléon n'a détrôné que l'anarchie.

Le Corps législatif rentra aussitôt dans l'obscurité. Il ne fit plus que des lois d'ordre secondaire. La seule un peu importante fut celle qui reconstitua l'administration et la police des grandes villes.

Malgré l'assentiment général qu'obtenait l'Empire, les fonds étaient en baisse, les affaires souffraient. On sentait partout un vent de guerre. Napoléon écrivit, évidemment en vue du public français, deux lettres personnelles au roi d'Angleterre et à l'empereur d'Autriche. Ces lettres, où il exprimait son désir de la paix, et les réponses polies, mais vagues, qu'il reçut, furent insérées au *Moniteur*.

Le concours de l'Espagne lui apportait alors pour exécuter ses plans maritimes une force nouvelle et une raison d'espérances que, suivant son usage, il s'exagéra. Le 5 octobre 1804, sur le refus de Charles IV de nous fermer ses ports, une croisière anglaise arrêta en mer un convoi espagnol de quatre frégates portant douze millions de piastres ou soixante millions de francs. Dans le combat une des frégates sauta, les autres furent saisies et emmenées captives. Les ports de la Péninsule furent aussitôt bloqués, et Nelson enleva plusieurs bâtiments. Pendant que Grenville et Fox se récriaient dans le Parlement anglais

contre cette agression inouïe et l'horreur du vaisseau espagnol coulé bas avec son équipage, on était exaspéré à Madrid. Le roi déclara la guerre, arrêta les Anglais qui se trouvaient dans ses États et séquestra leurs propriétés. L'amiral Gravina, le premier homme de mer de sa nation, la représentait à Paris. Il signa, le 4 janvier, avec Napoléon, un traité par lequel Charles IV s'engageait à lui prêter un concours maritime considérable et à mettre ses flottes sous ses ordres. Engagement un peu téméraire, car l'Espagne avait des arsenaux vides, un nombre de matelots insuffisant, et de plus elle souffrait du manque d'argent et de grains.

Le plan maritime de Napoléon ne put s'exécuter qu'imparfaitement. Missiessy se rendit aux Antilles avec l'escadre de Rochefort; mais Villeneuve, après beaucoup de délais, n'appareilla de Toulon que le 18 janvier, pour y rentrer le 27, en se déclarant hors d'état de poursuivre sa marche avec des bâtiments trop mal construits ou mal gréés et des équipages trop mal exercés. Tel était le résultat de la précipitation apportée à des constructions navales trop étendues. Napoléon, ne voyant pas ou ne voulant pas voir que là était le mal et la véritable cause de son impuissance maritime, aima mieux faire grand bruit de la mort de Latouche-Tréville, puis de celle de Bruix, qui arriva le 18 mars 1805. Il affecta de déclarer ces deux pertes irréparables; de répéter que les autres amiraux étaient trop timides et incapables de s'élever à la hauteur de ses conceptions. Il les gardait pourtant, sentant qu'il n'eût pu en trouver d'autres, et que plus ses plans étaient étendus et compliqués, plus l'expérience des hommes de mer autorisés était nécessaire pour les exécuter sans trop de témérité.

L'accroissement de ses forces navales par l'adjonction de celles de l'Espagne ne fut pour lui qu'une occasion de former des combinaisons nouvelles et de plus en plus gigantesques. Sur l'avis de Decaen qu'on pouvait armer les princes mahrattes contre les Anglais, il conçut l'idée de transporter quarante mille hommes dans les Indes pour les leur enlever. Il calculait que c'était le moyen d'attirer les flottes anglaises dans les mers d'Asie, que pendant ce temps les vaisseaux français revenant d'Amérique pourraient assurer le passage du Pas-de-Calais. Cependant il ne tarda pas à comprendre que c'était là une idée impraticable. Il revint à celle de réunir à la Martinique les

flottes de Missiessy, de Villeneuve, de Gravina et de Gantheaume, comprenant au moins cinquante grands vaisseaux. Il calcula que ces flottes pouvaient sortir des ports; que si elles sortaient, les Anglais, ne devant pas se douter de leur réunion sur un point tel que la Martinique, iraient les chercher dans les Indes; qu'elles auraient alors le temps, aussitôt leur jonction opérée, de revenir dans la Manche vers le 1er juillet. Il garda sur ce plan un secret absolu, résolu de tromper les Anglais en feignant d'embarquer de grandes troupes pour une destination inconnue, tandis qu'il irait lui-même faire un séjour en Italie.

D'assez mauvaises nouvelles l'appelaient dans la Cisalpine. La constitution de 1802 y avait plus augmenté que diminué les divisions intérieures; les libéraux s'éloignaient du gouvernement, et l'ancienne noblesse ne se rapprochait pas. Les Italiens se plaignaient de voir leur pays assimilé à une province française; depuis le rétablissement de la monarchie en France, ils demandaient un roi. Ils voulaient que ce roi fût Joseph ou Louis Bonaparte, et qu'il leur appartînt en propre, qu'il résidat à Milan, n'eût que des fonctionnaires italiens et ne payât aucun subside à la France. Napoléon proposa le trône d'Italie à Joseph. Celui-ci refusa, alléguant qu'il ne voulait pas perdre son droit de succéder à l'Empire; qu'il ne pourrait d'ailleurs accepter la situation d'un préfet français ni l'obligation de payer un subside annuel de trente millions; qu'enfin la Lombardie ne prospérerait qu'à la condition de posséder des ports sur les deux mers, Gênes et Venise.

Napoléon, voulant conserver la Cisalpine sous sa dépendance et sans conditions, résolut de se faire lui-même provisoirement roi d'Italie, de garder ce titre jusqu'à la paix, et de nommer vice-roi le prince Eugène Beauharnais, son beau-fils. La crainte d'irriter à l'excès la jalousie de l'Autriche ne l'arrêta pas, car il sentait bien que la guerre sur le continent était inévitable. Il réunit quelques députés italiens à Paris, s'entendit avec eux et leur annonça sa résolution. Il la déclara au Sénat le 17 mars 1805. Talleyrand y lut un rapport concluant que la monarchie était indispensable à l'Italie, à cause des habitudes créées par le morcellement ancien du pays et la persistance des traditions locales. Ségur et Caprara, ce dernier devenu l'instrument docile de la politique napoléonienne, partirent pour Milan sur-le-champ. Napoléon les suivit de près. Il quitta

Paris le 1er avril, laissant pendant son absence tout le poids du gouvernement à Cambacérès.

Il s'arrêta à Turin et à Alexandrie. Il y reçut, suivant son usage, toutes les députations, tous les vœux qu'on lui adressa, montra une sollicitude active pour les intérêts locaux, visita les travaux commencés, en ordonna d'autres et multiplia les décrets. Le 5 mai, il assista du haut d'un trône, dans la plaine de Marengo, à de grandes manœuvres commandées par Lannes, Murat et Bessières. Le 8, il fit à Milan une entrée magnifique, au bruit des canons et des cloches.

Sa présence, l'éclat de son entourage, le soin qu'il eut de se donner des gardes d'honneur pris dans les principales familles, les fêtes, les revues, les manœuvres habiles de Caprara et de Ségur, la présence inusitée du corps diplomatique venu de Paris, triomphèrent des dispositions d'abord froides des Italiens. Ces derniers, esprits curieux et mobiles, se laissèrent entraîner à l'admiration. Le 26, Napoléon fut couronné dans la belle cathédrale de Milan par le cardinal-archevêque Caprara, qui lui mit sur la tête l'ancienne couronne de fer, avec la pompe et le cérémonial du moyen âge. Il dit en y portant la main : « Dieu me l'a donnée, gare à qui la touche. »

Il avait agi cette fois de sa propre autorité, sans donner la comédie d'un vœu des corps de l'État ou de la nation. Aussitôt couronné, il promulgua un statut organique et il nomma le prince Eugène vice-roi. Les jours suivants, il ne cessa de multiplier les cérémonies. Il échangea avec solennité les insignes de la Légion d'honneur contre ceux des ordres des autres cours, et il affecta de se montrer à ses nouveaux sujets dans la tenue personnelle la plus simple, mais au milieu d'un cortége doré et chamarré.

Il laissa peu d'attributions à Eugène, et se réserva presque tous les pouvoirs, entre autres celui d'ordonner les crédits, celui de nommer la plupart des fonctionnaires civils et tous les officiers. Il voulut que le ministre des relations extérieures et le secrétaire d'État du nouveau royaume fussent toujours auprès de lui. Il y délimita, en les réduisant beaucoup, les attributions du Corps législatif; à peu de temps de là, il le tançait ouvertement pour ce qu'il appelait son *opposition inconsidérée*.

Il introduisit en Italie le code civil, avec défense d'y apporter aucun changement avant cinq ans, puis le système monétaire français. Milan avait déjà un concordat particulier. Il créa

un ordre de chevalerie italien, celui de la Couronne de fer. Il fixa la liste civile du vice-roi à six millions. Il décréta des routes, des travaux publics de toute espèce. Il indemnisa Melzi par le don d'un grand domaine héréditaire. Il conféra des pensions à des artistes et des savants. Enfin il s'empara de toutes les occasions qu'il eut de parler, de donner des explications sur ses vues et sa politique. Il dit qu'il avait choisi Eugène parce qu'il le savait *animé de son esprit*. Il recommanda que la jeunesse s'exerçât aux armes.

Il alla ensuite au camp de Castiglione faire représenter devant lui ses anciennes batailles, et parcourut les grandes villes du nouveau royaume. Elles lui votèrent à l'envi des statues, des temples, des arcs de triomphe.

Il formait encore sur la Péninsule des projets plus vastes qu'il dissimulait peu, quoiqu'il se réservât de les accomplir à son heure. Il avait déjà, dès le 2 janvier, menacé la reine de Naples de la déposer. Recevant à Milan l'envoyé napolitain, Gardito, qui venait le féliciter de son nouveau titre de roi d'Italie, il l'apostropha brusquement. « Dites à votre reine, s'écria-t-il, que ses brigues me sont connues, et que je ne lui laisserai pas dans son royaume assez de terre pour creuser son tombeau. » Il ne pouvait pourtant lui reprocher que de parler beaucoup et avec plus de vivacité que de prudence. Mais il cherchait un éclat qui lui donnât l'occasion de s'emparer du royaume de Naples.

Pour le moment il se contenta de réunir Gênes à la France, quoiqu'il eût dit au Sénat, le 25 mars, qu'aucun État ne serait incorporé à l'Empire. Il voulait disposer absolument du port de cette ville, nécessaire à ses projets, et le protectorat de la république ligurienne ne lui suffisait plus. Il représenta donc aux Génois que leur indépendance les exposait trop aux entreprises et aux insultes des Anglais, et que les douanes des Apennins, les isolant des départements français du Piémont, portaient un égal préjudice à deux pays voisins ayant également besoin l'un de l'autre. Il avait voulu, disait-il, rendre les mers libres, mais l'Angleterre l'avait empêché d'accomplir ses *vues libérales*, et ne permettait plus qu'il y eût de liberté pour un peuple commerçant. Le Sénat de Gênes adopta la proposition d'union à la France, la fit voter par le peuple sur des registres ouverts dans les mairies, et, le 4 juin, précédé du doge, porta le résultat du vote à Napoléon, qui se trouvait encore à Milan. La république

ligurienne disparut pour former trois départements et une division militaire.

L'Empereur se rendit à Gênes; il y fit, le 30 juin, une entrée solennelle avec l'Impératrice, coucha au palais Doria dans le lit de Charles-Quint, et fit célébrer dans le port, en l'honneur de l'incorporation, une magnifique fête de nuit. Il décréta que la statue d'André Doria serait relevée, et ordonna de recueillir les portraits et les souvenirs des Génois illustres. Il laissa en partant l'architrésorier Lebrun chargé d'établir le régime français pour l'administration, les finances, la justice et l'armée. Le code civil et les lois criminelles françaises furent promulgués, sauf ce qui touchait le jury. Lebrun reçut l'ordre d'enrôler des marins à tout prix, et même de faire la presse sur les bâtiments de commerce. Des plaintes s'élevèrent; il les transmit à l'Empereur. Napoléon lui répondit (le 11 août) qu'il ne s'en inquiétait pas; « qu'il voulait des matelots et encore des matelots ».

Parme reçut également les institutions françaises, le 21 juillet. L'État de Parme, dit Norvins, obtint l'honneur de l'incorporation au grand empire. Enfin Lucques se donna à la France. Napoléon en fit une principauté vassale pour sa sœur aînée Élisa, mariée au prince romain Baciocchi. Élisa était déjà princesse de Piombino.

L'Empereur adressa à l'Europe de prétendues explications sur ces incorporations, qu'il affecta de présenter comme sans importance. Au fond il ne s'abusait pas; il savait que l'Autriche armait et méditait une restauration générale des princes italiens dépossédés. Il la surveillait de près, au moyen de nombreux espions, fort éloigné de croire à ses déclarations hypocritement pacifiques, et multipliant les parades militaires pour se donner le prétexte de masser des troupes dans la vallée du Pô. Il rentra le 11 juillet à Fontainebleau.

Il avait encore songé à donner un roi à la Hollande; mais on l'y fit renoncer, du moins pour lors. Il se contenta de lui donner un grand pensionnaire à vie, qui fut Schimmelpenninck, et de réduire le Corps législatif batave de trente-cinq membres à dix-neuf, mesures qui furent sanctionnées par un vote populaire (le 30 mai).

IV. — L'orage grondait. La réunion de Gênes à la France fit éclater la troisieme coalition.

La Russie, quoique depuis longtemps irritée, hésitait à se lancer dans une guerre européenne. Les jeunes conseillers d'Alexandre Ier lui proposèrent un plan de pacification qui devait plaire à son esprit généreux. Ce plan consistait à former avec les puissances une *alliance de médiation* pour protéger les États faibles ou opprimés.

On voulait obliger la France à restituer le Piémont, à laisser l'Italie, c'est-à-dire la Lombardie, indépendante, à reconnaître la Suisse neutre et à évacuer la Hollande; en d'autres termes, on voulait la réduire à la frontière du Rhin, moyennant quoi l'Angleterre abandonnerait Malte et ses autres conquêtes coloniales. On aiderait ensuite les Français à reprendre Saint-Domingue, et le nouvel empire serait reconnu par toutes les puissances.

Pour arriver à ce but, c'est-à-dire pour amener Napoléon à traiter, trois masses de forces imposantes devaient être réunies sur le Pô, sur le Danube et sur le Rhin. S'il résistait, elles devaient agir pour l'y contraindre. Alors, suivant les occurrences, on enlevait à la France la Belgique et une partie des provinces rhénanes; on la flanquait au nord d'un royaume composé de la Belgique et de la Hollande, aux Alpes d'un royaume formé du Piémont, de la Lombardie et de Gênes. On songeait même à donner à ce dernier royaume Venise, en indemnisant l'Autriche avec les principautés danubiennes, à fortifier la Suisse par l'adjonction de la Savoie, à créer une confédération germanique dont la Prusse et l'Autriche seraient toutes deux exclues, et où la direction suprême appartiendrait à chaque État à tour de rôle. La France serait enfermée ainsi dans un cercle d'États intermédiaires sérieux qui la sépareraient des grandes monarchies. Les auteurs du plan y ajoutaient une reconstitution de la Pologne, mais comme royaume annexe appartenant à la Russie.

Lorsque Novosiltzof porta ce projet à Londres, Pitt en écarta toute la seconde partie comme chimérique. Il se défendit de rendre Malte tant que les compensations qu'offrirait la France ne seraient pas connues. Il ramena simplement l'alliance à une coalition, en observant que Napoléon ne céderait pas; qu'on serait donc dans l'obligation de le contraindre; qu'on devait même prévoir sa chute et un changement de gouvernement en France; que dans cette prévision il serait nécessaire de rassurer les militaires sur la conservation de leurs grades et les acquéreurs de biens nationaux sur celle de leurs propriétés; qu'il

serait même à propos de faire une *provision* destinée à indemniser les émigrés non rentrés. Pour le moment il était urgent de tirer la Prusse de sa neutralité et de ses complaisances à l'égard de Bonaparte ; on devait donc lui assurer un territoire entre la Meuse, la Moselle et le Rhin, afin de l'attacher aux flancs de la France comme une ennemie naturelle, et construire contre cette dernière une ligne étendue de forteresses. Pitt offrait à la coalition le concours des flottes anglaises et un subside annuel qui dans tous les cas ne devait pas s'élever à plus de six millions sterling (150 millions de francs).

Le traité fut signé sur ces dernières bases à Pétersbourg, le 11 avril 1805, entre l'Angleterre et la Russie ; mais on le tint secret. Alexandre voulait se réserver la possibilité de faire encore quelques démarches pacifiques ; il se flattait toujours de l'idée d'arracher la Prusse à sa neutralité ; enfin, il était retenu par l'Autriche qui hâtait ses préparatifs, mais craignait de n'être pas assez prête, et le craignait d'autant mieux que ses armées devaient être les premières engagées. L'empereur François promettait d'ailleurs d'envoyer des troupes en Italie aussitôt que la France y occuperait un territoire nouveau ; il pressait seulement l'Angleterre de payer par des subsides le service qu'il allait lui rendre.

Alexandre envoya Novosiltzof à Paris demander une dernière fois l'indépendance des petits États et offrir quelques concessions au sujet de l'Italie ; il s'engageait même à garantir l'évacuation de Malte, malgré le refus peu déguisé des Anglais. Mais Novosiltzof s'arreta à Berlin pour attendre des passeports français. Napoléon, qui se trouvait en Italie, en différa l'envoi à dessein jusqu'au mois de juillet. Alors la réunion de Gênes à la France arrêta ces négociations *in extremis* et fit cesser les dernières hésitations.

V. — Napoléon, tout en publiant qu'il entretenait les rapports les plus pacifiques avec les puissances, savait qu'il provoquait l'Europe et qu'elle releverait le défi. Il justifiait ses provocations en disant qu'il faisait respecter la France. Quant aux avis de sa propre diplomatie, il n'en tenait aucun compte ; il ne demandait plus à ses représentants à l'étranger que de servir avec zèle sa politique personnelle. Il se flattait que les retards de l'Europe lui donneraient le temps d'agir et de frapper sur l'Angleterre un grand coup.

En effet, Villeneuve avait réussi à sortir de Toulon le 30 mars et à gagner l'Océan. Ayant rallié en hâte à Cadix l'escadre espagnole de Gravina, d'ailleurs imparfaitement prête, il fit force de voiles vers la Martinique, où il avait l'ordre de rallier Missiessy et Gantheaume. Il y arriva le 14 mai. Or, Missiessy venait de quitter les Antilles, après avoir fait quelques prises et secouru Santo-Domingo que Dessalines assiégeait. Quant à Gantheaume, un calme plat et sans exemple le retenait depuis deux mois entiers enfermé dans la rade de Brest. Napoléon, obligé de modifier son plan, décida que Gantheaume ne sortirait pas; que Villeneuve reviendrait de la Martinique avec Gravina, débloquerait le Ferrol, rallierait Missiessy à Rochefort, essayerait alors de débloquer Brest, et, qu'il y réussît ou non, ne s'en avancerait pas moins dans la Manche. Le danger du plan ainsi modifié était de s'exposer à deux batailles, l'une devant le Ferrol, l'autre devant Brest, pour débloquer ces deux ports; mais c'était un danger inévitable, puisque les deux flottes n'avaient pu sortir.

Villeneuve, ne voyant pas arriver Gantheaume, et d'ailleurs apprenant que Nelson courant à sa poursuite avait touché les Antilles, remit à la voile le 10 juin pour la France. Le 30 il atteignit les Açores, mais à partir de là les vents contraires ralentirent sa marche sur le Ferrol. Un croiseur anglais l'aperçut. L'Amirauté avertie eut le temps d'envoyer des renforts à Calder qui bloquait le Ferrol. Au reste, la prudence la plus simple obligeait les Anglais à renforcer leurs escadres de blocus. Napoléon se faisait une illusion trop facile en s'imaginant pouvoir les tromper sur ses opérations maritimes et les induire en de faux calculs.

Villeneuve, remontant au nord vers le Ferrol, rencontra Calder le 22 juillet. Il avait 20 vaisseaux de ligne français et espagnols, sans compter les frégates et les bâtiments légers; Calder avait 15 vaisseaux, mais d'une puissance d'artillerie supérieure. Les flottes en vinrent aux prises. Malheureusement une brume épaisse empêcha Villeneuve d'engager tous ses vaisseaux, et les bâtiments espagnols trahirent leur infériorité. Il y en eut trois de désemparés, sur lesquels deux tombèrent aux mains de l'ennemi. Après une canonnade sans grands résultats, le vent poussant la flotte anglaise vers le nord, Villeneuve la poursuivit, mais sans l'atteindre. Il avait du moins réussi à débloquer le Ferrol. Après s'être arrêté et ravitaillé à Vigo, il

entra le 2 août dans la rade de la Corogne, où il s'arrêta sur les ordres de Napoléon, pendant que Gravina et les vaisseaux espagnols entraient au Ferrol.

On ne pouvait plus songer à tromper les Anglais. On était certain de les trouver réunis sur les côtes d'Espagne, en vue de Brest, ou à l'entrée de la Manche. Villeneuve reçut l'ordre de se diriger sur Brest en toute hâte et de livrer à Cornwallis un combat même défavorable, pour donner à Gantheaume le moyen de sortir. Mais en partant de la Corogne le 10 août, il ne put dissimuler une perplexité naturelle ; car il avait devant lui Calder, et il craignait d'être suivi par Nelson, qui, revenu des Antilles à toutes voiles, était arrivé à Gibraltar. Il ne pouvait cacher aucun de ses mouvements. Il jugeait ses bâtiments et ses équipages, construits ou équipés trop vite, inférieurs à ceux des Anglais. Enfin il ne croyait pas possible d'arriver dans la Manche au moment voulu ; aussi se réservait-il, dans le cas où la marche indiquée lui semblerait trop téméraire à poursuivre, de cingler de préférence vers Cadix, pour y surveiller ou y rencontrer Nelson, auquel il pourrait opposer un nombre de vaisseaux supérieur.

Napoléon était arrivé à Boulogne le 3 août. Le 4 il y passa une grande revue. Le soir, il écrivit à Decrès : « Si nous sommes maîtres douze heures de la traversée, l'Angleterre a vécu. » Il était loin d'avoir perdu ses espérances. L'amiral hollandais Verhuell venait de passer le détroit, avait repoussé une attaque des Anglais à la hauteur du cap Grisnez et rallié heureusement la flotte de Boulogne. Napoléon calculait qu'il avait sous la main cent trente-deux mille hommes de débarquement sans compter les réserves. S'il opérait le passage, il comptait marcher sur Londres et ne trouver qu'une insignifiante résistance. L'Angleterre eût traité immédiatement. Toute la difficulté consistait à passer et à revenir. Il fallait aussi agir assez vite pour empêcher les armées de la coalition d'arriver à temps sur le Rhin, mais on savait qu'elles n'étaient pas prêtes, et de ce côté le danger n'avait rien d'imminent. Napoléon disait que s'il entrait à Londres, les femmes de Strasbourg suffiraient pour arrêter les Autrichiens [1].

Tous les préparatifs d'embarquement étant terminés, Napoléon attendit à Boulogne avec une anxiété et une impatience

[1] Mémoires de Marmont.

sans égales la nouvelle de l'arrivée de Villeneuve dans la Manche. Du haut des falaises, il tenait sa lorgnette constamment braquée sur la mer. Tous les signaux étaient en jeu. La flotte ne paraissait pas. L'Empereur, en proie à une agitation croissante, que partageaient d'ailleurs quelques-uns de ses lieutenants [1], lançait ordre sur ordre, s'emportait contre Villeneuve, contre les marins, et contre Decrès lui-même. Il se plaignait de n'avoir que des capitaines de vaisseau, pas un amiral. Il disait qu'il voulait désormais prendre de jeunes marins et les faire avancer. Un instant, malgré Decrès, il songea à risquer le passage, quand même la flotte n'arriverait pas. Car, emporté par la passion, il s'imaginait toujours que de grandes forces de mer pouvaient se masser et se diriger comme de grandes forces de terre.

Enfin le 22, Decrès, qui recevait de Villeneuve des avis désespérés, remit à Napoléon une lettre, où il lui représenta le danger de persister à vouloir unir les flottes devant Brest et les faire entrer dans la Manche. Le 23, il ajouta qu'il y aurait une témérité immense à prétendre employer nos vaisseaux autrement que par escadres; qu'on devait se borner à inquiéter le commerce anglais par une guerre maritime de détail, et renoncer à des opérations gigantesques. Napoléon donna cours à sa colère, puis il se calma tout à coup. En prenant la résolution d'attendre quelques jours à Boulogne pour connaître définitivement la route que suivait Villeneuve, il se prépara sans hésiter à tourner ses forces contre l'Europe; car il avait, suivant ses propres termes, fait son thème en deux façons. Il appela son secrétaire Daru, et il lui dicta un plan de guerre continentale, dont il avait médité et calculé d'avance tous les détails, avec l'ordre des marches, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des corps d'armée, les surprises et les attaques de vive force, enfin les mouvements de l'ennemi jusqu'à Munich et Vienne.

VI. — La coalition lui donnait une raison légitime de se désister d'une entreprise impossible. D'ailleurs l'état de préparation de ses forces assurait sa supériorité sur ses adversaires du continent, s'il marchait contre eux sans délai. La possession du cours entier du Rhin lui ouvrait un passage facile en Allemagne; il comptait ne trouver aucune résistance dans un pays remanié profondément depuis trois ans, dont les petits États étaient à sa dévotion.

[1] Marmont, par exemple.

La coalition préparait quatre armées : 1° quarante-trois mille Suédois, Russes et Anglais, arrivant les uns par la Poméranie, les autres par l'Elbe, devaient s'unir à la fin de septembre pour attaquer le Hanovre et la Hollande ; 2° une armée austro-russe devait s'avancer en remontant la vallée du Danube ; 3° une armée autrichienne menaçait la Lombardie ; 4° une armée napolitaine attendait dans le midi de l'Italie des auxiliaires russes venant de Corfou et des auxiliaires anglais venant de Malte.

Napoléon résolut de prévenir l'ennemi et de frapper un grand coup en Bavière sur les Autrichiens, avant de laisser aux Russes le temps de les joindre. Une seule puissance, la Prusse, ne 'était pas déclarée. Il envoya Duroc à Berlin offrir le Hanovre, en exigeant que Frédéric-Guillaume ne fît pas de conditions et que les troupes prussiennes entrassent en Bohême sans délai (instructions du 22 août). En offrant une proie à l'avidité connue de la Prusse, il comptait s'assurer au moins de sa neutralité, qui lui était essentielle.

Soixante-dix mille Autrichiens, commandés par l'archiduc Ferdinand et le géneral Mack (ce dernier avait présidé à la réorganisation de l'armée impériale), marchaient sur l'Inn, où ils arrivaient le 7 septembre. Ils se proposaient d'occuper la Bavière, de l'entraîner, et de s'établir à Ulm, en s'appuyant sur le Danube, sur Memmingen où étaient leurs magasins, et sur le Tyrol.

Napoléon, renseigné par de nombreux agents, qui lui adressaient de tous les points de l'Allemagne des indications sûres et précises, porta sans délai deux cent mille hommes en Bavière pour empêcher les Autrichiens de s'y établir les premiers, et pour les battre avant l'arrivée de Kutusof et de soixante mille Russes, qui, entrant à Brody, la première ville de la Gallicie autrichienne, à la fin d'août, avaient encore deux cents lieues à parcourir pour opérer leur jonction avec Mack. Il fit marcher sur Wurtzbourg Bernadotte, qui avait remplacé Mortier à la tête des troupes du Hanovre. Marmont s'y rendit de la Hollande par le Rhin et Mayence. L'armée de Boulogne fut dirigée par trois routes vers le Rhin, entre Mayence et Strasbourg. Napoléon se proposait de prendre en personne le commandement de cette dernière armée, de passer au nord de la forêt Noire pour donner la main à Bernadotte et à Marmont, de masser alors toutes ses forces, de cerner ou d'écraser les

Autrichiens à Ulm, de marcher ensuite sur Vienne, et d'y entrer avant l'arrivée des Russes, s'il le pouvait.

D'un autre côté, l'Autriche réunissait sur l'Adige cent mille hommes commandés par l'archiduc Charles, pour reprendre le Milanais, objet de toutes ses convoitises. Napoléon calcula que Masséna, avec cinquante mille hommes d'excellentes troupes, pourrait tenir l'archiduc en respect et l'arrêter un mois entier; que l'archiduc serait forcé de se retirer sur Vienne quand les Français auraient triomphé en Bavière; qu'alors Masséna le suivrait et viendrait se joindre à la grande armée devant la capitale de l'Autriche.

Saint-Cyr, à la tête de vingt mille hommes dans l'Italie méridionale, reçut l'ordre d'occuper Naples sans autre cérémonie, et d'empêcher les Anglo-Russes d'y mettre le pied. Napoléon garda un secret absolu, ne donna à ses lieutenants que les instructions strictement nécessaires, et leur dicta le langage que chacun d'eux devait tenir. Il publia seulement que les menées des puissances étrangères le forçaient de rassembler trente mille hommes à Strasbourg. Il prit les précautions nécessaires pour conserver sa flottille et la mettre à l'abri des surprises, ajournant, plutôt qu'il ne l'abandonnait, son plan de débarquement en Angleterre. Il confia au maréchal Brune les troupes qu'il laissait à Boulogne, en partit le 2 septembre, et se rendit directement à la Malmaison. Ses armées étaient déjà en marche sur toutes les routes indiquées.

Il fallait pourtant agir sur le public, étonné ou inquiet, et l'entraîner. Il fallait aussi s'assurer des ressources en argent et en hommes.

Les derniers budgets présentaient un arriéré de quatre-vingts millions environ. Le commerce était troublé par la guerre maritime, qui entraînait des banqueroutes. Le numéraire devenait rare par beaucoup de raisons, entre autres par l'obligation de payer les denrées coloniales en argent.

Napoléon recourut à divers expédients, dont le principal fut de donner des rentes au Sénat et à la Légion d'honneur, de reprendre en échange leur dotation en immeubles, et d'affecter ces immeubles à la garantie d'obligations que le trésor contracta vis-à-vis de la *Compagnie des négociants réunis*. Le fameux banquier Ouvrard, alors à la tête de cette compagnie, avait imaginé de spéculer sur les piastres d'Amérique, que les Espagnols ne pouvaient plus faire venir en Europe; il les avait

affermées du gouvernement espagnol, et il se chargeait de les faire venir par l'intermédiaire de neutres, comme les Hollandais et les Américains. Il avait engagé la Banque de France dans cette spéculation compliquée et assez aventurée, moyennant quoi il offrait des avances aux gouvernements français et espagnol. Avec ces ressources et d'autres analogues, Napoléon pouvait faire face aux besoins immédiats. Il comptait ensuite que la guerre se payerait elle-même.

Pour avoir des hommes, il appela tous les contingents arriérés, et par anticipation la conscription de 1806. Il obtint ainsi de nombreuses recrues qu'il envoya s'instruire dans les dépôts. La constitution exigeait un vote du Corps législatif, mais comme il n'était pas réuni, et que Napoléon n'avait ni le temps ni la volonté de le convoquer, l'urgence fut alléguée et la mesure établie par un sénatus-consulte. Un autre sénatus-consulte organisa les gardes nationales pour un service défensif, avec des officiers nommés par le chef du pouvoir. Toutefois, cette dernière loi ne fut exécutée que dans douze départements frontières (23 septembre).

L'Empereur, les orateurs officiels, les membres des grands corps de l'État, déclarèrent à l'envi que les grandes puissances étaient jalouses de la France et ennemies de la révolution et de son œuvre ; qu'elles s'apprêtaient depuis longtemps à nous combattre ; que la réunion de Gênes leur servait simplement de prétexte ; qu'elles s'étaient toutes agrandies depuis cinquante ans, et que les agrandissements de la France étaient moindres en proportion. Napoléon laissa en son absence à Joseph, grand électeur, le pouvoir nominal ; à Cambacérès le pouvoir effectif, du moins ce qu'il n'en retenait pas pour lui-même ; car il prétendait gouverner de loin, et recommandait au ministre de la police de lui écrire tous les jours. Il partit de Paris le 24, et arriva à Strasbourg le surlendemain.

Il avait voulu entraîner l'électeur de Bavière, dont les États devaient servir de théâtre à la lutte, et dont les vingt-cinq mille hommes pouvaient former l'appoint de son armée ou de celle de la coalition. L'Autriche de son côté multipliait à Munich les offres, les exigences et même les menaces. Le malheureux électeur se voyait dans une grande perplexité, hors d'état de rester neutre et pressé entre deux puissances prêtes à l'écraser. L'électrice, la cour, la noblesse exprimaient ardemment leurs sympathies pour l'Autriche. Mais la Bavière devait ses agran-

dissements récents à Napoléon. Le principal ministre Montgelas, qui en rêvait de nouveaux pour elle, et ne les espérait que de Napoléon, fit pencher la balance pour l'alliance française. Il jugeait d'ailleurs, et avec raison, que la force était là. L'électeur se retira à Wurtzbourg avec ses troupes, en protestant contre la violation de son territoire par les Autrichiens. Ces derniers soulevèrent contre eux les gens du pays, en les accablant de réquisitions qu'ils payaient en papier-monnaie.

Le parti que prendraient les électeurs de Bade et de Wurtemberg importait moins. Au fond ils penchaient pour la coalition; mais leur faiblesse et le voisinage du Rhin les mettaient à la merci de la France. Quant aux notes que les belligérants remirent à la Diète, elles furent de pures formalités.

VII. — Pendant que Mack se portait à Ulm et s'y établissait avec soixante-cinq mille hommes sous sa main, les calculs de Napoléon s'exécutaient avec une rigueur mathématique. Bernadotte arriva le 27 à Wurtzbourg, où il se joignit à l'électeur de Bavière. Marmont les rallia le 29. Les corps de Davout, de Soult et de Ney étaient déjà sur le Rhin. Napoléon se trouvait à Strasbourg le 26; il fit aussitôt entreprendre le passage du fleuve, qui se termina le 1er octobre.

Il disposait d'un effectif de près de deux cent mille hommes, sans compter les Bavarois. La *grande armée* était divisée en sept corps, commandés par Bernadotte, Marmont, Davout, Soult, Lannes, Ney et Augereau. Chaque corps était organisé de manière à se suffire à lui-même et à pouvoir livrer un combat. Celui d'Augereau, la réserve, était plus faible que les autres, et ne devait arriver qu'un peu plus tard. Napoléon avait avec lui une autre réserve, comprenant vingt-deux mille hommes de cavalerie d'élite, commandés par Murat, et pourvus d'une artillerie volante, plus la garde impériale, d'environ sept mille hommes, tous soldats éprouvés, parmi lesquels on distinguait un corps italien et un escadron de mameluks.

Après avoir essayé de faire croire à l'ennemi qu'il allait s'engager dans la forêt Noire, Napoléon dirigea ses troupes plus au nord en trois colonnes et par trois routes vers la plaine du Danube, située entre Nordlingen, Donauwerth et Ingolstadt. Murat avec sa cavalerie surveillait les débouchés des routes latérales, et des mesures étaient prises pour que les corps pussent au besoin se soutenir les uns les autres. On devait ainsi

tourner les Autrichiens. Bernadotte et Marmont arrivèrent de leur côté sur le Danube, le 6 octobre, par le territoire prussien d'Anspach, que Napoléon leur avait donné ordre de traverser sans respect de la neutralité prussienne, se bornant à leur recommander de payer les réquisitions et de garder une exacte discipline. Bade et Wurtemberg prétendaient rester neutres. Napoléon leur promit de les agrandir, de les rendre indépendants de l'Autriche, et les obligea de lui fournir quelques auxiliaires. Ney braqua un instant ses canons sur Stuttgard. L'électeur de Wurtemberg céda à la force ou voulut faire croire qu'il y cédait.

Mack demeurant immobile à Ulm et fort loin des autres armées autrichiennes, Soult, Davout, Bernadotte, suivis par Marmont, passèrent le Danube à peu près sans résistance et s'avancèrent au delà, de manière à couper les routes de Munich et de Vienne. Murat et Lannes, tournant autour d'Ulm pour s'en rapprocher, surprirent un corps ennemi à Wertingen, le 8, et lui prirent quatre mille hommes après un combat sanglant. Le 9, une division du corps de Ney enleva sous une grêle de feu les ponts de Güntzbourg, pour s'assurer le passage du Danube à proximité de la ville. On avait déjà occupé en arrière ceux du Lech et des autres rivières parallèles. Mack, perdant la possibilité de livrer une bataille sur le Danube, se retira dans les murs de la place, et sur la ligne qui s'étend jusqu'à Memmingen. Napoléon, donnant alors à Murat le commandement supérieur de la réserve, des corps de Lannes et de Ney, le chargea de se concentrer autour d'Ulm et de s'en rendre maître. Il envoya Soult intercepter entre Memmingen et Kempten la route du Tyrol, pour empêcher Mack d'essayer une retraite de ce côté. Il dirigea Bernadotte vers Munich pour y faire rentrer l'électeur, et il s'établit lui-même à Augsbourg, tant pour y surveiller la venue des Russes et des renforts autrichiens que pour être à portée de ses différents corps, et pouvoir les concentrer en vue d'une bataille. Ulm fut ainsi entourée en peu de jours. Le 11, le général Dupont, du corps de Ney, chargé de s'en rapprocher par la rive gauche du Danube, se heurta à Hasslach avec six mille hommes contre vingt-cinq mille ennemis retranchés sur le Michelsberg; toutefois, il se tira du danger habilement.

Mack ne chercha à se retirer ni par le Tyrol ni par la Bavière. Il se fiait à la position d'Ulm pour attendre le secours des

Russes ou celui des archiducs Jean et Charles, qui commandaient dans le Tyrol et en Italie. Il s'était contenté d'envoyer à Memmingen un détachement que Soult enleva, et d'occuper au nord les hauteurs d'Elchingen entre le Danube et la route de Bavière. Cette dernière opération, facilitée par la journée de Hasslach, obligeait les Français à rétablir le pont détruit d'Elchingen, afin de soutenir Dupont sur la rive gauche et de couper la route de Bavière. Le 14, Ney répara le pont sous le feu de l'ennemi, puis enleva par une attaque vigoureuse le village et le couvent d'Elchingen. Le 15, Napoléon fit enlever en sa présence les hauteurs du Michelsberg et du Frauenberg. Ce jour-là il se mêla aux soldats; il parut au milieu d'eux en petite tenue, souffrant la pluie et marchant dans la boue, au grand étonnement des officiers autrichiens. Le 16, il somma la place. Le 17, Mack consentit à se rendre s'il n'était secouru dans les huit jours. L'armée autrichienne devait déposer les armes, se constituer prisonnière de guerre et être emmenée en France; les officiers seuls obtiendraient de rentrer chez eux en s'engageant à ne plus servir pendant la durée de la guerre. Chevaux, armes, munitions, drapeaux, devaient appartenir aux Français.

L'archiduc Ferdinand, en mésintelligence avec Mack, s'était retiré d'Elchingen le 15, avait attiré à lui une partie de la garnison et pris la route de Bavière et de Bohême. Murat poursuivit les fuyards. Le 18, il fit capituler huit mille hommes d'infanterie à Heidenheim. La cavalerie avait pris les devants. Murat la poursuivit avec une extrême célérité, la précéda le cinquième jour à Nuremberg, après avoir fait quarante-cinq lieues, la défit et en obligea la plus grande partie à mettre bas les armes. L'archiduc Ferdinand n'atteignit la Bohême qu'avec deux ou trois mille cavaliers.

Le 20, Napoléon ayant démontré à Mack qu'il ne pouvait être secouru, celui-ci se décida à sortir de la place. Trente mille Autrichiens environ défilèrent sous les yeux de l'Empereur et des troupes françaises. Napoléon publia une proclamation magnifique. Il disait avoir fait à l'ennemi plus de soixante mille prisonniers, lui avoir enlevé son matériel et deux cents bouches à feu. Il n'estimait pas ses pertes à deux mille hommes. En effet, les Français n'avaient à peu près souffert que de la rapidité des marches; ce qui faisait dire aux soldats : « C'est avec nos jambes que l'Empereur gagne des victoires. »

VIII. — La guerre maritime eut des résultats bien différents. Villeneuve était arrivé vers le 20 août en vue de Cadix. Il avait l'ordre de se rendre dans la Méditerranée pour croiser dans les parages de Naples, et de n'éviter une bataille que s'il se trouvait en présence de forces supérieures.

La flotte comptait trente-trois vaisseaux, cinq frégates et deux bricks. Mais ses équipages, surtout ceux des bâtiments espagnols, n'étaient pas ce qu'il eût voulu. Pour mettre sa responsabilité à couvert, il réunit le conseil de guerre, qui fut unanimement d'avis qu'un engagement serait une témérité.

Nelson arriva sur ces entrefaites. Il avait trente-quatre vaisseaux supérieurement équipés et armés. Il en renvoya quelques-uns, et n'en garda que vingt-sept ; mais ces vingt-sept comptaient autant de bouches à feu que les trente-trois vaisseaux français. Villeneuve, se voyant dans les conditions prévues par l'Empereur pour affronter une bataille, sortit de Cadix le 20 octobre, et les deux flottes se heurtèrent le 22 à la hauteur du cap Trafalgar.

Nelson, au lieu de combattre en ligne bâtiment contre bâtiment, forma de sa flotte deux divisions. Il se réserva le commandement de la première, mit la seconde sous les ordres de l'amiral Collingwood, et entreprit de couper la ligne ennemie sur deux points pour la battre en détail, manœuvre que la supériorité de ses vaisseaux devait faire réussir. Ce plan arrêté, les deux vaisseaux amiraux anglais, le *Victory,* monté par Nelson, et le *Royal Sovereign,* monté par Collingwood, s'avancèrent les premiers, entraînant le reste de la flotte. Deux vaisseaux français, le *Redoutable* et le *Bucentaure,* ce dernier portant le pavillon de Villeneuve, soutinrent énergiquement le choc. Le *Redoutable* engagea avec le *Victory* une lutte héroïque, dans laquelle Nelson tomba, frappé mortellement; mais les canons anglais tiraient trois coups pendant que les canons français n'en tiraient qu'un. Le *Redoutable* et le *Bucentaure,* après avoir perdu la plus grande partie de leur équipage, furent obligés d'amener leurs pavillons. Les autres vaisseaux engagés de notre côté ne furent guère mieux traités. L'amiral Magon fut tué sur *l'Algesiras,* et l'amiral Gravina blessé sur le *Santa-Anna.* Le vaisseau l'*Achille,* ayant fait une défense désespérée, fut incendié et sombra au milieu des flammes.

Après six heures de lutte, Gravina donna le signal de la retraite. Jamais plus grande scène d'horreur ne s'était vue sur

la mer. Les Anglais avaient payé cher leur victoire; presque tous leurs bâtiments étaient démâtés. Ils avaient perdu trois mille hommes; les Français et les Espagnols à peu près sept mille. Sur les trente-trois vaisseaux de notre flotte, dix-sept étaient pris, un avait sauté.

Une tempête affreuse s'éleva, dura toute la nuit suivante et aggrava nos pertes. Les Anglais ne purent ramener à Gibraltar qu'un vaisseau français et trois espagnols; ils abandonnèrent le reste, qu'ils étaient hors d'état de remorquer. L'*Algésiras* et un autre sombrèrent.

Ce désastre justifia Villeneuve de n'avoir pas attaqué la flotte de Brest comme l'eût voulu Napoléon. L'Empereur apprit la fatale nouvelle en Moravie. Il en fut peu affecté, ou du moins il le parut. Il poursuivait alors d'autres plans, sur lesquels un échec maritime devait être sans influence. Il s'était désintéressé de la guerre navale. Il donna cependant l'ordre de taire l'événement. L'infortuné Villeneuve, après plusieurs mois de captivité en Angleterre, rentra en France pour justifier sa conduite. Il ne put se faire entendre, et se tua de désespoir à Rennes, dans une chambre d'auberge.

IX. — Napoléon ne voyait plus que l'Allemagne et les conséquences à tirer de son succès d'Ulm, conséquences à peu près certaines s'il continuait de frapper ses ennemis par la célérité de ses coups.

Il avait pourtant deux autres points noirs; mais il s'efforçait de se les dissimuler. Le premier était une crise monétaire, compliquée d'une véritable crise financière, suite des embarras où la Compagnie des négociants réunis s'était jetée et avait précipité la Banque avec elle. En effet, la Banque était obligée de réduire ses payements en argent. Le second point noir était l'attitude décidément hostile de la Prusse. Frédéric-Guillaume avait résisté d'abord à toutes les instances d'Alexandre, qui était venu à Pulawy, château des Czartoryski, sur la Vistule, pour être à portée de ses armées, et lui demandait une entrevue. Mais la violation du territoire d'Anspach par Bernadotte exaspérait la Prusse et lui semblait un affront. Le roi repoussa l'excuse de l'ambassadeur français, alléguant qu'Anspach et les districts franconiens n'avaient jamais été compris dans la neutralité prussienne. Il prit, le 19 octobre, la résolution d'occuper le Hanovre, où les Français n'avaient laissé qu'une gar-

nison à Hameln, et d'ouvrir le passage de la Silésie à l'armée russe de Buxhoewden, qui se trouvait en Pologne. Alexandre courut à Berlin le 25, pour le flatter, l'encourager et le compromettre définitivement. Les deux souverains se jurèrent amitié sur le tombeau du grand Frédéric. Le roi de Prusse s'engagea, par un traité signé le 3 novembre, à proposer une médiation dont les conditions formelles seraient l'abandon de la Hollande et de la Suisse par Napoléon; il promettait d'entrer en campagne si ces conditions n'étaient pas acceptées dans le délai d'un mois. Un refus était certain; la Prusse ne prenait que le temps nécessaire pour préparer ses armées.

Napoléon vit dans ces déterminations prises à Berlin une raison de plus de se hâter et de marcher en avant, pendant que les Prussiens n'étaient pas prêts. Il donna l'ordre au général Barbou, qui commandait à Hameln, de s'y défendre jusqu'à l'extrémité, et courut à Munich.

Le désastre d'Ulm avait causé à Vienne le plus grand effroi. Il ne restait guère de la première armée autrichienne que vingt mille hommes des corps de Meerfeldt et de Kienmeyer, qui avaient été coupés d'Ulm dès le début, et qui s'étaient repliés, l'un sur la Styrie, l'autre sur l'Inn. Kutusof s'était avancé jusqu'à Braunau, sur cette dernière rivière, avec quarante mille Russes. Il voulut se retirer en Moravie, derrière Vienne. L'empereur François insista pour qu'uni à Kienmeyer, il essayât d'arreter ou de ralentir la marche des Français. Kutusof s'y laissa décider, à la condition pourtant de ne risquer aucune action générale. La cour de Vienne multiplia les proclamations et appela les habitants aux armes. Mais elle était affolée, et ses conseils changeaient sans cesse. On transportait déjà en Hongrie les richesses de la capitale pour les mettre à l'abri.

Napoléon n'avait donc presque pas d'ennemis devant lui. Il pouvait courir à Vienne, se rendre maître de l'échiquier militaire, prévenir la Prusse, l'effrayer, et jeter les Russes dans le plus grand embarras. Il prit soin d'assurer sa marche par des dispositions habiles, où jamais ne se révéla mieux son génie militaire.

Il donna l'ordre de réunir six divisions en Hollande, pour y former une armée qui marcherait sous son frère Louis dans le Hanovre, contre les Prussiens et la première armée de la coalition.

Masséna avait pris l'offensive en Italie dès le 18 octobre,

enlevé le pont de Vérone et occupé le faubourg situé au delà, opération dirigée avec autant de vigueur que d'habileté. L'archiduc Charles, dont l'action était subordonnée aux événements d'Allemagne, et dont les forces, successivement réduites, avaient cessé d'être supérieures à celles de son adversaire, se renferma dans le camp retranché de Caldiero. Masséna, sur la nouvelle de la capitulation d'Ulm, passa l'Adige le 29, et attaqua le 30 les positions de l'ennemi. L'infanterie autrichienne sortit en colonne, soutint un combat acharné de plusieurs heures, et resta d'abord maîtresse du terrain. Mais le 31, sur la nouvelle que Vienne était menacée, l'archiduc se mit en retraite, en sacrifiant sa division d'arrière-garde, qui fut enveloppée. Les Français, ayant fait dans ces deux jours huit mille prisonniers, marchèrent à sa poursuite.

Restaient les corps autrichiens du Tyrol. Napoléon détacha Ney avec dix mille hommes par Kempten et le défilé de Scharnitz pour les y couper, tandis qu'Augereau, arrivant par Huningue et Stokach, y pénétrait de son côté.

Pendant ce temps la grande armée s'ébranlait. Bernadotte, Marmont, puis les autres corps, suivant des routes différentes, passèrent du 28 au 30 octobre l'Inn dont tous les ponts étaient coupés. Braunau fut occupée sans résistance. Napoléon y transporta d'Augsbourg ses magasins et ses hôpitaux. On s'avança sur la Traun et sur l'Enns, où l'on n'eut à livrer que des combats insignifiants. Le 5 novembre on entra sans coup férir à Lintz, où Napoléon établit son quartier général. On ne craignait plus de voir arriver en flanc l'archiduc Charles. Il était trop éloigné, et s'il eût essayé de le faire, il eût été enfermé entre la grande armée et celle de Masséna qui le poursuivait.

La seule position où Napoléon s'attendît à être arrêté était celle de Saint-Polten au pied du Kahlemberg, dont les pentes descendent en cet endroit jusqu'au Danube. Les Russes, battus le 5 novembre à Amstetten dans un combat d'infanterie, furent poursuivis jusqu'à Saint-Polten, mais n'essayèrent pas de s'y maintenir, et passèrent le Danube à Krems le 9. Napoléon faisait marcher Mortier sur la rive gauche avec trois divisions, pour se couvrir de ce côté contre une attaque possible des Prussiens ou de l'archiduc Ferdinand et des corps autrichiens de la Bohème. Une flottille descendait le fleuve pour assurer les communications entre les deux rives, jeter des ponts au besoin et aider au transport du matériel ou des hommes fati-

gués par les marches. Le 11, les Russes, conduits par le général Schmidt, le meilleur officier de l'état-major autrichien, surprirent en forces à Dirnstein la division Gazan, la première du corps de Mortier. Elle opposa une résistance désespérée, qui donna à la division Dupont marchant à sa suite le temps d'arriver et de la dégager. Les Russes lâchèrent prise et laissèrent le général Schmidt tué sur la place.

Napoléon, que cet échec obligeait à la prudence, retint ses troupes, au moment où son avant-garde arrivait déjà en vue de Vienne, bien que la capitale de l'Autriche fût hors d'état de se défendre. Des faubourgs à peu près ouverts débordaient les murs de la vieille ville qui avait soutenu le siége de 1683. L'empereur François se retira derrière le Danube avec ce qui lui restait de forces, et laissa au comte Urbna le soin de régler les conditions de l'entrée des Français. Cette entrée eut lieu le 13. Vienne fut frappée d'une contribution de cent millions; l'arsenal avec cent mille fusils et deux mille canons tomba aux mains des vainqueurs. Napoléon s'établit au château impérial de Schœnbrunn.

Comme il y avait eu des pourparlers d'armistice, Lannes et Murat en profitèrent pour tromper les officiers qui gardaient les ponts du Danube; grâce à cette ruse peu loyale, ils s'emparèrent de ces ponts et de l'entrée des routes de la Moravie. Napoléon, qui avait eu déjà la pensée de cerner Kutusof et les Russes avant qu'ils eussent repassé le Danube, conçut alors l'espérance de les tourner et de leur couper le passage sur la rive gauche vers Stockerau et Hollabrunn.

Marmont et Davout, détachés à droite de la grande armée du côté de la Styrie, y poursuivaient le corps de Meerfeldt. Ce dernier, rejeté par Marmont de Léoben vers les montagnes de Mariazell, y fut battu et dispersé par Davout.

Ney avait pénétré dans le Tyrol le 7 novembre par le défilé de Scharnitz. Le 16 il entrait à Inspruck, coupant ainsi par le milieu les corps autrichiens. Ceux de Jellachich et de Rohan furent rejetés à l'ouest dans le Vorarlberg. Jellachich y rencontra Augereau, qui le força de capituler à Fussen. Rohan échappa, passa le Brenner, et rejoignit la Vénétie, mais pour y rencontrer à son tour Gouvion Saint-Cyr, qui le fit capituler à Castelfranco. L'archiduc Jean, abandonnant les deux corps dont il était coupé, échappa aux poursuites de Ney, passa dans la Carinthie avant que Marmont, alors dans la Styrie, pût l'at-

teindre, et joignit son frère l'archiduc Charles à Cilly. Ayant réuni leurs forces, ils marchèrent tous deux parallèlement, non sur la route de Vienne, où ils eussent rencontré la grande armée, mais sur le Raab et la Hongrie dans la direction de Presbourg, espérant tourner Vienne et s'unir aux Russes. Marmont et Masséna reçurent l'ordre de ne pas les poursuivre davantage et de se tenir à proximité de la grande armée.

X. — Kutusof se repliait de Krems par la Moravie vers Ollmutz, où arrivait la seconde armée russe, celle de Buxhoewden. Soult, Lannes et Murat reçurent l'ordre de s'avancer à marches forcées pour lui barrer le passage. Ils l'atteignirent à Hollabrunn; mais il trompa Murat par une feinte proposition d'armistice et gagna deux marches. Le 16 il avait déjà passé, quand Murat attaqua son arrière-garde commandée par Bagration, au village de Schongraben. Bagration fut très-maltraité, mais passa. Le 19 Kutusof atteignit Waschau, entre Brunn et Ollmutz.

Murat, Soult et Lannes arrivèrent le même jour à Brunn, et Napoléon les joignit le lendemain; il s'avança peu au delà, tant pour donner du repos à ses soldats que pour ne pas trop s'éloigner de ses autres corps disposés en éventail autour de Vienne. Mortier occupait cette ville. Bernadotte marchait sur Brunn par Iglau pour surveiller la Bohême; Davout s'avançait par Presbourg et la Morava pour surveiller la Hongrie. Napoléon donna l'ordre à Bernadotte et à Davout de le rejoindre à marches forcées; car il était pressé de livrer une bataille ou de traiter. Il sentait qu'il laissait derrière lui des pays hostiles et une capitale frémissante, tandis qu'il avait en face quatre-vingt-dix mille ennemis, formés des armées russes de Kutusof et de Buxhoewden avec quelques corps autrichiens. Les archiducs allaient amener soixante mille hommes en Hongrie. Les Prussiens, qui avaient fixé leur entrée en campagne au 15 décembre, pouvaient prendre position de maniere à nous couper la retraite. L'issue de la bataille de Trafalgar était connue, et encourageait les résistances de l'Europe. Les maréchaux conseillaient de profiter des succès obtenus et de faire la paix. Un revers ou des retards pouvaient tout perdre. Napoléon s'attachait dans ses bulletins à représenter les Russes comme des soldats barbares, dont les Autrichiens supportaient l'alliance avec peine et détestaient les pilleries, mais il savait que ces assertions étaient très-exagérées, et si ses bulletins habituaient

la France aux rodomontades, il avait du moins alors le bon sens de ne pas se duper lui-même.

Les mêmes raisons engageaient Kutusof à gagner du temps. Il désirait attendre que les archiducs venant par la Hongrie l'eussent rejoint. Il eût voulu aussi attendre l'entrée en campagne des Prussiens, malgré leurs lenteurs qui ne se démentaient pas. Mais il n'avait pas assez de fermeté de caractère pour imposer sa volonté au quartier général des Russes, où Alexandre venait d'arriver, entouré d'un état-major plein de jactance et de présomption. Les officiers de cet état-major se vantaient de détruire un ennemi auquel les Autrichiens n'avaient pas su résister. Ils disaient que Napoléon avait usé ses forces; qu'il ne pouvait aller plus loin; qu'il commençait déjà son mouvement de retraite; en effet on l'avait vu s'avancer jusqu'à Waschau, puis se replier sur Brunn; que le moment était venu de l'attaquer. Les officiers autrichiens soutenaient cette idée, par le désir qu'ils avaient de débarrasser leur pays de l'invasion. On se flattait de couper Napoléon de Vienne, de le rejeter ainsi sur la Bohême et de le réduire à une retraite périlleuse. L'armée alliée comptait quatre-vingt-deux mille hommes, dont quatorze mille Autrichiens seulement. Les Russes, quoique battant en retraite depuis Braunau, ne s'étaient pas laissé entamer. Une moitié de leurs troupes était toute fraîche, et ils s'imaginaient en finir par une prompte victoire.

Napoléon devina leur plan, chose d'ailleurs aisée, prit le parti de se laisser attaquer, et occupa des positions défensives entre Brunn et Austerlitz, pendant qu'Alexandre et François établissaient leur quartier général dans cette dernière ville. Il se campa entre la route de Brunn à Ollmutz et celle d'Austerlitz à Vienne, devant le ruisseau de Goldbach, qui coule au pied de hauteurs boisées de sapins, traversant plusieurs villages et aboutissant aux marais de Satschan et de Monitz, sur une ligne de quatre ou cinq lieues. En face de lui était un plateau assez élevé, celui de Pratzen. Il calcula que les Russes, maîtres de ce plateau, essayeraient de déloger ses troupes au sud et de les chasser de la route d'Austerlitz à Vienne; qu'il les laisserait engager sur ce point le gros de leurs forces, se développer en demi-cercle pour envelopper les Français et dégarnir le plateau de Pratzen; qu'il s'emparerait alors de ce plateau par une attaque vigoureuse, et les couperait en deux, de manière à les rejeter au nord sur la route d'Ollmutz, et au sud vers les étangs;

plan dont la réussite devait les anéantir. « Si je voulais empêcher l'ennemi de passer, dit-il à ses généraux en leur montrant le plateau de Pratzen, c'est ici que je me placerais, mais je n'aurais qu'une bataille ordinaire. Si au contraire je resserre ma droite et que les Russes abandonnent ces hauteurs, ils sont perdus sans ressources. » Ayant ainsi jugé la faute que devait faire l'ennemi, il ne songea plus qu'à l'obliger de la commettre. Il massa rapidement ses forces, composées des corps de Murat, Lannes, Soult, déjà réunis, et de celui de Bernadotte, qui venait d'arriver à marches forcées. Deux divisions de celui de Davout arrivèrent aussi le 1er décembre. L'ensemble comprenait près de quatre-vingt mille hommes. Ce jour-là, Napoléon plaça Lannes et Murat au nord, entre le plateau de Pratzen et la route de Brunn à Ollmutz, près de laquelle il occupa un mamelon élevé qu'il garnit d'artillerie. Il mit au centre Soult, qui devait enlever le plateau de Pratzen au moment voulu. Il envoya quelques divisions à sa droite pour attirer les Russes sur la route d'Austerlitz à Vienne, et il garda près de lui une réserve de vingt-cinq mille hommes, formée du corps de Bernadotte, des grenadiers d'Oudinot, et de la garde impériale. La nuit venue, il parcourut le front de bataille, salué par les acclamations des soldats, qui éclairaient son passage avec des pailles allumées au bout des fusils. Il était plein d'une confiance qu'il leur communiqua par une proclamation hardie : « Soldats, leur disait-il, les positions que nous occupons sont formidables, et pendant que les ennemis marcheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc. Cette victoire finira cette campagne. »

Le 2 décembre, les Russes attaquèrent avant le jour. Une brume épaisse couvrait l'immensité du champ de bataille. Le gros de leur armée, descendant du coteau de Pratzen, marcha au sud vers les villages de Telnitz et de Sokolnitz, qui furent pris et repris, et déborda notre aile droite, qui toutefois fit bonne contenance et les poussa vers les étangs. Vers huit heures, le soleil parut dans tout son éclat. Napoléon lança ses maréchaux. Soult franchit les pentes de Pratzen et s'y établit. Napoléon marcha pour le soutenir avec ses réserves, pendant que Murat et Lannes, aux prises avec la cavalerie russe et le corps de Bagration dans la plaine qui s'étend au nord du plateau, se battaient avec acharnement, éloignaient Bagration, le rejetaient sur la route d'Ollmutz et enlevaient de nombreux prisonniers. Kutusof essaya en vain de ramener ses troupes sur le plateau

de Pratzen; elles avaient trop de distance à parcourir. Une charge des chevaliers-gardes de Russie fut repoussée victorieusement par le général Rapp et la cavalerie de la garde impériale. Napoléon, ayant la clef de la position, rejeta les assaillants fort loin; puis, se tournant sur Buxhoewden et l'aile gauche des Russes, les mit en déroute. Ils se retirèrent avec une contenance ferme, en suivant la chaussée qui séparait les étangs. Mais un de leurs corps s'aventura sur celui de Satschan. La glace peu solide se rompit sous la charge et sous les boulets dont on la cribla. Les malheureux régiments russes tombant là comme dans un gouffre, la journée finit par une affreuse scène de carnage.

L'ennemi était coupé et détruit. Il perdit, en prenant le calcul le plus modéré, au moins trente mille hommes tués, hors de combat ou prisonniers. On lui enleva cent vingt canons. Il se retira en désordre sur la route de Hongrie. Les Français avaient perdu sept mille hommes morts ou blessés. Napoléon alla coucher à Austerlitz.

XI. — Le lendemain 3, le prince de Lichtenstein se présenta au quartier général français pour demander la paix ou un armistice. Le 4, l'empereur François eut une entrevue avec Napoléon, au bivouac d'Urschitz.

Napoléon avait hâte de profiter de sa victoire, quoiqu'il se soit vanté plus tard d'avoir pu écraser tout à fait l'armée russe. Il signa un armistice le 6, à condition que les Français conserveraient toutes leurs positions, y compris Presbourg, occupé par Davout, que les levées d'hommes cesseraient immédiatement dans les États autrichiens, que les Russes évacueraient par journées d'étapes la Hongrie et la Moravie dans un délai de quinze jours, et la Gallicie dans celui d'un mois.

Il laissa Talleyrand à Brunn avec mission de négocier la paix, et retourna à Schœnbrunn.

Talleyrand était d'avis qu'on devait se montrer généreux vis-à-vis de l'Autriche, trop affaiblie pour être désormais à craindre, lui enlever Venise et ses possessions de la Souabe, lui assigner pour frontières l'Inn et les montagnes du Tyrol, mais l'indemniser avec les provinces danubiennes, ce qui la constituerait en antagonisme avec la Russie, et imposerait à celle-ci une barrière du côté de la Turquie. Talleyrand avait déjà présenté ce plan à Strasbourg au début de la guerre; il y revint et

le défendit comme la meilleure garantie de la paix future de l'Europe.

Napoléon montrait moins de modération depuis ses premiers succès en Allemagne. Son ambition avait grandi. Il voulait non-seulement Venise, mais le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie, c'est-à-dire les deux rivages de l'Adriatique, et il les voulait non comme le conseillait Talleyrand, pour reconstituer la république de Venise, mais pour agrandir le royaume d'Italie. Il exigeait aussi, pour récompenser et fortifier ses petits alliés d'Allemagne, non-seulement l'Autriche antérieure, c'est-à-dire les districts autrichiens de la Souabe et le Vorarlberg, ce qui devait enlever à la cour de Vienne la communication avec le lac de Constance, mais encore le Tyrol. Il se proposait de donner le titre de rois aux électeurs de Bade, de Wurtemberg et de Bavière, et de leur imposer en retour des alliances matrimoniales entre leurs maisons et sa propre famille. Il voulait marier Eugène de Beauharnais à la fille de l'électeur de Bavière, et faire épouser Stéphanie Beauharnais au fils de l'électeur de Bade; car il disposait des filles des souverains allemands comme de leurs provinces. Il voulait aussi imposer à l'Autriche cent millions, qui serviraient à créer des dotations pour les maréchaux et l'armée.

Les conférences, transférées le 13 décembre de Brunn à Presbourg, furent assez difficiles. Car l'Autriche prétendait garder vis-à-vis de la Vénétie la frontière de l'Isonzo, et ne céder le Tyrol et le Vorarlberg qu'à des archiducs. Elle se résigna pourtant à subir les conditions du vainqueur. Par le traité de Presbourg, signé le 26 décembre, elle abandonna Venise, le Frioul, l'Istrie et la Dalmatie au royaume d'Italie. Elle céda ses possessions de Souabe à Bade et au Wurtemberg, le Vorarlberg et le Tyrol à la Bavière. Elle recouvra seulement Salzbourg. La Bavière indemnisa l'archiduc électeur Ferdinand en lui cédant l'évêché de Wurtzbourg, et reçut la ville et l'évêché d'Augsbourg en indemnité. L'Autriche perdit près de quatre millions d'habitants; de vingt-quatre elle fut réduite à vingt. Elle se trouva fort détachée de l'Allemagne, tout à fait éloignée de l'Italie, et privée de ses communications avec la mer, ce qui annulait une partie de ses ressources. Tout ce qu'elle obtint fut la réduction de sa contribution de guerre, dont on fixa le chiffre à quarante millions au lieu de cent. Elle n'accepta pas ces pertes, cette humiliation, et ces conditions

impossibles d'existence sans un profond désir de revanche. Mais force lui fut d'ajourner cette revanche à un temps meilleur. Elle en était à panser ses blessures, non à les guérir.

Napoléon n'avait voulu traiter qu'avec elle. Il avait écarté les Russes de la négociation, et surtout refusé que le traité se conclût, comme le demandaient François et Alexandre, sous la médiation de la Prusse.

L'envoyé prussien Haugwitz s'était présenté à son quartier général la veille de la bataille. Il ne voulut le voir qu'à Schœnbrunn après la victoire. Il lui fit des plaintes hautaines sur la conduite de la cour de Berlin; mais comme il voulait absolument la détacher des autres puissances, il lui offrit brusquement le Hanovre, en échange de quelques territoires qu'il se proposait d'occuper par raisons stratégiques ou pour remplir des vues particulières. Ces territoires, dont les principaux étaient le marquisat d'Anspach, la principauté de Neufchâtel, le duché de Clèves avec Wesel, équivalaient à peu près au tiers de l'électorat. Le Hanovre appartenait à l'Angleterre; il le donnait à la Prusse précisément pour la brouiller avec le cabinet de Londres, et il exigeait d'elle une alliance offensive et défensive. Le traité prussien, qu'Haugwitz signa le 15 décembre à Schœnbrunn, sous la seule réserve de la ratification du roi, hâta la conclusion de celui de Presbourg.

Après avoir achevé ces divers traités, réglé l'administration des pays conquis et les conditions de l'évacuation, envoyé enfin à Paris les drapeaux enlevés à l'ennemi, Napoléon reprit la route de France. Il s'arrêta à Munich, pour y assister au mariage d'Eugène avec la princesse Augusta. Il adoptait Eugène et lui donnait en expectative la couronne d'Italie à titre héréditaire, se réservant de faire connaître plus tard les relations qui devraient exister entre les différents États de son Empire. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg prirent le titre de rois, « *récompense,* disaient les bulletins, *méritée* par l'attachement et l'amitié qu'ils ont montrés à l'Empereur ». L'électeur de Bade voulut garder son titre de grand-duc.

Napoléon rentra à Paris le 28 janvier 1806.

La victoire d'Austerlitz et l'annonce de la paix, faite un peu prématurément par Joseph, y avaient causé un grand et naturel enthousiasme. Napoléon en avait éprouvé un vif mécontentement, et s'en était plaint à Joseph. « Ce n'est pas, lui écrivait-il, en criant : Paix, qu'on l'obtient. Je ferai la paix lorsque

je croirai de l'intérêt de mon peuple de la faire... Mon peuple sera toujours unanime quand il saura que je suis content, parce qu'il sentira que c'est la marque que ses intérêts sont à couvert [1]. »

Le Tribunat exprima le vœu de l'érection d'une colonne, surmontée de la statue de l'Empereur. Alors commencèrent les adulations, à l'enivrement desquelles il ne sut pas résister. Ses premiers décrets furent pour ses soldats. Il avait déjà, le 6 décembre, fixé les pensions des veuves de militaires de divers grades tués à Austerlitz. Il s'occupa aussi de leurs enfants; il statua que les fils seraient élevés à Rambouillet, les filles à Saint-Germain. Enfin il accabla de récompenses tous ceux qui s'étaient distingués dans la grande journée.

XII. — L'Italie méridionale, bien qu'éloignée du théâtre de la grande guerre, en avait ressenti le contre-coup violemment.

Napoléon ne cessait d'accuser la reine Caroline de perfidie, et ne cessait pas non plus de la provoquer, pour avoir contre elle un grief et détrôner la dynastie de Naples, quand il jugerait le moment venu. C'était sa pensée arrêtée; en attendant il affectait, et Talleyrand avec lui, un grand étonnement de l'intérêt que la Russie prenait aux affaires italiennes.

Au mois de septembre 1805, il occupa Ancône, sans ménagement pour le Pape, qui protesta. Le roi de Naples, menacé et hors d'état de résister, offrit de signer un traité de neutralité Napoléon y consentit à la condition expresse qu'aucun soldat russe ou anglais ne débarquerait en Italie. Il s'assura par ce moyen la libre disposition de vingt mille hommes, que Gouvion Saint-Cyr put conduire dans la Vénétie pour y appuyer Masséna. (21 septembre) Mais au mois de novembre la reine Caroline, cédant aux instances de la coalition, introduisit les Anglo-Russes et joua sa couronne. Saint-Cyr s'arrêta sur la Brenta. Napoléon garda le silence jusqu'à la victoire d'Austerlitz. Vainqueur, il qualifia la conduite de la reine d'*atroce perfidie,* et il imprima dans le 37e bulletin de la grande armée : « La dynastie de Naples a cessé de régner. »

Masséna reçut l'ordre de marcher sur Naples à grandes journées. Le 9 janvier il arriva à Bologne ; Saint-Cyr le précédait. Joseph avait dû quitter Paris par un commandement expres

[1] Lettres à Joseph, du 13 et du 15 décembre 1805. Ducasse, t. I.

dans les quarante-huit heures, et le rejoindre. Quarante-cinq mille Français formant trois corps sous Masséna, Saint-Cyr et Reynier, envahirent les États napolitains. Ils ne trouvèrent de résistance que dans la citadelle de Gaëte. Les Russes s'étaient retirés à Corfou depuis Austerlitz; leur retraite entraîna celle des Anglais, qui se cantonnèrent dans la Sicile. La reine, après avoir armé les lazzaroni et les Calabrais, s'enfuit la derniere à Palerme. Les Français entrèrent le 13 février à Capoue et le 15 à Naples. Les Napolitains, redoutant des excès pareils à ceux de 1799, leur firent un accueil pacifique, mais plus résigné qu'enthousiaste. Reynier s'avança jusque dans les Calabres et rejeta dans la Sicile le jeune prince royal avec les généraux Rosenheim et Roger de Damas.

Napoléon fit imprimer dans le *Moniteur* du 27 février : « Le plus beau pays de la terre aura dorénavant un gouvernement ferme, mais libéral. » Il annonça l'intention de mettre à sa tête un prince français et de le faire entrer « dans les États fédératifs de l'Empire français ». Par décret du 30 mars, Joseph fut créé roi de Naples, avec réserve de ses droits à la succession éventuelle du trône impérial. Napoléon dit dans le préambule du décret : « Nous agirons selon que nous le jugerons convenable pour l'intérêt de nos peuples et l'avantage du grand système que la Providence nous a destiné à fonder. » Il créa en même temps dans le royaume de son frère six duchés grands fiefs de l'Empire et s'en réserva la disposition.

Rome avait protesté contre l'occupation d'Ancône. Pie VII fut le seul souverain qui ne s'inclinât pas devant la force. Il prétendit maintenir sa neutralité vis-à-vis de toutes les puissances, et son indépendance tant au temporel qu'au spirituel, l'une étant nécessaire à l'autre pour assurer la garantie des intérêts religieux. Il refusa de devenir belligérant à aucun prix [1]. Il avait l'esprit très-troublé de la pensée que son action pontificale allait être partout d'une difficulté extrême. Cette crainte ravivait ses scrupules à propos des concessions qu'il avait faites à Paris, du rôle qu'il y avait joué, du reproche que l'Europe lui adressait d'avoir montré pour Napoléon des complaisances excessives. Il s'était cru en droit d'obtenir de lui une reconnaissance proportionnée à ces scrupules.

Napoléon, qui croyait au contraire que c'était à lui d'exiger

[1] Lettre du 13 novembre 1805.

de la reconnaissance, et qui n'avait d'égards ni pour la personne du Pape, ni pour le caractère mixte de sa souveraineté, voulait disposer à son gré de l'Italie entière, y compris les États pontificaux, et n'y rencontrer d'embarras ni pour sa politique ni pour ses armées. Il crut obtenir ce résultat par des menaces. Il écrivit de Munich, le 7 janvier 1806, une lettre hautaine, où, se déclarant *protecteur du Saint-Siége,* il exigeait que Rome eût les mêmes amis et les mêmes ennemis que la France. Il réclamait l'expulsion des Anglais, des Russes, des Suédois, même celle des familiers du roi de Sardaigne. Il ajouta (lettre du 13 février) que le Pape devait cesser de ménager les hérétiques; qu'il était, lui, l'Empereur de Rome, comptable envers Dieu qui l'avait commis pour le maintien de la religion, et qu'il avait le droit d'obtenir du Saint-Père pour le temporel les mêmes égards qu'il devait lui montrer pour le spirituel. Il écrivit le même jour au cardinal Fesch : « Je n'entends plus que la cour de Rome se mêle de politique. Dites-leur bien que je suis Charlemagne, leur empereur, que je dois être traité de même. » Il se plaignit enfin des lenteurs que mettait le Pape à trancher les diverses questions religieuses soulevées dans toutes les parties de ses vastes États, en France, en Allemagne, à Milan. Pie VII répondit le 21 mars par un long exposé de sa conduite, délibéré avec les cardinaux. Il maintint sa neutralité, défendit son indépendance, réfuta les allégations fausses ou inapplicables tirées de l'histoire de Charlemagne, montra que les affaires ecclésiastiques se traitaient autrement que les affaires temporelles, annonça enfin sa résolution d'affronter toutes les adversités plutôt que de transiger avec sa conscience.

La querelle s'aigrit et s'envenima. Talleyrand continua de soutenir que l'Italie étant occupée et défendue par les armées françaises, la France n'y pouvait tolérer des ennemis. Le cardinal Fesch fut rappelé de l'ambassade et remplacé par un laïque, Alquier. Mais Napoléon abandonna le débat à son ministre des affaires étrangères, affectant une sorte de dédain pour un adversaire impuissant qu'il accusait d'ingratitude et de démence; d'ingratitude, puisqu'il favorisait nos ennemis; de démence, puisque ces ennemis étaient presque tous des hérétiques ou des infidèles.

XIII. — Marmont avait occupé les États vénitiens, Molitor

l'Istrie et la Dalmatie. La Vénétie fut réunie au royaume d'Italie, moins quelques réserves. On y introduisit le Code civil, le système militaire français et le Concordat.

Le traité de Presbourg s'exécuta sans difficultés, sauf pour les bouches du Cattaro, où les Monténégrins occupèrent avec l'appui des Russes deux forts qui leur furent livrés par un commandant autrichien. Napoléon en exigea et en obtint la restitution. Seulement il s'ensuivit des négociations et des délais, qui lui donnèrent un prétexte de garder la place de Braunau et de maintenir cent soixante mille hommes en Allemagne. Berthier, établi à Munich, dirigeait les mouvements de l'évacuation. Elle s'opéra avec une régularité parfaite, les corps se repliant en se soutenant les uns les autres, comme si l'on eût été en face de l'ennemi, mais elle se fit aussi avec une lenteur calculée. L'armée française s'arrêta dans la Bavière et la Franconie, sur la ligne de l'Inn et au pied des montagnes de Bohême. Rien n'était terminé avec la Prusse. La paix n'était pas faite avec la Russie, et la guerre continuait avec l'Angleterre.

Haugwitz n'avait signé le traité du 15 décembre qu'en réservant l'acceptation du roi. Le malheureux Frédéric-Guillaume, séduit comme son ministre par l'offre du Hanovre, déplorait l'obligation où il se voyait réduit de s'exposer à une guerre contre les Anglais pour en éviter une avec la France. Il envoya Haugwitz à Paris représenter qu'on lui enlevait trop de territoire et décliner la condition d'une *alliance offensive et defensive*. Napoléon, sachant qu'à Berlin le Hanovre consolait de tout, augmenta ses exigences. Il voulut que la Prusse s'engageât à fermer l'Elbe et le Weser, et à reconnaître tous les changements qu'il faisait ou préparait en Italie, y compris le royaume de Naples. Le roi finit par signer le 15 février 1806, tout en gémissant de froisser les sentiments de son peuple, sentiments de plus en plus hostiles à la France. Les Prussiens, surtout l'armée et la noblesse qui possédait les grades militaires, ne pouvaient oublier qu'ils étaient Allemands. Napoléon alla jusqu'à exiger le renvoi du ministre Hardenberg, qu'il trouvait trop favorable aux Anglais. Son but était atteint; il avait isolé et paralysé la cour de Berlin.

La mort de Pitt changea dans le même temps sa situation vis-à-vis des Anglais. Pitt succomba le 23 janvier, à quarante-sept ans, usé par un travail excessif et par la passion du pouvoir à

laquelle il s'était livré sans frein. L'esprit constamment tendu par le calcul d'une énergique volonté, la parole froide, acérée, un style roide comme celui des papiers d'État, une sorte de dédain de ses adversaires, tel était l'homme dans lequel l'action belliqueuse de l'Angleterre s'était incarnée. La guerre semblait un duel entre lui et Napoléon. On put croire un instant le duel terminé, puisque l'un des antagonistes n'était plus.

Le ministère nouveau qui se forma réunit les plus grands talents politiques du pays, Fox, Granville et Windham. Fox exprima des idées relativement conciliantes. Napoléon, plus sensible à ses revers maritimes qu'il ne voulait le paraître, entrevit la possibilité de la paix. En conséquence il soutint et répéta que Pitt, *le génie du mal,* était l'auteur responsable des troubles de l'Europe. Comme autrefois Robespierre ou Barère, il affecta de ne voir en lui que l'implacable ennemi de la France et de la révolution, l'homme de *l'aristocratie europeenne,* qui avait fait *triompher les patriciens*, et asservi l'univers. Il conçut l'idée de restituer aux Anglais Malte et le Cap, de reconnaître leurs acquisitions dans les Indes, et d'exiger d'eux à son tour qu'ils le reconnussent pour maître de l'Italie. Il songea même à leur rendre le Hanovre, s'il le fallait, dût-il imposer de nouveaux arrangements à la Prusse, ce qui l'inquiétait d'autant moins que chaque jour, révélant quelque négociation secrète de la cour de Berlin, donnait une nouvelle preuve de sa duplicité. Toutefois il ne se hâta pas; car il avait encore sur le continent de grands projets qu'il voulait d'abord exécuter.

XIV. — Il avait laissé la France en proie à une double crise, financière et monétaire. Cette crise avait pour cause le chiffre élevé des frais de guerre, les souffrances du commerce, surtout du commerce maritime qui était anéanti, les escomptes multipliés et les expédients de toute sorte auxquels il fallait recourir pour solder des dépenses qui marchaient plus vite que les recettes. « La guerre, disait Barbé-Marbois, nous a privés de soixante à soixante-dix millions de crédit, qu'il faut remplacer par des ressources effectives [1]. » On avait en outre commis la faute de confier le service du Trésor à la compagnie des *négociants réunis,* ou compagnie Ouvrard, qui, chargée

[1] Rapport du ministre du trésor à Joseph, le 1er janvier 1806.

déjà du service des vivres et des fournitures militaires, avait encore entrepris à l'étranger des spéculations aventurées et compromis la Banque en l'engageant indirectement dans ses propres affaires.

La victoire aida à sortir de ces embarras. Elle ramena la confiance, l'abondance de l'argent, et permit de revenir complétement aux payements en numéraire.

Napoléon tint, aussitôt après son retour, un conseil de finance. Il manda d'autorité aux Tuileries les *négociants réunis,* dont la dette envers l'État était de cent quarante et un millions ; il les obligea de lui abandonner leur actif, dont la valeur paraît avoir été de quatre-vingts millions [1], plus les créances qu'ils possédaient sur l'Espagne et qu'il comptait réaliser mieux qu'eux. Il voulait aussi rendre les opérations du Trésor indépendantes des leurs. Mollien, nommé ministre du Trésor à la place de Barbé-Marbois, organisa un syndicat des receveurs généraux, qu'il chargea des escomptes, et appliqua un système de comptabilité en partie double, qui diminua la quantité d'escomptes nécessaires, en facilitant la disposition immédiate des recettes encaissées dans les départements.

Les quarante millions imposés à l'Autriche servirent à combler une partie du déficit des anciens budgets. Napoléon forma en même temps avec les ressources de la conquête un *trésor de l'armée,* destiné à alimenter les guerres futures et à faire des avances aux autres caisses pendant la paix.

Le 2 mars il ouvrit la session du Corps législatif par un exposé magnifique de ses succès. Il y dissimulait pourtant l'échec de Trafalgar. « Les tempêtes, disait-il, nous ont fait perdre quelques vaisseaux, après un combat imprudemment engagé. » Il ajouta l'assertion mensongère que le peuple n'aurait pas à supporter de charges nouvelles. Enfin il ne craignit pas de défier l'Europe par ces fières et téméraires paroles : « Les hautes destinées de ma couronne ne dépendent pas des sentiments et des dispositions des cours étrangères. » Les orateurs et les organes du gouvernement commentèrent ce discours dans un sens pacifique, en développant le thème que l'Empereur, rassasié de conquêtes, n'ambitionnait que la gloire de législateur et les bénédictions de la génération présente.

Le budget de 1806 fut l'œuvre principale de la session. Na-

[1] Thiers.

poléon voulait entretenir quatre cent mille ou quatre cent cinquante mille hommes, non compris la marine. Contrairement à la déclaration qu'il venait de faire au Corps législatif, il résolut d'augmenter les impôts, et il annonça brutalement au conseil d'État que les clameurs des contribuables ne l'arrêteraient pas. Il augmenta donc les droits de douanes, la plupart des impôts indirects ou *droits réunis;* il rétablit encore la taxe du sel, sur des bases plus uniformes et plus justes que par le passé, mais avec la prétention assez singulière de ne pas revenir à la gabelle. En revanche, il supprima le droit de péage que le Directoire avait établi sur les routes et qui était fort incommode; le nombre des barrières qui disparurent fut de trois mille cinq cents.

Il réorganisa la banque, en doubla le capital, en étendit le privilége à vingt-cinq ans, et s'attribua la nomination du gouverneur avec celle de deux sous-gouverneurs. Son but était de la rendre à la fois plus puissante et plus dépendante. Il rétablit, pour faciliter les affaires, les charges d'agents de change, de courtiers de commerce, les chambres syndicales, etc.

Il s'occupa des travaux publics, des routes, et surtout des canaux, qui avaient pris un grand développement depuis le Consulat.

À Paris, il décréta l'achèvement du Louvre, la rue de la Paix, une rue Impériale qui devait traverser la ville entière; puis des réparations à Sainte-Geneviève, à l'église de Saint-Denis; le pont du Jardin des plantes, qui fut terminé cette année et appelé le pont d'Austerlitz; celui de l'École militaire, qui le fut l'année suivante et devint le pont d'Iéna; enfin, la fameuse colonne de la place Vendôme, imitation de la colonne Trajane. Il rêvait pour sa capitale des embellissements impérissables, qui auraient eu quelque chose de fabuleux et de supérieur à tout ce qu'on avait vu jusque-là. Il ordonna aussi de restaurer les palais impériaux. Mais l'exécution de pareils décrets n'était pas aisée; plusieurs de ces créations, comme celle de la rue Impériale (rue de Rivoli), demeurèrent inachevées. La place Bellecour, à Lyon, ne s'achevait pas davantage; les propriétaires manquaient d'argent et se souciaient peu d'emprunter. Dans les travaux publics comme à la guerre, Napoléon cherchait l'effet, qu'il voulait produire vite et à tout prix. Il décréta encore, pour le mois de septembre 1806, une

exposition de l'industrie, afin de montrer que la guerre n'arrêtait point l'essor de la prospérité nationale.

Outre les lois de finances et les grands travaux, le Corps législatif vota, dans la session de 1806, le Code de procédure, préparé depuis longtemps, et une loi sur l'instruction publique (le 10 mai). L'enseignement manquait de professeurs et se recrutait mal. Napoléon jugea nécessaire de créer un corps enseignant; il voulut que ce corps fût sérieux, puissant et honoré; que ses membres pussent arriver aux plus hautes charges de l'État, et avoir, suivant son expression, les pieds dans l'école et la tête dans le Sénat. Mais, si c'était là une idée juste et libérale, il y en joignit d'autres qui l'étaient moins. Il voulut une corporation formée plus ou moins sur le modèle de celle des Jésuites, dont les membres contractassent non des vœux, mais des obligations déterminées, la plupart temporaires, et surtout celle de l'obéissance; il voulut aussi que cette corporation eût un caractère militaire, qu'elle fût soumise à une discipline rigoureuse; que les supérieurs pussent mettre les inférieurs *aux arrêts*. L'Université devait tenir ainsi du cloître et de la caserne; à ce titre, ses membres étaient exempts de la conscription. Napoléon voulut encore qu'elle eût, pour former uniformément la jeune génération à l'esprit nouveau, un monopole absolu et une complète unité de doctrines, doctrines sur lesquelles d'ailleurs il ne s'expliquait pas. Conception pratique à certains égards et chimérique à beaucoup d'autres, reposant sur de fausses analogies, enfin étroite et intéressée; car il rapportait tout à lui et à l'Empire. Les vues qu'il développa là-dessus au conseil d'État furent passablement étranges. Il prenait l'habitude de parler sur chaque sujet avec une abondance périlleuse et le ton autoritaire d'un maître qui ne voulait pas être contredit. Ses paroles, écoutées et recueillies soigneusement comme des oracles, frappent par ce qu'elles ont de bizarre, de despotique et de faux. Au reste, la loi votée, l'Université ne fut organisée que plus tard, en 1810.

La prétention de Napoléon de tout faire lui-même et par coups d'autorité n'éclata nulle part mieux que dans les affaires religieuses. Il voulut régler celles des protestants, puis celles des juifs. Il convoqua un consistoire ou sanhédrin de représentants des juifs à Paris, et il leur soumit ses idées sur l'interprétation des lois de Moïse. Il voulut obliger les curés à lire dans les paroisses les bulletins de la grande armée; toutefois il

rencontra une telle opposition sur ce dernier point qu'il dut y renoncer. Il fit rédiger, sous prétexte du besoin de l'uniformité, un catéchisme, dans lequel le devoir de la conscription et l'obéissance à la dynastie devaient être enseignés comme des lois de Dieu. Mais il ne trouva pas dans tout le clergé les mêmes complaisances que chez le cardinal Caprara, qui, voyant les puissances prosternées devant lui, ne croyait pas que l'Église dût lui résister. Son catéchisme, quoique imprimé et assez répandu, fut promptement abandonné.

Qu'il ait blamé parfois certains excès de zèle de ses préfets ou de ses autres agents, cela n'altère en rien le caractère de son gouvernement, dès lors franchement absolu.

Il organisa encore en 1806 la haute cour, et il lui nomma un procureur général, qui fut Regnault de Saint-Jean-d'Angély. Mais il ne la réunit jamais. Il recula devant le danger de lui soumettre des accusés politiques, tout comme de les soumettre aux tribunaux ordinaires, même dans les conditions imposées à ces derniers. Il était trop peu satisfait de l'effet et du résultat du procès de Moreau.

XV. — Napoléon, très-simple dans sa vie intérieure, prétendait entourer son trône d'un éclat inusité. Il fit rédiger pour l'étiquette du palais un règlement contenant plus de huit cents articles et renouvelant jusque dans les moindres détails les usages de l'ancienne cour. Il en donna pour raison qu'il voulait exclure toute familiarité de son entourage.

Il fit aussi (le 30 mars) un statut relatif aux priviléges et aux obligations de la famille impériale. Il imposa aux princes et aux princesses des devoirs rigoureux, mais il eut le tort de déroger au droit commun sur trop des points qui les concernaient.

Ne se contentant plus du titre d'Empereur des Français, et poursuivi par le souvenir de Charlemagne, il songeait à rétablir l'Empire d'Occident, avec des royaumes et des duchés placés en face de lui dans un état de vassalité ou de subordination absolue. Il se proposait d'étendre cet Empire sur la plus grande partie des peuples de race latine, entre lesquels existaient des affinités naturelles, et même au delà, sur des populations de race germanique. Il voulait le constituer plus ou moins sur le modèle de l'Empire d'Allemagne, qui existait encore de nom, mais de nom seulement, les derniers changements introduits au delà du Rhin ayant en réalité achevé de le dissoudre.

Napoléon avait imaginé de créer des rois qui devaient être ses vassaux, conserver leur titre de princes français, et les dignités dont ils étaient revêtus en France. Ces rois devaient régner à titre héréditaire, mais l'hérédité de leurs trônes étant subordonnée à l'hérédité du trône impérial, ils devaient avoir des appartements au Louvre, y résider souvent, former le conseil de la famille impériale, élire son successeur. Il disait, il l'a surtout répété plus tard, qu'il se sentait isolé en Europe, ce qui était vrai, car il avait réduit toutes les cours à conspirer en secret contre lui. De là sa résolution de donner des trônes à ses frères, afin de créer « des points d'appui et des centres de correspondance au grand Empire » . Il ajoutait que les peuples voisins croiraient dès lors avoir des représentants nationaux. Singulière illusion du despotisme, qui, loin de respecter les traditions, les institutions, ou les sentiments de ces peuples, brisait leurs volontés, et disposait d'eux sans eux, quelquefois malgré eux. Quand il les consulta, ce fut d'une manière dérisoire ; leurs volontés devaient céder à la sienne. Pour se justifier, il disait que son trône était le fondement de l'ordre social, qu'il voulait donner à l'Europe un centre de gravité, et mettre un terme aux balancements continuels que produisait le vieux système de l'équilibre des puissances.

Il créa en même temps des principautés et des duchés, pour satisfaire l'ambition ou les convoitises surexcitées de ses autres parents, celles de ses généraux et des hommes qui avaient servi à sa fortune. Il était monté si haut, qu'il voulait que d'autres montassent avec lui. Il sentait même que cela était nécessaire, et que plus son élévation avait été rapide et surprenante, plus elle avait besoin d'être étayée par un long échafaudage de dignités. Il disait aussi que la générosité était un calcul; qu'en donnant à ses généraux de riches récompenses, il les empêcherait de voler et de se payer eux-mêmes aux dépens des pays conquis [1].

Par des décrets du 15 et du 30 mars, il donna en pleine souveraineté à ses beaux-frères, à Murat le grand duché de Clèves et de Berg, cédé par la Prusse, au prince Borghese la principauté de Guastalla que ce dernier revendit au royaume d'Italie, et à Baciocchi, déjà prince de Lucques et de Piombino, les duchés de Massa et de Carrara.

[1] Voir dans la correspondance du roi Joseph (premiers mois de 1806) les lettres relatives aux vols commis par Masséna dans l'État de Venise.

Il donna au maréchal Berthier la principauté de Neufchatel en Suisse, également cédée par la Prusse et refusée par Murat, qui l'avait jugée trop peu considérable. Un peu plus tard il donna les duchés de Bénévent et de Ponte-Corvo, fiefs du Saint-Siége enclavés dans le royaume de Naples, à Talleyrand, pour le récompenser de ses services, et à Bernadotte, parce qu'il était le beau-frère de Joseph.

Il fit ensuite de ce qui restait de l'État de Parme (Guastalla en étant détaché) deux duchés, ceux de Parme et de Plaisance, pour Cambacérès et Lebrun. Il détacha des États vénitiens douze duchés, ceux de Dalmatie, d'Istrie, de Frioul, de Cadore, de Bellune, de Conégliano, de Trévise, de Feltre, de Bassano, de Vicence, de Padoue, de Rovigo, et des états de Naples quatre autres, ceux de Gaëte, d'Otrante, de Tarente et de Reggio, qu'il se réserva. Ces derniers duchés étaient sans souveraineté, mais les titulaires jouissaient d'un quinzième des revenus. Il se réserva encore dans ces diverses acquisitions d'Italie trente-quatre millions de biens nationaux et deux millions quatre cent mille francs de rentes, qui durent être affectés à des dotations particulieres, « pour les généraux, officiers et soldats de la grande armée ».

Ayant disposé pour Joseph du royaume de Naples, il destina la Hollande à Louis. Celui-ci était marié depuis 1801 à Hortense Beauharnais, fille de Joséphine. Il avait peu de goût pour la couronne qu'on lui offrait, mais Napoléon lui dit « qu'un sujet ne pouvait qu'obéir » ; il devint donc roi malgré lui. La Hollande, républicaine par tradition et fort éprouvée par la continuation des guerres maritimes, ne se voyait pas sans regrets rivée à la fortune de la France. Napoléon, qui sentait le besoin de resserrer les liens d'une annexion incomplete, écrivit le 14 mars à Talleyrand en lui rendant compte d'un entretien avec l'amiral Verhuell : «Voici en deux mots à quoi j'ai réduit la question. La Hollande est sans pouvoir exécutif; il lui en faut un. Je lui donnerai le prince Louis... Au lieu du grand pensionnaire, il y aura un roi. Les arguments sont que sans cela je ne ferai rendre aucune colonie à la paix. Il faut qu'avant vingt jours le prince Louis fasse son entrée à Amsterdam. » Pour le public, il allégua la nécessité de remettre les forts militaires du nord de son Empire à des mains dont la fidélité ne put lui inspirer aucun doute, et celle d'assurer l'exécution des traités de commerce à l'embouchure des grands fleuves. Il dit

encore, mais moins haut, que la coalition chercherait à rétablir le stadtoudérat, qu'il voulait la prévenir; que sans un pouvoir héréditaire, la Hollande serait constamment exposée aux intrigues des Anglais; qu'il avait hâte d'établir son système continental avant la paix maritime. Le grand pensionnaire Schimmelpenninck et les ministres hollandais étaient convaincus qu'une lutte était impossible; ils cherchèrent uniquement à mettre leur responsabilité à couvert et à stipuler des garanties. Une assemblée de notables fut convoquée exprès. Elle demanda le prince Louis pour roi; toutefois elle exprima ses regrets de la transformation proposée et demanda aussi une charte constitutionnelle. Louis fut proclamé le 5 juin roi de Hollande. Napoléon lui imposa la condition de ne jamais cesser d'être Français.

Les trônes de Naples et de Hollande créés, Napoléon s'occupa d'organiser l'Allemagne à son profit.

Depuis le conclusum de 1803 et plus particulièrement depuis Austerlitz, il n'existait plus de corps germanique ni de diète que de nom. Les électeurs souverains, comme le roi de Wurtemberg, refusaient d'obéir aux décisions fédérales. L'Autriche ne les appuyait plus. Ni les cercles, ni le collége des princes ne s'étaient réorganisés. La noblesse immédiate, privée de ses anciennes garanties, était sacrifiée partout. Les plaintes, les réclamations, et elles étaient nombreuses, ne se portaient plus à Ratisbonne, mais à Munich, auprès du ministre français Otto, de Clarke et de Berthier. En fait la France exerçait un arbitrage souverain.

L'archichancelier prince de Dalberg imagina de former une nouvelle confédération allemande, qui laisserait en dehors d'elle la Prusse, l'Autriche et les États particuliers entraînés dans l'orbite de ces deux puissances. Napoléon devait en être le Protecteur, ou comme on disait, le Charlemagne, et venir tous les ans faire un séjour à Mayence au milieu des princes allemands. Dalberg proposa encore de prendre pour coadjuteur à Ratisbonne le cardinal Fesch, et d'ériger le grand-duché de Berg, que Murat possédait, en électorat.

Napoléon accueillit ces ouvertures, qu'il avait probablement suggérées, et résolut de présenter ou plutôt d'imposer aux princes allemands le plan tout fait de la Confédération du Rhin. Il voyait l'Autriche réduite à une inaction ou une indifférence forcée. Il voyait la Prusse inquiète, aux écoutes, mais il avait

pris l'habitude de la dédaigner. Il tenait la Bavière, le Wurtemberg et Bade dans un état de sujétion. Les autres princes comptaient peu ; un seul, l'électeur de Hesse, s'agitait ; or Napoléon ne demandait pas mieux que d'avoir des griefs contre lui, afin de pouvoir disposer un jour de ses États comme d'un équivalent pour le Hanovre, s'il était forcé de prendre quelque nouvelle détermination à l'égard de ce dernier pays.

Les négociations, demeurées secrètes, aboutirent le 12 juillet au traité qui créa la Confédération du Rhin, sous le protectorat de l'Empereur des Français. Les rois de Bavière et de Wurtemberg, l'électeur de Ratisbonne, les grands-ducs de Bade et de Berg, le landgrave de Hesse-Darmstadt et dix autres petits princes, se séparant de l'Empire germanique, conclurent avec la France une alliance perpétuelle, offensive et défensive. Ils lui promirent leur concours pour toute guerre continentale ; elle devait fournir deux cent mille hommes, eux soixante-trois mille. Une diète, créée à Francfort, devait comprendre deux colléges, l'un de rois, l'autre de princes ; il est vrai qu'elle ne s'assembla jamais. Un grand nombre de princes immédiats furent médiatisés, c'est-à-dire privés de leur souveraineté. Il y eut encore quelques remaniements territoriaux. L'archichancelier reçut la ville de Francfort en échange de l'évêché de Ratisbonne, donné ainsi que Nuremberg à la Bavière, qui de son côté céda plusieurs districts du Tyrol à l'Italie. Napoléon, sûr de disposer des forces militaires de la Confédération, évita de s'attribuer les inutiles prérogatives des anciens empereurs d'Allemagne.

La France et les confédérés du Rhin notifièrent à la diète de Ratisbonne qu'ils ne la reconnaissaient plus. On fit entendre que l'Empire germanique était vermoulu et tombé de vétusté. François II renonça, sans protester, à ses couronnes d'empereur d'Allemagne et de roi des Romains ; il délia les électeurs de leurs obligations et de leurs serments. Il reconnut même Joseph comme roi de Naples, quoique le souverain détrôné des Deux-Siciles fût son beau-père. Quant à la Prusse, on lui insinua que, dégagée de ses liens avec l'Empire, elle pourrait former avec les États allemands du nord, Saxe, Mecklembourg, Anhalt et autres, une confédération particulière analogue à celle du Rhin.

XVI. — Napoléon s'était pressé de faire Joseph roi de Naples,

avant que la conquête de l'Italie méridionale fût achevée, afin que la création de la nouvelle dynastie fût un fait accompli quand il traiterait avec les Anglais. Il entendait que cette royauté lui fût pleinement subordonnée. Il exigeait que Joseph employât des moyens de rigueur pour se faire promptement obéir et craindre de ses nouveaux sujets. Il lui écrivait : « Rien n'est sacré après une conquête[1]. » Et encore : « Les sentiments d'affection doivent céder à la raison d'État. Je ne puis reconnaître pour parents que ceux qui me servent. »

Joseph fit son entrée royale à Naples le 10 mai. Il y fut reçu par le maréchal Jourdan, que Napoléon avait nommé gouverneur de la ville, et trois sénateurs en mission vinrent l'y féliciter. Prenant à tâche d'adoucir ce que les façons d'agir de son frère avaient de trop dur ou de trop personnel, il s'entoura de Napolitains, s'occupa de réorganiser l'armée du pays et chercha même à en améliorer les institutions. La justice, la police, les finances, l'administration entière, étaient pleines d'abus. Il entreprit de les réformer et d'*abolir la féodalité*. Les biens nobles et féodaux furent soumis à l'impôt. On supprima des couvents ; on créa des écoles. C'était ce que l'on appelait « introduire le bienfait des institutions françaises[2], ou régénérer un peuple jadis célèbre pour en faire un fidèle allié de la France ». Les Français cherchaient, d'ailleurs d'assez bonne foi, à faire l'Italie à leur image. Les amis de Joseph faisaient valoir encore qu'il délivrerait le pays de la plaie invétérée du brigandage ; ils rappelaient avec horreur les violences de tout genre qui avaient accompagné la restauration des Bourbons en 1799.

Quant à Napoléon, il voyait moins dans ces réformes le bien des peuples qu'un instrument de sa politique, et il s'en exprimait brutalement. « Établissez le Code civil à Naples, écrivait-il à son frère le 5 juin 1806 ; tout ce qui ne vous est pas attaché va se détruire alors en peu d'années, et ce que vous voudrez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du Code civil. Il faut établir le Code civil chez vous, il consolide votre puissance, puisque par lui tout ce qui n'est pas *fidéicommis* tombe, et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous érigez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher un code civil et m'a porté à l'établir. »

[1] Lettre du 31 mars 1806.
[2] Bignon.

Les réformes poursuivies avaient l'inconvénient d'augmenter les charges publiques, ce qui devait mécontenter les habitants des campagnes, déjà mal disposés. Et ce mécontentement était d'autant plus dangereux que Gaëte et les Calabres résistaient encore.

Gaëte, forte par elle-même et entourée de trois côtés par la mer, était défendue par une excellente garnison que commandait le prince de Hesse. Le siége, entrepris en règle par Masséna, coûta beaucoup de temps. Le 7 juillet, les Français démasquèrent leurs batteries et lancèrent un tonnerre d'artillerie. Le 18, la brèche était praticable. Au moment où l'on formait les colonnes d'assaut, la place capitula. Masséna accorda à la garnison les honneurs de la guerre à la condition qu'elle ne porterait pas les armes avant une année.

Les Calabres offrirent à Reynier de grandes difficultés, tant par leur configuration montagneuse que parce que les Anglais étaient maîtres de la Sicile et de la mer. Joseph n'avait point de marine, par conséquent aucuns moyens de conquérir la Sicile, dont il déclarait la possession indispensable au maintien de son trône à Naples. Les Anglais s'emparèrent de l'île de Capri en vue de la capitale. Le 1er juillet, le général Stuart fit une descente sur la terre ferme. Reynier, voulant prévenir une prise d'armes générale des Calabrais, se hâta de prendre l'offensive, quoique avec des forces inférieures. Il attaqua l'ennemi à Maïda sur l'Amato, y fut repoussé, et reçut l'ordre de se replier sur Cassano. Les brigands calabrais, chez lesquels l'amiral Sidney Smith avait répandu de l'argent, se jetèrent sur les soldats français épars, et commirent de tels actes de férocité que le général Stuart se crut obligé de prendre généreusement les victimes sous sa protection. Masséna marcha au secours de Reynier après la capitulation de Gaëte, chassa les Anglais des différentes vallées, les força de se rembarquer le 5 septembre, et poursuivit les brigands d'une manière impitoyable. Au lieu de fusiller ceux qui lui tombaient dans les mains, il les fit pendre, entre autres leur chef le plus habile, le moine Fra Diavolo.

Joseph, ayant trouvé à Naples les arsenaux et les caisses vides, reculait devant la création de nouveaux impôts et préférait tirer des traites sur la France. Il écrivait (9 septembre) : « Je n'ai plus de douanes, plus de commerce ; j'ai force bri» gands ; l'armée est toujours en mouvement. Les frais de cette

» guerre sont immenses; ils augmentent tous les jours; les re-» cettes diminuent d'une manière effrayante. » Napoléon, qui ne voulait plus lui envoyer de l'argent et des soldats, lui reprocha de manquer de décision, d'être faible et au-dessous des difficultés de sa position. Il lui écrivit de se créer des finances, de lui envoyer à lui-même quelques régiments napolitains, de les remplacer en enrôlant des Suisses et des Corses qui seraient attachés à sa personne, de construire une place forte à Castellamare, et d'y former le noyau d'une armée de dix mille hommes destinée à conquérir la Sicile, dont il pourrait alors tirer des ressources au lieu d'y consommer les siennes.

Le démêlé avec Rome s'envenima lorsque Napoléon prétendit exiger d'elle la reconnaissance de son frère. Le Pape refusa de renoncer à l'investiture du royaume de Naples par le Saint-Siége, et à la suzeraineté des duchés de Bénévent et de Ponte-Corvo. Il déclara qu'il ne céderait jamais. Consalvi, que la France accusait d'être l'auteur de cette résistance, se retira, et la résistance continua. Napoléon, qui occupait déjà Sinigaglia, Fano et Civita, menaça le 30 juillet d'occuper Rome elle-même et de ne plus la rendre. Le Pape protesta plus vivement. L'Empereur, occupé de préparer la guerre contre la Prusse, ajourna l'effet de ses menaces, mais sans y renoncer, très-résolu à faire l'unité italienne. Cette conduite était loin d'être universellement approuvée en France, mais on y était habitué au silence; ceux qui parlaient haut continuaient de taxer Pie VII d'ingratitude, et l'esprit de conquête qui s'était emparé de la nation faisait taire la plupart des autres sentiments.

XVII. — La Prusse, embarrassée d'avoir accepté au mois de février le don du Hanovre, essaya de s'en excuser à Londres; elle représenta que Napoléon avait conquis l'électorat et qu'elle l'avait payé elle-même en cédant plusieurs provinces en échange. Les Anglais reçurent mal ces prétendues explications. Fox accusa en plein Parlement la cour de Berlin d'unir la bassesse de la servilité à l'odieux de la rapacité. Georges III lui reprocha dans un manifeste de n'avoir pas embrassé le parti que lui dictaient son véritable intérêt et son honneur outragé en jetant le gant avant Austerlitz, ce qui eût sauvé l'Europe. Il lui déclara la guerre, fit saisir ses bâtiments et bloquer l'Elbe et le Weser. Cependant ces ordres furent exécutés avec une lenteur calculée pour lui donner le temps de revenir à résipiscence. La Suède

n'eut pas les mêmes ménagements et se prononça contre la Prusse résolûment. Napoléon, pour soutenir l'énergie de Frédéric-Guillaume, lui donna à entendre qu'il le verrait sans regret s'emparer de la Poméranie suédoise.

La Russie, plus humiliée qu'affaiblie par sa défaite d'Austerlitz, était loin de renoncer à la vengeance. Elle regrettait de n'avoir pas assez fait pour gagner la Prusse, et de l'avoir effrayée par le projet de reconstituer la Pologne, projet remis en avant par Czartoryski. Elle pensait toujours la ramener. En attendant, elle cherchait à rester unie à l'Angleterre, et comme de toutes les puissances elle était la moins pressée, se sentant inattaquable chez elle, elle se prêta à quelques négociations avec Napoléon. Alexandre envoya d'Oubril à Paris pour régler l'affaire du Cattaro (au mois de juin). Les Anglais y négociaient aussi. Fox désirait la paix et la poursuivait avec plus d'ouverture que ses devanciers, quoique non moins décidé à sauvegarder les intérêts britanniques. L'abandon qu'offrait Napoléon de Malte, du Cap et d'autres colonies ne lui suffisait pas. Il voulait que la paix fût générale et embrassât le continent. Il prétendait donc que la Russie fût admise à négocier de concert avec l'Angleterre. Il demandait une indemnité sérieuse pour les Bourbons de Naples, comme la Dalmatie, Raguse ou même Venise. Talleyrand offrit les Baléares, se faisant fort de les obtenir de l'Espagne. Les Anglais prétendaient encore traiter sur la base de l'*uti possidetis,* c'est-à-dire conserver la Sicile à la reine Caroline. Talleyrand évita à dessein de se prononcer sur ce sujet, espérant que la Sicile serait conquise avant le traité, et qu'il amènerait Fox à consacrer un fait accompli.

D'Oubril consentit à signer le 20 juillet, *ad referendum,* entre la Russie et la France, un traité séparé réglant la question du Cattaro et celle de l'Adriatique, et stipulant une indemnité, d'ailleurs mal déterminée, pour le roi et la reine de Naples. Le cabinet anglais exprima son mécontentement, qu'accrurent le refus formel de laisser la Sicile aux Bourbons et l'acte de la Confédération du Rhin. Alexandre, non moins exaspéré, refusa de confirmer le traité, disgracia son négociateur, et déclara qu'il n'admettrait qu'une paix commune avec l'Angleterre, assurant la Sicile aux Bourbons, une indemnité au roi de Sardaigne et des garanties étendues pour la liberté de l'Adriatique. Napoléon, décidé à rompre, trouva un prétexte dans la mort de Fox, qui survint assez inopinément le 13 septembre. Il pu-

blia partout que cette mort emportait l'espérance de la paix du monde. Assertion des plus fausses, puisque Fox exigeait à tout prix l'abandon de la Sicile, et qu'il s'y refusait, lui, absolument. Mais il s'empara de ce prétexte pour colorer la guerre.

Si la Confédération du Rhin était un défi adressé aux puissances, la Prusse devait la première relever le gant. Vainement Napoléon lui offrait-il de se dédommager en formant une confédération de l'Allemagne du Nord avec la Saxe, le Mecklembourg et divers petits États. Ces petits États y résistaient, par le désir de rester indépendants, par la crainte de se mettre indirectement sous le joug de la France, et par celle de s'aliéner la Russie, qui les protégeait. D'ailleurs l'annexion la plus utile pour la cour de Berlin eût été celle des villes hanséatiques, et Napoléon exceptait ces villes formellement, parce que leur indépendance absolue était nécessaire au commerce français et à la Confédération du Rhin. La Prusse se sentait donc amoindrie et sans amis, avec l'hostilité de l'Angleterre et de la Suède. Elle se sentait de plus en grand danger; car elle n'avait de frontières ni à l'est, ni au midi, ni à l'ouest, ses récentes acquisitions n'ayant pu faire d'elle un État compacte et suffisamment arrondi. Elle ne devait compter ni sur la fidélité de ses sujets polonais, ni de ceux des nouvelles provinces, peu habituées encore à son joug militaire. Elle devait craindre à l'est une reconstitution du royaume de Pologne, ce qui eût compromis ses provinces polonaises, et à l'ouest la création d'un royaume pour Murat en Westphalie. Elle savait combien Napoléon avait enflammé l'ambition de Murat, celle de ses généraux et de ses officiers. Elle craignait qu'il ne voulût s'emparer encore, pour la satisfaire, de nouveaux territoires en Allemagne, grâce à la faiblesse et aux complicités des petits princes.

Elle commença donc à se dire que c'était à elle de sauver l'Allemagne, et, en sauvant l'Allemagne, de délivrer l'Europe. Les écrivains qui avaient le plus d'autorité ou de popularité au delà du Rhin, Arndt, Fichte, Kotzebue, Gentz, soutinrent cette thèse dans des écrits de toute sorte. « C'est l'Allemagne, écrivit Gentz dans un pamphlet, qui a été la principale cause de la ruine de l'Europe; c'est l'Allemagne qui doit opérer l'affranchissement général... C'est elle, ajoutait-il, qui doit encore assurer à la France une existence tranquille et harmonique pour la réconcilier avec tous les peuples et avec elle-même. » D'innombrables pamphlets furent mis en circulation sur le

territoire entier de l'ancien Empire, et surtout dans les pays de la Confédération du Rhin, pour prêcher l'idée allemande et accuser de trahison les princes qui s'étaient livrés à Napoléon.

Il suffisait du plus petit incident pour rallumer la guerre. Des plaintes faites contre la cour des Tuileries par l'électeur de Hesse-Cassel, qui avait eu jusque-là un pied dans les deux camps, devinrent le grief cherché par la Prusse. Haugwitz cessa de braver l'impopularité et afficha des sentiments hostiles à la France. La passion nationale fit explosion. Les petits princes allemands, chassés par les troupes françaises ou irrités de les voir séjourner indéfiniment dans leurs États, accoururent à Berlin. On rappela toutes les insultes que la Prusse avait subies; ce qui fit que les Anglais la comparèrent à une femme qui se plaint de s'être laissé déshonorer. On rappela les derniers actes de Napoléon, l'incorporation de Wesel à la France le 29 juillet, la prise de possession des abbayes d'Essen et de Verden livrées à Murat sans autre formalité, les mauvais procédés employés envers le prince d'Orange, autant de provocations manifestes. On accusa Napoléon d'avoir fait saisir des libraires de Nuremberg et fusiller l'un d'eux, parce qu'ils mettaient en circulation les écrits des patriotes allemands. On prétendit qu'il négociait avec les Anglais pour leur rendre le Hanovre.

La Prusse se mit sur le pied de guerre (9 août), regretta tout haut de n'avoir pas pris les armes six mois plus tôt, et déclara que le moment était venu de se défendre ou de périr. La reine en habit militaire, accompagnée du prince Louis, frère du roi, se montra aux revues pour provoquer l'enthousiasme.

La Prusse, si longtemps isolée, rentra en bonne intelligence avec ses voisins, avec la Suède, à qui elle restitua la Poméranie suédoise qu'elle occupait, avec la Russie, qui lui promit l'appui de soixante-dix mille hommes, et avec l'Angleterre, qui leva le blocus de ses fleuves.

XVIII. — Napoléon avait besoin de garder cent vingt mille hommes en Italie, savoir : vingt mille en Dalmatie sous Marmont, cinquante mille dans le nord et cinquante mille à Naples sous Masséna. Il arma Zara et les forteresses italiennes de Palma-Nova, Osopo, Legnago, Mantoue et Alexandrie; il chargea Miollis d'entreprendre à Venise des ouvrages de

défense considérables; car il devait se garantir contre une attaque possible des Autrichiens.

En Allemagne il lui fallait cent soixante-dix mille combattants, et il les avait, grâce aux positions qu'il n'avait cessé d'occuper en Franconie. Il mit une garnison dans la place de Braunau, qu'il approvisionna pour soutenir un siége, et à proximité de laquelle il établit des troupes bavaroises, dans le cas où l'Autriche attaquerait encore de ce côté.

Il forma ensuite deux armées de réserve de vingt mille hommes chacune, l'une en Hollande et à Wesel, composée en partie de Hollandais, sous les ordres du roi Louis, qui devait inquiéter les Prussiens en Westphalie; l'autre autour de Mayence sous Mortier. Brune garda la flottille de Boulogne avec les marins et les bataillons de dépôt. Quelques milliers de gardes nationaux furent enrégimentés dans les départements frontières. Toutes ces troupes furent rangées en échelons, de manière à s'appuyer et à se rejoindre rapidement les unes les autres.

Napoléon ne laissa en France, outre les dépôts, qu'un petit nombre de soldats pour garder les départements de l'Ouest, et six mille recrues à Paris sous les ordres de Junot. Il envoya aux régiments d'Allemagne des effets d'équipement, mit des voitures en réquisition sur toutes les routes, et s'en servit pour diminuer les marches de la garde impériale, ce qu'il appela un peu pompeusement la faire partir en poste. Enfin, après avoir dicté au général Clarke, les 18 et 19 septembre, ses ordres définitifs, et fixé aux 3 et 4 octobre la réunion des différents corps près de la frontière de Saxe, il partit le 24 septembre avec Joséphine et Talleyrand, et il arriva le 28 à Mayence.

Le 3 octobre, il vit l'archiduc Ferdinand dans sa principauté de Wurtzbourg, et se servit de son entremise pour donner à l'Autriche des assurances bienveillantes. Il reçut aussi la visite du roi de Wurtemberg; il arrêta le mariage d'une fille de ce prince avec Jérôme, qui fut mis à la tête des contingents de la Confédération du Rhin.

Les Prussiens étaient entrés en Saxe et avaient obtenu de l'électeur un contingent de vingt mille hommes, fourni pourtant sous quelques réserves. Napoléon affecta de voir là une déclaration de guerre.

Son plan était arrêté. Il voulait, suivant son usage, prendre une offensive rapide, en se portant par les montagnes boisées de la Thuringe sur les plaines de la vallée de l'Elbe. Trois

routes à peu près parallèles coupaient ces montagnes, routes tortueuses et souvent encaissées, présentant quelques défilés étroits, mais courts et sans obstacles sérieux, notamment sans cours d'eau d'un passage difficile. En les suivant toutes trois et en se hâtant, Napoléon prétendait couper les Prussiens de l'Elbe, c'est-à-dire de leur ligne de retraite, les rejeter à l'ouest, les démoraliser, s'ouvrir les routes de l'Oder, et empêcher les Russes de les joindre. Ceux-ci étaient d'ailleurs hors d'état d'arriver sur le terrain avant la fin de novembre. Napoléon comptait « marcher partout en un bataillon carré de deux cent mille hommes, et avec cette immense supériorité de forces se trouver toujours en forces doubles de celles de l'ennemi [1] ». Il eut soin de tenir ses combinaisons très-secrètes, et fit à Mayence et du côté de la Hesse quelques démonstrations propres à tromper l'ennemi. Le roi de Prusse l'ayant sommé de retirer ses troupes de l'Allemagne, il adressa à ses soldats une proclamation telle qu'il savait les faire, et y traita les Prussiens d'insensés.

Ces derniers avaient deux armées, la première, de quatre-vingt-treize mille hommes, au camp d'Erfurt, au pied de la forêt de Thuringe, sous le vieux duc de Brunswick; la seconde, de cinquante mille environ, sous le prince de Hohenlohe, dans la Saxe, vers Zeitz. Ils avaient encore une réserve de vingt-cinq mille hommes à Magdebourg et des garnisons dans les places. Leurs forces, tout compris, même les garnisons et les contingents auxiliaires, n'allaient pas à plus de deux cent vingt-cinq mille hommes; d'après Brunswick, elles n'en comptaient pas plus de cent dix-sept mille à mettre en ligne; elles étaient donc notablement inférieures aux forces françaises. La prudence leur eût conseillé de chercher des positions défensives, d'abord dans les montagnes de la Thuringe, puis sur la ligne de l'Elbe, et plus loin sur les autres grands fleuves, pour donner aux Russes le temps de rejoindre. Mais ils eussent sacrifié de cette manière la Hesse et la Saxe, c'est-à-dire de beaux territoires et des alliés qu'ils prétendaient protéger, bien que ces alliés eussent fait des réserves, que l'électeur de Hesse en particulier attendît une victoire pour entrer en ligne. Les Prussiens jugeaient donc ce parti peu digne de leur politique et de leur honneur militaire.

Ils sentaient qu'une longue guerre les ruinerait; ils aimaient

[1] Lettre à Soult le 5 octobre.

mieux se hâter et livrer une bataille rangée, se flattant de la gagner, grâce à la précision de leurs manœuvres. Il se disaient que les soldats du grand Frédéric seraient pour les Français d'autres ennemis que les Autrichiens et les Russes; que nulle armée ne possédait au même degré que la leur la science, la discipline, une tenue admirable et la tradition militaire. Leur artillerie et leur cavalerie étaient excellentes, au jugement même de Napoléon. Ils tenaient aussi à honneur de terminer la guerre avant la venue des Russes, et les moins confiants pensaient qu'en cas de revers ils sauraient prolonger la lutte en s'appuyant sur les places fortes jusqu'à ce que leurs alliés du Nord arrivassent. Nul ne s'imaginait que l'armée courût le risque de se perdre toute à la fois et de perdre avec elle la monarchie. Si au contraire on remportait une grande et prompte victoire, on s'assurait le concours actif non-seulement de la Russie, mais de l'Angleterre et même de l'Autriche, qui saisirait avec empressement l'occasion de se venger et de reprendre en Allemagne la position dont elle se trouvait chassée. La fortune de Napoléon se dissiperait, et l'Europe retrouverait son équilibre.

Tels étaient les sentiments dominants au camp d'Erfurt, où le roi, la reine, le prince Louis, ancien partisan de la guerre, la haute noblesse, le baron de Gentz et les autres publicistes ou écrivains polémiques les plus accrédités, s'annonçaient comme les vengeurs de l'Allemagne. « Nous sommes, dit le roi dans une proclamation, les sauveurs, les libérateurs de nos frères allemands; les regards de tous les peuples sont fixés sur nous comme sur les derniers soutiens de toute liberté, de toute sécurité, de tout ordre social en Europe. »

La plupart des militaires conseillaient de prendre une offensive rapide. Mais Frédéric-Guillaume, toujours irrésolu, ne se trouvait pas assez prêt. Brunswick, participant à ces irrésolutions, forma un peu trop tard le plan de se jeter brusquement sur Wurtzbourg pour occuper la ligne du Mein et couper l'armée française de ses communications avec Mayence. Ce plan fut déjoué par la prompte arrivée de Napoléon à Wurtzbourg. Le malheur des Prussiens était d'avoir à leur tete de vieux généraux, comme Brunswick et Mollendorf, débris de la guerre de Sept ans. Les plus jeunes, Blücher et Hohenlohe, avaient soixante ans passés. Le commandement manquait de décision et même d'unité.

XIX. — Napoléon se mit en route le 8 octobre par les trois routes de la forêt de Thuringe. Elles étaient à peine gardées par quelques corps isolés. Le 9, Murat et Bernadotte livrèrent un combat de cavalerie à Schleitz, et y eurent l'avantage, ce qui dissipa le prestige de la cavalerie prussienne. Le 10, Lannes obtint un succès plus important à Saalfeld, où le prince Louis engagea imprudemment une division et se fit tuer. Napoléon continua de s'avancer en tenant ses différents corps à portée les uns des autres, et en dirigeant son avant-garde sur Iéna, Naumbourg et les principaux passages de la Saale. Les corps prussiens qui s'étaient laissé atteindre se replièrent sur Iéna, à moitié en déroute et déjà démoralisés. Hohenlohe se concentra entre Iéna et Weimar, et occupa sur les bords de la Saale des positions faciles à défendre. Brunswick, étant revenu d'Erfurt à Weimar, laissa dans cette dernière ville une arrière-garde de vingt mille hommes sous le général Ruchel, et se porta vers Naumbourg pour empêcher Napoléon de le couper de l'Elbe.

Napoléon arriva le 13 à Iéna, en trouva les abords insuffisamment gardés, et monta sur la hauteur du Landgrafenberg, que l'ennemi avait négligée. Il s'aperçut que le corps de Tauenzien, occupant les villages voisins, était à quelque distance du reste des forces prussiennes. Il se hâta d'établir plusieurs régiments sur la position, et y fit monter à grand'peine de l'artillerie pendant la nuit par les gorges de la Schnecke, où il fallut que le génie élargît et aplanît la route. Napoléon trouvait à la position du Landgrafenberg l'avantage qu'elle lui permettait de découvrir tous les mouvements de l'ennemi et de lui cacher les siens. Le 14, il ouvrit le feu dès le matin pour s'emparer de l'espace nécessaire au déploiement de ses troupes. On enleva les deux villages de Clospoda et de Closewitz. Les corps de Lannes, de Soult, de Ney et d'Augereau purent alors entrer en ligne. Tauenzien, surpris, se vit en danger d'être détruit. Hohenlohe accourut à son secours, et appela de Weimar la division Ruchel, qui formait l'arrière-garde. Mais les corps prussiens, inférieurs par le nombre, n'arrivèrent que tard et les uns après les autres. Napoléon lui-même ignorait que Brunswick se fût déjà trop avancé avec ses forces principales dans la direction de Naumbourg pour être à portée d'appuyer Hohenlohe.

Ney engagea la bataille un peu témérairement avec une

simple division, avant que les autres troupes eussent achevé de se masser. Accueilli par de vigoureuses charges de la cavalerie ennemie, il forma son infanterie en carrés et résista. Lannes s'avança pour le soutenir, et marcha sur le village de Vierzehnheiligen, centre de l'armée de Hohenlohe. Les autres corps donnèrent avec autant de vigueur que de précision, et enlevèrent les différents villages occupés par les Prussiens. Ceux-ci, poussés de tous côtés et victimes de l'imprévoyance de leurs chefs, furent rejetés sur la route de Weimar. Leur cavalerie fit d'inutiles efforts pour protéger la retraite, plusieurs régiments d'infanterie tentèrent non moins vainement des retours offensifs et formèrent à leur tour des carrés; ces carrés ne purent tenir. La retraite se changea en déroute. Ruchel, arrivant de Weimar avec l'arrière-garde, eût pu rallier les fuyards; il préféra se jeter brusquement sur les Français, et se fit mettre en pièces. Les colonnes de l'armée vaincue atteignirent Weimar dans un désordre affreux. Murat, qui les poursuivait avec ses dragons, y entra en même temps qu'elles, acheva leur ruine, et ne leur laissa plus qu'à se disperser dans toutes les directions. Les Français perdirent dans cette journée quatre mille hommes, en tuèrent douze mille à l'ennemi, lui enlevèrent quinze mille prisonniers et lui prirent deux cents canons.

Napoléon avait envoyé la veille Davout et Bernadotte occuper les ponts de la Saale à Naumbourg et Dornbourg, et fermer ainsi aux Prussiens les routes de l'Elbe. Brunswick et le roi s'étaient de leur côté mis en marche avec soixante-six mille hommes par les deux routes conduisant de Weimar à Naumbourg et à Fribourg, sans se douter que Napoléon pût concentrer le gros de ces forces à Iéna et écraser Hohenlohe. Brunswick avait commis encore une autre faute, celle de ne pas occuper le défilé de Kösen, qui descend à Naumbourg. Davout l'avait prévenu et s'y était établi.

Le 14 de grand matin, Schmettau, qui commandait l'avant-garde de l'armée royale, rencontra les Français sur les hauteurs en avant de Kösen. Un brouillard épais empêchait d'apprécier de part et d'autre les forces en présence. Davout n'avait que les trois divisions Gudin, Friant et Morand, avec quelque cavalerie, en tout vingt-sept mille hommes; il croyait marcher pour prendre à revers, à Apolda, les corps prussiens destinés à soutenir ceux de Vierzehnheiligen. En face d'un ennemi

dont il ne pouvait calculer le nombre, il appela Bernadotte à son aide. Celui-ci refusa, et se contenta de passer le pont de Dornbourg, formant une réserve immobile entre les deux armées françaises. En cela il se conformait aux ordres de Napoléon, qui avait jugé que Brunswick irait secourir Hohenlohe; mais Brunswick ayant pris une autre direction, Bernadotte eût pu modifier sur le terrain l'exécution de ces ordres; il se fit accuser d'avoir agi par jalousie de commandement.

Davout se trouva donc seul aux prises avec toute l'armée royale. Heureusement cette armée, qui avait marché la nuit en venant d'Auerstadt, n'était pas encore formée quand le combat s'engagea, et ne put se développer sur un terrain trop encaissé entre une ligne de coteaux et le cours de la Saale, qu'un lit profond et des berges escarpées empêchaient de traverser.

Les divisions Gudin et Friant, se formant en carrés, repoussèrent la cavalerie de Blücher, puis attaquèrent avec vigueur le village d'Hassenhausen, sur la route d'Auerstadt. Les Prussiens, à qui le terrain ne permit d'engager que trois corps sur cinq, firent les efforts les plus meurtriers pour repousser les Français et s'ouvrir le passage. Brunswick, Mollendorf, Schmettau, se mirent en avant de leurs soldats et furent tous les trois mortellement blessés. Le roi eut un cheval tué sous lui. Davout et Gudin se montrèrent à leur tour sur la première ligne, et prirent place dans les carrés. Davout eut la tête effleurée par une balle. La division Morand vint soutenir les deux autres au moment où elles allaient plier, et rétablit le combat.

La cavalerie de Blücher et du prince Guillaume se jeta en vain sur nos flancs, qu'elle ne put entamer; elle trouva partout des carrés semblables à des redoutes de fer et de feu. Les Français restèrent maîtres de Hassenhausen. Le roi, lassé d'une lutte de plusieurs heures, renonça à employer ses deux corps de réserve; il craignait d'ailleurs de voir Bernadotte arriver en ligne. Davout, pour achever sa victoire, s'avança jusqu'aux hauteurs d'Eckhartsberg, que le général Petit occupa en y montant l'arme au bras. La retraite des Prussiens était coupée. Telle fut la sanglante et décisive bataille d'Auerstadt, qui coûta aux Prussiens près de dix mille hommes hors de combat et aux Français sept mille; la division Gudin y fut réduite de moitié. Jamais tant d'officiers n'avaient péri dans

une seule journée. Davout fit peu de prisonniers, faute de cavalerie, mais il enleva cent quinze pièces de canon. Le résultat fut immense. L'armée royale, se repliant à la hâte sur la route d'Auerstadt à Weimar, s'y heurta contre les troupes débandées d'Hohenlohe, se débanda à son tour, et se dispersa dans la plus effroyable déroute. Les bagages du roi et de la cour furent abandonnés. Napoléon apprit cette seconde victoire au moment où il calculait les effets de la première. Il félicita Davout, et songea un instant à traduire Bernadotte devant un conseil de guerre.

Huit heures avaient suffi pour écraser les forces de la Prusse. Ses pertes, tant en hommes tués, blessés ou prisonniers, qu'en matériel de guerre, étaient énormes. Cette ruine d'une rapidité sans exemple, elle la devait à ses illusions sur la supériorité de son armée et aux fautes de ses généraux. Habituée à vivre de sa gloire passée, elle n'avait pas voulu voir que ses troupes étaient neuves à la guerre, lorsque les troupes françaises en avaient une expérience consommée. Quant aux généraux, après avoir hésité sur le plan qu'ils suivraient et perdu le temps qu'ils eussent pu utiliser pour l'offensive, après avoir laissé presque sans défense les défilés de la forêt de Thuringe, ils avaient divisé leurs forces devant Napoléon qui concentrait les siennes, et ils ne s'étaient pas même mis en mesure de se soutenir réciproquement. Ils avaient négligé d'occuper des positions aussi importantes que le Landgrafenberg et le défilé de Kösen, et s'étaient laissé surprendre, ici par un ennemi supérieur en nombre, là par un corps contre lequel le nombre avait été impuissant. Si Brunswick eût réussi à se retirer, il n'en eût pas moins laissé Hohenlohe en danger de périr. Enfin les malheureux généraux n'avaient rien calculé pour s'assurer une ligne de retraite ni des points de ralliement. Aussi virent-ils les restes imposants de leur armée et surtout leur magnifique cavalerie se fondre et se désorganiser avec une rapidité égale à celle de la défaite.

XX. — Napoléon, après avoir visité et fait recueillir les blessés nombreux qui couvraient le champ de bataille, courut à Weimar. Les prisonniers saxons étaient au nombre de six mille. Il réunit leurs officiers, leur dit qu'il ne comprenait pas que la Saxe lui fit la guerre, et leur accorda la liberté, à condition que les principaux d'entre eux se rendraient à Dresde

pour offrir la paix à l'électeur, moyennant son entrée dans la Confédération du Rhin. Ils s'y prêtèrent avec empressement, et l'électeur rappela ses troupes, peu soucieux d'attirer sur son territoire, par intérêt pour la Prusse, les rigueurs de l'occupation française.

En même temps Napoléon envoya au maréchal Mortier l'ordre de marcher immédiatement de Mayence sur la Hesse, de déclarer que la maison de Hesse avait cessé de régner, de licencier l'armée hessoise, et de réenrôler, s'il le pouvait, des soldats qu'il enverrait servir en Italie. Par ces actes il enlevait à la Prusse ses principaux alliés. Il frappa encore (décret du 15 octobre) une contribution de cent millions sur les provinces prussiennes en deçà de la Vistule, et cinquante-neuf millions sur le territoire de ses alliés, Saxe, Hesse, Hanovre, Brunswick et autres.

Il ne perdit pas un moment pour tirer parti de sa victoire. Le 15, Murat et Ney firent capituler Erfurt, où ils prirent quinze mille hommes, dont neuf mille valides. Soult et Ney, dont les corps avaient été les moins engagés à Iéna, se lancèrent à la poursuite des troupes prussiennes, éparses sur toutes les routes du Hartz. Ces malheureuses troupes, recevant sans cesse des ordres et des contre-ordres, harassées de fausses manœuvres, accablées de fatigue et de faim, car elles étaient réduites à piller pour vivre, se débandaient et perdaient toute discipline. Elles se croyaient trahies par leurs généraux et s'insurgeaient contre la dureté de leurs propres officiers, dont elles partageaient peu les sentiments, parce qu'ils appartenaient à la noblesse ou à la bourgeoisie. Soult et Ney, aidés par la cavalerie de Murat, et trouvant les routes encombrées de bagages, de fourgons et de caissons, enlevèrent une masse de prisonniers et deux cents canons.

Frédéric-Guillaume, arrivé à Nordhausen, y abandonna les débris de son armée, qu'Hohenlohe et Kalkreuth conduisirent à Magdebourg, non sans éprouver un nouveau revers que Soult leur infligea à Greussen. Le roi courut à Berlin, et chargea Lucchesini de demander un armistice. Napoléon le refusa froidement, disant qu'il voulait recueillir les fruits de sa victoire et ne pas donner aux Russes le temps d'arriver. Il fit seulement proposer par Duroc l'abandon de tout ce que la Prusse possédait sur la rive gauche de l'Elbe.

Bernadotte avait été immédiatement dirigé sur Dessau pour

s'assurer du pont de cette ville et couvrir la route de Berlin. A Halle il enleva presque en entier, grâce aux manœuvres habiles du général Dupont, un corps de réserve commandé par le prince Eugène de Wurtemberg. Davout marcha de son côté par Leipsick avec l'ordre d'y confisquer les marchandises anglaises. Le 20, le jour même où Hohenlohe atteignait Magdebourg, Bernadotte, Lannes et Davout franchirent l'Elbe entre Wittemberg et Barby, puis marchèrent sur Berlin. Napoléon avait fait détruire en passant la colonne de Rosbach. Il ordonna d'établir à Wittemberg, comme il venait de le faire à Erfurt, des magasins et des hôpitaux, afin de se créer une nouvelle ligne d'étapes, nécessaire dès qu'il portait la guerre plus loin dans le nord. Le 25, il entra avec le corps de Lannes à Potsdam, y visita le palais du grand Frédéric, et s'empara de son épée, dont il fit don aux Invalides de Paris. Seule destination, dit le panégyriste Bignon, qui pût en excuser l'enlèvement.

Pour récompenser Davout de sa victoire d'Auerstadt, il lui réserva l'honneur d'entrer dans la capitale de la Prusse. Berlin, naguère bruyant d'espérances patriotiques, de démonstrations et de chants militaires, était tombé dans la consternation et la confusion. Le roi avait fui, et avec lui tous les grands personnages, les patriotes et les écrivains compromis. Le prince de Hatzfeld y avait été laissé comme gouverneur. On n'y comptait guère alors plus de cent vingt mille habitants, les faubourgs, il est vrai, non compris.

Davout fit son entrée, ne garda dans la ville que six cents hommes armés pour la police, déclara que les personnes et les propriétés seraient respectées, et logea ses troupes dans des baraques hors des murs. Le 27 octobre, jour qu'éclairait un beau soleil d'automne, Napoléon fit à son tour son entrée triomphale avec sa garde par la porte de Brandebourg, les soldats de Davout formant la haie. Il alla s'établir au palais, et voulut faire sentir à la Prusse qu'elle avait un maître. Ce fut de là qu'il lança le bulletin célèbre où il disait : « Nous avons précédé à Berlin la renommée de nos victoires. »

Il rassura les autorités civiles et la bourgeoisie, en leur imposant toutefois un serment qui les blessa.

Il voulut que les deux mille principaux habitants se réunissent pour nommer une municipalité. Il donna des ordres pour que les princes et les princesses de la famille royale restés dans leurs palais fussent convenablement traités et reçussent leurs

pensions. Il affecta de se montrer favorable à la bourgeoisie, en faisant retomber la responsabilité de la guerre sur la reine et la noblesse. Il n'avait pas cessé d'attaquer personnellement la reine dans ses bulletins avec une rancune de mauvais goût, l'accusant d'avoir causé par une imprudente légèreté les malheurs de son pays. Pour la noblesse, il alla jusqu'à dire qu'il la réduirait à mendier son pain. Il aimait à répéter que les aristocraties lui faisaient la guerre, parce qu'il était l'ennemi de la féodalité et des régimes surannés. Ce langage plaisait à la France. Les Français aimaient à s'imaginer que partout la bourgeoisie était pour eux.

Pendant le séjour que Napoléon fit à Berlin, on lui apporta une lettre interceptée du prince de Hatzfeld, qui adressait au roi quelques renseignements sur les forces françaises. L'Empereur traduisit le prince devant un conseil de guerre. Ses aides de camp, effrayés, allèrent chercher la princesse, qui se précipita à ses genoux. Il la reçut froidement, puis, maîtrisant son irritation, il prit la lettre et la jeta au feu. Il comprit qu'user de la rigueur de la loi militaire serait une faute et une cruauté.

Cependant Lannes avait occupé sans coup férir, le 25, la place de Spandau qui n'était pas armée ; le gouverneur la livra avec quatre mille chevaux tout équipés qui s'y trouvaient. Napoléon y fit transporter les trois cents bouches à feu que renfermaient les arsenaux de Berlin. Il y organisa des hôpitaux et des magasins comme à Erfurt et Wittemberg, pour en faire le troisième point de sa ligne d'étapes. Il donna la garde de Berlin à Augereau ; il envoya Davout occuper les passages de l'Oder à Oderberg, Custrin et Francfort, et pendant que Ney et Soult investissaient Magdebourg, il chargea Murat, Lannes et Bernadotte de poursuivre sur le Havel les débris des armées prussiennes qui fuyaient au nord.

Hohenlohe n'avait pu rallier ces débris à Magdebourg déjà encombré de réserves ; s'il se fût enfermé dans la place, il l'eût affamée, et il se fût exposé au danger certain d'être enveloppé. Il y laissa Kleist avec vingt-deux mille hommes, et résolut de gagner Stettin pour se couvrir de l'Oder. Ayant rassemblé la plus grande partie des corps isolés, il se voyait à la tête de cinquante bataillons et de cent soixante escadrons ; presque toute la garde royale était avec lui. S'il parvenait à sauver ces restes de l'armée prussienne et à les réunir aux garnisons de l'Oder et des provinces orientales, il pouvait recon-

23.

stituer une force capable de résister encore et de prêter aux Russes un appui sérieux. Malheureusement ses troupes étaient démoralisées, et comme la route la plus courte, celle de Berlin, leur était fermée, elles durent en prendre d'autres plus longues, l'infanterie celle de Prenzlow par le Havel et le canal de Finow, la cavalerie celle des bords de l'Elbe, dont les prairies devaient nourrir les chevaux. On ne devait trouver ni cantonnements, ni vivres, ni magasins avant Prenzlow. Le départ se fit avec précipitation et la marche avec une confusion inexprimable.

Napoléon lança le corps de Lannes au nord pour arrêter les fuyards à Gransee. Murat, dont l'infatigable cavalerie courait toujours en avant, atteignit le 26 à Zehdenick l'avant-garde ennemie et la culbuta. Les Prussiens, obligés de faire un détour pour gagner Prenzlow, forcèrent la marche. Le 28, ils commençaient à défiler dans la ville quand les dragons de Murat parurent, les chargèrent en queue, et enlevèrent leur arrière-garde. Hohenlohe abandonna aux Français Prenzlow et ses approvisionnements. Alors privé de vivres, hors d'état d'en trouver, sans munitions, surpris par l'arrivée du maréchal Lannes que son corps suivait de près, il capitula, en stipulant que les officiers garderaient leurs épées. Il livra seize mille hommes prisonniers de guerre et soixante-quatre pièces attelées. La voix publique l'accusa d'impéritie et de trahison.

On n'avait encore enlevé qu'une partie de l'armée prussienne. Murat poursuivit à Passewalk six régiments de cuirassiers et quatre mille hommes d'infanterie, qu'il força de mettre bas les armes. Le général Becker fit capituler quatre mille hommes un peu plus loin, devant Anklam. Pendant ce temps Lannes marchait à Stettin. Le général Lassalle n'eut qu'à se présenter devant la place avec un régiment de cavalerie légère; le gouverneur se rendit aussitôt avec six mille hommes de garnison et livra deux cents canons, au grand étonnement de Napoléon lui-même, tant les généraux prussiens étaient démoralisés et frappés de vertige. Chacun d'eux semblait se dire que tout était fini, et qu'il ne restait rien à sauver. Lannes s'établit sur l'Oder; le roi de Prusse avait fui sur la Vistule à Graudenz. Quelques jours après, la forteresse de Custrin, à laquelle le grand Frédéric attachait tant d'importance, se soumit sans résistance au général Petit, du corps de Davout. Augereau occupa Francfort, et les Français se trouvèrent maîtres de tous les passages du cours inférieur de l'Oder.

Restait Blücher, qui s'était séparé de Hohenlohe et rejeté dans le Mecklembourg. Voyant les passages de l'Oder fermés, il songea d'abord à gagner Rostock et à s'y embarquer pour la Suède ; mais il eût été atteint par la cavalerie de Murat, qui avait le temps d'accourir de Passewalk et d'Anklam. Il prit alors la direction de l'ouest du côté de Lauembourg, pour se joindre à un autre corps, celui de Weimar, commandé par le général Winning. Il espérait passer l'Elbe, pour débloquer Magdebourg ou les places qui continuaient de tenir dans le Hanovre. La jonction opérée, il devait disposer de vingt-cinq mille hommes. Mais Soult et Bernadotte, s'étant joints de leur côté, l'atteignirent à Kiritz, et lui coupèrent les routes de l'Elbe. Il n'eut que le temps de gagner à marches forcées Lubeck, où il pouvait rallier une division suédoise. Ses soldats, accablés de fatigue, désertaient à chaque pas. Le 6 novembre il entra dans Lubeck de vive force, malgré les magistrats qui invoquaient leur neutralité. La division suédoise, arrêtée sur la Trave, se rendit prisonnière au général Maison, du corps de Bernadotte. Le 7, les Français arrivèrent devant Lubeck, en escaladèrent les murailles, renversèrent les barricades élevées aux portes par Blücher, engagèrent un combat de rues très-meurtrier, qui leur valut six mille prisonniers avec toute l'artillerie ennemie. La malheureuse ville, maltraitée par les deux armées, eut un grand nombre de maisons pillées et souffrit énormément, tant du sac que des réquisitions qui suivirent. Blücher, forcé de l'abandonner, courut à Travemunde pour s'y embarquer ; les Français y étaient déjà. Acculé sur la frontière du Danemark qui s'opposait à la violation de sa neutralité, n'ayant plus ni vivres ni munitions, ni artillerie, il dut se rendre avec les quatorze mille hommes qui lui restaient, et ne put, malgré des efforts héroïques, échapper au sort des autres généraux de sa nation. Les Prussiens n'avaient pas eu dans toute cette guerre une action heureuse pour les consoler de leurs défaites.

Le 8 novembre, Ney, qui avait investi Magdebourg, mais qui manquait de gros canons de siége, y lança des bombes. La place était pleine d'hôpitaux et de blessés. Les habitants, se souvenant de l'assaut et du sac horrible ordonné par Tilly, décidèrent le général Kleist à capituler. Il livra encore plus de vingt mille hommes et de six cents canons.

Alors toute l'armée prussienne se trouva détruite ou prise, sauf les garnisons de la Vistule. Tout le matériel de guerre avait

passé entre nos mains. Les chevaux servaient à remonter notre cavalerie. Napoléon s'emparait pour son compte des recettes ordinaires du gouvernement; il faisait lever de fortes contributions en argent et en denrées. Il mettait partout des Français à la tête de l'administration, s'attachant d'ailleurs à rassurer les populations, à respecter leurs usages, et à maintenir l'ordre autant que la guerre le comportait.

A ces grandes opérations militaires s'en rattachèrent deux autres, destinées à les compléter. Le neuvième corps de la grande armée, composé des contingents de la Confédération du Rhin (Bavarois et Wurtembergeois), sous les ordres de Jérôme et du général Vandamme, s'avança de Baireuth à Dresde, et se dirigea vers le cours moyen de l'Oder.

Mortier, avec le huitième corps, marcha de Mayence sur la Hesse. Il y fut rejoint par le roi de Hollande, Louis, qui, parti de Wesel le 19 octobre, avait occupé la Westphalie, le Brunswick et Fulda, propriété du prince d'Orange. Le 31, ils entrèrent tous les deux à Cassel, où ils enlevèrent les troupes de l'électeur, son artillerie, ses magasins et ses musées. L'armée hessoise fut dissoute, les deux forteresses de Hanau et de Marbourg furent rasées, et l'électeur fut détrôné. « Il faut, dit Napoléon dans un de ses bulletins, que cette guerre soit la dernière, et que ses auteurs soient si sévèrement punis, que quiconque voudra désormais prendre les armes contre le peuple français sache bien avant de s'engager dans une telle entreprise quelles peuvent en être les conséquences. »

Mortier et Louis passèrent ensuite dans le Hanovre. Mortier entra le 10 novembre à Hanovre, et y organisa une administration française. Les deux places de Hameln et de Nyembourg sur le Weser capitulèrent dans le courant du mois. Louis se retira, blessé par une lettre où Napoléon lui disait qu'il devait agir, non comme roi, mais comme simple commandant d'une armée française. Mortier, resté seul à la tête du huitième corps, alla prendre possession de Hambourg le 19, et de Schwerin le 28. Il s'établit dans le Mecklembourg, pour y surveiller le nord de l'Allemagne. Napoléon entendait ne respecter la neutralité d'aucun des petits pays, ni celle des villes libres; il en donnait pour raison que cette neutralité était illusoire, et qu'elle n'avait jamais été respectée par personne, ni par les Suédois ou les Anglais, ni par les Russes ou les Prussiens.

XXI. — Napoléon décréta pendant son séjour à Berlin que la Madeleine, destinée d'abord à servir de Bourse, changerait de destination, et deviendrait un temple consacré aux soldats de la grande armée. On y réunirait des statues, des armes et des drapeaux. Il voulut que les architectes lui en fissent un plan sur le type du Panthéon, avec des monuments pour les morts et des statues pour ses généraux.

Le 21 novembre, il publia le célèbre décret de Berlin. Il annonça la résolution de garder ses conquêtes continentales jusqu'à ce que les Anglais rendissent leurs conquêtes maritimes; il en donna pour raison que les puissances du continent étaient stipendiées par les Anglais. L'Angleterre établissait partout un blocus fictif, ou sur le papier, ce qui équivalait à interdire le commerce des neutres; il déclarait, lui, à son tour, les Iles-Britanniques en état de blocus. Il interdisait au continent tout commerce, toute correspondance avec elles. Il fermait les fleuves de la Baltique, comme l'étaient déjà ceux de la mer du Nord. Toute marchandise, toute propriété anglaise, devaient être confisquées, même chez les marchands dépositaires. Tout bâtiment ayant touché un port anglais ou celui d'une colonie britannique était déclaré de bonne prise. Tout sujet anglais trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés devait être prisonnier de guerre.

En conséquence, les marchandises anglaises, déjà saisies à Leipsick, le furent encore à Hambourg, à Brême, à Lubeck, à Travemunde, dans le Mecklembourg et la Poméranie, quoique les marchands les eussent acquises antérieurement à l'occupation française. Ordre fut donné d'armer toutes les embouchures des fleuves allemands. Le décret fut adressé aux gouvernements de Hollande, d'Espagne et d'Italie, pour qu'ils le missent de leur côté à exécution.

C'était ruiner contre toute justice un grand nombre de familles : c'était aussi priver le continent, non-seulement des produits anglais manufacturés, mais de ceux du nouveau monde, et anéantir la marine marchande de l'Europe, qui s'était soutenue jusque-là en dépit de la guerre maritime. C'était sans doute faire du mal aux Anglais, mais c'était faire un mal bien plus grand aux peuples du continent, que la victoire n'autorisait pas à sacrifier. Enfin, la mesure était difficilement exécutable : car si les pays conquis étaient incapables de s'y opposer, Napoléon était loin de posséder tout le conti-

nent; l'interdiction devait solliciter la contrebande, et cette contrebande, qu'on ne pouvait empêcher sur mer, vu l'infériorité de nos escadres, était encore plus malaisée à empêcher sur terre, où elle offrait d'énormes profits aux étrangers qui l'entreprendraient.

Napoléon ne vit pas ou ne voulut pas voir toutes ces conséquences.

Il avoua bien, dans son message au Sénat, qu'il y avait de la barbarie à faire souffrir les particuliers de la querelle des rois, mais on était contraint d'opposer à l'ennemi les armes dont il se servait contre nous. On devait le forcer à reconnaître que le droit des gens est le même sur mer que sur terre; que les confiscations ne peuvent s'étendre aux propriétés privées, ni aux personnes étrangères au métier des armes. L'Empereur déclarait n'agir que par « un juste sentiment de réciprocité », ajoutant qu'il ne cesserait d'offrir la paix aux conditions qu'il avait toujours offertes.

Peut-être espérait-il amener plus vite les Anglais à composition par une mesure dont ils devaient craindre que l'exécution ne fût pas au-dessus de sa puissance? Peut-être aussi espérait-il exaspérer les peuples du continent contre l'Angleterre? Car il faisait avec une facilité et une volubilité extrêmes les calculs les plus divers et les plus faux. Calculs pourtant autorisés et à demi excusables, tant la chute de la Prusse avait produit en Europe de consternation.

XXII. — Il était évident que la guerre, loin de finir, allait prendre de nouvelles proportions. Napoléon eût pu s'arrêter à Berlin, imposer à la Prusse les conditions d'une paix durable, organiser solidement l'Allemagne et retenir la Russie. Mais une ambition croissante l'entraînait, et il était enivré à froid par le succès. Méprisant la Prusse et son roi, il voulait poursuivre la Russie qui le bravait, et il cherchait à se venger de l'Angleterre qui échappait à ses attaques.

Il déclara donc aux négociateurs de Frédéric-Guillaume qu'il ne traiterait que d'un armistice; encore y mit-il pour condition formelle que les places de la Vistule et celles de la Silésie lui fussent livrées, et que le territoire prussien fût interdit aux Russes. Il se prépara à marcher contre ces derniers, malgré la saison déjà avancée.

Il comptait s'établir sur la Vistule, hiverner en Pologne, et y attendre le temps favorable pour aller plus loin.

Pendant son séjour à Berlin il organisa un immense dépôt de chevaux à Potsdam ; il fit venir en Allemagne la cavalerie qu'il avait à Naples. Il écrivit au Sénat d'ordonner la levée, toujours anticipée, de quatre-vingt mille conscrits. Il put tirer ainsi des dépôts de France cinquante mille hommes, qui vinrent grossir ses forces; car les pertes étaient loin d'être en proportion des succès obtenus. Les libérations furent interdites tant que la guerre durerait. Toutes ces levées s'exécutèrent sans peine, grâce à l'éclat des victoires et à l'ivresse qu'elles causaient. Le Sénat se contenta d'ajouter discrètement à l'expression de son vote, qu'une voix secrète rappelait la présence de Sa Majesté. Au moyen de ces renforts et des troupes auxiliaires qu'il se procura, Napoléon s'assura un effectif de trois cent mille hommes, dont une moitié au moins devait toujours être prête à marcher au feu.

Les ressources financières furent mises au niveau des besoins croissants de l'armée. Daru, chargé d'administrer les finances de la Prusse pour le compte de la France, institua des agents français auprès de chaque administration provinciale, et perçut les impôts ordinaires, grossis de la contribution de guerre et du produit de la saisie des marchandises anglaises. Avec ces ressources, l'armée dut se nourrir, s'entretenir elle-même, et payer tout ce qu'elle consommerait. Les officiers furent chargés de maintenir une discipline sévère et d'assurer le respect des propriétés privées.

Cependant la Prusse, que ses revers avaient d'abord étourdie, revenait peu à peu à elle-même. Le sentiment national s'y réveillait avec une vivacité que les Français n'avaient rencontrée ni en Autriche, ni en Italie. Leurs proclamations tendant à déconsidérer la noblesse trouvaient peu d'écho ; le roi eut d'ailleurs le bon esprit d'effacer dans l'armée toute distinction de classe et de naissance. Tandis que le peuple accusait l'impéritie et la trahison des chefs, les classes éclairées cherchaient à se rendre compte des véritables causes du malheur national.

Frédéric-Guillaume, retiré à Osterode, dans la Prusse orientale, repoussa l'armistice, malgré les avis d'Haugwitz et de Lucchesini ; il déclara que les Russes étant déjà entrés sur le territoire prussien, il ne pouvait les en chasser. En effet, Benningsen avait passé le Niémen le 1er novembre. L'hiver et l'im-

mensité des distances semblaient des auxiliaires puissants contre Napoléon. Cent mille Russes arrivaient en trois corps, devaient trouver à Graudenz, sur la Vistule, le corps prussien de Lestocq, de seize mille hommes, et pouvaient défendre la ligne de ce fleuve en s'appuyant sur Thorn et Dantzick. Le roi rappela à ses sujets que le grand Frédéric avait résisté seul à tous ses voisins. Il avait, lui, le concours de l'armée russe; il pouvait espérer les bons offices de l'Angleterre et de l'Autriche, et prétendait ne conclure aucun traité séparé.

Benningsen atteignit la Vistule le 15 novembre. Malheureusement pour elle, la Russie avait divisé ses forces, en portant soixante mille hommes sur le Dniester pour soutenir les hospodars de Moldavie et de Valachie contre les Turcs.

Napoléon ne voulut pas laisser aux Russes le temps de s'avancer juqu'à l'Oder, et aux Prussiens celui de reprendre courage. Il résolut d'aller au-devant de ses nouveaux ennemis, et de soulever la Pologne. Il mit quatre-vingt mille hommes en marche sur les routes de l'est, vingt-huit mille sous Davout, qui s'achemina directement vers Posen, trente-cinq mille sous Augereau et Lannes, qui s'avancèrent de Custrin et de Stettin par la Netze sur Bromberg et Thorn, neuf à dix mille hommes de cavalerie sous l'infatigable Murat, chargé de rejoindre Davout à Posen et de le précéder à Varsovie, enfin quatorze mille sous Jérôme et Vandamme, qui traversèrent la Silésie et marchèrent vers Kalisch. Les corps de Soult, de Bernadotte et de Ney furent successivement réunis autour de Berlin pour former une seconde armée qui devait suivre à distance. Toutes les mesures de précaution nécessaires furent prises pour contenir Berlin, et de fortes réserves de cavalerie organisées pour battre dans tous les sens la contrée environnante. Clarke s'appuyait sur Spandau, où il avait l'ordre de se retirer en cas de danger. Mortier se tenait à sa portée dans le Mecklembourg, où il surveillait encore le nord et les Suédois de Stralsund.

Dès le 20 septembre, Napoléon avait créé une légion polonaise, sous les ordres de Zaïonschek. Les Polonais, saisissant une occasion inespérée de redevenir un peuple, l'accablaient de sollicitations à ce sujet. La pensée d'enlever à la Prusse et à la Russie leurs provinces polonaises le séduisit un instant, mais il jugea vite que ce serait une aventure risquée et uniquement propre à éterniser la guerre. Il estimait peu les Polonais, tou-

jours divisés, inconstants, exigeants et pleins d'eux-mêmes. Leurs levées en masse ne pouvaient valoir des troupes régulières. D'ailleurs, plus il avançait à l'orient, plus il exposait les flancs de son armée. Soixante mille Autrichiens, massés sur la frontière de Bohême, se tenaient prêts à l'attaquer au premier revers. Il déclara donc à l'Autriche qu'il ne toucherait pas à ses provinces polonaises, mais que si elle jugeait trop difficile de les garder, il lui offrait en échange une portion de la Silésie. La cour de Vienne déclina cette ouverture, alléguant qu'il faudrait que cet échange fût reconnu par la Prusse ; en réalité elle se souciait peu de reconstituer à ses portes un État destiné à être un foyer d'agitations, ne pouvant vivre que par la France, et devant donner à Napoléon une occasion d'intervenir perpétuellement dans les affaires du Nord. Napoléon prit le parti de ne contracter aucun engagement avec les Polonais. Il recommanda seulement aux maréchaux de les traiter en amis, de ne leur demander d'autres contributions que les grains nécessaires pour la subsistance des troupes, et de distribuer quelques armes aux volontaires en leur faisant entendre qu'on ne pourrait songer à leur rendre leur indépendance qu'autant que le pays se serait levé tout entier.

Davout arriva le 9 novembre à Posen, où sa vue enflamma les patriotes. Les paysans accueillirent nos soldats en libérateurs. La Posnanie s'insurgea de Glogau jusqu'à Kalisch ; les autorités prussiennes furent chassées de partout, même de la forteresse de Czenstochow.

Davout poursuivit, le 11, sa marche sur Varsovie. Augereau et Lannes marchaient à sa gauche, avec l'ordre de se tenir serrés, d'avancer avec précaution, et de ne combattre que s'ils se trouvaient en forces supérieures. Le pays devenait triste et dénué de ressources, les charrois difficiles dans des routes fangeuses. Lannes, qui avait conseillé de s'arrêter sur l'Oder, fatigua Napoléon de plaintes qui ne furent pas écoutées. Murat, ayant pris les devants avec sa cavalerie, entra le 28 novembre à Varsovie. Benningsen, hors d'état de défendre la Vistule sur tout son cours, et gêné par la proximité de la frontière autrichienne, car les Autrichiens étaient décidés à faire respecter leur neutralité, prit le parti de repasser le fleuve. Il détruisit derrière lui le pont de Praga, et alla se retrancher à quelque distance entre la Narew et l'Ukra, dans un cercle de rivières difficilement pénétrable.

Les Polonais, à l'arrivée de Murat que Davout suivait de près, se livrèrent à des transports d'enthousiasme. Varsovie retentit des cris de *Vive l'Empereur!* et *Vive la France!* Murat fut entouré de sollicitations pressantes. On voulait que Napoléon proclamât sur-le-champ l'indépendance de la Pologne et lui donnât un roi de sa famille. On désirait que ce roi fût Murat lui-même, dont la bravoure brillante et aventureuse plaisait à la nation, et on lui promettait de se livrer à lui corps et biens. Ces offres séduisirent son ambition et celle plus grande encore de sa femme Caroline. Mais elles contrarièrent Napoléon, qui était arrivé le 25 à Posen, et qui résolut de s'y arrêter pour retarder et abréger son séjour à Varsovie.

L'Empereur jugeait de mieux en mieux qu'il allait s'imposer l'obligation de remporter encore plus d'une victoire. En même temps il sentait croître à l'égard des Polonais ses défiances, soigneusement entretenues par Lannes et d'autres maréchaux. Il savait qu'une partie de la noblesse, appuyant le système des Czartoryski, songeait à reconstituer la Pologne en corps de nation comme État annexé à la Russie, et ne demandait à l'intervention française que de lui garantir l'indépendance dans ces conditions. Les patriotes ardents manifestaient de leur côté des exigences difficiles à satisfaire. Les uns poursuivaient le rétablissement de la Constitution de 1791; d'autres, comme Kosciusko, alors réfugié à Paris, se plaignaient qu'on se fût servi de leur nom, et mettaient à leur concours des conditions politiques. Tous se rappelaient les *pacta convenia* qu'on faisait signer aux rois élus, et les jugeaient d'autant plus nécessaires qu'ils ne voulaient pas s'asservir aux intérêts de la famille impériale. Napoléon, sentant la nécessité d'être circonspect, écrivit de Posen dans le bulletin du 1er décembre ces phrases significatives : « Le trône de Pologne se rétablira-t-il, et cette nation reprendra-t-elle son existence et son indépendance? Dieu seul, qui tient dans ses mains les combinaisons de tous les événements, est l'arbitre de ce grand problème politique; mais certes il n'y eut jamais d'événement plus mémorable, plus digne d'intérêt. »

Il utilisa son séjour à Posen en y organisant des magasins pour en faire une ville d'étape, et en y signant, le 11 décembre, un traité avec l'électeur de Saxe et les petits États saxons. Il donna à l'électeur le titre de roi, moyennant un contingent de six mille hommes, le payement de vingt-cinq millions et

l'assurance que le passage de l'Elbe lui serait livré en tout temps.

XXIII. — Napoléon voulut se rendre maître du cours de la Vistule. Davout la franchit à Varsovie sur un pont de bateaux jeté au milieu des glaçons, occupa le faubourg de Praga et alla s'établir sur la Narew. Ney opéra le passage à Thorn, dont le colonel Savary s'était emparé par un audacieux coup de main, et qui devint, ainsi que Bromberg, une ville d'étape. Les autres corps, échelonnés entre Varsovie et Thorn, occupèrent les passages intermédiaires du fleuve. On se mit ainsi en mesure de prendre des quartiers d'hiver; mais les Russes en se retirant avaient enlevé les magasins, et l'on ne pouvait se procurer de blés que par l'intermédiaire des juifs.

Napoléon voulut encore éloigner les Russes, les repousser vers l'est et, s'il le pouvait, au delà du Niémen, surtout les empêcher de se joindre aux Prussiens, qui conservaient Dantzick, Elbing et Graudenz.

Benningsen occupait avec cinquante-cinq mille hommes entre l'Ukra et la Narew des positions importantes protégées par des forêts et des inondations. Buxhoewden avec quarante mille hommes se trouvait plus en arrière, à Ostrolenka. D'autres réserves étaient attendues. Napoléon prit l'offensive. Il fit avancer toutes ses troupes en pivotant sur sa droite appuyée à Varsovie. Davout, Lannes, Augereau, cernèrent Benningsen. Lui-même il dirigea, le 23 décembre, les passages de la Narew et de l'Ukra. Après un combat meurtrier à Czernowo, Benningsen, qui avait trop espacé ses divisions, céda le terrain. Trois fois pendant la nuit il revint à la charge pour le reprendre, et trois fois il fut repoussé. Il se replia sur Nazielsk et Pultusk. Napoléon l'y poursuivit, malgré le dégel et la neige fondante qui détrempaient le sol; il lui enleva des canons, des bagages, des traînards, mais se trouva bientôt empêché d'avancer lui-même avec son artillerie. La boue, l'obscurité du jour, l'étendue de la plaine ne permettaient de faire aucune reconnaissance. Les Russes s'étant retirés par les routes de Pultusk et de Golymin, les Français se divisèrent dans ces deux directions.

Benningsen s'étant arrêté en avant de Pultusk, Lannes l'attaqua le 26; mais gêné dans ses mouvements par un ouragan de neige, il ne put l'entamer ni le déloger de ses positions. Ce n'eût pas été une victoire pour nous, si Benningsen n'eût pris

le parti, la nuit venue, d'évacuer Pultusk, de repasser la Narew et de se replier sur le Bug en nous laissant des prisonniers. Pendant ce temps, Davout et Augereau, se portant sur Golymin, y trouvèrent peu d'ennemis et en eurent facilement raison, mais ne purent les poursuivre. Plus loin, le corps de Soult qui avait passé la Vistule à Ploçk, ceux de Bernadotte et de Ney qui venaient de Thorn, balayèrent les détachements par lesquels l'armée russe s'était liée à l'armée prussienne et occupèrent toute la ligne de l'Ukra. Ney à l'extrême gauche enleva la ville de Soldau, d'un accès difficile au milieu des marais, et y triompha de la défense désespérée du général prussien Lestocq, qui s'y était retiré après la perte de Thorn. Cette journée du 26, dans laquelle furent livrées aux moins trois batailles, nous coûta trois ou cinq mille hommes. Les pertes des Russes furent plus considérables.

Napoléon, voyant l'ennemi se dérober, s'arrêta court. Il avait espéré frapper un de ces coups qui démoralisaient d'abord ses adversaires; il avait obtenu un succès qui ne préjugeait rien et rencontré chez les Russes une fermeté de mauvais augure, Il eut soin dans ses bulletins de s'en prendre au mauvais temps et aux *boues,* peu ordinaires en Pologne dans cette saison où la terre est ordinairement gelée. Il retourna le 1er janvier à Varsovie, y régla ses quartiers d'hiver, cantonna ses corps sur les rivieres, logea les soldats dans les villes et les villages pour arrêter les maladies qu'engendraient la saison humide et la difficulté des vivres, organisa des magasins, fit construire des baraques en planches pour les chevaux, et se couvrit de sa cavalerie pour l'opposer aux reconnaissances hardies des Cosaques.

Ses campements furent choisis de manière que tous les corps pussent vivre en se reliant les uns aux autres sur une ligne extrêmement étendue, car celui de Bernadotte, couvrant les places prussiennes de la Vistule, s'allongeait à lui seul d'Osterode à Marienbourg et Elbing. Les ponts de Praga, de Modlin et de Sierock sur la Vistule et la Narew furent fortifiés. Napoléon créa des hôpitaux dans les villes, augmenta son artillerie, celle des Russes étant formidable, et appela en Pologne Masséna, devenu inutile à Naples. Il organisa un dixième corps destiné à enlever Colberg et à assiéger Dantzick. Il en destinait le commandement à Victor; ce dernier, s'étant laissé prendre dans une reconnaissance, fut remplacé par Lefebvre. Un gou-

vernement provisoire fut institué à Varsovie, mais seulement pour la Pologne prussienne. Napoléon continuait aussi à s'occuper des affaires de France; chaque semaine il se faisait apporter de Paris au quartier général, par un auditeur au conseil d'État, le portefeuille des ministres.

Le neuvième corps, composé en partie d'auxiliaires allemands sous Jérôme et Vandamme, était chargé d'enlever les places de la Silésie. Les commandants de ces places, revenus de la terreur qui paralysait naguère les généraux prussiens, firent une résistance sérieuse. La saison avancée, la venue des Russes, l'audace un peu imprudente de Napoléon qu'on voyait aventuré fort loin, enfin les proclamations du roi retiré à Kœnigsberg, mais répétant qu'il ne fallait pas désespérer de la patrie, ranimaient sinon les espérances, du moins les courages. Cependant Vandamme obligea Glogau à capituler le 2 décembre. Breslau, qui coûta un mois de siége, céda le 7 janvier à la menace d'un assaut. Brieg tomba ensuite. Restaient Schweidnitz, Neisse et Glatz, qui tinrent encore plusieurs mois. Napoléon, sans s'inquiéter de ces résistances, ordonna de continuer les siéges et de démanteler les places à mesure qu'elles seraient prises, afin que rien n'arrêtât ou ne gênât ses communications.

XXIV. — Si les Russes s'étaient décidés à rester sur la défensive et à attirer les Français dans l'intérieur de leur pays, ils les auraient usés à coup sûr. Mais ils se faisaient un point d'honneur de ne pas déserter la lutte et de soutenir leur malheureux allié Frédéric-Guillaume. Ils se sentaient d'ailleurs à proximité de leurs ressources, de leurs magasins, tandis que Napoléon était à trois cents lieues des siens. Ils ne voulurent pas lui laisser l'avantage de gagner le printemps. Benningsen, qui s'était fait nommer général en chef, entreprit de se porter sur le revers maritime de la Prusse et vers la basse Vistule, dans l'espérance de couper du reste de l'armée française le corps de Bernadotte et même celui de Ney, les plus avancés sur notre gauche. Il se proposait de forcer par là Napoléon à évacuer Varsovie. Il exécuta la première partie de ce plan habilement. Ayant réuni sous sa main toute l'armée russe et ses réserves au nombre de quatre-vingt-deux mille hommes, il s'avança par le pays coupé de forêts et de lacs où se fait le partage des eaux, en dérobant sa marche, jusqu'à Heilberg sur l'Alle. Le froid était modéré et permettait les opérations

militaires. Ney, obligé de faire des pointes téméraires pour procurer des vivres à ses troupes affamées, faillit être surpris. Il avertit Soult à sa droite et Bernadotte à sa gauche de la présence de l'ennemi. Bernadotte se hâta de rallier son corps à Osterode et à Mohrungen, où il livra le 25 janvier un combat heureux, qui força les Russes à la circonspection. Benningsen s'arrêta à Liebstadt, harassé de fatigue, et ayant manqué son but.

Napoléon résolut de le pousser vers la mer. Il calcula qu'il pouvait amener soixante-quinze mille hommes sur le terrain, le reste gardant les places ou les postes nécessaires. Il traça la marche de ses différents corps et leur ordonna de se porter rapidement vers Allenstein pour s'y réunir les 3 et 4 février. Il prescrivit particulièrement à Bernadotte de se replier sur la gauche de Ney pour tromper Benningsen, l'attirer et le laisser s'engager avant, loin de sa base d'opération. « Plus l'ennemi sera enfourné, lui écrivait-il, plus il nous aura fourni de chances de le battre. » Il se proposait alors de le prendre en flanc, de le tourner en coupant ses communications avec Kœnigsberg et la Prégel, et de l'écraser ou de le jeter à la mer.

Le 3 février dans la soirée, il découvrit l'armée russe campée dans une forte position à Jonkowo entre l'Alle et la Passarge. Il se prépara à l'attaquer de front, pendant que le corps de Soult le tournerait. Le 4 au matin, Soult enleva dans un combat heureux le pont de Bergfried sur l'Alle. Benningsen, ayant intercepté les ordres que Napoléon envoyait à Bernadotte, et craignant d'être coupé de sa ligne de retraite, se déroba et remonta au nord vers Kœnigsberg.

Napoléon le poursuivit l'épée dans les reins. Il massa tous ses corps, et ordonna à Bernadotte, qui se trouvait en arrière, de se rallier sans délai. Ney, se lançant sur la Passarge pour empêcher Lestocq de rejoindre l'armée russe, n'y réussit pas, mais l'obligea du moins à sacrifier son arrière-garde. Le 6, les Russes voulurent s'arrêter à Landsberg. Ney se jeta sur eux et leur tua deux mille hommes. Le 7, Benningsen essaya de défendre le plateau de Ziegelhof en avant d'Eylau. Murat et Soult livrèrent à deux de ses divisions un combat meurtrier et les délogèrent. Les Russes, ne pouvant s'arrêter à Eylau, allèrent camper un peu au delà de la ville, dans une vaste plaine. Leur armée, formant une masse compacte sur deux lignes serrées, comptait soixante-douze mille hommes; ils placèrent en avant

leur excellente et formidable artillerie, de plus de quatre cents bouches à feu, et se préparèrent à une grande bataille.

Les Français, affaiblis par la rapidité des marches, par la faim, le froid et les pertes éprouvées dans les divers combats, n'étaient pourtant pas en nombre bien inférieur[1]. Davout, qui s'avançait par une autre route, répondait d'arriver le 8 à Eylau. On pouvait espérer que Ney, dont le corps comptait dix mille hommes, arriverait à temps de son côté. Bernadotte demeurait seul en arrière. Napoléon avait l'avantage d'occuper Eylau et la position élevée du cimetière qui dominait la plaine; ce qui l'abritait en partie contre l'artillerie russe, plus que double de la sienne. Il plaça le corps de Soult à Eylau et sur les deux côtés de la ville, celui d'Augereau à la droite vers Rothenen. La garde était en arrière. Davout devait prendre l'ennemi en flanc à Serpallen.

Le 8, la bataille commença au point du jour dans une plaine nue, par un temps sombre qu'attristait un ciel de neige. Les deux armées s'étendaient sur un terrain coupé de lacs et de marais glacés, mais que le froid et la neige empêchaient de distinguer. Les Russes, placés sur de petits coteaux, engagèrent une effroyable canonnade. Eylau, Rothenen furent vite incendiés, et les projectiles atteignirent le cimetiere où Napoléon s'était établi avec son état-major. Les Russes firent un mouvement pour occuper des moulins à notre gauche; ils furent repoussés, mais Napoléon se tint immobile, attendant l'arrivée de Davout, qui parut enfin à Serpallen vers midi. Il fit aussitôt marcher des troupes pour l'appuyer, et il donna l'ordre à la division Augereau, de sept mille hommes, de s'avancer obliquement pour renverser la gauche de l'ennemi sur son centre. Augereau, malade de la fievre, ébranla ses deux divisions pour accomplir cette mission périlleuse. Une rafale de vent et de neige aveugla les soldats, les fit dévier de la ligne droite et prolongea le trajet. Les Russes démasquerent alors soixante-douze bouches à feu qui coucherent quatre mille hommes par terre en un quart d'heure. Tout l'état-major fut mis hors de combat. Une charge de cavalerie acheva d'écraser nos deux malheureuses divisions, dont les debris, se reformant avec peine, furent ramenés vers le cimetière.

[1] Jomini affirme qu'à Eylau les forces étaient à peu près égales; il estime que les Français étaient soixante-dix mille.

Napoléon, voyant la premiere ligne des Russes marcher en avant, appela Murat et la cavalerie de la garde pour tenter un effort décisif. « Eh bien ! lui cria-t-il, nous laisseras-tu dévorer par ces gens-là ? » En effet tout était perdu si le cimetiere était enlevé. Murat et Bessiere, à la tête de quatre-vingts escadrons, firent une charge furieuse, et ramenerent les cavaliers russes. Puis d'Hautpoul et les cuirassiers chargerent l'infanterie. Les premiers escadrons, accueillis par un feu meurtrier, furent d'abord obligés de se replier à droite et à gauche, pour se reformer derriere ceux qui les suivaient ; enfin une brèche s'ouvrit dans les rangs serrés des fantassins ennemis. La masse des cuirassiers y pénétra, comme un fleuve qui se précipite par une digue rompue. La mêlée fut affreuse. La deuxieme ligne russe se retira vers un bois et lança des bordées d'artillerie sur les cavaliers français, au risque de tuer à la fois amis et ennemis. La lutte se prolongea avec un acharnement sans égal. Cependant de nouveaux escadrons français arrivaient et chargeaient toujours.

Au milieu de ce carnage, deux régiments de grenadiers russes, n'écoutant que leur désespoir, se précipitèrent sur le cimetiere d'Eylau ; ils y furent reçus à la baïonnette et anéantis.

Napoléon n'osait pas mettre en mouvement son infanterie de réserve ; elle était trop peu nombreuse, et le sort de la journée demeurait incertain. Davout tenait sans avancer. Le général prussien Lestocq, arrivant avec son corps sur le champ de bataille, le traversa derriere les Russes, rallia quelques-unes de leurs réserves et tenta une attaque contre Davout. Il fut repoussé.

Benningsen ne se tint pas pour vaincu. Il hésita s'il ne reviendrait pas à la charge le lendemain. C'était l'avis de plusieurs de ses généraux. Mais ses soldats, accablés de fatigue et découragés, étaient prêts à se débander, malgré l'inflexible rigueur de leur discipline. Tout à coup on apprit l'arrivée de Ney. Cette nouvelle fit cesser les hésitations. Benningsen partit la nuit, laissant sur le terrain sept mille morts, plus de cinq mille blessés, et emmenant quinze mille autres blessés, dont le froid acheva une partie pendant la route.

Napoléon, condamné à la prudence, se relia à Davout, alluma des feux, et maintint ses soldats en ligne ; il ne put leur distribuer qu'un peu de pain avec de l'eau-de-vie. Nous avions environ trois mille morts ; pour les blessés, on en recueillit sept

mille dans les hôpitaux, mais il en resta beaucoup sur les routes et dans les villages. Le 9 au matin, l'Empereur parcourut cet affreux champ de bataille. « Qu'on se figure, dit-il dans le bulletin, sur un espace d'une lieue carrée neuf ou dix mille cadavres, quatre ou cinq mille chevaux tués, des lignes de sacs russes, des débris de fusils et de sabres, la terre couverte de boulets, d'obus, de munitions, vingt-quatre pièces de canon auprès desquelles on voyait les cadavres des conducteurs tués au moment où ils faisaient des efforts pour les enlever; tout cela avait plus de relief sur un fond de neige. » Il ajoutait, avec une sincérité qui étonne : « Ce spectacle est fait pour inspirer aux princes l'amour de la paix et l'horreur de la guerre. » Ney s'écriait à son tour : « Quel massacre, et sans résultat ! »

On avait recueilli peu de prisonniers. Ney et Murat poursuivirent les Russes l'espace de deux lieues, et trouvèrent les villages remplis de blessés qu'ils abandonnaient. On ne pouvait s'aventurer plus loin, sans vivres, sans lignes d'étapes, ni marcher sur la Prégel ou Kœnigsberg, en laissant derrière soi Dantzick qui tenait encore. L'armée avait besoin de repos. Napoléon, après avoir évacué ses blessés au moyen de traîneaux, se mit en retraite le 17 février et regagna ses cantonnements.

Mais au lieu de retourner à Varsovie, il porta son quartier général à Osterode, avec ses avant-postes sur la Passarge et l'Alle, tant pour couvrir le siége de Dantzick qu'il voulait pousser activement, que pour empêcher un retour offensif de Benningsen. En effet, un corps russe s'aventura encore jusqu'à Braunsberg, où il fut battu le 26 par le général Dupont. Pendant ce temps, Savary, à la tête du corps de Lannes, battait le 16 à Ostrolenka sur la Narew les réserves russes du général Essen, succès important parce qu'il assurait Varsovie. Napoléon put ainsi s'établir à Osterode pour y passer la saison froide, qui, ayant commencé fort tard cette année, dura plus que de coutume. Il s'y occupa d'amasser des vivres, en les faisant venir par la basse Vistule, de dissoudre le corps décimé d'Augereau, de réorganiser ses troupes, et d'y rétablir la discipline, altérée par les marches, les souffrances et les habitudes de maraude.

XXV. — Ce n'était pas seulement en Prusse et en Pologne que Napoléon faisait la guerre aux Russes. Marmont les avait battus en Dalmatie, ainsi que les Monténégrins leurs alliés,

les 30 septembre et 1er octobre 1806, et s'était emparé de Raguse.

La politique indiquait d'exploiter contre eux les inquiétudes et les ressentiments de la Turquie. En effet, leur établissement à Corfou, la part qu'ils avaient prise au soulevement de la Servie, l'appui fort ostensible qu'ils prêtaient aux hospodars de Valachie et de Moldavie, Ipsilanti et Maruzzi, vassaux de la Porte et en contestation perpétuelle avec elle, étaient pour le divan autant de sujets d'alarmes. Napoléon envoya comme ambassadeur à Constantinople, en 1806, le général Sébastiani, dont il avait éprouvé déjà dans plusieurs missions l'habileté et le caractère entreprenant. Le sultan Sélim se laissa persuader sans beaucoup de peine de révoquer les deux hospodars, le 30 août. La Russie protesta, rappela que, par le traité d'Iassy, son propre consentement était nécessaire pour une semblable révocation, et menaça de la guerre. L'Angleterre appuya ces réclamations. Le divan, qui cédait tour à tour aux influences des représentants des diverses cours européennes, quand ceux-ci lui parlaient haut, se laissa intimider, et rétablit les hospodars.

Cependant le czar ne se tint pas pour satisfait, et se hâta d'occuper, à titre de gage, les provinces danubiennes, objet de ses convoitises. Quatre-vingt mille hommes, sous le général Michelson, entrerent à Choczim, Bender, Iassy et Boukharest (novembre-janvier). Alexandre croyait son armée de Pologne suffisante pour soutenir l'armée prussienne. Quand celle-ci eut été détruite à Iéna, il s'aperçut que cette diversion était une faute, et il rappela du Danube deux divisions; mais elles avaient de très-longues marches à faire, et n'arrivèrent sur la Narew qu'après Eylau.

Le sultan, après avoir à son tour protesté vainement contre l'occupation des principautés par les Russes, leur déclara la guerre le 30 décembre, et adressa un appel belliqueux à tous les croyants. Rien ne pouvait mieux servir les projets de Napoléon. Il lui offrit une alliance offensive et défensive, moyennant laquelle il lui promettait de reconstituer la Pologne (28 janvier 1807). Il ordonna à Marmont d'envoyer aux Turcs des officiers d'état-major, de génie et d'artillerie, car ils en manquaient presque absolument. Il eut même l'idée de donner à son corps le titre pompeux d'aile droite de la grande armée. Il affirma avec affectation dans ses bulletins, et dans un message

adressé le 29 janvier au Sénat, la nécessité de défendre l'intégrité et l'indépendance de la Turquie, sans quoi l'Europe civilisée périrait. Sélim, qui avait entrepris de balancer les exigences des janissaires en constituant une milice régulière rivale, fut loué et exalté dans tous les documents français comme un sultan réformateur, destiné à régénérer les Ottomans.

L'Angleterre avait pris fait et cause pour les Russes à Constantinople. L'ambassadeur Arbuthnot exigea le rappel du représentant russe Italinski que le divan avait expulsé, la réouverture des détroits qui venaient d'être fermés et l'expulsion de Sébastiani; en cas de refus, il menaça de se retirer et d'amener dans le Bosphore une escadre de sa nation. Trois divisions de la flotte anglaise croisaient alors à l'orient de la Méditerranée.

Sébastiani encouragea le divan à la résistance, et l'y décida. Il lui présenta l'exemple de la Pologne démembrée et finalement partagée par ses puissants voisins; il fit valoir la présence de Napoléon à Varsovie, les succès de ses armes. Arbuthnot se retira le 29 janvier, avec les principaux négociants de sa nation, à Ténédos, à bord de l'escadre de l'amiral Duckworth. L'amiral, retenu quelque temps par les vents contraires, entra dans les Dardanelles le 19 février, et en remonta le courant sans être arrêté par les châteaux de la côte, armés de vieux canons. Il brûla dans la mer de Marmara une petite division de bâtiments turcs, incapable de se défendre, parut le 21 devant la pointe du Sérail, et menaça de bombarder le sultan dans son palais, s'il ne faisait droit aux exigences anglaises. Arbuthnot ajouta à ses demandes précédentes une déclaration immédiate de guerre à la France, la remise de la flotte turque en dépôt jusqu'à la paix, l'occupation du Bosphore et des Dardanelles par les vaisseaux russes et anglais.

Les habitants de Constantinople furent saisis les uns d'effroi, les autres de fureur. Le sérail était consterné. Sébastiani s'y rendit, représenta que les Anglais n'avaient point de troupes de débarquement, qu'on devait donc armer des batteries pour protéger la ville, et ne négocier que les armes à la main. Sélim s'y décida; il fit armer trois cents bouches à feu et dressa sa tente au milieu de son artillerie. Les Anglais réduisirent leurs exigences à la remise de la flotte; c'était le point auquel ils tenaient le plus. Le sultan refusa encore.

L'amiral Duckworth, qui avait espéré tout obtenir par une simple intimidation, n'osa ou ne voulut pas accomplir ses menaces, et, après une démonstration inutile, prit le parti de repasser les Dardanelles, non sans y éprouver plus de pertes et d'avaries qu'au premier passage; car il trouva cette fois les batteries de la côte réparées et mieux servies. Napoléon félicita Sébastiani, écrivit au sultan qu'il garantirait l'indépendance de l'empire ottoman, et l'engagea à attaquer les Russes sur toutes leurs frontières.

Il conçut aussi à ce propos l'idée d'armer contre eux le schah de Perse, et il prépara une mission d'officiers et d'ingénieurs qui devait être envoyée à Ispahan. Toutefois, cette mission, qui fut confiée au général Gardanne, ne partit que beaucoup plus tard.

XXVI. — A Osterode, Napoléon se sentait à cinq cents lieues de la France, avec une armée déjà diminuée, soumise à de dures privations, quoi qu il fît pour assurer ses subsistances, fatiguée de la rudesse du climat, et étonnée de trouver chez les Russes une force de résistance inattendue. Le 13 février, il fit porter par le général Bertrand au roi de Prusse, retiré à Memel, la proposition d'une paix séparée. Il offrit de lui restituer ses États jusqu'à l'Elbe, en gardant le reste comme indemnité de guerre. Le roi, qui avait lié sa fortune à celle des Russes, refusa.

Napoléon comprit alors la nécessité d'augmenter ses forces. Il appela, le 4 avril 1807, la conscription de 1808, soit quatre-vingt mille hommes, et il ne cacha pas à Cambacérès qu'il serait obligé d'appeler en septembre celle de 1809, anticipant ainsi de plus en plus sur les contingents futurs. Avec la première de ces deux conscriptions il portait son armée au chiffre excessif de six cent cinquante mille hommes, non compris ses alliés. Il écrivit qu'il ne voulait aucune objection; que la moindre hésitation aurait pour effet de lui mettre immédiatement l'Autriche sur les bras, et d'empêcher une paix qu'il entrevoyait prochaine et magnifique. Il fut obéi, non pourtant sans inquiétude et sans plaintes; car le massacre d'Eylau avait produit une fâcheuse impression à Paris. Les fonds avaient baissé, et l'envie, pour emprunter le style des panégyristes (Bignon), se vengeait des fatigues de l'admiration. On commençait à redouter ces conscriptions répétées, qui enlevaient des bras à l'agriculture, aux

familles leurs soutiens, et menaçaient le pays de charges illimitées.

Son parti une fois pris, Napoléon fut admirable par la puissance de ses combinaisons pour le renouvellement de l'armée, la marche des régiments, l'instruction des hommes, les transports, le soin du matériel et des intendants. Là était le triomphe de son génie. Il se livrait à la lecture et à l'étude de ses états de troupes avec passion [1]. En même temps, il se surpassa lui-même en activité, en énergie, en patience, car il était obligé de soutenir le moral des soldats par son exemple. Il se prodiguait à eux, passant les journées à cheval, les nuits au travail. Outre son armée principale, il en forma une seconde sur l'Elbe, qu'il confia au maréchal Brune; elle dut comprendre quarante mille Français et soixante mille étrangers, Hollandais, Italiens, Allemands de la Confédération du Rhin, voire un corps espagnol qu'il se fit envoyer sous divers prétextes par le prince de la Paix. Il calcula qu'il aurait ainsi quatre cent quarante mille hommes en Allemagne, dont trois cent soixante mille Français, tous arrivés à leur destination et disponibles au mois de mai. Jamais on n'aurait vu de forces aussi nombreuses dirigées par la même main et obéissant à la même volonté.

Son activité ne se borna pas aux soins de son armée. Il prétendait gouverner la France du fond de la Pologne et jusque dans les moindres détails. Il signa, pendant son séjour à Osterode et au château de Finkenstein, une multitude de décrets, d'instructions et de circulaires, qui d'ailleurs furent moins son œuvre que celle de ses ministres et surtout de son secrétaire Maret. Il s'imaginait qu'on était à Paris dans une admiration constante de ce qu'il faisait, et qu'on attendait de lui tous les jours quelque chose de nouveau et de grand. Ses complaisants le lui répétaient à l'envi.

Il devait se préoccuper des souffrances de l'industrie, à peu près réduite aux fabrications de guerre. Il chercha les moyens de lui faire traverser la crise, et n'en trouva qu'un : ce fut d'avancer aux manufactures cinq cent mille francs par mois sur des marchandises qu'elles consigneraient dans les magasins de l'État. Mais, à part quelques mesures de ce genre exigées par les circonstances, sa sollicitude si vantée pour les intérêts publics se réduisit plus ou moins à une correspondance de

[1] Voir sa lettre à Joseph, du 20 août 1806.

police. Il entretenait Fouché presque journellement de la manière de présenter les nouvelles et de diriger l'opinion. Sa tyrannie jalouse et infatuée descendait jusqu'aux plus petits moyens. Il prétendait exercer sur les journaux, sur la critique littéraire, jusque sur les opinions exprimées à l'Académie française, une censure active, dont le but était de tout rapporter à lui-même. Il ordonnait d'expulser madame de Staël et s'emportait même contre elle en invectives.

Une des choses qu'il souffrait le moins, c'était que ses frères voulussent régner par eux-mêmes. Louis, trouvant la Hollande obérée avec trente-cinq millions de florins de revenu et soixante-dix-huit millions de dépense, dont une moitié pour l'intéret de sa dette, consentait bien à y créer de nouveaux impôts, mais refusait d'augmenter son armée et sa marine. Napoléon, après lui avoir demandé en vain cinquante mille hommes, finit par lui déclarer qu'il abandonnerait les intérêts hollandais dans les négociations futures. Il lui défendit de se faire couronner, et ne cessa de le traiter, jusque dans les détails de sa vie intérieure, avec une rudesse insultante.

XXVII. — L'investissement de Dantzick commença le 8 mars. La place, naturellement très-forte, avait eu le temps de se couvrir d'ouvrages défensifs; quatorze mille Prussiens et quatre mille Russes, sous le maréchal Kalkreuth, en formaient la garnison. Le corps assiégeant, composé en partie d'auxiliaires badois et polonais, fut confié à Lefebvre, assisté de deux habiles généraux de génie et d'artillerie, Chasseloup et Lariboisière. Les opérations, régulièrement poursuivies, coûtèrent beaucoup de temps. La grosse artillerie fut surtout longue à amener et à mettre en ligne.

La prudence était nécessaire; car déjà quelques corps de partisans s'étaient montrés sur les derrières de nos armées, en Silésie et en Poméranie. Nous avions encore derrière nous la forteresse de Colberg, et celle de Stralsund, défendue par les Suédois. Mortier, n'ayant pas de matériel de siége, signa le 18 avril un armistice avec les Suédois, et Napoléon, jusque-là fort arrogant vis-à-vis de ces derniers, changea de ton avec eux, afin de diminuer le nombre de ses ennemis.

Les Anglais, qui ne soutenaient pas la Suède, après lui avoir promis des subsides et des troupes auxiliaires, ne firent rien non plus pour secourir Dantzick. Aucun de leurs vaisseaux ne

parut dans la Baltique. Le roi de Prusse et le czar eurent une entrevue, le 26 avril, à Bartenstein, et cherchèrent les moyens de sauver la place. Mais, soit que la saison trop peu avancée gênât les transports, soit tout autre motif, ils n'envoyerent comme armée de secours que dix mille hommes, qui s'avancèrent par la langue de terre appelée la Nehrung, et une division qui se transporta par mer dans l'île de Holm, à l'embouchure de la Vistule. Napoléon, toujours vigilant, renforça les assiégeants avec une partie des corps de Lannes et de Mortier, qu'il tenait à proximité.

Le 15 mai, les troupes de secours, soutenues par la garnison du fort de Wechselmunde, attaquèrent les assiégeants. Les généraux Schramm, Oudinot et le maréchal Lannes soutinrent un combat très-vif et très-meurtrier qu'ils achevèrent à la baïonnette, et l'ennemi repoussé fut mis en déroute sur la Nehrung. Cependant les travaux d'approche se terminaient malgré les difficultés d'un sol sablonneux, accrues par un mauvais temps continuel. Les soldats du génie, décimés cruellement, montrerent une persévérance sans exemple. Après soixante-onze jours de tranchée ouverte, une brèche fut enfin pratiquée, et l'assaut résolu pour le 21 mai. La ville avait déjà reçu trente mille projectiles. Kalkreuth offrit de capituler, mais avec les honneurs de la guerre, sans quoi il menaçait de faire une défense désespérée. La capitulation fut acceptée dans ces termes et signée le 26. Le fort de Wechselmunde se rendit aussi. Napoléon trouva dans la place neuf cent quatre-vingts canons et d'immenses approvisionnements, de grains surtout. Il s'y rendit en personne, distribua des récompenses aux troupes victorieuses et créa Lefebvre duc de Dantzick.

Alexandre et Frédéric-Guillaume s'étaient résignés à cette perte. Alexandre avait augmenté ses forces, appelé sa garde impériale et obtenu de ses peuples un dévouement enthousiaste. Les Russes, quoique éprouvés par des batailles sanglantes, étaient loin de se tenir pour vaincus. Ils avaient arrêté Napoléon; ils le jugeaient compromis et s'imaginaient qu'il leur suffirait d'une victoire pour détruire l'échafaudage de ses succès. Frédéric-Guillaume, moins confiant et avec raison, s'était livré tout à fait à l'allié qui seul pouvait le sauver. Les deux souverains convinrent de ne poser les armes que d'un commun accord, lorsque la Prusse aurait recouvré tout son territoire, que l'Europe serait vengée, les puissances grandes

ou petites affranchies, les territoires occupés par la France évacués. Ils convinrent encore de rendre à l'Allemagne une constitution fédérative, et de donner à cette fédération ainsi qu'à la Prusse une frontière militaire solide. Alexandre se flattait toujours, comme avant Austerlitz, que la gloire de reconstituer l'ordre européen lui était réservée.

Il venait d'arracher à l'Angleterre des subsides et des auxiliaires pour la Suède. Il sollicitait aussi l'Autriche de se déclarer pour lui, et il invoquait la garantie réciproque que les copartageants de la Pologne s'étaient assurée en 1794. Mais l'Autriche, favorable à ces vues parce qu'elle était dans le fond très-hostile à Napoléon, refusa de se prononcer, ou attendit pour le faire que les Français eussent été attirés au delà du Niémen. Napoléon, de son côté, fit de grands efforts pour l'entraîner dans son alliance; il alla jusqu'à lui offrir des territoires en Turquie, au moment même où il prodiguait à Constantinople ses assurances en faveur de l'intégrité de l'empire ottoman. La cour de Vienne résista à ces avances peu sincères, et y répondit en proposant une médiation qui ne fut acceptée que pour la forme.

Benningsen avait concentré cent mille hommes dans un camp retranché extrêmement fort à Heilsberg sur l'Alle. Il disposait en outre de deux corps d'environ vingt mille hommes chacun, l'un sur la Narew, l'autre, celui de Lestocq et de Kamenski, près de la mer, tous deux faciles à rallier, et de quelques réserves laissées à Kœnigsberg. Il prit l'offensive le 5 juin et prévint Napoléon, au moment où celui-ci se préparait à marcher en avant, à le couper de Kœnigsberg et à le rejeter sur le Niémen. Napoléon comptait alors deux cent vingt-six mille hommes sur le papier, et cent soixante mille combattants effectifs sous la main, non compris le corps de Masséna sur la Narew. Ses troupes, qui campaient depuis le 1er mai, étaient reposées et n'attendaient que le moment d'entreprendre une nouvelle campagne.

Benningsen se proposa de couper les divers corps de l'armée française sur la Passarge, opération dont le danger était d'amener, en cas d'insuccès, toutes les forces de Napoléon sur lui; or elles étaient supérieures. Il prépara donc des démonstrations sur tous les points de cette rivière, afin d'y occuper les corps de Soult, de Bernadotte et de Ney, se réservant de tomber sur ce dernier à Guttstadt, et de l'envelopper. L'attaque,

habilement combinée, eut lieu le 5 juin; mais Soult et Bernadotte résistèrent et maintinrent leurs positions. Ney, attaqué par des forces supérieures, opéra une retraite fort admirée, tant il montra de sang-froid et de vigueur. Benningsen, qui n'avait pas manœuvré avec la célérité nécessaire, jugea son offensive manquée, et se retira le 7 sur Heilsberg.

Napoléon, ayant groupé en quarante-huit heures toutes ses forces autour du point central de Saalfeld, entreprit de couper Benningsen de la mer, de le rejeter à sa droite sur l'Alle et de le précéder à Kœnigsberg. Le 10, Soult attaqua la position des Russes à Heilsberg, pendant que Davout et Mortier essayaient de la tourner; mais après un combat de trois heures, les Français eurent sept mille hommes hors de combat, et durent renoncer à l'attaque directe. Napoléon exécuta son dessein de marcher à sa gauche sur Kœnigsberg, par Landsberg et Preuss-Eylau, assuré de faire tomber par cette marche la position de Benningsen à Heilsberg. En effet, ce dernier le suivit le 12, pour se rapprocher de la capitale de la Vieille Prusse.

Napoléon occupa Eylau, Domnau, et marcha sur Friedland, où il comptait lui barrer le passage. Il y dirigea ses corps par différentes routes, jugeant qu'une bataille sur ce point était inévitable. Elle s'engagea le 14.

Lannes, arrivé pendant la nuit, ouvrit le feu aussitôt après le lever du soleil. Il barra aux Russes le village d'Heinrichsdorf, et les arrêta plusieurs heures, quoiqu'ils fussent plus de soixante-dix mille avec plus de deux cents bouches à feu sur leur front, et qu'il n'eût que le corps de Mortier engagé avec le sien. Napoléon, averti par des courriers, accourut avec le corps de Bernadotte, alors commandé par Victor, et celui de Ney. Benningsen montra de l'hésitation, soit que ses troupes n'arrivassent pas sur le terrain avec l'ensemble nécessaire, soit qu'il eût espéré n'avoir affaire qu'à deux corps français un peu séparés du reste de l'armée; mais dans ce cas même il manqua de décision en ne portant pas assez vite sur Lannes et Mortier les masses nécessaires et en laissant à Napoléon le temps d'ordonner un second combat. Napoléon, que l'expérience d'Eylau avait rendu prudent, vit pourtant d'un coup d'œil la faute de l'ennemi. Il s'aperçut que les Russes s'étaient avancés imprudemment en avant de l'Alle, dont ils avaient le cours à dos, et il résolut de les y précipiter, en leur coupant le pont de Friedland et les trois autres ponts jetés par Benningsen sur la rivière,

c'est-à-dire leurs seuls moyens de retraite. Il mit en ligne sur-le-champ quatre-vingt mille hommes, chargea Ney à sa droite d'enlever les ponts à tout prix, et ordonna aux autres maréchaux d'attirer et d'occuper l'armée russe vers sa gauche. A cinq heures du soir, profitant de l'inaction de l'ennemi, il renouvela le combat du matin, ou plutôt le transforma en une bataille gigantesque.

Ney, à la tête de deux divisions, se porta sur Friedland avec son sang-froid et son intrépidité ordinaires. La division Dupont, du corps de Victor, le soutint vigoureusement. L'artillerie de Victor s'avança contre la ville, qu'elle abîma. Elle permit aux soldats de Ney d'avancer et de s'emparer des ponts de l'Alle, malgré la résistance de Benningsen, qui lança la garde russe et ramena plusieurs fois les assaillants. Enfin les Français occupèrent les positions à la baïonnette. Ney et Dupont s'établirent dans la ville en flammes, pendant que les Russes fuyaient en désordre et incendiaient les ponts A ce spectacle Napoléon poussa toute sa gauche contre les corps ennemis déployés dans la plaine. Comme ils étaient inférieurs en nombre et ne s'étaient pas ménagé d'autre ligne de retraite que l'Alle, il les jeta dans la rivière. Les Russes, effarés et démoralisés, la repassèrent à la faveur de quelques gués, mais dans un désordre affreux, et beaucoup de leurs soldats s'y noyèrent. Il était déjà nuit. Ils abandonnèrent quatre-vingts bouches à feu, et s'enfuirent jusqu'à la Prégel, derrière laquelle ils se mirent à l'abri le lendemain, et dont ils coupèrent tous les ponts.

Leurs pertes ne s'élevèrent pas à moins de vingt ou vingt-cinq mille hommes hors de combat. Celles des Français ont été estimées de sept à dix mille. L'Empereur rappela dans son bulletin que cette journée était l'anniversaire de celle de Marengo. Il poursuivit peu l'ennemi, faute de cavalerie; il était d'ailleurs obligé de donner du repos à ses troupes, qui n'avaient pas été toutes engagées, mais qui avaient fait une marche forcée pour arriver sur le champ de bataille.

Trois corps, ceux de Davout, de Soult et de Murat, laissés en arrière, marchèrent immédiatement sur Kœnigsberg. Lestocq et Kamenski abandonnèrent cette ville à la hâte pour rejoindre Benningsen. Soult l'occupa, lui imposa une contribution de huit millions de francs, s'y empara d'une quantité énorme de magasins, de munitions, de fusils anglais, et se rendit maître du fort de Pillau, qui assure la navigation de la Baltique.

Comme les Prussiens se retiraient en désordre sur toutes les routes, on leur enleva de nombreux prisonniers.

Les Russes découragés arrivèrent le 18 sur le Niémen. Ils mirent tout un jour à passer leurs bagages et leur artillerie au delà du fleuve, que les avant-gardes françaises trouvèrent défendus par des cavaliers sauvages armés de flèches, des Baschkirs et des Kalmouks.

Le 19, Bagration proposa une trêve. Le 21, Napoléon signa un premier armistice avec la Russie, et le 25, un second avec la Prusse.

XXVIII. — Il comprenait la nécessité de s'arrêter à la limite extrême de la Prusse avec une armée fatiguée de ses propres victoires. Au moment de s'engager dans les profondeurs périlleuses de la Russie, il jugea plus sûr de signer une paix dont il lui dicterait les principales conditions.

Alexandre voulait la paix de son côté. Il ne pouvait plus poursuivre les déclarations ou les utopies de Bartenstein, ni relever la Prusse. Il voyait ses propres États compromis, et menacés d'une invasion que la belle saison eût favorisée. Les grands fleuves de la Russie offraient bien quelques lignes de défense ; mais les forteresses étaient incapables de résister. On parlait déjà du danger de voir les Français à Saint-Pétersbourg. On craignait aussi que la contagion de l'insurrection polonaise ne gagnât la Lithuanie. Désirant épargner le sang de ses soldats qui avait coulé abondamment, Alexandre commençait a se dire que ce n'était pas à lui seul de sauver l'Europe, quand l'Europe ne l'y aidait pas, quand surtout les Anglais, qui lui avaient promis leur assistance, la lui donnaient fort peu en réalité et s'occupaient d'intérêts purement britanniques.

Les deux souverains eurent le 26 juin une entrevue, dans un pavillon élevé sur un radeau au milieu du Niémen neutralisé. Ils s'abordèrent en s'embrassant. Napoléon fit les premières propositions. Il offrit de restituer à la maison de Brandebourg une partie de ses États ; on se demandait déjà en Allemagne s'il ne déclarerait pas qu'elle avait cessé de régner. Il offrit encore d'agrandir la Russie, pourvu qu'elle l'assurât de son alliance contre les Anglais. Alexandre se prêtant à ces propositions, ils convinrent de neutraliser Tilsitt, et d'y négocier directement seul à seul.

Napoléon employa vis-à-vis du jeune czar son rare talent de

fascination, que relevaient alors ses victoires et sa fortune. Il entra avec lui dans les rapports les plus familiers, et l'accabla de séductions, d'autant plus remarquées qu'il accueillit froidement le roi de Prusse, lorsque ce dernier lui fut présenté.

Toujours dominé par sa grande pensée de vaincre l'Angleterre sur le continent, il s'imaginait qu'il y parviendrait s'il avait pour alliée la Russie, la seule puissance qui eût noué jusque-là les coalitions continentales, et qui pût les nouer encore, la seule enfin qu'il ne pût écraser ou s'assujettir par des victoires. Il s'évertua donc à représenter au czar que la Russie, ayant un intérêt secondaire aux affaires de l'Europe occidentale, pouvait les lui abandonner sans réserve ; qu'elle était au contraire très-intéressée à repousser les prétentions maritimes des Anglais, prétentions insupportables aux neutres, dont Catherine et Paul Ier avaient pris deux fois la défense. Il lui demanda de se faire médiateur pour obtenir des Anglais la paix maritime, et s'il ne l'obtenait pas, de se joindre à lui pour la leur arracher, ce qui serait certain, moyennant que tous les États du continent fussent obligés d'unir leurs forces à celles des deux grands empires. On devait prévoir que dans ce dernier cas l'Angleterre entraînerait le Portugal et la Suède. Napoléon se réserva l'occupation du Portugal, et offrit à la Russie pour prix de son concours une province suédoise, la Finlande, dont il était, disait-il, insupportable que le canon s'entendît à Saint-Pétersbourg.

Il consentit également à l'abandon de la Turquie. Après avoir fait aux Turcs de grandes avances, il se sentait embarrassé d'eux, de leur faiblesse, de leurs tergiversations et de leurs exigences. Il ne s'en était pas caché à Finkenstein. Il déclara donc à Tilsitt qu'agir plus longtemps d'accord avec la Porte serait se lier à un cadavre. Les circonstances se prêtèrent à ce changement de politique. Une sédition dirigée par le mufti et les ulémas, ayant les janissaires pour instruments, venait d'éclater le 1er juin à Constantinople. La tête de Sélim fut menacée. L'ambassadeur français courut lui-même des dangers. Napoléon, qui s'était prononcé naguère si résolûment pour l'intégrité de la Turquie, se montra tout disposé à la sacrifier, et même à la partager, pourvu que l'Angleterre ne recueillît aucun de ses débris. Il offrit au czar de s'étendre jusqu'aux Balkans, se réservant de prendre pour la France la Grèce, l'Épire et l'Albanie, jusqu'au golfe de Salonique. La Servie et

la Bosnie seraient devenues sous forme indirecte le lot de l'Autriche. Le sultan n'eût gardé que la Roumélie, Constantinople et les provinces d'Asie.

Napoléon, entraîné lui-même par ce que ses conceptions présentaient d'original et de grandiose, pressa vivement Alexandre d'y adhérer. Ce dernier, quoique rempli d'une défiance légitime, avait beaucoup d'ambition et d'imagination. Il saisit avec bonheur le moyen de sortir d'une guerre malheureuse, non plus humilié, mais agrandi. Il laissa seulement échapper le vœu de posséder un jour Constantinople ; Napoléon l'arrêta.

Les bases d'une alliance ainsi convenues, on régla le sort de la Prusse, qu'Alexandre n'eût pu abandonner sans déshonneur. Le malheureux Frédéric Guillaume ne conservait plus de tous ses États que Memel à l'extrémité nord, le fort de Silberberg dans la Silésie, Graudenz et Colberg. Napoléon consentit à lui restituer ce qu'il lui avait pris, moins les provinces à l'ouest de l'Elbe et les provinces polonaises. Il avait prétendu en détacher encore la Silésie, il déclara y renoncer, par égard pour les sollicitations d'Alexandre. La Prusse perdit ainsi près de la moitié de sa population, quatre millions deux cent mille âmes ; elle n'en garda que cinq millions. Le roi fit personnellement ses réclamations, qui ne furent pas écoutées. La reine, qui avait autant d'habileté et d'esprit que de dignité, se rendit à Tilsitt, y vit Napoléon, mais n'obtint de lui rien de plus. Il lui refusa Magdebourg et Dantzick. Il rendit à cette dernière ville la liberté, aux conditions dont elle jouissait avant les partages de la Pologne. Pour toute concession, il accorda une ligne frontière passant par la Netze et le canal de Bromberg, et il promit éventuellement de restituer un territoire de quatre cent mille âmes à l'est de l'Elbe, si jamais il réunissait le Hanovre à la France. Encore exigea-t-il que la Prusse adoptât le blocus continental et déclarât la guerre aux Anglais.

Il se réserva de former pour Jérôme, entre le Rhin et l'Elbe, un royaume de Westphalie, de plus de trois millions d'habitants, qui ferait partie de la Confédération du Rhin. Il s'engageait à payer des pensions viagères aux princes dépossédés de Hesse, de Brunswick et d'Orange-Nassau. Il gardait le Hanovre pour le restituer aux Anglais à la paix, comme prix de rachat des colonies françaises, hollandaises et espagnoles.

Les provinces polonaises furent reconstituées sous le nom de grand-duché de Varsovie, et données au roi de Saxe, dont les

ancêtres avaient gouverné la Pologne. Ce roi acquit encore un district dans la Lusace et une route militaire traversant la Silésie pour faire communiquer Varsovie et Dresde. Napoléon préleva vingt-six millions de biens sur la Pologne pour doter ses généraux, et céda à la Russie un district destiné à rectifier sa frontière.

Les territoires des petits princes saxons leur furent rendus, par égard pour le roi de Saxe; ceux des ducs d'Oldenbourg et de Mecklembourg, par égard pour la Russie; ces derniers durent s'engager à fermer leurs ports aux Anglais.

Telles furent les clauses essentielles des traités de Tilsitt, signés le 8 juillet.

Le roi de Prusse, réduit au rôle le plus triste, dut se conformer à la volonté des deux empereurs. Napoléon eut le tort de l'humilier, en déclarant qu'il ne lui restituait ses États que comme prix de sa propre alliance avec la Russie. Quelques jours après, à Dresde, il y joignit le tort non moins grand de le traiter fort mal dans l'allocution qu'il fit aux députés de la ville de Berlin. Il n'était pas généreux, et il ne voulait pas l'être, sachant que la maison de Brandebourg aurait difficilement pour lui d'autres sentiments que ceux de la haine. On a dit, il a soutenu lui-même à Sainte-Hélène qu'il eût mieux fait de l'écraser davantage. Mais le pouvait-il, en présence des exigences de la Russie? La prudence au moins eût exigé qu'il l'entourât d'États forts, qu'il élevât, dit Carné, des obstacles à la hauteur des haines. Ce qu'il fit à cet égard fut très-imparfait. Les deux États qu'il constitua sur ses flancs furent des créations incomplètes, artificielles et peu viables. Le royaume de Westphalie, créé pour Jérôme par une combinaison bâtarde, ne pouvait enlever à la Prusse son caractère de centre de la nationalité allemande. Le grand-duché de Varsovie, de deux millions d'âmes au plus, ne faisait aucunement corps avec la Saxe, dont une province prussienne le séparait. C'était moins une amorce destinée à préparer la reconstitution de la Pologne, qu'une création provisoire faite pour tenir la Russie et l'Autriche en inquiétude et dans une sorte de dépendance de la politique française. Napoléon, qui calculait si admirablement à la guerre les forces et les résistances matérielles, tenait peu ou point de compte dans ses traités des forces et des résistances morales, et se préoccupait bien plus de l'effet présent que de la durée. Il avait pris l'habitude de tailler et retailler la carte de l'Europe sans autres règles que celles de la possibilité ou de

l'utilité présente. A Tilsitt, il appliqua ce même système plus largement que par le passé. L'éclat, la fascination de sa puissance ne pouvaient donner le change sur le peu de solidité de son œuvre politique, aussi chimérique, Thiers le reconnaît, que son œuvre militaire était admirable. Il mit la Prusse dans des conditions qu'elle ne pouvait supporter, et laissa la Pologne à l'état de création avortée. Altérant sans cesse ses propres combinaisons, il avait dans le caractère quelque chose de vague et d'indéterminé qui l'empêchait de rien finir.

Il s'abusa lui-même et fut dupe de son propre roman. Si ce qu'il créait n'offrait aucune stabilité, ses calculs à venir en présentaient bien moins encore. Car, excepté l'abandon secret des bouches du Cattaro et des Sept-Iles, il n'obtenait de la Russie que la promesse de reconnaître les royautés de ses frères, et une autre promesse de coopération assez vague contre les Anglais. Quels gages avait-il que ces promesses, la dernière surtout, fussent remplies? Sur quels intérêts, sur quels sentiments pouvait-il compter, autres que sur la crainte et la défiance? Si la Russie, par une circonstance quelconque, venait à rompre l'alliance, que restait-il de tout cet échafaudage? Si même elle s'exécutait, quel était le résultat? La spoliation de la Prusse, de la Suède, du Portugal, de la Turquie, c'est-à-dire des partages rappelant l'immoralité de ceux de la Pologne, et jetant sur le continent, loin d'en assurer la paix, les semences de guerres nouvelles et prochaines.

Aussitôt le traité signé, Napoléon partit de Tilsitt. Il s'arrêta quelques jours à Kœnigsberg, où il régla les époques et les conditions de l'évacuation de la Prusse par ses armées, ainsi que les réquisitions, dont le chiffre fut de six cent quatre-vingts millions. Il garda trois des places de l'Oder, Stettin, Custrin et Glogau, jusqu'à ce que les conditions fussent remplies entièrement. Il se rendit ensuite à Dresde, où il promulgua pour le grand-duché de Varsovie une constitution qui reproduisait en partie la constitution polonaise de 1791, avec plusieurs lois françaises et des dispositions empruntées à la constitution du royaume d'Italie. Il jugea qu'en la donnant à la Pologne et en y établissant le Code civil, il serait quitte vis-à-vis de ses incommodes alliés. Mais ceux-ci s'en contentèrent mal, et l'opinion en France, si peu exigeante qu'elle fût, ne put comprendre qu'il n'eût pas reconstitué la Pologne, comme le frein le plus sûr de la Prusse et de la Russie.

LIVRE CINQUANTE-SEPTIÈME.

L'EMPIRE.

DEUXIÈME PARTIE. DU TRAITÉ DE TILSITT AU MARIAGE AVEC MARIE-LOUISE. 1807-1810.

I. — Napoléon rentra le 27 juillet à Saint-Cloud pour entendre célébrer sur un ton plus élevé que jamais sa haute fortune, ses victoires et la paix, bien qu'on n'eût que la paix du continent, et que celle des mers fût à obtenir encore. Indépendamment de l'enthousiasme officiel, le pays se sentit entraîné par un élan naturel de confiance. La rente monta au taux tout à fait nouveau de quatre-vingt-douze francs.

L'Empereur revenait pourtant la tête remplie de projets, et dès son séjour à Dresde, il avait expédié partout des ordres dirigés contre la grande puissance ennemie qui restait debout, l'Angleterre.

Il voulut forcer le Danemark et la Suède à se prononcer contre les Anglais. Il rappela aux Danois qu'ils avaient déjà combattu pour la cause des neutres, et leur offrit le concours de troupes françaises. Il chargea Brune d'occuper la Poméranie suédoise, de réunir quarante mille hommes, avec l'artillerie qui avait servi au siége de Dantzick, et d'investir Stralsund, dont la garnison, mêlée de Suédois et d'Anglais, capitula le 11 août. L'île de Rugen fut ensuite occupée. Brune fut disgracié pour une affaire d'argent, et remplacé par Bernadotte.

Le décret de Berlin ne s'exécutait qu'avec des peines et des résistances extrêmes. La Hollande ne pouvait s'y résigner. En Allemagne, on avait dû composer avec le commerce de Leipsick et celui de Hambourg, qui rachetèrent la confiscation des marchandises anglaises, l'un pour neuf ou dix millions, l'autre pour quinze ou seize. Le Portugal fut menacé d'être occupé par des troupes espagnoles ou françaises s'il refusait de confisquer non-seulement les marchandises, mais les propriétés des Anglais.

Un camp de vingt-cinq mille hommes fut formé à Bayonne dans ce but, et mis sous les ordres de Junot. En Italie, Eugène reçut l'ordre d'occuper le port de Livourne, mal gardé par la reine d'Étrurie. Napoléon songea même à reprendre l'Étrurie, qu'il appelait, dans une lettre à Duroc, une *difformité* de la presqu'île. Il voulait que les deux péninsules espagnole et italienne servissent sa politique sans réserve. En même temps il prépara une expédition navale pour conquérir décidément la Sicile, Alexandre ayant pris à Tilsitt l'engagement secret de reconnaître la royauté de Joseph, à la condition que les Bourbons de Naples reçussent une indemnité, Candie ou les Baléares.

Napoléon, attentif à frapper l'Angleterre sur tous les points du continent où il la jugeait vulnérable, revenait à l'idée qu'il ne pourrait la forcer à la paix que par une grande guerre maritime. Il faut ici remonter plus haut.

On s'était renfermé depuis la malheureuse journée de Trafalgar dans le système recommandé par Vauban après la Hogue, celui qui consistait à entreprendre de simples croisières, Decrès soutenant qu'il était le seul possible, vu l'infériorité de nos forces navales et l'insuffisance de nos colonies pour les ravitailler. Mais ce système à son tour avait peu réussi. Les croisières du capitaine Lhermite sur les côtes d'Afrique, et du capitaine Leduc dans les mers du Nord, avaient procuré quelques prises assez chèrement achetées. L'amiral Linois, après en avoir fait pour une valeur de quarante millions dans la mer des Indes, avait dû rendre son vaisseau amiral aux Anglais dans un combat livré à la hauteur des îles du cap Vert, le 13 mai 1806.

Nos escadres n'avaient pas été plus heureuses. Celle du contre-amiral Leissègues, surprise par les Anglais à Saint-Domingue, au mois de février 1806, se vit enlever trois vaisseaux ; deux autres furent réduits à s'échouer. Celle de l'amiral Willaumez, plus considérable, après avoir débuté par quelques prises, fut coupée en deux par un ouragan effroyable (au mois d'août), et perdit trois grands vaisseaux sur six. La division du capitaine Soleil, forte de quatre frégates, en perdit trois, que les Anglais lui enlevèrent à sa sortie même de Rochefort, le 26 septembre. Plusieurs combats livrés par des bâtiments isolés firent honneur à notre pavillon, sans modifier ces fâcheux résultats.

Pendant ce temps, les Anglais, qui avaient déjà pris Suri-

nam, Gorée, Pondichéry, enlevèrent encore le Cap, faiblement défendu par les troupes bataves (18 janvier 1806), et surprirent (le 27 avril) Buenos-Ayres, qu'ils ne purent d'ailleurs garder. Ils occupèrent, le 1er janvier 1807, l'île hollandaise de Curaçao, et enlevèrent Montevideo le 2 février. Ils essayèrent aussi de s'emparer de l'Égypte et d'y rétablir les mameluks pour la dominer indirectement. Les généraux Mackenzie et Fraser y firent une descente ; toutefois, ils ne purent s'y maintenir que quelques semaines (mars et avril 1807).

Les croisières n'étaient donc pas à notre avantage. On rencontrait toujours les Anglais supérieurs en nombre, pourvus d'un matériel meilleur, pouvant se radouber et se ravitailler dans leurs colonies quand ils avaient tenu la mer longtemps, tandis que ni la Martinique, ni l'île de France ne pouvaient nourrir nos équipages, et que nous n'arrivions même pas à renouveler leurs garnisons. Il avait fallu, pour donner à nos colonies les moyens de vivre, leur permettre de commercer avec les neutres. Or, les neutres, c'est-à-dire les Américains, leur faisaient les conditions les plus onéreuses, en raison des risques auxquels leurs navires s'exposaient.

Napoléon vit là autant de motifs de revenir à la grande guerre maritime. D'abord il espérait dominer *la mer par la terre*. Ensuite il calculait que le blocus continental fermant aux Anglais leurs débouchés, il pourrait réunir toutes les marines des États du continent à celle de la France, entreprendre de vastes constructions navales dans leurs ports principaux, obliger l'Angleterre à les bloquer tous, ce qui emploierait et diviserait ses forces, enfin préparer pendant ce temps quelque grande armée de débarquement, qu'il porterait inopinément sur le point le plus facile à atteindre, soit à Londres, soit dans l'Inde ou en Égypte. Il comptait réparer la flottille de Boulogne, et se servir des marins qui lui restaient, troupes excellentes et sûres. Au retour de Tilsitt, il ébaucha successivement une foule de projets. Decrès lui fit adopter le plus praticable, celui d'amener dans la Méditerranée ses escadres de Cadix et de Rochefort, pour les réunir tout à coup et fondre sur la Sicile.

L'Angleterre ne s'était pas émue outre mesure du décret de Berlin, parce qu'elle en jugeait l'exécution complète impossible. Elle n'avait d'ailleurs prêté qu'un concours médiocre aux puissances continentales, dont ses ministres disaient ne vouloir pas continuer à se faire les trésoriers. Elle s'était contentée

d'assister indirectement la Russie par sa démonstration sans effet sur Constantinople, et elle s'était rapprochée du roi de Prusse, en lui promettant quelques subsides (le 28 janvier 1807).

Les puissances continentales se plaignirent qu'elle les abandonnât. L'opposition appuya ces plaintes, et Canning reprocha aux ministres de n'avoir pas pris une attitude plus décidée après Iena. Grenville se retira le 8 avril 1807, pour céder la place à un ministère plus belliqueux. Canning, Castlereagh et Perceval, qu'on appelait la monnaie de Pitt, en furent les chefs. Ils s'émurent beaucoup du rapprochement inattendu de Napoléon et d'Alexandre à Tilsitt, mais ils ne donnèrent effectivement de subsides et de troupes auxiliaires qu'à la Suède.

II. — Napoléon ouvrit la session du Corps législatif le 16 août par un discours plein de pompe et de solennité. Il y annonça l'intention d'imprimer une forte impulsion aux travaux intérieurs.

Les finances, administrées avec un soin et une habileté remarquables, étaient prospères. Les revenus augmentaient, surtout ceux des droits réunis et des douanes; car le développement du commerce continental compensait les pertes du commerce colonial. Le budget ne pouvait s'établir que par approximation; mais les contributions de la Prusse couvraient tout, et laissaient encore trois cents millions environ au trésor de l'armée.

Le ministre du Trésor, Mollien, imagina une excellente institution, une *caisse de service*, destinée à recevoir les fonds des receveurs généraux, et à diminuer les frais de négociation de leurs obligations. Une autre création de cette année fut la cour des comptes. L'ancienne monarchie avait eu des chambres des comptes, avec souveraineté et juridiction sur les comptables. Ces chambres avaient disparu avec les autres cours souveraines dans la tourmente révolutionnaire. On y avait suppléé par des commissions de comptabilité, instituées par les assemblées. En 1807, Napoléon reconstitua une cour des comptes avec les attributions d'autrefois, moins la souveraineté; elle ne devait juger que sous réserve de l'appel au conseil d'État. Il voulut qu'en ayant juridiction sur les comptables, elle n'en eût pas sur les ordonnateurs, c'est-à-dire qu'elle n'exerçât point de contrôle sur l'administration financière. Malheureusement il fit

la faute de lui ôter aussi le contrôle des comptes de sa maison.

Il fit des emprunts à la caisse de l'armée pour activer les travaux des canaux et des routes. Il se proposait de vendre les canaux à mesure qu'ils seraient achevés, à des Compagnies qui les exploiteraient, et de reporter alors le prix de vente sur d'autres travaux. Quant aux routes, il fit contribuer les départements intéressés au moyen de centimes additionnels établis pour plusieurs années. L'inconvénient de ce système était que les contribuables n'étaient pas consultés, mais taxés d'office.

Les projets et les plans ne lui coûtaient rien. Comme la Convention, il supprimait le temps. C'est ainsi qu'il ordonna aux préfets de détruire la mendicité [1].

Il avait annoncé en ouvrant la session qu'il allait *simplifier et perfectionner* les institutions. Trois jours après, il supprima le Tribunat et transféra ses attributions au Corps législatif. Le Tribunat, réduit au rôle le plus effacé, « n'offrait plus dans l'édifice politique que l'aspect d'une pièce inutile, déplacée et discordante ». Tels furent les termes du rapport qui conclut à sa suppression, en lui reprochant aussi d'avoir conservé quelque chose « de l'esprit inquiet et démocratique qui avait longtemps agité la France ». Enfin on argua de la convenance de rendre au Corps législatif, ridicule par son mutisme, la parole et la plénitude de la discussion. « Celui, dit pompeusement Fontanes, qui fait taire toutes les factions, ne veut pas que des voix respectueuses, mais libres, soient plus longtemps enchaînées. » Mais cette raison était un leurre. L'âge d'admissibilité au Corps législatif fut porté de trente ans à quarante ans. Dans le fait, on ne le laissa jamais user du droit de discussion publique qu'on lui rendait. Tout le changement se réduisit à former dans son sein des commissaires pour préparer les lois, c'est-à-dire pour remplacer les sections du Tribunat.

Napoléon, faisant céder désormais toute autre considération à celle de l'éclat de son trône, prit deux autres mesures fort graves. Il épura la magistrature pour en écarter certains personnages, ou y faire entrer quelques représentants d'anciennes familles. On trouva des biais pour dissimuler l'atteinte portée à la loi de l'inviolabilité. En second lieu, il créa une noblesse nouvelle (organisée définitivement par le sénatus-consulte du

[1] Plus tard il la supprima par un décret daté de Bayonne. Il est vrai que ce décret se bornait à créer quatre dépôts dans quatre départements.

1er mars 1808). Il voulait récompenser les dévouements et les services. Il imagina de donner aux grands dignitaires impériaux les titres d'altesses et de princes, et aux dignitaires inférieurs ceux de ducs, comtes ou barons, à la condition qu'un revenu déterminé serait affecté à chacun de ces titres, et comme lui transmissible de mâle en mâle. Déjà antérieurement, le 14 août 1806, le Sénat avait rétabli les substitutions ou les majorats. Napoléon statua que les nouveaux titres ne conféreraient aucun droit particulier, aucun privilége. « J'ai créé, disait-il plus tard en expliquant le but de cette création, différents titres impériaux pour empêcher le retour de tout titre féodal incompatible avec les constitutions, réconcilier la France nouvelle avec la France ancienne, favoriser la fusion de l'ancienne noblesse dans la nation, mettre les institutions de la France en harmonie avec celles de l'Europe. » Il fut plus franc dans ses lettres à ses frères, quand il exposa qu'il voulait fonder un ordre où tout fût nouveau, la noblesse comme le trône, et que toutes les illustrations de la France devaient être frappées à son effigie. Dans la réalité, en créant des titres auxquels tout le monde pouvait prétendre, il ne fit qu'offrir un appât à la vanité roturière; sa prétention de confirmer ainsi l'égalité des droits n'était pas sérieuse, et il ne se forma qu'un petit nombre de majorats. L'effet le plus clair de la création des nouveaux titres de noblesse fut de relever l'importance des anciens.

Napoléon ne se borna pas à ce genre de récompenses. Il fit d'énormes dons d'argent aux maréchaux, aux généraux, et dans une mesure plus restreinte, mais large encore, aux officiers de tout grade, même aux soldats. Les contributions sur les pays conquis aidèrent à ces libéralités. Quelques personnages civils y eurent part également, mais en petit nombre.

III. — La Russie avait promis de se porter médiatrice entre la France et l'Angleterre. Mais le cabinet anglais ne lui en laissa pas le temps. Il eut, on ne sait comment, connaissance des mesures secrètes de Tilsitt. Il sut que Napoléon voulait occuper le Holstein, fermer les passages du Sund, et qu'il avait donné des ordres dans ce but à Bernadotte, commandant de l'armée de la Baltique (17 août). L'ardent et entreprenant Canning, accusé d'inaction, résolut de forcer le Danemark, jusque-là passionné défenseur du droit des neutres, à sortir de la neutralité et à se déclarer pour l'Angleterre. Il eût pu atten-

dre que la France violentât les Danois, et marcher alors à leur secours. Il aima mieux les violenter lui-même, regardant le fait d'enlever à Napoléon les ressources navales de leur pays comme un acte de légitime défense. Le Danemark avait alors dix huit vaisseaux de haut bord, quand la Russie en avait douze et la Suède dix.

Une flotte anglaise portant des troupes de débarquement cingla vers les îles danoises et les cerna. La complicité de la Suède était assurée. L'amiral demanda qu'on lui livrât la forteresse de Kronenbourg, le port de Copenhague et la flotte. Les Danois, surpris, car leur unique armée se trouvait dans le Holstein, n'opposèrent qu'une résistance insuffisante. Les Anglais établirent leurs batteries et débarquèrent leurs troupes de siége, grossies des régiments qui avaient concouru à la défense de Stralsund. Le 1er septembre, le général Cathcart somma Copenhague de se rendre. Le 2, il la bombarda. Le bombardement dura trois jours. Les fusées nouvelles, inventées par le colonel Congreve, causèrent à la malheureuse ville des incendies et des pertes énormes. Le 7, elle fut réduite à capituler. Il fallut céder aux Anglais tout ce qu'ils demandaient, la ville, la forteresse de Kronenbourg, l'arsenal et la flotte, que le prince royal avait ordonné de brûler; l'ordre n'avait pu être exécuté. Les Anglais pillèrent l'arsenal et emmenèrent les vaisseaux dans leurs ports, en promettant de les restituer à la paix.

Cette attaque brusque et ce bombardement inhumain causèrent dans l'Europe entière une grande et naturelle indignation. L'Angleterre prenait à tâche de justifier les procédés de Napoléon en les imitant. Le prince royal, qui avait essayé jusque-là de maintenir une neutralité difficile, s'allia sans réserve avec la France (le 22 septembre); il rompit avec le cabinet de Londres, arrêta les Anglais résidants dans ses États et confisqua leurs propriétés. Napoléon y gagna de pouvoir employer à son service l'armée de mer et les matelots exercés du Danemark, qui vinrent s'enrôler sur les bâtiments français. Canning, interpellé dans le Parlement, se défendit en déclarant (le 25 septembre) qu'il s'était contenté de prévenir les desseins de la France.

La Russie demanda au cabinet de Londres des explications. Canning les refusa et réclama à son tour la communication des articles secrets de Tilsitt. Ainsi s'évanouit toute espérance de médiation d'Alexandre entre l'Angleterre et la France, et par conséquent de paix maritime.

La médiation de la France entre la Russie et la Porte n'eut guère plus de succès. Les Turcs se méfiaient depuis longtemps de Napoléon; ils comprirent qu'ils étaient abandonnés. L'Angleterre et l'Autriche ne leur laissèrent d'ailleurs rien ignorer des projets de partage débattus à Tilsitt. Cependant ils consentirent à un armistice qui fut signé le 24 août, au quartier général russe à Solobosa, par l'envoyé français Guilleminot. Sur ces entrefaites, des soldats turcs pillèrent la ville de Galatz. Alexandre, heureux de trouver un prétexte pour garder les provinces danubiennes, refusa de ratifier la convention. Savary, en mission auprès de lui, fit de vains efforts pour l'y décider. Il laissa ses troupes établies sur le Danube, et chargea un agent particulier, Tolstoy, d'aller à Paris déclarer à Napoléon qu'il renonçait à la Finlande si la France lui abandonnait la Moldo-Valachie.

Napoléon hésita d'abord; mais comprenant la difficulté d'un partage de l'empire ottoman, détourné de ce projet par les représentations de Sébastiani, et même par les inquiétudes extrêmes que l'Autriche en ressentait, il finit par s'arrêter à l'idée de ne contenter la Russie qu'avec la Finlande. Caulaincourt fut envoyé à Saint-Pétersbourg pour transmettre cette résolution à Alexandre et lui demander l'expulsion des légations d'Angleterre et de Suède.

En même temps Napoléon signa deux traités d'alliance offensive et défensive avec le Danemark et la Prusse, et un traité avec l'Autriche, à laquelle il rendit la place forte de Braunau, à condition qu'elle s'associerait au blocus continental.

Un des résultats les plus réels du traité de Tilsitt fut l'organisation du royaume de Westphalie. Jérôme, marié le 20 août à la princesse Catherine de Wurtemberg, prit possession de ses nouveaux États le 1er décembre. Il fit de Cassel sa capitale; la citadelle de Magdebourg devait le couvrir contre la Prusse. La moitié des biens allodiaux des princes dépossédés était mise en réserve pour des dotations. La Westphalie reçut une constitution particulière; Napoléon y créa une assemblée de cent membres nommés par les colléges des départements et pris, soixante-dix parmi les propriétaires fonciers, quinze parmi les commerçants et fabricants, quinze parmi les lettrés. Il y supprima tous les priviléges, tant ceux des corporations que les priviléges individuels; il établit l'égalité devant la loi, le système monétaire français et celui des poids et mesures, le code

civil, la publicité des jugements et le jury en matière criminelle.

L'opinion en France était peu favorable à l'érection de ces trônes de famille. On les voyait avec défiance. On avait peine à croire à leur durée, et l'on s'effrayait instinctivement des efforts qu'il faudrait tenter pour les maintenir. On blâmait en secret cette ambition sans exemples connus. C'étaient autant d'événements étranges auxquels on assistait comme à un spectacle. Pourtant ce spectacle flattait la vanité nationale et jusqu'à l'orgueil révolutionnaire. On se figurait que toutes les réformes antiféodales accomplies en Europe étaient dues à l'influence française; on se disait que la France laisserait partout, quoi qu'il arrivât, des traces indélébiles de son passage, et les flatteurs osaient ajouter (comme Bignon) que Napoléon se faisait le bienfaiteur des peuples.

IV. — Les démêlés avec le Pape continuaient et s'envenimaient. Pie VII refusait d'étendre le concordat italien à la Vénétie, d'annuler le premier mariage de Jérôme avec une Américaine, mademoiselle Paterson, mariage que Napoléon ne voulait pas reconnaître, par des raisons, disait il, *de haute politique.* Pie VII tardait aussi à donner l'investiture à des évêques nommés. Napoléon se plaignait très-haut que le Pape le bravât et nuisît à la religion. Il répétait que les prêtres n'étaient pas faits pour gouverner, et que si ses États continuaient à être troublés, il finirait par ne reconnaître le Pape que comme évêque de Rome.

Il ne se plaignait pas moins du sacré collége. Les cardinaux ultramontains n'aimaient ni les principes de la France, ni ses institutions, ni ses codes. Pour plusieurs d'entre eux Napoléon était la révolution faite homme et couronnée. Ils ne cessaient de correspondre avec les étrangers, c'est-à-dire avec nos ennemis, et ils étaient d'avis que le Pape ne pouvait faire de concessions sans compromettre de plus en plus son vrai rôle, celui d'apôtre de la paix [1]. Talleyrand demanda par ces motifs que vingt-quatre cardinaux nouveaux, Français et Italiens, mais amis de l'Empereur, fussent introduits dans le sacré collége.

Après avoir exprimé et répété diverses menaces, Napoléon annonça (le 28 août 1807) qu'il voulait être maître des provinces nécessaires pour assurer ses communications avec Na-

[1] Armand Lefebvre, t. III.

ples. En conséquence, le général Lemarrois prit possession des provinces d'Ancône, de Macerata, de Fermo et d'Urbin, et en perçut les revenus. Le Pape refusa aussitôt de ratifier divers arrangements et concessions que venait de faire le cardinal de Bayanne, son légat en France.

Napoléon traitait le Pape comme les autres souverains, c'est-à-dire en maître et sans ménagement. La politique, dit d'Haussonville, lui imposait des actes dont l'injustice lui paraissait légitime par la nécessité. Il s'irritait de la résistance de Pie VII, parce qu'il n'était pas habitué à la résistance des faibles, et encore moins à celle d'une puissance purement morale. Rien de tel n'entrait dans ses idées. Il s'imaginait et répétait que Rome et la religion catholique lui devaient beaucoup, que ne pas se conformer à ses vœux était de la part de Rome le comble de l'ingratitude. Par l'effet des passions irréligieuses qui étaient loin d'être détruites et grâce à l'habitude qui régnait d'exalter tous les actes du gouvernement, il ne manquait pas en France de gens qui traitaient la conduite du Pape d'obstination funeste aux intérêts de la religion et de la paix publique, soutenant qu'en tant que souverain son devoir était de s'allier à la France et à l'Empereur, bienfaiteur du saint-siége et protecteur de la religion catholique [1].

V. — Mais Napoléon poursuivait une plus importante conquête, celle de la péninsule espagnole. La conduite de l'Espagne pendant la dernière guerre l'avait inquiété; il voulait s'en venger.

Il n'avait jamais eu de ménagements pour elle. Il avait toujours exploité son alliance et blessé ses sentiments. Il l'avait traitée en vassale, l'enchaînant au succès de sa politique personnelle, quoiqu'elle n'y fût nullement intéressée. Cette politique n'avait valu à ce malheureux pays que des dangers et des pertes, sans agrandissement et sans gloire pour les compenser. L'échec de Trafalgar, dont il porta le plus grand poids, acheva de l'exaspérer. Les Espagnols se lassèrent de revers aussi inutiles que douloureux. Ils voyaient leurs colonies livrées sans défense aux ravages des Anglais et menacées d'insurrections, car des hommes, comme Miranda, annonçaient déjà hautement l'intention de les rendre indépendantes. Les perspectives de la paix

[1] Mémoires de Thibaudeau.

maritime se présentaient comme lointaines; les indemnités qu'on pouvait en espérer semblaient plus que douteuses.

Le faible et malheureux roi Charles IV avait d'autres motifs personnels d'effroi. Il avait contribué à détrôner, ou plutôt laissé détrôner son frère, sa fille et son gendre. La spoliation de Ferdinand VI de Naples, son frère puîné, lui présageait la sienne. Quand Napoléon voulait disposer d'une manière absolue des ressources d'un pays, il mettait un des siens sur le trône.

Pour comble de malheur, la monarchie était réduite à une faiblesse incurable. Le commerce était à peu près ruiné, les finances détruites; deux des sources essentielles du revenu, les douanes et les piastres d'Amérique, étaient taries. L'armée, mal équipée et payée irrégulièrement, était peu instruite et peu disciplinée; la marine délaissée.

En 1806, le gouvernement négocia secrètement avec un envoyé russe les conditions d'un armement contre la France. Le prince de la Paix entreprit des préparatifs militaires, sur lesquels il ne put donner aux agents français que des explications embarrassées. La nouvelle de la victoire de Napoléon à Iena les lui fit abandonner aussitôt.

Napoléon dissimula. Il se borna d'abord à exiger l'envoi d'un corps auxiliaire de quinze mille Espagnols, qui marchèrent en Allemagne sous les ordres de la Romana, et à imposer l'adhésion au blocus continental. Mais après Tilsitt, reprochant à Charles IV de n'être ni un allié sincère ni un ennemi loyal, il résolut de mieux s'assurer de la Péninsule.

Sa pensée fut de frapper le premier coup à Lisbonne. L'Angleterre avait si bien lié les intérêts matériels du Portugal aux siens propres qu'elle disposait à son gré de ce royaume, de sa flotte et de ses armées. Napoléon exigea de Jean VI, régent au nom de sa mère, dona Maria, qu'il confisquât les marchandises anglaises dont Lisbonne était un des grands entrepôts. Le régent consentit à mettre ses vaisseaux à la disposition de la France, à déclarer la guerre aux Anglais et à leur fermer ses ports, mais il refusa de confisquer leurs propriétés et d'arrêter ceux qui se trouvaient dans ses États (21 septembre). Il ajouta que si la France exigeait davantage, il se retirerait au Brésil. Il donna en même temps des avis secrets aux Anglais, dont la plupart quittèrent le pays, et Canning s'empressa d'envoyer cinq vaisseaux de ligne dans le Tage.

Napoléon donna l'ordre à Junot de passer la Bidassoa et de

marcher sur le Portugal avec l'armée de Bayonne, pour protéger le régent contre les Anglais, ou le chasser avec eux, si sa complicité, qui n'était pas douteuse, était démontrée. Il voulait saisir la flotte portugaise et confisquer toutes les marchandises anglaises à Lisbonne et à Oporto. Une seconde armée, sous le général Dupont, fut organisée pour soutenir la première.

Junot devait traverser le territoire espagnol. Napoléon, habitué à ne pas ménager la cour de Madrid, désirant pourtant l'amener sans violence à seconder ses vues, imagina de l'intéresser au partage du Portugal. Il eut l'idée de faire de ce royaume trois parties, d'occuper la partie centrale, la plus considérable, comprenant le Tras-os-Montès, le Beïra et l'Estramadure, à titre de gage pour obtenir des restitutions à la paix, et d'en détacher au nord et au sud deux principautés, destinées, l'une, la province entre Douro et Minho, à la reine d'Étrurie; l'autre, l'Alentejo et les Algarves, au prince de la Paix, et toutes deux vassales de la cour de Madrid. La reine d'Étrurie abandonnerait la Toscane qui retournerait à la France. Godoï acquerrait une principauté, but suprême de son ambition; en le gagnant, on s'assurait de la cour de Madrid. On devait d'ailleurs donner à Charles IV, pour le flatter, le titre d'empereur des deux Amériques, et partager les îles et les colonies portugaises entre les couronnes de France et d'Espagne. Ces arrangements, résolus à Fontainebleau, le 23 octobre, entre Duroc et Izquierdo, agent du prince de la Paix, mais destinés à demeurer secrets, furent signés le 27. Dans l'intervalle, le 24, la reine d'Étrurie fut déposée, et une administration provisoire constituée pour ses États. Godoï promit le concours de troupes espagnoles qui s'avanceraient en deux corps, de concert avec les Français, pour occuper les provinces destinées à former les deux principautés.

Napoléon, disposant alors de huit cent mille hommes, était arrivé au dernier degré de l'infatuation. Il faisait la guerre avec la passion effrénée d'un joueur, et se complaisait à déchaîner les tempêtes. Habitué à ne plus s'inquiéter des sentiments des peuples, il avait pour ceux de la Péninsule un dédain particulier. Il s'exagérait leur faiblesse, en constatant que leurs armées n'étaient pas sérieuses. Il ne voyait pas ou ne voulait pas voir qu'il s'adressait à des nations fortes, orgueilleuses, ardentes, dévouées à leurs souvenirs, animées encore de la foi monarchique et de la foi religieuse, braves, quoique ayant perdu

l'habitude de combattre, enfin pleines de patriotisme et de haine contre l'étranger. Quant aux deux cours de Lisbonne et de Madrid, il les méprisait, avec quelque raison assurément, mais fort au delà de ce qu'elles méritaient.

Sa pensée arrêtée, quoiqu'il ne l'avouât pas et qu'il attendît pour l'exécuter le moment favorable, était de détrôner les Bourbons d'Espagne, et d'utiliser dès lors contre les Anglais toutes les ressources de leur monarchie. Il se donnait pour excuse que c'était suivre la tradition de Louis XIV et la politique naturelle de la France; que l'Espagne était en pleine décadence et qu'il la régénérerait en y important des institutions françaises. Il oubliait que cette décadence était en grande partie son œuvre, puisqu'il détruisait depuis plusieurs années par une politique impitoyable les forces vives du royaume, sa marine, ses colonies. Quant à la convenance de lui imposer des institutions françaises, c'était une erreur à laquelle il était trop intéressé pour s'en rendre compte.

De malheureuses révolutions de palais survinrent à l'Escurial et aidèrent ses calculs. Le prince des Asturies, Ferdinand, guidé par son ancien précepteur le chanoine Escoïquiz, entreprit d'ouvrir les yeux de son père sur l'impopularité de Godoï, d'éloigner sa mère, et de préparer la disgrâce du triste favori qui avait assumé sur sa tête par sa vanité intéressée et ses fautes la responsabilité des malheurs publics. Pour s'assurer le concours de la France dont la main était partout à Madrid, pour dissiper au moins ses ombrages, il exprima à l'ambassadeur Beauharnais, frère du premier mari de Joséphine, le désir d'épouser une princesse de la famille impériale. La reine eut connaissance du complot. Charles IV, averti, mit son fils aux arrêts le 29 octobre, fit saisir ses papiers, arrêter ses complices, et publia un manifeste où, révélant l'attentat dirigé contre la couronne, il annonçait l'intention de déshériter Ferdinand pour laisser le trône à son second fils don Carlos. Il en donna avis à Napoléon.

Les complices de Ferdinand, Escoïquiz, les ducs de San Carlos et de l'Infantado, se défendirent devant le conseil de Castille en prouvant qu'ils avaient conspiré contre le prince de la Paix et non contre le roi. Godoï porta un pardon solennel au prince des Asturies, qui s'humilia. Napoléon s'applaudit de ces querelles de famille; elles lui fournissaient l'occasion qu'il cherchait. Il affecta seulement de déclarer qu'il n'y était pour

rien, ce qui était vrai, et il se contenta d'envoyer à Madrid un agent à lui, M. de Tournon, chargé de tout observer pendant qu'il se rendait lui-même en Italie.

Junot, ayant franchi la Bidassoa le 18 octobre, marcha sur Salamanque. Il avait ordre d'entrer dans le Portugal à titre d'auxiliaire, en réalité pour s'en emparer [1], et la défense de se mêler d'aucune négociation. Il conduisait vingt-trois mille hommes, conscrits des dernières levées, instruits et placés dans de vieux cadres, mais non encore rompus aux fatigues. Il devait se hâter, afin de surprendre les Portugais, et ne pas se laisser arrêter par les mauvais gîtes et la difficulté des vivres. « Vingt mille hommes, lui écrivait Napoléon (le 5 novembre), vivent partout, même dans un désert. » Junot suivit ces prescriptions et atteignit Salamanque le 12 novembre à marches forcées, en bravant des souffrances de tout genre ; car l'Espagne ne lui fournit aucune des ressources espérées.

Il pouvait de Salamanque gagner Lisbonne en passant au nord de l'Estrella. C'était la route la meilleure, mais la plus longue, et il s'y exposait à être arrêté quelques jours devant la place d'Alméida qui commandait l'entrée du Portugal. Pour mieux exécuter les ordres de Napoléon en marchant par Ciudad-Rodrigo et Alcantara, il fit au pas de course cinquante lieues en cinq jours dans un pays affreux, à travers des montagnes où il fut assailli par la pluie et la neige. Ses soldats, accablés de lassitude et de faim, étaient réduits pour se nourrir à poursuivre des chèvres demi-sauvages et à piller des villages rares et pauvres, au risque, s'ils s'écartaient un peu, d'être assassinés par les paysans. Arrivé à Alcantara avec six pièces d'artillerie seulement, Junot avait déjà perdu presque tous ses chevaux. Il laissait quatre ou cinq mille hommes sur les routes. Les autres n'avaient plus ni souliers, ni munitions.

D'Alcantara le plus simple était de traverser le Tage, et d'entrer en Portugal par Badajoz et Elvas, en suivant la route de la plaine ; mais c'était encore la route la plus longue, et il eût fallu passer le fleuve deux fois. Junot n'hésita pas à suivre la rive droite, en se portant directement sur Abrantès par les contre-forts du Beïra, pays aussi affreux que le précédent, rempli de rochers nus, n'offrant aucune ressource et coupé de torrents. Il s'y lança avec quinze mille hommes à peine. Ce ne

[1] Lettre de Napoléon du 31 octobre.

fut plus une marche, mais une course à volonté. Les privations allaient croissant. Les soldats souffraient le froid, la pluie, la faim. Pour un rien, tout eût été perdu, car nul ordre n'était observé; les chemins étaient jonchés de traînards. Mais aucun ennemi ne se montra. Le 24, Junot atteignit avec son état-major Abrantès, où il fut reçu sans coup férir. Les Français semblaient tomber du ciel. Les soldats qui rejoignaient, délabrés et démoralisés, se remirent peu à peu à la vue d'un pays riche et abondant. Une expédition aussi téméraire n'était possible qu'avec le prestige de la France et de la grande armée. Junot annonça dans une proclamation qu'il venait sauver Lisbonne du sort de Copenhague.

Le prince régent, qui n'avait réussi par sa conduite qu'à mécontenter à la fois les Français et les Anglais, eut connaissance d'une note que Napoléon avait fait insérer le 13 au *Moniteur* et qui portait : « La chute de la maison de Bragance sera une nouvelle preuve que la perte de quiconque s'attache aux Anglais est inévitable. » Il s'embarqua le 27 avec la reine sa mère, avec la famille royale, la plupart des grands du pays et leurs familles. Sept à huit mille personnes s'exilèrent confusément à la vue d'une population étonnée, consternée et irritée. Le régent annonça qu'il allait résider à Rio-Janeiro jusqu'à la conclusion de la paix générale. Il institua en partant une régence de cinq membres pour gouverner en son absence, et il donna l'ordre de recevoir pacifiquement les troupes françaises et espagnoles. L'escadre portugaise, après avoir attendu quarante heures un vent favorable, s'éloigna enfin sous l'escorte d'une flotte anglaise commandée par Sidney-Smith.

Lisbonne eût pu se défendre, car elle renfermait une garnison de dix mille soldats, et les vaisseaux anglais portaient des troupes de débarquement. Mais Junot, comprenant qu'il était perdu s'il laissait aux Portugais le temps de reconnaître le délabrement de son armée, paya d'audace; il accourut d'Abrantès malgré les inondations qui couvraient la campagne, et il entra le 30 à Lisbonne avec quinze cents hommes. Le peuple, n'ayant ni signal, ni ordre, se contenta de recevoir les Français en silence. Seulement, quand il vit arriver par détachements successifs nos malheureux soldats accablés de fatigue et dans la tenue la moins militaire, il passa de la stupeur au dépit et à la honte. Junot n'attendit pas ce revirement; à peine arrivé, il se dirigea sur les forts de Belem qui dominent le port, fit pointer

ses canons sur les bâtiments émigrants qui n'avaient pas encore pris la mer, et les força de rentrer dans le Tage.

Les habitants et la régence de Lisbonne furent obligés de se soumettre, le maintien de l'ordre n'étant possible qu'à ce prix. Junot conserva les autorités existantes, et fut habilement secondé par un ancien consul français dans le pays, Hermann. Il rallia ses troupes, trouva dans le riche arsenal de Lisbonne tous les objets nécessaires pour leur rééquipement, s'empara de l'artillerie, prit les chevaux de l'armée portugaise, et se fit avancer cinq millions par le commerce de la ville. Tous les abords de la capitale furent occupés par ses soldats ou par les Espagnols ses auxiliaires. Enfin, il licencia l'armée portugaise, ne conservant que six régiments qui furent acheminés sur Bayonne. Malgré ces précautions, il dut recourir plusieurs fois à des exécutions rigoureuses pour se maintenir. Un décret de Napoléon du 23 décembre, daté de Milan, imposa au Portugal une contribution de cent millions de francs, plus l'entretien des troupes françaises avec des gratifications supplémentaires. Charges énormes pour un État qui se trouvait privé tout à coup de son commerce, de ses débouchés et de ses principaux moyens d'existence. Pour quelques millions en tout qui purent être levés, Napoléon exaspéra les Portugais et s'en fit des ennemis acharnés. Pendant ce temps les généraux espagnols Taranco et Solano occupaient l'un Oporto, et l'autre les Algarves.

VI. — Au mois de novembre 1807, pendant que la ville de Paris donnait une fête à la grande armée pour la rentrée de Bessières et de la garde impériale, Napoléon visita Milan et les villes du nord de l'Italie jusqu'à Venise, mêlant suivant son habitude les travaux administratifs et les fêtes. Partout, et principalement à Venise, il décréta des routes, des canaux, des fortifications, dont la plupart ne furent qu'à moitié exécutés, mais dont l'annonce seule devait produire l'enthousiasme, et donner aux peuples une idée frappante de la puissance de leur auteur. Il prit en Italie des régiments, qu'il dirigea sur Perpignan. Il donna en même temps à Dupont, sans prévenir le gouvernement espagnol, l'ordre de s'avancer sur Vittoria, pour se tenir prêt à soutenir Junot, et à Moncey celui de se rapprocher des Pyrénées avec un troisième corps. Le corps de Dupont s'appelait 2e corps d'observation de la

Gironde, et celui de Moncey corps d'observation des côtes de l'Océan. L'entrée de ces troupes en Espagne était une violation directe du traité de Fontainebleau, que Charles IV demandait en vain de rendre public. Napoléon évitait de lui répondre et allait droit à son but.

Pendant son séjour au delà des Alpes, il adopta Eugène Beauharnais, et lui assura la succession de la couronne d'Italie. Il vit Joseph à Venise, et il eut à Mantoue une entrevue avec Lucien. Il songeait à faire Lucien roi de Portugal et à marier une de ses filles à Ferdinand. « Il faut, écrivait-il à ce propos (le 17 décembre), il faut que mes destinées s'accomplissent. » Mais Lucien refusa un trône offert à la condition de divorcer avec sa seconde femme dont il avait quatre enfants.

Ce fut encore à Milan que Napoléon publia le décret du 17 décembre 1807, complémentaire du décret de Berlin. L'Angleterre, pour déjouer le blocus continental, accordait la liberté de commerce aux bâtiments neutres, à condition qu'ils entreraient dans ses ports et y acquitteraient des droits élevés. Napoléon déclara, par forme de représailles, que tout bâtiment qui serait entré dans un port anglais, aurait souffert la visite d'un vaisseau anglais, ou payé une contribution aux Anglais, serait réputé par la France dénationalisé. Ce décret n'était d'ailleurs qu'une bravade. Son exécution était impraticable.

Napoléon rentra à Paris dans la soirée du 1er janvier 1808. L'infortuné roi d'Espagne réclamait la publication du traité de Fontainebleau, et demandait une princesse de la maison impériale pour Ferdinand. Éclairé par la chute du trône de Bragance, il se flattait encore de conjurer par ce moyen un sort semblable. Godoï, de son côté, songeait à emmener la cour d'Espagne au Mexique, pour sauver au moins les colonies qui étaient travaillées par des agents anglais. Il ajoutait que si la dynastie impériale tombait un jour, les Bourbons reviendraient alors à l'Escurial. Mais ce projet, qu'on ne pouvait tenir absolument secret, causait une agitation extrême, et Charles IV, moitié par manque de décision, moitié par justesse de calcul, y résistait avec une force à laquelle on n'était pas accoutumé de sa part.

Napoléon, désirant qu'il prît ce parti, voulait l'y pousser sans le paraître.

En attendant, il ne perdait de vue aucune de ses entreprises commencées. Il donna, le 10 janvier, aux généraux Miollis et

Lemarrois l'ordre d'occuper militairement les États Romains, jusqu'à ce qu'ils fussent purgés des ennemis de la France. Miollis devait entrer à Rome, y prendre le commandement des troupes pontificales, et tenir le Saint-Père au Vatican avec une garde d'honneur, pour habituer les Romains à vivre avec les soldats français, « afin, disait une dépêche, que si la cour de Rome continue à se montrer aussi insensée qu'elle est, elle ait insensiblement cessé d'exister comme puissance temporelle sans qu'on s'en soit aperçu [1] ».

Gantheaume reçut l'ordre de conduire la flotte de Toulon en Sicile, et de ravitailler Corfou, que Napoléon voulait mettre à l'abri d'une attaque des Anglais. Les amiraux Rosily et Allemand devaient sortir, l'un de Cadix, l'autre de Rochefort, pour le rejoindre. Allemand seul y parvint. Moins étroitement surveillé, il réussit à échapper à l'escadre anglaise, franchit audacieusement le détroit de Gibraltar, et rallia Gantheaume. Celui-ci sortit de Toulon le 10 février 1808, mais fit voile directement sur Corfou, parce que Reynier, n'ayant pu encore enlever les derniers forts des Calabres, se trouvait hors d'état de porter des troupes napolitaines en Sicile. Napoléon, qui ne se contraignait plus, exprima sans ménagement l'irritation qu'il en ressentit contre Joseph.

Le 21 janvier, le Sénat proclama réunis à l'Empire le port de Flessingue, qu'on prit aux Hollandais malgré eux, en indemnité d'un territoire qui leur avait été restitué à Tilsitt, et les forts de Wesel, Cassel et Kehl, les deux premiers détachés du royaume de Westphalie.

La Russie se plaignait qu'aucune des promesses de Tilsitt ne se fût réalisée à son égard, tandis qu'elle avait, elle, déclaré la guerre aux Anglais, et qu'elle était prête à la faire aux Suédois. Tolstoy, son agent à Paris, réclamait l'évacuation définitive de la Prusse et le partage de l'Empire ottoman. Alexandre se montrait d'autant plus exigeant, qu'à Saint-Pétersbourg on accusait Napoléon d'agir en maître plutôt qu'en allié. La vieille noblesse russe et l'armée exprimaient ces sentiments très-haut, comme si l'orgueil national eût été humilié. Alexandre, qui aimait à s'entretenir directement avec les représentants étrangers, s'en expliquait sans détour et non sans amertume avec l'envoyé français Caulaincourt, qui avait eu le talent de lui plaire par la distinction de son esprit et une certaine franchise militaire.

[1] Dépêche à Alquier en chiffres le 22 janvier 1808.

Napoléon répondit par un refus net d'évacuer la Silésie. Le non-payement des contributions prussiennes lui fournissait un prétexte ; en réalité il voulait maintenir ses garnisons dans les places de l'Oder, afin de peser sur les États du Nord[1]. Pour les Turcs, ils ne nous donnaient aucun grief ; car ils venaient d'adhérer au blocus continental et d'interdire leurs ports aux Anglais. Tout au plus avait-on quelques contestations avec eux au sujet des villes de l'Albanie, par où se faisait le ravitaillement des Sept Iles. Napoléon comprenait d'ailleurs le péril de s'engager dans un partage de l'Empire ottoman. Il sentait que la Russie ainsi que l'Autriche, à laquelle il serait obligé de faire sa part, trouveraient le moyen de rendre leurs acquisitions durables, tandis que la France aurait beaucoup de peine à garder les siennes.

Cependant, désirant contenter Alexandre, il chargea Sébastiani, au mois de janvier 1808, d'avertir la Porte qu'il ne pourrait s'opposer plus longtemps à l'occupation des provinces danubiennes. Le divan se récria avec beaucoup de dignité et de fermeté. Aucun des ministres du sultan ne consentit à laisser les Russes s'établir sur le Danube, où leur présence devait être un signal permanent d'insurrection pour les chrétiens de toutes les provinces européennes de l'Empire.

Napoléon présenta aux Russes les conditions qu'il mettrait au partage. Il exigeait que l'Autriche y eût part, et qu'une grande armée, composée par tiers de troupes autrichiennes, russes et françaises, allât, en traversant l'Asie, attaquer les Anglais dans les Indes. Ces propositions furent accueillies à Saint-Pétersbourg plus sérieusement qu'elles n'étaient faites, et Alexandre répondit en demandant une entrevue pour convenir des moyens d'exécution dès qu'on aurait arrêté les bases du partage. Le czar se montrait pressant. Napoléon lui abandonna la Finlande sur-le-champ, à la condition d'une coopération active dans la guerre maritime contre les Anglais.

Alexandre tenait beaucoup à la Finlande, boulevard naturel de Saint-Pétersbourg ; mais comme le roi de Suède était son beau-frère, il éprouvait ou il alléguait des scrupules, et voulait avoir la main forcée. Napoléon insista, ayant lui-même intérêt à sacrifier la Suède, parce que Gustave IV persistait dans l'alliance anglaise.

Vingt mille Russes, soutenus par de fortes réserves, envahi-

[1] Lettre de Champagny à Caulaincourt, le 12 janvier 1808.

rent la Finlande sous Buxhoewden, malgré les rigueurs du mois de février, suivirent un plan indiqué par Napoléon, et occupèrent sans peine le littoral, à l'exception des places fortes qu'ils se contentèrent d'investir. Au mois d'avril, ils occupèrent par mer les îles d'Aland et de Gothland, et le 3 mai ils s'emparèrent de la place de Sveaborg. Alexandre déclara aussitôt la Finlande réunie à son empire. Cependant la conquête n'était pas achevée. Les Suédois, qui s'étaient laissé surprendre en plein hiver, envoyèrent au mois de mai une armée qui reprit l'avantage. L'amiral anglais Saumarez parut dans la Baltique et bloqua les ports russes. La Russie se plaignit à Napoléon ; elle eût voulu que la France lui prêtât un concours effectif, et que Bernadotte attirât les forces de la Suède du côté du Danemark.

A Constantinople, le peuple, ayant eu connaissance des plans de partage, s'ameutait et exigeait du divan une double guerre, contre la Russie et contre la France. Le sultan fit des levées d'hommes et de grands préparatifs militaires. Napoléon ne vit dans cette effervescence des Turcs qu'une raison pour déclarer à Constantinople et à Saint-Pétersbourg que les hostilités sur le Danube ne commenceraient qu'avec son consentement. Le divan s'apaisa lorsqu'il eut reçu cette déclaration écrite, remise par Sébastiani. Mais la Russie repoussa toute prorogation d'armistice, en alléguant qu'elle était prête, et qu'elle ne voulait pas laisser à la Porte qui ne l'était pas le temps de faire sur le Danube des armements trop considérables.

VII. — Napoléon avait réuni quatre-vingt mille hommes, dont une partie était entrée en Espagne, et l'autre prête à le faire, sans compter l'armée que Junot commandait en Portugal. Aux corps de Dupont et de Moncey qui marchaient vers une destination inconnue, Cadix ou Gibraltar, il avait ajouté un corps d'observation des Pyrénées occidentales, placé à Bayonne sous Bessières, et un corps d'observation des Pyrénées orientales sous Duhesme, qui entra en Catalogne le 9 février. A mesure qu'ils s'avançaient dans la Péninsule, les Français avaient l'ordre d'armer les places, de réparer les châteaux, de mettre les arsenaux en activité, de transformer les couvents en hôpitaux et en casernes. Napoléon obtint aussi du Sénat, le 22 janvier, la levée immédiate de la conscription de 1809, nécessaire, disait-il, pour assurer la fermeture des ports

espagnols, et hâter la conclusion prochaine de la paix maritime.

Les Espagnols crurent d'abord que la marche des Français allait précipiter la chute de Charles IV ; que Napoléon voulait mettre Ferdinand sur le trône et lui faire épouser une princesse française. Cette solution était loin de leur déplaire. Cependant Napoléon avait tout à fait renoncé à l'idée de s'attacher Ferdinand, si même il l'avait eue jamais. Il ne songeait plus qu'à s'emparer de la monarchie espagnole par un coup de main rapide, en invoquant le premier prétexte venu, à défaut d'un grief sérieux que la cour de Madrid se gardait de lui fournir. Il eût dû juger que cette entreprise l'obligerait à augmenter démesurément le chiffre de ses forces ; qu'il ne pouvait guère envoyer au delà des Pyrénées que des régiments de marche improvisés, sans esprit de corps, des officiers trop vieux ou trop jeunes ; des troupes jeunes, nullement aguerries, même mal pourvues des ressources nécessaires, et avec un matériel de rebut ; mais de telles considérations ne le touchaient plus. Il s'imaginait conquérir l'Espagne sans avoir à combattre la nation ; dans tous les cas, il comptait sur sa fortune. Il eût dû se dire encore qu'il allait précipiter la perte des colonies espagnoles ; mais il se flattait d'y pourvoir, et d'ailleurs il était difficile qu'elles ne fussent perdues de toutes les manières.

Le 20 février, Murat partit de Paris avec le commandement en chef de l'armée d'Espagne. Le 26, il était à Bayonne, où il trouva beaucoup d'encombrement, tant les préparatifs offraient de difficultés avec le chiffre croissant des troupes et des intendances. Ses instructions portaient de bien traiter les Espagnols, de ne point communiquer avec la cour, et de se taire sur le but de l'expédition, que Napoléon s'était d'ailleurs gardé de lui dévoiler. Murat voulait un trône ; il s'imaginait que celui de Charles-Quint lui était destiné. Napoléon se réservait d'accourir en personne à Madrid au moment voulu, et de dénouer la tragédie. L'amiral Rosily reçut l'ordre d'arrêter le roi et la cour à Cadix, s'ils tentaient de fuir dans les Indes. Napoléon désirait qu'ils le tentassent réellement, ce qui aurait pour lui la valeur d'une abdication ; mais il ne voulait pas qu'ils pussent exécuter ce projet, ni arborer leur drapeau dans les colonies, ce qui eût donné à la cause nationale un signe de ralliement.

Murat passa la frontière le 10 mars, et s'avança par Vittoria jusqu'à Burgos. Les Français occupèrent la citadelle de Pam-

pelune, la ville de Saint-Sébastien, les forts de Barcelone, quoiqu'il n'y eût point d'hostilités déclarées ; les commandants, surpris et manquant d'ordres, firent peu ou point de résistance. L'invasion, dit le général Foy, fut progressive et calculée dans le but d'anéantir les moyens de résistance avant qu'ils pussent être réunis et mis en œuvre [1]. Les officiers et les généraux français ne savaient d'ailleurs ce qu'ils allaient faire. Ils disaient ou croyaient marcher au secours de Gibraltar, menacé par les Anglais.

Le prince de la Paix eut soin d'annoncer partout que l'occupation était le résultat d'un accord entre le roi et l'Empereur. Mais cette déclaration irrita le pays au lieu de le calmer. Les Espagnols crurent que le favori les trahissait et livrait les forteresses du royaume comme prix de la principauté des Algarves.

La cour résidait à Aranjuez. La reine et Godoï résolurent d'emmener la famille royale à Séville, pour la mettre plus à l'abri. On avait réuni des troupes, et le départ était préparé pour le 14 ou le 16 mars. Ferdinand et les autres princes s'opposèrent à cette fuite, soutenant qu'il fallait ou repousser les Français ou les recevoir. Le projet s'était ébruité ; à Aranjuez, à Madrid, il souleva un *tolle* général. Tout le monde se crut trahi ; il n'y eut qu'un cri contre le roi, contre la reine, et surtout contre Godoï. On disait qu'il fallait proclamer Ferdinand, et l'on s'imaginait encore que la présence des Français faciliterait ce changement de règne.

Une émeute éclata. La foule voulut empêcher le départ des voitures de la cour qui furent dételées. On cria : « Vive le roi ! Meure le prince de la Paix ! » La maison de Godoï fut envahie et mise au pillage. Il fut réduit à se cacher. Les gardes faisaient cause commune avec le peuple.

Le malheureux Charles IV, effrayé de scènes qui ressemblaient à celles de la révolution française, crut sauver son favori en le disgraciant. Il lui retira, le 18, tous ses grades et emplois, et l'exila de la cour, l'autorisant seulement à choisir le lieu de sa retraite. Cette disgrâce fut accueillie par le peuple avec une joie furieuse, car il imputait au prince de la Paix toutes les souffrances de la monarchie ; mais elle ne sauva rien. Godoï, découvert ou trahi le 19, aurait péri sans quelques gardes du corps qui l'arrachèrent à la haine populaire. L'inter-

[1] Mémoires sur la guerre d'Espagne par le général Foy.

vention personnelle de Ferdinand put seule calmer les esprits. Charles IV et la reine achevèrent de perdre la tête, et se résignèrent à abdiquer.

Murat arrivait avec trente mille hommes aux cols du Guadarrama, presque aux portes de Madrid, qui avait deux régiments suisses pour toute défense. L'Empereur le pressait et ne cessait de lui écrire : « Le principal est d'arriver à Madrid. » Murat, surpris par la révolution d'Aranjuez, comprit aussitôt le parti qu'il en pouvait tirer; il montra une finesse qui ne lui était pas habituelle, car son ambition personnelle était en jeu. Il jugea que c'était pour les Français une occasion merveilleuse de se poser en pacificateurs et en arbitres. Il envoya un officier à Aranjuez pour savoir de Charles IV si son abdication avait été volontaire ou forcée, et il évita de reconnaître Ferdinand VII. Le 23, il fit à Madrid une entrée pompeuse à la tête de ses troupes avec un costume éclatant et la tête empanachée.

Ferdinand y accourut de son côté, et y fit le 24 une entrée royale; à sa vue le peuple se livra aux transports de joie les plus bruyants. Il entoura sa voiture pendant plus de trois heures. Les représentants des autres puissances le reconnurent comme souverain. Beauharnais seul refusa de se prononcer, l'engageant à se rendre auprès de Napoléon, dont on annonçait la venue à Burgos.

En effet, Napoléon se hâta de quitter Paris; il arriva le 4 avril à Bordeaux, et chargea Savary d'une mission particulière, celle de décider le *prince des Asturies* à venir se confier à lui. Il commanda à Murat de déclarer qu'il voulait conserver à l'Espagne l'intégrité de ses provinces et sa pleine indépendance; que les Espagnols, amis d'un gouvernement libéral et désirant la régénération de leur pays, les trouveraient dans son système.

Décidé à ne pas reconnaître Ferdinand VII, il voulait paraître se conformer aux circonstances; aussi trompait-il la plupart de ses agents. Il mystifiait jusqu'à Murat lui-même. Il publia plus tard une prétendue lettre qu'il lui aurait adressée à la date du 29 mars, lettre où il lui représentait que les Espagnols étaient un peuple neuf et énergique, que l'aristocratie et le clergé feraient des levées en masse qui éterniseraient la guerre; que l'Espagne avait sous les armes cent mille hommes, qui, divisés sur plusieurs points, serviraient à faire soulever toutes les provinces. Il lui recommandait donc une grande prudence et décla-

rait ignorer lui-même le plan qu'il suivrait. Cette pièce, en contradiction marquée avec le reste de sa correspondance, semble avoir été écrite par lui beaucoup plus tard et antidatée, dans le but de faire retomber sur Murat l'odieux de ses propres résolutions[1].

Ferdinand prit l'avis de ses deux conseillers principaux, le duc de l'Infantado et Escoïquiz, sur sa visite à l'Empereur. Comme il n'était pas le maître même à Madrid, qu'occupait Murat, il se trouvait déjà à la discrétion des Français, et à peu près empêché de rompre avec Napoléon ou de traiter avec lui de souverain à souverain. Son conseil jugea qu'il devait l'aller trouver, se présenter à lui hardiment, et s'adresser à ses sentiments généreux. Ferdinand partit le 10 avril, se fiant aux assurances de Beauharnais, qui étaient sinceres, et à celles de Savary, qui l'étaient moins; ses deux conseillers et Savary l'accompagnèrent. Il laissait à Madrid une régence constituée.

Les villes où il passa l'acclamèrent, moins pour s'associer à la joie d'un nouveau règne que pour manifester leurs sentiments nationaux. Mais à Burgos, et surtout à Vittoria, la vérité le frappa. Il y reçut des avis officieux. Il apprit que Napoléon s'arrêtait à Bordeaux. Il se vit à demi prisonnier au milieu des troupes françaises, dont le cercle se refermait derrière lui. Quelques hommes dévoués lui conseillèrent de fuir et offrirent de favoriser son évasion.

Savary courut à Bayonne avertir Napoléon, qui y arriva le même jour que lui, le 14. Napoléon écrivit le 16 une lettre perfide, où il annonçait au prince des Asturies qu'il était prêt à le reconnaître, s'il pouvait prouver que l'abdication de son père était volontaire. Le lendemain il écrivit à Bessières : « Si le prince des Asturies vient à Bayonne, c'est fort bien. S'il rétrograde sur Burgos, vous le ferez arrêter et conduire à Bayonne. »

Pendant ce temps, un ancien ministre d'Espagne, Urquijo, s'efforçait de retenir Ferdinand à Vittoria, en lui représentant qu'il ne pouvait aller plus loin sans sacrifier la dignité de sa couronne et s'exposer à un péril certain; que le plan de Napoléon était clair; qu'il voulait s'emparer du trône d'Espagne; que cela résultait de l'exposé fait par le *Moniteur* des scenes

[1] Tel est l'avis, d'ailleurs fort plausible, exprimé par Lanfrey, t. IV

d'Aranjuez, de la dispersion calculée des armées et des flottes espagnoles, de la concentration des troupes françaises. Ferdinand et ses conseillers persistèrent malgré ces sages avis. Ils cédaient comme à une attraction magnétique. Sans doute aussi le prince tenait à prévenir la visite prévue de son père à l'Empereur.

Il alla donc à Bayonne. Napoléon évita de le recevoir en souverain. Prenant à part le chanoine Escoïquiz, et rejetant toute dissimulation, il lui dévoila ses projets. Il lui déclara qu'il ne pouvait se fier aux Bourbons d'Espagne, ni à Ferdinand, qui était médiocre et faux; que lui faire épouser une princesse de sa maison serait une garantie puérile; que sa qualité de fondateur de dynastie l'obligeait à fouler aux pieds les considérations vulgaires, et qu'il offrait au jeune prince le royaume d'Étrurie en dédommagement. Escoïquiz se rejeta sur le danger de l'Espagne prête à se révolter, sur celui de la perte de ses colonies, au grand détriment de la France elle-même, sur celui de la gloire de Napoléon qui serait ternie. Il ajouta que les conseillers de Ferdinand seraient accusés de trahison ou d'ineptie pour avoir cru à la parole de l'Empereur. Mais Napoléon, qui avait prévu toutes les objections, persista cyniquement dans sa détermination, répétant que les Bourbons étaient une race usée, toujours prête à le trahir et trop attachée aux vieux abus pour que la monarchie pût jamais être régénérée par eux. Savary fut chargé de faire plus sèchement la même déclaration à Ferdinand.

Les conseillers du prince, bien qu'atterrés et ne pouvant fermer les yeux à l'évidence, s'imaginèrent que Napoléon cherchait à les intimider et demandait plus pour obtenir moins. Ils répondirent par un refus d'abdication absolue, seule conduite du reste qui sauvât leur dignité.

Sur ces entrefaites, Charles IV et la reine arrivèrent à Bayonne. Murat avait reçu l'ordre de les y envoyer, dût-il employer la force; mais ils s'y prêtèrent d'eux-mêmes. Murat y envoya également le prince de la Paix, qu'il tira de sa prison.

Napoléon entretint le prince de la Paix et lui promit de venger les vieux souverains de l'attentat de Ferdinand. Il reçut Charles IV et la reine avec les honneurs royaux, au bruit des canons et des cloches. Il leur renouvela la promesse de les venger, et leur assura repos, sécurité et opulence pendant qu'ils séjourneraient en France.

Charles IV reprocha à son fils d'avoir préparé les scènes d'Aranjuez pour usurper la couronne, et le somma de la résigner immédiatement. Ferdinand et ses conseillers firent une réponse adroite. Ils déclarèrent être prêts à cette résignation, mais prétendirent ne pouvoir la faire qu'à Madrid, en présence de la nation espagnole et avec son concours, seul moyen d'assurer à un pareil acte la valeur nécessaire, résultant de la pleine liberté de son accomplissement. Autrement l'abdication serait encore moins valable que celle d'Aranjuez, parce qu'elle serait moins libre. Cette résistance embarrassa Napoléon, qui tenait à frapper Ferdinand d'incapacité, comme le seul rival sérieux que l'Espagne lui offrît. Toutefois il poursuivit son plan. Il fit faire au vieux roi, par l'entremise de Godoï, un acte par lequel il se déclarait seul roi légitime et donnait la lieutenance générale à Murat. En même temps Murat reçut l'ordre d'éloigner les autres princes espagnols de Madrid.

Madrid était extrêmement agité; quoiqu'on n'y pût guère savoir ce qui se passait à Bayonne, des bulletins écrits à la main circulaient et annonçaient que Ferdinand était violenté. On ajoutait qu'il résistait en Romain, et qu'un soulèvement se préparait dans toutes les provinces. La junte, forcée d'obéir à Murat, mais à contre-cœur, refusa de laisser partir un des princes, don Francisco de Paula. Les régiments français étaient, à peu d'exceptions près, composés de soldats trop jeunes et trop mal équipés pour inspirer le respect. Le 1er mai l'émeute gronda à la Puerta del Sol. Murat s'en émut peu. Il écrivit qu'on voyait une crise s'approcher et qu'on la voyait avec plaisir. Le 2, quelques-uns de nos soldats furent égorgés. Murat, dont les dispositions étaient prêtes, balaya les rues principales avec du canon, fit avancer ses troupes par toutes les grandes avenues, et refoula l'insurrection au centre sur elle-même. Le combat dura plus de deux heures, et l'arsenal, refuge des insurgés, fut assez difficilement enlevé. On en fusilla un bon nombre. Murat, ayant reçu l'acte de Charles IV qui le nommait lieutenant général, se fit reconnaître par la junte en cette qualité.

Quand Napoléon apprit l'insurrection, il feignit une grande colère. Charles IV cita son fils devant lui, et lui reprocha d'être l'auteur de cette trahison. Napoléon, présent à cette scène, offrit au vieux roi de le reconduire à Madrid. Charles IV refusa d'y retourner, pour ne pas avoir à y verser le sang de

ses sujets; tel fut du moins le récit officiel fait en France. L'Empereur exigea que Ferdinand signât sa renonciation au trône le jour même.

Le père et le fils abdiquèrent. Charles IV céda la couronne d'Espagne, qu'il était hors d'état de porter plus longtemps, à Napoléon, à condition que l'intégrité de la monarchie et de ses colonies serait maintenue, et le catholicisme conservé comme culte dominant. L'Empereur lui donnait en France deux châteaux et lui assurait le payement d'une liste civile. Le traité fut signé à Marac par Duroc et le prince de la Paix. Ferdinand, abandonné et prisonnier, signa une renonciation analogue. Napoléon envoya les vieux souverains à Fontainebleau, et les jeunes princes d'Espagne à Valençay, où il confia malicieusement leur garde à Talleyrand. Il tenait à compromettre ce dernier, qui, après avoir blâmé sa politique vis-à-vis de l'Espagne, s'en était beaucoup mêlé et s'y était engagé très-avant. Il voulait même lui en faire endosser la principale responsabilité.

Ainsi se termina ce que Napoléon appela lui-même sa *tragédie de Bayonne*. Il y joua en effet un rôle calculé, et ne négligea rien dans ses scènes préparées, dans ses paroles, dans les relations qu'il fit ou qu'il fit faire, pour jeter la déconsidération et le mépris sur cette cour malheureuse, victime de ses divisions et de ses fautes, mais plus encore de la force et du machiavélisme de l'allié sans conscience qui l'écrasait, et qui en l'écrasant l'insultait; car Napoléon affectait de se présenter comme l'instrument des vengeances célestes, le fléau des dynasties coupables et abâtardies.

VIII. — Son plan était alors arrêté. Il donna l'Espagne à Joseph que Murat dut remplacer à Naples. La junte, les conseils de Castille et des Indes reçurent l'ordre de demander Joseph pour roi, s'y refusèrent d'abord, puis cédant à la contrainte, répondirent par une déclaration embarrassée.

Les infants qui se trouvaient en France adhérèrent à ce choix, relevèrent les Espagnols de leurs serments de fidélité, et leur recommandèrent d'obéir au nouveau souverain. Ferdinand et ses conseillers, tout en cachant mal leur mauvaise grâce, s'associèrent à ces déclarations par contrainte ou par faiblesse, ce qui fut relevé en France avec soin; car Napoléon ne négligeait rien de ce qui pouvait contribuer à les avilir. On leur

reprocha, et le reproche était fondé, de ne pas honorer leur malheur.

Napoléon obtint aussi des adhésions de fonctionnaires, adhésions toutefois moins nombreuses et moins complètes qu'on ne voulut le dire, et données parce qu'il n'y avait aucun moyen de faire autrement. Il disait dans sa proclamation du 24 mai : «... Espagnols, après une longue agonie, votre nation périssait. J'ai vu vos maux, je vais y porter remède. Votre grandeur, votre puissance font partie de la mienne..... Votre monarchie est vieille. Ma mission est de la rajeunir. J'améliorerai toutes vos institutions, et je vous ferai jouir, si vous me secondez, des bienfaits d'une réforme sans froissements, sans désordres, sans convulsions. » Il convoqua à Bayonne une junte de cent cinquante personnages qui furent désignés de manière à représenter toutes les provinces; mais quatre-vingt-douze seulement se rendirent à l'invitation.

Pour aider le gouvernement provisoire de Murat, il fit prêter à l'Espagne immédiatement vingt-cinq millions par la Banque de France. Il éloigna les régiments espagnols du centre et les dirigea sur les côtes ou en Portugal. Il se proposait d'en envoyer plusieurs dans les colonies et d'autres en Scanie pour renforcer l'armée de Bernadotte contre les Suédois. Il avait fait jurer fidélité à la division la Romana. Il annonça qu'il allait pousser activement les travaux de la marine. Il appela la flotte de Carthagène à Toulon et ordonna de préparer au Ferrol une expédition pour protéger la Plata. Il s'imaginait qu'en neutralisant ainsi les forces régulières du royaume, il empêcherait une insurrection. Il s'attendait tout au plus à quelques révoltes locales ou partielles, du genre de celles des Calabres, et il ne doutait pas d'en triompher. Jamais erreur n'eut de plus fatales conséquences, et la responsabilité lui en incombe à lui seul.

L'émeute de Madrid et les scènes de Bayonne, quoique celles-ci fussent imparfaitement connues, eurent un écho douloureux dans la nation entière. Elle éprouva une sourde colère de l'attentat commis contre elle. De Cadix aux Pyrénées, du Ferrol à Carthagène, éclata un même sentiment, spontané et irrésistible. Dans les campagnes comme dans les villes, tout le monde se prépara à secouer le joug. Le pays se leva unanime pour défendre son indépendance, insurrection légitime, s'il en fut jamais.

Napoléon n'avait pas dans la Péninsule assez de soldats ni

surtout de vieilles troupes pour y comprimer matériellement une rébellion générale. Les Espagnols le savaient; ses forces n'occupaient qu'un petit nombre de villes et de provinces. Partout on se dit que l'Empereur voulait emmener l'armée pour la ruiner dans des guerres lointaines sans utilité pour le pays; qu'il allait établir la conscription et donner tous les emplois à des Français. Les soldats désertèrent, souvent en compagnie des officiers. Le clergé encouragea la résistance. Beaucoup d'évêques se prononcèrent. Les moines, mêlés intimement à la vie du peuple, mirent leur influence au service de la cause nationale. Les étudiants formèrent des *légions de Brutus*.

En neuf jours, du 22 au 31 mai, la Péninsule entière s'insurgea, sans concert préalable. Carthagène donna le signal le 22. Les paysans coururent à la ville, se joignirent aux bourgeois, empêchèrent la flotte de sortir, et s'emparèrent de l'arsenal dont les armes leur furent livrées. A Saragosse, le 24, le jeune Palafox, neveu de Melzi, convoqua les cortès de l'Aragon. L'insurrection aragonaise s'étendit jusqu'à Logroño, près des troupes françaises, et gagna Santander et la Biscaye. Le même jour le tocsin sonna à Oviedo; les Asturiens y accoururent, pillèrent les arsenaux, formèrent une junte insurrectionnelle, décrétèrent la levée en masse, déclarèrent la guerre à la France, et envoyèrent des agents à Londres pour demander le secours des Anglais. Ce soulèvement entraîna le 30 mai celui de la Galice et de la Corogne, puis celui de Léon, de Valladolid, de Ségovie, de Ciudad Rodrigo. Une junte s'organisa dans chaque ville; si les autorités se montraient contraires ou simplement hésitantes, on les déposait aussitôt. Les contributions volontaires affluèrent. Les classes supérieures se mirent à la tête du mouvement. Les capitaines généraux furent entraînés à leur tour, forcés de marcher, et, s'ils inspiraient des soupçons, assassinés. La fête de saint Ferdinand, qui tombait ces jours-là, fut l'occasion de démonstrations enthousiastes.

Séville se prononça le 26, massacra son capitaine général, et créa une junte qui envoya des commissaires dans les autres villes de l'Andalousie, et déclara qu'après la guerre des cortès seraient convoquées pour réformer le gouvernement. A Cadix le général Solano fut tué, et les habitants demandèrent l'appui de la garnison anglaise de Gibraltar. Castaños, qui commandait le camp de Saint-Roque près Gibraltar, se soumit à la

junte de Séville, réunit aux troupes de cette junte celles de Cadix, ce qui lui donna quinze ou dix-huit mille hommes, et appela à lui les régiments suisses auxiliaires qui se trouvaient dans le midi de la Péninsule. Il se vit promptement à la tête d'une armée. Toute l'Andalousie se prononça ; mouvement d'autant plus redoutable qu'on avait là le temps de s'organiser avant la venue des Français. Badajoz et l'Estramadure s'y associèrent ; Grenade également.

A Valence le sang coula en abondance. La junte, livrée à des gens du peuple et dirigée par un fanatique sanguinaire, le chanoine Calvo, fit emprisonner, puis assassiner trois cents commerçants français. Un moine, le père Rico, parvint à rétablir l'ordre, et Calvo arrêté fut à son tour tué dans sa prison. Tout le reste du royaume de Valence et de la Catalogne s'insurgea. Barcelone seule fut contenue à grand'peine par le général Duhesme.

Madrid frémissait, mais restait contenu par Murat.

Les nouvelles de ces insurrections arrivèrent tard à la lieutenance de Madrid et surtout à Bayonne ; car les communications étaient interceptées de tous les côtés. Il ne s'agissait plus là pour la France d'une grande guerre stratégique comme celles d'Autriche et de Prusse ; il s'agissait d'occuper sur tous les points un pays entier, dont le territoire, découpé par de grandes chaînes de montagnes, se prêtait admirablement aux résistances locales, et dont les habitants, délirant de rage contre l'étranger, étaient depuis des siècles habitués aux guérillas. Partout les routes étaient coupées, les convois enlevés, la lutte organisée.

Napoléon ordonna de s'assurer d'abord de Logroño, de Saragosse et de Valladolid, et il enjoignit à Dupont de partir de Madrid avec la première division de son corps pour marcher en Andalousie. D'ailleurs il affecta de traiter les insurgés de *misérables,* et il annonça qu'il ferait des exemples.

Le 6 juin, Verdier dispersa les insurgés de Logroño. Lefebvre-Desnouettes enleva Tudela le 8 et battit le 13, à Mallen, ceux de l'Aragon. Ce n'étaient encore que des rassemblements de bourgeois et de paysans mal disciplinés ; on leur tua beaucoup de monde en les poursuivant jusque sous les murs de Saragosse. Lassalle se porta sur Valladolid et s'en rendit maître le 12, après avoir culbuté les insurgés à Cabeçon et au pont de la Pisuerga. La guerre prit dès les débuts un caractère d'atrocité qui ne pouvait servir qu'à l'éterniser. Les Français brû-

laient les villages où leurs compatriotes avaient été maltraités; les généraux prenaient des otages, et rendaient les moines, les curés, les alcades responsables de désordres que ces derniers ne pouvaient empêcher.

Duhesme, à peu près bloqué dans Barcelone, fit sur le Llobregat deux sorties dans lesquelles il éprouva la résistance la plus acharnée.

Murat, atteint à Madrid d'une fièvre violente qu'on attribua à son ambition déçue, y laissa le commandement à Savary. Celui-ci envoya la division Frère occuper Ségovie, fit marcher Moncey avec une division sur Valence, et Dupont avec douze à treize mille hommes sur l'Andalousie.

Moncey n'arriva aux portes de Valence que le 18 juin, après avoir livré plusieurs combats. Trouvant la ville bien défendue, et n'ayant pas amené de matériel de siége, il jugea impossible de s'en rendre maître, et revint par Almanza et Albacete avec un corps sensiblement affaibli.

Dupont venait de passer la Sierra Morena quand il apprit à Baylen l'insurrection de Séville, de tout le midi et de l'armée de Castaños. Il hâta sa marche sur Cordoue. Le 7 juin il rencontra les insurgés à Alcolea, enleva non sans pertes sérieuses le pont et le village de ce nom, puis somma Cordoue de se rendre, et y rentra sur-le-champ, pour ne pas lui laisser le temps d'augmenter ses moyens de défense. Il fallut enlever des barricades, forcer les maisons pour en déloger l'ennemi, et livrer des combats de rues. Les soldats furieux, accablés de chaleur et de soif, se débandèrent, se livrèrent au pillage, s'enivrèrent dans les caves et se portèrent à tous les excès. Les Espagnols, par représailles, frappèrent impitoyablement du couteau ou du poignard ceux qu'ils purent surprendre isolés. Dupont s'arrêta à Cordoue et réclama l'envoi de ses autres divisions.

L'amiral Rosily, enfermé avec son escadre dans la rade de Cadix, et surpris par les vents contraires entre les forts espagnols et une croisière anglaise, résista le 9 et le 10 aux feux les plus meurtriers, puis amena son pavillon le 14, livrant cinq vaisseaux français et une frégate.

Dupont, apprenant ce revers et se sentant menacé par Castaños, par les insurgés de Séville et ceux de Grenade, ne recevant d'ailleurs aucun des secours qu'il demandait, ignorant si ses courriers arrivaient à Madrid, et craignant qu'on y retînt

ses divisions, se replia sur Andujar, pour assurer au besoin sa retraite par la Sierra Morena, et y rallier une de ses divisions, la division Vedel, forte de six mille hommes. Les Espagnols communiquaient de tous les côtés et savaient tout; les Français n'avaient que des correspondances interrompues et le plus souvent ne savaient rien.

IX. — Joseph arriva le 7 juin à Bayonne et y fut reçu en souverain. Dès la veille, pour ne pas lui laisser le temps de réfléchir, Napoléon l'avait proclamé roi d'Espagne et des Indes. Il trouva prête à le recevoir une cour d'ailleurs plus résignée qu'empressée.

Le 15, la junte constitutionnelle, ou pour parler plus justement, ceux de ses membres qui s'étaient rendus à Bayonne, discuta un projet de constitution présenté par Napoléon. Ce fut une pure répétition, mais très-affaiblie, de la consulte de Lyon. L'acte portait que la couronne d'Espagne serait séparée à jamais de celle de France; qu'il y aurait un sénat de vingt-quatre membres, des cortès comprenant vingt-cinq évêques et vingt-cinq grands d'Espagne désignés par le roi, soixante-deux députés des provinces d'Espagne et des Indes, trente des grandes villes, quinze commerçants notables, quinze lettrés ou savants élus par les universités et les académies. Ces cortès votaient l'impôt pour trois ans, et leurs séances n'avaient aucune publicité. Un conseil d'État complétait le gouvernement. On instituait une magistrature inamovible avec une haute cour. La noblesse et les majorats étaient maintenus, sauf quelques restrictions; mais on proclamait l'égalité devant l'impôt.

Cette constitution, la moins libre que Napoléon eût jamais faite, fut présentée en France comme un grand acte de libéralisme vis-à-vis de l'Espagne. Les journaux français reçurent pour mot d'ordre de déclamer contre une nation ignorante, corrompue par le vieux système de son gouvernement, par l'inquisition et les moines. On la disait peu mûre pour de telles réformes, comme si l'on eût senti le besoin de se tromper soi-même sur le caractère de sa résistance.

Napoléon réunit les forces nécessaires pour conduire sûrement Joseph à Madrid. Il fit venir à Bayonne douze régiments, la plupart de vieilles troupes. Il forma un corps sous les ordres de Reille pour entrer en Catalogne et secourir Duhesme, un autre sous Verdier avec la mission d'assiéger Saragosse. Verdier

échoua. Après avoir bombardé la ville le 1[er] juillet, il tenta l'assaut le 2 sur trois points. Ses soldats, accueillis par un feu terrible et ne pouvant s'engager dans des rues barricadées, furent repoussés avec d'énormes pertes. Il dut demander et attendre des renforts.

Le 7 juillet, Joseph partit de Bayonne avec le maréchal Bessières, le général Mouton et une suite de cent voitures portant sa cour et les membres de la junte. Il ne s'abusait pas sur sa situation. Il répète vingt fois dans sa correspondance qu'il n'a pas un seul partisan, que la peur ne lui fait pas voir double; qu'il est obligé de conquérir son royaume, et qu'il a besoin de vieilles troupes et de millions. « J'ai pour ennemis, écrivait-il, une nation de douze millions d'habitants, braves, exaspérés au dernier point. Les honnêtes gens ne sont pas plus pour moi que les coquins. Non, Sire, vous êtes dans l'erreur. Votre gloire échouera en Espagne [1]. » Il essaya de se faire bien venir de ses nouveaux sujets; le soin qu'il y mit n'aboutit qu'à déplaire aux militaires français.

La Cuesta et Blake, ayant réuni les insurgés de la Galice, de Léon, des Asturies et de la Vieille-Castille, au nombre de vingt-six mille hommes, d'ailleurs mal organisés, s'avancèrent par Benavente dans la direction de Burgos. Napoléon jugea qu'il fallait d'abord les arrêter et les détruire. Il envoya Bessières à leur rencontre avec onze mille hommes et quinze cents chevaux. Celui-ci les atteignit à Medina de Rio-Seco le 12 juillet, profita de leurs dispositions vicieuses, car ils s'étaient rangés sur deux lignes trop écartées l'une de l'autre, jeta le désordre dans leurs rangs et les mit en fuite. Lassalle avec ses cavaliers leur donna la chasse et en fit un carnage affreux. On prit beaucoup de canons et de drapeaux. La ville fut enlevée et pillée; plusieurs moines franciscains, accusés d'avoir fomenté l'insurrection, furent passés au fil de l'épée. Les pertes des Français furent relativement légères. Les insurgés se dispersèrent dans le royaume de Léon.

Cette victoire, qui ne découragea pas l'insurrection, assura du moins la route de Madrid. Joseph arriva le 20 au soir dans sa capitale, où il fut accueilli avec une froide curiosité. Ses ministres ne pouvaient cacher leur embarras; une partie des membres de la junte avaient déjà disparu. Les magistrats refu-

[1] Lettres du roi Joseph, des 10, 23 et 24 juillet.

saient le serment. Les Espagnols se vantaient partout de renvoyer à Bayonne la nouvelle royauté.

Moncey venait de rentrer à San Clemente, après avoir échoué contre Valence.

Dupont se voyait réduit à se tenir sur la défensive à Andujar; ses soldats, imparfaitement ravitaillés, étaient accablés de maladies sous un climat brûlant. Les insurgés du midi menaçaient de franchir les défilés de la Sierra Morena et d'entrer dans le nord pour y donner la main à ceux de Carthagène et de l'Estremadure. Dupont s'obstina à ne pas se replier sur Baylen, au pied des défilés. Savary lui envoya de Madrid le renfort de la division Gobert et l'ordre de se maintenir sans avancer.

Cependant les insurgés de Grenade et l'armée d'Andalousie sous Castaños se rapprochèrent et se joignirent devant Andujar le 14 juillet. Dupont n'avait que dix-sept mille hommes à opposer à quarante-cinq mille, de valeur il est vrai très-inégale. Le Guadalquivir, partout guéable en cette saison, n'était pas pour lui une ligne de défense. Il ne trouvait dans le pays ni espions ni guides, la fierté des paysans espagnols se refusant à ce métier; ses courriers étaient arrêtés et assassinés. Deux régiments de Suisses, que Murat avait enlevés au service de l'Espagne, étaient d'autant moins sûrs qu'ils voyaient des compatriotes dans l'armée ennemie. Le 14, Castaños parut, et le 15 un engagement sérieux eut lieu. Les paysans des alentours accoururent organisés en guerrillas.

Dupont crut pouvoir se maintenir à Andujar, où sa position était très-forte. Mais comme il craignait que l'ennemi, supérieur en nombre, ne coupât sa ligne de retraite, il détacha une partie de ses troupes pour garder derrière lui les passages de la Sierra Morena. Le général Gobert repoussa une reconnaissance du corps espagnol de Reding sur Baylen; il fut tué, et sa division se replia sur la Caroline. La division Vedel dut être détachée dans la même direction. Dupont, voyant l'ennemi se masser en forces de ce côté, finit par se décider à la retraite, mais trop tard. Il voulut d'ailleurs l'opérer avec ses fourgons, car on ne trouvait rien dans le pays, et avec ses malades, que les habitants eussent massacrés. Il perdit par ces motifs des heures précieuses et ne se mit en marche que le 18, à la tombée de la nuit. Les soldats, en partie malades de la dyssenterie, étaient accablés par la chaleur et la poussière. Au moment où ils venaient de franchir le torrent du Rumblar, près de Baylen, ils

trouvèrent les hauteurs dominant la route couvertes par les Espagnols de Reding. L'armée, n'arrivant en ligne que successivement en présence d'un ennemi plus nombreux, repoussa ses premières attaques, mais essaya en vain de le rompre. On se battit de trois heures à huit heures du matin, par une chaleur de quarante degrés. Dupont désespéré tenta un effort suprême et fut ramené. Dix-huit cents hommes étaient couchés par terre, nombre d'officiers tués, l'artillerie démontée. Les régiments suisses désertèrent. Il restait en tout, pour continuer la lutte, quatre mille hommes exténués de fatigue. Vedel, qu'on croyait trouver à Baylen, était à la Caroline. En ce moment la Peña, envoyé par Castaños à la poursuite des Français, les atteignit par derrière; l'armée fut cernée, et toute résistance ultérieure devint impossible.

Il fallut demander une suspension d'armes. Vedel arriva le soir, mais ne put que s'y associer. Une capitulation fut signée le 22 au quartier général de Castaños. Celui-ci exigea que Dupont se rendît à discrétion, et que les divisions Vedel et Dupont évacuassent l'Espagne par mer. Nos malheureux soldats déposèrent leurs armes, défilèrent devant les vainqueurs, furent acheminés en deux colonnes sur San Lucar et Rota, et traités inhumainement malgré les ordres de Castaños. Soixante-quinze dragons furent égorgés à Lebrija; au port Sainte-Marie les habitants pillèrent les fourgons des généraux français, croyant y trouver les richesses de Cordoue. La capitulation ne fut pas observée; la junte de Séville refusa de la ratifier, par la raison que les Français étaient entrés en Espagne en violant les traités et le droit des gens (lettre de Thomas de Morla au général Dupont); une partie des prisonniers fut envoyée sur les pontons.

Ce désastre fut connu assez tard en France. Comme on y tenait à s'abuser, on l'attribua à la lâcheté des troupes, au désir de sauver les fruits du pillage de Cordoue, enfin à des fautes commises par Dupont. Fautes réelles, mais secondaires. La plus grande faute était celle de Napoléon, qui avait cru Dupont plus fort qu'il ne fallait pour soumettre le midi de la Péninsule [1]. Aussi tout en s'exprimant avec sa violence ordinaire sur ce *déshonneur*, l'Empereur ne se hâta-t-il pas de faire examiner la conduite du malheureux général. Il sentit

[1] Correspondance de Napoléon, lettres de juillet 1808.

sans le dire qu'il s'était lui-même trompé dans ses calculs, qu'il avait fait trop peu de cas des Espagnols, et que ses soldats, recrutés de contingents trop jeunes et inexpérimentés, n'étaient plus invincibles.

On comprend l'effet électrique que la nouvelle produisit en Espagne; l'Europe n'y fut guère moins sensible. Elle jugea que Napoléon était entré dans la voie des fautes militaires comme des fautes politiques, et qu'il avait rencontré les limites de sa fortune.

Madrid se trouvait découvert. Savary n'y disposait que de vingt à vingt-cinq mille hommes, pour résister à tout le midi soulevé. Joseph, que son caractère ne portait pas aux grandes et rapides decisions, que les difficultés de sa royauté rendaient au contraire de plus en plus circonspect, prit le 29 le parti de se retirer sur l'Èbre; il quitta sa capitale le 2 août avec tous les Français. Cette évacuation eut l'air d'une abdication. Deux de ses ministres et toute la domesticité espagnole l'abandonnèrent. Sans s'arrêter à Burgos, il rétrograda jusqu'à Miranda de Ebro, où il se sentit solidement appuyé en arrière et sur ses deux flancs.

Le 4, le corps qui assiégeait Saragosse, ayant terminé les apprêts du siége, donna l'assaut. On engagea un combat de rues meurtrier. Les troupes avaient conquis une moitié de la ville, quand elles reçurent le 5 l'ordre de se replier sur Tudela.

Nous n'étions pas plus heureux dans le Portugal. Les principaux personnages de la junte, se voyant abandonnés par la maison de Bragance, avaient d'abord envoyé des délégués à Napoléon pour lui demander le maintien de leur existence nationale et la conservation intégrale de leur territoire sous un prince de son choix. L'évêque d'Orense, plus hardi, lui écrivit pour lui demander le rétablissement des princes nationaux. Tout à coup, le 16 juin, l'écho de l'insurrection espagnole retentit à Oporto. L'évêque de cette ville, de la maison de Castro, donna le signal du soulèvement. Junot se trouvait très-aventuré à Lisbonne et sans communication avec les autres armées françaises. Les corps espagnols qui lui avaient servi d'auxiliaires allaient se tourner contre lui. Il en désarma à la hâte une partie qu'il enferma sur des bâtiments à l'ancre dans le Tage. Il s'efforça de tenir les autres en respect. Il prit les mesures les plus rigoureuses pour contenir la capitale, et y concentra ses forces, insuffisantes pour résister à l'insurrection qui éclatait sur

tous les points du royaume. Il ne laissa de garnisons qu'à Almeida et à Elvas.

Les Anglais avaient appris les événements de la Péninsule avec des transports de joie. Leurs vaisseaux croisèrent sur les côtes pour offrir un point d'appui aux insurgés, leur portèrent de l'argent, des armes, des troupes de débarquement. Sir Arthur Wellesley, après avoir visité la Corogne et Oporto, débarqua le 1er août à l'embouchure du Mondego avec une division anglaise, en rallia une autre venue de Gibraltar, y joignit des détachements portugais, et marcha dans la direction de Lisbonne, en longeant la mer. Il comptait dix-huit mille hommes d'excellentes troupes, outre les Portugais irréguliers. Junot marcha au-devant de lui avec un chiffre d'hommes presque de moitié moindre, et l'attaqua le 20 août dans les positions de Vimeiro, sur les coteaux de la chaîne qui traverse le Beïra. Après de vains et meurtriers efforts pour les enlever, les Français furent obligés de se retirer sur Torres-Vedras.

Voyant la mer fermée et n'ayant de communications possibles ni avec Madrid ni avec la France, Junot ne voulut ni se laisser envelopper, ni s'exposer à une insurrection certaine du peuple de Lisbonne et à de redoutables vengeances. Il envoya le général Kellermann demander à Wellesley une suspension d'armes. Une capitulation fut signée le 3 septembre à Cintra. L'armée française obtint de garder ses armes et d'être transportée en France sur des bâtiments anglais avec son artillerie et ses bagages.

En réalité, nous avions perdu le Portugal. Mais on ne manqua pas en France d'opposer le caractère honorable de cette convention à la honte de la capitulation de Baylen. En Angleterre la passion publique ne fut pas satisfaite. Wellesley allégua pour excuse l'héroïsme dont les Français avaient fait preuve à Vimeiro et la crainte que Lisbonne n'eût trop souffert s'il les eût réduits à s'y défendre en désespérés.

Napoléon écrivit à Joseph après Baylen qu'il devait faire le général et non le roi, maintenir l'esprit de l'armée, être dur envers les Espagnols et sans ménagements pour des brigands. Il lui recommanda d'être gai et de montrer de l'énergie.

Joseph, de plus en plus découragé, car les conseillers espagnols qui lui restaient insistaient pour qu'il ne noyât pas le pays dans le sang de ses habitants, et même pour qu'il traitât avec les Anglais, écrivit de Miranda à son frère pour lui représenter

que son rôle de roi d'une nation qui ne voulait pas de lui était insoutenable. Il le pria de l'autoriser à rentrer à Madrid, à y proclamer Ferdinand en retenant pour la France la frontière de l'Èbre, puis à abdiquer et à retourner sur son trône de Naples, où il avait eu bien moins de déboires. Mais si Napoléon put regretter ce jour-là d'avoir détrôné les Bourbons, il n'était pas homme à se l'avouer [1]. Et d'ailleurs ses fautes politiques n'étaient pas de celles qui se réparent. S'étant condamné à grandir toujours, le moindre pas en arrière l'eût ébranlé et l'eût perdu.

X. — Il revint à Paris pour la fête du 15 août, après avoir parcouru rapidement les départements voisins des Pyrénées et ceux de l'Ouest au milieu des ovations, car on ignorait les événements d'Espagne ou l'on n'en soupçonnait pas la gravité. Éprouvant le besoin d'entretenir l'enthousiasme, il ordonna que les soldats rentrant en France fussent dans les villes l'objet de réceptions brillantes, qu'on les accueillît avec des harangues, des spectacles gratuits et des banquets.

Pourtant il ne se dissimulait pas qu'il allait être forcé de rappeler d'Allemagne une partie de la grande armée, et que les hostilités couvertes comme celles de l'Autriche allaient se changer en hostilités déclarées.

En effet l'Autriche était ulcérée. Elle n'avait rompu avec l'Angleterre après le bombardement de Copenhague que pour la forme. Elle souffrait du blocus continental, et s'y prêtait mal. Elle s'indignait des derniers actes de Napoléon en Italie. Napoléon avait exigé que tous les prélats italiens non originaires de Rome même, cardinaux ou évêques, en fussent chassés, et sur le refus du Pape, il avait ordonné au général Miollis de les renvoyer successivement dans les États auxquels ils appartenaient. Il avait incorporé la garde pontificale dans les troupes françaises, enfermé dans une citadelle les officiers récalcitrants, et réuni le 27 mars au royaume d'Italie les provinces d'Ancône, Urbin, Macerata, Camerino, converties en départements pour relier ensemble le nord et le midi de la Péninsule. Le 24 mai il avait réuni à l'Empire Parme et Plaisance, devenus département du Taro, et la Toscane, destinée à former à son tour

[1] Il ne se l'avoua pas même à Sainte-Hélène; car en disant : « Cette malheureuse guerre m'a perdu », il ajoutait : « La faute fut dans les moyens bien plus que dans les principes. »

trois départements. « Les peuples de la Toscane, écrivit-il au Sénat, sont dignes de cette réunion pour les services qu'ils ont rendus à la civilisation européenne. » La proclamation de Murat à Naples à la place de Joseph parut à Vienne une nouvelle insulte.

Mais jusqu'à Bayonne et Baylen, l'Autriche avait gardé le silence. Elle s'était contentée de se refaire une armée comptant plus de trois cent mille hommes de troupes réglées, et d'y joindre quatre cent mille hommes de landwehr ou de levées diverses. Après Bayonne l'indignation éclata dans tous les États de la monarchie.

Napoléon voulut forcer François II à s'expliquer. Il lui demanda par l'entremise de Metternich, ambassadeur à Paris, de cesser ses armements et de reconnaître sur-le-champ Joseph pour roi d'Espagne. Il désirait l'intimider, afin d'avoir le temps de dompter la Péninsule avant d'entreprendre une nouvelle guerre. François II répondit évasivement, cherchant de son côté à gagner du temps, pour ne se déclarer qu'après que l'Allemagne serait partiellement évacuée.

Napoléon rechercha aussi le concours de la Russie. Alexandre lui demandait une entrevue. Il l'accepta à Erfurt pour le 27 septembre.

En attendant, il s'occupa d'envoyer immédiatement en Espagne de nouvelles forces, jusqu'à concurrence de deux cent cinquante mille hommes. Comme c'étaient les troupes d'élite qui y avaient manqué, et qu'il était obligé de les tirer d'Allemagne, il prit le parti de rapprocher du Rhin la grande armée, et d'évacuer la Prusse, sauf les forteresses de Glogau, de Stettin et de Custrin, qu'il voulait garder jusqu'à l'acquittement des contributions stipulées. Il donna l'ordre à ses généraux de se retirer à Magdebourg, dans le Hanovre, la Saxe et la Franconie. En retour, il exigea de la Prusse qu'elle ne conservât pas plus de trente-six mille hommes armés. En même temps, pour combler les vides de ses propres troupes, il leva cent quarante mille hommes, savoir : soixante mille restant des anciennes conscriptions, et quatre-vingt mille de la conscription de 1810, qu'il anticipa ; ces levées se firent, il est vrai, successivement. Elles furent établies par un sénatus-consulte. Les sénateurs se donnèrent pour excuse qu'il fallait bien venger le désastre de Baylen, mais le président Lacépède ne s'en tint pas là. Il dit dans l'adresse à l'Empereur : « La guerre d'Espagne est politique,

elle est juste, elle est nécessaire. » (10 septembre.) Napoléon ordonna de vastes mouvements de troupes qui s'opérèrent partout avec une remarquable régularité. Il demanda même à la Confédération du Rhin des contingents destinés à l'Espagne, car il tenait beaucoup à compromettre les princes allemands dans sa propre cause. Il envoya aux Pyrénées tout le matériel de guerre nécessaire. L'extension que la guerre prenait étant fatale aux finances et au crédit, il entreprit de soutenir les fonds publics par des achats de rentes continus, et affecta à ces achats les fonds du trésor de l'armée et ceux de la Banque.

Le 27 septembre, il se rendit à Erfurt, où il devait recevoir Alexandre. Il voulut que cette entrevue se passât avec une splendeur inusitée. Il y donna, dit Chateaubriand, une des dernières représentations de sa gloire. Un grand nombre de princes allemands y assistèrent accompagnés de leurs chambellans et de leurs ministres. Talma y joua les chefs-d'œuvre de la scène française devant un parterre de rois. Mais ici encore l'effet extérieur n'était qu'un calcul. Napoléon voulait éblouir et séduire Alexandre, pour obtenir de lui une alliance offensive et défensive contre l'Angleterre et l'Autriche. Alexandre, de son côté, sentant son alliance nécessaire, voulait la mettre au plus haut prix et traiter avec Napoléon, non plus en vaincu ou en obligé comme à Tilsitt, mais en arbitre de l'Europe. Celui-ci lui céda par un accord secret les provinces danubiennes. Talleyrand fut chargé de le sonder sur un mariage de sa sœur la grande-duchesse Catherine avec Napoléon, alors décidé à divorcer avec Joséphine. Alexandre évita de s'engager, et prétexta la résistance qu'opposerait sa mère.

Les deux souverains se déclarèrent unis pour la paix et pour la guerre, et envoyèrent un message au gouvernement anglais. Le cabinet de Londres, trop fin pour se laisser abuser, et ne jugeant pas que le moment où il s'assurait de l'alliance espagnole, et où il pouvait compter sur l'alliance autrichienne, fût celui de poser les armes, demanda avant toute négociation de paix que les insurgés espagnols y fussent compris. Les pourparlers cessèrent aussitôt.

XI. — Après cette entrevue de parade, Napoléon, laissant à Davout le commandement supérieur en Allemagne, alla prendre lui-même celui de l'armée d'Espagne, formée de huit corps placés sous les ordres de ses meilleurs maréchaux et gé-

néraux. Berthier, qui passait le jour à cheval et la nuit au bureau, était son major général. Vers la fin d'octobre, ses forces entre les Pyrénées et l'Èbre s'élevèrent à deux cent mille hommes; cinquante mille autres étaient en marche pour rejoindre. Il partit de Paris le 29, arriva le 3 novembre à Bayonne, où il dut rectifier les fautes commises par l'administration militaire, embarrassée d'exécuter ses ordres et d'improviser les services nécessaires pour une agglomération d'hommes aussi immense et aussi prompte. Le 5, il arriva à Vittoria, résolu à se renfermer dans le rôle de général d'armée.

Baylen et Cintra avaient exalté les têtes dans toute la Péninsule. Les Espagnols, naturellement pleins de jactance, voyaient déjà l'ennemi repoussé de leur territoire. Mais ils n'avaient ni gouvernement ni organisation, quoiqu'ils eussent proclamé de nouveau Ferdinand VII à Madrid, et le caractère même de l'insurrection leur permettait difficilement de créer ce qui leur manquait. Le conseil de Castille, à peu près la seule autorité restée debout, appela à Madrid les généraux vainqueurs à Baylen, et écrivit à chacune des juntes insurrectionnelles de lui envoyer un député. Ces députés, à peine arrivés, se prétendirent les maîtres, et constituèrent à Aranjuez une junte centrale, composée de deux représentants de chaque junte provinciale. La junte centrale n'eut jamais l'action et la force qu'il eût fallu; cependant elle organisa tant bien que mal trois armées, une dans l'ouest, sous Blake, une autre dans le midi et le centre, sous Castaños, une troisième, celle des provinces aragonaises, sous Palafox. Les soldats ne lui manquaient pas; des troupes improvisées semblaient partout sortir de terre.

Les Anglais s'étaient décidés à fournir à l'Espagne, alliée inespérée, tous les secours possibles. L'armée du Portugal, portée à vingt-huit mille hommes, reçut l'ordre d'en faire marcher vingt mille sous John Moore dans la Vieille-Castille. Quinze mille hommes débarquant à la Corogne, sous Baird, durent les y rejoindre. Les flottes furent chargées de pourvoir à tous leurs besoins.

Quoique les opérations se fissent sans direction régulière et sans ensemble, les généraux espagnols avaient conçu le plan naturel d'attaquer les Français à gauche et à droite, de les tourner s'il était possible, et de les couper de leurs lignes de retraite sur les Pyrénées. Ils se flattaient de leur imposer ainsi de nouvelles capitulations. Ils disposaient de forces nombreu-

ses, mais composées d'éléments hétérogènes et de valeur inégale. Ils étaient fiers de leurs derniers succès, et animés d'une ardeur que Castaños seul, plus prudent et plus habile, jugeait téméraire.

Quant à Joseph, il se voyait dans la plus triste des situations, obligé de conquérir son royaume les armes à la main. Ses amis lui conseillaient de se retirer à Bayonne pour y attendre les événements, et le moment où un parti d'Espagnols ne verrait d'autres ressources que de l'appeler pour sauver le pays.

Les opérations militaires étaient déjà commencées sur les deux ailes, lorsque l'Empereur arriva. Ney avait refoulé l'ennemi à Logroño. Lefebvre avait battu Blake à Zornosa dans la Biscaye et occupé Bilbao. Napoléon, prenant en main la direction de la guerre, subordonna toutes les actions partielles à un plan unique. Il résolut d'assurer fortement sa droite et sa gauche, puis de marcher sans délai par le centre sur Burgos et Madrid.

Blake s'étant établi dans la Biscaye, où il venait de recevoir La Romana échappé du Danemark avec neuf mille hommes de troupes espagnoles à l'aide des vaisseaux anglais, Napoléon le fit harceler par les maréchaux Lefebvre et Victor, puis porta en avant, le 9, le corps de Soult, la garde et une forte cavalerie. Le 10, Soult mit en déroute à Burgos l'armée de l'Estremadure, commandée par un chef peu expérimenté, le jeune marquis de Belveder. Il occupa la ville, le château, et lança sa cavalerie à la poursuite des fuyards, qui furent sabrés. Ordre fut donné aux journaux de présenter ce combat comme une grande victoire, pour répondre aux détracteurs de la guerre d'Espagne.

Maître de Burgos, Napoléon envoya Soult à Santander pour enfermer Blake dans la Biscaye. Victor livrait à ce dernier en ce moment même une bataille de deux jours à Espinosa, point de jonction des routes du pays (10 et 11 novembre). Les troupes de Blake, habituées à la guerre de montagnes, vendirent chèrement la victoire à des agresseurs qui n'avaient pu amener toute leur artillerie; mais elles furent vite dispersées et désorganisées. On leur enleva leurs canons, leurs bagages, on les poursuivit de tous côtés en les sabrant, et leurs débris, rejetés fort loin, ne purent se refaire qu'aux environs de Léon

Napoléon se tourna aussitôt à sa gauche pour agir contre Castaños et Palafox, établis sur l'Èbre autour de Calahorra.

Il donna l'ordre à Moncey et Lannes de s'avancer sur l'Èbre de ce côté, et à Ney de marcher sur Soria et Agreda, afin de les prendre entre deux feux. Lannes les atteignit le 23 à Tudela, leur livra une bataille meurtrière, enleva leur artillerie et les dispersa. Les généraux Maurice Mathieu et Lagrange eurent le principal honneur du succès. Mais Ney, qui avait dû faire une marche longue et difficile dans un pays montagneux et très-hostile, n'arriva qu'après la journée, et l'ennemi ne fut pas détruit. L'armée de Palafox et de Castaños, bien que désorganisée, échappa en grande partie et alla se reformer plus loin.

Pendant ce temps la junte destituait Blake et Castaños, et alléguant la nécessité d'un commandement unique, le donnait à l'aventureux La Romana, alors retiré à Léon.

Napoléon, ayant battu et dispersé l'ennemi sur ses deux flancs, ayant d'ailleurs pris le soin d'assurer ses communications avec toutes ses divisions, marcha sur Madrid, sans attendre les armées anglaises de Moore et de Baird. Il comptait les laisser s'engager dans le centre, et il les craignait peu, car elles avaient à faire de longues et pénibles marches et trouvaient chez les Espagnols plus de jalousie que de concours. Leurs généraux découragés se plaignaient qu'on eût fait en Angleterre trop de fond sur l'insurrection de la Péninsule.

Napoléon marcha donc de Burgos sur Madrid avec la division Victor, la garde et la cavalerie, formant environ quarante mille hommes. Il ne rencontra qu'un obstacle, mais fort redoutable, au col de Somo-Sierra, au passage des montagnes du Guadarrama. La junte y avait envoyé les régiments de Madrid commandés par un excellent officier, don Benito de San Juan, qui avait établi en batterie seize canons fermant le passage. Le 29, Napoléon, après avoir délogé l'ennemi de toutes les hauteurs voisines, lança sa cavalerie au galop sur les batteries qui furent enlevées par le général Montbrun et les lanciers polonais.

Cette défense tombée, la route de Madrid était ouverte. La junte se retira d'Aranjuez à Badajoz. Le peuple madrilène, saisi de fureur, s'insurgea contre ses chefs qu'il croyait des traîtres, massacra le corrégidor Perales, et se prépara à se défendre, quoique la ville n'eût qu'un vieux mur incapable de résister. Napoléon arriva le 2 décembre et fit des sommations. N'obtenant rien, il employa la force, et enleva le palais et le

jardin de Buen-Retiro avec plusieurs portes. Le 4 au matin la ville se rendit. Les Français entrèrent et désarmèrent les habitants.

Napoléon établit Joseph au Pardo, résolut de soumettre la capitale de l'Espagne à une occupation militaire prolongée, obligea les couvents à nourrir ses soldats, et fit arrêter les traîtres qui avaient abandonné son frère. En même temps, fidèle à son principe de porter partout avec lui les institutions de la révolution française, il décréta la suppression des douanes provinciales, de l'inquisition, des droits féodaux et des deux tiers des couvents. C'est ce que ses flatteurs appelaient donner à une nation superstitieuse une liberté trop forte pour elle. Il annonça qu'il consulterait le pays et lui laisserait le choix de se prononcer pour Joseph; mais que si Joseph était repoussé, il garderait pour lui-même les provinces de l'Èbre, l'ancienne frontière de Charlemagne, comme indemnité de guerre, attendu qu'il ne tenait plus ses droits sur l'Espagne que de la conquête, et non de la cession de Charles IV.

Maître de Madrid, il donna immédiatement à ses lieutenants l'ordre de refouler les débris de l'armée d'Aragon sur Cuença et ceux de l'armée de l'Estremadure sur Talavera. Ces armées, livrées à un affreux désordre, vivaient de pillage, massacraient et martyrisaient leurs chefs.

Nous obtenions des succès pareils dans la Catalogne, théâtre d'une guerre à part et tout à fait distincte. Les Espagnols y disposaient de quarante mille hommes, composés comme partout des éléments les plus divers, mais appuyés par la marine anglaise. Duhesme, assiégé dans Barcelone avec quelques milliers d'hommes, écrivait qu'il était en danger d'être affamé. Le maréchal Saint-Cyr, choisi par Napoléon pour conquérir la Catalogne, opéra avec un corps médiocrement organisé une campagne savante, habile et heureuse. Après avoir fait tomber la place de Rosas (le 4 décembre), il marcha promptement sur Barcelone, abandonnant la route directe, chaque fois qu'une place forte se rencontrait, pour se jeter sur celle qui borde la mer. Il culbuta l'ennemi à Cardedeu, entra le 17 à Barcelone qu'il débloqua, et le 21 mit en pleine déroute l'armée de Juan de Vivès à Molins del Rey, sur le Llobregat.

Napoléon, concentrant ses forces à Madrid, dirigea ses efforts, avant d'aller plus loin, contre l'armée anglaise, qu'il voulait détruire et dont il ne connaissait pas bien la position.

Moore avait résolu, en voyant la Castille à peu près inexpugnable, de se replier sur la Corogne. Il opéra sa jonction, le 20 décembre, à Mayorga avec Baird, réunit ainsi vingt-neuf mille hommes et appela à lui La Romana, qui, venant de reformer tant bien que mal à Léon l'armée de Biscaye, lui amena dix mille hommes. De son côté, Napoléon donna l'ordre à Soult de réunir à son corps d'armée les divisions les plus rapprochées, et de marcher contre les Anglais, pendant que Ney s'avancerait par une autre route. Il espérait les cerner et se rendre maître d'eux. Il envoya Lefebvre à Talavera, pour leur couper les communications avec le Portugal.

Il partit lui-même de Madrid avec le corps de Ney le 22 décembre, mais il fut assailli au passage du Guadarrama par un ouragan affreux. De grosses pluies et les boues qui détrempèrent les routes ralentirent sa marche et l'empêchèrent de tirer parti de son grand moyen de vaincre, la célérité.

Moore s'aperçut à temps des forces qui le menaçaient, et battit en retraite sur l'Esla, avec une avance de quelques jours. Il eut peu à souffrir de la poursuite d'un ennemi trop éloigné; mais le mauvais temps, le pêle-mêle de ses soldats avec les soldats espagnols, la démoralisation inséparable d'une retraite, ralentirent sa marche sur la Corogne. Napoléon, qui avait pris la tête du corps de Ney, le poursuivit jusqu'à Astorga. Le 2 janvier, il reçut dans cette ville des dépêches annonçant une guerre prochaine avec l'Autriche et un refroidissement avec la Russie. Il revint aussitôt à Valladolid, pour être plus à portée de donner des ordres et de les envoyer dans toute l'Europe. Il abandonna la poursuite des Anglais à Soult en lui recommandant une extrême célérité, convaincu d'ailleurs, ses lettres le prouvent, qu'on ne pouvait plus les empêcher de se rembarquer.

Soult continua cette poursuite et serra l'ennemi de près. Ney marchait de son côté par une autre route. Moore détacha La Romana sur Vigo pour éviter l'encombrement, s'arrêta à Lugo, dont la position était très-forte, seulement le temps nécessaire pour rallier ses traînards et se réorganiser, et atteignit la Corogne le 11. Les transports qui devaient le recueillir, arrêtés par le vent, n'arrivèrent que quelques jours après. Soult mit cette circonstance à profit, et livra aux Anglais, le 16, sous les murs de la ville, un combat meurtrier, où leurs deux généraux Moore et Baird tombèrent frappés mortellement. Ils se rem-

barquèrent, ayant, tant dans la campagne que dans la retraite, perdu six mille hommes morts, tués, blessés ou prisonniers, mais ayant surtout affaibli leur prestige et laissant les Espagnols en grand doute qu'ils pussent les sauver.

XII. — Napoléon comptait donner à l'armée d'Espagne un mois de repos pour se refaire et passer l'hiver, puis diriger Soult sur Lisbonne, Victor sur Séville, Moncey sur Valence. Suivant son calcul, deux mois de succès devaient achever la conquête de la Péninsule [1]. Il quitta Valladolid le 16, après s'être fait apporter le registre des serments prêtés à Joseph dans les paroisses de Madrid et l'avoir autorisé à rentrer dans sa capitale. Joseph y fit, le 22, une entrée pompeuse, au bruit des cloches et du canon. L'argent lui manquait. Napoléon, pour lui en procurer, confisqua le magasin des laines à Burgos et les biens de plusieurs grands personnages déclarés coupables d'avoir trahi leurs serments. Désirant rapporter en France quelques trophées de la Péninsule, il enjoignit à son frère de lui envoyer une cinquantaine de chefs-d'œuvre pour les musées de Paris.

Les débris de l'armée d'Aragon s'étaient reformés dans la province de Cuença sous le duc de l'Infantado, qui devait, en attirant un corps français de son côté, faciliter les opérations des Anglais. Victor marcha contre lui, le battit à Uclès, le 12 janvier, empêcha cette fois les vaincus de se disperser par la fuite, suivant leur usage, et fit poser les armes à treize mille hommes, succès qui en toute autre circonstance eût paru une large revanche de la capitulation de Baylen.

Toute résistance sérieuse dans le nord avait disparu, excepté sur un point, à Saragosse; mais là elle était formidable. La meilleure partie de l'armée d'Aragon s'y était enfermée; de rudes paysans des montagnes grossissaient le nombre des défenseurs de la ville, qui s'élevait à cinquante mille, outre les cinquante mille habitants. Les munitions, les approvisionnements abondaient. On avait suppléé au manque de fortifications régulières en faisant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, d'importants travaux de défense, facilités par la multitude de couvents et de grands bâtiments semblables à autant de forteresses. Palafox, qui commandait, était très-populaire; d'habiles officiers du génie lui prêtaient leur concours.

[1] Lettre du 15 janvier 1809, à Joseph.

Moncey n'avait pu commencer les approches que le 10 décembre, et avait dû attendre les renforts nécessaires. Dès que l'Empereur se vit en mesure de pousser le siége vivement, il donna le commandement de l'armée assiégeante à Junot, et celui du génie au général Lacoste, assisté des officiers supérieurs Rogniat et Haxo. Les tranchées et parallèles étant terminées à la fin de décembre, on livra des assauts successifs, mais meurtriers et sans grand succès.

Le maréchal Lannes remplaça Junot le 21 janvier, fit balayer les environs menacés par des levées insurrectionnelles, et donna le 26 le signal de l'assaut général. Malgré la vigueur avec laquelle cet assaut fut conduit, on ne put s'emparer du pourtour de l'enceinte qu'au prix des pertes les plus sérieuses; il fallut recommencer les jours suivants et enlever les maisons et les rues une à une. Les rues étaient couvertes de barricades, les toits et les fenêtres garnis d'une nuée de tirailleurs. Les moines, les femmes combattaient avec fureur. On n'avançait qu'en prenant les maisons d'assaut, ou en les faisant sauter avec la mine. Lannes écrivit à Napoléon : « C'est une guerre qui fait horreur. » Le 7 février, les assiégeants enlevèrent le faubourg de la rive gauche, et redoublèrent les feux de leur artillerie. La situation de la ville devint affreuse; rien n'abattait l'énergie de ses défenseurs, luttant au milieu des décombres et d'une épidémie épouvantable, causée par l'impossibilité d'enterrer les morts.

Des potences élevées sur les places menaçaient quiconque parlerait de se rendre. On colportait le bruit de victoires prétendues des armées espagnoles; ces fausses nouvelles soutenaient le moral des assiégés, qui s'imaginaient toujours qu'ils allaient être secourus. Enfin le 18 février les Français achevèrent de s'emparer de la rive gauche, et le 20 la ville se rendit à discrétion. On évalua à cinquante-quatre mille le chiffre des victimes. Un tiers des bâtiments étaient détruits. Les assiégeants avaient fait des pertes énormes de leur côté. Le général Lacoste avait été tué. Vingt-sept officiers du génie sur quarante étaient hors de combat.

Ces scènes d'horreur laissèrent une blessure profonde au cœur des Espagnols. L'armée française elle-même s'en émut, et l'Europe, quand elle les connut, en fut épouvantée.

XIII. — Napoléon arriva le 22 janvier à Paris. Il y trouva

l'inquiétude, le malaise, l'effroi. Si le public enivré de victoires avait pu partager au début ses sentiments à l'égard des Espagnols, la réflexion était venue dès les premiers revers. On sentait que la Péninsule était un gouffre et que ce gouffre serait longtemps béant, que nous étions lancés là dans une carrière d'aventures indéfinies, et que le résultat le plus prochain était une guerre inévitable avec l'Autriche. Les conscriptions répétées devenaient un poids tres-lourd. Le clergé murmurait des traitements infligés au Pape. Les fonds publics étaient décidément en baisse. On commençait à mal parler du gouvernement; quelques-uns des hommes auxquels il devait le plus, comme Talleyrand et Fouché, ne se taisaient pas. Ils s'étaient même rapprochés et consultés tous les deux, malgré leur ancienne mésintelligence. Les étrangers, nombreux à Paris, tenaient leurs gouvernements au courant de cette situation.

Napoléon était irrité; il ne le dissimulait pas. Il s'emporta plusieurs fois à des accès de colère, réels ou calculés, et il imposa le silence aux mécontents de son entourage, entre autres à Talleyrand. On lui attribua le mot: « Est-ce que la liberté est faite pour les chambellans? »

Ne doutant pas qu'il aurait une guerre avec l'Autriche et ayant dès le mois de novembre commencé du fond de l'Espagne à la préparer, il affecta de dire haut et de répéter que cette guerre, il ne la voulait pas, mais que si on l'y forçait, il la ferait terrible, et que l'Autriche serait détruite. Il déclara à la Russie, qui devenait tiède parce qu'elle croyait avoir été leurrée à Erfurt, qu'il voulait une alliance franche, effective, pour la paix comme pour la guerre.

Il se proposa d'avoir au mois de mars cent cinquante mille Français et Italiens sur le Pô, cent cinquante mille Français en Allemagne et sur pied cent mille hommes de la Confédération du Rhin. Pour cela, il leva vingt mille hommes sur chaque conscription arriérée, jusques et y compris celle de 1806, sans s'inquiéter du mécontentement profond que causeraient ces levées inattendues. Il forma ainsi des quatrièmes et cinquièmes bataillons propres à renforcer tous ses régiments. Les officiers manquant, et les cadres existants ne lui en donnant pas un nombre suffisant malgré la forte éducation militaire des sous-officiers, il prit trois cents jeunes gens de Saint-Cyr, dix élèves par lycée, et ordonna d'enrôler de force les jeunes gens oisifs des familles soupçonnées de n'être pas favorables à son gouvernement. Il

rappela d'Espagne le maréchal Lannes, ses deux meilleurs généraux de cavalerie, Montbrun et Lassalle, et il donna un commandement à Masséna. Il disposa ses différents corps de France, d'Italie et d'Allemagne, de manière à les rapprocher des frontières de l'Autriche. Mais s'il pouvait lever des hommes rapidement, il ne pouvait organiser avec la même facilité le matériel, l'habillement, l'instruction, et malgré ses prodiges ordinaires d'activité, ce dernier but ne fut qu'imparfaitement atteint.

Les difficultés budgétaires croissaient aussi. On pouvait prendre des moyens transitoires pour se procurer des fonds à bref délai, et ils furent pris aussitôt; mais les mesures essentielles, fondamentales, durent être ajournées. Or leur nécessité n'était guère moins urgente. Il ne fallait plus compter que la guerre suffit à nourrir la guerre. On dut en même temps renoncer à soutenir le cours de la rente par des achats réguliers. On en avait déjà acheté pour soixante-deux millions. Les fonds étant abandonnés à eux-mêmes, la baisse prit des proportions plus fortes. Napoléon s'y résigna, et en imputa la responsabilité à l'Autriche.

En Allemagne, le mécontentement sourd causé par la présence de nos troupes devenait de l'exaspération. Le recul de nos garnisons, recul dont le motif était évident, enhardit les plus timides. C'étaient des querelles continuelles et des insultes insupportables. En Prusse, Stein faisait des réformes civiles et Scharnhorst des réformes militaires dirigées contre nous. La haine de la France éclatait jusque chez les peuples de la Confédération du Rhin, poussés à bout par les conscriptions et par les exigences de logements militaires. Napoléon y était exécré comme seule cause de tout le mal. Le sentiment de l'indépendance nationale dominait tout; des sociétés secrètes s'organisaient avec la connivence des gouvernements. La prise d'armes de l'Autriche devait être un signal.

Le cabinet de Vienne soulevait aussi contre nous la Turquie, où deux révolutions de palais avaient coûté la vie aux sultans Sélim et Mustapha. Leur successeur Mahmoud, ayant eu connaissance de la convention d'Erfurt, reçut avec indignation l'insinuation de céder les provinces du Danube. Il signa aussitôt un traité avec les Anglais. Les Français qui résidaient à Constantinople y furent insultés.

Quant à la Russie, elle était uniquement occupée des pensées d'agrandissement qui avaient conduit Alexandre à Erfurt. Elle

augmenta de soixante mille hommes l'armée destinée à achever la conquête de la Finlande, et massa cent vingt mille hommes de troupes d'observation dans la Gallicie et sur le Danube.

L'Autriche distribua six cent mille hommes sur ses différentes frontières, sans compter ses milices de landwehr à l'intérieur. L'armée principale, de deux cent mille hommes, destinée à agir sur le Danube et à surprendre, s'il était possible, les Français avant leur concentration, fut mise sous les ordres de l'archiduc Charles, ayant pour objectif Ratisbonne.

Napoléon de son côté massa ses troupes entre Wurzbourg et Ulm, en avançant jusqu'à Nuremberg. Il renforça ses divisions. Il imposa des contingents aux États de la Confédération du Rhin, quarante mille hommes à la Bavière, douze mille au Wurtemberg, huit à dix mille à Bade, autant à Hesse-Darmstadt, vingt mille à la Hesse, vingt mille à la Hollande, vingt mille à la Saxe, outre vingt-cinq mille Polonais devant garder Varsovie, et de plus petits contingents aux petits princes. Il eut seulement le soin de mettre les contingents de la Bavière sous les ordres de Lefebvre, et ceux du Wurtemberg sous ceux de Vandamme. Il décida que son armée, appelée *Armée d'Allemagne,* serait divisée en trois corps, commandés par Davout, Masséna et Lannes; Bessières commanderait la cavalerie et la garde. Il se réserva de commander lui-même en chef, ayant Berthier pour major général et Daru pour intendant. Son plan était de marcher sur Vienne en suivant la vallée du Danube; une flottille devait descendre le fleuve. Donauwerth et Ingolstadt, pourvus de grands magasins, devaient servir de points d'appui. Ailleurs la guerre ne pouvait avoir qu'une importance secondaire. Napoléon négligea le Tyrol, décidé à laisser les Autrichiens s'y enfoncer inutilement; il se contenta de ce côté de garder Augsbourg. Il donna aussi à Eugène les ordres nécessaires pour défendre les frontières de l'Italie.

Aucune déclaration de guerre n'eut lieu, mais Metternich se retira après des explications inutiles et de pure forme avec Champagny.

XIV. — L'archiduc ouvrit la campagne le 9 avril. Le 10, les différents corps de son armée passèrent l'Inn sur plusieurs points, et occupèrent Passau. Son plan consistait à marcher avec cent cinquante mille hommes droit sur Ratisbonne, pendant que cinquante mille autres, sous Bellegarde, s'y porteraient

par la Bohême et Bamberg. Les Autrichiens se donnaient pour les libérateurs de l'Allemagne, et se flattaient de détacher de nous les contingents de la Confédération du Rhin. Mais contrairement à ces espérances, les Bavarois restèrent fidèles à l'alliance française. L'archiduc leur enleva Landshut le 16, passa l'Isar, et s'avança avec précaution à travers les bois qui couvrent le pays, cherchant l'ennemi sur les routes de Ratisbonne.

Les Français avaient déjà deux corps à peu près organisés, celui de Davout à Ratisbonne, et celui de Masséna à Ulm et à Augsbourg. Les Bavarois occupaient les points intermédiaires. Napoléon, averti de l'attaque par le télégraphe, partit de Paris le 12 au soir, arriva le 17 à Donauwerth, vit que ses deux corps étaient en danger d'être coupés, résolut aussitôt de les concentrer vers Abensberg, et donna à ses maréchaux les ordres nécessaires pour cette concentration, dangereuse à opérer en face de l'ennemi.

Davout entreprit, le 19, une marche habile et périlleuse sur la rive gauche du Danube. Deux de ses divisions, qui la protégeaient, eurent à combattre à Tengen une partie de l'armée autrichienne, et restèrent après une lutte acharnée maîtresses du terrain. Le 20, Napoléon ayant opéré une première jonction, et se voyant à la tête de forces suffisantes pour prendre l'offensive, lança Lannes en avant. Ce dernier se jeta sur l'ennemi, et remporta une victoire complète, qui mit la démoralisation dans ses rangs. Napoléon poursuivit sans délai la gauche des Autrichiens, commandée par l'archiduc Louis et le général Hiller, jusqu'à Landshut, où il avait ordonné à Masséna de se porter de son côté. Hiller défendit la ville plusieurs heures; mais l'intrépide général Mouton, s'étant élancé sur le pont, en força les portes, et les Autrichiens l'abandonnèrent aux forces de Napoléon et de Masséna réunis.

Davout, qui était resté à notre gauche à Leuchling, se battit encore toute la journée du 21 contre la droite de l'archiduc Charles, pour se maintenir dans ses positions. Ce même jour, le corps autrichien de Bellegarde, arrivant de Bohême, occupa Ratisbonne, où Napoléon n'avait pu laisser qu'un régiment. Bellegarde et l'archiduc Charles étaient sur le point de se donner la main. Napoléon, comprenant le danger, fit marcher immédiatement Vandamme et Lannes au secours de Davout, et les suivit lui-même avec Masséna. Le 22, les Autrichiens atta-

quèrent Davout à Eckmühl avec vigueur, mais assez tard dans la journée pour lui avoir donné le temps de recevoir les premiers renforts. La bataille se prolongea jusque dans la nuit, au clair de lune. La cavalerie y eut la part principale. A la fin, les cuirassiers français, protégés par leur double cuirasse, mirent les Autrichiens hors de combat.

En quatre jours, l'archiduc avait perdu, en tués, blessés ou prisonniers, plus de quarante mille hommes. Il n'avait pas tiré parti de la supériorité de ses forces, ni de l'avantage d'avoir été prêt le premier. Il voyait son armée démoralisée; il était coupé de sa base d'opération sur Landshut. Il ne pouvait plus compter sur les alliés secrets qui se seraient déclarés pour lui s'il eût eu les premiers succès. Il fut obligé de repasser l'Isar et l'Inn. Napoléon se porta aussitôt sur Ratisbonne, qu'il accabla de projectiles pour la forcer à se rendre. Il reçut un coup de feu au pied en s'exposant un peu trop près. Les grenadiers hésitaient à livrer un assaut des plus périlleux. Lannes, pour les entraîner, appliqua lui-même une échelle à la muraille, et y monta sous une grêle de balles.

Les Autrichiens eurent plus de succès là où ils ne rencontrèrent pas Napoléon en personne. Le Tyrol se souleva pour eux en haine des Bavarois. Un aubergiste patriote, André Hofer, organisa des guerrillas à l'exemple de l'Espagne, et le général autrichien Chasteler sut en tirer un habile parti.

L'archiduc Jean, disposant de quarante-huit mille hommes, sans compter ses réserves, entra en Italie, le 10 avril, par Udine et le Frioul, s'imaginant la soulever contre le joug des Français, et se flattant que Marmont, isolé avec dix mille hommes dans la Dalmatie, serait réduit à capituler. Eugène, surpris par cette brusque attaque, se replia et perdit trois mille hommes d'arrière-garde, que le général Sahuc se laissa enlever à Pordenone. Il s'arrêta à Sacile, et y livra bataille le 16. La crainte d'être enveloppé par un ennemi supérieur en forces l'obligea encore à abandonner le terrain en lui laissant de nombreux prisonniers. Il se retira successivement jusqu'à la Piave et l'Adige. Macdonald, que l'Empereur tira d'une espèce de disgrâce pour guider son inexpérience, prit ce dernier fleuve pour ligne de défense.

Enfin, l'archiduc Ferdinand envahit de son côté la Pologne avec trente-huit mille hommes. Il obligea Poniatowski, qui n'en avait pas la moitié, et dont les troupes étaient peu régu-

lières, à abandonner Varsovie, et à se retirer entre Modlin et Siérock, derrière la Narew.

Napoléon, étant entré à Ratisbonne le 23, prit dès le lendemain les dispositions nécessaires pour marcher droit sur Vienne, sans essayer de poursuivre l'archiduc Charles dans la Bohème. Il voulait frapper un grand coup, et le frapper vite, en profitant de ce que la route du Danube était ouverte. Il échelonna ses corps de manière qu'ils pussent se soutenir au besoin. Masséna devait être suivi par Davout, celui-ci par Bernadotte, qui venait d'arriver avec les auxiliaires saxons. Lannes, Bessières et les Bavarois devaient marcher à droite par une route plus rapprochée du Tyrol, à portée de recevoir l'archiduc Jean s'il se présentait. Lui-même devait occuper le centre pour mieux donner ses ordres. Il s'avança ainsi résolûment, malgré l'organisation incomplète de ses cadres, où il n'avait pas eu le temps de faire entrer tous ses conscrits. Ses bulletins étaient remplis d'insolences pour François II et les Autrichiens, dont il exagérait les pertes, de flatteries pour les Bavarois. Leur ancienne simplicité était remplacée par la jactance et l'étalage des succès. Ne ménageant plus rien, il supprima par un décret du 24 avril l'ordre Teutonique, dont le grand maître était un archiduc; les propriétés foncières de l'ordre furent attribuées aux princes sur le territoire desquels elles étaient situées, avec obligation de payer des pensions à ses membres.

En marchant droit sur Vienne, Napoléon obligeait l'archiduc à y marcher aussi, mais par la Bohême, c'est-à-dire par une route beaucoup plus longue. Celui-ci espéra un instant le devancer à Linz, appeler à lui son frère Jean, et l'y arrêter; mais il eût fallu pour cela que l'archiduc Louis et Hiller retinssent quelque temps les Français sur les affluents du Danube, et ils n'y parvinrent pas, malgré un avantage obtenu sur Bessières. Les Français marchèrent sans autre temps d'arrêt qu'un jour employé à rétablir les ponts de l'Inn. Masséna, étant entré à Passau sans coup férir, arriva le premier à Linz, le 3 mai au matin.

Trente-six mille Autrichiens, du corps de Louis, occupaient de l'autre côté de la Traun la position très-forte d'Ébersberg, qui domine l'un des ponts du Danube. Le général Cohorn y monta à la tête d'une division sous un feu meurtrier, qui décima ses troupes. D'autres divisions gravirent le coteau pour le soutenir, et éprouvèrent à leur tour d'affreuses pertes. Un

combat furieux s'engagea dans les rues, dans les maisons de la ville incendiée. On se battait, on se massacrait au milieu des flammes. Les Autrichiens, voyant se renouveler les corps des assaillants, se lassèrent les premiers et quittèrent la place. Napoléon se plaignit que par une impatience inutile on ne lui eût pas laissé le temps de tourner la position.

Il poursuivit rapidement sa marche sur Vienne pour empêcher Louis et Hiller de lui en barrer la route sur un autre point. En effet, ils ne se jugèrent pas assez forts pour tenter de défendre ni les positions de Saint-Polten, ni le pont de Krems, et ils passèrent sur la rive gauche du Danube. La route étant libre, l'avant-garde française arriva le 10 mai en vue de la capitale de l'Autriche.

Vienne n'avait pas été mise en état de défense. La nouvelle ville était à peu près ouverte; il fut facile d'en forcer l'entrée. La ville ancienne, qui avait un reste de fortifications, essaya seule de résister. Napoléon ne voulut pas lui en laisser le temps; c'eût été donner aux armées autrichiennes les moyens de se refaire. Il s'empara d'un bras du Danube et d'une position au Prater, d'où il lança sur elle dix-huit cents obus, et y alluma plusieurs incendies. L'archiduc Maximilien, craignant d'être investi, se retira avec la garnison par le pont du Thabor, qu'il détruisit.

La ville capitula le 12, et les Français y entrèrent le lendemain.

Napoléon prononça aussitôt la dissolution de la landwehr; il ordonna de brûler les maisons des officiers qui ne rentreraient pas chez eux, et de confisquer leurs biens, ordre comminatoire qui ne put heureusement être exécuté. Peu de jours auparavant il avait confisqué, au profit moitié de la Confédération du Rhin et moitié de la France, les biens des ci-devant princes de l'Empire et membres de l'ordre équestre qui avaient continué d'occuper des emplois civils ou militaires en Autriche.

Maître de Vienne, il s'occupa de s'y établir solidement, veilla à ce que tous les passages du Danube derrière lui fussent gardés par des corps en état de se soutenir, ceux de Davout, de Vandamme, de Bernadotte; ordonna de grands travaux de défense à Passau, à Linz, à l'abbaye de Molk, et fit éclairer par des détachements les routes d'Italie.

Ses succès arrêtèrent l'archiduc Jean, qui après s'être avancé vers l'Adige fut rappelé en Autriche, repassa les Alpes, les 11

et 12 mai, et revint par la route de Gratz. Eugène et Macdonald le poursuivirent. Marmont, jusque-là enfermé dans la Dalmatie, marcha en avant. Lefebvre pénétra dans le Tyrol, y battit Chasteler et Jellachich, et s'empara d'Inspruck. Poniatowski, reprenant l'offensive, souleva la Gallicie.

Napoléon, qui avait quatre-vingt-dix mille hommes sous la main, résolut d'attaquer les archiducs sans délai, pour terminer la guerre. Mais la difficulté consistait à franchir le Danube sans s'éloigner de Vienne, qu'il importait de conserver. Après une tentative malheureuse au-dessus de la ville, du côté de Nussdorf, point où le fleuve était le plus resserré, il crut trouver à une lieue au-dessous un passage plus favorable. La grande île de Lobau, d'une lieue de large sur une lieue et demie de long, lui parut offrir un excellent point d'appui. Seulement il fallait pour y arriver franchir deux bras de quatre cents mètres de large, et les Autrichiens avaient détruit leurs bateaux. Il fit saisir tous les bois, cordages et autres matériaux qu'on trouva, travailler sans relâche, et jeter dans le lit du fleuve, pour rompre son courant, les canons de l'arsenal de Vienne. Par ces moyens il réussit à avoir le 20 un pont improvisé, sur lequel il commença le jour même le défilé de ses troupes destiné à durer deux jours. Au delà de l'île de Lobau on ne rencontrait qu'un bras de soixante mètres de large, et sur la rive gauche du fleuve on n'apercevait que des tirailleurs isolés.

Le 21, au milieu de la journée, vingt-trois mille Français au moins[1] avaient passé le Danube et occupé les deux villages d'Aspern et d'Essling, quand l'armée de l'archiduc Charles, divisée en cinq corps et forte de quatre-vingt-dix mille hommes, se jeta sur ces villages. Une lutte furieuse s'engagea. Le général Molitor, du corps de Masséna, se défendit en désespéré à Aspern contre les corps d'Hiller et de Bellegarde, pendant que le maréchal Lannes opposait la même résistance aux deux corps de Rosenberg. Le corps de Hohenzollern s'avançant au centre avec les réserves et une artillerie supérieure, Lannes le fit charger par le maréchal Bessières et les cuirassiers qui éprouvèrent des pertes énormes. Après six heures d'une bataille acharnée, où les villages furent plusieurs fois pris et repris, la nuit et la fatigue amenèrent une suspension forcée. Tous les corps français étaient décimés. La division Molitor avait perdu la moitié de ses hommes, un quart des cuirassiers étaient cou-

[1] C'est le chiffre auquel Thiers s'arrête.

chés par terre. Mais Napoléon fit passer pendant la nuit de nouveaux régiments et des parcs d'artillerie.

La bataille recommença dès que le jour parut. Les malheureux villages d'Aspern et d'Essling furent de nouveau disputés de rue à rue, de maison à maison, sur des monceaux de morts. Napoléon, voyant le centre de l'ennemi moins garni demeurer en arrière, y porta la masse principale de ses forces. Lannes dirigea l'attaque et la poussa très-loin. L'archiduc Charles, dont les bataillons hésitaient, saisit de ses mains un drapeau et les ramena au feu.

Vers dix heures, Napoléon reçut l'avis que le Danube, grossi toute la nuit par la fonte des neiges, avait emporté le grand pont, et que les munitions allaient manquer. Il dut se replier. L'archiduc, apercevant le mouvement aussitôt, dirigea sur le corps de Lannes une canonnade terrible. Hohenzollern fondit avec ses réserves sur les lignes françaises. Napoléon n'eut plus d'autre pensée que de tenir jusqu'au soir, afin de couvrir sa retraite par la nuit. Mais il eut à repousser les assauts les plus rudes. Lannes tomba, mortellement frappé d'un boulet qui lui fracassa les jambes. Essling, plusieurs fois perdu, ne resta en notre pouvoir que par le dévouement des fusiliers et des cuirassiers de la garde, commandés par Mouton et Rapp. Mouton fut récompensé par le titre de comte de Lobau.

L'archiduc ne s'arrêta que le soir. Les deux armées étaient épuisées. Les Autrichiens accusèrent plus tard une perte de quatre mille tués et seize mille blessés. La nôtre n'était guère moindre, quoique nos soldats eussent combattu en partie à couvert dans les villages.

Les Français firent pendant la nuit une retraite lugubre, toutefois sans rien laisser aux mains de l'ennemi, trop abîmé lui-même pour les poursuivre. Ils emportèrent leurs blessés et leur artillerie dans l'île de Lobau, et s'y abritèrent. Masséna et Davout émirent l'avis de repasser tout à fait le Danube. Napoléon répondit que ce serait s'avouer vaincu, donner à la journée un caractère néfaste qu'elle n'avait pas, et engager à la défection des alliés trop peu sûrs. Sans se dissimuler ni l'imprudence avec laquelle il s'était aventuré, ni l'étendue du désastre, il jugea que la partie pouvait encore être gagnée, et il comprit que s'il ne la gagnait pas, tout l'échafaudage de ses plans allait être renversé. L'Europe était devenue pour lui un échiquier, où il jouait le tout pour le tout.

Il ordonna donc à Masséna de prendre le commandement et de couvrir la retraite, soin dont le duc de Rivoli, qui devint le prince d'Essling, s'acquitta avec un dévouement et une résolution admirables. Pour lui, il rentra à Vienne avec Davout et Berthier, pour presser les approvisionnements et les préparatifs nécessaires. Il rétablit ses communications, ramena la plus grande partie des troupes entassées dans l'île de Lobau, appela de nouvelles forces de ses dépôts d'Allemagne et de France. Il remonta sa cavalerie, augmenta son artillerie, qui avait été inférieure à celle de l'archiduc, et fit venir un grand nombre de bouches à feu. Il ne s'abusait pas sur l'effet moral de ces deux désastreuses journées, mais il comptait sur la lassitude des Autrichiens, et il se proposait de recommencer l'attaque dans un mois, avec des conditions de succès mieux assurées. Marmont dit que l'archiduc eût put nous écraser, si Napoléon n'avait exercé sur ses facultés morales une fascination inconcevable.

XV. — L'archiduc Jean se dirigeait vers la Hongrie et Presbourg, ayant donné à Chasteler et Jellachich l'ordre de l'y rejoindre. Le prince Eugène le poursuivit et battit à plusieurs reprises son arrière-garde, ainsi que le corps de Jellachich. L'archiduc atteignit pourtant la place de Raab. Eugène, abandonnant la poursuite, alla rejoindre par Bruck l'armée de Napoléon, auquel sa présence rendit la supériorité du nombre. Macdonald, qui marchait par une autre route, occupa de son côté Laybach, et arriva à Gratz le 31 mai.

Napoléon destina le corps d'Eugène à garder la ligne de la Raab et à empêcher l'archiduc Jean de se joindre à son frère. Il fit des proclamations aux Hongrois dans la vaine espérance de les soulever contre la maison d'Autriche, et recommanda de les ménager autant que la guerre le permettrait. Eugène, établi à Neustadt, puis à Œdenbourg, livra, le 14 juin, à l'archiduc Jean un combat victorieux. Bientôt les différents corps français restés en arrière, ceux de Macdonald, du général Broussier, de Marmont qui venait de la Dalmatie, arrivèrent, après avoir remporté des avantages marqués sur les troupes qui leur étaient opposées.

Napoléon refit ainsi ses forces et rétablit la fortune de ses armes; cependant les conséquences fâcheuses de la journée d'Essling étaient loin d'être toutes conjurées. Cette journée, où

les Autrichiens avaient obtenu un succès négatif, n'en était pas moins pour lui un échec réel. Ses ennemis avérés ou secrets l'avaient parfaitement compris. Les correspondances et les exagérations en partie calculées de l'archiduc Charles leur donnaient le branle partout. Hofer reprenait les armes et chassait les Bavarois du Tyrol. Plusieurs corps allemands se formaient à l'instigation de l'Autriche, l'un dans le Wurtemberg, un second dans la Saxe, dont le roi était obligé de quitter sa capitale ; un autre en Westphalie, où Jérôme tremblait pour sa couronne. En Prusse, un officier, le major Schill, bien que désavoué par Frédéric-Guillaume, entraîna quelques bataillons, et entreprit de soulever des garnisons. Ces tentatives partielles, facilement réprimées, n'en étaient pas moins de redoutables symptômes de l'esprit national de l'Allemagne, que Napoléon n'avait pu violenter impunément. L'exemple de l'insurrection espagnole et de son succès était partout mis en avant. Des fidélités jusque-là forcées couraient le risque de s'ébranler tout à coup. Napoléon ne l'ignorait pas, et s'il s'en inquiétait peu, c'est qu'il comptait sur une victoire prochaine et décisive. Quant à l'appui de la Russie, il savait à quoi s'en tenir. Alexandre gardait un silence politique, mais les généraux et les officiers de l'armée russe rassemblés aux frontières de la Gallicie ne cachaient pas leurs sympathies pour l'Autriche, et surtout se gardaient de prêter à Poniatowski l'appui que celui-ci leur demandait. Ils craignaient toujours comme un épouvantail la reconstitution de la Pologne.

Napoléon, décidé à reprendre l'offensive, et s'étant assuré cette fois toutes les chances de succès, donna à Davout l'ordre d'occuper Presbourg, à Eugène et Lauriston celui de s'emparer de Raab. Presbourg fut bombardé, mais inutilement. Raab, moins fortifié, capitula. Vienne était vigoureusement contenue. Napoléon rappela à lui ses corps éloignés, opéra sa concentration, et se mit en état d'agir.

Il avait jeté sur le Danube un pont sur pilotis de soixante piles, outre le pont de bateaux. Il avait transformé l'île de Lobau en un camp retranché, établi sur les points importants des redoutes et des têtes de pont, fait construire un magasin à poudre, des fours, des chantiers de toute sorte, accumulé des provisions tirées de la Hongrie.

L'ennemi ayant élevé des retranchements d'Essling jusqu'à Aspern, Napoléon avait résolu de déboucher en masse, non de

ce côté, mais dans une plaine unie, au-dessous d'Enzersdorf. Il avait établi dans les petites îles qui bordaient l'île de Lobau des batteries de grosses pièces prises dans l'arsenal de Vienne. Il avait aussi construit de grands bacs couverts pour passer les premières troupes, et un pont de bateaux d'une seule pièce. Ces travaux s'étaient exécutés dans les parties de l'île où l'on pouvait les masquer à l'ennemi.

Le 1er juillet, les préparatifs étaient achevés. Une armée de cent cinquante mille hommes, parfaitement organisée et équipée, avec cinq cent cinquante bouches à feu, campait dans l'île de Lobau.

L'archiduc disposait d'environ cent quarante mille hommes, mais il n'avait pas concentré toutes les forces qu'il eût pu, ni exécuté autant de travaux qu'il eût fallu, même pour une pure défensive. Ses hésitations contrastaient avec la décision et l'ardeur de Napoléon.

Le 4 juillet, à neuf heures du soir, Napoléon profita de la chute du jour pour opérer le passage de ses troupes sur la rive gauche ; ce passage, qui dura toute la nuit, se fit avec un ordre admirable et une célérité sans exemple. L'artillerie des redoutes tonna sur Enzersdorf et sur la plaine, sans qu'on rencontrât d'autre résistance que celle d'avant-gardes et d'éclaireurs isolés. On s'étonna que l'archiduc n'eût pas cherché à empêcher ce nouveau passage.

Le 5, au point du jour, Masséna enleva Enzersdorf, puis l'armée se déploya en éventail devant l'ennemi, qui attendit, campé à quelque distance sur une ligne de trois lieues, occupant les hauteurs de Neusiedel à Wagram, et les coteaux qui de Wagram vont rejoindre le Danube en vue de Vienne. On s'empara sans beaucoup de difficulté des positions intermédiaires. Celles d'Essling et d'Aspern furent tournées par Masséna et tombèrent. La facilité du succès et la bonne disposition des troupes décidèrent Napoléon à tenter le soir même une attaque sur Wagram, la clef de la position des Autrichiens. Mais les baraques du camp de l'archiduc formaient comme des redoutes naturelles. On y rencontra une résistance des plus vigoureuses, et l'attaque fut remise au lendemain.

Le 6, la bataille commença de grand matin sur toute la ligne. Trois cent mille hommes étaient en présence, dont les cinq sixièmes furent engagés, et ils avaient plus de mille bouches à feu, ce qu'on n'avait vu dans nulle bataille antérieure. Napo-

léon voulait faire tourner la position de Neusiedel par le corps de Davout, placé à sa droite, s'en emparer, attaquer alors Wagram de deux côtés, de face et de flanc, et, maître de ces hauteurs, détruire le reste de l'armée autrichienne. Le plan de l'archiduc était au contraire d'attendre les Français sur les hauteurs, de les y laisser engager, de lancer alors sa droite qui était très-forte, et que commandaient Bellegarde, Hiller et Klenau, sur notre gauche, pour la prendre à revers et nous couper du Danube. Mais le champ de bataille était si vaste qu'il était impossible d'y agir avec précision, et de transmettre les ordres avec une rapidité suffisante pour assurer l'harmonie des mouvements.

Pendant que Napoléon faisait avancer sa droite, Masséna, accablé à la gauche par des forces supérieures, reculait. Plus au centre, Bernadotte et le corps saxon qu'il commandait étaient ramenés en arrière. Napoléon courut au danger, y porta ses réserves avec la formidable artillerie de Drouot, et arrêta l'ennemi. Macdonald, survenant avec l'armée d'Italie, marcha avec une résolution magnifique, et fit reculer au centre nos agresseurs. Son mouvement fut un des plus beaux de notre histoire militaire, qui en était déjà si riche.

Cependant Napoléon pressait l'enlevement de la tour de Neusiedel par le corps de Davout, que secondait vers le centre l'ancien corps de Lannes, placé sous les ordres d'Oudinot. Apres un combat acharné au milieu des baraques de campement des Autrichiens, et apres que les villages de Neusiedel, de Baumersdorf et de Wagram eurent été plusieurs fois pris et repris, l'occupation définitive du plateau de Wagram par Oudinot décida le sort de la journée. Les Autrichiens ébranlés commencerent à flotter sur toute la ligne ; Masséna et les corps de gauche gagnerent du terrain. A trois heures l'archiduc jugea la bataille perdue et fit sonner la retraite.

En ce moment l'archiduc Jean parut sur notre droite, et l'on crut avoir une seconde bataille à livrer. Mais il s'éloigna aussitôt. D'ailleurs Napoléon avait encore Marmont et des réserves à lui opposer.

Le carnage de Wagram fut encore plus grand que ceux d'Eylau et d'Essling. Le champ de bataille, d'une étendue démesurée, offrait un aspect épouvantable. Vienne entière fut transformée en hôpital. Les calculs les plus autorisés portent la perte totale des deux armées à quarante mille hommes,

dont vingt-quatre mille Autrichiens et seize mille Français. Les premiers perdirent encore huit mille prisonniers.

L'armée française n'était guère moins épuisée malgré sa victoire que celle de l'ennemi. Wagram, dit Marmont, était une bataille gagnée, mais qui en promettait plusieurs autres à livrer, une victoire sans résultat. Napoléon, rendu prudent depuis Essling, prit la résolution de traiter en vainqueur, sans s'arrêter à l'idée qu'il avait eue un instant de détrôner la maison d'Autriche.

Il mit Vienne en état de défense, frappa sur les provinces qu'il occupait une contribution de deux cents millions pour entretenir et récompenser son armée, puis se hâta de lancer Marmont et les divisions qui avaient pris la moindre part au combat, à la poursuite de l'ennemi qui se retirait du côté du nord sans ordre ni plan arrêté. Le 11, Marmont et Masséna surprirent et battirent un corps autrichien à Znaym sur la route de Bohème. Au moment où Napoléon arrivait au quartier général, le prince de Lichtenstein se présenta pour demander un armistice. L'archiduc, hors d'état de concentrer les restes épars de ses forces, pouvait difficilement continuer la guerre. L'empereur François se résigna à de nouveaux sacrifices pour obtenir la paix.

Napoléon signa un armistice d'un mois, en stipulant qu'il garderait ses positions et qu'on lui livrerait la forteresse de Brünn, pour compléter l'occupation du centre de la monarchie. Bien qu'assuré de dicter la paix, il fit venir encore au cœur de l'Autriche, afin de donner plus de poids à ses exigences, trente mille hommes avant la fin de juillet et cinquante mille au mois d'août. Il nomma Oudinot, Marmont et Macdonald maréchaux. Oudinot fut créé duc de Reggio et Macdonald duc de Tarente. En même temps, pour récompenser d'autres services, il donna six titres de ducs à Régnier (Massa), à Gaudin (Gaëte), à Champagny (Cadore), à Clarke (Feltre), à Fouché (Otrante) et à Maret (Bassano).

XVI. — En quittant l'Espagne, Napoléon avait décidé que Soult marcherait de la Corogne sur Lisbonne par Tuy, Braga et Oporto, avec trente-six mille hommes (il n'en avait en réalité que vingt-quatre) ; que Ney occuperait la Galice avec seize mille ; que Victor se porterait sur Talavera et Mérida avec

trente mille et de là sur Séville, lorsque Soult aurait atteint Lisbonne ; qu'on achèverait ainsi la conquête de la Péninsule ; que pendant ce temps Joseph, assisté du maréchal Jourdan devenu son chef d'état-major, demeurerait à Madrid avec une force de trente-six mille hommes destinée à pourvoir aux cas imprévus ; que Junot avec seize mille et Mortier avec dix-huit occuperaient l'Aragon ; que Saint-Cyr avec quarante achèverait la conquête de la Catalogne ; que les généraux Kellermann et Bonnet auraient chacun un corps dans la Castille et la Biscaye. Toutes ces troupes étaient excellentes ; elles formaient un effectif de trois cent mille hommes sur le papier, en réalité de deux cent mille au moins. Napoléon ne doutait pas que, malgré son absence, elles n'achevassent en peu de mois d'occuper l'Espagne entière. Il comptait peu sur Joseph à cause de sa circonspection, médiocrement sur Jourdan qu'il n'aimait pas malgré sa prudence et sa modestie, mais beaucoup sur ses maréchaux, qu'il se réservait de diriger de loin. Pour suffire aux dépenses de la guerre, il avait ordonné que ses armées vécussent aux dépens du pays.

Le plan était pourtant des plus défectueux. Les maréchaux étaient soumis à trois directions, celle de Joseph, celle du ministre de la guerre à Paris, Clarke, enfin celle de Napoléon lui-même, trop éloigné pour donner des ordres à temps et en pleine connaissance de cause. Maintenir l'ordre entre tous les chefs et conduire les opérations avec l'ensemble nécessaire était un difficile problème. Vivre aux dépens de l'Espagne était se résigner à vivre mal et entretenir l'irritation du pays. Joseph se trouvait d'ailleurs dans une détresse extrême, en dépit des confiscations opérées qu'il n'approuvait pas et dont il voulait se réserver l'emploi. Quoi qu'on fît, la guerre ne pouvait nourrir entièrement la guerre. Les frais de transport des troupes, l'entretien et le renouvellement du matériel restaient toujours à la charge de la France.

Enfin, la nouvelle du départ de l'Empereur réveilla toutes les espérances des Espagnols. La junte venait de refaire deux armées dans la Manche et l'Estremadure, outre celle de La Romana qui se maintenait à Orense entre le Portugal et la Galice. L'Angleterre envoya des armes, des munitions, promit des subsides. Wellesley reçut l'ordre de conserver le Portugal à tout prix ; il joignit à son armée de trente mille soldats anglais établis à Leiria des contingents portugais, non-seulement pleins

d'ardeur pour la cause nationale, mais bien organisés et disciplinés.

Soult, qui n'avait pas plus de vingt-quatre mille hommes effectifs, ne put se mettre en marche que le 15 février. Entrant en Portugal par une route difficile et semée d'obstacles, il eut des peines infinies à remonter le Minho jusqu'à Orense, puis à enlever Chaves et Braga, et il n'atteignit Oporto que le 27 mars. Il rencontra partout une population exaspérée, et ne put avancer qu'en détruisant et brûlant les villages. Oporto ayant voulu résister, il y pénétra de vive force, et noya la ville dans le sang de ses défenseurs. Il dut alors s'arrêter, moins pour refaire ses troupes qui avaient beaucoup souffert, que parce qu'il se sentit hors d'état de poursuivre, avec des moyens aussi insuffisants, la conquête d'un royaume. Il laissait derrière lui un pays insurgé qui massacrait ses garnisons. La Romana interceptait ses communications avec Ney et Joseph. Ney eut bien dans la Galice quelques succès, mais qui ne menèrent à rien.

Victor fut plus heureux dans le centre. Il passa le Tage, quoique l'ennemi en eût détruit les ponts, marcha contre la Cuesta qui avait réuni trente-six mille hommes dans l'Estremadure, le poussa vers Mérida, lui livra, le 28 mars, à Medellin, au delà de la Guadiana, une bataille rangée et lui infligea une défaite sanglante. La Cuesta avait une artillerie instruite, mais des troupes médiocres, commandées par de mauvais officiers. Son infanterie était composée de paysans plutôt que de soldats; la plupart ne portaient même pas de costumes militaires, ne tenaient pas en ligne, et ne savaient que se débander pour se reformer plus loin. On leur fit un grand nombre de prisonniers.

En même temps, Sébastiani, opérant dans la Manche, culbutait à Ciudad-Real la seconde armée espagnole. Le mal était que ces victoires avaient peu d'effet. Ni la junte ni le pays ne furent domptés. Joseph, inquiet de Soult dont il ne recevait pas de nouvelles, arrêta la marche de Victor vers le midi.

Kellermann, envoyé de la Castille dans la Galice, rétablit les communications interrompues, rejoignit Ney à Lugo, et combina son action avec la sienne pour rejeter La Romana dans les montagnes des Asturies. Mais pendant ce temps Soult demeurait isolé et aventuré à Oporto. Les Portugais reprirent Chaves, Vigo, et y enlevèrent ses dépôts. Soult, ne pouvant pas

avancer et ne voulant pourtant pas reculer, troublé par l'indiscipline et le mécontentement qui commençaient à gagner ses troupes, cherchant de plus un point d'appui dans le pays même où la bourgeoisie était effrayée des désordres et des barbaries que commettait un peuple déchaîné, conçut ou se laissa inspirer l'idée de former de la Lusitanie septentrionale un État, celui qui avait été naguère destiné à la reine d'Étrurie, et de s'en faire nommer roi. Nos armées de la Péninsule n'avaient plus foi dans le succès de la politique impériale. Napoléon, en s'éloignant d'elles, leur avait appris à en douter. L'idée d'une royauté pour le maréchal Soult ne faisait que substituer une aventure à une autre; néanmoins celle-là parut à beaucoup d'officiers plus étrange et plus folle encore que les précédentes. L'armée discuta et se divisa d'opinion. La discipline s'ébranla. L'état-major se laissa aller à une liberté de paroles de mauvais augure.

Pendant ce temps les Anglais marchaient sur Oporto; Soult jugea trop périlleux de les attendre; il donna les ordres nécessaires pour la retraite et la fixa au 12 mai. C'était trop tard. Wellesley, très-bien instruit du mauvais état et des divisions de notre armée, parut le 10 devant nos avant-gardes, qui se laissèrent surprendre en plein jour, passa hardiment le Douro et occupa des positions dont il était malaisé de le déloger. Soult, après un combat malheureux, évacua la ville. Comme il ne pouvait se retirer par les grandes routes d'où ses postes avaient été chassés, il dut s'aventurer dans les montagnes de Santa-Catalina. Il détruisit son artillerie qui l'embarrassait, et atteignit Orense le 19, après les marches les plus pénibles dans un pays affreux.

Il rejoignit, à Lugo, Ney, qui venait de balayer les Asturies et de piller Oviedo et Gijon. Les deux maréchaux combinèrent un plan pour repousser La Romana d'Orense, où les Anglais venaient de le transporter. Mais ils ne s'entendirent pas longtemps. Aigris par les revers, sentant l'inutilité des succès, arrêtés dans leurs opérations par l'indiscipline des officiers, ils s'accablèrent mutuellement d'accusations et de reproches. Soult ayant dévié de la route convenue pour se rapprocher de Zamora, Ney déclara qu'il était en danger à Vigo, évacua la Galice et rétrograda jusqu'à Astorga dans les premiers jours de juillet.

Lorsque Joseph apprit ces déplorables nouvelles, il recevait

précisément de Napoléon, fort mécontent de son côté, mais ignorant encore les derniers événements, l'ordre de réunir les trois corps de Soult, de Ney et de Mortier, pour en former une seule armée que Soult commanderait comme le plus ancien et qui devrait frapper un grand coup. Pendant que l'état-major de Madrid exécutait cet ordre, concentrait les différents corps et ramenait même celui de Victor sur le Tage, Wellesley, maître d'Oporto, sortit du Portugal et se dirigea sur Alcantara, pour y joindre les armées de la Cuesta et de Venegas qui venaient de se refaire. Il arriva le 22 juillet à Talavera, et y forma une masse de soixante-cinq mille hommes dont vingt mille vétérans anglais.

Joseph lui opposa les corps de Victor et de Sébastiani, qui comptaient réunis quarante-cinq mille hommes, et il ordonna à ceux de Soult et de Mortier de marcher par Plasencia pour le prendre en flanc. Victor, arrivé en sa présence le 27, le trouva établi sur de fortes positions, essaya de l'en déloger brusquement, et fut repoussé. Le lendemain il insista auprès de Joseph, qui était au quartier général, pour qu'on recommençât l'attaque, contrairement à l'opinion de Jourdan. Une lutte acharnée de plusieurs heures fut meurtrière pour les deux armées, sur tout pour la nôtre. Le roi, désespérant de gagner du terrain, fit cesser le combat. Jourdan et Victor s'accusèrent réciproquement de leur insuccès. Cependant un résultat sérieux fut obtenu. Wellesley, mal soutenu par les Espagnols et hors d'état de se procurer les vivres qu'ils lui refusaient, se retira sans même chercher à tenir tête à Soult et à Mortier. Il laissa ce dernier remporter un avantage sur son arrière-garde au pont de l'Arzobispo, et il rentra dans les limites du Portugal, résolu de le défendre à outrance.

Quelques jours après, le 11 août, Sébastiani battait encore et dispersait, à Almonacid, l'armée de Venegas.

Ainsi la lutte se poursuivait sanglante et sans résultats. Joseph voyait reculer devant lui l'époque de la conquête de la Péninsule. Les batailles indécises comme Talavera étaient pour lui de véritables échecs dont le contre-coup retentissait sur les provinces dont il était maître. Il sentait l'armée s'user et se diviser. Il gémissait de n'être pas obéi et de n'avoir aucune action sur des troupes qu'il ne pouvait même pas récompenser. Il demanda à Napoléon le rappel de Ney et de Victor, sans

quoi il était décidé à quitter le trône d'Espagne [1]. Napoléon le blâmait dans ses lettres, comme Jourdan, comme tout le monde, n'osait pas lui subordonner ses maréchaux, et répétait partout qu'il n'entendait rien aux affaires militaires. Son thème continuel était qu'il fallait donner une leçon aux Anglais et finir la guerre.

Les Anglais se faisaient fort de garder le Portugal. Quant aux Espagnols, loin de se lasser, leur confiance croissait tous les jours, car leurs défaites n'avaient pas de lendemain.

XVII. — Les Anglais nous harcelaient sur nos côtes pour détruire nos forces maritimes et opérer une diversion favorable à l'Autriche. Ils essayaient de mettre à profit leur supériorité navale et l'absence de nos armées, les côtes et l'intérieur de la France étant dégarnis de soldats.

Ils entreprirent d'abord de brûler notre flotte mouillée dans les passes de Rochefort. Ils préparèrent trente énormes brûlots qu'ils lancèrent dans la nuit du 11 au 12 avril, et qui détruisirent les estacades élevées par l'amiral Allemand. Nous perdîmes quatre vaisseaux et une frégate. Trois de ces vaisseaux s'étaient échoués pour éviter l'incendie; le quatrième se fit sauter pour ne pas être pris.

Mais leur effort principal se porta sur l'Escaut. Ils préparèrent pendant trois mois une expédition colossale dans le but de s'emparer de Flessingue, de détruire les chantiers d'Anvers, et d'obstruer les passes du fleuve, c'est-à-dire d'anéantir une des grandes créations de Napoléon. Ils réunirent dans ce but quarante-cinq mille hommes et douze ou quinze cents bâtiments de toute grandeur. C'était la contre-partie de la flottille de Boulogne.

Le 29 juillet, ils entrèrent dans le bras de l'Escaut défendu par les feux croisés de Flessingue et de Breskens. Ils débarquèrent sans peine dans l'île de Walcheren, faiblement gardée par des détachements hollandais, et assiégèrent Flessingue où commandait le général Monnet. Leurs bâtiments pénétrèrent alors dans les différents bras du fleuve, espérant enfermer notre flotte dans l'Escaut occidental; mais l'amiral Missiessy en sortit à temps, remonta vers Anvers et arma les forts des deux rives. Les Anglais s'avancèrent jusqu'aux forts

[1] Lettre du 27 août 1809.

de Batz et de Sandvliet, où ils se proposaient de débarquer. Ils enlevèrent celui de Batz.

Quoiqu'ils n'eussent pu garder un secret absolu sur la destination de leurs armements, aucune mesure suffisante de défense n'avait été prise. Plusieurs corps de vétérans, des dépôts de conscrits, des gendarmes furent acheminés en hâte sur Anvers. Il y eut une panique à Paris. Le ministre de la marine Decrès proposa d'armer les gardes nationales et d'en donner le commandement au prince de Ponte-Corvo. Fouché appuya ces propositions, malgré l'embarras de Cambacérès et la résistance de Clarke, qui, craignant de déplaire à Napoléon, aimait mieux porter à Anvers tous les soldats disponibles et y appeler le roi de Hollande. Anvers était dans une confusion inexprimable. Les Hollandais et les Belges, souffrant beaucoup du blocus continental, étaient peu disposés à se battre pour la France, et faisaient ouvertement des vœux pour le triomphe des Anglais.

Napoléon approuva de Schœnbrunn l'appel des gardes nationales, parce qu'il lui plaisait que la nation se levât pour s'associer à sa politique, et qu'il y voyait le moyen de se créer une nouvelle force de soixante mille hommes qu'il maintiendrait ensuite sous les drapeaux. Il approuva également le choix de Bernadotte; quoiqu'il ne l'aimât pas, il le jugea l'homme nécessaire, tandis que son frère Louis, dépourvu de talents militaires, était trop porté, il lui en faisait constamment le reproche, à épouser les passions des Hollandais. Il recommanda de temporiser, d'éviter une action avec les Anglais qui avaient de vieux soldats, et de les retenir le plus longtemps possible exposés aux fièvres épidémiques de la Zélande. Il se proposait de revenir assez à temps pour se mettre à la tête des forces qu'on aurait réunies, et il se réservait d'infliger alors, par quelque combinaison audacieuse, un grand désastre à des ennemis qui le bravaient sur son territoire. Conformément à ses ordres, les préfets organisèrent dans les départements du nord des enrôlements soi-disant volontaires. On habilla et l'on équipa des gardes nationales, qui montrèrent d'ailleurs un très-mauvais esprit. Bernadotte alla prendre à Anvers le commandement, qui lui fut remis par le roi Louis.

Flessingue, bombardée par terre et par mer, se rendit aux Anglais le 16 août. Ceux-ci marchèrent vers Sandvliet; mais la nécessité d'y conduire par eau un énorme matériel et la diffi-

culté de la navigation dans les bras de l'Escaut retardèrent leur arrivée jusqu'au 25. Les fièvres de la Zélande les décimaient. Un conseil de guerre assemblé à Batz le 1er septembre jugea que l'attaque d'Anvers serait téméraire et décida qu'il fallait s'arrêter. La prise de Flessingue fut pour eux le seul résultat de l'expédition ; encore l'évacuèrent-ils trois mois après.

Napoléon s'en réjouit, un peu légèrement, car ce n'était pas pour lui une victoire. Il fit étendre par Fouché la levée des gardes nationales à tout l'Empire, comptant y faire un choix pour former une armée du Nord, et il se hâta d'enlever à Bernadotte son commandement pour le donner à Bessières, alors remis d'une blessure reçue à Wagram.

XVIII. — Napoléon n'avait signé l'armistice de Znaym que bien résolu à traiter avec l'Autriche. Il avait eu d'abord la pensée de la démembrer pour en faire trois États (Autriche, Bohême, Hongrie), puis celle de détrôner François II pour donner la couronne soit à un prince d'une autre maison moins ancienne, soit à l'archiduc Ferdinand, son propre allié. Enfin il s'était rabattu sur l'idée d'affaiblir la monarchie par de nouveaux démembrements et de lui infliger des contributions de guerre. Pour soutenir ses exigences qui étaient excessives, il ne cessa pendant l'armistice d'améliorer l'état de ses troupes, tant en Autriche qu'en Allemagne, de les augmenter, et de fortifier les positions qu'il occupait dans la Souabe et le Tyrol.

Les négociations eurent lieu à Altenbourg près de Raab; elles commencèrent à la fin d'août entre Champagny et Metternich, et marchèrent avec lenteur, ce dernier se refusant à des sacrifices trop douloureux. Bubna et le prince de Lichtenstein, militaires tous les deux, furent envoyés à Schœnbrunn pour entrer en pourparlers directs avec Napoléon. Napoléon persista dans ses exigences, et donna l'ordre de lever trente-six mille hommes des dernières conscriptions. L'Autriche céda.

Elle abandonna quatre cent mille âmes sur la frontière de Bavière, qui fut déterminée par une ligne entre Linz et Passau, couvrant cette dernière ville; plus d'un million sur la frontière d'Italie, Villach en Carinthie, Laybach et la rive droite de la Save, enfin dix-sept cent mille en Gallicie. Les territoires détachés de la haute Autriche furent donnés à la Bavière; les autres cédés à la France sous le nom de provinces Illyriennes.

Les territoires galliciens furent donnés à la Pologne, sauf les deux cercles de Solkiew et de Zloczow, livrés à la Russie pour calmer les appréhensions que lui causait l'agrandissement du duché de Varsovie. Par ces démembrements Napoléon affaiblissait l'Autriche du côté de la Bavière et de la Russie, et lui fermait l'Adriatique, c'est-à-dire le moyen de communiquer avec les Anglais. Il fortifiait son système de blocus continental, mais sans rien constituer de plus durable que par les traités précédents. Il laissait l'Autriche mutilée et frappée dans les intérêts de son commerce et de sa navigation, la Pologne à demi reconstituée, les provinces Illyriennes dans l'état le plus précaire. Le seul résultat était d'avoir démantelé la monarchie autrichienne en lui ôtant ses défenses de l'Inn, des Alpes Carniques, et en ouvrant ses provinces polonaises. C'était un traité fait moins en prévision de la paix que d'une guerre future.

Napoléon lui imposa encore quatre-vingt-cinq millions de contributions, et l'obligation de ne pas entretenir plus de cent cinquante mille soldats, du moins tant que la guerre maritime durerait. Le traité fut signé le 14 octobre. L'avant-veille, un jeune Allemand fanatique du nom de Stabs avait été arrêté armé d'un poignard au moment où il allait frapper l'Empereur. Les Français, pour adieux à la ville de Vienne, firent sauter les remparts.

L'insurrection du Tyrol, quoique refoulée, continuait encore. Elle ne finit qu'à la fonte des neiges, qui força les insurgés à rentrer dans leurs villages. André Hofer fut pris et fusillé.

XIX. — Pendant son séjour à Schœnbrunn, le 17 mai, Napoléon avait décrété la déchéance de la puissance temporelle du Pape et la réunion des États pontificaux à l'Empire. Successeur de Charlemagne, il déclarait reprendre au Saint-Siége la donation de son *ancêtre*.

C'était consacrer un fait accompli déjà, car Pie VII ne régnait plus en réalité. Napoléon imposait au gouvernement romain toutes ses volontés, et quand il trouvait une résistance chez le pontife, soumis et résigné dans la plupart des cas, mais inflexible dans ceux où il croyait son action spirituelle engagée, il le violentait odieusement. Il arrêtait ses courriers, faisait forcer son palais, désarmer sa garde noble, enlever ses conseillers et ses ministres. Ainsi fut enlevé le cardinal Ga-

brielli, secrétaire d'État pour les affaires étrangères. Le cardinal Pacca, son successeur, l'eût été également, si le Pape ne l'eût enfermé dans son propre appartement et n'eût déclaré qu'il faudrait lui faire violence à lui-même pour le lui arracher.

Napoléon oubliait alors sa politique antérieure au couronnement, celle qui avait dicté le Concordat. Il oubliait qu'il avait soutenu la nécessité d'une Papauté indépendante de tous les souverains, ou plutôt il s'embarrassait peu de se contredire. Sa thèse était qu'il violentait non le souverain spirituel, mais le souverain temporel, qui était un ennemi, et ne voulait ni ne pouvait être autre chose. Il ne comprenait pas que le trône de Rome fût plus sacré que ceux qu'il avait déjà renversés. Il disait avoir besoin des États romains pour sa politique et pour arriver à la paix générale. Une autre raison qu'alors il avouait moins, mais qu'il a longuement exposée plus tard, était sa volonté d'avoir le gouvernement spirituel sous sa main et dans sa dépendance [1].

Il nomma pour administrer les États pontificaux une *consulte* de princes et de bourgeois. Il y abolit les substitutions, l'inquisition, les couvents, les juridictions ecclésiastiques. Il laissait à Pie VII ses palais et une liste civile de deux millions.

Le Pape répondit au décret de Schœnbrunn par une bulle d'excommunication, qu'il tenait prête. Napoléon redoutait l'effet de cette bulle. Il prit toutes les mesures qu'il put pour empêcher qu'elle fût publiée et répandue, et afin d'en être mieux assuré, il s'empara de la personne du Saint-Père. Le 6 juillet, le colonel de gendarmerie Radet cerna le Quirinal de grand matin, et lui intima l'ordre de le suivre avec le cardinal Pacca. Pie VII fut conduit à la Chartreuse de Florence, et de là à Grenoble. Il fut ensuite transféré à Savone, où on lui offrit de le traiter princièrement. Il refusa d'être servi par les officiers de la maison de l'Empereur et s'enferma dans un simple oratoire. Napoléon lui reprocha d'avoir en l'excommuniant oublié la justice et la charité, et sacrifié la religion.

En même temps il fit publier que Rome était ingouvernable tant que le Pape y résidait; que Pie VII, étant favorable à nos ennemis, avait subi la loi de la guerre; que la violence dont on avait usé était fâcheuse, mais inévitable; que la captivité du Pontife avait été si peu prévue et calculée qu'aucune disposi-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène.*

tion n'avait été prise; que la grande-duchesse de Toscane avait été effrayée d'avoir à garder un tel prisonnier. Il essaya aussi de rejeter sur Murat la responsabilité de l'ordre d'arrestation, comme il avait rejeté sur lui l'année précédente celle d'une partie des événements d'Espagne. Apologies puériles et mensonge flagrant; il avait donné lui-même des ordres formels, bien que de manière à compromettre ceux qui devaient les exécuter[1]. En s'infligeant à lui-même un aussi solennel désaveu, Napoléon reculait devant l'inimitié publique. La popularité de Pie VII, cette popularité qui s'attachait au faible, au persécuté, au représentant de la religion et du droit, était trop éclatante pour ne pas l'inquiéter. Aussi, après avoir si bien empêché la publication de la bulle que des doutes se répandirent sur le fait même de son existence, ordonna-t-il sur les affaires de Rome, sur le séjour et les actes du Pape, un silence absolu

Au fort d'une lutte gigantesque soutenue contre l'Angleterre l'Autriche et l'Espagne, la chute d'un trône de plus ajoutait si peu à l'ébranlement général qu'elle devait avoir peu de retentissement. Napoléon se disait que sa fortune couvrirait tout.

Les politiques se turent ou se plaignirent en silence. Les catholiques firent de même. Il n'y eut que les évêques de la Dalmatie qui adressèrent une réponse assez nette à une circulaire impériale[2]. Nulle puissance étrangère ne présenta d'observation officielle. Même quelques-uns des adversaires les plus convaincus de Napoléon estimèrent Pie VII justement frappé pour l'avoir déclaré le souverain légitime de la France et l'élu de Dieu.

Mais tous ceux qui se turent ne s'aveuglèrent pas. Les hommes sensés s'inquiétaient déjà de cette ardeur qui ne reculait devant rien, de ces combinaisons aventurées encore plus que hardies, de cette diplomatie belliqueuse, de ces guerres qui épuisaient la France, irritaient l'Europe et devaient un jour lasser la fortune. A ce jeu forcené et terrible il n'était pas possible de voir un terme, comme à cette politique effrénée qui poursuivait une paix chimérique et la reculait toujours, il n'était pas possible de voir un objet réel. Napoléon, qui prétendait fonder en Europe un ordre nouveau, n'était jusque-là que le génie de la destruction.

[1] Voir la lettre à Murat, du 18 juin 1809.

[2] Réponse du 10 août 1809.

On s'inquiéta bien davantage quand on le vit renverser toutes les conditions dans lesquelles le catholicisme avait vécu. La question romaine n'était pas de celles qui se tranchent d'un coup d'épée. Napoléon ne le vit pas, parce qu'une idée fixe le dominait, celle de faire la loi à l'Europe pour lui imposer sa dynastie, et qu'il ne croyait y parvenir, il le dit en propres termes, qu'en étonnant le monde et en reculant pour les Français les limites de la gloire. L'esprit constamment tendu vers ce but, il ne trouvait plus même une heure pour réfléchir à d'autres objets, et pour regarder, comme dit M. d'Haussonville, au détail et à la complexité des choses humaines. Grand exemple qui prouve comment les esprits les plus forts sont victimes de leur propre contention, et comment le génie même a sa folie.

XX. — Napoléon revint d'Autriche à Fontainebleau le 26 octobre, et y reçut en maître ses parents, qu'il avait faits princes et rois. Il s'y entoura de la cour la plus brillante, ordonna de grandes fêtes, et multiplia ces fêtes après l'arrivée des souverains allemands ses alliés, les rois de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, qu'il alla recevoir le 14 novembre à Paris.

Tous ces princes avaient été dotés d'agrandissements de territoire. Napoléon leur imposa en retour de nombreuses charges militaires. Pendant ce temps il faisait rentrer ses troupes d'Allemagne en bon ordre, et envoyait successivement en Espagne des renforts qu'il comptait porter à cent mille hommes.

Avant d'appeler le Pape à Paris, ce qui était son idée arrêtée, il ordonna d'y transférer les cardinaux et les généraux d'ordre, avec les archives de la cour romaine. Il prétendait remplacer Saint-Pierre de Rome par l'église de Saint-Denis. Obligé d'étendre sa police sur la prédication catholique, il interdit celle des prêtres en mission et celle de Frayssinous à Saint-Sulpice.

A peine de retour, il avait annoncé à Cambacérès qu'après avoir longtemps songé au divorce, il s'y était résolu, parce qu'il sentait l'Empire s'ébranler, qu'aucun de ses frères n'était capable de lui succéder, et qu'il ne pouvait laisser le trône qu'à un héritier direct. Cette pensée, mûrie longuement, n'était plus un secret pour personne : Fouché l'avait devinée depuis deux ans. Il savait que Napoléon attendait son heure ; il avait même pris vis-à-vis de Joséphine une initiative officieuse qu'on ne lui demandait pas. Le sage et prudent Cambacérès ne cacha

pas la défiance que lui causait une aventure nouvelle, la sympathie du public pour Joséphine qui était populaire malgré la légèreté de son esprit, le danger de trop revenir au passé en s'alliant à une ancienne dynastie. Ces représentations furent inutiles. Napoléon était décidé. Après avoir appelé Eugène de Milan pour préparer Joséphine à une confidence suprême, il se laissa aller à un brusque aveu, et eut peine à tempérer par des ménagements et des égards ce que sa résolution avait d'inflexible.

Le 15 décembre il fit lire devant les membres de sa famille l'acte de séparation; Joséphine et ses enfants y acquiescèrent. Un sénatus-consulte prononça la rupture du lien civil. Le lien spirituel était plus difficile à dénouer; d'ailleurs les causes matrimoniales des souverains avaient toujours appartenu aux Papes. Napoléon voulut que l'affaire fût jugée par l'officialité de Paris, comme s'il se fût agi d'un simple particulier. Celle-ci douta de sa compétence. Sept évêques réunis en commission autorisèrent la rupture. On trouva des vices de forme. Napoléon allégua lui-même comme motif de nullité le défaut de son propre consentement. Le public ne vit là que des formalités; on savait que l'Empereur était au-dessus des scrupules, et l'on était habitué à ce que sa volonté fît loi.

Il songeait depuis longtemps, au moins depuis Erfurt, à l'alliance d'une princesse russe. Il avait fait pressentir Alexandre sur ce sujet. Mais Alexandre, craignant le rétablissement de la Pologne depuis l'agrandissement du grand-duché, obligea Caulaincourt à signer le 5 janvier une convention portant que ce rétablissement n'aurait jamais lieu, et voulut d'abord obtenir que Napoléon la ratifiât. Cette exigence refroidit la négociation.

Napoléon assembla, le 21 janvier 1810, le conseil des grands dignitaires de l'Empire, et leur proposa le choix entre une sœur d'Alexandre, une fille de l'empereur d'Autriche et la fille du roi de Saxe; il savait alors que la Russie répondait à sa demande par un refus déguisé; que l'Autriche au contraire acceptait son alliance, et que la Saxe la désirait. Cambacérès estima qu'une alliance avec la Russie était la seule utile et la seule durable. Champagny et Talleyrand se prononcèrent formellement pour l'alliance autrichienne, qui devait égaler les Napoléon aux Bourbons, et consacrer la quatrième dynastie. Napoléon adopta cet avis, et fit aussitôt demander à Vienne la main de l'archiduchesse Marie-Louise. En réalité son choix

était arrêté d'avance; il ne pouvait en faire un autre, mais il voulait lui donner aux yeux de la France et de l'Europe le caractère le plus solennel. Le contrat fut rédigé le 8 février sur le modèle de celui de Marie-Antoinette. La princesse fut amenée en France, où le mariage civil fut célébré pompeusement le 1er avril à Saint-Cloud, et le mariage religieux le 2, à Paris. Paris revit toutes les fêtes et réjouissances usitées en pareil cas sous l'ancienne monarchie, et les réceptions officielles dépassèrent en solennité ce qui s'était jamais fait.

Ce mariage étourdissant parut élever Napoléon au faîte de la grandeur et de la gloire. Quelques personnages d'anciennes familles sortirent de leur retraite pour grossir sa cour et se rallier à son gouvernement, se demandant si la nouvelle dynastie ne ferait pas oublier l'ancienne. Avant dix ans, disait Napoléon, elle sera la plus vieille de l'Europe. La révolution aboutissait à la reconstitution d'une monarchie absolue. Un soldat couronné entrait avec armes et bagages dans la famille des rois. Il est vrai qu'il demeurait soldat. Son mariage était encore une conquête. C'était à la pointe de l'épée qu'il avait obtenu une fille des Césars, et plus que jamais il mettait son appui dans la force de ses armes.

L'effet produit fut assez réel pour que le cinq pour cent atteignît, le 16 mars, le prix de quatre-vingt-huit francs, le plus élevé auquel il se soit élevé sous l'Empire. Une partie de la France partageait cet enivrement. Les anciens révolutionnaires applaudissaient à la chute des trônes nombreux renversés par l'Empereur. On était fier de voir des constitutions imposées par la victoire à la Hollande, à l'Italie, à Naples, à la Bavière, à la Westphalie, à la Pologne. On se vantait de la propagation des idées françaises et des bienfaits étendus aux autres peuples. La grandeur de la nation couvrait tout. L'illusion que Napoléon faisait au monde excuse jusqu'à un certain degré celle qu'il se faisait à lui-même.

LIVRE CINQUANTE-HUITIÈME.

L'EMPIRE.

TROISIÈME PARTIE. DEPUIS LE MARIAGE AVEC MARIE-LOUISE JUSQU'AU RETOUR DE RUSSIE. 1810-1812.

I. — Napoléon avait dit, dans son dernier discours au Corps législatif : « Le triomphe de mes armes sera le triomphe du génie du bien sur le génie du mal ; de l'ordre, de la morale sur la guerre civile, l'anarchie et les passions malfaisantes. » Telle était alors son insolente infatuation. Pourtant, quels que fussent les enivrements de la gloire, il était difficile de ne pas se demander si cette grandeur aurait une durée, et si la nouvelle dynastie était fondée réellement. Il suffisait d'une clairvoyance médiocre pour en douter. Napoléon parut en douter lui-même. Car loin d'acquérir le calme et l'assurance que donnent la force et le succès, il devint tous les jours plus personnel, plus violent, plus arbitraire, et il poussa à outrance le régime du bon plaisir.

Il était obligé, malgré la paix de Vienne, d'entretenir des armées innombrables, dont le recrutement était presque impossible. Il devait laisser des troupes en Westphalie, en laisser à Hambourg et à Dantzig pour faire exécuter le décret de Milan, en laisser dans les places de Glogau, Custrin et Stettin jusqu'à l'entier payement des contributions prussiennes ; il est vrai qu'il y mit surtout des alliés, des Saxons ou des Polonais. Son budget était extrêmement embarrassé, malgré les tributs de l'étranger, les confiscations, les saisies et les sommes tirées de la distribution des territoires allemands conservés à divers princes de la Confédération du Rhin, territoires dont il exigeait le prix en argent ou en pensions pour ses généraux.

A l'intérieur, Napoléon cherchait l'éclat et l'effet à tout prix. Il releva les prescriptions les plus minutieuses de l'étiquette de l'ancienne monarchie, et y ajouta encore. Il ordonna que les

députations des conseils généraux se présentassent à lui en habit de velours et de soie. Il augmenta les dons aux ministres, aux maréchaux, aux grands personnages pour soutenir leur rang, et distribua ainsi cette année plus de soixante-huit millions.

Il décréta par le même motif une quantité toujours croissante de travaux publics, de routes, de contributions de toute espèce, se plaignant sans cesse qu'on les exécutât avec trop de lenteur et qu'on allât moins vite que sa pensée. Il en décrétait surtout dans les pays conquis, pour lesquels il voulait faire plus que leurs anciens souverains. Anvers et Rome furent l'objet de sa sollicitude particulière. Les flatteurs le louèrent d'avoir bâti plus de monuments qu'Auguste et remporté plus de victoires que César [1]. Il embrigada les prisonniers étrangers pour les occuper à ces travaux.

Il imagina, pour populariser l'Impératrice, une *Société de charité maternelle* de mille dames brevetées à la tête desquelles il la plaça. Vaste entreprise d'assistance qui n'eut aucun succès, parce qu'elle était établie avec trop d'apparat, et que la mode et la politique y tenaient trop de place.

En même temps tout resserrait les ressorts du despotisme. Napoléon avait promulgué au mois de mars le Code pénal, mis en harmonie avec les principes de son gouvernement. Il avait rétabli par un décret les anciennes prisons d'État au nombre de huit et aggravé leur régime. Il aggrava également la censure pour les journaux, et décida qu'il n'y en aurait qu'un par département sous l'autorité du préfet. Les actions des sociétés propriétaires des grands journaux furent attribuées au ministère de la police et à des hommes du gouvernement.

On s'occupait aussi de fortifier l'Université. On créait sans cesse de nouveaux lycées; pour les peupler on faisait voter des bourses par les communes, et l'on obligeait les institutions du clergé ou petits séminaires à y envoyer leurs élèves. Napoléon croyait devenir maître de l'esprit public en formant avec les professeurs des lycées un corps enseignant national, poursuivant un but unique et attaché au nouvel ordre social.

II. — La situation vis-à-vis de Rome s'aggravait, ou plutôt les conséquences de la réunion à la France se déroulaient rapidement.

[1] Étienne, *Discours de réception à l'Académie française.*

Napoléon avait ordonné au général Miollis (le 4 février) de faire partir de la Ville éternelle tous les ministres étrangers, en les avertissant qu'ils ne pouvaient plus être chargés que d'affaires ecclésiastiques et que désormais ces affaires se traiteraient à Paris. Par un sénatus-consulte du 17 février, il statua que les administrations et archives romaines seraient transportées dans cette dernière ville; que Pie VII pourrait à son gré séjourner à Rome, mais sans pouvoir temporel, à Avignon, ou à Paris; que deux millions de revenu lui seraient affectés sur des territoires déterminés dans les différentes parties de l'Empire; que l'Empire prendrait également à sa charge la dotation du sacré collége. En retour les Papes devaient désormais lui prêter serment, car il était leur Empereur, et même prendre l'engagement de respecter les quatre articles de l'Église gallicane. Il avait appelé les cardinaux romains à Paris pour en être maître au besoin, les obliger à y tenir un conclave, et les empêcher, Pie VII mourant, de lui donner un successeur qui fût son ennemi.

Le même sénatus-consulte déclarait Rome seconde capitale de l'Empire.

Les cardinaux appelés à Paris, ou plutôt enlevés de Rome (Consalvi, di Pietro), reçurent un accueil empressé de la cour impériale qui aimait les nouveautés et les grandeurs, mais ne se laissèrent ni intimider ni séduire. Une moitié d'entre eux, treize sur vingt-huit, évita d'assister au mariage de Marie-Louise, par scrupule sur la compétence du tribunal ecclésiastique qui avait annulé le mariage précédent; ils considéraient que le Pape seul eût pu prononcer la dissolution. Napoléon éprouva un accès de fureur; la légitimité de sa race allait être mise en doute et l'avenir de sa dynastie compromis. Il traita les cardinaux qui avaient pris part à cette protestation, de factieux, de conspirateurs, et il eut un instant l'idée de les envoyer devant une cour spéciale, idée dont s'épouvanta Fouché. N'écoutant ni leurs observations ni leurs scrupules, il les interna deux à deux en diverses villes de France, leur interdit de porter les marques de leur dignité, réduisit leurs traitements de quinze mille francs par an à trois mille, et séquestra leurs biens personnels. Il éloigna du séminaire de Saint-Sulpice pour un motif puéril l'abbé Emery, qu'il avait proposé jusque-là comme modèle au clergé.

Sur l'arrestation du Pape, sa venue en France, son séjour à

Savone, un silence absolu était commandé. On n'en parlait pas, même au Sénat. Par ce silence Napoléon se condamnait lui-même, non qu'il éprouvât un remords, mais un certain instinct l'avertissait qu'il avait blessé dans l'esprit des peuples le sentiment du juste et du droit.

Quant au Pape, enfermé à Savone, il se refusa à tout acte pontifical, et particulièrement à l'institution de nouveaux évêques. On comptait alors vingt-sept siéges vacants. L'empereur y nomma des prélats que les chapitres refusèrent de recevoir. Il désigna ainsi l'abbé Maury pour l'archevêché de Paris. Il dédaigna les résistances et passa outre. Ensuite il supprima plusieurs fêtes religieuses. Dans les États romains il ne garda que trois siéges épiscopaux, il ferma les couvents, il exigea un serment des chanoines et des curés. Plus de deux cents le refusèrent; il les exila en Corse, à Pignerol et ailleurs [1]. Il séquestra les biens ecclésiastiques estimés valoir deux cent cinquante millions, et il en fit entrer pour une valeur de cent cinquante millions dans les caisses de l'État.

III. — Joseph n'occupait pas encore tout le nord de l'Espagne, où beaucoup de places fortes opposaient une énergique résistance. Girone, assiégée plus de six mois, ne se rendit que le 10 décembre, vaincue par la famine. Napoléon disgracia à la dernière heure Gouvion Saint-Cyr, qui commandait en Catalogne, et le remplaça par Augereau. Suchet, qui commandait en Aragon, livra à Blake deux combats heureux, mit de l'ordre dans les réquisitions et révéla des talents d'administration supérieurs. Mais les guerrillas organisées dans les montagnes de ce pays, dans celles de la Biscaye, du royaume de Léon et de la Vieille-Castille, détruisaient lentement nos armées, coupaient les convois de vivres, enlevaient les chevaux, tuaient les hommes isolés, et surtout entretenaient chez les populations une animosité croissante. Les conscrits qui mettaient le pied en Espagne étaient, dès leur arrivée, obligés de poursuivre les bandes, n'y réussissaient pas et se décourageaient ou périssaient de fatigue. Les officiers ne se lassaient pas moins d'une guerre sans résultat, entreprise avec des moyens disproportionnés au but. Ils appelaient de tous leurs vœux la présence de Napoléon qui ne venait pas.

[1] D'Haussonville, *l'Eglise romaine et l'Empire*, chap. XL.

La junte de Séville restait maîtresse de la plus grande partie du royaume. Elle était divisée en deux partis, l'un qui demandait la convocation des Cortès, l'autre qui prétendait les ajourner à une meilleure heure et jugeait une régence préférable. Palafox, l'Infantado, la Cuesta, La Romana, ainsi que l'ancien ministre Florida Blanca et le turbulent comte de Montijo, étaient de ce dernier avis. La junte finit par décréter que les Cortès seraient convoquées l'année suivante, d'après un mode qu'elle se réservait de fixer. Elle institua en attendant une commission exécutive de six membres, dont La Romana fut le personnage principal.

Elle organisa ses forces d'une manière habile, et mit sur pied trois armées, une armée de droite, Aragon et Catalogne, sous Blake; une du centre, sous la Cuesta et Venegas; une de gauche, en Estremadure, sous le duc del Parque. Cette dernière remporta le 18 octobre, à Tamamès, sur le général Marchand, qui commandait le corps de Ney, un avantage qui fut aussitôt suivi d'un revers, le 26, à Alba de Tormes, mais qui exalta les passions. La junte n'hésita plus à prendre l'offensive au centre, malgré les avis de Wellesley. L'armée du centre, forte de plus de soixante mille hommes et commandée par Arizaga, marcha sur le Tage, dans l'espérance de chasser les Français de Madrid. Jourdan s'était retiré, accablé de dégoûts. Soult, que Napoléon avait désigné pour le remplacer, mit en campagne le maréchal Mortier avec soixante mille hommes. Mortier attaqua l'ennemi le 19 novembre à Ocaña, sur la lisière du plateau de la Manche, et remporta une victoire éclatante. Les Espagnols, ayant cette fois résisté en ligne, firent des pertes énormes. On les poursuivit et l'on ramassa sur les routes un nombre de prisonniers que Soult porta dans ses bulletins à vingt-six mille.

Jusque-là les victoires avaient peu servi. Celle d'Ocaña eut des suites importantes. Elle acheva de diviser la junte. La Romana fit arrêter Palafox et Montijo. La junte décida qu'elle se retirerait dans l'île de Léon, près de Cadix, et y convoqua les Cortès pour le 1er mars suivant.

Joseph reprit confiance, écrivit à Paris que tout était changé, et conçut l'idée de marcher sur-le-champ en Andalousie pour forcer la junte à se dissoudre, sans attendre que ses lieutenants fussent maîtres sur ses deux flancs de Valence et du Portugal. C'était un parti hardi, mais propre à terminer rapidement une

guerre qu'on estimait devoir être interminable tant qu'il faudrait assiéger les villes fortes une à une. Napoléon avait rejeté ce plan, le sien étant de chasser d'abord les Anglais, les seuls ennemis dont il s'inquiétât dans la Péninsule; cependant il se ravisa et laissa faire l'expédition de l'Andalousie, pensant qu'elle pouvait précéder et qu'elle devait faciliter celle du Portugal.

Joseph marcha donc en Andalousie au mois de janvier 1810 avec soixante mille hommes (Soult, Mortier, Victor et Sébastiani); il en laissait vingt mille sur le Tage. Il se fit accompagner de quatre ministres, de douze conseillers d'État et d'une nombreuse suite, pour se montrer avec la représentation d'un roi d'Espagne; il avait escompté des rescriptions. L'armée, s'avançant en trois corps, força sans peine les défilés de la Sierra Morena et déboucha sur le Guadalquivir. Sébastiani s'en détacha pour occuper sans coup férir Jaen, Grenade et Malaga. Victor marcha sur Séville, dont la population s'émut et voulut résister; mais elle n'en avait aucun moyen. Il lui fit des sommations le 29 janvier, et elle capitula le 1er février. Une moitié des habitants avait fui. Joseph, pour les ramener, tint le langage le plus rassurant et veilla au respect des personnes et des propriétés. Mortier fut détaché sur Badajoz pour en entreprendre le siége.

Une partie de l'état-major fut alors d'avis de marcher en masse sur Cadix, où les meilleures troupes espagnoles d'Andalousie avaient cherché un refuge en s'appuyant sur les Anglais. Mais Soult repoussa cette proposition, et soutint que la résistance de Cadix cesserait quand tout le midi serait occupé. En conséquence, on mit des garnisons à Séville, à Malaga, à Grenade, aux passages de la Sierra Morena, et des corps détachés parcoururent l'Andalousie de Badajoz à Murcie.

Victor, ayant marché sur Cadix avec son corps seulement, s'aperçut bien vite qu'il n'avait ni l'artillerie ni les forces nécessaires pour s'en rendre maître. La junte venait de se dissoudre en convoquant les Cortès et en créant une régence de cinq membres, dont les principaux étaient Castaños et l'évêque d'Orense. Ce n'était rien moins que la substitution d'un pouvoir régulier à un pouvoir révolutionnaire. La régence, loin de désespérer, se sentant d'ailleurs maîtresse de la mer, envoyait partout des ordres, armait partout des guerrillas. Elle était entourée par les plus chauds patriotes, et l'île de Léon, entre

la mer et le canal de Santi-Petri, lui offrait l'abri d'une position jugée inexpugnable.

Au moment où Victor s'arrêtait devant Cadix et Mortier devant Badajoz, Ney et Suchet étaient obligés de renoncer aux siéges qu'ils avaient préparés, l'un de Ciudad-Rodrigo, l'autre de Valence.

Napoléon commit alors *ab irato* l'acte le plus fâcheux. Il s'irritait des lenteurs de cette guerre qui épuisait ses finances et ses armées, et il en rejetait volontiers l'insuccès sur Joseph. Ce dernier prétendait devenir en Espagne un roi national: il y disait sa conscience intéressée; il voulait avoir des Espagnols à sa cour et une garde espagnole. Un groupe de Français attachés à sa fortune l'encourageait dans ses idées, et accusait l'Empereur de compromettre lui-même ce qu'il avait fondé, de perdre sa famille après l'avoir élevée, en traitant la Péninsule avec la rigueur d'un conquérant. Napoléon, qui voyait dans ses frères des lieutenants et rien de plus, élevés sur des trônes uniquement pour servir sa politique, repoussa ces prétentions avec un dédain affecté. A son tour il se plaignit hautement de Joseph, et l'accusa d'épuiser ses ressources, en se donnant le luxe ridicule d'une cour et d'une garde. Il dit et répéta à qui voulait l'entendre que l'Espagne était fort riche; qu'on devait tirer parti de cette richesse; qu'il y enverrait, lui, encore cent vingt mille hommes pour en finir; que s'il ne pouvait en venir à bout autrement, il y parviendrait en occupant militairement les provinces, sauf à indemniser ensuite la France de ses sacrifices par l'incorporation des pays en deçà de l'Èbre et le rétablissement de la frontière de Charlemagne.

Par un décret du 8 février 1810, il retira à Joseph le commandement des armées et ne lui laissa d'autorité que dans la Nouvelle-Castille. Il partagea la Péninsule en six gouvernements qu'il donna à des généraux réunissant l'autorité militaire et l'autorité civile, avec l'assistance d'auditeurs faisant les fonctions d'intendants. Il chargea ces généraux de percevoir les revenus de leurs provinces pour son propre compte. Enfin, il annonça qu'il était décidé à étendre la frontière de la France jusqu'à l'Èbre.

Joseph fit tous ses efforts pour obtenir la révocation de ce décret. Il représenta qu'en mutilant sa monarchie, en le sacrifiant à des généraux mécontents, en lui ôtant le peu de prestige qui lui tenait lieu d'autorité, Napoléon le rendait de

plus en plus odieux à ses sujets. Profondément humilié et dégoûté, il se hâta de quitter Séville et ne rentra à Madrid que pour solliciter son rappel, exprimer son découragement et menacer d'une abdication. « Je m'enveloppe de mon manteau, écrivait-il à sa femme la reine Julie; il ne me reste qu'à me retirer[1]. »

IV. — Napoléon ne traitait pas mieux son autre frère, Louis, roi de Hollande, et pour la même raison. Il lui reprochait d'épouser les passions des Hollandais, chez lesquels il trouvait la plus grande résistance à se conformer au blocus continental. Ce blocus, contraire à tous les intérêts maritimes et coloniaux du pays, le ruinait. Le mouvement des affaires s'y était tout à fait arrêté; les fonds de la bourse d'Amsterdam étaient tombés à des prix fabuleusement bas.

Napoléon, partant du principe que ses alliés étaient aussi intéressés que lui à la ruine de l'Angleterre, voulut exiger que les bâtiments américains retirés à Amsterdam et accusés de faire la contrebande lui fussent livrés, et que les prises opérées en Hollande fussent jugées à Paris. Il prétendit encore réduire l'intérêt de la dette, pour que le royaume pût contribuer plus largement aux dépenses de la guerre. Louis repoussant ces exigences avec une certaine résolution, il menaça de confisquer la Hollande et d'en disposer à son gré. Elle devait accepter ses décrets ou faire partie de son Empire. C'était la conséquence forcée de son système, qui eût été annulé autrement.

Toutefois, avant d'en venir à l'exécution de ce plan, bien arrêté dans son esprit, Napoléon s'imagina que la perspective de voir la Hollande irrévocablement réunie à l'Empire pourrait effrayer les Anglais, et les amener à cette paix que depuis longtemps il annonçait comme prochaine et forcée, dont la perspective en réalité reculait toujours. Au fond, il la sentait nécessaire, car si d'indomptables passions l'entraînaient, il n'en voyait pas moins ses conseillers les plus sages et les plus dévoués représenter le mariage autrichien comme une occasion exceptionnelle pour la conclure. Il fit sonder le cabinet anglais par des négociants hollandais qui visitèrent Londres. Mais cette négociation indirecte et presque clandestine n'eut aucun succès. Le ministre lord Wellesley, frère du vainqueur de

[1] Lettre du 24 août 1810.

Vimeiro et d'Oporto, répondit que la réunion de la Hollande à la France était déjà un fait acquis, qu'un décret de plus n'y changerait rien, et que les conditions nécessaires de la paix seraient l'abandon de l'Espagne, de Malte et de la Sicile. Les pourparlers, d'ailleurs très-secrets, cessèrent aussitôt.

Il importe de constater que le blocus continental n'empêchait pas l'Angleterre de prospérer. La preuve en est dans le chiffre de ses exportations qui se maintenait très-élevé, grâce au développement énorme de la contrebande.

Napoléon, voyant ses propositions repoussées par les Anglais, exigea de la Hollande l'abandon des provinces situées au sud du Wahal, qu'il voulait prendre pour frontière, et la remise de la garde des côtes et des embouchures des fleuves à une armée composée pour moitié de Français et commandée par un Français. Il en donna pour raison que les Hollandais ne lui avaient servi à rien l'année précédente lors de l'expédition des Anglais dans l'Escaut. Sur le refus de Louis, Oudinot occupa militairement tout le Brabant septentrional. Le roi dut se résigner. On l'obligea de sacrifier deux de ses ministres qui avaient conseillé la résistance, et on lui retira le droit d'avoir des ambassadeurs.

Ces mesures exécutées, Napoléon fit avec la nouvelle impératrice un voyage d'apparat de quelques semaines en Belgique. On revit la même mise en scène, les mêmes arcs de triomphe, les mêmes fêtes que dans les voyages précédents. Il s'arrêta plusieurs jours à Anvers, rêvant une infinité d'entreprises sur terre ou sur mer, et cherchant les moyens de les préparer. Il visita les places du Brabant hollandais et en prit possession. Il reçut pendant ce voyage la preuve que Fouché continuait à son insu de négocier en Angleterre. Fouché, mieux placé que nul autre pour voir et pour juger les fautes de l'Empereur, commençait à gouverner sans lui et presque malgré lui. Napoléon lui enleva le ministère de la police qu'il donna au duc de Rovigo (le 3 juin), et le relégua dans le gouvernement général de Rome et du Trasimène.

Le roi Louis, irrité et découragé de n'avoir obtenu dans un voyage à Paris aucun adoucissement aux dures conditions que lui faisait son frère, essaya au moins d'en atténuer l'effet. Il souleva des difficultés au sujet des cargaisons américaines que Napoléon prétendait confisquer, et de l'établissement des douaniers français sur les côtes de son royaume. Il refusa de laisser

des troupes françaises pénétrer dans la North-Holland, ce qui n'avait pas été convenu, et leur ferma les portes de Harlem. Même il entreprit de fortifier Amsterdam. Napoléon ne se contint plus. Il ordonna à Oudinot d'entrer à Harlem et à Amsterdam tambour battant, et d'exiger l'exécution rigoureuse des conditions du traité telles qu'il les interprétait, sans quoi il prendrait immédiatement possession de la Hollande.

Il s'emportait contre ses frères qui, se croyant rois par la grâce de Dieu, oubliaient qu'ils avaient été placés sur des trônes *par la Providence et par sa volonté*[1], et qu'ils étaient tenus à remplir les engagements du contrat en vertu duquel ils régnaient.

Louis était hors d'état de résister. Son conseil même l'engagea à se soumettre. Il demanda avec les plus vives instances qu'au moins l'entrée de l'armée française à Amsterdam lui fût épargnée. N'obtenant rien, il abdiqua le 2 juillet en faveur de son fils. Napoléon avait déjà un décret de réunion préparé et présenté au Conseil d'État. Il le publia le 9, précédé de considérants comme celui-ci : que la Hollande était une alluvion des fleuves français. Elle forma trois départements nouveaux; on lui attribua six membres pour la représenter au Sénat, six au Conseil d'État, vingt-cinq au Corps législatif. L'armée hollandaise fut incorporée dans l'armée française. La dette publique fut réduite des deux tiers, banqueroute qui rappela celle de la France sous le Directoire, avec cette différence qu'elle n'était nullement forcée, mais simplement le résultat d'un caprice de l'Empereur et de ses calculs belliqueux.

Napoléon considéra l'abdication de Louis comme non avenue, et publia qu'il s'était retiré pour raison de santé. Il donna au jeune prince royal de Hollande, alors tout enfant, le grand-duché de Berg pour le dédommager, et fit insérer au *Moniteur* une allocution où il lui disait : « N'oubliez jamais, dans quelque position que vous placent ma politique et l'intérêt de mon empire, que vos premiers devoirs sont envers moi, vos seconds envers la France; tous vos autres devoirs, même ceux envers les peuples que je pourrais vous confier, ne viennent qu'après. » Des explications telles quelles furent données aux puissances, qui parurent s'en contenter.

L'architrésorier Lebrun, esprit souple et conciliant, fut en-

[1] Discours du 29 juin 1811 au Corps législatif.

voyé à Amsterdam pour y faire marcher le nouveau gouvernement. Ordre fut donné d'entreprendre immédiatement dans les chantiers hollandais la construction de vaisseaux et de frégates.

Pour offrir un dédommagement à ses nouveaux sujets, Napoléon leur permit d'écouler en France les marchandises coloniales entassées dans leurs entrepôts. En même temps il rendit, le 5 août, un décret qui modifia les prohibitions. Comme les marchandises anglaises entraient en dépit de tous les obstacles, grevées seulement des frais payés aux contrebandiers et estimés à cinquante pour cent de leur valeur, il imagina d'en permettre l'entrée moyennant un droit égal qu'il percevrait pour le compte du Trésor. Toutefois ceci ne s'appliquait qu'aux marchandises coloniales; les produits des manufactures de Birmingham, de Manchester et d'autres villes anglaises, devaient être détruits et brûlés partout où on les saisirait.

Par ce moyen Napoléon se procura des sommes considérables au détriment de la contrebande. Il accorda aussi des *licences,* ainsi que d'ailleurs faisaient les Anglais eux-mêmes, c'est-à-dire qu'il autorisa des négociants à importer certaines marchandises indispensables, à la condition d'exporter certains produits français. Le résultat de ce système fut qu'il devint le grand et unique régulateur du commerce et de l'industrie, soumis à son arbitraire absolu. Il permettait ou défendait tout à son gré.

Pour exécuter le décret du 5 août, il fallut faire visiter tous les entrepôts existants, et s'emparer de la moitié des marchandises là où le droit n'était pas payé. On s'empara des dépôts partout, à Brême, Lubeck, Hambourg, Francfort, Stettin, Dantzig et en Italie. Une forte prime était donnée aux dénonciateurs. On fit à Anvers et à Magdebourg d'immenses ventes aux enchères pour le compte de l'État. Toutes les toiles dont on s'empara furent brûlées publiquement. C'est ce que les étrangers appelèrent les bûchers de l'inquisition impériale. Il fallut encore, pour juger les contraventions, créer sept cours prévôtales et trente-quatre tribunaux de douanes chargés d'appliquer les plus rigoureuses pénalités. Napoléon avait institué un conseil général des fabriques et manufactures dont il nommait les membres. Il tenait à paraître le consulter, mais en réalité peu lui importait de motiver ou de justifier ses actes. Il se disait forcé à prendre « de grandes mesures, sans se laisser détourner

par des considérations secondaires, quoiqu'il pût en éprouver des regrets». Les panégyristes invoquaient «la terrible raison d'État ou l'inexorable nécessité».

Les consommateurs continuèrent de payer la cherté. Napoléon publia et se fit peut-être l'illusion de croire qu'il protégeait l'industrie nationale. Il proposa des prix aux inventeurs de procédés qui permettraient de faire du sucre indigène, de filer le lin, de fabriquer le savon. On fit grand bruit de la création de nouvelles manufactures. Quelques-unes de ces tentatives réussirent, mais, en dépit de cette activité factice, les souffrances ne diminuèrent pas.

Les visites rigoureuses auxquelles Napoléon voulut soumettre les faux neutres, c'est-à-dire les neutres qui introduisaient dans les ports du continent des marchandises anglaises prohibées, s'exécutèrent mal. Ni le Danemark, quoique notre allié, ni la Prusse, malgré les traités qui l'y obligeaient, ni la Russie, malgré ses promesses, ne fermèrent hermétiquement leurs côtes. La Russie refusa, bien qu'avec des ménagements polis, de se conformer au décret du 5 août. Les *licences*, fort abusives, car elles étaient accordées à la faveur et permettaient à quelques privilégiés de faire des bénéfices monstrueux, soulevèrent les plus vives récriminations. Les puissances alliées prétendirent que l'Empereur s'affranchissait des conditions qu'il leur imposait et détruisait à son profit l'effet des souffrances communes. Chacune voulut faire ses règlements particuliers.

Napoléon finit même par lever, au sujet des Américains, les décrets de Berlin et de Milan, le 1er novembre 1810. Il avait alors un vague et chimérique espoir de les entraîner à faire une guerre maritime aux Anglais.

En attendant, l'Angleterre enlevait successivement les colonies françaises, hollandaises et danoises. En 1809, elle avait pris la Guyane, la Martinique et le Sénégal. En 1810, elle s'empara de la Guadeloupe, de l'île Bourbon et de l'île de France. En 1811, elle occupa Batavia et l'île de Java. Quant aux colonies espagnoles, elles n'étaient plus à personne. Une partie d'entre elles formèrent, en 1810, la confédération de Venezuela, sans toutefois se séparer encore de la mère patrie.

V. — Lucien Bonaparte, qui s'était retiré à Rome, où il blâmait sourdement les écarts de la politique impériale, se crut menacé après la dépossession de Louis. Il s'embarqua pour les

États-Unis. Les Anglais s'emparèrent de lui pendant la traversée et le gardèrent chez eux prisonnier sur parole.

La royauté de Murat à Naples n'eut pas plus de succès que les autres royautés de famille. Joachim-Napoléon, tel fut son nom de souverain, eut, il est vrai, l'avantage de trouver un gouvernement français établi dans ses nouveaux États et même un statut constitutionnel promulgué le 2 juillet 1808 avant son arrivée. Mais après avoir débuté heureusement en enlevant aux Anglais l'île de Capri, il fit de vains efforts pour les chasser de la Sicile. Une expédition préparée de longue main dans ce but échoua au mois d'octobre 1810, faute du concours longtemps attendu de la flotte de Toulon. Napoléon reprochait d'ailleurs à Murat comme à ses frères de mal exécuter le blocus, de ne pas surveiller ses ports, de donner des décorations, d'imposer des serments, de régner enfin. Il alla plus loin. Il décréta en 1811 que les princes de la famille impériale rois à l'étranger porteraient, quand ils séjourneraient en France, le costume de princes français. Il décréta aussi que les citoyens français seraient de droit citoyens des Deux-Siciles, considérant, portait le décret, « que le royaume de Naples fait partie du grand empire; que le prince qui règne dans ce pays est sorti des rangs de l'armée française; qu'il a été élevé sur le trône par les efforts et le sang des Français ».

Un autre des lieutenants de l'Empereur, Bernadotte, beau-frère de Joseph, monta en 1810 sur les degrés d'un trône, et devint prince royal de Suède.

La Suède était, comme les pays malheureux, livrée aux révolutions. Gustave IV avait été renversé par une conspiration militaire l'année précédente. Son oncle Charles XIII, qui lui succéda, fut obligé de faire la paix avec les Russes en leur cédant la Finlande qu'ils avaient conquise, et avec la France, qui lui restitua la Poméranie suédoise et Rugen (6 janvier 1810), à condition qu'il entrerait dans le blocus continental et qu'il fermerait aux Anglais le port de Gothembourg, entrepôt d'une vaste contrebande. Il n'avait pas d'enfants, et le duc d'Augustenbourg qu'il adopta mourut presque aussitôt d'une chute de cheval pendant une revue. Le comte de Morner et d'autres officiers suédois, qui avaient été en relation avec le prince de Ponte-Corvo en Poméranie, eurent l'idée de le faire élire comme prince royal par la diète d'OErebro et adopter comme tel par Charles XIII, à la condition qu'il embrasserait le luthéranisme

et garantirait la dernière constitution, celle de 1809. Napoléon, étranger à ce choix, se contenta de ne pas s'y opposer. Le nouveau prince royal, à peine élu, entreprit de se faire bien venir de sa patrie d'adoption en défendant ses intérêts commerciaux fortement atteints par le blocus qui l'empêchait d'exporter ses bois et ses fers, et en recherchant pour elle une acquisition qui compensât la perte de la Finlande. Il offrit l'appui de la Suède à Napoléon si la Norvége lui était cédée. Mais il eût fallu en dépouiller le roi de Danemark. L'Empereur, quoiqu'il ne pût voir là que l'application de ses propres leçons, repoussa cette proposition comme odieuse et injurieuse.

VI. — Napoléon poursuivait depuis longtemps, à propos de l'Espagne, une idée fixe. Il voulait jeter les Anglais à la mer, ce qui les forcerait à traiter, et il comptait avoir ensuite bon marché des Espagnols. Il préparait dans ce but une armée destinée à faire dans le Portugal une expédition décisive ; elle ne put être prête avant l'automne. Il voulut que le temps intermédiaire fût consacré à la conquête des places.

Suchet prit le 13 mai Lérida, qui coûta un mois de siége, et le 8 juin Mequinenza. Napoléon étendit son commandement sur la partie méridionale de la Catalogne et le chargea des siéges de Tarragone et de Tortose. Augereau, étalant un faste ridicule et commettant des abus de pouvoir malheureusement trop communs chez les généraux d'Espagne, fut remplacé par Macdonald à la tête de l'armée de Catalogne.

Il n'y avait qu'un cri dans les troupes de la Péninsule pour réclamer la présence de Napoléon. Mais son mariage avec Marie-Louise lui donnait un prétexte pour ne pas s'y rendre. Il sentait d'ailleurs l'utilité de demeurer à Paris. Son système artificiel exigeait sa direction constante. On eût dit aussi qu'un secret pressentiment l'avertissait de ne pas compromettre son prestige déjà fort entamé.

Il choisit Masséna pour conduire l'expédition de Portugal, et lui donna Ney et Junot pour lieutenants. Or, Masséna, fatigué et désireux de repos, ne se ressemblait déjà plus à lui-même. C'était d'ailleurs un général de bataille plutôt que de manœuvres ; il était peu capable d'administration et de calcul. Trop clairvoyant pour ne pas comprendre les difficultés auxquelles on l'exposait, et sentant d'instinct l'imminence d'une catastrophe, il ne céda qu'aux sollicitations les plus pressantes

de l'Empereur, et stipula comme condition que rien ne lui serait refusé. Lorsqu'il arriva à Salamanque au mois de mai, il fut médiocrement accueilli par ses lieutenants, dont chacun s'était habitué à commander en chef. Il trouva les corps avec un effectif diminué, la discipline à demi détruite, le matériel insuffisant, les officiers et les soldats animés d'un mauvais esprit. Il commença par réclamer de nouvelles forces, nécessaires pour assurer ses communications avant de s'engager sur le territoire portugais.

Ses lieutenants étaient d'avis de négliger les places, et de marcher droit aux Anglais. Il leur résista et voulut procéder méthodiquement. Ciudad-Rodrigo fut assiégé et se rendit au bout de cinq semaines, le 7 juillet; Alméida capitula le 27; mais ces siéges pénibles et la violence du climat causèrent à l'armée des pertes sensibles.

Wellington s'avança jusqu'à Viseu et ne sortit pas de son inaction. Il s'était assuré la supériorité du nombre; car avec les troupes portugaises organisées de longue main par le général Beresford, il disposait de quatre-vingt mille hommes, non compris les milices et les partisans. Il exerçait comme maréchal général une autorité absolue, en dehors de tout contrôle. Il était froid, prudent, et ne livrait rien au hasard. Il avait élevé avec un secret singulièrement bien gardé, dans la position choisie de Torres-Vedras, des ouvrages et des lignes de défense qui devaient fermer absolument à l'ennemi l'entrée de la péninsule située à l'embouchure du Tage. Il possédait là un camp retranché inexpugnable, de quarante lieues de circonférence, avec un port assurant ses communications maritimes; il calculait d'un coup d'œil sûr que l'ennemi devait s'user, et que le temps minait la puissance de Napoléon, échafaudage gigantesque menacé d'une ruine prochaine. Il se borna donc à observer et à attendre. « Si nous pouvons, écrivait-il à un membre de la régence, nous maintenir en Portugal, la guerre ne finira pas dans la Péninsule, et si la guerre dure dans la Péninsule, l'Europe sera sauvée. »

Masséna, retenu par les chaleurs et par les apprêts nécessaires, ne put entrer en Portugal que le 16 septembre. Ses forces, que Napoléon estimait à soixante-dix mille hommes, étaient déjà réduites à cinquante en défalquant les hommes employés aux garnisons et au maintien des communications. Il avait fait sur cette insuffisance les représentations les plus

vives. Napoléon refusa de les écouter, lui répondit qu'il avait plus de troupes qu'il n'en fallait, et lui donna des renseignements faux sur le chiffre des forces de l'ennemi.

L'armée s'avança en trois colonnes dans un pays que les Anglais avaient à peu près changé en désert. En suivant la vallée du Mondejo, elle rencontra, avant d'arriver à Coïmbre, Wellington établi dans des positions fortes sur les hauteurs de la Sierra d'Alcoba. Les chefs de corps ayant déclaré que ces positions pouvaient être enlevées par l'infanterie, on livra ce que Marmont appelle une bataille extravagante. Le 27 septembre, les corps de Reynier et de Ney gravirent les hauteurs couronnées par l'ennemi. Reynier fut repoussé après un combat meurtrier près de la Chartreuse de Busaco. Ney, accueilli par des feux terribles, fut obligé d'arrêter sa marche. Plusieurs milliers d'hommes étaient hors de combat, et la confiance perdue. La nuit venue, un paysan fit connaître dans la partie basse des montagnes un passage qui permettait de tourner les positions des Anglais. Wellington évacua Coïmbre en toute hâte, se replia sur Torres-Vedras et s'y enferma le 11 octobre.

Les Français l'y suivirent, mais furent saisis d'un douloureux étonnement à la vue de ces lignes formidables et formidablement armées, qui comptaient cent cinquante-deux redoutes et sept cents bouches à feu en batterie. Masséna les reconnut et jugea promptement qu'il ne pourrait les forcer. Il prit position de l'autre côté de la Sierra d'Estrella, à Santarem, à Thomar, en s'étendant jusqu'à Abrantès, pour obliger l'ennemi à ne se ravitailler que par mer, et peut-être pour affamer Lisbonne. Mais il éprouva lui-même les plus grandes difficultés pour vivre. Ses troupes, réduites à marauder dans un rayon de vingt lieues, perdirent toute discipline. Il fit connaître à Napoléon les dangers de sa situation, le besoin qu'il avait de renforts, et pour mieux le convaincre de cette triste réalité, il lui envoya un des officiers sur lesquels il comptait le plus, le général Foy.

VII. — Foy trouva l'Empereur distrait des affaires de la Péninsule par d'autres préoccupations et d'autres projets. Car les complications s'enchaînaient pour lui d'une manière fatale, et il était, dit Thiers, devenu l'esclave de ses propres fautes.

Le blocus continental était de plus en plus difficile à rendre effectif. Napoléon, qui ne reculait jamais et qui poursuivait son système à outrance, ne songeait plus qu'à augmenter ses flottes,

ses chantiers maritimes, ses ports, le nombre de ses matelots, et à étendre ses lignes de douanes. Il déclarait qu'il n'était obligé à aucun ménagement envers personne, puisque les Anglais n'en avaient sur mer avec qui que ce fût[1]. En conséquence, après s'être emparé de la Hollande, il s'empara des côtes de la mer du Nord jusqu'au Danemark. Il créa le 13 décembre 1810 trois nouveaux départements français, ceux de l'Ems-Supérieur, des Bouches-du-Weser et des Bouches-de-l'Elbe, composés des villes hanséatiques, d'une partie du Hanovre, du duché d'Oldenbourg et de divers territoires de princes de la Confédération du Rhin. Le Hanovre avait été donné à Jérôme après le mariage autrichien; Napoléon le lui retira en partie, en alléguant que les conditions de la donation n'avaient pas été remplies. Il adressa aux princes dépossédés une simple signification et leur assigna des dotations en échange de leur souveraineté; il donna ainsi au duc d'Oldenbourg une principauté à Erfurt. Il songea également à s'emparer du Mecklembourg pour étendre ses douanes et sa frontière maritime de la Baltique, mais il se ravisa et se contenta de déclarer aux deux ducs de ce pays qu'il le réunirait, s'ils ne le secondaient pas en lui fournissant les moyens de guerre nécessaires contre les Anglais.

Une autre annexion eut lieu dans le même temps. Le Valais fut réuni à la France par un décret du 30 décembre, motivé sur ce que la route du Simplon, qui servait à soixante millions d'hommes, avait coûté plus de dix-huit millions à la France et à l'Italie.

Disposant donc de ces territoires sans consulter les intéressés, Napoléon ajoutait la dureté des formes à la violence des actes. L'Europe trembla et se tut, pourtant à une exception près, celle de la Russie.

Alexandre, jusque-là fidèle aux conditions de Tilsitt et poursuivant dans les provinces danubiennes une guerre difficile où il obtenait peu de résultats, commençait à se lasser d'une alliance qui choquait tous les sentiments de sa cour et de son peuple. En s'associant au blocus continental, quelques restrictions qu'il y eût mises, il avait imposé à ses États une gêne extrême. La Russie, ne pouvant exporter qu'une faible part de ses produits, éprouvait la plus grande pénurie d'argent. Il

[1] Lettre au duc de Cadore, du 25 mars 1811. *Correspondance de Napoléon*, édition Henri Plon, 1867.

ne voulait donc ni poursuivre les faux neutres dont la présence corrigeait dans une certaine mesure les inconvénients du blocus, ni interdire absolument toutes relations de ses États avec l'Angleterre en poursuivant une contrebande avantageuse à ses sujets des provinces baltiques. Sa prétention était de conformer sa politique commerciale à ses intérêts particuliers et de faire lui-même ses décrets. Il publia un tarif à lui, le 30 décembre 1810.

La dépossession du duc d'Oldenbourg, qui était son oncle, et les mauvais procédés dont elle avait été accompagnée, lui parurent une offense personnelle. Il s'en plaignit vivement à Caulaincourt, repoussa l'indemnité d'Erfurt, se défendit de tremper dans la dépossession d'aucun prince allemand, et adressa sur ce sujet une protestation aux puissances, tout en annonçant qu'il continuerait d'observer les traités. En même temps il entreprit des travaux défensifs sur les lignes du Dnieper et de la Dwina.

Napoléon, attentif aux moindres symptômes d'hostilité, averti d'ailleurs par les Polonais qui étaient intéressés à la guerre et la désiraient, ne recula nullement devant l'idée d'imposer sa politique à la Russie par la force. Cette guerre était entrée dans ses calculs; elle lui plaisait, même par ce qu'elle avait de grand et d'extraordinaire; il s'imaginait qu'il pourrait frapper là ce grand coup qui n'avait pas réussi en Espagne, et par des triomphes sans exemple forcer l'Angleterre à demander grâce. La possession des places de la Prusse et de la Pologne, de Magdebourg, Stettin, Custrin, Glogau, Dantzig, Thorn, Modlin, assurait sa base d'opération. Tout en essayant de donner aux Russes le change sur ses intentions, il renforça la garnison de Dantzig, et envoya à Dresde et ailleurs des ordres qui n'avaient rien de pacifique. Il leva les conscrits de 1811, au nombre de cent vingt mille. Il fit tenir à Vienne et à Constantinople un langage très-défavorable aux prétentions d'Alexandre sur les provinces danubiennes qu'il lui avait naguère abandonnées.

VIII. — Ces préoccupations l'empêchaient de se rendre en personne dans le Portugal et même d'y diriger ses principales forces, quoiqu'il en comprît l'urgence. Il prit le parti d'y faire converger celles qui se trouvaient déjà dans la Péninsule. Il donna à Drouet l'ordre de ramasser quelques milliers d'hom-

mes dans le nord pour les conduire au secours de Masséna ; à Soult de faire marcher sur Lisbonne un des corps opérant en Andalousie, afin d'occuper la rive gauche du Tage, et à Joseph de masser un autre corps vers Alcantara.

Cependant l'armée de Portugal était plongée dans une affreuse détresse. Il fallut que les officiers se cotisassent pour faire les frais de l'équipage de pont que construisait le général Éblé afin d'être en état de passer le Tage et de communiquer avec la rive opposée. On était obligé de couper des bois, et pour les amener aux chantiers on usait les chevaux de l'artillerie et des équipages, qui périrent en grand nombre. Quand Drouet arriva avec une division seulement, sans argent, sans munitions et sans vivres, l'armée tomba dans un profond découragement, se crut abandonnée et murmura. Ses dernières ressources s'épuisaient pendant que les Anglais renouvelaient les leurs. Le général Foy, de retour le 5 février, apporta l'espérance du secours du maréchal Soult, auquel il écrivit que sa venue sauverait tout et qu'autrement tout serait perdu. Le 17, Masséna consulta ses lieutenants sur l'opportunité d'une retraite ou d'un passage du Tage, périlleux sur quelque point qu'on l'entreprît. L'avis unanime fut de patienter quelques jours jusqu'à l'arrivée du corps de Soult.

Notre position n'était pas meilleure dans le reste de l'Espagne, excepté en Aragon, où Suchet, assisté des généraux Rogniat, du génie, et Valée, de l'artillerie, fit capituler le 1er janvier, après un siége en règle, l'importante place de Tortose. Tarragone demeura dès lors isolée.

Dans le midi, les Cortès réunies à Cadix, le 24 septembre, s'étaient proclamées souveraines, avaient annulé les actes de Bayonne, déclaré que la maison de Bourbon continuait de régner, et institué une régence en attendant la délivrance de Ferdinand. A leur appel, les débris des armées vaincues se refirent dans le royaume de Murcie et sur plusieurs points de l'Andalousie. Les contrebandiers et les habitants des montagnes vinrent les grossir. Dirigées par Castaños et Blake, elles tinrent de tous côtés les forces françaises en haleine et réussirent à les user.

Victor avait besoin de renforts et de matériel pour entreprendre le siége de Cadix. Or Soult, qui dirigeait en chef les opérations de l'armée d'Andalousie, les lui refusait et ne pouvait guère les lui donner. Mortier et Sébastiani, qui opéraient sur la Guadiana et dans le royaume de Grenade, obtenaient

quelques succès inutiles, et fatiguaient leurs soldats. L'armée d'Andalousie, dont l'effectif nominal était de quatre-vingt mille hommes, ne pouvait plus en mettre en ligne que quarante mille au commencement de 1811. Soult demanda à l'Empereur un renfort de vingt-cinq mille hommes pour le moins. Il en était là quand il reçut l'ordre de marcher sur Lisbonne ou Abrantès par l'Alemtejo. Il en fut consterné.

Après une agitation naturelle et après avoir demandé la visite d'un inspecteur qui pût constater l'état de ses forces, il prit un parti moyen, celui de marcher sur la Guadiana pour enlever les places importantes qui liaient l'Andalousie au Portugal; il espérait attirer de ce côté une partie de l'armée anglaise, assister indirectement Masséna et ne pas évacuer l'Andalousie, point essentiel. L'insuffisance et le vague des ordres qu'il avait reçus l'y autorisaient. Il enleva le 23 janvier Olivença, puis se réunit à Mortier pour assiéger Badajoz, qui lui opposa une résistance vigoureuse. Une armée espagnole de secours s'approcha de la place. Les deux maréchaux passèrent avec la moitié de leurs forces la Guadiana, puis la petite rivière de la Gevora dont les Espagnols s'étaient couverts, les attaquèrent dans le camp retranché de Santa Engracia, les battirent et leur enlevèrent cinq mille prisonniers (le 19 février). Ils pressèrent ensuite le siége de Badajoz; mais Soult, tout en ménageant ses troupes et en répétant des attaques meurtrières, ne put entrer dans la place que le 11 mars.

Masséna, qui n'était pas secouru, se vit réduit à entamer ses dernières réserves de biscuit, et à se retirer sur le Mondejo. Il partit le 4 mars, prenant d'ailleurs pour sa retraite les dispositions les plus habiles. Il brûla son équipage de pont, qui avait tant coûté à construire, et marcha sur Coïmbre, en ayant eu le soin d'occuper Leyria.

Wellington le suivit de près, épiant l'occasion de profiter de la supériorité des forces anglo-portugaises. Ney livra, à Pombal et aux défilés de Redinha, de beaux combats d'arrière-garde, fit éprouver des pertes à l'ennemi et l'arrêta le temps nécessaire pour assurer la marche du reste de l'armée. Mais il ne défendit pas le poste de Condeixa, ce qui empêcha Masséna de s'arrêter à Coïmbre, et l'obligea de remonter la vallée du Mondejo dans la direction de Miranda de Corvo. A peine avions-nous quitté Coïmbre qu'un colonel anglais y enlevait nos dépôts et nos hôpitaux.

Masséna ne réussit pas mieux à s'arrêter à Ponte-Murcella, qui lui offrait une bonne position défensive; comme la moitié de ses soldats vivait de maraude, il ne pouvait ni les concentrer, ni maintenir l'accord entre ses lieutenants, et les faire marcher avec ensemble. Tout ce qu'il gagna fut de lasser Wellington. Le 22, les Français arrivèrent près de la frontière d'Espagne, sur les hauteurs qui dominent la vallée de la Coa, à proximité des places qui leur appartenaient et qui leur permettaient de se ravitailler. Wellington renonça à les poursuivre.

Masséna conçut aussitôt l'idée de se porter sur Alcantara pour occuper les bords du Tage, et en Portugal par une autre route, en se rapprochant de l'armée d'Andalousie. Mais officiers et soldats, quoique ayant fait leur devoir dans toutes les rencontres, étaient si las de cette triste guerre, qu'un *tolle* général eut lieu dans l'armée. Chacun aspirait au repos. On représenta qu'on n'avait plus ni chevaux, ni attelages, ni munitions, ni vivres; que tout était à refaire, qu'on ne pourrait se nourrir sur le Tage; que d'ailleurs en eût-on les moyens, ce ne serait pas ainsi qu'on chasserait les Anglais. Le sentiment dominant et vrai était celui de l'inutilité des efforts entrepris dans la poursuite d'un but qu'on n'avait pas les moyens d'atteindre. Ney, se trouvant à Celorico, refusa d'exécuter un mouvement sans un ordre exprès de l'Empereur. Il fut aussitôt privé de son commandement; mais Masséna abandonna son plan, et se borna à camper entre Ciudad-Rodrigo et Salamanque pour se refaire. Encore fut-il obligé de s'étendre de tous côtés afin de nourrir ses soldats.

Napoléon rappela Ney, et désigna Marmont pour le remplacer. Il donna aussi à Masséna une partie de ce qui lui manquait. Mais il s'en prit à lui de l'échec éprouvé en Portugal, parce qu'il voulait s'en prendre à quelqu'un; qu'il avait besoin de se faire illusion à lui-même, de se tromper pour s'étourdir, et qu'il ne voulait s'avouer ni ses propres fautes, ni ses négligences, ni le vague presque calculé de ses ordres.

En même temps il nomma le maréchal Bessières commandant de tout le nord de l'Espagne, et le chargea, ainsi que l'armée du centre, d'envoyer des renforts au maréchal Soult, qui, laissant Mortier à Badajoz, avait dû retourner en Andalousie au secours de Victor, exposé aux plus grands dangers. Les Anglais étaient sortis de Cadix, espérant accabler sous leur nombre l'armée assiégeante. Sébastiani, retenu dans le royaume de

Grenade par la présence de Blake, ne pouvait porter secours à Victor. Celui-ci livra aux Anglais, à Barossa, un combat à la suite duquel ils abandonnèrent leur tentative et rentrèrent dans l'île de Léon; mais il ne s'en trouva pas moins hors d'état d'agir efficacement contre les lignes de Cadix, et dans une situation presque semblable à celle où Masséna s'était trouvé devant Torres-Vedras.

Tel était l'aspect malheureux de l'Espagne à la fin de mars 1811. Wellington avait chassé les Français du Portugal, entretenu les résistances du reste de la Péninsule, et arrêté devant un mur d'airain les armées de Napoléon. Depuis lors le ministère anglais, qui l'avait contrarié souvent, se mit à ses pieds. Les Portugais, après s'être plaints qu'il les sacrifiât beaucoup trop, eux et leur pays, le proclamèrent leur sauveur. Ses forces allèrent augmentant, pendant que Napoléon avait tant de peine à maintenir les siennes. Le malheureux Joseph, plus découragé et dégoûté que jamais, partit au mois d'avril pour Paris.

A Paris, où cette situation était on ne peut plus mal connue, on accusait nos généraux de perdre le temps, de manquer de décision, de se montrer jaloux les uns des autres. Le public ne comprenait pas que des élèves de Napoléon, qui avaient pris part à ses brusques victoires, ne sussent pas recommencer les mêmes prodiges.

IX. — Le 20 mars 1811, Marie-Louise accoucha d'un fils, qui fut appelé le Roi de Rome. Napoléon voulut entourer la naissance d'un héritier du trône de toutes les solennités traditionnelles et des fêtes les plus pompeuses. Il avait dès lors une dynastie et un avenir. La Providence semblait consacrer son œuvre.

Cependant la guerre contre la Russie devenant imminente, il voulut avoir trois cent mille hommes prêts à envahir le territoire russe au mois de mai; il comptait dans ce nombre cent mille alliés, Polonais ou Allemands. Il était obligé d'envoyer en Allemagne force recrues, et de faire entrer dans les anciens régiments des quatrièmes, quelquefois des cinquièmes, et jusqu'à des sixièmes bataillons.

Pour se procurer des hommes, *il recouvra l'arriéré* des conscriptions antérieures. Il leva des conscrits dans les nouveaux départements. La charge devenant de plus en plus lourde,

le nombre des réfractaires s'éleva à un chiffre énorme dans plusieurs parties de l'Empire. Il fallut organiser des colonnes mobiles pour les poursuivre, et pour contraindre l'épée à la main, comme a dit le général Foy, la France à devenir conquérante. Il fallut offrir une prime de vingt-cinq francs par tête de réfractaire arrêté, mettre des *garnisaires* ou soldats vivant à discrétion chez les parents des réfractaires et des déserteurs, créer quatre régiments, ceux de Walcheren, de Belle-Ile, de l'île de Ré et de la Méditerranée, pour recevoir les réfractaires, et édicter des peines d'une rigueur inouïe qui devaient être infligées sans jugement.

Il fallut encore encourager au service par des récompenses, affecter aux militaires, en tout ou en partie, des emplois nombreux, tels que ceux des postes, des forêts, des tabacs, des haras, les recettes de finances. Un décret du 8 mars porta qu'à l'avenir il faudrait pour entrer dans une carrière justifier de cinq ans de services militaires ou avoir été réformé pour infirmités ou blessures, mesure qui eût paru excessive en d'autres temps, mais qui, suivant la juste observation de Thibaudeau, n'était plus un privilége dès que personne n'était exempt de servir. Il fallut augmenter la dotation de l'hôtel des Invalides.

La crise commerciale s'était accrue de son côté par des spéculations exagérées qui avaient donné lieu à quelques fortunes subites, mais entraîné de grandes ruines. Les banqueroutes se succédaient à Brême, à Hambourg, à Lubeck, à Amsterdam, et dans toutes les villes maritimes. A Paris, Napoléon secourut secrètement un certain nombre de maisons de commerce, mais en sauva fort peu. Les souffrances étaient épouvantables à Rouen, à Lille, à Mulhouse, à Saint-Quentin. Une masse d'ouvriers, quelquefois plus de la moitié, demeuraient sans ouvrage. L'Empereur était réduit à faire des commandes et des achats pour entretenir l'industrie.

Il disait dans ses communications officielles que la France était en état de soutenir la lutte dix ans s'il le fallait; qu'il l'avait affranchie de cent cinquante millions de tribut annuel qu'elle payait aux étrangers pour les marchandises coloniales; que la résistance de l'Angleterre contre lui était celle du bois contre le rocher. Mais il était seul de son avis et ne persuadait personne.

X. — La question religieuse était comme celle d'Espagne,

sans solution. Le Pape persistait à ne pas instituer les évêques, et les évêques qui n'avaient pas reçu l'institution romaine étaient repoussés par les chapitres. Dans leur nombre se trouvait au premier rang le cardinal Maury. Napoléon était fort embarrassé. Il eût bien voulu révoquer le Concordat sans le concours de l'Église, mais ses conseillers l'en dissuadèrent et empêchèrent un schisme qui eût été inévitable[1]. Averti que les bulles d'excommunication circulaient, et craignant leur effet sans l'avouer, il fit arrêter ou éloigner les prêtres accusés de les répandre. Il maltraita les chanoines de Florence et d'Asti, coupables de résistance. Il répétait qu'avec les prêtres on devait exiger tout ou rien. Il leur adressait des allocutions parfois grossières ; il appelait le fait de ne pas révéler la circulation de la bulle « une conspiration morale » , opinion que partageaient d'ailleurs avec lui plusieurs membres du Conseil d'État. Il chassa de ce conseil, pour ce motif, le fils de Portalis.

Après avoir inutilement consulté des commissions ecclésiastiques, qui lui résistèrent tout en usant de ménagements parfois excessifs, après avoir envoyé au Pape plusieurs évêques dont l'intervention conciliante ne pouvait avoir d'effet, il résolut de le mettre hors d'état de préparer des brefs pontificaux. Il ordonna au préfet de Montenotte, Chabrol, de le séparer de ses secrétaires, de lui enlever ses papiers et de lui interdire toute correspondance. Il préposa à sa garde un officier de gendarmerie, croyant triompher de ses scrupules à force d'intimidation. Le Pape se résigna à ces mauvais traitements avec son calme ordinaire, et déclara qu'il ne correspondrait avec personne pour ne compromettre personne. Il opposa la force d'inertie et refusa de prendre aucune détermination en l'absence de ses conseils.

Ainsi la solution recula encore. L'administration des choses religieuses demeura suspendue, au moins sur beaucoup de points et dans plusieurs diocèses, jusqu'à un terme indéfini. Napoléon le sentait et éprouvait parfois des hésitations, mais il n'était pas homme à reculer. D'ailleurs, comme le dit d'Haussonville, si le silence était ridicule à commander, il était impossible à obtenir. On pouvait cacher au public beaucoup de choses ; on ne pouvait lui cacher tout. Les inutiles rigueurs

[1] D'Haussonville, chap. XLIV.

exercées contre Pie VII, publiées dans toute l'Europe par la presse étrangère, éveillaient en faveur de l'auguste captif des sympathies d'autant plus profondes qu'elles étaient plus étouffées.

Napoléon eut l'idée de convoquer un concile œcuménique qui devait, suivant lui, produire un coup de théâtre, épouvanter le Pape, et le décider à venir à Paris. Mais il comprit facilement que l'idée était irréalisable, puisqu'une moitié du clergé catholique demeurait encore en dehors de son empire, si étendu qu'il fût. Il se rabattit alors sur un concile national assemblé dans l'unique but d'exiger du Pape l'installation canonique des évêques. Encore ce concile national fut-il loin d'être complet. On désigna nominalement les prélats italiens qui devraient s'y rendre.

Il s'ouvrit à Notre-Dame, le 17 juin 1811, sous la présidence du cardinal Fesch. Les évêques étaient intimidés et animés d'un grand désir de conciliation. Cependant ils commencèrent par prêter le serment habituel d'obéissance au Pape, et par exclure de leurs séances, jusqu'à nouvel ordre, les prélats non institués.

L'Empereur avait la prétention de diriger tous les mouvements de l'assemblée comme il dirigeait les mouvements d'une armée. Il fit lire un message maladroit et violent, plein de reproches sur la conduite du Pape, et de théories dont le moindre défaut était d'être inadmissibles. L'assemblée répondit par une adresse qu'elle s'efforça de rendre conciliante, mais les prélats qu'on avait crus les plus dociles s'enhardirent par le fait même de leur réunion. D'ailleurs les voiles se levaient pour eux, et toutes les obscurités de la situation s'éclairaient. La présence imposée des deux ministres des cultes, ceux de France et d'Italie, la prétention de limiter l'autorité du concile à une seule question les indisposèrent. L'évêque de Chambéry, Dessoles, proposa d'aller au préalable demander à l'Empereur la liberté du Pape, pour que le concile pût délibérer. On se leva pour se rendre à Saint-Cloud. Fesch, qui présidait, suspendit la séance et la remit au lendemain.

Napoléon refusa de recevoir l'adresse, exigea qu'on abordât sans délai la question de l'institution canonique, et déclara que si le Pape persistait à ne pas agir, il se regarderait, lui, comme délié des engagements du Concordat. L'assemblée nomma une commission de douze membres pour lui faire un rapport. La

commission, après avoir scrupuleusement examiné la légitimité du concile et sa compétence en tant que concile national, conclut à une forte majorité qu'il ne pouvait rien résoudre sans le concours du Pape.

Napoléon eut un de ces accès de colère qui lui devenaient habituels. Il s'emporta surtout contre son oncle. Le coup de théâtre était manqué. Après avoir fait grand étalage du concile, il défendit qu'on en parlât. Il se laissa pourtant apaiser par l'évêque de Nantes, Duvoisin, un des prélats qui avaient tenté la conciliation à Savone. On proposa un moyen terme que le Pape avait agréé, à savoir, un délai assez long pour l'expédition des bulles. Le concile accepta cet arrangement, mais la plupart des prélats firent la réserve de l'approbation pontificale. La situation, qui paraissait se détendre, fut aussitôt compliquée par un incident qui manifesta d'une manière plus significative les sentiments de l'Assemblée. Certaines critiques ayant été dirigées contre la bulle d'excommunication, l'archevêque de Bordeaux prouva, le concile de Trente à la main, qu'elle ne constituait pas de la part du Pape un abus de pouvoir; tous les assistants se rangèrent à cet avis. Fesch leva la séance. Napoléon exaspéré s'écria que la Révolution se relevait, et prononça la dissolution du concile. Les trois évêques de Troyes, de Tournay et de Gand furent arrêtés dans la nuit même par le duc de Rovigo, et conduits à Vincennes sans explications. Cette arrestation fit un effet déplorable, même aux yeux des plus prévenus. On punissait les évêques d'avoir donné les avis qu'on leur demandait.

Comme il fallait en finir, on rédigea, sur le conseil de Cambacérès, qui fit l'office de modérateur, un décret portant que la vacance des siéges ne pourrait durer plus d'un an, six mois étant donnés pour le temps de la nomination temporelle et six mois pour celui de l'investiture canonique. On réunit pour cet arrangement les adhésions individuelles d'environ quatre-vingts membres du concile, qu'on assembla de nouveau le 5 août, et qui adoptèrent le décret sans le discuter.

Pie VII, touché des dispositions des évêques, consentit à accepter le décret et promit d'instituer les vingt-sept nouveaux prélats. Quant à Napoléon, frémissant de son impuissance, il affecta de se dire las de cette querelle de prêtres. Il déféra le bref d'acceptation du Pape à l'examen du Conseil d'État; il recommanda qu'on hâtât à Savone l'institution, et il enjoignit

au duc de Rovigo de faire partir de Paris les prélats qui s'y trouvaient encore. Les trois évêques enfermés à Vincennes furent délivrés, c'est-à-dire mis en surveillance, moyennant qu'ils se démirent de leurs siéges. Ordre fut donné de surveiller les séminaires, d'en éloigner les prêtres de Saint-Sulpice devenus suspects. On menaça les évêques qui déplairaient d'interdire la dispense du service militaire aux séminaristes de leurs diocèses[1].

Le Pape, fort troublé, tomba malade et trouva dans les susceptibilités de sa concience la force de prolonger sa résistance. Napoléon n'avait plus aucun ménagement pour lui, même dans les termes qu'il employait. Il disait « plaindre son ignorance et avoir pitié de voir un pontife qui pouvait remplir un aussi grand et aussi beau rôle, devenu la calamité de l'Église[2] ». Les ennemis du Pape, et il en avait jusque dans le Conseil d'État et le Corps législatif, répétaient contre lui l'accusation convenue d'alarmer les consciences.

Cependant le malaise et l'hostilité des catholiques augmentèrent sourdement, et si le silence se maintint en France, au moins dans quelque mesure, c'est que des préoccupations immédiates et exceptionnellement redoutables enchaînaient alors les esprits.

XI. — En Espagne, Masséna, craignant pour Alméida que les Anglais allaient assiéger, réunit un convoi de vivres et partit le 2 mai avec son armée réorganisée et forte de trente-six mille hommes pour l'escorter et le faire entrer dans la place. Wellington occupa Fuentes d'Oñoro près de la Coa, décidé cette fois à accepter une bataille. Le 3, Masséna le fit attaquer sans succès par plusieurs détachements. Le 4, il chercha un point d'attaque plus favorable, et le 5 il recommença l'engagement. La journée fut encore indécise. Les munitions manquaient. Masséna coucha sur le champ de bataille et en envoya chercher à Castel-Rodrigo. Pendant ce temps Wellington augmenta ses retranchements, et Masséna, ne pouvant plus compter sur ses officiers découragés, abandonna son entreprise. Il envoya au gouverneur d'Alméida l'ordre de faire sauter la place et rentra à Salamanque.

[1] Lettre au ministre des cultes, du 22 octobre 1811.

[2] Lettre du 9 février 1812, cette dernière publiée par d'Haussonville, t. V, . 130.

Sur la Guadiana, les Anglais reprirent Olivença et assiégèrent Badajoz avec des forces supérieures. Soult les attaqua le 16 mai dans leur camp retranché derrière l'Albuera. Le résultat fut le même, un choc sanglant et inutile. Là comme dans les autres rencontres, les Anglais défendirent des positions bien choisies. Les Français déployèrent une bravoure impuissante, parce qu'ils agirent sans ensemble et qu'ils furent trop faiblement dirigés. Badajoz était donc menacée de succomber, malgré la présence de Soult, dont les forces étaient insuffisantes pour la sauver.

Le siége de Cadix n'avançait pas davantage; Victor, trop faible de son côté, pouvait à peine garder ses lignes. Dans le royaume de Grenade, Sébastiani était tenu en échec par les rebelles de la Ronda. Suchet seul réussissait à se maintenir dans l'Aragon. Quant à la Catalogne, elle était presque entièrement au pouvoir des miquelets. Barcelone menacée se ravitaillait avec beaucoup de peine. Tarragone servait aux Espagnols de base d'opération et leur permettait de communiquer avec la flotte anglaise. Enfin Bessières était fort inquiété sur la route du nord, où les guerrilleros enlevaient ses convois.

Tout échouait dans la Péninsule, parce qu'aucune armée n'y avait les hommes, l'argent et le matériel nécessaires pour assurer le succès. La solde était toujours insuffisante. Elle était souvent enlevée par l'ennemi, et quand elle arrivait, il fallait la détourner pour d'autres emplois. Les soldats vivaient de maraude, ce qui détruisait la discipline, et les officiers étaient réduits à une misère qui les désespérait. Tout le monde sentait qu'il eût fallu faire de l'Espagne une affaire principale et y porter tous ses efforts. Napoléon seul ne le voyait pas ou refusait de le voir, las d'une guerre dont il semblait se désintéresser. Il se laissait comparer à Charlemagne qui avait combattu en Allemagne et en Espagne tout à la fois, et il se disait que des victoires gagnées en Russie amèneraient la pacification de l'Europe. Il reçut assez mal Joseph quand celui-ci vint à Paris; le prince de Neufchâtel, Berthier, fut obligé d'intervenir entre eux pour empêcher un éclat. Joseph demandait un emprunt qu'il rembourserait plus tard, et s'opposait à ce que la guerre continuât d'être nourrie par la guerre. Napoléon, fermant l'oreille à ce que ses représentations avaient de fondé, s'emporta au sujet de son incapacité militaire ou de quelques fautes de détail, et quand il se résigna à lui donner de l'argent, il le fit dans une mesure dérisoire.

S'en prenant à ses lieutenants de sa mauvaise fortune, il relégua Masséna dans une demi-disgrâce et il appela Marmont à commander l'armée de Portugal. Marmont partit avec trente mille hommes pour rejoindre Soult, qui, grâce à l'arrivée du corps de Drouet, en comptait de son côté vingt-cinq mille. La réunion des deux maréchaux décida Wellington à lever le siége de Badajoz le 13 juin, pour s'établir dans une position forte dans les montagnes de Portalègre. Soult et Marmont, satisfaits de lui avoir fait lâcher prise, se retirèrent aussitôt. Soult alla soutenir Victor et activer le siége de Cadix. Marmont s'établit sur le Tage au pont d'Almaraz, occupant toute la contrée entre Alcantara et Talavera.

Suchet, à la tête de quarante mille hommes, en laissa vingt mille dans l'Aragon pour le garder et marcha avec vingt mille autres contre Tarragone, qu'il était résolu de forcer, malgré les difficultés inouïes qu'en présentait le siége. On fut obligé d'enlever successivement et à coups d'hommes les forts d'Olivo et de Francoli. Les généraux Rogniat et Valée dirigèrent ensuite les travaux contre la ville, qui se divisait en haute et basse. Le 21 juin la ville basse fut battue en brèche et enlevée après un assaut meurtrier. On s'empara du château royal et l'on tira sur l'escadre anglaise, qui dut s'éloigner. La ville haute, battue en brèche à son tour, fut enlevée après un assaut non moins meurtrier que le précédent, et la garnison, forte de huit mille hommes, fut réduite à se rendre. Suchet fit sauter les ouvrages de la ville basse, s'établit dans la ville haute, et reçut le bâton de maréchal avec le titre de duc d'Albuféra pour ce succès éclatant.

L'été amena un repos forcé, pendant lequel Suchet se contenta d'occuper le fameux couvent de Montserrat et de se préparer à la conquête de Valence, comptant descendre ensuite sur Grenade. Mais ses pertes et l'obligation de laisser des corps détachés pour garder l'Aragon et la Catalogne le réduisaient à vingt-deux mille hommes. Il se mit en marche vers le milieu de septembre, divisé en trois colonnes. Il passa devant Sagonte qu'il tenta vainement d'enlever d'assaut; il dut en faire le siége en règle au milieu des guerrillas. Blake sortit de Valence avec trente mille hommes et vint offrir une bataille pour débloquer la place. Elle eut lieu le 25 octobre. Suchet remporta une victoire qui fut chèrement achetée, mais qui lui livra Sagonte et la plaine de Valence.

Trop affaibli pour investir Valence et apprenant que l'armée espagnole de Catalogne venait de reprendre le couvent de Montserrat, il réclama des renforts. Napoléon donna l'ordre à tous les commandants de corps d'armée dans la Péninsule de lui en envoyer et de se rapprocher de lui. L'espoir de voir tomber Valence après Tarragone, et le midi de la Péninsule rouvert à ses armes, rappela son attention sur l'Espagne, qui ne l'occupait presque plus. Suchet, ayant reçu des secours de plusieurs côtés, et particulièrement du général Reille qui commandait en Navarre, opéra les premières approches du siége. Aux premières bombes lancées sur la ville, Blake capitula, le 12 janvier 1812. Il livra dix-huit mille hommes, quatre cents bouches à feu et de vastes approvisionnements.

Mais la pensée de l'Espagne ne traversait plus que de courts instants l'esprit de Napoléon, tourné vers la Russie. Au lieu de profiter d'un succès presque inespéré, il diminua les forces qu'il avait dans la Péninsule. Il rappela la garde impériale, la jeune garde, les Polonais, une partie des cadres des dragons et ceux des quatrièmes bataillons, condamnant ainsi ses lieutenants à une inaction qui devait les perdre. Enfin il prépara (le 26 janvier) un décret dont heureusement il différa la publication, décret par lequel, réalisant une ancienne menace, il réunissait la Catalogne à la France et la divisait en quatre départements.

Wellington comprit que le moment de l'initiative était venu. Après un succès obtenu à Arroyo de Molinos, il investit Ciudad-Rodrigo, en pressa le siége et y entra par la brèche le 18 janvier. Marmont ne put s'y opposer, et dut se borner à protéger la Castille en élevant des ouvrages défensifs autour de Salamanque. Les Anglais se portèrent ensuite sur Badajoz, qui fut investie le 16 mars. La garnison, quoique insuffisante, se défendit avec une vigueur extraordinaire; mais Wellington enleva la place le 6 avril, après un assaut meurtrier. Les deux portes de l'Espagne se trouvèrent en son pouvoir.

XII. — Napoléon n'ayant plus qu'une pensée fixe, qui lui faisait oublier les autres, celle de la guerre contre la Russie, remplaça aux affaires étrangères Champagny et à l'ambassade de Saint-Pétersbourg Caulaincourt, trop engagés vis-à-vis d'Alexandre, par Maret, duc de Bassano, et Lauriston. Il calculait alors que la guerre ne se ferait pas avant le printemps suivant; il savait qu'Alexandre la préparait comme lui, mais

de loin; qu'il n'avait donc pas à craindre une offensive trop brusque. Par ces raisons il ne cessa de protester de ses intentions pacifiques jusqu'au moment où, ne pouvant plus donner le change sur ses préparatifs, il les avoua au prince Kourakin dans une conversation qu'il eut avec lui le jour de la fête du 15 août. Il fut saisi ce jour-là d'un de ces accès de franchise presque brutale qui servaient de préface à ses déclarations de guerre.

Il acheva d'organiser ses armées de l'Elbe et du Rhin. Il y fit entrer des Italiens, des Illyriens, des Hanséates, des Hollandais, enfermés dans des cadres français. Il ordonna que les réfractaires repris fussent menés à Davout. Il fit faire dans toute l'Allemagne des achats de chevaux et à Dantzig des achats de grains. Il imagina pour les transports un système de cinq ou six mille voitures enrégimentées et de formes diverses, chars à bœufs, chars à la comtoise, appropriés au parcours des vastes plaines du Nord, et nécessaires, vu la quantité énorme des approvisionnements qu'il fallait transporter à des distances inusitées. Il comptait d'ailleurs utiliser les canaux par où l'on communique de Dantzig au Niemen. Il construisit aussi des équipages de pont, et organisa un corps de pontonniers, sous le général Éblé. Les préparatifs militaires s'étendirent à toutes les parties de l'Empire, et jusqu'à l'Italie.

Il séjourna plus de deux mois en Hollande (septembre-novembre). Il était revenu pour la marine à des projets gigantesques. Il calculait qu'avec les annexions de côtes dans le Nord il pourrait avoir cent vaisseaux de haut bord et lutter contre les Anglais. Il voulait recomposer la flotte de Brest et entreprendre des croisières ou des expéditions dans la Méditerranée. Il inspecta les travaux d'Anvers, que ses flatteurs appelaient le miracle de ses créations, ceux de l'Escaut, ceux de Flessingue; la flotte dont l'état matériel était superbe, mais dont les dispositions n'étaient pas sûres, à cause du grand nombre de matelots hollandais, danois, hanséates, qu'il fallait contenir au moyen de garnisons embarquées sur les vaisseaux. Il imagina un système défensif pour la Hollande et pour les villes de Wesel et de Cologne. Il introduisit l'Université en Hollande, et exigea que le français y fût enseigné dans les écoles. Il créa aussi (décret du 18 octobre) un nouvel ordre de chevalerie, celui de la *Réunion,* destiné à remplacer les ordres étrangers supprimés; mais ce décret demeura sans exécution. Au retour il obligea la

Prusse, où tout devenait prétexte à manifestations nationales, à désarmer sur-le-champ, et mécontent des prétentions de Bernadotte, il ordonna à son agent en Suède, Alquier, de quitter Stockholm. Il violentait toutes les puissances du Nord pour les obliger à déclarer la guerre aux Anglais.

Alexandre, mieux inspiré, cherchait à se faire des alliances. Profitant d'un avantage obtenu par Kutusof sur le Danube, il offrit aux Turcs la paix à des conditions modérées, et déclara renoncer à l'acquisition des provinces danubiennes, si la Bessarabie et la Moldavie jusqu'au Sereth lui étaient cédées. Il tenait à s'assurer la libre disposition de toutes ses forces. En présence des violences et de l'arbitraire de Napoléon, il se donnait pour le défenseur du droit et le refuge des opprimés. Il savait l'irritation sourde des pays annexés à l'Empire, et la lassitude de la France elle-même. Il savait que le blocus continental condamnait l'Europe à des souffrances intolérables, même pour les pays intéressés, comme la Pologne, à jouer leur fortune avec celle de Napoléon. Il s'attacha donc à éviter tout ce qui pouvait sembler une offense, et à épuiser, en apparence au moins, tous les moyens de négociation.

Napoléon n'en éprouvait pas moins une vive crainte d'être attaqué; car la guerre offensive qu'il se proposait de faire exigeait, en raison de l'immensité des distances, des préparatifs aussi longs qu'étendus. Il ne pouvait pas entrer en campagne avant le mois de juin 1812, c'est-à-dire avant le moment où la Russie serait couverte d'herbes et de moissons. Il ne pouvait dissimuler aucune de ces mesures, même les plus secrètes; un commis de la guerre gagné par l'ambassadeur livrait à ce dernier tous les ordres donnés par le ministre. D'ailleurs la levée de la conscription de 1812 et la demande des contingents de la Confédération du Rhin étaient des actes plus que significatifs.

Enfin il n'était pas homme à se contraindre, quelques précautions qu'il s'imposât. Le 26 janvier 1812, le général Friant occupa par son ordre Stralsund et la Poméranie suédoise, pour obliger la Suède à mieux exécuter le blocus continental. La Suede fut exaspérée. Napoléon exigea qu'elle se joignît à lui contre la Russie, et lui offrit comme dédommagement éventuel la restitution de la Finlande. Elle s'y refusa, n'ayant aucun intérêt à cette guerre, protestant contre le blocus qui l'affamait

et la ruinait, peu portée d'ailleurs à s'unir à la France, qui l'avait déjà sacrifiée en 1807. Elle déclara qu'elle était jalouse de l'amitié de Napoléon, mais qu'elle ne l'achèterait pas au prix de son honneur et de son indépendance. Bernadotte parla de médiation; Napoléon repoussa l'offre comme une insulte. Alors la cour de Stockholm se rapprocha de la Russie et traita avec elle. Le prince royal ne souffrit pas que Napoléon en agît avec lui comme avec ses frères. D'ailleurs il n'eût pas été maître de consentir à ce rôle. Il était obligé de quitter la Suède ou d'épouser ses intérêts. Réduit à choisir entre ses deux patries, l'ancienne ou la nouvelle, il choisit la nouvelle et demeura fidèle à ses derniers serments. Son malheur fut d'avoir accepté avec l'héritage d'une couronne la chance d'une guerre contre la France; ses anciens compatriotes devaient dès lors le considérer non comme un simple ennemi, mais comme un traître.

Napoléon pouvait plus facilement faire la loi à la Prusse. Il lui imposa un nouveau traité, le 24 février. Il lui garantit l'intégrité de son territoire, en exigeant d'elle le libre passage de ses routes militaires, un corps auxiliaire de vingt mille hommes et de grandes fournitures de grains, à déduire de ses contributions de guerre. Il lui interdit d'ailleurs d'augmenter ses forces, tant il comptait peu sur sa fidélité. Le 14 mars il fit un traité analogue avec l'Autriche qui arma pour lui un corps auxiliaire de trente mille hommes en Gallicie sous le prince de Schwarzenberg. La Prusse ne pouvait se soustraire à notre alliance; l'Autriche, qui ne nous était pas moins foncièrement hostile, eût préféré la neutralité, mais elle n'osa la déclarer. Napoléon, se bornant à lier ces puissances pour le présent, et ne tenant nul compte de leurs sentiments nationaux, s'inquiéta peu de laisser à l'Autriche la disposition à peu près entière de ses forces.

La *grande armée* comprit un premier corps, de quatre-vingt-seize mille hommes porté à cent quatorze mille par la division prussienne auxiliaire, sous Davout, dont le quartier général fut à Hambourg; un deuxième corps de quarante mille, sous Oudinot, à Munster; un troisième de trente-neuf mille, plus neuf mille cavaliers, à Mayence, sous Ney. Un quatrième corps, d'Italiens sous le prince Eugène, dut se réunir en Bavière; un cinquième, l'armée polonaise, de trente-six mille hommes, à Varsovie, sous Poniatowski; un sixième, formé des Bavarois et

commandé par Saint-Cyr, eut son centre à Bayreuth; un septième, des Saxons, au nombre de dix-sept mille, à Dresde, sous Reynier; un huitième, des Westphaliens, sous le roi Jérôme, à Magdebourg. La cavalerie de réserve et la garde impériale, sous Mortier et Lefebvre, comptaient soixante-deux mille hommes. Venaient ensuite les soldats du génie et du train, et un corps de pontonniers. Le tout formait quatre cent vingt-trois mille hommes, non compris le corps autrichien de la Gallicie.

Après cette armée, composée des meilleures troupes, Napoléon forma une armée de réserve d'au moins cent trente mille hommes, comprenant deux nouveaux corps, les neuvième et dixième, sous Victor et Augereau, et un certain nombre de divisions séparées. Cette seconde armée fut destinée à appuyer la première et à garder l'Allemagne; on y fit entrer beaucoup de recrues et d'étrangers, tels que des Allemands et des Danois.

On atteignit ainsi le chiffre énorme de six cent mille soldats, et en y ajoutant les troupes d'Espagne avec celles qui devaient rester dans les autres parties de l'Empire, le chiffre fabuleux de onze cent mille. Telle était la force que Napoléon se vantait d'opposer à l'Europe. Il est vrai que dans la grande armée seulement cent cinquante mille hommes étaient des auxiliaires encombrants, sinon des ennemis peu secrets, ulcérés au fond et n'attendant qu'une heure favorable pour nous abandonner.

Napoléon régla la marche des corps de manière à passer le Niémen du 15 au 20 juin, et il les mit en mouvement sans délai, attendu la longueur des distances.

Cependant une disette affreuse sévissait en France. La récolte précédente avait été détestable, du moins pour les grains; le blé s'élevait au prix excessif de soixante-dix francs l'hectolitre. Cette cherté sans exemple causait des troubles dans les grandes villes. Napoléon forma un *conseil des subsistances,* et n'y parla de rien moins que de tarifer les grains et de violenter les fermiers, comme en 1793. Cambacérès ne réussit qu'en partie à l'en détourner. L'Empereur voulut que le pain fût maintenu à bas prix à Paris, que les boulangers fussent indemnisés par le Trésor et les fermiers contraints de porter leurs grains aux marchés, ce qui jeta la perturbation dans le commerce. Commençant à redouter les murmures populaires qui grossis-

saient, il alla passer à Saint-Cloud les semaines qui précédèrent son départ.

Les levées d'hommes étaient un autre sujet de murmures. Napoléon décréta la levée de cent vingt mille gardes nationaux pris à raison de trente mille sur chaque conscription libérée des quatre dernières années. Il avait imaginé ce qu'il appelait « un classement militaire de la nation », divisée en trois bans qui devaient servir, le premier aux frontières, le second dans le département et le troisième dans la commune. Le conseil d'État s'alarma de ce moyen détourné de lever encore des soldats. Napoléon persista, en disant « qu'il aurait ainsi une nation maçonnée à chaux et à sable, capable de défier les hommes et les siècles ». Toutefois une partie seulement du projet s'exécuta, et de violents murmures accueillirent cette réquisition de *chair à canon.* C'était depuis longtemps une opinion répandue et trop fondée qu'on n'entrait dans le service militaire que pour n'en plus sortir vivant. Des mutineries éclatèrent dans les grandes villes, dans les écoles. Le chiffre des réfractaires, que la rigueur des poursuites avait d'abord diminué, se releva dans une proportion effroyable. Dans les pays annexés, les mutineries devinrent des émeutes. Il y eut des soulèvements en Italie, en Hollande, où l'on fusilla les délinquants. Dans les départements hanséatiques la désertion eut lieu par grandes masses.

Napoléon, sans ignorer absolument cet état des esprits, le dédaignait et n'y voyait qu'une raison de plus de poursuivre le grand succès qui devait selon lui changer la face de l'Europe. Seulement il évita de convoquer cette année le Corps législatif. Il n'adressa même aucune communication officielle aux grands corps de l'État, et se contenta de donner connaissance au Sénat de quelques-unes de ses dernières négociations.

XIII. — Alexandre signa le 9 avril un traité avec la Suède, qui lui promit trente mille hommes moyennant un subside et l'abandon de la Norvége. Il donna à l'amiral Tchitchagof, qu'il envoyait commander son armée du Danube, de pleins pouvoirs pour traiter avec les Turcs et leur offrir la limite, non plus du Sereth, mais du Pruth; la paix fut en effet signée le 28 mai. Le 21 avril, Alexandre se rendit à son quartier général à Vilna.

Napoléon, de son côté, après avoir donné aux préfets le

pouvoir de réquisitionner les subsistances, quitta Paris le 9 mai, accompagné de Marie-Louise. Le 17 il était à Dresde, où il tint une cour et consacra plusieurs jours à des réceptions de gala. Il reçut les princes d'Allemagne, l'empereur François II son beau-père, le roi de Prusse. Mais la déférence contrainte de ces souverains ne pouvait le tromper sur les sentiments qu'il leur inspirait. Le roi de Prusse se plaignit que les deux places de Spandau et de Pillau eussent été occupées contrairement aux traités et que ses États eussent beaucoup souffert du passage de nos troupes. Napoléon diminua les contributions prussiennes de la valeur supposée des réquisitions, et adressa des ordres sévères à ses généraux.

Il continuait d'entretenir ouvertement des négociations avec la Russie pour gagner du temps, prévenir de sa part une agression prématurée, et surtout pour faire croire à l'Europe qu'il se bornait à des précautions défensives, ce en quoi il ne trompait que lui-même. On le pressa de reconstituer la Pologne. Il évita de s'engager, ne voulant pas se créer une guerre éternelle; mais comme il tenait à obtenir des Polonais des levées d'hommes et un grand effort, il envoya comme ambassadeur à Varsovie l'évêque de Malines, de Pradt, personnage auquel il avait reconnu un remarquable esprit d'intrigue, et il lui dit au départ : « Mettez la Pologne à cheval, sans me brouiller avec l'Autriche. »

Il donna, pendant son séjour à Dresde, l'ordre d'amener le Pape à Fontainebleau, où il voulait à son retour l'avoir sous sa main et le montrer comme enchaîné. Le Pape devait voyager dans le plus grand secret, pour qu'il ne reçût aucune ovation, mais être visité à Fontainebleau par les ministres, les hommes du gouvernement et les membres du clergé.

Napoléon partit de Dresde le 29 mai. Le 2 juin il était à Thorn, qu'il trouva encombré d'états-majors, de diplomates, de curieux, et aussi de bagages; car il avait depuis longtemps contribué lui-même à introduire dans l'armée le dissolvant le plus fâcheux, le goût du luxe et des jouissances. Il fit un règlement pour l'état de maison des rois qui devaient le suivre pendant la campagne. Il éloigna les curieux et les inutiles. Il prit des mesures préventives pour empêcher les désordres et les pillages, effet déjà trop commun des longues marches, du chiffre énorme des soldats, du grand nombre d'étrangers et de recrues qu'ils comptaient dans leurs rangs, enfin de la mau-

vaise organisation du train, composé du rebut des autres corps. Les moyens de transport demeuraient insuffisants, en dépit de tous les calculs. L'artillerie, si nombreuse qu'on n'en avait jamais vu de pareille, était médiocrement attelée. Napoléon put voir que son armée n'était plus tout à fait celle d'autrefois. Ses lieutenants non plus ne lui inspiraient plus la même confiance. Il reçut à Dantzig, avec une certaine froideur, Davout, Murat et Rapp; Davout, jusque-là rigide exécuteur de ses volontés, qui avait servi avec un dévouement aveugle les passions impériales, mais qu'il craignait de voir les Polonais lui demander pour roi; Murat, qui lui avait marchandé ses régiments napolitains et auquel il avait écrit : « Rappelez-vous que je ne vous ai fait roi que pour l'intérêt de mon système[1]. »

Arrivé le 12 juin à Kœnigsberg, il s'assura que ses ordres avaient été exécutés pour transporter ses magasins par eau en suivant le Frische-Haff, la Prégel, les canaux, le Niémen et la Wilia jusqu'à Vilna. Le colonel Baste était chargé d'opérer ces transports avec les marins de la garde.

Il arrêta son plan de campagne. Il décida de passer le Niémen à l'angle que ce fleuve forme près de Kowno, et de se diriger ensuite, en traversant la Lithuanie, vers le pays situé entre Vitepsk et Smolensk, c'est-à-dire entre la Dwina et le Dniéper, sorte de plateau où se fait le partage des eaux et où passe la principale route qui de tout temps a mené de la Pologne dans la Russie. En enlevant rapidement Vilna, quartier général d'Alexandre et capitale de la Lithuanie, on pouvait rejeter l'armée russe de Barclay vers le nord, la couper de celle de Bagration qui était placée sur le Dniéper et s'assurer les provinces de la Vieille-Pologne. Napoléon comptait ensuite poursuivre sa marche en se dirigeant sur Vitepsk plutôt que sur Smolensk, afin d'éviter le voisinage des dangereux marais de Pinsk.

Il échelonna ses troupes à proximité du Niémen, et passa en revue les corps de Davout, d'Oudinot et de Ney, qui devaient le franchir à Kowno. Eugène devait le traverser à Prenn, un peu au-dessus, et Jérôme à Grodno. On comptait déjà soixante mille hommes restés en arrière par la fatigue des marches. Quatre cent mille, traînant avec eux mille bouches à feu, passèrent le Niémen le 23 juin, pendant la nuit, et entrèrent sur

[1] Le 31 août 1811.

le territoire de la Russie sans trouver l'ombre d'une résistance.

Les organes officiels à Paris étaient pleins d'invectives contre l'Angleterre qui forçait l'Empereur à prendre encore les armes. Ils représentaient la guerre de Russie comme la guerre de la civilisation contre la barbarie, des peuples libres contre les peuples esclaves, contre les serfs du Nord, pendant que l'on combattait en Espagne les serfs du Midi; comme une guerre qui devait en finir avec la vieille Europe et constituer un nouveau système européen. Napoléon avait souvent répété le même thème à ses familiers. Une invasion des Scythes du Nord était menaçante; en la prévenant et en les refoulant dans leurs forêts, il allait, comme les Empereurs romains, garantir ses frontières et donner à ses États de solides assises [1].

XIV. — Napoléon marcha directement sur Vilna avec Davout, Murat et la garde formant cent vingt mille hommes, tandis que Macdonald et Oudinot s'avançaient à sa gauche et Eugène à sa droite. Il donna l'ordre à Éblé de construire un pont à Kowno pour assurer ses communications.

L'armée de Barclay de Tolly, formée de cent trente mille hommes, était déployée en éventail sur un grand espace autour de Vilna. Le plan de l'état-major russe consistait à se retirer sur les lignes de la Dwina et du Dniéper. Le général Pfuhl avait persuadé à Alexandre de former un camp retranché à Drissa, sur la Dwina, couvrant la route de Saint-Pétersbourg, d'y attirer les Français, de le défendre avec la première armée, celle de Barclay, et de ramener ensuite la seconde, celle de Bagration, qui, partant du Dniéper, viendrait prendre Napoléon en flanc. Barclay jugeait ce plan défectueux; il croyait préférable de se retirer plus loin et de laisser Napoléon s'engager plus avant.

Vilna fut occupée le 28 juin, presque sans coup férir. Mais déjà la fatigue des troupes se faisait sentir; on avait une queue d'armée. Le corps d'Eugène était en retard. Comme les Cosaques détruisaient partout les magasins et les ressources utilisables, comme d'autre part les convois marchaient avec une peine extrême et que les chevaux mal nourris périssaient par milliers sur les routes, l'armée était réduite à vivre de maraude, c'est-à-dire à tout dévaster. On enlevait les chariots, les chevaux, les bestiaux et les hommes nécessaires pour conduire les convois,

[1] Villemain, *Souvenirs de M. de Narbonne.*

sauf à abandonner en route une partie de ces réquisitions. Dans ces conditions, la mauvaise nourriture, un temps affreux qui dura plusieurs jours, l'obligation de bivouaquer dans la fange, car les villages clair-semés n'offraient que rarement un abri, engendrèrent des maladies dès l'entrée en campagne. La dyssenterie exerça ses ravages. Au lieu de marcher en ligne, on se débandait. La désertion, favorisée par les grands bois, devint commune, surtout chez les auxiliaires étrangers. Napoléon dut s'arrêter quinze jours à Vilna pour rallier ses troupes et attendre ses équipages. Retard fatal, mais inévitable. Il fit reposer ses corps de la gauche et du centre, se bornant à les tenir en observation; ceux de droite marchèrent seuls dans la direction de l'armée de Bagration.

Napoléon organisa un gouvernement en Lithuanie. Il n'osa réunir ce pays à la Pologne, de peur de se créer des embarras ultérieurs et de trop s'aliéner l'Autriche. Il lui donna une administration séparée qu'il se réservait de diriger lui-même. Il créa quatre régiments lithuaniens et une garde nationale. Il établit une police sévère; il fit arrêter et fusiller quelques pillards. Il réquisitionna et accumula de grandes quantités de grain, de paille et d'avoine.

Les avis sages ne lui manquèrent pas. On lui représenta que l'Allemagne, dévorée depuis cinq ans, était exaspérée; que ses soldats n'avaient plus la même confiance; qu'ils ne se connaissaient plus les uns les autres; que déjà beaucoup d'entre eux, trop jeunes ou trop faibles, succombaient dans les marches sous le poids de leurs sacs et de leurs armes. On lui parla de la pauvreté de la Lithuanie, de l'abandon de la France. Il répondit qu'il laissait en France son nom; qu'il voulait laisser à des Français la garde de sa couronne et de sa gloire; que d'ailleurs il tenait l'Allemagne par la Prusse dont il était maître, et par Dantzig, destiné à devenir un autre Gibraltar.

La seconde armée russe, celle de Bagration, déployée autour de Grodno comme celle de Barclay l'était autour de Vilna, se retira sur Minsk pour ne pas être coupée. Davout la poursuivit, marchant avec peine à travers les forêts et les marécages, dans un pays à demi désert où il lui était malaisé de s'éclairer et de se renseigner. Il pressa l'Empereur pour être rejoint par le corps de Jérôme, avec lequel il se flattait d'envelopper l'ennemi et de le forcer à poser les armes. Il surprit Minsk le 8 juillet, ne laissa pas aux Cosaques le temps d'en détruire les magasins,

et châtia sévèrement les actes d'indiscipline qui devenaient fréquents même dans son corps, le meilleur de tous.

Napoléon pressa Jérôme et le gourmanda de sa lenteur. Mais le roi de Westphalie, n'étant arrivé à Grodno que le 28 juin, après des marches pénibles, n'était en mesure ni d'atteindre Bagration qui avait plusieurs journées d'avance, ni de s'entendre avec Davout dont il ignorait la position. Il n'en poussa pas moins son avant-garde dans la direction des Russes, c'est-à-dire celle de Bobruisk et de la Bérésina. Davout, ayant reçu de ses nouvelles le 13, partit de Minsk le 14, et lui adressa l'ordre de s'avancer vers Bobruisk en combinant sa marche avec la sienne. Jérôme venait d'être privé de son commandement en chef et subordonné au maréchal prince d'Eckmühl. Il refusa de se soumettre à cette disgrâce, et remit la conduite de son corps à son chef d'état-major, le général Marchand.

Ces tiraillements, qui tenaient moins à des caprices de grands personnages qu'à des difficultés trop réelles, firent perdre l'espérance d'envelopper Bagration avant qu'il eût passé la Bérésina, et de le rejeter sur les marais de Pinsk, dont il ne serait pas sorti. Napoléon négligeait alors les corps avec lesquels il ne se trouvait pas, puis il s'en prenait à leurs chefs d'insuccès dont il était indirectement le véritable auteur. Après avoir commis la faute de donner un commandement en chef à Jérôme, il en commettait une autre, celle de le lui retirer en face de l'ennemi. Les hommes, y compris ses lieutenants et ses frères, étaient simplement pour lui des machines ou plutôt des rouages qu'il faisait mouvoir, sans s'inquiéter de heurter leurs sentiments ou leurs passions. Le despotisme, en gâtant son caractère, l'avait conduit là.

Toute son attention se portait alors sur la première armée russe, qu'il voulait attaquer en personne et anéantir à Drissa. Le camp de Drissa présentait de face de sérieux obstacles; mais on était assuré de s'en rendre maître si l'on réussissait à passer la Dwina, peu profonde en cette saison, et à le tourner par derrière sans être arrêté par une autre armée. Napoléon comptait faire avec deux cent mille hommes effectifs une marche rapide, surprendre Barclay, masser en face de lui un tiers de ses forces pour le tenir en observation, puis avec les deux autres le tourner, l'envelopper et l'obliger à poser les armes. Mais le retard forcé de Vilna changea les conditions où ce plan eût pu être exécuté.

Sur ces entrefaites, l'Empereur apprit que la Russie venait de traiter avec la Suède et la Turquie. Elle allait même traiter quelques jours après avec la régence espagnole de Cadix. Il affecta de n'y attacher aucune importance, répétant que le sort de l'Europe se réglerait là où il se trouverait en personne. Il reçut aussi, avant de quitter Vilna, les envoyés de la diète générale de Pologne, que le roi de Saxe n'avait pu refuser de convoquer et qui avait proclamé la levée en masse avec le rétablissement de l'ancien État polonais. Napoléon répondit comme il avait déjà fait, en demandant aux Polonais un grand effort, mais en réservant l'avenir, à cause de l'engagement qu'il avait pris de ménager l'Autriche. Langage forcé, qui le privait d'un appui nécessaire et décelait au fond sa faiblesse réelle.

Il ne put quitter Vilna que le 16 juillet. Le 18 il s'établit à Gloubokoé, en face de Drissa, et massa ses corps de façon qu'ils pussent se soutenir les uns les autres. L'armée avait eu beaucoup de peine à arriver jusque-là. Le corps des pontonniers ne suffisait pas à réparer les ponts nombreux que l'ennemi avait coupés sur des routes qui traversaient de vastes marécages. Mais les Russes abandonnèrent Drissa. Ils calculèrent qu'ils n'avaient pas encore usé l'armée française; qu'elle gardait la supériorité du nombre, et qu'ils l'useraient sûrement en l'attirant plus avant dans l'intérieur; que Bagration était rejeté trop loin vers le midi pour se réunir à Barclay, tandis que Napoléon pourrait toujours se joindre à Davout vers Orscha; enfin, que leur jeu était de traîner la guerre en longueur, tandis que celui de Napoléon était d'en finir vite. En conséquence, Barclay se replia sur Vitepsk pour gagner Smolensk et se joindre à Bagration. Alexandre courut à Moscou pour y lever une troisième armée et organiser des corps de réserve.

Pendant ce temps Davout pressait Bagration, lui livrait un combat heureux, le 22, à Mohilew, puis remontait au nord vers Orscha pour se rapprocher de Napoléon.

Ce dernier se mit à la poursuite de Barclay, battit deux fois son arrière-garde à Ostrowno, le 25 et le 26, l'atteignit lui-même le 27 en vue de Vitepsk, et fit les apprêts nécessaires pour lui livrer une bataille, qu'il espérait être décisive. Barclay parut d'abord l'accepter, désespérant presque de joindre Bagration, mais il reçut des nouvelles qui lui firent juger que la jonction redevenait possible; il décampa durant la nuit, et alla s'établir plus loin.

Napoléon, dont les troupes étaient harassées de fatigue, s'arrêta à Vitepsk pour leur donner un repos nécessaire. Les quatre cent mille hommes qui avaient passé le Niémen étaient déjà réduits d'un tiers; c'étaient, il est vrai, les hommes les plus jeunes, les plus faibles, et surtout les auxiliaires étrangers qui manquaient. Les soldats se demandaient où l'on atteindrait les Russes. Plusieurs généraux étaient d'avis qu'il fallait occuper Vitepsk, Smolensk, Riga, s'y fortifier, s'appuyer sur la Pologne, en lui donnant un gouvernement et une armée, et ne pas s'aventurer dans la Russie proprement dite. Napoléon, qui ne les consulta que pour la forme, leur résista. Il répondit que si l'on s'arrêtait, on laisserait passer la saison de la guerre, que ce serait se condamner d'avance à un hivernage et un repos de neuf mois. Or, il sentait d'instinct qu'il ne pouvait séjourner comme en 1807 un hiver entier aux extrémités de la Pologne; que cette fois l'Europe s'agiterait derrière lui. Les ressorts étaient tellement forcés qu'ils se détendraient. Il avait besoin d'un grand coup d'éclat; il l'espérait encore, et il se réservait de faire la paix dès qu'il l'aurait obtenu.

XV. — Il ordonna à ses lieutenants qui marchaient sur ses ailes de poursuivre les corps russes au nord et au sud. Oudinot se porta sur Sebej, route de Saint Pétersbourg, contre le corps isolé de Wittgenstein, livra deux combats, l'un à Iacoubovo, le 29 juillet, l'autre à Drissa, le 1er août, et fit à l'ennemi beaucoup de mal, mais n'en éprouva guère moins de son côté. Il rentra à Polotzk, et demanda du repos et des renforts. Napoléon lui envoya une division bavaroise et l'ordre de reprendre sa marche en avant.

Macdonald, chargé d'occuper Riga et Dunabourg, entra facilement à Mittau en Courlande avec un corps prussien et un corps polonais. Mais il demanda deux nouvelles divisions qui lui étaient nécessaires pour assiéger Riga et garder sur la Dwina une ligne longue de soixante-dix lieues.

Au sud, quarante mille Russes, arrivant de Turquie, sous Tormasof, firent subir un échec grave à un corps saxon placé à Kobrin, près de Brezesc. Cet échec produisit une impression fâcheuse sur les Polonais; ils commencèrent à douter du succès final de Napoléon, et à s'alarmer de ce qu'ils deviendraient eux-mêmes. Napoléon donna l'ordre à Schwartzenberg et à Reynier, qui se trouvaient entre le Niémen et le Boug, de ré-

trograder, de joindre leurs forces, et de rejeter à tout prix Tormasof sur la Wolhynie. Il demanda à l'empereur d'Autriche de nouvelles troupes, ne fût-ce que pour combler les vides du corps de Schwarzenberg.

Comptant ainsi refouler l'ennemi sur ses deux ailes, il se prépara à reprendre sa marche en avant; il fit reposer ses soldats ; il amena son artillerie, ses voitures du train; il établit des magasins à Vitepsk; il organisa sur ses derrieres les armées de Victor et d'Augereau, et en tira des renforts. Il comptait à force de célérité couper les deux armées russes, ou tout au moins les tourner en passant le Dniéper, et tomber par surprise sur Smolensk, ville sans défense.

Il partit de Vitepsk le 11 août, à la tête de cent soixante-quinze mille hommes, mais il ne put prévenir la jonction des deux armées russes. Il passa le Dniéper dans la nuit du 13, livra, le 14, un combat d'avant-garde à Krasnoé, et arriva, le 16, en vue de Smolensk. Il trouva cette grande ville remplie de troupes; un assaut était nécessaire pour s'en rendre maître. Il s'y décida sur-le-champ, jugeant que les murailles étaient vieilles et ne valaient rien, que d'ailleurs un assaut, si meurtrier qu'il fût, lui coûterait encore moins d'hommes que des marches nouvelles.

Donc, le 17, impatienté de voir que les Russes ne sortaient pas, il fit canonner le pourtour de la place, puis attaquer tous les faubourgs, dont nos soldats s'emparèrent après six heures d'une lutte furieuse, corps à corps, et d'un carnage affreux. Nous eûmes sept mille morts ou blessés; l'ennemi en perdit près du double. L'artillerie continua de tirer toute la nuit. Le lendemain matin on vit s'élever de plusieurs côtés des torrents de flammes et de fumée, pareils à une éruption du Vésuve. Les Russes venaient de se retirer en mettant le feu à la ville pour y détruire les entrepôts et les magasins. Les Français n'y entrèrent qu'en passant littéralement sur des monceaux de cadavres. Ils se précipitèrent au milieu de l'incendie pour l'éteindre. Ils trouvèrent une population affolée de terreur qui encombrait les églises, et ne virent que des visages animés d'une haine farouche.

Les Russes, ayant repassé sur la rive droite du Dniéper et coupé les ponts, se retirèrent en bon ordre. Les Français perdirent vingt-quatre heures à construire des ponts. Barclay, pour assurer sa retraite, disposa quarante mille hommes et une ar-

tillerie formidable sur le plateau de Valoutina, qui couvrait un passage difficile où l'armée russe défilait. Le maréchal Ney et le général Gudin, chargés d'enlever ce plateau, livrèrent un combat qui leur coûta six ou sept mille hommes et autant à l'ennemi; ce fut un des plus acharnés des guerres de l'Empire. Gudin, frappé à mort, céda son commandement au général Gérard. Les Russes atteignirent leur but; leur armée passa.

On accusa Junot de n'être pas arrivé à temps avec le corps westphalien pour soutenir Ney; mais il était éloigné et sans ordres. On était trop porté à chercher des coupables pour rejeter sur eux la responsabilité de chaque insuccès.

Napoléon voyait l'ennemi reculer toujours, la guerre s'éterniser, ses propres soldats, naguère si dociles, se plaindre de bivouaquer sur des ruines, d'être accablés de fatigues et de privations sans savoir jusqu'où on les menait, et même s'émouvoir des scènes de mort et d'horreur telles que celles de Smolensk. Vainement s'attachait-il dans ses bulletins à déprécier les Russes, qu'il accusait de fuir plus lâches que des femmes. Ce tonnerre, dont un coup éclatant devait tout terminer, lui échappait des mains. Il se demanda s'il s'arrêterait à Smolensk, mais la crainte d'y laisser l'armée exposée à un hivernage qui achèverait de la démoraliser et de la détruire par la désertion, le danger égal qu'il voyait pour lui-même à demeurer avec elle si loin de la France, ou à l'abandonner pour retourner à Paris, le ramenèrent aussitôt à l'idée de poursuivre les Russes plus loin encore en les serrant de près, et de faire un dernier et plus puissant effort pour les anéantir.

Des nouvelles rassurantes qu'il reçut de ses deux ailes le fortifièrent dans cette décision. Le 12 août, Schwarzenberg et Reynier avaient repoussé le corps de Tormasof de la position de Gorodetschna sur le Boug. Le 18, le corps d'Oudinot étant fort menacé dans Polotzk par Wittgenstein, et Oudinot lui-même ayant été blessé dans un engagement, Saint-Cyr avait pris le commandement, d'attaqué il s'était fait agresseur, et avait chassé les Russes. Napoléon envoya des récompenses, de l'argent, des dotations, non-seulement aux Français, mais aux Autrichiens qui avaient combattu avec Reynier, et aux Bavarois qui avaient pris une part active à la bataille de Polotzk; il nomma Saint-Cyr maréchal, puis il régla sa marche sur Moscou.

XVI. — Les Russes se retiraient en bon ordre par échelons. Davout, qui formait l'avant-garde, avertit l'Empereur qu'une bataille immense et décisive était prochaine, que l'ennemi s'y préparait visiblement et cherchait un terrain. Barclay ne pouvait plus résister à l'exaspération de ses troupes, que la vue des ruines mettait en fureur. Il fit des préparatifs de bataille au confluent de l'Ouja et du Dniéper, près Dorogobouj.

Napoléon, averti, prit à Smolensk les dispositions nécessaires, appela à lui des détachements arriérés, donna des ordres pour en faire avancer d'autres, enjoignit particulièrement à Victor de marcher jusqu'à Vilna, et partit avec sa garde. Mais Bagration, mécontent du terrain choisi, avait exigé la levée du camp, et les Russes s'étaient encore dérobés.

Napoléon jugea qu'il irait forcément à Moscou, soit qu'il y poursuivît l'ennemi qui pouvait se retirer jusque-là, soit qu'il le battît en chemin, car alors il irait dicter la paix dans la capitale de la Russie. Il prit aussitôt de nouvelles dispositions. N'ayant rien à craindre sur ses deux ailes, malgré la faute inconcevable de n'avoir pas réuni en un seul les deux corps opérant sur la Dwina, il donna de nouveaux ordres pour faire avancer plus loin les régiments en marche, et enjoignit à Victor de ne s'arrêter qu'à Smolensk. Il appela de nouveaux régiments, même de l'Italie. Il assura ses communications et ses correspondances par des lignes de blockhaus pareilles à celles des Cosaques. Il leva en Lithuanie et en Pologne d'énormes quantités de vivres par réquisition.

En passant à Viazma, il éteignit un incendie allumé par les Russes. Il ne donna de repos à ses troupes qu'à Ghiât.

Toute la Russie partageait les sentiments de l'armée. Alexandre avait demandé pendant son séjour à Moscou des levées d'hommes à la noblesse et des subsides aux marchands ; il les avait obtenus sans peine. Il avait décrété une levée extraordinaire sur les domaines de la couronne. A Saint-Pétersbourg il avait reçu lord Cathcart, envoyé anglais, et signé une alliance avec la Grande-Bretagne. La voix publique, accusant Barclay de trahison, demandait pour commander à sa place le vieux Kutusof, qui n'était pas un étranger, mais un Moscovite, et qui venait d'obtenir des succès sur le Danube. Alexandre, se conformant à ce vœu, investit Kutusof du commandement en chef, et lui donna Benningsen pour chef d'état-major, tout en laissant à Barclay et à Bagration le commandement de leurs deux ar-

mées. Kutusof alla s'établir sur les plateaux de Borodino, au-dessus de la petite rivière de la Kolocza, près de l'endroit où elle se jette dans la Moskowa. Il éleva des redoutes et des retranchements en terre pour se couvrir.

Napoléon fut encore tenté de s'arrêter à Ghiât, car le mauvais temps commençait, et la difficulté croissante des convois, la maraude, les bivouacs humides, lui coûtaient beaucoup d'hommes. Des généraux de son état-major, même Berthier, lui peignirent l'état inquiétant de l'armée; il repoussa rudement leurs remontrances. Murat et Ney eurent avec lui plusieurs mouvements de vivacité; ce qui ne les empêchait pas de revenir aussitôt à leur entrain ordinaire. Le 4 septembre, le soleil brilla. On était certain de rencontrer Kutusof rangé en bataille à Borodino. On se remit en marche.

Le 5, on se trouva devant l'ennemi. Napoléon reconnut la position des Russes, et jugea qu'il pourrait les en chasser, s'il enlevait d'abord la plus avancée de leurs redoutes, celle de Schwardino, ce qui lui permettrait de déployer une partie de son armée en face de la leur sur les plateaux. Le soir même la redoute fut enlevée après une lutte meurtrière, qui coûta la vie à plusieurs milliers d'hommes. Le 6, l'Empereur passa la journée à parcourir le futur champ de bataille, et à disposer ses forces. Bagration avait élevé sur son front trois redoutes à Semenowska. Napoléon résolut de les attaquer en y portant les corps de Ney, de Davout et de Murat. Eugène à la gauche fut chargé d'occuper Borodino et les bords de la Kolocza, sans trop s'aventurer contre des coteaux escarpés. A droite, Poniatowski devait s'avancer à travers de grands bois, cerner l'ennemi, et le refouler sur lui-même en débouchant sur les plateaux. L'armée française comptait à peu près cent trente mille combattants, elle avait cinq cent quatre-vingts bouches à feu. Les forces de l'ennemi étaient égales. Les Français et les Russes couchèrent en face les uns des autres, se préparant à s'égorger le lendemain. Kutusof fit promener dans son camp une image miraculeuse de la Vierge.

Le 7 septembre, les troupes commencèrent à s'ébranler avant le jour. A six heures une bataille terrible était engagée; la proximité et l'acharnement des combattants jonchaient le sol de victimes. A dix heures, la grande redoute du centre, et d'autres à droite que l'on appelait les Trois-Flèches, tombèrent en notre pouvoir. Les Russes furieux revinrent à la charge pour

les reprendre, rentrèrent en effet dans la grande redoute et tuèrent le général Bonamy qui la défendait. La lutte se renouvela plusieurs fois sans se ralentir. Généraux, colonels, officiers, tombèrent sous la mitraille. On se battait à coups d'hommes et comme sans direction. Napoléon, placé en observation à Schwardino, envoyait ses ordres avec plus d'hésitation que de coutume. Davout, Murat et Ney réclamèrent à deux reprises l'appui de la garde. A trois heures seulement il fit marcher les corps de réserve. En ce moment il reçut l'avis que la cavalerie de Platow et d'Ouvarof passait la Kolocza et débordait Borodino. Il s'arrêta jusqu'à ce qu'Eugène eût repoussé l'attaque, puis il lui ordonna de s'avancer sur le centre et de reprendre la grande redoute; car sur ce point nos généraux, malgré les charges de cavalerie les plus meurtrières, usaient leurs forces et n'aboutissaient à rien. Eugène exécuta l'ordre, mais au prix d'un sacrifice d'hommes tel qu'aucune bataille n'en offrait d'exemple. Des masses d'artillerie portées alors sur le terrain occupé firent un ravage affreux dans les rangs de l'ennemi, sans pouvoir l'obliger à reculer. La nuit mit un terme au carnage. Napoléon refusa de faire donner sa garde pour achever la victoire. Il craignait de la sacrifier, et il sentait qu'il en aurait encore besoin, après un triomphe qui le laissait sanglant et mutilé au milieu d'un peuple furieux, à sept cents lieues de la France.

Cette terrible journée nous coûta trente mille morts ou blessés, et aux Russes près du double, à cause des masses compactes qu'ils opposèrent à nos canons. Nous eûmes quarante-sept généraux et trente-sept colonels tués ou hors de combat; les Russes en perdirent à peu près autant, entre autres Bagration. Les Français demeurèrent maîtres des redoutes, mais ils n'avaient enlevé ni prisonniers, ni drapeaux, ni canons.

Napoléon fit transporter ses nombreux blessés à l'abbaye de Kolotzkoï et à Mojaïsk, puis ordonna de marcher aussitôt sur Moscou.

Kutusof, ayant réuni les débris de ses troupes, se retira en faisant bonne contenance et en continuant de tout détruire sur sa route. Il tint un conseil de guerre, qui, jugeant qu'il importait plus de sauver l'armée que la capitale, renonça à l'idée de livrer une seconde bataille sous ses murs. En conséquence il abandonna Moscou sans défense, et se replia sur Riazan, puis sur Kalouga, dissimulant son mouvement pour tromper les

Français et se mettre en mesure de les inquiéter quand l'occurrence s'en présenterait. Rostopchin, gouverneur de Moscou, donna aux habitants l'ordre d'en sortir et en sortit lui-même le 14, après avoir retiré les pompes et préparé dans le plus grand secret un incendie que les condamnés tirés des prisons étaient chargés d'allumer.

Murat entra ce jour-là avec l'avant-garde dans la capitale de la Russie vaincue. Napoléon coucha dans un faubourg, fit son entrée le lendemain, et alla s'établir au Kremlin. Les soldats chantaient la *Marseillaise :* « Le jour de gloire est arrivé ! » La ville offrait l'aspect d'une morne solitude. Les officiers se logèrent dans les palais, et l'armée s'établit comme elle put dans les différents quartiers qui lui furent désignés.

Tout à coup le feu éclata dans le grand bazar qui renfermait les riches marchandises de l'Orient. Les soldats y coururent pour l'éteindre, et pillèrent ce qu'ils arrachèrent aux flammes. Durant la nuit du 15 au 16, un vent d'équinoxe, soufflant avec violence, porta l'incendie dans les quartiers de l'ouest, les plus beaux et les plus riches. Les constructions, presque toutes en bois, offrirent au feu un aliment désespérant. L'alarme et l'épouvante se répandirent. Le Kremlin était rempli d'artillerie, de poudre et de matières incendiaires. Napoléon fut obligé d'en sortir et d'aller chercher un asile à une lieue de la ville, dans le château de Petrowskoïe. Il fallut que l'armée s'éloignât à son tour de ce foyer de destruction, à travers les bâtiments qui s'effondraient. La pluie, survenant le quatrième jour, mit seule un terme aux ravages des flammes. Le Kremlin fut sauvé ; dans les autres quartiers, un cinquième seulement des maisons resta debout. Plusieurs milliers de blessés et de malades de l'armée russe périrent dans l'incendie.

Les Français se hâtèrent de rentrer, parcoururent les décombres fumants, pillèrent les caves que le fléau n'avait pu atteindre, et y trouvèrent d'immenses provisions que les Russes avaient l'usage d'y accumuler pour l'hiver. Napoléon rentra à son tour, plus attristé encore qu'irrité, en songeant que sa proie lui échappait. Ce n'étaient qu'imprécations contre la sauvagerie des Russes, ces Scythes destructeurs, animés d'une rage imbécile. Il arrêta le pillage, logea ses troupes, convertit en magasins les bâtiments qui restaient, y fit porter tout ce qu'on put réunir de provisions accumulées, et donna l'ordre de battre le pays environnant dans un rayon étendu pour se procurer des

vivres frais et des fourrages. Il fit distribuer quelque argent aux habitants incendiés qui se trouvaient sans ressources, et s'efforça de convaincre la population misérable et affamée qu'il la traiterait humainement.

XVIII. — La guerre, dit Thiers, devenait plus difficile à mesure qu'elle devenait plus heureuse. Napoléon transmit à Saint-Pétersbourg, par voie indirecte, ses dispositions pour conclure une paix dont chaque jour il comprenait mieux l'urgence. Maître de Moscou, il avait satisfait à sa gloire. Alexandre ne lui répondit pas.

Napoléon ignorait d'ailleurs la marche de Kutusof, et il fut très-alarmé d'apprendre que les Cosaques avaient pillé un de ses convois à Mojaïsk. L'armée russe errait misérablement, traînant à sa suite un nombre infini de familles fugitives et désespérées. La vue de Moscou en flammes y réveilla les courages en ranimant l'indignation, car on crut que l'incendie avait été allumé par les Français. Kutusof, qui avait fait publier de faux récits de la bataille de Borodino, finit par se placer derrière la Pachra, affluent de la Moskowa, qui trace comme un cercle à quelques lieues de Moscou vers le sud. Découvert par Murat et Bessières qui battaient le pays à sa recherche, il recula encore de quelques lieues jusqu'à Taroutino, derrière la Nara, et s'établit là sur une rive escarpée, dans un camp qu'il rendit inexpugnable, où il pouvait se ravitailler par Kalouga, attendre les renforts annoncés de l'Ukraine, reposer ses troupes, les exercer, et causer de sérieuses appréhensions à ses vainqueurs.

Les Français délibéraient sur la conduite à tenir. Car Napoléon n'était plus l'autocrate des premiers jours : il hésitait, il demandait des avis, et sentait le besoin de convaincre ses lieutenants, qui avaient oublié leur longue habitude d'aveugle obéissance. Officiers et soldats, quand ils ne cédaient pas à un entraînement passager, voulaient la paix, sentant le danger de rester aventurés à Moscou et la nécessité de se rapprocher des magasins et des corps laissés en Lithuanie. On voulait rétrograder, au moins jusqu'à Smolensk. Napoléon sentait aussi cette nécessité; mais comme le moindre pas en arrière devait le diminuer aux yeux des Russes et de l'Europe, il s'ingéniait à chercher les moyens de rester à Moscou, d'y hiverner même, et il les jugeait difficiles, mais non impossibles.

Il s'arrêta à une idée moyenne. Quand il se fut convaincu

que les Russes repoussaient toute négociation et attendaient l'hiver, il chercha lui-même pour hiverner une position où il pût garder une attitude menaçante, à portée de la Lithuanie. Il crut la trouver à Vélikié-Louki, au nord de la Dwina, où il pouvait appeler Saint-Cyr et Victor. Il y voyait l'avantage de se placer sur la route de Saint-Pétersbourg, la vraie capitale de la Russie, la première au moins, et la seule où l'on pût frapper le gouvernement d'un coup mortel. Pour le moment il devait empêcher, chose urgente, Wittgenstein et Tchitchagof, renforcés par les troupes ramenées de la Finlande et du Danube, de se joindre sur ses derrières, et de lui fermer le passage au retour. S'il laissait cette jonction s'opérer et que Kutusof le poursuivît, il était pris entre deux feux. Mais l'armée, lasse, attristée, effrayée des perspectives de l'hiver, se récria. Les officiers représentèrent que les charrois étaient usés, la cavalerie épuisée; qu'entreprendre une marche nouvelle de cent cinquante lieues dans la direction du nord, c'était courir à la ruine. Il y renonça.

Il se rabattit sur l'idée d'hiverner à Vitepsk, puis, les mêmes objections se présentant, à Kalouga, dans un pays riche, à trente-cinq lieues seulement de Moscou, ce qui lui permettait de garder le Kremlin avec une garnison. Il se proposait de faire alors avancer Victor jusqu'à Jelnia, et d'attirer par là Tchitchagof vers le sud, tandis que lui-même il chasserait Kutusof de Taroutino et le rejetterait plus loin dans l'est.

Sur ces entrefaites, Kutusof surprit le 18 octobre, avant le jour et à la faveur des bois, Murat qui s'était mal gardé à Winkowo. Murat rallia ses troupes et échappa au danger. Mais Napoléon fut réveillé brusquement de ses hésitations et de ses calculs plus ou moins chimériques. La réalité le pressait; il comprit qu'il ne pouvait laisser une telle attaque impunie. Il décida sur-le-champ que Mortier garderait le Kremlin avec dix mille hommes, et que le reste des troupes françaises marcherait le lendemain sur Kalouga. Il avait déjà eu le soin d'évacuer ses blessés.

L'armée, reposée et forte d'environ cent mille hommes, se remit en route le 19 avec six cents bouches à feu, le matériel de l'artillerie et d'immenses files de voitures et de bagages. Elle emportait du pain, des farines, des vivres, des vêtements d'hiver, des dépouilles de toute espèce. Une foule de Français ou d'étrangers qui se trouvaient à Moscou, hommes, femmes,

enfants, se retirèrent à la suite, troupe inutile qui ne devait servir qu'à grossir l'encombrement.

A peine hors de Moscou, Napoléon entrevit le moyen d'aller à Kalouga par une autre route que celle qu'il suivait, de passer ainsi à une certaine distance de l'armée russe, et de s'établir dans ses quartiers d'hiver, en évitant une bataille dont le gain même l'eût affaibli. Seulement, en n'écrasant pas Kutusof, il se mettait hors d'état de garder Moscou. Il ordonna à Mortier de faire sauter le Kremlin et de le rejoindre.

Kutusof venait de recevoir vingt-deux régiments du Don. Dès qu'il vit les Français changer de direction, il porta en hâte une partie de ses forces sur Malo-Iaroslawetz, dans l'espérance de les y arrêter. Notre avant-garde, ayant atteint cette ville le 24, y rencontra l'ennemi déjà nombreux et se grossissant d'heure en heure. Elle lui livra un combat terrible qui se termina par un incendie. Le soir venu, dix mille morts ou blessés encombraient les rues de la ville en flammes. Les Français en restèrent maîtres, mais les Russes ne reculèrent que d'une lieue. Le lendemain un pulk de Cosaques, tombant à l'improviste sur nos convois, y causa une panique. Napoléon lui-même faillit être enlevé, et les officiers qui l'entouraient durent mettre l'épée à la main pour le sauver.

Il ne chercha pas à livrer une seconde bataille; elle l'eût encore affaibli et encombré de blessés qu'il n'eût pu sauver. D'un autre côté, on avait perdu l'espoir d'atteindre Kalouga sans combattre, et dans quel but l'eût-on fait? pour y rester isolé et exposé presque autant qu'à Moscou. L'état-major consulté émit l'avis unanime de se replier sur Mojaïsk pour regagner la route de Smolensk. Napoléon s'y résigna, et se mit en retraite le 26 dans les plus tristes conditions, étant obligé d'abandonner ses blessés. Humilié et dissimulant peu son irritation, il ne songea plus qu'à hâter sa marche. Il avait déjà perdu un temps précieux; chaque journée de retard devait être cruellement expiée.

On repassa par les champs de Borodino; ils présentaient le plus douloureux spectacle. Les morts n'étaient pas enterrés et des nuées d'oiseaux de proie planaient sur le terrain funèbre. L'inutilité de cet affreux massacre, et la tristesse du sort auquel les soldats n'espéraient plus guère échapper, eurent sur les imaginations un effet fatal. A Kolotskoï on reprit les blessés transportables. Le 31, à Ghiât, on commença à souffrir du

froid et de l'apparition des Cosaques. La croix du grand Iwan et les autres trophées de Moscou furent jetés en passant dans le lac de Semlewo.

Kutusof, satisfait de nous avoir forcés à la retraite, hésita d'abord à entreprendre une poursuite dangereuse et meurtrière pour ses propres troupes. Cependant, quand il vit Napoléon engagé sur la grande route de Smolensk, il résolut de marcher à distance sur la route parallèle de Medvin et de Jucknow, pour le surveiller et profiter des occurrences.

Nos soldats se démoralisaient. Il fallait à chaque pas abandonner des voitures, des chevaux, des blessés qui ne pouvaient se traîner eux-mêmes. Une longue queue se forma et encombra les convois. Le 1er novembre, au défilé de Czarewo-Zaïmitsché, on fut surpris par une division russe. Davout et le général Gérard combattirent tout le jour pour protéger l'armée. Le 2, les Cosaques coupèrent la route en avant de Wiazma. Gérard les repoussa et ouvrit le passage à la baïonnette. A Wiazma on dut livrer un nouveau combat des plus meurtriers. Chaque fois on abandonnait les blessés. Déjà les malheureux soldats, accablés de marches pénibles et à peine nourris, car les vivres s'épuisaient, ne pouvaient résister aux premières atteintes du froid. Napoléon s'était placé en tête avec la garde. Il ne donnait plus d'ordres, ne voulait rien voir, malmenait les officiers qu'inquiétait le progrès de la désorganisation, et rejetait le mal sur Davout, qui pourtant se prodiguait à l'arrière-garde.

Les divers corps arrivèrent successivement, du 5 au 8, à Dorogobouj. Le 9, une neige violente et torrentielle, tombant par rafales, couvrit la terre d'une couche épaisse et d'un linceul blanc. Les souffrances de la marche devinrent intolérables.

Wittgenstein et Tchitchagof tendaient à se rapprocher. Le premier, renforcé par les troupes de Finlande et par des milices, avait attaqué Saint-Cyr à Polotzk le 18 octobre et avait été vigoureusement repoussé; mais Saint-Cyr blessé avait presque aussitôt abandonné la ville pour se replier derrière l'Oula. Oudinot, qui prit son commandement, se réduisit à la défensive, n'étant secouru ni par Macdonald arrêté devant Riga, ni par Victor, qui s'était avancé jusqu'à Smolensk sans pouvoir s'occuper de lui. Tchitchagof avançait de son côté, mollement surveillé par Schwarzenberg et Reynier, dont les forces étaient inférieures. Les deux nouvelles armées russes du nord et du

sud menaçaient donc de se donner la main; réunies, elles comptaient quatre-vingt mille hommes. Napoléon se réveilla devant le danger; il expédia à ses lieutenants l'ordre d'empêcher à tout prix cette jonction, et de disposer sur sa route des magasins, des chevaux, des renforts; mais ces ordres ne purent s'exécuter qu'en partie, et malheureusement les magasins de la Lithuanie, mal entretenus ou consumés déjà, étaient loin d'offrir les ressources qu'il avait cru.

XVIII. — Napoléon reçut le 6 novembre, à un bivouac, la nouvelle d'une conspiration qui avait failli lui enlever Paris.

Le général Malet, républicain d'opinion, longtemps emprisonné, avait imaginé le coup de main le plus hardi. Assisté de deux jeunes gens habillés en aides de camp, munis de faux ordres de l'état-major et d'une fausse délibération du Sénat, il se rendit, à une heure avancée de la soirée du 22 octobre, à la caserne Popincourt, qu'occupait une cohorte de la garde nationale, réveilla le commandant, lui annonça que l'Empereur avait été tué en Russie, lui ordonna de mettre ses hommes sur pied, et prit avec lui un détachement avec lequel il se rendit à la prison de la Force. Là, il requit et obtint la liberté des généraux Lahorie et Guidal, dont le premier était un ancien aide de camp de Moreau. Il annonça la même fausse nouvelle à ces généraux, leur donna des soldats, et les chargea d'enlever les ministres de la guerre et de la police. Savary et le préfet de police furent arrêtés et conduits à la Conciergerie. Les troupes obéirent partout. Déjà l'ordre s'exécutait de fermer les barrières. Mais Malet s'étant présenté à l'état-major, le général Hulin voulut savoir d'où il tenait ses nouvelles. Malet répondit en lui déchargeant un pistolet à bout portant. Il le manqua; il fut aussitôt saisi par les officiers. L'imposture étant découverte, la garnison fut mise sur pied, s'assura de l'hôtel de ville, et délivra Savary et le préfet de police.

Cambacérès assembla les ministres et les grands dignitaires. Les coupables furent jugés par une commission militaire. Malet, les généraux Lahorie et Guidal, le commandant Soulier et huit autres furent passés par les armes. En moins de douze heures tout était terminé. Ce complot, ou plutôt ce coup d'audace, n'en avait pas moins jeté une lueur sinistre sur la situation. Peu s'en était fallu que Malet ne proclamât la République. Nul n'avait pensé au Prince impérial. Paris se réveilla stupéfait de

la facilité avec laquelle l'Empire pouvait être jeté à bas, et la police, qui s'était laissé prendre au piége, fut la risée du public.

Ainsi Napoléon recevait de plusieurs côtés de sinistres avertissements sur la fragilité de sa fortune.

Il avait déjà perdu plus de dix mille hommes, sa cavalerie était démontée; les soldats débandés allaient grossir la foule qui suivait l'armée, et qui montait déjà au chiffre de cinquante mille personnes. Ceux qui restaient dans les rangs se plaignaient d'avoir à se battre pour assurer la retraite de ceux qui ne se battaient pas. Et la retraite s'annonçait chaque jour plus difficile, plus affreuse; les souffrances de la veille n'étaient rien auprès de celles du lendemain. Les routes étaient couvertes de neige ou de verglas; les chevaux mal ferrés et mal nourris n'avançaient plus. On les abattait pour les dévorer au bivouac, avec quelques restes de farine de seigle. Ces bivouacs, où l'on allumait de grands feux avec peine, devenaient mortels pour beaucoup d'hommes. Ceux que la mort n'y saisissait pas étaient exposés à la congélation des extrémités, qui les mettait hors d'état de poursuivre leur marche.

Eugène, qui avait été dirigé sur Vitepsk, se vit arrêté au passage du Vop, petite rivière changée en torrent. On voulut établir un pont. Le pont s'encombra, les Cosaques survinrent, et la déroute fut épouvantable. Eugène revint sur ses pas pour rejoindre le reste de l'armée à Smolensk. Napoléon arriva dans cette ville le 12, après quatre affreuses journées. Ney couvrait l'arrière-garde, où il soutenait, sans artillerie ni cavalerie, d'héroïques combats.

A Smolensk, le désordre de l'arrivée fut tel qu'on ne put réussir à réorganiser les corps, ni faire de distributions régulières, ni empêcher le pillage des magasins. La confusion croissait par les efforts mêmes entrepris pour la faire cesser; les malheureux soldats, affamés et démoralisés, n'écoutaient rien. On ne trouva de vivres que pour peu de jours. Napoléon s'irrita; on lui représenta que ses ordres avaient été exécutés, mais que tout avait été consommé ou pillé, et que d'immenses troupeaux avaient péri. La faute en était à ses calculs insensés. On se remit en marche avec trente et quelques mille hommes rentrés en ligne, et seulement le nombre de canons nécessaire pour les munitions conservées.

L'Empereur repartit le premier le 14, espaçant ses corps, qui

devaient marcher à quelque distance les uns des autres. Ney partit le dernier, le 17, après avoir fait sauter les murailles de Smolensk. Le froid devint excessif; le thermomètre marqua jusqu'à vingt et un degrés. Kutusof, qui voyait l'hiver achever sûrement la ruine de Napoléon, cherchait à ménager ses troupes, mais il ne put résister entièrement à l'impatience de ses lieutenants. Sur le rapport des Cosaques, qui servaient d'éclaireurs, il fit occuper les hauteurs de Krasnoé, à dix lieues de Smolensk. Le 16, Eugène s'y heurta et perdit deux mille hommes. Napoléon s'arrêta pour donner à Davout, qui eût été sacrifié autrement, le temps de le rejoindre, et la journée du 17 fut encore plus meurtrière que la précédente. Cependant le passage fut forcé, et les premiers corps s'étant ralliés coururent à Orscha pour y prévenir la rupture du pont du Dniéper.

Ney, qui restait isolé à l'arrière-garde avec la division Ricard, livra encore à Krasnoé un combat sanglant, après lequel il se vit en danger d'être enveloppé et enlevé. Il se déroba tout à coup à la faveur de la nuit et de la neige; il franchit le Dniéper qui était gelé, abandonnant, il est vrai, la plupart de ses voitures; il fit une marche forcée sur la rive droite du fleuve, repoussant à chaque village des nuées de Cosaques qui s'abattaient sur lui, suivis de canons sur des traîneaux; enfin il atteignit Orscha dans la soirée du 20, réduit à douze cents hommes, dont la délivrance parut miraculeuse, car il en avait perdu six fois davantage.

A Orscha, Napoléon ne comptait plus que quatre-vingt mille hommes armés, suivis de vingt-cinq mille traînards, c'est-à-dire la moitié de l'effectif qui lui restait en quittant Moscou. Quarante-huit heures passées dans cette ville procurèrent aux hommes un repos nécessaire, mais ne rétablirent pas la discipline. Pour alléger sa marche, l'Empereur fit brûler la plus grande partie de ses voitures et deux équipages de pont qu'il ne pouvait transporter.

Il pressa sa retraite pour arriver à Borisow sur la Bérésina; le froid avait diminué, mais les routes étaient détrempées par la boue. Il espérait rallier ses lieutenants; ses calculs furent encore déçus. Tchitchagof, en se dirigeant vers la Bérésina, avait obligé deux divisions polonaises à évacuer Minsk et à en abandonner les magasins. Les Polonais se repliant sur Borisow ne s'étaient pas trouvés en force pour garder les ponts de la Bérésina. D'un autre côté, Oudinot et Victor arrivaient, mais avec des troupes diminuées et déjà fatiguées.

Napoléon ne pouvait plus franchir la Bérésina sur les ponts de Borisow. Le général Dode lui conseilla de remonter la rivière et de passer par Gloubokoé pour rejoindre Vilna. Napoléon repoussa ce parti, qui lui eût coûté trop de temps; or le temps était le salut de l'armée. Il résolut d'aller droit devant lui et de jeter des ponts un peu au-dessus de Borisow.

Le général Corbineau le rejoignit avec sept cents cavaliers, et lui indiqua un gué où il venait lui-même de passer la rivière à Studianka. Napoléon n'hésita plus. Il envoya, pour tromper l'ennemi, quelques troupes faire une fausse démonstration au-dessous de Borisow qu'Oudinot avait occupé, et il fit jeter au gué de Studianka deux ponts de chevalets: un pour les piétons, un pour les voitures. On ne risquait rien moins que d'être enveloppé par toutes les armées russes, et si l'Empereur tombait aux mains de ses ennemis avec les derniers débris de ses troupes, quelle issue de cette lamentable campagne!

Le général Éblé fut chargé de construire les ponts. Il avait quatre cents pontonniers et quelques caisses d'outils, mais le reste lui manquait, et il dut démolir les maisons des villages voisins pour enlever des bois qu'on assujettit sans les équarrir. La rivière, large de soixante mètres, n'était pas entièrement prise et charriait des glaçons. Les pontonniers étaient obligés de travailler dans l'eau glacée par relais successifs.

Le passage commença le 26 et le 27 et présenta toutes les difficultés qu'on pouvait prévoir. Le pont consacré aux voitures se brisa trois fois sous la charge; trois fois les pontonniers durent se remettre à l'œuvre et le réparer.

Heureusement, on ne trouva à la tête du pont que de rares détachements de Cosaques; le général Corbineau les mit en fuite. Grâce à l'artillerie disposée sur la rive gauche, nous étions maîtres des deux rives. Mais l'ennemi désabusé marchait sur nous et devait nous atteindre le 28; cette journée devait donc être décisive.

En effet, les trois armées russes se rapprochèrent. Tchitchagof, avec plus de trente mille hommes, chassa Oudinot de Borisow, enleva et accabla la division Partouneaux qui avait été exposée là pour le tromper, et envoya son avant-garde au débouché des ponts de la Bérésina, où l'on se battit avec acharnement toute la journée. Nos troupes, quoique moins nombreuses, trouvèrent dans des bois de sapin le moyen de se

maintenir victorieusement. Mais sur la rive gauche Wittgenstein arriva avec quarante mille hommes; Kutusof en amenait derrière lui plus de trente. Le maréchal Victor, dont le corps était demeuré intact, ayant beaucoup moins souffert que ceux qui revenaient de Moscou, opposa à Wittgenstein dans les conditions les plus fâcheuses une résistance héroïque, et parvint à le refouler en sacrifiant cinq mille hommes sur huit mille. Pendant cette lutte désespérée, les boulets russes sillonnaient les ponts et faisaient des trouées meurtrières sur la foule, qui s'y encombrait tourbillonnant sur elle-même. Jamais scène de désolation n'atteignit un pareil degré d'horreur. La nuit venue, les restes du corps de Victor passèrent en pratiquant une tranchée à travers les cadavres amoncelés. On se tenait prêt à incendier les ponts au moment où les Cosaques viendraient s'y précipiter. Le 29, à neuf heures du matin, après s'être consumé en vains efforts pour hâter le passage des derniers retardataires, l'Empereur donna le signal, et l'incendie fut allumé. Plusieurs milliers d'hommes étaient demeurés en arrière, s'attardant au feu des bivouacs. Ce fut une scène plus épouvantable encore que celle de la veille. Les Cosaques survenant enlevèrent la queue de l'armée. La Bérésina et ses abords étaient obstrués de cadavres.

On fut réduit à se féliciter de ce passage comme d'un succès, car les Russes auraient pu nous attaquer deux jours plus tôt, combiner leurs mouvements, et nous couper les ponts nombreux de la route de Vilna qui traversait plusieurs lieues de marécages. Ils n'en avaient rien fait. L'armée et l'Empereur étaient sauvés, bien qu'au prix de vingt mille vies humaines.

Napoléon avait retrouvé ce jour-là sa présence d'esprit et sa décision, qui avaient parfois paru affaiblies depuis la Moskowa. Il commit cependant quelques fautes, et, suivant une habitude malheureuse, il voulut en rejeter la responsabilité sur ses généraux. Il s'emporta contre Victor, comme il s'était emporté pendant la retraite contre Davout.

Les premiers corps qui avaient passé la Bérésina avaient été dirigés en hâte sur la route de Zembin, menant à Vilna, afin d'occuper dans les marais les passages que l'ennemi eût pu intercepter. Le 30, le froid recommença avec une intensité terrible. Les soldats, incapables de le supporter, se débanderent tout à fait. « J'en ai vu plus de quarante mille, écrivit ce jour-là Napoléon à Maret, que les fatigues, le défaut de nourriture et

le froid font voyager en vagabonds, ou mieux, en brigands. » Les bivouacs redevinrent mortels; les cas de congélation se multiplièrent. Il est vrai qu'en brûlant les ponts de Zembin après le passage effectué, on se mit à couvert de l'ennemi. On n'eut à subir qu'une attaque des Cosaques à Molodeczno le 4 décembre. Ney, qui commandait l'arrière-garde, aidé du général Maison, les refoula et assura le repos du reste de l'armée.

Le 5, à Smorgoni, Napoléon monta dans un traîneau, suivi de quatre de ses généraux, puis gagna Paris en poste. Il ne pouvait plus sauver l'armée, aux trois quarts détruite. Personnellement il craignait de retomber dans le danger qu'il avait couru à la Bérésina, d'être pris ou coupé de la France, auquel cas sa dynastie disparaissait avec lui. Dût-il conjurer ce péril, il ne pouvait plus, du fond des forêts glacées de la Lithuanie, presque seul debout sur ses forces brisées, parler en maître à l'Europe. En reparaissant au contraire à Paris inopinément, il remontait sur son piédestal et se retrouvait à la tête de la France, c'est-à-dire puissant et menaçant.

Politiquement, ces raisons étaient décisives. Mais son départ devait être pour les survivants de l'armée le signal que tout était fini. Maret et Daru le lui représentèrent. Il pouvait encore se réorganiser à Vilna, où les ressources en hommes, en matériel, en approvisionnements ne manquaient pas. Ces considérations purement militaires n'avaient plus qu'une valeur secondaire à ses yeux. Était-ce d'ailleurs là une espérance fondée? Son parti était pris.

Il laissa le commandement au roi de Naples, en lui donnant pour aide-major le malheureux Berthier, qui était à bout de forces; il rédigea le célèbre trente-neuvième bulletin, où il apprenait sans détours à l'Europe étonnée que sa grande armée avait été vaincue par le froid; il embrassa ses maréchaux, reconnut que chacun dans cette campagne avait eu des torts, et prit congé d'eux. L'armée ne connut sa retraite que le lendemain; elle fut accablée de ce nouveau coup, autant du moins que quelque chose pouvait ajouter à son accablement, tant les souffrances l'avaient plongée dans la prostration.

On partit de Molodeczno pour gagner Vilna, où l'on arriva successivement le 8 et le 9. Le froid s'était encore accru; le thermomètre descendit à trente degrés Réaumur. Les hommes tombaient un à un pour ne plus se relever. L'horreur grandissait à chaque pas. Vingt-cinq mille victimes nouvelles jonché-

rent la route depuis la Bérésina. On marchait sans ordre ni rang ni commandement possible. Ce n'était plus qu'une ombre d'armée, une masse informe, muette, insensible, exténuée, où l'œil ne distinguait plus que des accoutrements bizarres, ne s'arrêtant que pour se réchauffer au feu des maisons de bois qu'elle incendiait. La division Loyson, que Maret envoya de Vilna pour recueillir ces débris, perdit inutilement par la rigueur du froid les deux tiers de son effectif de neuf mille hommes.

A Vilna, les arrivants se précipitèrent comme des spectres dans la ville, qu'ils saccagèrent. On leur laissa piller les magasins, parce qu'on ne pouvait les en empêcher, et que ces magasins fussent devenus la proie des Russes. En effet, dans la soirée du 9, les Cosaques de Platow apparurent, et Ney réunit à peine cinq cents hommes pour les arrêter quelques instants.

Comme il n'était pas possible de se défendre dans une ville ouverte et que la Vilia profondément gelée n'offrait aucune protection, Murat partit en hâte et le premier pour Kowno. Le reste suivit dans un désordre épouvantable; on ne distinguait plus ni corps ni régiments. On laissa à l'ennemi les magasins de la ville, les blessés, les malades, une vingtaine de mille hommes hors d'état de marcher plus loin, et que les juifs polonais maltraitèrent pour s'en débarrasser ou pour s'en faire un titre aux yeux des Russes. A une lieue de Vilna, l'impossibilité de faire gravir aux chevaux une côte trop roide par un verglas impraticable décida à abandonner les derniers fourgons renfermant le trésor de l'armée et les drapeaux pris dans la campagne. On arriva le 11 et le 12 à Kowno; mais comme on n'y trouvait pas plus de moyens de défense qu'à Vilna, on se hâta d'y piller les magasins qui étaient bien fournis, puis on courut par bandes de fuyards isolés jusqu'à Kœnigsberg. Ney rallia pour protéger cette fuite quelques centaines de soldats allemands trouvés dans la ville. Toujours alerte, avec un corps de fer et un courage que rien n'abattait, il reprenait, chaque fois qu'il avait pu ramasser une poignée d'hommes, son rôle de général d'arrière-garde. A Kowno, il fit le coup de fusil comme un simple grenadier. Type du soldat héroïque, justement récompensé l'année suivante par le titre de prince de la Moskowa, le seul que Napoléon ait osé prendre à la Russie.

Les Cosaques ne poussèrent au delà du Niémen que de faibles reconnaissances. Les Russes de leur côté souffraient beaucoup

des marches et du froid. Depuis Krasnoé ils nous poursuivaient au hasard, à peu près sans direction. Les deux tiers de leurs forces étaient en arrière. Et pourquoi seraient-ils allés plus loin? La grande armée était détruite.

Quoiqu'il soit absolument impossible d'évaluer les pertes de cette armée dans les six mois qui s'étaient écoulés depuis le premier passage du fleuve et l'entrée en Russie, il est à peu près certain qu'elles s'élevèrent à un chiffre peu éloigné de trois cent mille hommes, dont deux tiers de Français et un tiers d'auxiliaires étrangers. Elles eussent encore été plus considérables si de très-nombreuses désertions n'avaient éclairci les rangs depuis le jour de l'entrée en campagne.

Tel fut le résultat d'une guerre dans laquelle Napoléon n'avait pas voulu compter avec les éléments, et avec la nature particulière d'un pays où les distances étaient immenses, où une armée ne pouvait vivre qu'en portant tout avec soi, où les lignes de défense étaient rares et insuffisantes. Les fautes de détail commises n'étaient que la conséquence de la faute générale. Rien de plus puéril que les panégyriques où Napoléon est représenté comme ayant toujours eu des combinaisons admirables, comme sans cesse forcé de céder à des conseils timides, comme mal obéi par ses lieutenants ou trompé par les Russes qui ne manquaient jamais de violer les conventions et de commettre des barbaries contraires à tous les droits de la guerre.

L'expédition de Russie détruisit le charme de l'épopée impériale. Elle rabaissa Napoléon comme général; comme politique, elle l'annula. Les souverains osèrent regarder et attaquer en face le lion qui les avait fait trembler.

XIX. — L'attitude offensive de Wellington, la prise de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz réduisaient en Espagne les Français à la défensive. Les Anglais se décidèrent à entrer dans la Castille et arrivèrent le 20 juin devant Salamanque.

Napoléon de son côté s'était décidé à rendre à Joseph le commandement de toutes les troupes de la Péninsule et à Jourdan le poste de chef d'état-major (16 mars 1812). Revirement brusque qui s'accordait mal avec ses actes de l'année précédente. Quoi qu'il en soit, Joseph avait cinq armées, dont une seule, celle du Centre, la plus faible, lui obéissait sérieusement. Les autres, celle du Nord sous Dorsenne et peu après

sous Caffarelli, celle de Valence sous Suchet, celle d'Andalousie commandée par Soult, étaient à peu près indépendantes. La cinquième, qui continuait de s'appeler armée de Portugal, et que commandait Marmont, devait recevoir les Anglais à Salamanque. Si Marmont eût pu attirer à lui et réunir la plus grande partie des forces françaises de la Péninsule, il eût été en mesure de repousser Wellington; mais les autres maréchaux et généraux avaient ordre de garder les points menacés, et tous les points l'étaient à la fois. On craignait même le débarquement des Anglais sur la côte de la Cantabrie et sur celle de Valence. Enfin lord Bentinck était attendu de Sicile avec une flotte qui portait une armée d'Anglo-Siciliens.

Marmont avait adressé à Napoléon, sur la nécessité de mieux unir et relier les différents corps, des observations dont ce dernier ne tint aucun compte. En conséquence, il renonça à défendre Salamanque, et se contenta de fortifier trois couvents, qui arrêtèrent les Anglais douze jours. Il se retira derrière la Tormes, puis derrière le Douro, et s'y mit à couvert.

Wellington avança méthodiquement. Marmont, quoique ayant reçu peu de renforts des autres armées, entreprit de manœuvrer vis-à-vis des Anglais, et choisit pour les combattre, en suivant leur propre exemple, quelque position défensive avantageuse. Il repassa le Douro le 17 juillet, et les ramena vers Salamanque en menaçant leurs communications. Le 21, les deux armées se trouvèrent extrêmement rapprochées; Marmont, dans l'espérance d'enlever l'arrière-garde ennemie, occupa l'une des hauteurs appelées les Arapiles. La bataille s'engagea toute seule. Marmont fut d'abord grièvement blessé, et dut céder le commandement au général Bonnet, qui fut blessé à son tour. Après une lutte sanglante, mais sans direction et sans résultat, le général Clausel opéra la retraite en bon ordre. Il fallut rétrograder au delà du Douro en abandonnant à Wellington la route de Madrid. Clausel, général actif et ardent, maintint habilement ses troupes, sans toutefois les empêcher d'exercer des vengeances dans un pays où les guerrillas ne leur faisaient aucun quartier.

Joseph était sorti de Madrid avec l'armée du Centre, mais tardivement, par la difficulté d'en rallier les différents corps. Il n'avait rien obtenu de Soult, qui se refusait à évacuer partiellement l'Andalousie, et prétendait avoir besoin de toutes ses forces pour s'y maintenir. Ces circonstances avaient empêché

Marmont d'être soutenu. Quand la bataille des Arapiles fut connue en Europe, elle y causa naturellement pour nous un effet désastreux.

Wellington marcha sur Madrid au lieu de poursuivre Clausel. Joseph dut renoncer à défendre sa capitale. Ayant concentré ce qui lui restait de troupes, il en sortit le 10 août, et se retira sur Valence, en donnant à Soult l'ordre d'évacuer l'Andalousie et de se replier dans la même direction. Cette retraite, qui dura vingt jours, eut une apparence de déroute, car les *afrancesados,* c'est-à-dire les dix mille personnes environ qui s'étaient attachées à la royauté française, se crurent obligés de fuir avec elle pour éviter les représailles de leurs compatriotes. La fatigue, la précipitation, la difficulté de trouver des vivres donnerent lieu à des scènes lamentables et navrantes. Il périt beaucoup de monde, et une partie de la garde espagnole déserta. Ces scènes ne cessèrent qu'à Valence, où Suchet put recueillir les fugitifs et pourvoir à leurs besoins.

Soult ne se décida qu'à la dernière extrémité à se replier sur Valence. Il quitta Séville le 25 août, rallia ses divisions, traversa le royaume de Murcie, et rejoignit Suchet à la fin de septembre.

Wellington était entré à Madrid le 12 août. Les chefs de l'insurrection espagnole qui l'accompagnaient forcèrent les habitants à prêter serment à la constitution de Cadix. Une réaction était difficile à empêcher. Dans le désir d'effacer les traces de la royauté étrangère, elle alla jusqu'à démonétiser les pièces frappées à l'effigie du roi Joseph.

Clausel rallia toutes les garnisons du Douro, excepté celle d'Astorga, qui tomba aux mains des Anglais. Wellington, laissant au général Hill la garde de Madrid, marcha avec cinquante mille hommes sur Burgos, dont le château était défendu par une faible garnison (fin septembre). Repoussé dans deux assauts meurtriers, il dut en venir à un siége en règle, et ne réussit pas mieux. La défense héroïque du général Dubreton durant trente-quatre jours permit aux forces françaises d'accourir. Souham, qui remplaçait Clausel, amena devant la place l'armée de Portugal et plusieurs divisions de celle du Nord. Les armées du Sud et du Centre se mirent de leur côté en mouvement et atteignirent Aranjuez. Joseph avait consulté à Valence les trois maréchaux Jourdan, Suchet et Soult. Jourdan avait fait décider qu'on laisserait à Suchet toutes ses forces pour ne rien mettre

en péril dans le royaume de Valence et l'Aragon, menacés de la descente des Anglo-Siciliens, et qu'on marcherait avec l'armée du Centre et celle d'Andalousie de manière à rejoindre l'ancienne armée du Portugal.

Aux derniers jours d'octobre, Wellington, menacé par toutes ces armées, rappela de Madrid le général Hill, et se retira sur Salamanque. Jourdan, après avoir battu l'arrière-garde de Hill, rentra, le 2 novembre, à Madrid, puis alla rallier l'armée du Portugal. La jonction opérée, Joseph disposa de quatre-vingt-cinq mille hommes. Wellington, qui n'en avait que soixante mille, revint sur la Tormes et les Arapiles. On le poursuivit; il échappa par la faute de Soult, qui fit échouer une manœuvre destinée à le couper; on lui enleva seulement quelques centaines de traînards. Les armées s'éloignèrent et prirent des quartiers d'hiver. Les Français avaient réparé dans la seconde partie de la campagne les échecs de la première, quand les nouvelles du désastre de Russie vinrent abaisser leurs courages et relever ceux de leurs ennemis.

LIVRE CINQUANTE-NEUVIÈME.

L'EMPIRE.

QUATRIÈME PARTIE. 1813 ET 1814.

I. — Napoléon courut en traîneau à Varsovie et à Dresde, s'arrêta quelques heures à peine dans ces deux villes, où il ne se fit connaître que de l'abbé de Pradt et du roi de Saxe, leur avoua ses malheurs sans détour tout en s'efforçant de les rassurer, prit à Dresde la voiture du résident français, et arriva en poste à Paris dans la soirée du 18 décembre, à une heure avancée, où il surprit l'Impératrice.

Le 19, il reçut les dignitaires de l'Empire avec un visage hautain et sévère, affecta de les questionner sur l'affaire Malet qui lui tenait au cœur, et maltraita le préfet de la Seine Frochot. Il voulut que les grands corps de l'État lui fussent présentés le lendemain. Lacépède, président du Sénat, émit le vœu, qu'on lui suggéra, de la transmission anticipée de la couronne impériale au Roi de Rome. Napoléon répéta plusieurs fois que les Russes n'avaient obtenu aucun avantage sur lui, que l'hiver seul était cause d'un désastre qu'il était certain de réparer prochainement. Il parla en maître, et en maître impérieux, qui d'ailleurs sentait le besoin de se disculper; car le public l'accusait d'avoir abandonné son armée, croyant qu'elle existait encore. Dans sa réponse au conseil d'État, l'Empereur s'emporta contre les *idéologues,* et leur imputa les maux de la France. Il dit qu'un magistrat devait se faire tuer sur les marches de l'hôtel de ville comme un soldat sur le champ de bataille, et qu'un grand exemple était nécessaire aux fonctionnaires. En conséquence, Frochot, après avoir été blâmé par chacune des sections du conseil, fut destitué.

Napoléon se borna pourtant à ce seul acte de sévérité et à ces saillies hors de propos. Le premier moment donné à la colère, il s'occupa sur-le-champ des moyens de refaire une

armée formidable. Il se disait qu'il en avait les éléments, que lui seul pouvait les mettre en œuvre, et il colorait ainsi son retour de Smorgoni. Il conservait même l'illusion que ses troupes de Russie pourraient encore se rétablir à Vilna ou sur le Niémen. Les événements se hâtèrent de donner à cette espérance un cruel démenti.

Pendant que nos soldats débandés étaient maltraités à Kœnigsberg et dans le reste de la Vieille Prusse, où le sentiment national, humilié longtemps, triomphait à son tour de notre humiliation, Alexandre accourait à Vilna, cherchait à nous arracher l'alliance de Frédéric-Guillaume, tendait la main aux Allemands, prêts à secouer notre joug, parlait enfin de reconstituer le royaume de Pologne, à titre d'État séparé, et d'amnistier le passé. Il se présentait entouré de patriotes allemands. L'ancien ministre Stein, l'écrivain Kotzebue le suivaient partout. Le général York, commandant un corps de dix mille Prussiens sous Macdonald, se laissa entourer par des régiments russes, et gagné par le général russe Diebitch, il signa avec lui à Tauroggen, le 30 décembre, une convention de neutralité dont la nouvelle produisit comme une commotion électrique dans le reste de l'armée prussienne.

York avait agi sans ordre; mais il était un des meilleurs généraux prussiens, et un ancien confident du roi. C'était un signal. Nul ne pouvait se tromper sur les suites inévitables d'une aussi éclatante défection.

Murat, Ney, Davout, et les autres généraux réfugiés à Kœnigsberg, à peu près sans soldats, se virent livrés à l'hostilité d'une population exaspérée. Ils lui abandonnèrent leurs malades, qui remplissaient les hôpitaux et qu'ils ne pouvaient emmener, puis se replièrent comme ils purent sur Thorn et les autres places de la Vistule, sans prendre le temps d'attendre Macdonald qui se retirait de son côté pour les rejoindre. Rapp s'enferma dans les murs de Danzig avec vingt-cinq mille hommes, et s'y approvisionna pour soutenir un siége. Murat, arrivé le 15 janvier à Thorn, et n'y pouvant réunir que dix mille hommes, hors d'état d'ailleurs d'établir une ligne de défense sur la Vistule qui était profondément gelée, se replia jusqu'à Posen, en se rapprochant de Berlin, qu'Augereau et Grenier contenaient avec une garnison de vingt-huit mille hommes. Schwarzenberg et Reynier se replièrent de leur côté de Minsk sur Varsovie.

Les maréchaux et les officiers qui les entouraient cessaient de ménager dans leurs paroles l'Empereur, qui leur laissait la responsabilité des désastres. Murat, redoutant la perte de sa couronne, voulut courir à Naples pour la sauver, et, sourd à toute représentation, fit à Posen, exactement par les mêmes raisons, ce que Napoléon avait fait à Smorgoni. Il partit, et laissa le commandement en chef au prince Eugène.

Le roi de Prusse, observateur de sa parole, promit à notre envoyé Saint-Marsan de désavouer le général York; mais ce désaveu fut accueilli si mal dès que la connaissance s'en répandit, qu'il n'osa le publier. Il eut alors l'idée de se déclarer neutre et de se porter pour médiateur de la paix, qui était nécessaire à tout le monde; mais en même temps, parlant un peu plus haut à la France vaincue, il lui réclama la restitution des places de l'Oder, et le payement d'une partie des réquisitions livrées par ses sujets. L'Autriche prit une attitude semblable, sans toutefois renoncer à notre alliance. Elle crut possible de faire la paix et de la faire sur des bases durables, à son profit et à celui de l'Allemagne. Napoléon éprouva un vif ressentiment du ton de ses anciens alliés et du caractère impérieux de leurs conseils; il leur répondit avec roideur. Ce qu'il voulait obtenir d'eux, c'était uniquement un concours militaire plus étendu, et s'il était réduit à le leur payer, il tenait à leur en marchander le prix. Il envoya à ses généraux l'ordre de se maintenir sur l'Oder, devenu avec Danzig notre ligne de défense, d'approvisionner les places de Stettin, Custrin, Glogau, Spandau, de mettre les garnisons de l'Elbe sur le pied de guerre, de réquisitionner des chevaux pour remonter la cavalerie.

Il avait déjà cent quarante mille conscrits de la conscription de 1813, exercés dans les dépôts depuis le mois d'octobre, plus cent cohortes de gardes nationaux, qu'il estimait à cent mille hommes. Il résolut de faire un nouvel appel aux classes de 1809, 1810, 1811 et 1812, et d'en tirer cent autres mille hommes, puis d'appeler par anticipation la conscription de 1814. Il calcula qu'il disposerait ainsi de près de cinq cent mille hommes, dont trois cent cinquante mille en état de servir immédiatement, sans compter les troupes d'Allemagne et l'armée d'Espagne. Pour obtenir les deux dernières levées, un sénatus-consulte était nécessaire; il ordonna de le préparer. Comme il voulait que la nation parût s'associer à sa politique, il imagina

encore de se faire offrir des régiments de cavalerie par les villes à titre de manifestation nationale, et il convoqua le Corps législatif, oublié et négligé l'année précédente. Enfin, redoutant les dispositions de l'ancienne noblesse, qui pensait toujours aux Bourbons, et qui devait y penser davantage depuis que la chute de la dynastie était devenue possible, il imagina de lever dans chaque département cent jeunes gens des meilleures familles à titre de gardes d'honneur, en réalité comme otages de la fidélité de leurs parents. Il chargea les préfets de faire ces levées, et compta qu'il aurait ainsi dix mille cavaliers d'élite, formant quatre régiments sous des chefs choisis avec soin. Est-il vrai qu'il ait dit : « J'ai tant de conscrits à dépenser par an »? Si le mot n'est pas authentique, il est l'expression de la situation.

Tous les dignitaires de l'Empire jugeaient la paix d'une nécessité absolue, excepté un, le duc de Bassano, qui s'était fait une habitude de renchérir sur les illusions les plus fortes de Napoléon. L'Empereur consentait à la paix, mais il la voulait à des conditions inadmissibles. Il consulta ses familiers pour savoir s'il devait la demander directement à la Russie : ce fut l'avis de Caulaincourt, de Cambacérès et de Talleyrand ; ou négocier avec l'Autriche, ce que conseillèrent Maret et Champagny. Il adopta ce dernier parti, et il écrivit à son beau-père François II pour demander son intervention ; mais il lui donna à entendre qu'il ferait fort peu de concessions, et que si l'Autriche pouvait espérer la restitution à peu près promise de l'Illyrie, il ne comptait nullement entrer dans les vues de son ambition ni de sa politique particulière.

Le Sénat vota sans discussion les décrets qu'on lui demandait, et que les fautes commises empêchaient de refuser. Cette compagnie était une machine sans esprit de corps, et sans considération aux yeux des hommes les plus attachés à l'Empire. Mais ce qu'elle ne dit pas, d'autres le dirent. Un long cri public éclata. La France était saturée de guerres. Les expéditions lointaines d'Espagne et de Russie n'intéressaient pas le patriotisme. La fascination des victoires avait cessé. On n'entendait plus que la plainte uniforme des familles en deuil. L'aversion pour le service militaire se manifestait très-vive dans l'Ouest et le Midi, et se traduisait en révolte sur plusieurs points des territoires réunis, par exemple dans le duché de Berg. L'explosion de ces sentiments eût été plus forte encore

si quelques restes d'illusion n'eussent subsisté. On s'était tellement habitué à l'idée que nous devions toujours vaincre, qu'on ne voulait pas croire que nous fussions vaincus. Les revers causaient encore plus de surprise que d'accablement. Tel était même le degré de chauvinisme auquel on était arrivé, qu'on s'imaginait naïvement que les peuples étrangers étaient attachés à Napoléon, parce qu'il leur avait donné l'égalité et quelques institutions françaises, tandis que leurs anciens souverains leur rapporteraient la servitude.

Napoléon n'ignorait pas ces murmures; mais trop fasciné pour leur prêter l'oreille, il ne perdit pas une heure pour réorganiser son armée d'Allemagne, lui envoyer des conscrits, des fonds, un matériel, reconstituer les corps, les divisions, les régiments avec cette merveilleuse fécondité de ressources qui était le triomphe de son génie. Il comptait avoir trois cent mille hommes réunis dans la Saxe au mois d'avril.

Les difficultés financières, elles aussi, étaient autres que par le passé. Car on ne pouvait plus nourrir les troupes au moyen de réquisitions chez les étrangers, et les recettes extraordinaires de la douane étaient taries. On avait à peu près supprimé de fait le blocus continental, à force d'accorder des licences aux villes maritimes. Napoléon ne voulait pas augmenter les impôts indirects. Il ne pouvait recourir au crédit; car, après s'y être toujours refusé, il l'eût fait alors dans des conditions désastreuses. Quand on eut bien cherché toutes les ressources possibles, on n'en trouva qu'une, consistant à confisquer les biens des communes, au moins les biens affermés, à les vendre au profit de l'État, et à indemniser les communes avec des rentes. L'opération devait procurer deux cent trente-huit millions. Le ministre du Trésor, Mollien, représenta vainement le danger qu'elle offrait, son injustice, l'appauvrissement des communes en capital, la difficulté de réaliser des fonds à bref délai. Maret appuya la mesure, Cambacérès finit par l'accepter, et Napoléon s'y décida, par la seule raison qu'il n'en avait pas d'autre à lui préférer.

Un seul souci l'inquiétait, à la veille de recommencer contre l'Europe une guerre dans laquelle il sentait bien qu'il jouait sa fortune. C'était l'hostilité des catholiques. Il avait fait transférer le Pape à Fontainebleau l'été précédent, par le motif vrai ou faux qu'il craignait de le voir enlever à Savone par les Anglais. Pie VII était là comme un captif, environné d'honneurs,

mais gardé à vue; on ne laissait pénétrer qu'imparfaitement jusqu'à lui les bruits du dehors. Le 19 janvier 1813, Napoléon vint le surprendre en personne inopinément, et lui offrit un concordat, qu'il discuta plusieurs jours avec lui sans autre assistance que celle de deux secrétaires. Il voulait obtenir un abandon de la souveraineté temporelle et la translation du Saint-Siége à Paris. Le Pape ne consentit que la translation à Avignon, et accepta une rédaction en termes si obscurs et si vagues qu'ils ne l'engageaient pas. Au fond, dit Thiers, Napoléon ne tenait pas à ce que les affaires de la religion fussent arrangées, mais à ce qu'elles parussent l'être. Le Concordat de Fontainebleau fut signé le 25 janvier. L'Empereur lui donna une immense publicité, et en exagéra les termes sans sincérité. Il prodigua des décorations aux dignitaires de l'Église, afin de mieux accréditer l'opinion d'un accord complet.

Il adoucit la captivité de Pie VII, et lui rendit la faculté de voir les cardinaux *noirs* ou opposants. Ceux-ci n'ayant pas manqué d'engager le Pape à la réserve et à la prudence, on ne manqua pas non plus de les accuser d'une incorrigible ingratitude.

Napoléon ouvrit le Corps législatif le 14 février; il y prononça un discours plein de mots à effet, impatiemment attendu par la curiosité et l'inquiétude publiques. Il se fit applaudir lorsqu'il parla de gloire et de loi à imposer aux étrangers; mais l'Europe comprit qu'il n'avait pas changé, que les revers ne le changeraient pas, et qu'elle serait elle-même en péril tant qu'il resterait debout. La session fut d'ailleurs très-courte. On n'y remarqua qu'un long exposé très-optimiste de la situation, présenté par le ministre de l'intérieur, Montalivet.

II. — Alexandre avait fait marcher malgré l'hiver trois nouveaux corps d'armées qui entrèrent au mois de janvier en Pologne. Schwarzenberg se laissa envelopper et évacua Varsovie le 5 février. Eugène se replia sur Francfort pour défendre au moins les places de l'Oder, suivant les ordres de Napoléon ; mais le corps prussien de Bulow, qui gardait Stettin à sa gauche, fraternisa avec les Russes, et le corps autrichien de Schwarzenberg dégarnit sa droite en se retirant sur Cracovie. Les avant-gardes russes poussèrent des reconnaissances jusqu'aux portes de Berlin, et jusqu'en Silésie; Reynier coupé de ses alliés, battu à Kalisch et rejeté en désordre sur Glogau

(le 18 février). Eugène, cerné de toutes parts, essaya de concentrer ses forces à Berlin.

Les conseillers allemands qui entouraient Alexandre étaient d'avis qu'il marchât droit sur l'Elbe pour prévenir Napoléon et soulever l'Allemagne. Kutusof s'opposait à ce plan, craignant de s'affaiblir en avançant trop, et de donner aux Français l'avantage de se concentrer. Il jugeait préférable de reprendre d'abord Danzig, Thorn, et les places de l'Oder, ou tout au moins de les bloquer. Mais les Allemands répondaient que ce n'était pas le temps d'agir avec une sagesse méthodique; qu'il fallait accabler l'ennemi pendant qu'on le pouvait; qu'à mesure qu'on s'avançait, on soulevait les peuples derrière soi, et l'on acquérait des forces nouvelles; que les garnisons françaises, isolées dans les places de l'Est, seraient inévitablement réduites à capituler.

En effet, les Russes étaient reçus en libérateurs dans toutes les provinces prussiennes. Leur apparition était un signal; les sentiments patriotiques, longtemps comprimés, faisaient explosion. Chacun courait aux armes. Tous les rangs, tous les âges fournissaient des volontaires. Les universités s'ébranlaient; les villes devenaient des camps. Le roi de Prusse, retiré à Breslau depuis le 18 janvier, rappelait les anciens soldats et décrétait des levées en masse, assuré, quoi qu'il arrivât, de se rendre ainsi plus respectable à ses alliés et plus redoutable à ses ennemis. En quelques semaines il eut plus d'hommes qu'il n'en pouvait armer et habiller. Nous avons appris à juger la force des sentiments nationaux de la Prusse en 1813 par la vivacité avec laquelle ils ont persisté soixante ans.

Le roi agit avec prudence. Il offrit à la France de négocier la paix si nos troupes se retiraient sur l'Elbe, promettant d'obtenir des Russes qu'ils se retirassent sur la Vistule, et que le pays intermédiaire fût neutralisé. Mais ces offres, sincères peut-être, car elles rendaient à l'indépendance le centre et les plus belles provinces de la monarchie, étaient peu réalisables; elles ne servirent qu'à gagner du temps. Le 28 février, Frédéric-Guillaume se laissa forcer la main; il signa à Kalisch un traité avec la Russie, et envoya à Napoléon une note résumant tous ses sujets de plainte contre la France. Napoléon, en lui refusant l'argent qui lui était dû, en retenant ses places, et en lui interdisant de communiquer avec la Russie, ne lui avait laissé que le choix des griefs.

A partir de ce moment, l'armée prussienne se réorganisa très-vite sous le maréchal Blucher, qui venait de reprendre du service, et à qui l'habile Scharnhorst servait de chef d'état-major. York fut acquitté par un conseil de guerre. Berlin ayant été évacué, le pays reprit possession de sa capitale. Alexandre et Frédéric-Guillaume eurent une entrevue, le 15 mars, à Breslau; la ville fut illuminée trois jours, et le résultat de la conférence fut une déclaration de guerre de la Prusse à la France. Le roi appela les hommes de dix-sept à vingt-quatre ans, puis les différents bans de landwehr jusqu'à quarante ans. D'ardentes proclamations se succédèrent coup sur coup; on n'entendit plus retentir que des cris belliqueux. L'élan fut si puissant que les universités et les maisons de commerce se fermèrent. Le 19, la Prusse et la Russie invitèrent tous les princes de l'Allemagne à contribuer à la libération du territoire dans un délai fixé.

Eugène s'était retiré le 5 mars à Wittenberg; il établit sa ligne de défense sur l'Elbe et la Saale, appela à Magdebourg Lauriston, que Napoléon avait mis à la tête d'un corps d'armée, à Torgau et à Dresde Reynier et Davout, et attendit.

Les Russes poussèrent leurs avant-gardes sur Dresde et Torgau, et lancèrent sur Hambourg quelques pulks de Cosaques, avec de l'artillerie légère. Hambourg se souleva, les autorités françaises furent maltraitées et obligées de se retirer à Brême. Les clefs de la ville furent portées au czar, au nom de l'ancien Sénat rétabli. Une légion hambourgeoise fut immédiatement levée, des fonds perçus par souscription pour la faire marcher. Enfin, les Anglais débarquèrent d'Héligoland, et inondèrent les pays hanséatiques de leurs marchandises.

Le roi de Saxe, menacé par les Russes, se rapprocha de l'Autriche, dont il déclara suivre la politique. Il refusa sa cavalerie à Napoléon, en alléguant qu'il en avait besoin contre les Cosaques, prétexte médiocre, car en se retirant à Ratisbonne, il l'emmena avec lui. Davout, pour faire de l'Elbe sa ligne de défense, fit sauter deux arches du magnifique pont de pierre de Dresde, ce dont les Allemands s'indignèrent comme d'un acte d'affreuse barbarie.

L'effervescence gagna l'Autriche, où le gouvernement seul restait de sang-froid. L'aristocratie sentait ses haines et ses espérances se réveiller. L'empereur François, prenant le rôle de médiateur, fit part à Napoléon des conditions auxquelles la

paix de l'Europe lui semblait possible. C'étaient la restitution à la monarchie autrichienne de l'Illyrie et de la frontière de l'Inn, celle de l'Espagne aux Bourbons, celle des villes hanséatiques à l'Allemagne, la suppression de la Confédération du Rhin, un partage nouveau du grand-duché de Varsovie, enfin une reconstitution telle quelle de la Prusse. Il proposait de négocier sur ces bases avec l'Angleterre et la Russie. Mais le langage que Napoléon avait tenu au Corps législatif était trop catégorique pour qu'il les acceptât. Il était d'ailleurs décidé à ne traiter que victorieux, à ne régler les grandes questions qu'en faisant une paix générale, et surtout à ne pas se livrer aux puissances qu'il avait violentées.

Il dédaigna donc ces offres d'arbitrage comme il avait dédaigné la défection de la Prusse. Sa confiance était entière; il croyait avoir retrouvé ses forces. S'imaginant toujours qu'on tremblait devant lui, il pressa l'Autriche d'armer, en vertu du traité de l'année précédente, et de mettre sur pied cent mille hommes, qui prendraient les coalisés en flanc, pendant que lui-même les prendrait en tête. Il offrait à ces conditions l'Illyrie, la Silésie, un million d'âmes en Pologne, et il n'admettait pas que le cabinet de Vienne pût reculer devant un pareil don.

Avant de partir, il donna la régence à Marie-Louise, ce qui devait plaire à l'Autriche. Il laissa d'ailleurs tout le gouvernement à Cambacérès. Ce dernier représenta que d'après les constitutions de l'Empire la régence appartenait aux princes du sang, et revenait de droit à Joseph. Pour tourner la difficulté, on convint d'en exclure les princes qui portaient des couronnes étrangères, à moins qu'ils n'abdiquassent, et d'instituer un conseil de régence, dont les frères de l'Empereur feraient partie. Le 30 mars, l'Impératrice fut investie de sa nouvelle dignité, cependant Napoléon recula devant la cérémonie d'un couronnement, dont la dépense et l'éclat eussent été peu de saison. Le 15 avril, il partit pour Mayence.

Ce jour-là, le roi de Saxe traitait définitivement avec l'Autriche, renonçait à la Pologne, et se laissait conduire à Prague.

Il fallait que Napoléon fût singulièrement aveuglé pour compter sur l'Autriche. Si embarrassées que fussent les explications de Schwarzenberg à Paris et celles de Metternich à Vienne, il savait qu'elle armait, non comme alliée, mais comme médiatrice; qu'on ne pouvait la traiter comme un instrument,

ni la désintéresser des affaires allemandes. Il savait par les dépêches du comte de Narbonne que l'enthousiasme patriotique était le même à Vienne, à Berlin, et que partout qu'éclatait l'horreur du nom français[1]. Il ne pouvait ignorer que la coalition offrait au cabinet de Vienne bien plus qu'il ne lui offrait lui-même. Mais il fermait les yeux volontairement, et ses flatteurs ne tarissaient pas en imprécations contre la perfidie d'une puissance dont ils refusaient absolument de comprendre les intérêts et le rôle.

III. — Arrivé en poste à Mayence, Napoléon s'y arrêta quelques jours pour achever l'organisation assez défectueuse de son armée. Il voulut être cette fois, non plus l'Empereur, mais le général Bonaparte. Si ses régiments renfermaient une proportion énorme de recrues, en revanche il disposait de deux ressources puissantes, de son trésor militaire qu'il avait apporté avec lui et qui lui permit de solder tous les arriérés, et d'officiers ou de sous-officiers excellents, ou pour le moins rompus à la guerre, car ses anciennes armées lui fournissaient autant de cadres qu'il en voulait. Celle d'Espagne surtout avait été une école d'officiers. La cavalerie, il est vrai, était insuffisante et mal montée, malgré les ordres donnés depuis quatre mois pour faire partout des achats de chevaux.

Le prince Eugène, laborieux, dévoué, toujours à son poste, qualités qui lui avaient acquis l'estime universelle, commandait en Allemagne à cent quarante mille hommes, dont soixante mille dans les places de la Vistule et de l'Oder, et quatre-vingt mille de troupes actives, un peu dispersées il est vrai, depuis le bas Elbe où se trouvait le corps de Lauriston, jusqu'à la Gallicie où Poniatowski s'était retiré avec les Autrichiens. En réalité il n'en comptait que soixante mille disponibles, qu'il pouvait masser entre Wittemberg et Magdebourg, avec cent bouches à feu. Napoléon se proposait de déboucher par la Thuringe, et de se joindre à lui avec cent trente-cinq mille hommes effectifs et trois cent cinquante bouches à feu. Il devait amener le corps de Ney (quarante-huit mille hommes), réuni à Wurzbourg, celui de Marmont (trente-deux mille hommes), réuni à Hanau, la garde (quinze mille hommes), et le corps du géné-

[1] Dépêche de Narbonne, du 1er avril, par M. Lefebvre. *Les Cabinets de l'Europe*, t. V, p. 277.

ral Bertrand (quarante-cinq mille hommes), réuni à Augsbourg. Il attendait encore trente mille hommes, qui devaient combler ses vides, outre les trois armées de réserve qui se levaient en France.

Il quitta Mayence le 26 avril, comptant laisser les coalisés s'engager sur la Saale, marcher lui-même par Erfurt et Weimar, remonter les bords de la Saale, et faire sa jonction avec Eugène entre Wittemberg et Dessau. Son plan était d'atteindre l'ennemi dans la plaine vers Leipzig, de le chasser devant lui, de débloquer les garnisons de l'Oder, de rentrer à Berlin, et de s'ouvrir une communication avec Danzig.

Les Russes et les Prussiens réunis devaient avoir cent quatre-vingt mille hommes. En réalité, défalcation faite des corps particuliers occupés sur divers points, ils n'en avaient pas plus de cent dix mille; car le temps de faire des levées et les distances à parcourir ne leur avaient pas permis de se grossir plus vite; ils attendaient des renforts, tels que le corps de Bernadotte, fort de trente mille Suédois et de dix mille Russes. En revanche, leur cavalerie était magnifique. Le vieux Kutusof avait vu et signalé le danger de s'avancer si loin; mais les raisons politiques et l'emportement des Prussiens avaient prévalu sur les raisons de prudence.

Kutusof succomba aux fatigues de la campagne et de l'âge, à Bunzlau en Lusace. Le commandement en chef fut donné à Wittgenstein, assisté du chef d'état-major Diebitch; mais la présence simultanée du czar et du roi de Prusse affaiblit l'unité de direction, toujours difficile dans une armée de coalition.

Les coalisés ne firent aucune tentative sérieuse pour empêcher la jonction de Napoléon et d'Eugène. Leur avant-garde, formée de la cavalerie de Landskoi, rencontra celle de Ney à Weissenfels, le 29 avril. La division de Ney, composée de conscrits enfermés dans d'anciens cadres, se mit en carrés et repoussa les cavaliers qui l'attaquaient. On fit sonner haut ce premier succès, qui parut d'un bon augure. Le 1er mai, Napoléon, ayant donné la main à Eugène, s'avança dans la plaine de Lutzen, et y livra un second combat heureux, mais le maréchal Bessières tomba frappé à mort près du tombeau de Gustave-Adolphe. Le 2, une immense bataille s'engagea.

Le maréchal Maison la commença en marchant contre Leipzig, défendu par les Prussiens du général Kleist. Il enleva les villages aux abords de la place et la canonna. Ney s'établit

fortement dans ces villages, dont le plus important était celui de Kaja. Napoléon ordonna à ses différents corps de pivoter autour de Ney, et de marcher sur l'ennemi en masse pour le refouler au delà de l'Elster. Les coalisés nous prévinrent, exécutèrent un mouvement en sens inverse, et marchèrent sur la position occupée par Ney. Napoléon vit ce mouvement, et renversa aussitôt son ordre de bataille pour faire marcher ses corps au secours de Ney, auquel il donna l'ordre de tenir comme un roc.

Blucher et les Prussiens, qui formaient la tête des coalisés, enlevèrent successivement les trois premiers villages, et jetèrent le désordre parmi nos conscrits. L'intrépide Ney y rentra; les trois villages, disputés avec un acharnement extrême, furent pris et repris plusieurs fois. Le général de Lobau finit par s'y établir avec les vieilles troupes de la division Ricard.

Les Prussiens et les Russes furieux engagèrent leur seconde ligne, avancèrent plus loin au centre, jusqu'à Kaja, et s'en rendirent maîtres. Napoléon, qui était décidé à ne plus s'épargner, marcha avec sa garde, reprit Kaja, et disposa l'artillerie commandée par Drouot de manière à abîmer les assaillants. L'arrivée un peu tardive des corps de Bertrand et de Macdonald assura le succès de la journée. L'ennemi craignit d'être enveloppé; il s'arrêta le soir, après dix heures de lutte, malgré Blucher dont rien ne pouvait ralentir la fureur. On ne le poursuivit pas, faute de cavalerie, et parce que la vigueur qu'il avait montrée obligeait à la circonspection.

Cette journée de Lutzen fut, comme les grandes batailles précédentes, aussi sanglante qu'acharnée. Les coalisés y perdirent vingt mille hommes; les Français, qui avaient beaucoup souffert au début, à peu près autant. Napoléon vanta dans son bulletin le courage et l'intrépidité de l'armée; il célébra la brillante victoire qui avait, disait-il, comme un coup de tonnerre, pulvérisé les chimériques espérances et tous les calculs de destruction et de démembrement de l'Empire. Il ajouta : « L'Europe serait enfin tranquille, si les souverains et les ministres qui dirigent leurs cabinets pouvaient avoir été présents sur ce champ de bataille. Ils renonceraient à l'espérance de faire rétrograder l'étoile de la France; ils verraient que les conseillers qui veulent démembrer l'Empire français et humilier l'Empereur préparent la ruine de leurs souverains. »

L'ennemi reculait. Napoléon le suivit et marcha vers l'Elbe

par trois routes, décidé à rester massé s'il continuait de l'être, et à se diviser s'il se divisait, si par exemple il entreprenait de défendre à la fois Dresde et Berlin. Après quelques engagements, il arriva le 8 mai en vue de Dresde. Les Russes repassèrent l'Elbe un peu au-dessous de la ville, non sans être maltraités par notre canon.

Napoléon, fort de sa victoire, quoiqu'il ne se l'exagérât pas, prétendit faire la loi. Il rappela le roi de Saxe à Dresde, d'un ton impérieux; mais il sentit la nécessité de ne pas donner à ses adversaires un nouvel argument en dépouillant un prince allemand de plus. Il désirait aussi ménager l'Autriche, dont ce prince avait suivi la fortune.

Pour l'Autriche, dès qu'elle sut la bataille livrée, elle jugea le moment venu d'exercer sa médiation. Elle envoya deux plénipotentiaires, le général de Bubna au quartier général des Français, le comte de Stadion à celui des Russes. Elle proposa la paix du continent aux conditions qu'elle avait précédemment exprimées, la suppression du duché de Varsovie, celle de la Confédération du Rhin; la reconstitution de la Prusse, et la restitution des villes hanséatiques à l'Allemagne. Elle ne disait rien des autres pays, ni de l'Angleterre, ni des questions maritimes.

Napoléon comprit alors le jeu de l'Autriche, qu'il n'avait pas encore voulu voir. Il se contint, et répondit que les faits ultérieurs éclaireraient le cabinet de Vienne. Mais il conçut un ressentiment profond. Il se sentait blessé dans son orgueil, car tout ce qu'on voulait détruire était son œuvre, et si on laissait la France grande et forte, maîtresse encore de l'Italie et d'une partie de l'Allemagne, il se regardait, lui, comme amoindri. Il oubliait Moscou. L'idée lui vint de traiter directement avec la Russie et l'Angleterre, en sacrifiant à la première la Pologne, à la seconde l'Espagne dont il était fatigué, et résolu, sans le dire, à faire l'abandon, afin de garder tout le reste. Si de pareilles ouvertures n'obtenaient pas un accueil immédiat, son parti était pris; il achevait ses armements, mettait en ligne ses deux cent mille hommes des dernières levées, et forçait par d'éclatantes victoires tous les peuples coalisés, y compris l'Autriche, à subir sa loi. Pour mieux assurer ce plan, il résolut de tirer encore soixante mille hommes de l'Italie. Il envoya Eugène à Milan, en le chargeant de former quatre-vingt mille hommes en trois mois, et exigea de Murat qu'il lui en amenât

vingt mille, c'est-à-dire la moitié de l'armée qu'il avait organisée à Naples. Il calcula qu'il devait avoir ainsi à un jour donné six cent mille hommes sur pied.

Il donna à Davout des ordres impitoyables contre Hambourg et les Hanséatiques, lui enjoignant de fusiller les traîtres et de confisquer leurs biens. Davout tempéra, il est vrai, ces rigueurs, et se borna à de grosses confiscations.

Napoléon reçut à Dresde le roi de Saxe qu'il avait rappelé, recueillit les troupes saxonnes, et augmenta un peu sa cavalerie. Toutefois, le général saxon Thielmann passa à l'ennemi.

Les coalisés ayant comblé amplement les vides de leur armée, et se trouvant plus forts qu'avant Lutzen, s'arrêtèrent sur la Sprée, au point où elle sort des montagnes de Bohême. Ils trouvaient là de magnifiques positions défensives. Autrement ils perdaient Berlin, la Silésie, et les trois quarts de la Prusse.

Napoléon, toujours supérieur en nombre, laissa quelques corps à Wittemberg et sur la route de Berlin, fit marcher ses troupes rapidement, et résolut de forcer et de tourner en même temps les lignes de la Sprée. Il partit lui même de Dresde le 18. Le 19, on escarmoucha et l'on se reconnut. L'ennemi occupait deux lignes de hauteurs fort étendues derrière Bautzen et la Sprée. Le 20, à midi, la première fut attaquée sur tous les points par les corps d'Oudinot et de Macdonald (ancien corps du prince Eugène). A six heures du soir elle était enlevée. Le 21, la bataille recommença contre la seconde ligne, mais cette dernière était formidable, surtout du côté des montagnes. Napoléon donna l'ordre à Ney de la tourner en passant la Sprée quatre lieues plus bas avec une moitié de l'armée, et en se dirigeant sur le clocher élevé d'Hochkirchen. Ney exécuta ce mouvement, repoussa les avant-gardes trop faibles de Barclay, et marcha en avant; mais après avoir gagné du terrain, la longueur du chemin, la fatigue des soldats, le retard inévitable de quelques divisions l'obligèrent à s'arrêter devant des masses d'ennemis grossissantes. Napoléon porta ses forces et son artillerie sur les Prussiens de Blucher, qu'il foudroya. Blucher fut obligé de laisser à Ney la place libre. Les Russes se décidèrent alors à quitter leurs positions sur les montagnes, de peur d'y être enveloppés.

Cette bataille ne fut pas moins sanglante que les précédentes.

Quinze mille hommes de chaque côté demeurèrent sur le terrain. Napoléon, saisi d'un enthousiasme au moins étrange, décréta l'érection d'un monument sur les Alpes, avec l'inscription de sa reconnaissance envers ses peuples de France et d'Italie.

Il marcha ensuite sans perdre de temps sur Breslau. L'ennemi, qui se retirait en faisant bonne contenance, se retourna plusieurs fois pour mettre à profit la supériorité de sa cavalerie. Nous eûmes à Reichenbach un léger avantage, qui fut payé de la mort de Duroc; mais à Heynau six régiments de cavalerie prussienne embusqués surprirent la division Maison, qui éprouva un échec, et faillirent enlever le maréchal Ney. Enfin, l'armée arriva sur l'Oder, et débloqua par sa présence la place de Glogau.

Le 29, les coalisés demandèrent un armistice d'un mois. Napoléon exigea qu'il en durât deux, et que ses troupes fussent placées pendant ce temps dans les positions les plus favorables. Son but était de mettre ce délai à profit pour augmenter ses forces et se trouver en état de lutter contre la coalition, même grossie de l'Autriche, à laquelle il ne voulait rien céder. Metternich apporta vainement quelques modifications à ses premières propositions. Il offrit, pour *ménager l'honneur* de Napoléon, que la question de la restitution de Hambourg et celle de la suppression de la Confédération du Rhin fussent ajournées jusqu'au congrès où l'Angleterre prendrait part. Napoléon s'irrita de ces insistances. Elles lui inspirèrent l'idée d'adresser des propositions directes à la Russie. Si Alexandre les repoussait, sa résolution arrêtée était de combattre encore l'Europe réunie.

Il était fier de ses deux récentes victoires, quoiqu'elles renfermassent plus d'un avertissement, et il se flattait que la guerre qu'il allait faire serait la dernière. S'il n'avouait pas toujours sa pensée, il la dissimulait mal, et la laissait facilement comprendre, même aux négociateurs autrichiens, qui ne s'y trompaient pas.

IV. — Il organisa sa ligne de défense sur l'Elbe, en fortifia tous les points stratégiques et les passages, et s'arrangea pour y être inattaquable. Vandamme était rentré, le 29 mai, à Hambourg. Napoléon frappa les habitants de cette ville, pour les châtier, de cinquante millions de contributions et de réquisitions énormes. Leizpig fut traitée de la même manière. On n'eut le temps, il est vrai, de percevoir qu'une faible partie de ces tributs.

Napoléon essaya de leurrer le négociateur autrichien à Dresde, Bubna, en lui opposant des chicanes de forme. François II et Metternich, nullement dupes de ces chicanes, vinrent s'établir à Prague pour mener plus rapidement leur double négociation avec lui, et avec les souverains de Prusse et de Russie. Metternich se rendit même à Dresde. Là, dans une entrevue que ses résultats devaient rendre célèbre, le 28 juin, Napoléon ne sut pas ou ne voulut pas se contenir, et adressa au ministre autrichien une sorte de défi, lui affirmant qu'il n'avait pas été vaincu, qu'il était invincible; que ses revers de Russie étaient le fait des éléments. Il changea ensuite de ton et revint sur cet emportement malencontreux. Il obtint de l'Autriche une prolongation d'armistice de vingt jours, qu'elle imposa aux autres puissances.

Pendant ce temps, il reçut d'Espagne les plus fâcheuses nouvelles. Il était décidé, quoiqu'il ne le dît pas, à faire le sacrifice de la Péninsule, et ne voulait plus la garder que comme un appoint pour les négociations ultérieures. Mais ce calcul même fut déçu.

Wellington, nommé par les Cortès de Cadix généralissime des armées d'Espagne, avait accepté ce titre, en y mettant pour condition qu'il exercerait une autorité absolue, et il avait formé le plan de marcher du Portugal vers les Pyrénées par le nord, de ramener les Français sur leurs frontières, et de couper, comme il disait, l'arbre dans ses racines. Toujours fidèle à sa tactique d'agir lentement, mais en s'assurant toutes les chances de succès, il s'était procuré le concours des guerrillas, et celui d'une flotte anglaise longeant la côte des Asturies, afin de fatiguer les Français par cette double diversion.

Jourdan conseilla à Joseph de concentrer ses forces, d'évacuer Madrid, et de se porter sur Valladolid, où il pourrait arrêter l'armée anglaise, forte de quatre-vingt mille hommes en y comprenant ses auxiliaires portugais et espagnols, organisés cette fois avec un soin particulier. Joseph s'y décida, mais trop tard, car il lui en coûtait d'abandonner une fois de plus sa capitale, dont il tirait d'ailleurs ses uniques ressources. Il ne céda même qu'aux ordres exprès de Napoléon, qui, uniquement frappé des considérations militaires, et les jugeant mal, vu l'éloignement, lui enjoignait de se retirer au nord et de commencer par détruire les bandes infestant les montagnes. L'évacuation dura tout le mois de mars, par l'obligation où l'on était

d'emmener avec soi tous les Français, tout le gouvernement et les administrations civiles. Joseph disposait d'environ soixante-dix-huit mille hommes, mais formant trois armées, dont il ne pouvait opposer que deux aux Anglo-Portugais. La troisième, celle du général Clausel, était employée contre les bandes qu'elle ne détruisit pas. Elle avait même la plus grande peine à les atteindre, et ne pouvait les empêcher de communiquer avec la flotte anglaise.

Wellington entra en campagne au mois de mai. Les Français se concentrèrent à Valladolid au nombre de cinquante-deux mille seulement, et opposèrent d'abord une certaine résistance. Cependant leur infériorité numérique les obligea de se replier sur Burgos, et de là sur Vitoria. En quittant Burgos, ils en firent sauter la citadelle. Ils arrivèrent à Vitoria le 16 juin, et entreprirent de se défendre dans la plaine de cette ville. La bataille, livrée le 21, toujours avec des forces inférieures, fut mal dirigée. Le maréchal Jourdan avait la fièvre, et les corps agissaient sans ensemble. Les pertes s'élevèrent des deux côtés à environ cinq mille hommes; mais les Français abandonnèrent le terrain, des prisonniers et du canon. Les dragons anglais, accourant à Vitoria, y causèrent une panique et enlevèrent la queue du convoi qui rentrait en France. La plus grande partie de cette armée dut se replier sur Pampelune; comme la route était mauvaise pour les charrois, on abandonna le matériel de l'artillerie, et l'on emmena les chevaux. Foy et Clausel, qui avaient été chargés de garder les montagnes et d'y poursuivre les bandes, se trouvèrent isolés du reste des troupes. Clausel fut obligé de redescendre vers Saragosse, pour aider à la retraite de Suchet et la couvrir.

Napoléon, qui était mal informé, qui ne voulait pas l'être mieux, et qui lisait à peine les correspondances complaisantes transmises par le ministre de la guerre Clarke, entra en fureur. Il écrivit à Cambacérès : « J'ai trop longtemps compromis mes affaires pour des imbéciles. » Il nomma Soult son lieutenant dans la Péninsule avec des pouvoirs extraordinaires, et l'y envoya pour rallier sur-le-champ les débris de l'armée. Il rappela Joseph, et lui enjoignit de se retirer à Morfontaine, avec défense d'y voir personne, sous peine d'être arrêté.

V. — Refusant de comprendre que ses revers d'Espagne comme ses désastres de Russie étaient un avertissement, il n'y

vit qu'une raison de plus de persister dans les plans belliqueux qu'il formait pour relever son prestige ébranlé. Il repoussa les sages conseils de Caulaincourt, qui avait presque seul le courage de lui représenter la nécessité de la paix. Cependant cette nécessité évidente frappait tout le monde, les politiques comme les militaires. Fouché vint le trouver à son quartier général, lui dit qu'il se perdait, qu'il se rendait odieux à la France; que la France jugeait son honneur dégagé par les deux victoires de Lutzen et de Bautzen. Rovigo lui écrivit de Paris pour lui dépeindre le pays las, inquiet, prêt à se tourner du côté des Bourbons. C'étaient les hommes de la Révolution qui redoutaient le plus la chute de l'Empire, parce qu'ils se sentaient perdus dans le cas probable d'une restauration. Napoléon n'écouta rien, et leva par un décret trente mille hommes dans les départements voisins des Pyrénées.

Il se montra même plus autoritaire que jamais. Il malmena le clergé de Belgique, qui s'agitait pour le Pape. Il ordonna de disperser dans ce pays des associations de *béguines,* d'emprisonner plusieurs membres des chapitres, et d'enrégimenter les séminaristes récalcitrants. Il cassa une décision du jury d'Anvers, sans se soucier des formes judiciaires.

Les coalisés doublaient leurs forces de leur côté à la faveur de l'armistice. L'Angleterre signait avec eux des traités de subsides, et leur envoyait des armes, des canons, des vêtements militaires. Elle se chargeait de l'entretien de la flotte russe. Les Russes faisaient venir leur matériel et de nouveaux corps. Bernadotte arrivait au quartier général d'Alexandre, désirant le commandement en chef, que la jalousie des militaires allemands et russes empêcha d'ailleurs de lui donner. Moreau, revenu d'Amérique à Stockholm, l'accompagnait, et proposait de se charger d'une descente en France pour la soulever contre Bonaparte, qu'il jugeait le moment venu de renverser. Ses avis, il est vrai, furent accueillis froidement; on se contenta de lui demander quelques conseils militaires, en se réservant de le consulter autrement quand on aurait gagné des victoires.

Un autre officier, tacticien de premier ordre, le général Jomini, ancien chef d'état-major de Ney, Suisse de nation, venait de quitter le service de la France pour celui des coalisés. Ces derniers comptèrent disposer, en y comprenant les forces autrichiennes, de huit cent mille hommes, dont cinq cent mille

prêts à entrer en ligne et à marcher sur Dresde concentriquement. Ils formèrent trois armées, l'une de deux cent cinquante mille hommes en Bohême, sous Schwarzenberg, la seconde de cent vingt mille en Silésie, sous Blucher, la troisième de cent trente mille, sous Bernadotte, dans le Brandebourg. Trois cent mille hommes devaient constituer des corps de réserve et d'observation. Le czar et le roi de Prusse déclarèrent qu'ils se proposaient « de mettre des bornes aux projets audacieux de l'ennemi de l'Europe, et de rendre aux peuples l'indépendance, la paix et le bonheur ».

Napoléon s'opiniâtra à traîner les négociations en longueur, malgré les avis répétés de Caulaincourt, que l'Autriche était décidée, et qu'aussitôt le 10 août arrivé, jour où expirait l'armistice, elle adhérerait à la coalition. Le 5, l'Empereur offrit de restituer le grand-duché de Varsovie, mais il prétendait garder les villes hanséatiques, la Confédération du Rhin, Trieste et les défilés des Alpes Illyriennes. Il voulait même ne donner à la Prusse que la ligne de l'Oder; il ne céda celle de l'Elbe qu'à la dernière extrémité. Après la date fatale du 10 août, l'Autriche adhéra à la coalition. Napoléon commettait une faute irréparable. Il manquait à sa fortune.

Il eut soin de laisser ignorer en France les vraies propositions des alliés. Il y publia que les puissances voulaient lui faire la loi et l'humilier; qu'elles étaient résolues à la guerre, et que, de quelque manière qu'on s'y prît, les négociations devaient aboutir fatalement à la reprise des hostilités.

Pour faire face à l'ennemi de tous les côtés, il avait concentré ses troupes autour de Dresde, pivot de ses opérations, et s'y était rendu inattaquable. Il comptait néanmoins prendre la défensive à sa gauche, en lançant Oudinot sur Berlin. Murat venait d'arriver avec un corps napolitain. Mais ses forces, en y comprenant toutes les réserves et les garnisons, n'égalaient pas celles des coalisés; elles ne dépassaient pas cinq cent cinquante mille hommes. De plus, elles avaient perdu l'élan et la confiance d'autrefois. Les officiers étaient las et voyaient le péril; les généraux désiraient le repos.

VI. — Dès le 15 août, l'armée de Silésie, sous Blucher, envahit le pays neutre. Napoléon se mit à la tête de ses divisions voisines du Bober, marcha en avant, eut deux engagements heureux, les 21 et 22, et refoula l'ennemi.

Il apprit alors que la grande armée de la coalition, celle de Schwarzenberg, s'ébranlait pour tourner Dresde, qu'elle franchissait en quatre divisions les quatre défilés de l'Erzgebirge, à partir de la chaussée de Peterswalde, et se préparait à converger vers la capitale de la Saxe. Il avait prévu ce mouvement fort naturel, et il comptait pour l'empêcher ramener en hate ses forces principales, passer l'Elbe au pont de Lilienstein, et prendre à son tour l'ennemi entre sa propre armée et le fleuve. Mais il n'eut pas le temps d'exécuter ce plan hardi. Dresde était trop menacé pour qu'il l'abandonnât. Il se contenta d'envoyer Vandamme avec quarante mille hommes au camp de Pirna, qui dominait la route de Peterswalde, et il arriva lui-même à Dresde, le 24, avec cent mille hommes. Le maréchal Saint-Cyr, chargé de garder la chaussée de Peterswalde, s'était replié devant des forces supérieures pour défendre la capitale de la Saxe.

Les coalisés, après avoir couronné les hauteurs dont elle est entourée, réunirent et massèrent leurs différents corps. Le 26, après midi, ils l'accablèrent de projectiles, et enlevèrent d'abord la plupart des défenses occupées par nos troupes. Mais Napoléon, faisant marcher la garde et les réserves, rétablit le combat et repoussa les agresseurs avec une vigueur au moins égale. Ils perdirent cinq mille hommes; les pertes des Français qui se battaient à couvert furent beaucoup moindres.

Le 27, les rôles changèrent. Les coalisés se tinrent sur la défensive, et ce fut Napoléon qui attaqua. Le temps était affreux; la pluie ne permettait pas de tirer. On se battit avec le canon, au sabre et à la baïonnette. Napoléon dirigea l'attaque principale vers le vallon de Plauen, où le corps autrichien de Klenau n'était pas arrivé assez à temps pour achever l'investissement. Murat, se lançant avec sa fougue ordinaire, atteignit ce corps isolé des autres, lui fit perdre quatre mille hommes et lui enleva douze mille prisonniers. Sur les autres points la lutte fut plus égale, mais partout l'avantage nous resta. Moreau eut les deux jambes fracassées par un boulet, à côté d'Alexandre, triste expiation de l'aberration qui l'avait conduit au milieu de nos ennemis. Les coalisés, s'étant convaincus de l'impossibilité d'enlever Dresde, même au prix des plus grands sacrifices, se retirèrent en bon ordre, et repartirent en trois colonnes pour s'abriter derrière les montagnes de la Bohême, marchant

d'ailleurs avec une précaution extrême, surtout à leur gauche, à cause de la présence de Vandamme à Pirna.

Napoléon apprit, le 28, que Vandamme ne pouvait les arrêter au passage ; qu'Oudinot n'avait pu s'avancer sur la route de Berlin; que Macdonald, laissé sur la Katzbach avec des troupes affaiblies, n'avait pu résister à un retour offensif de Blucher, et avait été très-maltraité. Cependant Saint-Cyr, Marmont, Victor, Murat, poursuivaient les coalisés sur toutes les routes, et leur enlevaient encore des prisonniers. Napoléon donna l'ordre à Vandamme de passer en Bohême avec ses quarante mille hommes, de s'établir à Kulm ou à Tœplitz, d'y couper aux ennemis la route de Prague, et, s'il n'y réussissait pas, de leur enlever au moins leur matériel. Les croyant dispersés et plus battus qu'ils ne l'étaient réellement, il se préparait à marcher lui-même sur Berlin, toujours dominé par l'idée fixe de rentrer dans la capitale de la Prusse, et fermant les yeux au danger de trop étendre ses opérations en présence d'ennemis si nombreux et si rapprochés.

Le 29, Vandamme arrivant à Kulm, sur le revers des montagnes de Bohême, y occupa une position très-forte, et attaqua une division russe. Les Russes, accumulant leurs forces sur ce point, luttèrent avec opiniâtreté, afin de donner aux autres corps le temps de repasser les montagnes et de ne pas être coupés. Le lendemain, le combat recommença avec la même furie. Tout à coup survint le corps prussien de Kleist, qui, menacé d'être isolé, s'était jeté dans les passages les plus difficiles des montagnes, et avait marché toute la nuit. Il déboucha par Nollendorf et tomba sur les derrières de Vandamme, qui se trouva enfermé dans un cercle de cent trente mille ennemis. Les Français résistèrent en désespérés. Le général Corbineau finit par s'ouvrir un passage en abandonnant l'artillerie, mais nous avions eu cinq ou six mille tués ou blessés, et nous laissions sept mille prisonniers aux mains des vainqueurs. Vandamme et plusieurs généraux étaient du nombre.

Saint-Cyr fut accusé de n'avoir pas poursuivi Kleist assez vigoureusement. Mais la première responsabilité de ce désastre remontait à Napoléon, qui, préoccupé de marcher à Berlin, ne s'était pas mis en mesure de soutenir ceux de ses lieutenants qu'il aventurait.

Nous avions éprouvé dans le même temps deux autres revers,

dont l'effet moral contribua encore à détruire celui de la victoire de Dresde.

Blucher s'était jeté sur Macdonald aussitôt après le départ de Napoléon. Macdonald, inférieur en forces, avait dû repasser la Katzbach plus ou moins en désordre. Blucher le poursuivit et lui enleva, le 29, une division demeurée en arrière. Il lui fit sept ou huit mille prisonniers, et jeta la panique dans ses troupes. Dix mille hommes se débandèrent. C'étaient de trop jeunes soldats, et surtout des étrangers auxiliaires qu'on faisait combattre malgré eux.

Au nord, Oudinot avait reçu l'ordre de marcher de Wittemberg dans la direction de Berlin contre l'armée de Bernadotte avec soixante-quatre mille hommes. Le général Girard devait le rejoindre avec la garnison de Magdebourg, et Davout avec l'armée de Hambourg. Napoléon s'était trompé sur les forces de Bernadotte. Il ne lui croyait pas plus de cinquante mille hommes quand il en avait quatre-vingt-dix mille, et il traitait ses troupes de *ramassis,* tandis qu'elles renfermaient d'excellents corps suédois et prussiens. Napoléon ne s'abusait pas moins sur la valeur de ses propres troupes. Celles d'Oudinot comptaient un grand nombre de Saxons et d'Allemands mal intentionnés, et provoqués à la désertion par les sociétés secrètes. Oudinot rencontra l'ennemi le 23 à Gross-Beeren; il était inférieur en forces, et il avait beaucoup trop de jeunes soldats. Il ne sut pas imprimer à ses lieutenants une direction unique, et il fut abandonné par les Saxons. Un corps entier passa du côté de Bernadotte, sous lequel il avait servi. Un autre se débanda, ainsi que les Bavarois. Oudinot rentra à Wittemberg le 29, avec une perte de plus de dix mille hommes. La division Girard, qui était sortie de Magdebourg, y fut ramenée de son côté.

Après ces trois revers de Kulm, de la Katzbach et de Gross-Beeren, Napoléon éprouva une hésitation naturelle, et changea de plan à peu près chaque jour. Il persistait dans l'idée de marcher à Berlin, et voulait y courir en personne avec quarante mille hommes de ses meilleures troupes, pour refaire l'entreprise manquée et y ramener Oudinot en forces. Mais la nécessité de défendre Dresde et de surveiller Blucher le décida à remettre à Ney l'exécution de ce projet, et à se porter lui-même à Hoyerswerda, où il devait se tenir à proximité de ses trois armées. Apprenant que Macdonald était de nouveau en

danger, il courut, le 4, à Gorlitz, et il obligea Blucher à reculer. Il fut rappelé aussitôt par la nouvelle que l'armée de Bohême reparaissait sur la route de Peterswalde.

Ney prit à Wittemberg le commandement du corps d'Oudinot, réduit à environ cinquante mille hommes. Il trouva la confiance des soldats ébranlée, les officiers supérieurs mécontents et inquiets. Ayant l'ordre de marcher sur Baruth pour ne pas trop s'écarter de Macdonald, il s'avança en présentant le flanc à l'ennemi. Le 6 septembre, au sortir du défilé de Dennewitz, qu'il n'avait pu éviter, le corps de Bertrand qui formait l'avant-garde, et que les autres suivaient à un trop long intervalle, rencontra les corps prussiens de Tauenzien et de Bulow, avantageusement postés. Il soutint quelque temps un combat inégal, en attendant les corps de Reynier et d'Oudinot. Ceux-ci arrivèrent tard et trouvèrent l'ennemi grossi de nouvelles forces. On fut débordé; les Saxons lâchèrent pied, et il fallut, après une lutte meurtrière, renoncer à se frayer un passage. Le lendemain, presque tous les Saxons et les Bavarois désertèrent. Ney rentra à Torgau, le point de l'Elbe le plus rapproché, ne ramenant pas plus de vingt-deux mille hommes. Il écrivit à l'Empereur que son armée était démoralisée, qu'il ne fallait plus compter sur les régiments étrangers restés dans ses rangs, et qu'il était hors d'état de défendre Torgau.

Quelques jours après, le 16, un lieutenant de Davout, Pescheux, perdait trois mille hommes et son artillerie dans une rencontre avec les Russes.

VII. — Napoléon avait déjà perdu plus de cent mille hommes depuis la rupture de l'armistice, la plus grande partie par la désertion, qui devenait épidémique chez les auxiliaires allemands, et gagnait jusqu'aux soldats français. Les coureurs ennemis interceptaient ses convois et rendaient le ravitaillement difficile. A être continuellement harcelé par les coalisés, tout en les harcelant à son tour, il n'aboutissait qu'à user ses forces, à détruire le prestige de ses armes, à perdre un temps précieux, enfin à donner à ses officiers lieu de croire que son génie avait baissé.

Renonçant à prendre l'offensive sur tous les points, il rapprocha de lui ses lieutenants pour se concentrer autour de Leipzig. Il abandonnait ainsi forcément les garnisons qui occu-

paient les places de la Vistule et de l'Oder. Il eût dû au moins rappeler celles des places de l'Elbe, de Hambourg et de Dresde, comme son état-major le lui conseillait. Il se contenta de garnir celle du Rhin d'artillerie, et d'y amasser des approvisionnements; car tout était à prévoir. Bassano écrivit à Clarke, en lui donnant avis de cette mesure : « L'Empereur est vainqueur toutes les fois qu'il est présent, mais il ne peut être présent partout, et les chefs qui commandent isolément répondent rarement à son attente. » Ainsi, c'était à la lassitude des généraux qu'on essayait d'imputer l'échec des combinaisons qui auraient dû nous reporter sur l'Oder et la Vistule. Napoléon rédigea aussi deux décrets pour lever cent vingt mille hommes de plus sur les classes des trois dernières années, et cent quarante mille par anticipation sur celle de 1815.

Les coalisés, le croyant très-affaibli, jugèrent le moment arrivé d'en finir. Les puissances venaient de se garantir à Tœplitz, le 9 septembre, le rétablissement de la monarchie autrichienne telle qu'elle était en 1805, celui de la monarchie prussienne telle qu'avant 1803, la dissolution de la Confédération du Rhin et l'indépendance des États secondaires. Les souverains décidèrent que l'armée de Bohême, grossie du corps russe de Benningsen, marcherait par Chemnitz sur Leipzig, pendant que Blucher se joindrait à Bernadotte, passerait l'Elbe avec lui vers Wittemberg, et marcherait de son côté sur Leipzig, rendez-vous des forces réunies.

Napoléon plaça ses lieutenants de façon à observer d'un côté l'armée de Bohême, de l'autre celles du nord et de Silésie, se réservant de se porter lui-même au moment voulu sur l'une ou sur l'autre, pour les accabler successivement.

Or, Blucher passa l'Elbe le 3 octobre, malgré des pertes sanglantes que Ney lui infligea à Wartembourg. Bernadotte le passa de son côté à Dessau. Quoique étant ennemis déclarés, ils marchaient parfaitement de concert. Napoléon ayant vainement essayé de manœuvrer entre eux deux, voyant qu'ils avançaient toujours et que l'armée de Bohême approchait de ce côté malgré Murat, courut à Leipzig, et y appela tout ce qui lui restait de troupes, sauf celles de Dresde; car, pour ne pas renoncer à ses plans ultérieurs, il avait retiré l'ordre donné un instant d'évacuer la capitale de la Saxe. Le 13 octobre, il réunit à Leipzig quatre-vingt-dix mille hommes; il en attendait encore cent mille, mais le temps qui était affreux, la fatigue

et les marches dans la boue lui en enlevèrent vingt mille en quelques jours.

Dans le même temps, il perdait derrière lui l'appui de la Westphalie et de la Bavière. Czernicheff et les coureurs russes entrèrent à Cassel le 30 septembre, et mirent fin sans coup férir au royaume de Westphalie; Jérôme évacua sa capitale et se retira à Coblentz. La Bavière, menacée par une armée autrichienne, avait déclaré qu'elle se retirerait de notre alliance si elle n'était pas secourue. Elle tint parole, dès qu'Augereau, appelé à Leipzig, eut quitté Wurzbourg. Augereau amena vingt mille hommes à l'Empereur; il avait beaucoup perdu de son énergie, et Napoléon en le recevant lui dit : « Vous n'êtes plus le vieil Augereau. » Il lui répondit : « Je le redeviendrai quand vous me rendrez les soldats d'Italie. »

Napoléon disposa ses forces de manière à pouvoir combattre au sud et au nord, car il allait être pris entre deux feux. Il n'avait pu se jeter isolément sur aucune des armées ennemies, n'ayant pas réuni tous ses corps, dont un, celui de Reynier, restait en arrière. Cependant il gardait toute sa confiance, disant et répétant autour de lui qu'il n'avait jamais perdu de bataille rangée.

Le 16, vers neuf heures du matin, l'armée de Bohême prit l'offensive sur la ligne de Mark-Kleeberg, Waschau et Liebert-Wolkwitz. La lutte s'engagea opiniâtre, sanglante; la canonnade fut épouvantable. Waschau fut pris et repris cinq fois en deux heures. A midi on entendit retentir le canon du côté de l'ouest, à Lindenau, où le général Margaron était attaqué par l'Autrichien Giulay, et plus au nord, à Mockern, où Marmont se trouvait aux prises avec Blucher. Napoléon, jugeant alors le moment décisif, mit en mouvement la jeune et la vieille garde, et accabla l'armée de Bohême, qu'il refoula au delà de sa ligne principale; mais son infériorité numérique ne lui permit pas de l'envelopper. Convaincu de la nécessité de vaincre à tout prix, il lança Murat et toutes ses réserves de cavalerie. Alexandre accourut de son côté avec les Cosaques de sa garde, et appela les réserves autrichiennes, qui rétablirent le combat. La lutte se poursuivit jusqu'au soir, sans autre résultat qu'une affreuse boucherie. Des corps entiers furent détruits dans les deux armées. Les coalisés étaient résolus à tous les sacrifices; les Français comprenaient qu'il s'agissait du sort de la France. Cinquante mille hommes demeurèrent sur le terrain; les pertes

des coalisés furent un peu supérieures aux nôtres. A Lindenau, le combat eut relativement peu d'importance. A Mockern, Marmont résista tout le jour avec des forces inférieures : il perdit six mille hommes, et en fit perdre neuf mille à l'ennemi; mais le soir venu, il céda le terrain.

La retraite devenait urgente, car la journée demeurait au moins indécise, et une seconde bataille livrée dans les mêmes conditions ne présentait pas de chances plus favorables. Il fallait d'ailleurs se hâter, de crainte que la route d'Erfurt ne fût coupée. Mais se retirer, c'était sacrifier les garnisons de l'Elbe, y compris celles de Hambourg et de Dresde. Militairement trop habile pour ne pas juger les périls de sa situation, et politiquement trop aveugle pour s'avouer toute la vérité, Napoléon passa la journée du 17 dans une agitation extrême, hésitant à prendre un parti décisif, et se donnant pour prétexte le besoin de repos que ses troupes éprouvaient. Il fit venir près de lui le général autrichien Meerfeld, prisonnier depuis la veille, et lui rendit la liberté en lui donnant à entendre qu'il était disposé à quelques sacrifices pour acheter la paix. Puis, ayant acquis la certitude que de nouvelles forces venaient grossir celles des coalisés, il se décida enfin, mais trop tard, à ordonner la retraite pour le lendemain. Il prétendit la faire en plein jour, et d'une manière imposante, afin de ne pas s'avouer vaincu. Il négligea même de faire jeter des ponts sur l'Elster, bien que le général du génie Montfort eût constaté l'insuffisance de l'unique pont de Lindenau pour le passage de l'armée.

Les coalisés reçurent au moins cent dix mille hommes de renfort, y compris les troupes de Bernadotte; ils s'apprêtèrent à livrer une seconde bataille, avec trois cent mille hommes environ, contre les Français réduits à cent soixante mille.

En conséquence, le 18, l'armée du Sud, partagée en trois colonnes, fortes d'au moins soixante mille hommes chacune, se porta par un mouvement concentrique sur la ligne de nos troupes, que Napoléon, se retirant savamment et en ordre, avait placée un peu plus en arrière que l'avant-veille, de Dolitz à Probstheida. Une bataille s'engagea aussi furieuse que celle du 16. Poniatowski et Augereau soutinrent en désespérés les efforts de l'ennemi. Pendant ce temps, Giulay disputait à Bertrand la route d'Erfurt, et Bernadotte et Blucher nous attaquaient au nord. Nous étions pris ainsi dans un cerle de feu. Probstheida, angle saillant de notre posititiou, attaqué et défendu avec une

égale vigueur, fut pris et repris plusieurs fois. Les coalisés montrèrent l'acharnement de gens sûrs de vaincre; les Français, la résolution de soldats résignés à un effort suprême. Lauriston, Victor, Drouot, se surpassèrent. Schwarzenberg, désespérant de forcer nos lignes, qui ne se laissaient pas aborder, arrêta des charges trop meurtrières, et borna de ce côté le combat à une canonnade. Mais au nord, le dernier corps saxon resté dans nos rangs passa tout entier du côté de Bernadotte dès qu'il l'aperçut : défection annoncée par Reynier, qui n'avait pas été écouté. Marmont et Ney, après avoir bravement défendu la position de Schönfeld contre un ennemi triple en nombre, furent réduits à l'abandonner. Napoléon, laissant Murat à Probstheida, courut à eux avec la cavalerie et l'artillerie de la garde, et réussit par un dernier effort à les sauver. Mais quand la nuit vint arrêter ce carnage épouvantable, dont les proportions paraissent avoir été à peu près les mêmes que celles de l'avant-veille, car on n'en a jamais connu les chiffres vrais, on se retrouva comme après la journée du 16, et dans une situation aggravée, la retraite offrant de bien autres difficultés. On était d'ailleurs comme affolé sous le coup de ces batailles gigantesques que les Allemands ont appelées les *batailles des nations*.

Napoléon n'hésita plus. Il ordonna immédiatement le défilé des troupes pendant la nuit, en faisant passer d'abord les parcs et les bagages. L'armée défila donc par toutes les avenues pour gagner la seule issue, celle du pont de Lindenau, qui se composait en réalité d'une suite de ponts sur plusieurs rivières reliés entre eux par des chaussées. Quelques corps placés dans les faubourgs afin de protéger le passage continrent l'ennemi plusieurs heures, et se battirent en désespérés; mais, dans l'impuissance de concerter leurs mouvements, ils se lassèrent trop tôt. D'ailleurs les Badois livrèrent une des portes. Pendant ce temps, l'encombrement, que nul n'avait donné les ordres nécessaires pour éviter, était extrême partout, sur les avenues comme sur le pont, où l'artillerie, les fourgons, les voitures de blessés voulurent passer pêle-mêle avec les piétons. Une mine était placée sous la première arche; un sous-officier avait l'ordre de la faire sauter dès que l'ennemi paraîtrait. A la vue de quelques soldats de Blucher, il y mit le feu, et le pont sauta. Plus de trente mille hommes virent leur retraite coupée. Le désordre fut affreux. Les uns, désespérés, se jetèrent sur l'ennemi; d'autres se lancèrent à la nage dans l'Elster, où beau-

coup périrent. Poniatowski, nommé maréchal l'avant-veille, y lança son cheval et se noya; Macdonald, plus heureux, atteignit la rive opposée. Lauriston, Reynier, et des régiments entiers avec leurs canons tombèrent au pouvoir des coalisés. Nos pertes ne furent pas moindres dans cette troisième journée que dans celles du 16 et du 18.

VIII. — Napoléon échappa avec cent ou cent dix mille hommes, grâce à la rupture du pont et à des mesures sagement prises pour que la garde, placée en arrière, protégeât sa retraite. Les coalisés, que l'Elster arrêtait, se bornèrent d'abord à nous faire harceler par Giulay et Blucher, qui, passant plus haut et plus bas, se répandirent sur nos flancs. Leurs cavaliers enlevèrent un groupe de prisonniers que Napoléon emmenait pour les montrer en France.

Nos soldats ne tardèrent pas à se débander. La précipitation de la retraite, les blessures, la faim, leur servirent de motif ou de prétexte. La cavalerie elle-même se laissa gagner par un exemple contagieux. L'ennemi ramassa un grand nombre de maraudeurs et de traînards. On se défendit pourtant sur tous les points où l'on fut menacé; on passa sans revers la Saale et l'Unstrutt, et l'on atteignit, le 23, Erfurt, où l'on prit un repos de trois jours.

Napoléon écrivit à Paris qu'il lui fallait de nouvelles levées, et qu'il voulait des *hommes,* non des enfants; qu'il lui fallait aussi cinq cents millions au moyen de centimes de guerre ajoutés à tous les impôts directs ou indirects. Il reprit ensuite sa marche, après avoir fait ses adieux à Murat, qui partit laissant cette fois des regrets pour sa belle conduite.

Cependant une armée austro-bavaroise de plus de cinquante mille hommes, commandée par de Wrède, s'avançait à marches forcées pour couper nos communications et nous prendre entre deux feux; car Schwarzenberg et Blucher s'étaient mis à notre poursuite avec cent soixante mille hommes. Les coalisés avaient détaché le corps de Klenau sur Dresde, celui de Tauenzien sur Torgau et Wittemberg, celui de Benningsen sur Magdebourg et Hambourg. Bernadotte marchait dans la direction de Cassel.

L'armée française continua de perdre beaucoup de monde sans combat; les malades, les blessés, les traînards étaient enlevés et souvent fort maltraités, car les Allemands exaspérés se livraient à des vengeances cruelles. Le 29, on rencontra

de Wrède qui interceptait la route à Hanau. Napoléon, ne voulant pas donner à Schwarzenberg le temps de l'atteindre, attaqua les Bavarois avec ce qui lui restait d'hommes capables d'être mis en ligne. Les débris de la garde se battirent avec leur vigueur ordinaire. On força le passage, et de Wrède fut obligé de se retirer derrière la Kinzig avec de grandes pertes. Les Bavarois revinrent à la charge le 1er novembre. Napoléon leur passa une seconde fois sur le corps, et le 4 il entra à Mayence avec soixante mille hommes tout au plus.

Il ordonna de réorganiser les corps. C'était chose impossible. Les troupes étaient dans un état affreux; la fièvre d'hôpital qu'elles avaient rapportée d'Allemagne achevait de décimer les survivants de la guerre. Les arsenaux des places du Rhin étaient vides de matériel et d'approvisionnements. Tout avait été porté sur l'Elbe, l'Oder et la Vistule. Napoléon confia néanmoins à ses maréchaux la garde du Rhin, et leur partagea les commandements.

Nous comptions cent quatre-vingt-dix mille soldats dispersés dans les places de la Pologne et de l'Allemagne. Trois grandes garnisons, celle de Dresde, de trente mille hommes, sous Gouvion Saint-Cyr, celle de Hambourg, de quarante mille, sous Davout, celle de Danzig, de vingt-six mille, sous le général Rapp, auraient dû sortir et tenter de rallier les autres ou de rentrer en France; mais les commandants, d'ailleurs imparfaitement renseignés, avaient des ordres contraires. Saint-Cyr fit trop tard la tentative de rejoindre Torgau. Elle ne réussit pas. Il capitula le 11 novembre, et rendit ses armes à condition que ses trente mille hommes pourraient rentrer en France et servir après échange. Cette capitulation, accordée par Klenau, ne fut pas ratifiée par Alexandre, qui retint la garnison prisonnière de guerre. Les petites places de Pologne, Modlin et Zamosc, capitulèrent de leur côté. Les autres tinrent bon, quoique cernées par l'ennemi qui voulait empêcher les garnisons de rentrer en France. Danzig, assiégée étroitement par les Prussiens, fut encore bombardée par une flotte anglaise pendant tout le mois d'octobre. Nos malheureux soldats furent décimés à Danzig par la fièvre de congélation, à Torgau par le typhus, produit de l'entassement, qui fit des milliers de victimes, ailleurs par la faim ou la mauvaise nourriture. Napoléon les avait sacrifiés à des calculs chimériques, comme un joueur qui perd tout d'un seul coup en voulant tout regagner.

Les foudroyantes nouvelles de Leipzig produisirent un ébranlement général en Italie. Eugène, laissé sans ordres et n'ayant pu lever que cinquante mille hommes au lieu de quatre-vingt mille, avait dû, après la défection de la Bavière, se retirer sur l'Adige, où la désertion l'affaiblissait chaque jour. Il garda ses places fortes, mais les Autrichiens occupèrent toute la Vénétie.

En Espagne, les Anglais étaient entrés à Saint-Sébastien le 7 septembre, et à Pampelune le 31 octobre, malgré les efforts du maréchal Soult. Ils battirent même un de nos corps à Andaye, sur le territoire français. Soult se vit réduit à défendre la frontière des Pyrénées avec une armée nombreuse encore, et animée malgré ses revers de l'esprit des vieilles troupes, mais condamnée à la misère et à la maraude.

Suchet venait de rentrer en Aragon avec vingt-cinq mille hommes seulement, parce qu'il avait dû laisser des garnisons dans toutes les places, par l'ordre de Napoléon, qui commettait en Espagne la même faute qu'en Allemagne, celle de prétendre tout recouvrer. N'ayant pu empêcher Mina de reprendre Saragosse, Suchet abandonna l'Aragon pour se replier sur Barcelone et la Catalogne, et les défendre contre une armée nouvellement débarquée de cinquante mille Anglo-Siciliens.

IX. — Napoléon quitta Mayence le 7 novembre pour revenir à Paris. Les coalisés auraient pu l'y suivre immédiatement sans rencontrer d'obstacles. Ils avaient les forces nécessaires, une organisation excellente, très-supérieure à celle des armées ordinaires de coalition, et, chose essentielle, l'unité du commandement. La présence continuelle des trois souverains au quartier général assurait l'obéissance et contenait tout le monde. Cependant ils s'arrêtèrent sur le Rhin, pour déterminer leur action politique. Aller plus loin, c'était précipiter Napoléon du trône, et peut-être rallumer le foyer de la France révolutionnaire. Metternich, soutenu par lord Aberdeen, fit prévaloir l'idée d'adresser des propositions à l'Empereur. Il lui offrit les frontières naturelles de la France, le Rhin, les Alpes et les Pyrénées, mais rien au delà, c'est-à-dire les bases du traité de Lunéville. On rédigea à Francfort une note très-courte, portant que l'Europe ne se diviserait pas, quoi qu'il arrivât; qu'elle resterait unie jusqu'à la paix; que cette paix devait être générale et maritime aussi bien que continentale; qu'elle serait fondée sur le principe de l'indépendance de toutes

les nations dans leurs limites ou naturelles ou historiques. L'Espagne devait recouvrer sa dynastie, l'Angleterre faire des restitutions au delà des mers, et toutes les nations jouir de la liberté du commerce. Ces conditions furent portées à Paris, le 14 novembre, par un agent français, Saint-Aignan, qu'on en chargea. Le duc de Bassano, revenu trop tard à la sagesse, les appuya. Napoléon consentit à négocier; mais il commit encore la faute de ne pas s'expliquer sur les bases proposées, de peur de montrer aux ennemis une condescendance qui les enhardît à demander davantage.

Il ne pouvait plus comme au retour de Russie invoquer l'excuse des distances et des éléments. Le thème convenu de la défection des Saxons et des Bavarois, pour lesquels les journaux officiels n'avaient pas assez d'injures, et la prétention d'attribuer la chute du pont de Leipzig à un accident impossible à prévoir, ne trompaient personne. D'ailleurs, toutes les prédictions des bulletins étaient démenties, et la rapidité des évacuations dépassait tout ce que celle des conquêtes avait eu autrefois de plus étourdissant. Aussi un déchaînement général s'élevait-il. L'armée et ses chefs murmuraient tout haut. Le pays, courbé sous le poids des désastres, épouvanté par les hasards d'une guerre nouvelle, affolé par les terreurs de l'invasion, saisi d'horreur aux récits des scènes de désolation des derniers champs de bataille, las de l'effusion du sang et d'une affreuse consommation d'hommes, frémissait de son impuissance, maudissait, méconnaissait même le génie du chef qui l'avait conduit là, et se redressait comme un esclave qui veut secouer le joug. De nouvelles conscriptions, de nouveaux impôts parurent intolérables. Le commerce poussa un cri de souffrance, les villes maritimes un cri de détresse. On se récria contre l'inanité de cette poursuite des gloires militaires, qui laissait la France, après dix ans, en deuil de tant de ses enfants, et moindre qu'au traité de Lunéville. Au milieu de l'irritation publique, les anciens partis reparurent. On pressentit d'instinct la chute du *tyran*. Le prévoyant Talleyrand aurait dit, à ce qu'on raconte, un peu avant Leipzig : « C'est le commencement de la fin. » Les fonctionnaires devinrent arrogants vis-à-vis du gouvernement qui les avait trop compromis. Berthier et Cambacérès demeuraient mornes et consternés. Marie-Louise pleurait. Des maréchaux, des ministres parlèrent, et dirent qu'il fallait la paix.

Napoléon répondit, et il en était persuadé, que l'Europe ne voulait pas la paix, qu'elle voulait écraser la France et l'humilier; qu'on ne la désarmerait qu'en lui prouvant l'impossibilité d'y réussir. Il faut, disait-il, combattre encore une fois, combattre en désespérés, et si nous sommes vainqueurs, alors nous devrons, sans aucun doute, nous hâter de conclure la paix[1]. Il ne voulait pas traiter sous le coup d'une défaite.

Cette résolution épouvanta tous ceux qui avaient suivi sa fortune. Les courtisans naguère les plus obséquieux devinrent les plus insolents. On n'entendit plus qu'un mot : « Cet homme est fou. Il se perd, et il nous perd avec lui. » Bassano fut sacrifié à ce déchaînement, et remplacé aux affaires étrangères par Caulaincourt.

Le Sénat avait voté en silence les levées d'hommes ordonnées à Leipzig, mais de pareilles mesures étaient malaisées à exécuter. La conscription de 1815 devait donner des soldats trop jeunes. Le recours aux classes antérieures causait une véritable exaspération. En renonçant d'ailleurs, et il le fallait, aux hommes mariés et aux soutiens de famille, on ne pouvait pas arriver à réunir plus de soixante mille hommes, dont une partie s'était déjà rachetée, et même plusieurs fois, au prix des plus grands sacrifices. Un sénatus-consulte vota la levée de trois cent mille célibataires. Monstrueuse folie! Quelques objections furent présentées à l'Empereur. Il répondit qu'il avait jusqu'au mois d'avril pour en faire de bons soldats.

Les caisses publiques étaient vides. Leurs derniers fonds avaient été consacrés à l'achat de bons communaux, bons dépréciés qui ne trouvaient pas d'autres acheteurs. Napoléon ordonna par un décret la levée de trente centimes extraordinaires, afin de ne pas attendre, et il en avait plus d'une raison, la réunion du Corps législatif convoqué pour le mois suivant.

Les places étaient délabrées, sans artillerie, sans garnisons, sans fonds qui permissent de les mettre en état. On fit dans le voisinage de chacune d'elles les réquisitions urgentes. On transporta les dépôts dans l'intérieur. On appela les gardes nationales de l'Est à compléter les garnisons des frontières, en même temps qu'à maintenir l'ordre dans les grandes villes. Napoléon se hâta d'envoyer quelques troupes au nord, de réorganiser sa garde, où il trouvait des cadres excellents, et d'y incorporer

[1] Thiers, t. XVII, p. 43.

des conscrits. Il en donna le commandement à l'honnête et fidèle Drouot. Il acheta des chevaux, établit des ateliers de toute espèce, vida les arsenaux de la marine, et ôta aux régiments étrangers, sur la fidélité desquels il ne comptait plus, leurs armes pour les donner à des nationaux. Cependant il retarda la levée de 1815, dont il comprenait l'inutilité.

Ramené par les événements à de tristes réalités, il n'en continuait pas moins de s'abuser d'une manière étrange. En acceptant les frontières naturelles de la France, il voulait garder au delà du Rhin Kehl, Cassel et Wesel, avec une ligne avancée en Hollande, au moins celle du Wahal. Il prétendait conserver à Jérôme le royaume de Westphalie, et si la Confédération du Rhin était détruite, n'en souffrir à sa place aucune autre. Il voulait que l'Italie, indépendante de la France, le fût aussi de l'Autriche; qu'Eugène gardât le nord, Murat le sud; que le Pape rentrant à Rome n'y eût aucune souveraineté temporelle; que les Bourbons conservassent uniquement la Sicile, et que le roi de Piémont recouvrât seulement la Sardaigne. Il se proposait encore d'envoyer trente mille hommes de renfort à Eugène. Il était décidé à restituer l'Espagne et le Portugal à leurs souverains, mais à la condition que l'Angleterre restituerait de son côté toutes les colonies enlevées à ces deux royaumes. Il exigeait aussi que la Norvége restât au Danemark. Comptant sur l'hiver pour refaire ses forces, il se croyait en état de soutenir toutes ces exigences.

Il s'imagina qu'en traitant avec Ferdinand VII, il assurerait les Pyrénées, et pourrait rappeler d'Espagne les troupes qu'il y avait encore. Il chargea Laforêt, autrefois ambassadeur à Madrid, d'aller trouver le prince à Valençay, et de lui offrir la liberté et le trône de ses pères, à condition que les Anglais quitteraient la Péninsule et lui rendraient ses colonies; que les *afrancesados* ne seraient pas molestés; qu'enfin il épouserait une fille de Joseph. Ferdinand, après avoir témoigné une profonde et naturelle défiance, observa avec raison qu'il était prisonnier, qu'il ne disposait pas du vote des cortès, et surtout qu'il ne pouvait pas s'engager pour les Anglais. Il demanda à être envoyé à Madrid pour discuter ces propositions en toute liberté avec les représentants du pays. Les pourparlers aboutirent à une transaction. Un traité éventuel fut signé le 2 décembre; on en écarta la clause du mariage. Le duc de San Carlos et Palafox, ce dernier tiré exprès de prison, furent

chargés de le porter à la régence, qui devrait le confirmer. Napoléon s'abusait quand il croyait qu'en se hâtant de rendre à l'Espagne son roi avant d'y être forcé, il pourrait désarmer du coup les Anglais et les Espagnols, et dégager les Pyrénées. Il n'y eut pas jusqu'à Joseph qui refusa d'adhérer au traité, et voulut sauver sa dignité de roi déchu. Napoléon le persifla d'une manière mordante, et se livra sur lui à des sarcasmes qui eussent été justes dans toute autre bouche que la sienne. Il parlait avec d'autant plus d'amertume de ses frères détrônés, Louis, Jérôme, Joseph, que leur situation était pour lui plus qu'un embarras; elle était devenue une humiliation.

Murat ne le gênait pas moins, car inquiet de son sort, et se sentant en danger d'être sacrifié, il prétendait agir en roi, en souverain. Il avait gardé, même au plus fort de la guerre, des relations avec les Anglais, et maintenu un envoyé, le prince Cariati, à la cour de Vienne. Il écoutait les sollicitations dont Metternich l'assiégeait, lui et la reine Caroline. L'idée de l'indépendance de l'Italie, très en faveur aux yeux des Italiens, le frappa. Il crut qu'en s'y attachant et en se présentant comme le sauveur de la Péninsule, il pourrait se sauver, lui et sa couronne. Qu'y avait-il d'étonnant à ce que les lieutenants de Napoléon, bien qu'élevés par lui, ne voulussent pas sacrifier leur ambition à la sienne, et se perdre avec lui sur des trônes où il exigeait d'eux l'abdication de leurs devoirs de souverains?

X. — Metternich insista pour que les bases des propositions de Francfort fussent adoptées ou rejetées formellement. En effet, il avait à lutter contre l'orgueil d'Alexandre, la fureur des Prussiens et l'entêtement des Anglais. La majorité des coalisés, d'autant plus passionnés que la raison s'accordait avec leurs passions, voulait la guerre à outrance pour ramener la France à sa frontière de 1790, détrôner Napoléon, rétablir l'ancienne monarchie, et avec elle l'ancien état de l'Europe. Ce qu'il leur fallait, ce n'était rien moins qu'une restauration générale. Le moment était unique pour détruire tout ce que l'épée de Napoléon avait prétendu fonder hors de la France, pour relever les princes qui avaient été ses victimes, et punir ceux qui s'étaient faits ses complices intéressés. En renfermant la France dans son ancienne frontière du nord, les Prussiens trouvaient le moyen de faire la Prusse plus puissante que par

le passé, et les Anglais, celui de constituer, avec la Hollande et la Belgique réunies, un royaume des Pays-Bas, destiné à nous servir de barrière. L'Autriche devait obtenir un dédommagement en Italie.

Le Corse Pozzo di Borgo, politique plein de finesse, de sagacité, et fort au courant des affaires de l'Europe, donnait à Alexandre sur Napoléon et la France des renseignements malheureusement trop vrais. Il l'encourageait à utiliser les forces de la coalition, qui croissaient toujours pendant que les nôtres diminuaient dans une proportion inverse. En effet, le baron de Stein, qui administrait les territoires allemands réoccupés, leur imposait des contingents et des subsides énormes. Tous les petits princes qui étaient naguère nos alliés adhéraient à la coalition. Partout on accélérait des levées d'hommes. Le Danemark même signait un armistice.

Les événements, en se précipitant, prouvèrent la justesse de ces calculs. La Hollande s'était déjà soulevée. Plus malheureuse qu'aucune autre partie de l'Empire, irritée, ruinée, et naguère encore mal contenue par les rigueurs et les supplices, elle céda facilement à la voix d'émissaires anglais, dès que l'approche d'un corps russe et prussien de l'armée de Bernadotte obligea Molitor à porter sur l'Yssel les quatre ou cinq mille hommes qui composaient ses seuls moyens de défense. Les orangistes soulevèrent Amsterdam le 15 novembre, brûlèrent les baraques des douaniers et de la police, seule force qui y fût restée, et obligèrent l'architrésorier Lebrun à se retirer. Molitor se replia de l'Yssel sur le Wahal. L'exemple d'Amsterdam fut aussitôt suivi par les autres villes; le prince d'Orange n'eut qu'à se montrer pour être acclamé, et la Hollande fut perdue pour la France avec plus de rapidité encore qu'elle n'avait été occupée autrefois par Pichegru. Les deux flottes de Missiessy aux bouches de l'Escaut, de Verhuell à l'entrée du Zuyderzée, ne purent rien empêcher. L'idée vint alors aux Anglais d'insurger la Belgique de la même manière.

Donc les coalisés résolurent d'entrer en France, bien qu'ils n'eussent que deux cent trente mille hommes prêts. Ils adoptèrent le plan le plus prudent, celui des Autrichiens, qui consistait à faire entrer la masse principale de leurs forces par Bâle et Belfort, pour éviter les places, s'avancer plus vite et séparer entièrement Napoléon du prince Eugène. Blucher devait passer le Rhin plus bas, entre Mayence et Coblentz, et

rejoindre Schwarzenberg sur la Marne. Cette résolution s'accomplit immédiatement. Le 21 décembre, les Autrichiens passèrent le pont de Bale, malgré la neutralité de la Suisse. La diète, qui cherchait à résister, fut renversée par le parti hostile à la France, et la Suisse se prononça pour la coalition.

Dans le même temps, Stettin se rendait, le 22 novembre, et Rapp capitulait à Danzig le 29. Les coalisés faisaient des garnisons deux parts. Ils renvoyaient chez eux les soldats étrangers, comme les Polonais et les Westphaliens, et ils faisaient partir les Français prisonniers pour la Russie.

Schwarzenberg lança une proclamation dans laquelle il disait aux Français : « Nous ne faisons pas la guerre à la France, mais nous repoussons loin de nous le joug que votre gouvernement voulait imposer à nos pays, qui ont les mêmes droits à l'indépendance et au bonheur que le vôtre... La gloire des monarques alliés sera d'avoir amené la fin la plus prompte des malheurs de l'Europe. La seule gloire qu'ils envient est celle de la paix pour la France, et pour l'Europe entière un véritable état de repos. Nous espérions le trouver avant de toucher le sol français ; nous allons l'y chercher. »

Napoléon avait ordonné de masser le peu de troupes qui restaient dans le nord. Il avait envoyé pour les renforcer des gardes nationaux et quelques détachements de la garde impériale, moyens à peine suffisants pour contenir l'ennemi, mais il espérait que l'hiver retarderait les opérations de ce dernier. Il se hâta de distribuer entre ses différents corps des hommes levés pendant les mois de novembre et de décembre. Il en envoya une partie en Belgique et sur le Rhin, une partie à Marmont qui devait défendre les Vosges, d'autres à Lyon, d'autres à Paris, où il voulait former une armée de réserve, d'autres aux Pyrénées, pour remplacer un nombre égal d'anciens soldats dans les armées de Suchet et de Soult, qu'il fit revenir l'un à Lyon, l'autre à Paris, chacun avec dix ou douze mille hommes. Il affaiblissait les troupes des Pyrénées sur la vaine espérance de ses négociations avec Ferdinand. Il envoya Augereau à Lyon pour y organiser les forces qu'il pourrait et s'opposer à une invasion par la Savoie. Il chargea Marmont, Victor et Ney de défendre les Vosges en se reliant au plateau de Langres, où il plaça la vieille garde. Il multiplia les ateliers, les fabrications militaires, les réquisitions de chevaux.

Le Corps législatif venait de s'ouvrir le 19 décembre. Napo-

léon y prononça un discours incohérent. Il avoua la nécessité de la paix, mais demanda de l'énergie et annonça sa volonté de ne pas trahir la gloire nationale : « J'espère, disait-il avec son ordinaire infatuation, que les Français seront constamment dignes d'eux et de moi. »

Mais les députés arrivaient inquiets et irrités; car depuis deux ans qu'on ne les avait pas convoqués, les souffrances du pays étaient devenues telles que le silence n'était plus possible. Le temps n'était plus où Savary pouvait gagner ou effrayer individuellement les membres du Corps législatif et leur faire la loi. Napoléon comprit qu'il devait écarter un personnage dont l'ingérence brutale avait pris un caractère odieux. Il n'en gardait pas moins toutes ses méfiances pour une Assemblée à laquelle il ne pouvait parler avec franchise, car s'il eût été franc, il se fût condamné lui-même. Il ne consentit donc à communiquer que certaines pièces de ses négociations, et dans des formes déterminées. L'Assemblée nomma cinq commissaires pour en prendre connaissance, Lainé, Raynouard, Maine de Biran, de Flaugergues et Gallois. Ces commissaires demandèrent que l'Empereur se liât en prenant l'engagement de s'en tenir aux frontières naturelles. En même temps ils se plaignirent des abus commis à l'intérieur, des impôts levés sans loi, des vexations qui accompagnaient les conscriptions, des réquisitions illimitées, des arrestations illégales. Cambacérès et les hommes du gouvernement essayèrent sans succès d'obtenir au moins l'ajournement de plaintes qui devaient provoquer la colère de Napoléon. Tout ce qu'ils gagnèrent fut que Lainé se bornât à présenter en termes adoucis, dans son rapport au Corps législatif, le double vœu de l'*intégrité du sol* et du *maintien des lois*.

L'Assemblée vota l'impression de ce rapport, pour qu'il fût distribué à ses membres. Napoléon ne se contint plus. Il résolut de supprimer le rapport et de dissoudre l'Assemblée, pour éviter une manifestation qu'il déclarait funeste en présence de l'ennemi. Cambacérès lui représenta que cette manifestation était déjà un fait acquis, que l'effet était produit, et qu'il allait aggraver le mal, en y ajoutant celui d'une rupture entre la France et l'Empereur. Napoléon, répondant que tout était préférable à avoir un ennemi avec soi, persista dans sa résolution, fit saisir le rapport à l'imprimerie, et prit un arrêté de dissolution (le 30 décembre), sous prétexte que le renouvelle-

ment par cinquième n'ayant pas eu lieu au temps voulu, l'Assemblée n'avait plus de caractère légal. Scrupule tardif et incapable de tromper personne.

Le 1er janvier, il fit aux députés en les recevant une rude algarade : « Que voulez-vous? leur dit-il ; vous emparer du pouvoir? Mais qu'en feriez-vous? Qui de vous pourrait l'exercer?... Ce n'est pas une Assemblée, ce ne sont pas des orateurs qu'il faut à la France. C'est un général. » Il ajouta que lui seul représentait la France ; que lui seul faisait la loi ; que le trône était un homme. « Et cet homme, dit-il encore, c'est moi, avec ma volonté, mon caractère et ma renommée. » Il leur reprocha leurs plaintes et la publicité donnée à leurs griefs : « C'est, dit-il encore, en famille, ce n'est pas en public qu'on lave son linge sale. Je suis, sachez-le, un homme qu'on tue, mais qu'on n'outrage pas. » Enfin, il menaça les *meneurs* et les accusa de *mensonge*. Cette apostrophe inconvenante consterna ses auditeurs. De mécontents, elle en fit des ennemis. Elle accrut l'irritation du public et les espérances des coalisés.

Pendant ce temps, les Autrichiens, les Russes, les Bavarois, les Wurtembergeois, entraient en France par les diverses routes de la Franche-Comté. Schwarzenberg avait pour objectif le plateau de Langres. Nos corps épars dans les Vosges, car l'Alsace était abandonnée, faisaient face en reculant. L'ennemi ménageait systématiquement les pays envahis, évitant d'y lever des contributions. Comme les fonctionnaires avaient eu l'ordre de se replier, plusieurs villes laissées à elles-mêmes, telles que Langres et Nancy, se livraient à des manifestations hostiles à l'Empire.

Napoléon, dont les yeux s'ouvraient, mais trop tard, envoya Caulaincourt aux coalisés, en l'autorisant à abandonner la Hollande, le royaume de Westphalie, à proposer à Metternich la ligne de l'Adige, à restituer immédiatement Palma-Nova et Venise à l'Autriche, Hambourg et Magdebourg à la Prusse, ce qui permettrait d'en retirer les garnisons. Caulaincourt, en arrivant à Lunéville, et en voyant le désarroi général, écrivit à l'Empereur que ces concessions-là ne suffiraient pas. Les coalisés l'obligèrent à attendre aux avant-postes l'arrivée annoncée de lord Castlereagh.

Macdonald s'était retiré sur Mézières ; Victor se repliait sur Saint-Dizier ; Marmont et Ney sur Vitry ; Mortier sur Bar-sur-

Aube. Les conscrits désertaient. Les généraux ne faisaient aucun cas des dernières levées. Napoléon doubla par décret la contribution foncière (le 9 janvier). Il forma des régiments de volontaires et une garde nationale choisie dont il nomma les officiers. Puis comprenant la nécessité d'aller en personne se mettre à la tête de ses troupes, il laissa l'Impératrice à Paris avec Cambacérès et Joseph. Il chargea le duc de Rovigo de surveiller étroitement Talleyrand, dont il se méfiait, car il l'avait blessé en le traitant avec une hauteur insultante. Enfin, après avoir appelé aux Tuileries les officiers de la garde nationale pour remettre sa femme et son fils comme en dépôt entre leurs mains, il partit pour Châlons le 25 janvier 1814.

LIVRE SOIXANTIÈME.

FIN DE L'EMPIRE.

1814

1. — Napoléon savait qu'il jouait sa fortune, et sans se faire grande illusion sur ses dernières ressources, il était bien résolu à les épuiser et à vendre chèrement les restes de sa puissance. A peine, en réunissant tout ce qu'il lui restait de troupes, disposait-il de cinquante mille hommes, composés des éléments les plus disparates. Quand il eut rejoint ses maréchaux à Vitry, il leur annonça qu'il leur amenait peu ou point de secours, mais que l'ennemi étant obligé de se diviser et de marcher par détachements, il comptait manœuvrer entre la Seine et la Marne, l'empêcher de se concentrer, se porter d'un corps à l'autre, le troubler et lui infliger quelque échec redoutable.

Sa présence ayant ranimé les courages, il rentra, le 16, à Saint-Dizier, comme s'il prenait l'offensive.

Or, Blucher, après avoir laissé des détachements devant Mayence, Metz et les autres places de l'Est, se portait sur Bar-sur-Aube, comptant y rejoindre la grande armée des coalisés.

Napoléon, s'en étant aperçu, courut sur lui, en suivant, non pas des routes, mais des chemins de traverse, l'atteignit à l'improviste devant Brienne, et l'attaqua le 29 janvier. La journée fut des plus rudes; dix-sept mille hommes s'attribuèrent la gloire d'en avoir battu trente mille ; mais les pertes furent à peu près égales, et si la ville et le château nous restèrent, on ne put empêcher Blucher, qui n'avait pas été coupé, de rejoindre Schwarzemberg. Napoléon s'établit sur l'Aube dans un camp bien choisi, d'où il pouvait se porter indifféremment sur la Marne ou sur la Seine, les deux routes obligées de l'ennemi, et il y appela des renforts.

Les coalisés réunirent le gros de leurs forces pour l'accabler sous le nombre. Ils l'attaquèrent le 1er février, avec cent mille hommes, que soixante-dix mille autres appuyaient. Napoléon

avait en tout trente-deux mille hommes, avec l'avantage de la position.

A deux heures, Blucher et Giulay prirent une offensive vigoureuse; ils trouvèrent une résistance qui ne le fut pas moins. A quatre heures, n'ayant pu gagner de terrain, ils mirent en ligne de nouvelles forces, et enlevèrent le village de la Rothière, centre de notre position, où une division française se fit presque entièrement détruire. A la nuit tombante, Napoléon lança deux divisions de sa jeune garde, qui reprirent ce village et celui de la Giberie. Toutefois, instruit par l'expérience de Leipzig, après avoir commis la faute d'accepter une bataille inégale, il évita celle de la prolonger. Il se retira la nuit sur Brienne et sur Troyes, ayant perdu cinq mille hommes et une partie de ses canons.

Il rejoignit Mortier à Troyes, et se trouva à la tête de quarante-cinq mille hommes. Il comptait se renforcer encore. Mais il était clair que toute victoire serait à recommencer le lendemain, et que toute défaite deviendrait un désastre. Berthier et Bassano lui-même insistèrent plus que jamais pour la paix.

Le ministre des affaires étrangères d'Angleterre, lord Castlereagh, venait d'arriver à Châtillon. Il s'empara de la direction politique de la coalition. Il fut d'avis que l'on continuât de négocier, qu'on offrît à Napoléon les frontières de 1790; qu'on traitât avec lui s'il les acceptait, et que, s'il les refusait, on ramenât les Bourbons, seul moyen de rendre la paix à l'Europe. Quelques-uns parlèrent de donner le trône à Bernadotte; cette idée trouva peu d'écho. On convint de poser un *ultimatum* à Napoléon, sans se prononcer sur ce qu'on ferait dans le cas probable de son refus. D'ailleurs les coalisés s'accordaient pour exclure la France de tout arrangement concernant les autres États. Caulaincourt, qui se rendait un compte exact de la situation, demanda à Napoléon toute latitude pour négocier. Napoléon commença par résister, disant qu'on voulait le détruire, lui, sa dynastie et la Révolution française; qu'il ne pouvait signer son déshonneur; qu'il aimait mieux se battre pour faire la loi s'il était vainqueur, et abdiquer s'il était vaincu; que les Bourbons pourraient régner sur une France amoindrie; que lui, il ne le pouvait pas. Il finit par donner à son envoyé *carte blanche,* mais sans rien préciser, sorte de biais pour éviter de faire aucune proposition.

Il aurait pu, dit M. Mignet, s'arrêter en montant, il ne le

pouvait pas en descendant, car on modère ses progrès et non la chute [1].

Pendant ce temps, il apprit que Murat avait consommé sa défection, traité, le 11 janvier, avec l'Autriche, et lancé aux Italiens, le 16, une proclamation hostile. Aussitôt il rappela Eugène, qui n'était plus en état de défendre le nord de la Péninsule. Il mit le Pape en liberté, et lui offrit la restitution de ses États, tant pour embarrasser Murat que pour prévenir une condition qu'on lui aurait imposée. Il rendit aussi la liberté aux princes d'Espagne, bien que la junte eût refusé de se séparer des Anglais, et de prendre aucun engagement avec Ferdinand tant qu'il ne serait pas libre.

Nous avions perdu la plus grande partie de la Belgique dès les premiers jours de février. Bulow assiégeait Anvers, bombardé par les Anglais. Carnot avait demandé du service et défendait la place. Au sud-est, le corps autrichien de Bubna occupait Genève, Bourg et Chambéry.

A Paris, l'alarme croissait à chaque progrès des alliés. Elle devint extrême quand on sut que Macdonald ne pouvait tenir sur la Marne. La question du départ de l'Impératrice et du Roi de Rome fut agitée aux Tuileries. Talleyrand représenta que c'était perdre la dynastie. Napoléon n'en ordonna pas moins de les envoyer sur la Loire, au premier péril, avec tout le gouvernement. Il ne voulait à aucun prix que l'ennemi pût s'en faire un trophée.

Le but des coalisés était de l'acculer sous les murs de sa capitale, et de l'y accabler en y faisant converger des forces supérieures. Il fut convenu que Blucher irait sur la Marne rallier les corps en retard de l'armée de Silésie, marcherait en suivant cette rivière avec soixante mille hommes, refoulerait Macdonald, et forcerait ainsi Napoléon à se replier, pendant que Schwarzenberg, avec cent trente mille hommes, suivrait la vallée de la Seine, des corps détachés sur l'Aube ralliant les deux armées. Mais Schwarzenberg, inquiet de l'apparition de troupes françaises sur l'Yonne, commit la faute de dégarnir trop sa gauche pour assurer sa droite, et agrandit l'écart qui le séparait de Blucher.

Caulaincourt à Châtillon n'obtenait rien. Il n'était pas même admis à négocier avec les souverains; il ne conférait qu'avec

[1] Éloge de Talleyrand.

les délégués. Il demanda si les hostilités cesseraient immediatement dans le cas où toutes les prétentions des coalisés seraient agréées. N'ayant pu en obtenir l'assurance, il voulut en référer à l'Empereur. Alexandre suspendit les conférences.

Si les souverains se croyaient à peu près sûrs d'entrer à Paris, surtout depuis l'arrivée de lord Castlereagh, Napoléon savait aussi qu'il jouait sa dernière partie; car il avait dit au comte Mollien: « Si l'ennemi arrive aux portes de Paris, il n'y a plus d'Empire. »

Or, il aperçut dans la séparation de Blucher et de Schwarzenberg une chance de succès immédiate autant qu'inattendue. Il s'empressa de la saisir. Il résolut de couper l'armée de Blucher par le milieu dans sa marche de Fère-Champenoise à Montmirail, ce qui importait d'autant plus que, pendant qu'elle s'avançait sur le plateau, une partie de ses divisions longeait la Marne. Il courut de Nogent-sur-Seine à Champaubert avec trente mille hommes, surmonta les obstacles naturels de la route, et fit un prodige en y amenant son artillerie. Le 10, il surprit un corps de six mille Russes, celui d'Alsoufieff, isolé des autres, et après un combat vif et meurtrier, il en enleva la moitié, y compris le général et l'état-major. Enivré de ce succès, il annonça à ses généraux qu'il redeviendrait bientôt le maître de l'Europe, et qu'il s'estimait plus près de Munich que de Paris.

On apprit alors que Blucher était en arrière, à Étoges, et Sacken en avant, au delà de Montmirail. Le 11 au matin Napoléon, laissant Marmont devant Blucher pour le contenir, marcha sur Sacken qui revenait sur ses pas, et sur le général York qui arrivait de Château-Thierry. Il occupa les deux routes, opposa le gros de ses forces à Sacken, lui tua deux mille hommes, lui fit quatre ou cinq mille prisonniers, et le rejeta du côté de la Marne. Le 12, il marcha sur la route de Château-Thierry, rencontra Sacken et York réunis, les battit, les enveloppa, et leur fit encore trois ou quatre mille prisonniers. En se retirant au delà de la Marne, ils détruisirent le pont. Mortier courut à leur poursuite; mais la destruction du pont l'ayant retardé, ils lui échappèrent.

Ces succès furent d'autant plus brillants qu'ils furent plus rapides, et coûtèrent un prix insignifiant, un millier d'hommes au plus.

Napoléon reçut l'avis que Blucher, retiré à Vertus et Étoges,

revenait sur Montmirail. Il courut de ce côté au secours de Marmont, qu'il rejoignit, le 14, en vue de Vauchamps. Blucher, arrêté à la sortie de ce village, fut obligé de se battre dans une position désavantageuse, et de rebrousser chemin jusqu'à Étoges. Grouchy et Saint-Germain, prenant les devants audacieusement avec la cavalerie à travers les bois, lui coupèrent le passage et lui enlevèrent encore un grand nombre de prisonniers. Enfin Marmont fondit la nuit sur son camp, et s'empara de son artillerie. En vingt-quatre heures on lui fit perdre huit à dix mille hommes.

En résumé, Napoléon, en cinq jours, réduisit l'armée de Silésie à peu près de moitié, lui enleva une partie de ses canons et de ses drapeaux, et lui fit dix-huit mille prisonniers, qu'il envoya immédiatement à Paris pour les y montrer.

Cependant Schwarzenberg s'avançait sur la Seine, où Bourmont avait seul résisté à Nogent, et avait été culbuté. L'armée de Bohême, envoyant des corps détachés jusque près d'Orléans et de Fontainebleau, occupa Montereau, et étendit ses avant-postes sur la rivière d'Yères. Napoléon, sans perdre de temps, marcha sur l'Yères par Meaux et Guignes, rallia ses lieutenants, puis se porta sur la Seine pour reconquérir les ponts de Montereau et de Bray, et couper en deux l'armée ennemie. Chemin faisant, ses lieutenants livrèrent deux combats victorieux à Mormant et à Villeneuve. Ce retour de la fortune réveillant ses exigences, il écrivit à Caulaincourt qu'il n'accepterait que les conditions de Francfort.

Le 18, il poussa vivement ses troupes sur le coteau qui domine le pont de Montereau. Il en chassa le prince de Wurtemberg, lui mit trois mille hommes hors de combat, lui fit quatre mille prisonniers, et enleva ses canons. Le pont fut aussitôt occupé; mais des retards apportés dans l'exécution des opérations empêchèrent de couper quelques corps ennemis, qui se replièrent. Napoléon, suivant son usage, se plaignit du découragement et de la faiblesse de ses généraux. Il venait d'enlever à Victor un commandement pour le donner à Gérard. Il fit les apprêts nécessaires pour remonter la Seine et ramener l'armée de Schwarzenberg jusqu'à Troyes.

Il écrivit des lettres de reproches à Maison, qui, au lieu de secourir Anvers, se bornait à couvrir Bruxelles; à Augereau, qu'il accusait d'agir trop faiblement à Lyon, et auquel il ordonna de marcher sur Châlons pour prendre Schwarzenberg

en queue. Eugène avait été plus heureux. Il est vrai que les Autrichiens le ménageaient et se ménageaient eux-mêmes, s'imaginant qu'ils l'amèneraient à faire comme Murat. Napoléon, apprenant qu'il avait eu un succès à Roverbella, et voyant d'ailleurs qu'il ne pouvait le ramener à temps, lui ordonna de demeurer, et de tenir en Lombardie. Ses succès inespérés venaient de réveiller en lui l'espérance folle de garder l'Italie.

Recevant de Caulaincourt les conditions de Châtillon, il lui défendit de traiter s'il n'obtenait le Rhin jusqu'à Dusseldorf, les embouchures de la Meuse, et une indemnité pour Eugène en Italie. Il entra, le 24 février, à Troyes à la tête de soixante-dix mille hommes, et ordonna de fusiller un vieux royaliste instigateur d'une conspiration.

II. — Blucher venait de refaire l'armée de Silésie, portée à quarante-huit mille hommes, et s'était avancé jusqu'à Méry. Mais Schwarzenberg se repliait sur Bar, Chaumont et Langres. Les coalisés eurent un moment d'hésitation, causé moins encore par les derniers prodiges militaires de Napoléon que par l'hostilité des populations exaspérées dans les pays qu'occupaient leurs troupes. Des conférences s'ouvrirent à Lusigny, pour traiter d'un armistice; elles n'aboutirent pas.

Les souverains, ayant tenu un conseil extraordinaire à Chaumont, y signèrent, le 1er mars, un traité qui fut le fondement de la Sainte-Alliance. L'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse s'engagèrent à fournir chacune cent cinquante mille hommes jusqu'à la fin de la guerre, sans compter les contingents des puissances secondaires. L'Angleterre promit de fournir son contingent en troupes continentales, qu'elle prendrait à sa solde, et d'acquitter pendant toute la durée de la guerre un subside annuel de cent cinquante millions de francs ou six millions sterling, payable par tiers aux autres puissances, sans préjudice de son action maritime. Lord Castlereagh voulut que les puissances se liassent pour vingt ans, afin de garantir par des armements communs la paix qu'elles devaient imposer à la France. Un court et dernier délai, jusqu'au 10 mars, fut donné à Napoléon pour accepter les propositions qu'on lui adressait.

Blucher, toujours ardent, mécontent des autres généraux et impatient des lenteurs diplomatiques, exigea qu'on lui donnât

deux corps, ceux de Bulow et de Wintzingerode, détachés de l'armée de Bernadotte qui agissait mollement dans le Nord; il se faisait fort d'entrer à Paris dès qu'il les aurait. Castlereagh parvint à le satisfaire, en recomposant autrement l'armée de Bernadotte. Comme ces deux corps arrivaient par Reims, Blucher, dès qu'il fut sûr de les rallier, se porta en avant, et marcha sur Paris.

Les maréchaux Mortier et Marmont, postés à Château-Thierry et à Sézanne, n'avaient que quatorze mille hommes à lui opposer. Ils se replièrent sur Meaux, s'établirent devant cette ville entre la Marne et l'Ourcq, demandèrent des troupes à Paris, et appelèrent Napoléon à leur secours. Joseph ne put leur envoyer que des renforts insignifiants. Napoléon, laissant Oudinot, Macdonald et Gérard sur l'Aube, prit avec lui Victor, Ney, Drouot, Friant qui commandait la vieille garde, en tout trente-cinq mille hommes, partit de Troyes le 27, rejoignit Mortier et Marmont, conçut alors l'idée d'enfermer Blucher entre la Marne et l'Aisne, et le poussa dans cette direction. Mais le gouverneur de Soissons, au lieu de résister, livra la place à Blucher. Celui-ci passa l'Aisne, fut joint par Bulow et Wintzingerode, et eut dès lors plus de cent mille hommes, c'est-à-dire une supériorité numérique écrasante.

Napoléon fit fusiller le gouverneur de Soissons, résolut d'aller chercher l'ennemi au delà de l'Aisne, et s'assura trois ponts sur cette rivière. Il voulait à tout prix livrer une bataille, se flattait de la gagner, d'appeler alors à lui les garnisons enfermées dans les places du Nord, de les rallier, et de se porter avec elles sur les derrières de Schwarzenberg, qu'il obligerait à rétrograder.

Le 7 mars, il entreprit d'enlever à Blucher le plateau de Craonne. Victor et Ney s'élancèrent par deux ravins, et se battirent tout le jour avec acharnement. Ney paya plusieurs fois de sa personne pour donner l'exemple aux jeunes soldats. L'arrivée de la vieille garde vers le soir nous assura de la position, mais la journée nous coûta sept à huit mille hommes, perte supérieure à celle de l'ennemi, parce que nos troupes étaient restées longtemps exposées aux feux d'une artillerie épouvantable.

Blucher se replia sur Laon. Napoléon l'y suivit, voulut enlever cette ville, et se battit sous ses murs toute la journée du 9. Pendant la nuit, Marmont, un peu aventuré sur la route

de Reims, se laissa surprendre, et perdit son artillerie. Le 10, Napoléon fut assailli à son tour au village de Clacy. Il repoussa toutes les attaques, mais se vit hors d'état de continuer sa marche offensive. Il dut alors revenir sur ses pas, et l'effet moral de cette retraite forcée fut désastreux. Si l'armée faisait des prodiges d'héroïsme, tout le monde voyait, excepté lui, que la lutte était sans résultats et sans espoir. Il se vengea en écrasant, le 12, sur la route de Reims, deux divisions russes commandées par Saint-Priest.

Pendant ce temps, Schwarzenberg triomphait de nos corps échelonnés sur la Seine, et rentrait à Troyes.

Des événements non moins graves se passaient dans le Midi. Soult s'était porté avec ses lieutenants Reille, d'Erlon et Clausel, derrière le gave d'Orthez. Il y livra, le 27 février, à Wellington, une bataille indécise; mais, lui aussi, il eût eu besoin d'une victoire complète. Ne l'ayant pas remportée, i se replia derrière la Garonne. Comme il ne pouvait plus couvrir à la fois Toulouse et Bordeaux, il se dirigea vers la première de ces deux villes, et laissa l'autre sans défense. Wellington le suivit avec soixante mille hommes, et en détacha dix mille autres sur Bordeaux. Le général et le préfet se retirèrent sur la Dordogne.

Aussitôt éclata un mouvement royaliste, encouragé par le haut commerce que ruinait le blocus continental. Le maire Lynch proclama les Bourbons le 12 mars, et arbora le drapeau blanc, qui fut salué par les cris de : « Plus de guerre, plus de conscription, plus de droits réunis! » Le duc d'Angoulême, qui se trouvait à portée de là en Espagne, se hâta d'accourir. Il déclara dans une proclamation que ce n'étaient pas les Bourbons qui avaient appelé les souverains alliés sur le sol de la France, qu'ils s'y précipitaient pour préserver leurs États de nouveaux malheurs; que c'était par le vœu seul des Français que le Roi aspirait à être le restaurateur d'un gouvernement paternel et libre. Lainé accepta la préfecture que le prince lui offrit. Ce mouvement fut spontané, quoique déterminé par l'approche de l'armée anglaise. Wellington, n'y voyant qu'un embarras pour lui et ne se souciant pas de devancer la décision des souverains, avertit les royalistes de Bordeaux de ne compter que sur eux-mêmes.

Napoléon, assez mal renseigné, ne cherchant pas à l'être, et poussant alors jusqu'à la folie l'indifférence à tout ce qui se

passait loin de lui, n'avait plus qu'une idée fixe, celle de trouver une grande combinaison qui pût tout réparer.

Il laissa passer ainsi l'échéance du 10 mars, passé laquelle les souverains avaient déclaré qu'ils ne traiteraient plus avec lui. Refusant d'écouter des propositions qu'il jugeait déshonorantes, il refusait d'en présenter lui-même. « Ce n'est pas à nous, disait-il, à fournir des étrivières pour être fouettés. » Il répétait à tout le monde que les alliés en voulaient, non pas à lui, mais à la France, et que la France et lui ne faisaient qu'un. Il ignorait ou voulait ignorer l'agitation de Paris et les mauvaises dispositions des grandes villes. Il s'emportait contre les avis que les siens lui donnaient, et contre la faiblesse du conseil de l'Empire, qui, consulté par lui, évitait de se prononcer sur les propositions du congrès. Il écrivait à Paris qu'il saurait déjouer les intrigues, et qu'il était toujours l'Empereur d'Austerlitz et de Wagram.

Il luttait contre la fortune en refusant de se soumettre à elle; car en réalité il ne voulait signer la paix ni vainqueur ni vaincu. Il oubliait que l'armée et l'Empire pouvaient périr avec lui, que la France ne le pouvait pas.

En attendant, le congrès refusait de discuter quelques concessions insignifiantes offertes par Caulaincourt, et déclarait ne plus reconnaître Napoléon. Les souverains commençaient à se prononcer pour le rappel des Bourbons, qu'ils avaient jusque-là subordonné aux événements. Ils connaissaient très-bien le véritable état de la France. Ils savaient par Vitrolles, agent de Talleyrand et du duc de Dalberg, envoyé à leur quartier général pour y recueillir des renseignements, que les dignitaires et les hauts fonctionnaires de l'Empire étaient prêts à l'abandonner.

Napoléon, s'éloignant de Blucher qu'il n'avait pu vaincre se tourna contre Schwarzenberg, dont les têtes de colonnes atteignaient déjà Provins. Il voulut le prendre en flanc, et il obtint un avantage à Méry-sur-Seine. Il revint ensuite à Arcis-sur-Aube, qu'il désigna pour point de rendez-vous à ses différents corps. Sébastiani et Ney, arrivés les premiers, se trouvèrent en face de toute l'armée de Bohême. Ils voulurent se replier derrière l'Aube, au moins pour attendre les autres corps, mais Napoléon exigea qu'on se battît. Il s'exposa lui-même avec une audace désespérée, et n'échappa au danger d'être pris qu'en s'enfermant dans un carré d'infanterie polo-

naise. Payant de sa personne pour donner l'exemple, il rallia sa cavalerie, qu'il ramena à l'ennemi, soutint le combat tout le jour, et fut enfin sauvé par l'arrivée de la vieille garde. Mais tout en s'attribuant la victoire, il dut faire après le combat ce que ses lieutenants voulaient faire avant, et se replier derrière l'Aube, pour empêcher les coalisés de la franchir.

Renonçant alors à l'espérance d'arrêter Schwarzenberg, comme il avait dû renoncer à celle d'arrêter Blucher, il imagina de se porter à Saint-Dizier pour rallier les garnisons des places fortes. Dans ce but, il rappela à lui tous les corps isolés, ne laissant sur la Seine que le peu de troupes nécessaires pour ralentir la marche de l'ennemi en défendant les ponts. Les soldats, ne comprenant pas le mouvement qu'il leur faisait faire, commencèrent à se montrer inquiets et découragés. Caulaincourt, arrivé à Saint-Dizier, fut stupéfait quand Napoléon lui annonça, en présence de Berthier, qu'il allait accomplir de grandes choses, et frapper sur les coalisés en les prenant à revers un coup décisif qui les empêcherait d'arriver jusqu'à Paris.

En ce moment même, le 20 mars, les Autrichiens, qu'Augreeau n'avait pu arrêter, entraient à Lyon.

III. — Les coalisés, se bornant à détacher un corps de cavalerie pour observer l'armée qui se retirait, mirent, le 25 mars, leurs deux cent mille hommes en marche sur Paris, assurés de n'y rencontrer aucune résistance sérieuse, et convaincus que le meilleur moyen de triompher de Napoléon était, comme leurs proclamations l'annonçaient, d'obliger Paris à se prononcer.

Les maréchaux Mortier et Marmont, revenant de la Champagne avec quatorze mille hommes en tout pour couvrir la capitale, éprouvèrent, le 25, à la Fère-Champenoise, un échec assez grave, et se virent enlever une partie de leur artillerie. Ils arrivèrent sous les murs de Paris le 29. Dans la soirée, l'ennemi s'établissait devant eux de manière à investir toute la rive droite.

Ce même jour encore Marie-Louise et le Roi de Rome quittèrent les Tuileries avec Cambacérès et douze cents hommes de vieille garde qui les accompagnèrent à Orléans. Boulay de la Meurthe, Rovigo, Talleyrand, et d'autres membres du conseil de régence, avaient combattu cette fuite, ou même proposé

que l'Impératrice allât à l'hôtel de ville se mettre avec son fils sous la sauvegarde du peuple. Mais Joseph avait lu des lettres de l'Empereur, et l'on s'était incliné, malgré Talleyrand qui déclarait que c'était là une abdication.

On avait pour défendre Paris, dont les barrières étaient à peine garnies de palissades, un peu plus de vingt mille hommes, y compris les troupes de Marmont et de Mortier, et douze mille gardes nationaux, dont trois mille seulement armés de fusils de munition. Le seul moyen de lutter eût été de barricader les rues. Une bataille livrée dans les conditions où on l'engageait, contre une armée six ou huit fois plus forte, était perdue d'avance. Elle fut pourtant longue et acharnée, grâce au temps qu'il fallut à l'ennemi pour se déployer sur tout le pourtour de la rive droite et nous cerner. La principale résistance eut pour théâtre le plateau de Romainville, Belleville et les buttes Chaumont, où les batteries d'artillerie furent servies par la jeunesse des écoles. Marmont fit une pointe aussi inutile qu'héroïque, et s'exposa personnellement aux plus grands dangers. Nous perdîmes six mille hommes, sans autre résultat que d'en faire perdre un peu plus à l'ennemi, obligé d'assaillir nos positions. Enfin, nos troupes ayant été repoussées derrière les barrières de Belleville et de Clichy, il fallut capituler. Joseph s'était retiré avec Savary et tous les hommes du gouvernement, pour ne pas tomber aux mains des coalisés. Talleyrand, dont les conseils avaient été rejetés, s'arrangea pour se faire arrêter à l'une des barrières. Marmont et Mortier se rendirent au camp des alliés, et signèrent le soir une capitulation par laquelle ils s'engagèrent à évacuer Paris avec leurs troupes pendant la nuit.

Vers minuit, Napoléon arriva en poste à Fromenteau près de Juvisy. Après un succès remporté le 26, dans les environs de Saint-Dizier, sur la cavalerie de Wintzingerode, il avait appris la déroute de la Fère-Champenoise. Il persistait encore dans son idée fixe de rallier les garnisons de l'Est; mais Berthier, Macdonald et ses lieutenants, perdant patience, l'avaient forcé à revenir en hâte et malgré lui. Très-agité, refusant de croire à la réalité pourtant trop évidente, furieux de voir qu'on n'eût pas prolongé plusieurs jours une défense qu'il s'acharnait à déclarer possible, il prit la résolution de rallier derrière l'Essonne les restes des défenseurs de Paris, pour les réunir à son armée qui le suivait à marches forcées. Il disait n'avoir besoin

que de trois ou quatre jours pour refaire ses forces, et il envoya Caulaincourt auprès d'Alexandre en le chargeant de gagner du temps par de feintes négociations.

Le czar fit connaître à Caulaincourt sa résolution arrêtée de ne pas traiter avec Napoléon, mais de laisser la France libre de choisir un gouvernement. Le 31, après avoir fait une convention avec la municipalité pour l'entretien de ses troupes, il entra à Paris à la tête de sa garde et de cinquante mille hommes, ayant le roi de Prusse à sa droite et Schwarzenberg à sa gauche. Il alla ainsi passer une revue aux Champs-Élysées. L'empereur d'Autriche et Metternich étaient restés à Dijon. Paris était stupéfait, ne comprenant pas qu'il eût été abandonné par tout le gouvernement et livré en quelque sorte par Napoléon avec des moyens de défense aussi insignifiants. L'humiliation était grande de voir les baïonnettes étangères; elle était tempérée par le sentiment que la guerre et l'oppression allaient finir.

On avait répandu dès le matin une proclamation de Schwarzenberg, attribuée à l'inspiration de Talleyrand, ou à celle de Pozzo di Borgo, et de quelques émigrés réunis la veille au quartier-général. « Depuis vingt ans, disait-elle, l'Europe est inondée de sang et de larmes : les tentatives pour mettre un terme à tant de malheurs ont été inutiles, parce qu'il existe dans le principe même du gouvernement qui vous opprime un obstacle insurmontable à la paix. Parisiens, vous connaissez la situation de votre patrie ; la conservation et la tranquillité de votre ville seront l'objet des soins des alliés. C'est dans ce sentiment que l'Europe en armes devant vos murs s'adresse à vous. »

Il était impossible que la pensée du rétablissement des Bourbons, de ceux que Benjamin Constant appelait *la famille incontestable*, ne se présentât pas aux esprits. Tout autre que Louis XVIII, dit avec beaucoup de raison Nettement, n'eût été sur le trône que le lieutenant de l'Europe; il y montait, lui, comme le successeur de Louis XIV et non comme l'élu de la coalition. Ses partisans jugèrent le moment d'agir arrivé, distribuèrent des cocardes blanches, et firent dans la soirée diverses manifestations.

Talleyrand reçut dans son hôtel Nesselrode, puis Alexandre qui vint y loger sous le prétexte que l'Élysée qu'on lui destinait était miné. Fidèle à son habitude de considérer, suivant

une heureuse expression de madame de Staël, la politique comme une manœuvre selon le vent, il s'était attaché les jours précédents à ménager sa position en gardant dans le conseil de régence une sorte d'indépendance, et en dégageant sa responsabilité de catastrophes trop prévues. Tout en se laissant aller au vent de la fortune, il aspirait à jouer, au moins en apparence, le rôle dirigeant. Il le saisit d'autant mieux que la modération vraie ou affectée d'Alexandre sembla le lui abandonner.

Mis en demeure de se prononcer, il le fit avec une grande netteté, n'ayant d'ailleurs eu aucune peine à pressentir la pensée de ses augustes interlocuteurs. Il déclara que l'Empire n'était plus possible; que la république ne l'était pas davantage; que Napoléon était incompatible avec la paix, attendu que toute paix serait au-dessous de lui; qu'une régence avec Marie-Louise et le Roi de Rome serait une continuation affaiblie et déguisée de l'Empire; que l'Autriche même repoussait cette solution; que Bernadotte élevé sur le trône recommencerait Napoléon, avec le génie de moins, et l'impossibilité de faire accepter à la France un Français qui avait combattu dans les rangs de ses ennemis; qu'il fallait donc la monarchie, et qu'il n'y en avait pas d'autre que celle des Bourbons, qu'on pouvait rétablir en les liant par des lois et en les réconciliant avec l'armée. Il fallait, ajouta-t-il, que cela fût possible, parce que cela était nécessaire. Enfin, il proposa, pour y arriver, de faire déclarer la déchéance de Napoléon par la plus grande autorité existante, le Sénat. Ces conseils fort sages étaient particulièrement conformes à la situation, car les Bourbons, qu'on ne l'oublie pas, étaient déjà proclamés à Bordeaux, et fort près de l'être à l'Est, à l'Ouest, dans le Midi.

En conséquence, les souverains alliés déclarèrent qu'ils ne traiteraient ni avec Bonaparte ni avec aucun membre de sa famille; qu'ils respecteraient l'intégrité de l'ancienne France telle qu'elle avait existé sous les rois légitimes; qu'ils reconnaîtraient et garantiraient la constitution que la France se donnerait. Ils invitèrent le Sénat à désigner un gouvernement provisoire qui pût préparer la constitution convenant au peuple français. Une heure après, la déclaration était affichée dans tout Paris. Le lendemain matin, des proclamations imprimées par les comités royalistes tapissèrent les murs et remplirent les journaux.

Le Sénat fut assemblé le 1er avril. Talleyrand le convoqua en son nom comme grand électeur. Sur cent quarante membres qui le composaient, on ne put en réunir que soixante-cinq tardivement, à quatre heures du soir. La demande d'un gouvernement provisoire, présentée par Talleyrand, fut écoutée en silence. Quant à préparer une constitution, quelques sénateurs observèrent que ce ne pouvait être une œuvre improvisée, qu'il suffisait d'en indiquer rapidement les bases dans une *adresse au peuple français*. La séance se passa sans discussion, le silence étant à demi convenu. Les cinq noms proposés pour le gouvernement provisoire furent acceptés ; c'étaient ceux de Talleyrand, du duc de Dalberg, du général Beurnonville, de Jaucourt, ancien constituant, enfin de l'abbé de Montesquiou, ancien constituant également, et de plus confident des Bourbons. Talleyrand, de retour à son hôtel, nomma aussitôt, sous le titre de commissaires délégués à l'administration, des ministres provisoires, dont les principaux furent le baron Louis, excellent financier, et le général Dupont, victime du régime impérial. Il mit le général Dessoles à la tête de la garde nationale.

Le Sénat, fidèle à son rôle d'enregistrer des décrets, enregistra cette fois, comme le dit Nettement, celui de la fortune. Une idée dominait tout, celle de la récente nécessité d'*une paix universelle et durable*. En réalité la Restauration était faite. Talleyrand et les sénateurs voulaient en régler les conditions par un contrat, pour prévenir la réaction inévitable d'un parti exaspéré par ses malheurs, et pour rassurer les intérêts nés de la révolution, ainsi que les hommes compromis avec les gouvernements qui s'étaient succédé depuis vingt-cinq ans.

En effet, les proclamations royalistes pleuvaient déjà. Treize membres de la commission municipale de Paris, faisant fonction de conseil général de la Seine, en signèrent une rédigée par l'avocat Bellart, pour déclarer qu'ils renonçaient à obéir à l'usurpateur dont ils énuméraient les fautes dans un langage violent, et pour demander le rétablissement des princes légitimes. Chateaubriand lançait le même jour son fameux pamphlet, *Bonaparte et les Bourbons,* qu'il avait écrit depuis quelque temps, et clandestinement imprimé. On se l'arracha partout à cause de l'éclat du style, du nom déjà célèbre de l'auteur, de l'aliment qu'il offrait à la passion du jour, et de la violence immodérée de ses insultes au gouvernement tombé.

C'était pour les uns la trompette retentissante du jugement populaire ; d'autres y mesuraient avec une inquiétude curieuse la statue du géant renversé.

Talleyrand eût voulu modérer ces appels aux passions ; mais, dans l'émotion de ces deux journées, les esprits marchaient plus vite encore que les événements. Le 2, un sénateur, Lambrechts, proposa un acte de déchéance. Aucune protestation ne s'éleva ; quelques opposants se contentèrent de se retirer en silence. Le Sénat, conduit par Talleyrand chez Alexandre, y fut reçu avec une politesse moitié naturelle, moitié calculée, qui présentait un contraste frappant avec le ton des représentations ordinaires de Napoléon. Il rentra ensuite en séance pour voter la déchéance et le préambule destiné à la motiver. Tous les actes commis par l'Empereur en violation des constitutions de l'Empire étaient énumérés. Il avait opprimé la liberté publique et privée, enfermé des citoyens arbitrairement, imposé silence à la presse, levé les hommes et les impôts en violation des formes ordinaires, versé le sang de la France dans des guerres folles et inutiles, couvert l'Europe de cadavres et jonché les routes de blessés français abandonnés. « Considérant, portait le décret, que par toutes ces causes le gouvernement impérial établi par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII a cessé d'exister, et que le vœu manifeste de tous les Français appelle un ordre de choses dont le premier résultat soit le rétablissement de la paix générale, et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les États de la grande famille européenne, le Sénat déclare et décrète ce qui suit : Napoléon Bonaparte est déchu du trône, et le droit d'hérédité établi dans sa famille est aboli. Le peuple français et l'armée sont déliés du serment de fidélité. »

Était-ce bien au Sénat à exposer ainsi les griefs du pays, au Sénat qui avait accepté, au moins par sa muette adhésion, la responsabilité des actes impériaux? N'était-ce pas se montrer ingrat, après s'être montré servile? Éclatante confirmation de cet adage que les gouvernements ne sauraient s'appuyer que sur ce qui résiste. Laissons à l'histoire le jugement des hommes qui votèrent la déchéance. Bornons-nous à constater une fois de plus qu'une nécessité urgente s'imposait, celle de séparer la cause du pays de celle d'un homme. Le Sénat, investi jusque-là d'une sorte de pouvoir constituant, crut qu'il abdiquerait s'il n'en faisait usage.

Quand ceux que l'Empereur avait associés à sa fortune parlaient ainsi, les autres fidélités n'avaient plus de raison. Le 3 avril, les députés du Corps législatif présents à Paris furent convoqués. Ils en formaient environ le tiers. Ils votèrent la déchéance de leur côté, en la motivant sur la violation du pacte constitutionnel. La cour des comptes, la cour de cassation, la cour d'appel, le chapitre et l'archevêque de Paris, adhérèrent aux Bourbons par des adresses.

XIV. — Napoléon était encore à craindre, car il pouvait réunir soixante-dix mille hommes, et tenter une guerre civile. Rien n'était donc plus urgent que de rallier l'armée au gouvernement provisoire, en lui démontrant que la paix était inévitable, et qu'il était seul en mesure de la conclure. Or, l'armée était épuisée de fatigue et démoralisée. Les officiers surtout, incertains et divisés, étaient aux abois. L'obéissance leur pesait. Napoléon était traité, au sein même de son état-major, de fou furieux.

Caulaincourt retourna à Fontainebleau annoncer à l'Empereur que les puissances étaient résolues à ne pas traiter avec lui, et qu'Alexandre lui offrait l'île d'Elbe pour retraite. Il lui déclara qu'une seule ressource lui restait, bien faible encore, celle de faire agréer la régence de Marie-Louise. Napoléon ne lui répondit pas; il était tout occupé d'un plan pour chasser les coalisés de Paris. Ceux-ci avaient divisé leurs forces; Schwarzenberg s'était établi sur la rive gauche avec quatre-vingt mille hommes; le reste était dans Paris ou sur la rive droite. Napoléon calculait qu'avec ses soixante-dix mille hommes, qui seraient réunis le 4, il pouvait écraser les quatre-vingt mille de Schwarzenberg, surprendre les troupes campées dans Paris, leur y livrer une seconde bataille, et forcer les souverains à composition. Le 4, il prononça une allocution dans ce sens aux soldats, et obtint d'eux des démonstrations enthousiastes.

L'état-major était consterné. Lefebvre, Ney, Oudinot, Macdonald, respectueux, mais exaspérés, surtout à l'idée de livrer une bataille dans Paris, se repentant comme le Sénat de leur trop longue complaisance, enfin cédant aux sollicitations dont ils étaient assiégés, montèrent dans le cabinet de l'Empereur, lui exposèrent la vérité d'une situation sur laquelle il s'abusait, et lui affirmèrent qu'ils n'étaient plus sûrs de l'obéissance des

troupes. Napoléon s'emporta et leur résista ; puis, comprenant que leur décision était inébranlable, il ouvrit les yeux tout à coup, les fit retirer, et rédigea un acte où il déclarait « qu'ayant été proclamé par les puissances alliées le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, fidèle à son serment, il était prêt à descendre du trône, à quitter la France et même la vie pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'Impératrice et des lois de l'Empire ».

Ney, Macdonald et Caulaincourt se chargèrent de porter cet acte à Alexandre, et de défendre auprès de lui la cause du Roi de Rome, qui leur semblait concilier leur devoir de fidélité avec les exigences de la situation.

Pendant ce temps, Marmont, dont le corps campé sur l'Essonne couvrait Fontainebleau, recevait des lettres du général Bournonville, de Dessoles et de Pasquier, qui l'adjuraient de ne pas faire inutilement verser le sang de ses soldats « pour la cause particulière d'un homme dont la France était désormais séparée ». On sollicita de tous côtés son adhésion au gouvernement provisoire. Schwarzenberg, dont le quartier général, placé à Petitbourg, était peu éloigné du sien, lui écrivit dans ce sens. L'idée de jouer un rôle égal à celui de Talleyrand le tenta. Il réunit ses généraux de division, qui furent tous d'avis d'entrer en pourparlers avec Schwarzenberg. Le 4, à dix heures, il apprit l'abdication de Napoléon. Il se joignit à Ney, Macdonald et Caulaincourt, qui se rendaient auprès d'Alexandre, et donna l'ordre à ses divisionnaires de ne faire, quoi qu'il arrivât, aucun mouvement avant son retour.

Les maréchaux et Marmont lui-même plaidèrent avec chaleur auprès des souverains la cause de la régence. Caulaincourt insista sur l'impossibilité de connaître le vœu du pays. L'empereur de Russie les reçut avec courtoisie et parut ému. Mais il appela à la conférence les membres du gouvernement provisoire et le général Dessoles. Ceux-ci repoussèrent la proposition, et ils exposèrent que des engagements contraires étaient déjà pris. Talleyrand dit : « Napoléon ou Louis XVIII. Tout le reste n'est qu'une intrigue ». Le 5, Alexandre déclara aux maréchaux qu'on n'acceptait l'abdication que sans conditions.

Or, un événement grave eut lieu dans la soirée du 4. Souham et les autres généraux du corps de Marmont, compromis dans la négociation qu'il avait entreprise avec Schwarzenberg, reçurent de Napoléon l'ordre plusieurs fois répété de se rendre à

Fontainebleau. Ils se crurent découverts et perdus s'ils obéissaient. Ils s'emportèrent en invectives contre Napoléon, l'accusant de vouloir faire tuer jusqu'au dernier homme, et prirent sur eux d'exécuter un mouvement qui n'était concerté qu'éventuellement avec Schwarzenberg. Souham, qui était le plus ancien, se mit à la tête du sixième corps, le mena de nuit à Versailles, et laissa l'Essonne découverte. Les troupes, ayant rencontré un corps russe et craignant d'être désarmées, arrivèrent à Versailles en désordre, agitées de sentiments contraires et ne sachant à quoi se résoudre. Le colonel Ordener leur fit crier: *Vive l'Empereur!* et entreprit de les ramener à Fontainebleau par Rambouillet. Marmont averti, accourut de Paris, les joignit à Trappes, se jeta au milieu d'elles en désespéré et au péril de sa vie. Il parvint enfin à les convaincre qu'on ne leur avait fait quitter Essonne que pour hâter la paix, et décida les généraux à les conduire à Mantes.

Le 5, Ney, Macdonald et Caulaincourt annoncèrent à Napoléon qu'on exigeait de lui une abdication sans conditions. Il s'y attendait sans le paraître. Il prit Caulaincourt à part pour lui déclarer qu'il pouvait encore se battre derrière la Loire, mais que ce serait compliquer la guerre étrangère d'une guerre civile, et qu'il était résigné à abdiquer. Revenu à la réalité, il s'exprima sur lui-même, sur ses généraux, sur la France, avec une grande lucidité d'esprit et le calme d'une décision arrêtée. Il demanda seulement à stipuler pour l'armée et pour la France; il voulait encore obtenir une amélioration de frontière. Caulaincourt observa que ce vœu était inutile, puisqu'on ne traiterait pas avec lui. Alors il appela les maréchaux et leur lut un acte d'abdication pure et simple.

Or, depuis la fuite du gouvernement et la proclamation de la déchéance, les haines avaient fait explosion. Napoléon était l'objet d'un déchaînement inouï. Ce n'était qu'un cri contre l'*ogre de Corse,* l'assassin du duc d'Enghien, l'auteur du guet-apens de Bayonne, l'homme qui avait fait égorger tant de milliers d'hommes, et qui, disait-on, réservait à Paris, en voulant engager une dernière bataille dans ses murs, le sort de Moscou. L'effervescence était au comble et la réaction sans mesure. On insultait, comme toujours, à l'idole tombée. La statue de la colonne d'Austerlitz fut renversée. Comme toutes les révolutions ont leurs bassesses, il ne manquait pas de gens pour flatter les souverains, et même les émigrés qui avaient servi dans

les armées étrangères. Un autre mouvement plus naturel était un enthousiasme soudain pour les princes. Chaque jour on sentait mieux que les Bourbons étaient nécessaires, qu'eux seuls pouvaient réconcilier la France avec l'Europe et donner la liberté. Mieux valait, comme le dit justement M. de Meaux, s'incliner devant un principe que devant un maître.

Vitrolles, qui avait été chercher le comte d'Artois à Nancy, demandait avec les plus ardents royalistes qu'on rappelât le Roi sans conditions, sans lui imposer d'engagements, et avec la cocarde blanche. Talleyrand répondit qu'il fallait qu'il vînt, qu'il vînt au plus vite, et que les choses s'arrangeraient; mais il voulait éviter qu'on se livrât aveuglément aux prétentions d'un parti. Il prétendait qu'en restaurant les Bourbons on les liât par une constitution, et que le Sénat se déclarât Chambre haute. Le Sénat, partageant son avis, eut le mérite d'exprimer ce que voulaient alors tous les hommes éclairés, un roi inviolable, un ministère responsable et deux Chambres. C'était là, en effet, le seul gouvernement possible en dehors de la monarchie absolue. Le Sénat posa encore des principes essentiels sur lesquels on était à peu près unanime; le vote de la dépense et de l'impôt par les Chambres, l'égalité de la justice pour tous, l'inamovibilité de la magistrature, la liberté individuelle, la liberté des cultes, la liberté de la presse, sauf la répression des délits par les tribunaux; l'admissibilité égale des Français à tous les emplois; le maintien des grades et dotations de l'armée; la conservation de la Légion d'honneur, la reconnaissance de la nouvelle noblesse avec le rétablissement de l'ancienne; le respect absolu de la dette publique; l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux, et l'oubli du passé. Ces déclarations étaient nécessaires pour fixer les bases du nouveau gouvernement, empêcher qu'elles fussent contestées, et prévenir des réactions funestes. On ne demandait à Louis XVIII, appelé librement au trône, que de jurer cette constitution.

Le Sénat, afin de mieux ménager la transition et de rallier l'avenir au présent, décida qu'il serait lui-même maintenu à titre de pairie héréditaire, et que le Corps législatif servirait de Chambre basse jusqu'à l'adoption d'une loi électorale et de nouvelles élections. Seulement on fixa le nombre des pairs à deux cents, ce qui permettait d'ouvrir la pairie à une cinquantaine de membres nouveaux que le roi désignerait, et qui y

apporteraient d'une manière plus particulière l'esprit du nouveau gouvernement.

Jusque-là ces mesures pouvaient se défendre. Il pouvait être d'intérêt public que le Sénat se constituât à l'état de pouvoir indépendant. Mais les sénateurs y ajoutèrent le maintien de leurs dotations, ce qui mit aux mains des royalistes purs une arme pour les honnir. On les accusa de faire de leur concours le prix d'un marché. On contesta la raison d'être du Sénat, dès que l'Empire dont il émanait n'existait plus. Par lui-même il ne représentait rien, sinon les régimes antérieurs, dont une partie de ses membres n'étaient que les épaves usées. Napoléon lui-même disait dans sa proclamation du 5 avril : « Le Sénat a oublié qu'il doit à l'Empereur les pouvoirs dont il abuse maintenant. »

Le gouvernement provisoire, qui émanait à son tour du Sénat, n'avait guère une autorité moins contestable. Celle qu'il tirait des circonstances ne pouvait être que fort courte. Il se hâta de prendre quelques mesures sages, comme d'ouvrir les prisons à des détenus politiques, et surtout à des prêtres. Il reçut aussi des adhésions, celles des maréchaux Oudinot, Victor, Lefebvre, qui ne les lui avaient pas encore données, celles de Cambacérès et de la plupart des dignitaires et fonctionnaires de l'Empire. Merlin de Douai, Sieyès, Berlier, Boulay de la Meurthe, Muraire, Fontanes, Garat, le duc de Massa, adhérèrent en termes très-significatifs. Trop souvent ces adhésions furent des protestations violentes contre le passé. En général elles coûtèrent peu à ceux qui les firent, tant en dehors des hommes ardents il existait une masse d'esprits condamnés à l'apathie et blasés sur les révolutions.

On envoya des émissaires à Soult et à Suchet. Le 10, Soult, qui s'était retranché aux portes de Toulouse et ignorait encore les événements de Paris, y livra à Wellington une dernière bataille aussi sanglante qu'inutile. Il apprit le soir que la paix était faite. Il ne donna pourtant son adhésion qu'au bout de plusieurs jours. Suchet et Augereau montrèrent plus d'empressement.

Le 11, les souverains signèrent avec Napoléon un traité par lequel ils lui cédaient l'île d'Elbe, avec un revenu de deux millions pour lui et de deux autres pour sa famille. On donnait à Marie-Louise et à son fils les duchés de Parme et de Plaisance. Dans la soirée, Napoléon avala une dose d'opium

qu'il portait sur lui depuis la campagne de Russie; mais sa constitution vigoureuse la rejeta. Il se reprit alors à la vie et voulut que cet incident demeurât ignoré.

Le comte d'Artois, que Vitrolles était allé chercher à Nancy, s'était mis en route avant que rien ne fût réglé. Il reçut à Vitry des lettres de Talleyrand et un envoyé d'Alexandre qui l'invitaient à déférer au vœu du Sénat, une transaction étant indispensable. Mais il voulait entrer à Paris sans engagements. Le 11, au château de Livry, chez le comte de Damas, on convint, tant bien que mal, des conditions auxquelles cette entrée aurait lieu. On ne pouvait admettre le prince comme lieutenant général; on l'admit comme chef du gouvernement provisoire, et il annonça qu'il en référerait au Roi pour l'acceptation de la constitution.

Il fit son entrée le 12, par la barrière de Bondy, à cheval et en habit de garde national, avec une cocarde blanche, entouré d'un groupe brillant de cavaliers royalistes portant ses couleurs. Il rencontra successivement sur son passage les officiers de la garde nationale, les maréchaux, les membres du gouvernement provisoire, le conseil municipal, et il alla prendre à la tête de ce cortége possession des Tuileries. Le Sénat seul s'était abstenu. Les qualités extérieures du prince, son affabilité, l'éclat qui l'entourait, excitèrent l'enthousiasme sur son passage. Les troupes étrangères avaient été consignées par les souverains. On n'avait pu recueillir toutes les paroles du comte d'Artois. Talleyrand fit insérer au *Moniteur* une note rédigée par Beugnot, reproduisant *à peu près* une de ses courtes harangues, et se terminant par ces mots, expression des vœux du gouvernement d'alors, bien plutôt que de la réalité : « Plus de divisions. La paix et la France. Je la revois. Rien n'y est changé, si ce n'est qu'il s'y trouve un Français de plus. »

Le 13 avril, la garde nationale et les troupes de Paris prirent la cocarde blanche, d'après l'exemple donné à Rouen par le maréchal Jourdan qui y commandait, et qui céda, à ce qu'on croit, à l'instigation secrète de Talleyrand. Le 14, le comte d'Artois consentit, sur l'insistance pressante d'Alexandre, à recevoir du Sénat, qui se rendit aux Tuileries, le titre de lieutenant général du royaume, « en attendant que Louis-Stanislas-Xavier, appelé au trône des Français, eût accepté la Charte constitutionnelle ».

Alexandre recherchait la popularité, et tenait à honneur

que la France lui dût l'établissement d'un gouvernement libéral. On lui fit une ovation à l'Opéra. Les Russes affectaient, à son exemple, de se montrer libéraux. Le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, qui arriva le dernier à Paris, exprimèrent des sentiments très-opposés.

La régence, retirée à Blois, était en déroute. Marie-Louise, sollicitée par Napoléon de partager son exil, et par François II de retourner à Vienne, obéit de préférence aux ordres de son père. Les princes de la famille Bonaparte s'enfuirent en Suisse ou en Italie. Les rares fonctionnaires qui n'allèrent pas adhérer à Paris se dispersèrent. Eugène et Davout furent les derniers à poser les armes.

Napoléon, résigné en apparence et affectant de courber le front sous la fatalité, exprima sur le Sénat, pendant les derniers jours qu'il passa à Fontainebleau, des vérités sévères, sans se rendre compte qu'elles retombaient sur lui-même. Il partit le 20 pour l'île d'Elbe, après avoir fait avec solennité ses adieux à sa garde et embrassé le général Petit, qui en portait le drapeau. Il partit, accompagné par le général russe Schouvalof et une escorte étrangère. De Valence à Fréjus, il fut accueilli par des cris, des huées et des menaces. A Orgon, il se vit en danger d'être écharpé par une populace furieuse ; son escorte le força de prendre un déguisement. Le 28, il s'embarqua à Fréjus pour Porto-Ferrajo, avec trois généraux, Bertrand, Drouot et Cambronne, qui voulurent partager son exil [1].

[1] La *Correspondance de Napoléon Ier*, édition H. Plon, 30 volumes in-8°, est la source la plus importante à laquelle nous ayons puisé. Nous la citons ici une fois pour toutes, n'ayant pas jugé à propos de charger les chapitres précédents de renvois qui eussent été trop nombreux.

FIN DU TOME HUITIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE CINQUANTE ET UNIÈME. — LA CONVENTION.

(SUITE DE LA QUATRIÈME ET DERNIÈRE PARTIE. 1794-1795.)

LIVRE CINQUANTE-DEUXIÈME. — LE DIRECTOIRE.

(PREMIÈRE PARTIE. JUSQU'AU TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO. 1795-1797.)

LIVRE CINQUANTE-TROISIÈME. — LE DIRECTOIRE.

(DEUXIÈME PARTIE. DEPUIS CAMPO-FORMIO. 1797-1799.)

LIVRE CINQUANTE-QUATRIÈME. — LE CONSULAT.

(PREMIÈRE PARTIE. LE CONSULAT DÉCENNAL. 1799-1802.)

LIVRE CINQUANTE-CINQUIÈME. — LE CONSULAT.

(DEUXIÈME PARTIE. LE CONSULAT A VIE. 1802-1804.)

LIVRE CINQUANTE-SIXIÈME. — L'EMPIRE.

(PREMIÈRE PARTIE. JUSQU'AU TRAITÉ DE TILSITT. 1804-1807.)

LIVRE CINQUANTE-SEPTIÈME. — L'EMPIRE.

(DEUXIÈME PARTIE. DU TRAITÉ DE TILSITT AU MARIAGE AVEC MARIE-LOUISE. 1807-1810.)

LIVRE CINQUANTE-HUITIÈME. — L'EMPIRE.

(TROISIÈME PARTIE. DEPUIS LE MARIAGE AVEC MARIE-LOUISE JUSQU'AU RETOUR DE RUSSIE

(1810-1812.)

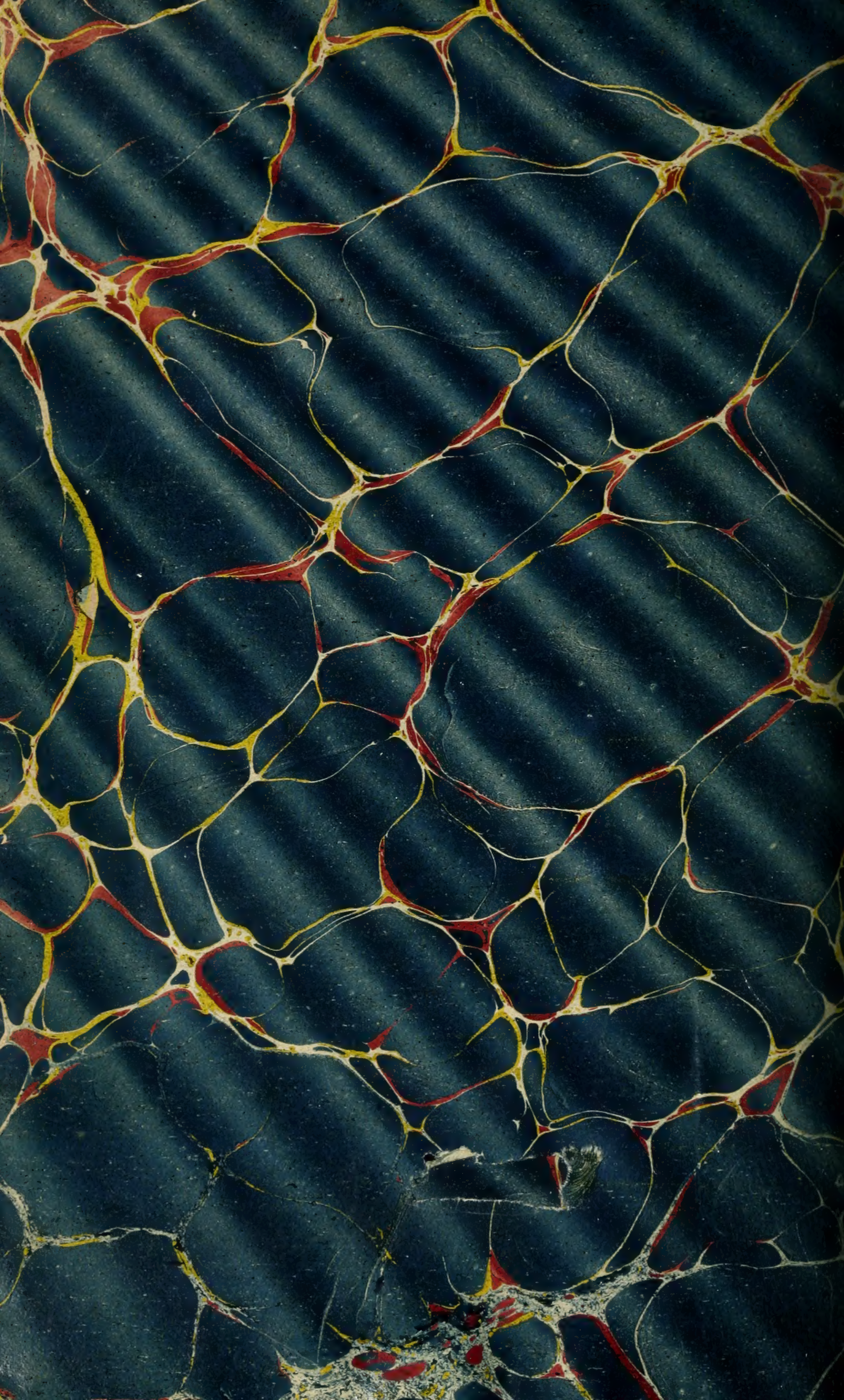
LIVRE CINQUANTE-NEUVIÈME. — L'EMPIRE.

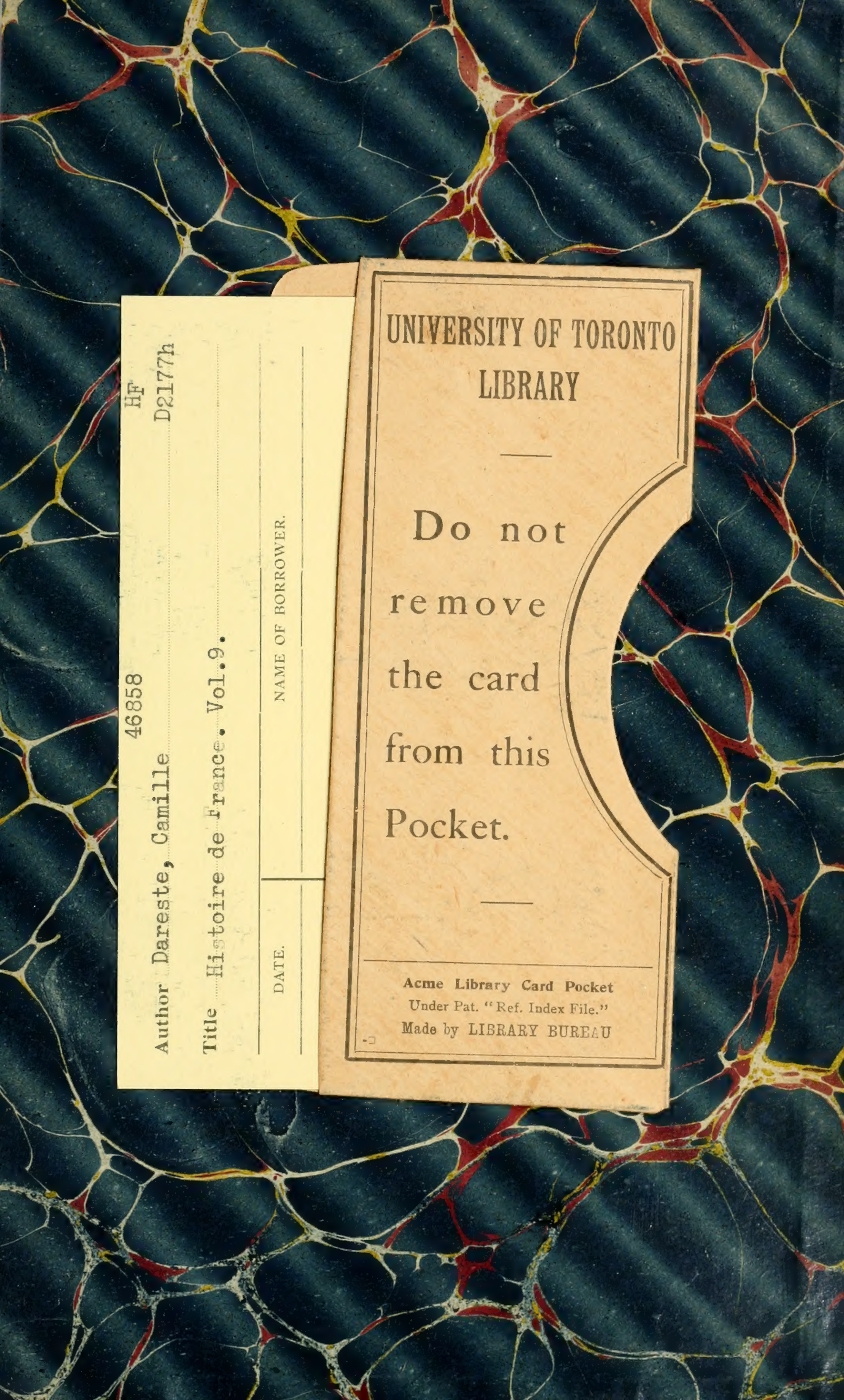
(QUATRIÈME PARTIE. 1813-1814.)

LIVRE SOIXANTIÈME. — FIN DE L'EMPIRE.

(1814.)

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE 8.




UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not remove the card from this Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU
HF
D2177h
46858
Author Dareste, Camille
Title Histoire de France. Vol.9.
DATE.
NAME OF BORROWER.

